DELIBERATIONS

(Délibérations du CONSEIL)

CONSEIL du 20/12/2024

Le présent document regroupe l'ensemble des délibérations accompagnées de leur(s) annexe(s), classés par élus rapporteur et par compétences.

SOMMAIRE

Elu rapporteur : LEPRETRE Sébastien

Transports publics

24-C-0370 - Extramobile - Marché de maîtrise d'#uvre Intelligent Transportation Systems (ITS) des lignes du SDIT - Lot n° 7 - Procédure avec négociation - Autorisation de signature 4

24-C-0371 - Extramobile - Projet de tramway du pôle métropolitaine de Lille et sa couronne - Études de recensement et prescriptions ferroviaires sur les ouvrages d'art - Convention de financement avec SNCF Réseau et SNCF Gares & Connexions - Autorisation de signature 7

24-C-0372 - Acceptation des titres urbains sur le réseau TER du ressort territorial de la MEL - Région Hauts-de-France - ILEVIA - SNCF Voyageurs - Convention - Avenant n° 1 - Prolongation - Autorisation de signature 9

Elu rapporteur : BRUN Charlotte

Climat

24-C-0373 - Renouvellement du Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) pour la période 2027 - 2032 - Modalités d'élaboration et de concertation 11

24-C-0374 - PCAET - ATMO Hauts-de-France - Renouvellement de la subvention - Période 2025-2027 - Convention - Autorisation de signature 15

Energie

24-C-0375 - LILLE - Réseau de chaleur métropolitain - Contrat de concession avec RESONOR - Avenant n° 20 - Conventions d'import de chaleur et d'échanges de données informatisées - Autorisation de signature 19

24-C-0376 - MONS-EN-BAROEUL - ROUBAIX - VILLENEUVE D'ASCQ - WATTIGNIES - WATTRELOS - Réseaux de chaleur métropolitains - Contrats de concession de service public - Avenants - Echanges de données informatisées et mise en Open Data - Autorisation de signature 22

24-C-0377 - Rapports annuels relatifs à l'exécution des Délégations de Service Public de type concessif pour la production et la distribution d'énergie calorifique sur le territoire métropolitain - Année 2023 24

24-C-0378 - Schéma Directeur des réseaux de chaleur et de froid sur le territoire de la MEL à l'horizon 2035 - Approbation 29

24-C-0379 - Rapport annuel relatif à l'exécution de la Concession de Distribution Publique de Gaz - GRDF - Année 2023 44

24-C-0380 - Rapports annuels relatifs à l'exécution des concessions de distribution publique d'électricité et de fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementés - ENEDIS, EDF et SICAE Carnin - Année 2023 54

24-C-0381 - CARNIN - Concession de distribution publique et de fourniture d'électricité - Intégration du réseau basse tension de Carnin à la concession ENEDIS-EDF - Autorisation 79

24-C-0382 - Contrat Chaleur Renouvelable - Fonds Chaleur de l'ADEME - Attribution - Convention - Autorisation de signature 82

Elu rapporteur : BAERT Dominique

Finances

24-C-0383 - Budget Général - Décision modificative n°2 - Exercice 2024 85

24-C-0384 - Budget annexe Activités Immobilières et Économique - Décision modificative n° 2 - Exercice 2024 137

24-C-0385 - Budget annexe Assainissement - Décision modificative n°2 - Exercice 2024 180

24-C-0386 - Budget annexe Crématoriums - Décision modificative n°2 - Exercice 2024 206

24-C-0387 - Budget annexe Eau - Décision modificative n°2 - Exercice 2024 229

24-C-0388 - Budget annexe OPA - Décision modificative n°1 - Exercice 2024 252

24-C-0389 - Budget annexe Transports - Décision modificative n° 2 - Exercice 2024 300

24-C-0391 - Rapport d'orientations budgétaires - Exercice 2025 328

24-C-0392 - Attribution de compensation prévisionnelle 2025 534

24-C-0393 - Dotation de solidarité communautaire prévisionnelle 2025 538

24-C-0394 - Ouverture de crédits provisoires - Exercice 2025 542

24-C-0395 - Augmentation de capital de la société SEM Ville Renouvelée 546

Politique de la ville (géographie prioritaire ANRU)

24-C-0396 - LILLE - NPRU - Rénovation des quartiers anciens dégradés - Concession d'aménagement - CRAC 2023 573

24-C-0397 - MONS-EN-BAROEUL - NPRU - Nouveau Mons - Bilan de la Participation du Public par Voie Electronique (PPVE) - Modification de la Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) - Réalisation de la ZAC 578

24-C-0398 - LILLE - NPRU - Concorde - Signature du protocole foncier 585

24-C-0399 - HEM - NPRU - Lionderie - Signature du protocole foncier 588

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 23/12/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20241220-lmc100000115065-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 23/12/2024
Retour préfecture le 23/12/2024
Publié le 24/12/2024

24-C-0370

Séance du vendredi 20 décembre 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

EXTRAMOBILE - MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE INTELLIGENT TRANSPORTATION SYSTEMS (ITS) DES LIGNES DU SDIT - LOT N° 7 - PROCEDURE AVEC NEGOCIATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu l'article L1212-1 du Code de la commande publique par lequel la métropole européenne de Lille (MEL) exerce une activité d'opérateur de réseaux et agit donc en tant qu'entité adjudicatrice ;

Vu la délibération n° 19 C 0312 du 28 juin 2019 adoptant le Schéma Directeur des Infrastructures de Transport (SDIT) métropolitain ;

Vu les délibérations n° 22-C-0166 à 169 du 24 juin 2022 approuvant le bilan de la concertation préalable menée sur les différents projets de tramway et de bus à haut niveau de service ;

I. Exposé des motifs

La métropole européenne de Lille (MEL) a engagé les consultations des marchés de maîtrise d'œuvre des projets de tramway et de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) selon un allotissement en 7 marchés :

- un marché de maîtrise d'œuvre ITS (Intelligent Transportation System - Systèmes de Transport Intelligents) transverse,
- un marché de maîtrise d'œuvre pour le projet de tramway du pôle métropolitain de Roubaix-Tourcoing,
- un marché de maîtrise d'œuvre pour le projet de tramway du pôle métropolitain de Lille et sa couronne,
- un marché de maîtrise d'œuvre pour le site de maintenance et de remisage du tramway du pôle métropolitain de Roubaix-Tourcoing,
- un marché de maîtrise d'œuvre pour le site de maintenance et de remisage du tramway du pôle métropolitain de Lille et sa couronne,
- un marché de maîtrise d'œuvre pour le projet de BHNS de Lille-Villeneuve d'Ascq,
- un marché de maîtrise d'œuvre pour le projet de BHNS de Villeneuve d'Ascq Marcq-en-Barœul.

Les maîtres d'œuvre retenus mèneront les études de conception des projets de transport en vue notamment de l'établissement de l'ensemble des dossiers d'autorisations réglementaires nécessaires à l'engagement des travaux des différentes lignes, assureront la conception technique des projets, le suivi de la

réalisation des travaux, l'assistance aux opérations de réception et de mises en service et l'accompagnement du maître d'ouvrage jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement.

Le maître d'œuvre ITS est spécifiquement en charge des systèmes de transport nécessaires à l'ensemble des projets de nouvelles lignes de tramway et BHNS. Il s'agit des équipements et installations en courants faibles des projets en particulier :
- Poste de Commandement des modes de surface (tramways, bus, BHNS) ;
- Réseau de communication et système de radio communication ;
- Système de gestion technique centralisée ;
- Système d'aide à l'exploitation ;
- Système d'information voyageurs ;
- Équipements billettique ;
- Système de vidéoprotection,
- Système de contrôle d'accès et anti-intrusion,
- Système de sonorisation,
- Système de téléphonie et interphonie.

Une procédure avec négociation relative au marché de maîtrise d'œuvre ITS (Intelligent Transportation System - Systèmes de Transport Intelligents) Lot n° 7 a été lancée le 8 février 2024, avec une date de remise des candidatures fixée au 8 mars 2024.

3 candidatures ont été reçues dans les délais :

- Groupement Egis Rail SAS (mandataire) / SETEC ITS SAS ;
- SYSTRA France ;
- RIFAL FORMATION.

Le candidat RIFAL FORMATION a déposé une offre par erreur. Son pli n'a pas été analysé car concernait une autre procédure.

Après analyse des candidatures en date du 29 mars 2024, le représentant de l'entité adjudicatrice a retenu les candidatures suivantes :

- Groupement Egis Rail SAS ;
- SYSTRA France.

Une lettre d'invitation à déposer leur offre initiale a été envoyée le 10 avril 2024 pour une remise des offres initiales fixée le 22 mai 2024.

Les 2 candidats retenus ont remis une offre initiale dans le délai requis.

À l'issue de la phase de négociation qui s'est déroulée le 27 juin 2024, l'invitation à déposer les offres après négociations a été envoyée le 16 juillet 2024 aux 2 soumissionnaires, pour une remise des offres finales fixée au 13 septembre 2024.

Les 2 soumissionnaires ont remis leurs offres finales après négociations dans le délai requis.

Suite à l'analyse des offres, le rapport d'analyse des offres final a été présenté à la Commission d'Appel d'Offres réunie le 4 décembre 2024.

Le marché a été attribué à SYSTRA France pour un montant composé d'une partie traitée à prix global et forfaitaire (toutes tranches confondues) de 5 155 684 € HT sur une durée prévisionnelle de 13 ans à compter de la date de l'ordre de service prescrivant le démarrage de la tranche ferme et d'une partie traitée à prix unitaire, sans montant minimum et avec un montant maximum de 3 500 000 € HT sur une durée de 8 ans à compter de la notification du premier bon de commande.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Transports, Mobilité, Accessibilité, Prévention, Sécurité consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer le marché relatif à la maîtrise d'œuvre ITS (Intelligent Transportation System - Systèmes de Transport Intelligents) des lignes du SDIT, Lot n° 7, avec SYSTRA France ;

2) d'imputer les dépenses correspondantes aux crédits inscrits au budget annexe Transports en section d'investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 23/12/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20241220-lmc100000115066-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 23/12/2024
Retour préfecture le 23/12/2024
Publié le 24/12/2024

24-C-0371

Séance du vendredi 20 décembre 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

EXTRAMOBILE - PROJET DE TRAMWAY DU POLE METROPOLITAINE DE LILLE ET SA COURONNE - ÉTUDES DE RECENSEMENT ET PRESCRIPTIONS FERROVIAIRES SUR LES OUVRAGES D'ART - CONVENTION DE FINANCEMENT AVEC SNCF RESEAU ET SNCF GARES & CONNEXIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu la délibération n° 19 C 0312 du 28 juin 2019 adoptant le Schéma Directeur des Infrastructures de Transport (SDIT) métropolitain ;

Vu la délibération n° 22 C 0166 du 24 juin 2022 approuvant le bilan de la concertation préalable menée sur le projet de tramway du pôle métropolitain de Lille et sa couronne ;

Vu la délibération n° 22 C 0398 du 16 décembre 2022 confirmant la poursuite du projet de tramway du pôle métropolitain de Lille et sa couronne du projet "Extramobile";

I. Exposé des motifs

Après une phase de concertation préalable menée en 2022, la métropole européenne de Lille (MEL) engage la réalisation des études de maîtrise d'œuvre du projet de tramway du pôle métropolitain de Lille et sa couronne. Ces études de conception détaillée débutent par une phase d'études préliminaires qui permettront d'analyser les scénarios d'insertion du projet de transport et de confirmer la faisabilité technique de réalisation des ouvrages en particulier des ouvrages de franchissement en interface avec le domaine ferroviaire.

À ce titre, il est nécessaire que SNCF Réseau et SNCF Gares & Connexions engagent en parallèle des études de recensement et de prescriptions ferroviaires sur ces ouvrages afin de répertorier l'ensemble des contraintes liées au domaine ferroviaire à intégrer par la MEL dans ses études et de déterminer, le cas échéant, le besoin en études et en travaux qui seront à mener ultérieurement sur le domaine ferroviaire.

Il convient donc d'établir une convention de financement entre la MEL, SNCF Réseau et SNCF Gares & Connexions pour la réalisation de ces études et prescriptions.

La durée des études est de 1 an et le terme de la convention interviendra une fois effectué le paiement des prestations après réception des études concernées. Cette convention est conclue pour un montant maximum de 528 395 € HT.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Transports, Mobilité, Accessibilité, Prévention, Sécurité consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer la convention avec SNCF Réseau et SNCF Gares & Connexions pour la réalisation des études de recensement et prescriptions ferroviaires sur les ouvrages d'art situés sur le tracé du projet de tramway du pôle métropolitain de Lille et sa couronne ;

2) d'imputer les dépenses correspondantes aux crédits inscrits au budget annexe Transports en section d'investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20241220-lmc100000115067-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 23/12/2024
Retour préfecture le 23/12/2024
Publié le 24/12/2024

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 23/12/2024
Arnaud FICOT

24-C-0372

Séance du vendredi 20 décembre 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

ACCEPTATION DES TITRES URBAINS SUR LE RESEAU TER DU RESSORT TERRITORIAL DE LA MEL - REGION HAUTS-DE-FRANCE - ILEVIA - SNCF VOYAGEURS - CONVENTION - AVENANT N° 1 - PROLONGATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu la délibération n° 23-C-0385 du 15 décembre 2023 autorisant la signature d'une convention définissant les modalités de l'intégration tarifaire des lignes TER (Transport Express Régional) dans le ressort territorial de la métropole européenne de Lille (MEL) entre la MEL, la Région des Hauts-de-France, ILEVIA et SNCF Voyageurs jusqu'au 31 décembre 2024 ;

I. Exposé des motifs

La MEL et la Région des Hauts-de-France, en collaboration avec leurs exploitants respectifs, ILEVIA et la SNCF, conduisent depuis plusieurs années une politique commune d'intermodalité avec pour ambition d'attirer de nouveaux usagers et de favoriser les déplacements sur la Métropole. À ce titre, des abonnements mais également d'autres titres urbains, notamment occasionnels, sont acceptés sur le réseau TER.

Dans le cadre de la convention relative à l'intégration tarifaire, la Région des Hauts-de-France et la MEL se sont accordées sur une contribution financière prévisionnelle, pour les années 2023 et 2024, à SNCF Voyageurs, basée sur les charges, à savoir le coût kilométrique des trains et le nombre de voyageurs utilisant un des titres de transport ILEVIA concerné. Le montant de cette contribution est réparti à part égale entre les deux autorités organisatrices.

Par ailleurs, s'agissant de l'extension du dispositif à de nouveaux titres urbains, afin de tenir compte de la perte réelle de recettes pour SNCF Voyageurs, un mécanisme d'ajustement a posteriori de la contribution couvrant la perte effective de recettes est également prévu.

Il convient aujourd'hui d'autoriser la signature d'un avenant n° 1 ayant pour objet de :
- prolonger à l'identique le dispositif d'intégration tarifaire de la convention, pour une durée d'un an, soit du 1er janvier au 31 décembre 2025 ;
- acter le montant de la contribution définitive de la MEL pour l'année 2023 ;
- fixer le montant de la contribution provisoire de la MEL pour l'année 2025.

La contribution financière à verser à l'exploitant du TER reste basée sur les charges supportées par l'exploitant du TER et demeure répartie à parts égales entre les deux Autorités Organisatrices de la Mobilité.

Elle est établie par la Région de manière prévisionnelle et devient définitive chaque année suite aux résultats de l'enquête annuelle qui permet d'actualiser la contribution en fonction du nombre de kilomètres, du coût du train au kilomètre et de la part de voyageurs se déplaçant en TER avec un titre ILEVIA dans le ressort territorial de la MEL.

Le montant du solde dû par la MEL au titre de la contribution définitive de 2023 (suite à l'enquête réalisée fin d'année 2023) est de 154 147,52 HT €.

Le montant prévisionnel de 3 275 634,84 € HT dû au titre de l'année 2024 sera régularisé après l'enquête qui sera réalisée fin 2024.

Pour l'année 2025, le montant de la contribution prévisionnelle à verser par la MEL à SNCF Voyageurs sera identique à 2024 et réparti en 4 acomptes de 818 908,71€ HT.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Transports, Mobilité, Accessibilité, Prévention, Sécurité consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer l'avenant n° 1 à la convention relative à l'intégration tarifaire des transports régionaux et urbains dans le ressort territorial de la MEL avec la Région Hauts-de-France, ILEVIA et SNCF Voyageurs ;

2) de verser à SNCF Voyageurs la contribution financière relative à l'intégration tarifaire ;

3) d'imputer les dépenses correspondantes aux crédits inscrits au budget annexe Transports en section de fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS

Mmes Florence BARISEAU, Stéphanie DUCRET, Saliha KHATIR, Hélène MOENECLAEY, Dominique PIERRE-RENARD et Danièle PONCHAUX ainsi que MM Maxime CABAYE, Guillaume DELBAR, Eric DENOEUD, Eric DURAND, Bernard GERARD Yvan HUTCHINSON et Frédéric LEFEBVRE n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 23/12/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20241220-lmc100000115029-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 23/12/2024
Retour préfecture le 23/12/2024
Publié le 24/12/2024

24-C-0373

Séance du vendredi 20 décembre 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

RENOUVELLEMENT DU PLAN CLIMAT AIR ÉNERGIE TERRITORIAL (PCAET) POUR LA PERIODE 2027 - 2032 - MODALITES D'ELABORATION ET DE CONCERTATION

Vu l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en vertu duquel tout Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre de plus de 50 000 habitants est tenu d'élaborer un Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) ;

Vu l'article L. 121-18 du code de l'environnement, portant obligation de publication d'une déclaration d'intention, constituée par la présente délibération ;

Vu les articles R. 229-51 à 56 du code de l'environnement, précisant les modalités d'élaboration et de mise à jour des PCAET, ainsi que leur contenu ;

Vu la délibération n° 21 C 0044 du 19 février 2021 approuvant le PCAET métropolitain pour la période 2021 - 2026 ;

I. Exposé des motifs

L'actuel PCAET de la métropole européenne de Lille (MEL), adopté en février 2021 couvre la période 2021-2026. Il a fait l'objet d'une évaluation à mi-parcours, actée par la délibération 24-C-0019 du 9 février 2024. Son adoption a marqué une véritable accélération des actions en faveur de la transition écologique, qui a été récompensée par l'obtention en juillet dernier du label Climat Air Énergie de l'ADEME au niveau 5 étoiles.

Ce PCAET a pour ambition de réduire les émissions de gaz à effet de serre, en visant la neutralité carbone à horizon 2050, d'améliorer la qualité de l'air et d'adapter le territoire au changement climatique.

Conformément au code de l'environnement, il est nécessaire d'engager sa mise à jour pour aboutir à un nouveau PCAET couvrant la période 2027-2032, afin de poursuivre cette dynamique vertueuse au vu de l'urgence climatique.

Le PCAET couvre l'ensemble du territoire de la MEL et de ses 95 communes membres.

Conformément au code de l'environnement, le PCAET devra notamment prendre en compte la stratégie nationale bas-carbone, les objectifs du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET), le schéma de cohérence territorial (SCoT), ainsi que les orientations relatives aux réseaux d'énergie du plan local d'urbanisme. Il devra de plus être compatible avec les règles générales du fascicule du SRADDET et avec le plan de protection de l'atmosphère.

Avant son approbation, et conformément à la réglementation, le nouveau PCAET fera l'objet d'une évaluation environnementale.

***

La présente délibération vise à lancer le processus d'élaboration de ce nouveau PCAET et à en définir les modalités d'élaboration et de concertation.

Le PCAET doit comporter des objectifs stratégiques et opérationnels portant sur :

- la réduction des émissions de gaz à effet de serre du territoire ;
- le renforcement du stockage carbone sur le territoire ;
- la maîtrise de la consommation d'énergie finale du territoire ;
- l'évolution coordonnée des réseaux énergétiques ;
- la production et la consommation d'énergies renouvelables, ainsi que la valorisation des potentiels d'énergies de récupération et de stockage ;
- la livraison d'énergie renouvelable et de récupération par les réseaux de chaleur ;
- les productions biosourcées à usages autres qu'alimentaires ;
- la réduction des émissions de polluants atmosphériques et de leur concentration ;
- l'adaptation au changement climatique.

La première phase de son élaboration consistera à mettre à jour l'état des lieux du territoire et de l'avancement de nos actions relatives au climat et à la qualité de l'air, en s'appuyant notamment sur les résultats de l'évaluation à mi-parcours du PCAET actuel et de l'audit de labellisation Climat Air Energie, ainsi que sur les diagnostics des différents plans adoptés durant le mandat. Des études spécifiques seront engagées autant que de besoin pour compléter cet état des lieux.

La phase suivante consistera à réinterroger les objectifs climat - air - énergie de la MEL, à l'horizon du prochain PCAET et au-delà, pour avoir un niveau d'ambition cohérent avec la nouvelle stratégie française pour le climat de l'énergie en cours de mise à jour.

En parallèle, un travail aura lieu pour élaborer un plan d'actions ambitieux dans l'ensemble des politiques publiques concernées par le PCAET. Les effets de ces

actions seront modélisés, pour vérifier que le plan d'actions dans son ensemble permet bien d'atteindre les objectifs fixés, en tenant compte des politiques nationales et européennes. Comme pour le PCAET actuel, un dispositif de suivi et d'évaluation sera défini.

Il est proposé d'associer à ce travail dès début 2025 :

- le Haut Conseil métropolitain pour le Climat (HCmC), qui sera notamment concerté sur son expertise d'usage (constats, leviers et freins) ;
- le Club Climat des Communes, qui permettra de faciliter la déclinaison des ambitions du futur climat plan climat dans les communes.

Des groupes de travail par thématique seront organisés durant l'année 2025.

Il est de plus proposé d'organiser une concertation préalable de manière volontaire afin d'associer le public, les communes et les acteurs sociaux-économiques à l'élaboration du nouveau PCAET. Il est prévu de tenir cette concertation préalable à l'automne 2025. Les modalités de cette concertation seront définies de façon à toucher le plus largement possible différents types de publics et d'acteurs.

Une fois l'évaluation finale du PCAET 2021-2026 effectuée, ses conclusions seront prises en compte dans le projet de PCAET. L'objectif est d'aboutir à un projet de PCAET finalisé fin 2026, après les élections municipales. Ce projet sera proposé pour arrêt au Conseil métropolitain.

Une fois le projet arrêté, il sera soumis pour avis à l'Autorité environnementale, accompagné de l'évaluation environnementale requise par la réglementation.

Le HCmC et le public seront ensuite consultés sur le projet de PCAET arrêté, avec là encore une attention particulière aux modalités de consultation, afin de toucher tous les publics et acteurs.

Le projet de PCAET sera également soumis pour avis au Préfet de Région et au Président du Conseil Régional.

Une fois ces différents avis recueillis et intégrés, le PCAET sera présenté et proposé pour adoption en Conseil métropolitain en 2027.

Une évaluation à mi-parcours sera programmée en 2030.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Climat et écologie, Gestion de l'eau et des déchets, ENM, Agriculture consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) d'autoriser Monsieur le président ou son représentant délégué à exécuter les modalités de mise à jour du PCAET ;

2) d'imputer les dépenses correspondantes aux crédits inscrits au budget général en section de fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 23/12/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20241220-lmc100000115068-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 23/12/2024
Retour préfecture le 23/12/2024
Publié le 24/12/2024

24-C-0374

Séance du vendredi 20 décembre 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

PCAET - ATMO HAUTS-DE-FRANCE - RENOUVELLEMENT DE LA SUBVENTION - PERIODE 2025-2027 - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (loi MAPTAM) ;

Vu la délibération n° 21 C 0044 du 19 février 2021 approuvant le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) ;

Vu la délibération n° 23-C-0027 du 10 février 2023 autorisant la signature de la convention 2023-2025 avec l'association ATMO Hauts-de-France pour le versement d'une subvention du pacte associatif de l'association d'un montant de 127 500 € par an et d'un financement relatif aux actions spécifiques pour l'année 2023 pour un montant de 55 307 € ;

Vu la délibération n° 24-B-0026 du 9 février 2024 autorisant la signature de l'avenant n° 1 à la convention avec ATMO Hauts-de-France pour le financement complémentaire des actions spécifiques pour l'année 2024 à hauteur de 62 119 € ;

I. Exposé des motifs

L'amélioration de la qualité de l'air sur le territoire de la métropole européenne de Lille (MEL) est l'un des objectifs clés du PCAET, en réponse à une forte attente sociétale et à l'enjeu de santé que cela représente.

La MEL soutient depuis 1979 le réseau local de surveillance de la qualité de l'air et participe chaque année au financement des actions de ATMO Hauts-de-France, qui assure la surveillance réglementaire de la qualité de l'air à l'échelle régionale et bénéficie à ce titre d'un agrément délivré par le Ministère de la Transition Écologique.

Le financement accordé à ATMO comprend à la fois un financement du pacte associatif, un programme d'actions socles regroupant surveillance réglementaire et actions collectives, et le financement de certaines actions spécifiques de recherche ou de communication proposées par ATMO, qui font l'objet d'une délibération annuelle de la MEL.

Pour les années 2025 à 2027, ATMO sollicite notamment une participation au projet "Mieux connaitre la qualité de l'air pour mieux agir", un projet ambitieux et structurant pour la surveillance de la qualité de l'air.

Pour une meilleure lisibilité des actions subventionnées, il est proposé de mettre un terme de manière prématurée à la convention actuelle, qui englobe l'année 2025, et de signer une nouvelle convention pluriannuelle, couvrant la durée du projet en question.

Pour les années 2025, 2026 et 2027, il est proposé de renouveler le soutien de la MEL au Pacte associatif d'ATMO Hauts-de-France en maintenant la subvention annuelle de 127 500 €, dont le montant est défini par le règlement intérieur de l'Association, selon le potentiel fiscal du territoire.

À cette subvention "socle", il est proposé d'ajouter une subvention pour les projets spécifiques suivants.

1 - Le projet « Mieux connaitre pour mieux agir sur la qualité de l'air en Hauts-de-France »

Le projet a pour objectif l'élaboration d'un diagnostic territorial de l'évolution de la qualité de l'air sur les 30 dernières années, sur la base d'un inventaire des émissions atmosphériques annuelles pour 40 polluants et gaz à effet de serre, à l'échelle communale, et de la cartographie à fine échelle spatiale des concentrations pour le dioxyde d'azote, l'ozone, les particules PM10 et PM2.5.

Il vise également à améliorer les connaissances sur l'exposition aux polluants moins connus que sont les pesticides, les particules ultrafines (PUF), les PFAS et les micro-plastiques.

Il prévoit également le partage de la connaissance acquise et le développement d'outils de sensibilisation afin d'accompagner la mise en œuvre de solutions innovantes en faveur de l'air et de la santé des populations.

ATMO Hauts-de-France sera le chef de file de ce projet, auquel s'associent l'Association des centres sociaux de Wattrelos pour les centres sociaux du Nord et la Fédération des centres sociaux des Pays Picards pour les centres sociaux de l'Oise, ainsi que l'Association l'Air&Moi Hauts-de-France, en tant que membres partenaires.

Sept collectivités ou EPCI seront des partenaires associées au projet, parmi lesquelles la MEL, la Communauté Urbaine de Dunkerque, l'Agglomération de Creil Sud Oise ou encore Douaisis Agglomération.

Au total, 40 % de la population des Hauts-de-France sera concernée par ce projet au sein de territoires représentatifs de la diversité régionale. La Chambre de commerce et d'industrie et la Chambre d'agriculture seront également associées.

La contribution totale des collectivités partenaires s'élève à 291 000 € sur un budget total de 3 125 450 €.

Ce projet a fait l'objet d'une demande de financement auprès du FEDER, déposé le 20 septembre dernier, pour une réponse attendue au cours du mois de décembre.

Il est proposé que la MEL accorde un financement à hauteur de 30 000 € en 2025, puis 40 000 € en 2026 et 40 000 € en 2027.

2. La poursuite du projet TRACE (Trajectoires Air Climat Énergie)

ATMO Hauts-de-France en lien avec le Centre Ressource du Développement Durable (CERDD) développe depuis 4 ans le projet TRACE, plateforme de data-visualisation destinée à faciliter l'accès aux données Air Climat et Énergie aux acteurs du territoire régional.

En 2025, il est notamment prévu qu'ATMO Hauts-de-France produise pour la première fois une année d'inventaire statistique, pour diminuer le retard dans les données mises à disposition, qui n'est aujourd'hui pas satisfaisant.

Ce projet, dont le montant total est estimé à 64 362 € est cofinancé par l'ADEME, le Conseil Régional des Hauts-de-France et le Centre Ressource du Développement Durable (CERDD).

Il est proposé de contribuer à ce projet pour la troisième année consécutive à hauteur de 10 000 € maximum en 2025, soit 16 % du montant global du projet.

3. La poursuite du développement de l'application Air To Go

La MEL a déjà subventionné ce projet, qui vise à déployer à l'échelle des Hauts-de-France une application permettant à son utilisateur de visualiser son exposition aux polluants de l'air en temps réel et à visualiser l'exposition le long de ses trajets. Le lancement officiel de l'application a eu lieu le 15 octobre 2024.

En 2025, ATMO Hauts-de-France, outre la nécessaire maintenance de l'application, souhaite améliorer son ergonomie et proposer de nouvelles fonctionnalités :

- notification en cas d'épisodes de pollution ou encore de risque allergique aux pollens ;
- création de profils spécifiques tels que «parents de jeunes enfants», «allergique aux pollens», «sportif» entre autres, pour transmettre des recommandations adaptées, qui seront développées en lien avec l'ARS.

Ce projet, dont le montant total est estimé à 176 498 €, est cofinancé par la DREAL Hauts-de-France et l'Agence Régionale de Santé.

Il est proposé que la participation financière de la MEL au projet Air to Go s'élève à 15 000 € maximum en 2025, soit 8,5 % du montant total estimé.

4. Poursuite du projet « Sensitiz » et de la création de podcasts originaux sur la qualité de l'air

En 2024, la MEL a contribué à hauteur de 15 000 € au projet Sensitiz, qui incluait :

- la création d'un kit de communication sur la qualité de l'air à destination des services techniques des collectivités ;
- la création de 5 podcasts originaux sur la qualité de l'air.

Il est proposé de soutenir la poursuite de cette action à hauteur de 10 000 € maximum en 2025, soit 11,18 % du montant total de l'action, estimé à 89 472 €, pour encourager la diversification des supports d'information et toucher de nouveaux publics, en particulier les adolescents et les jeunes adultes.

Ce projet est cofinancé par le Conseil Régional des Hauts-de-France et l'Agence Régionale de Santé.

Le financement d'actions spécifiques complémentaires pour 2026 et 2027 fera, le cas échéant, l'objet de décisions ultérieures.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Climat et écologie, Gestion de l'eau et des déchets, ENM, Agriculture consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer la convention 2025-2027 entre la MEL et l'Association ATMO Hauts-de France ;

2) de verser une subvention annuelle du pacte associatif de l'Association ATMO Hauts-de-France d'un montant de 127 500 € par an pour la période 2025-2027 ;

3) de participer au financement des actions spécifiques proposées par ATMO Hauts-de-France à hauteur de 65 000 € maximum pour l'année 2025 ;

4) de participer au financement du projet "Mieux connaître la qualité de l'air pour mieux agir" à hauteur de 40 000 € pour 2026 et 40 000 € pour 2027 ;

5) d'imputer les dépenses correspondantes aux crédits inscrits au budget général en section de fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20241220-lmc100000115069-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 23/12/2024
Retour préfecture le 23/12/2024
Publié le 24/12/2024

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 23/12/2024
Arnaud FICOT

24-C-0375

Séance du vendredi 20 décembre 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

LILLE -

RESEAU DE CHALEUR METROPOLITAIN - CONTRAT DE CONCESSION AVEC RESONOR - AVENANT N° 20 - CONVENTIONS D'IMPORT DE CHALEUR ET D'ECHANGES DE DONNEES INFORMATISEES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) du 27 janvier 2014 attribuant à la métropole européenne de Lille (MEL) la compétence de « Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains » ;

Vu l'article R. 3135-7 du Code de la commande publique relatif aux modifications non substantielles des contrats de concession ;

Vu la délibération n° 15 C 0678 du 19 juin 2015 validant la stratégie Open Data métropolitaine ;

Vu le contrat de concession pour la gestion du service public de production et de distribution de l'énergie calorifique du réseau de chaleur de Lille, confié à la société RESONOR, filiale de DALKIA, jusqu'au 31 octobre 2025 ;

I. Exposé des motifs

La présente délibération porte sur la contractualisation d'un avenant n° 20 au contrat de concession ayant pour objet l'autorisation de signature de 3 conventions d'import de chaleur et d'annexer une convention d'échanges de données informatisées.

1. Conventions d'import de chaleur

Le réseau de chaleur de la Ville de Lille est un réseau ancien datant des années 1970, précédemment propriété de la Ville de Lille avant le transfert de compétence à la MEL en 2015.

Différents concours de circonstances ont créé des situations particulières d'abonnés, qui ne sont pas alimentés par les moyens de production de chaleur du réseau :

- la résidence « les Studiantines » du bailleur social Logis Métropole alimentée par la chaudière de la crèche municipale Line Dariel ;
- 3 sites appartenant à la ville de Lille (Crèche Marie Curie, Centre Social Arbrisseau, École Richard Wagner), alimentés par la chaufferie LMH Croisette ;
- le groupe scolaire Dondaines Cornette, appartenant à la ville de Lille, alimenté par la chaufferie LMH Eugène Jacquet.

Ces abonnés représentent moins de 1 % de la livraison de chaleur du réseau (1,5 GWh/an en moyenne).

Pour chacune des chaufferies, les conditions d'achat de la chaleur par RESONOR nécessitent d'être formellement encadrées par une convention d'achat de chaleur, à annexer au contrat de concession.

Chaque convention définit précisément :

- le coût d'achat de la chaleur par le concessionnaire, les modalités de facturation et de révision des coûts ;
- les limites de responsabilité ;
- les obligations des parties et les pénalités afférentes.

La MEL n'est pas signataire des conventions, qui s'achèveront à la fin du contrat de concession. Afin d'encadrer le cas d'une éventuelle résiliation anticipée de la concession de service public, il est prévue une clause de subrogation au profit de la MEL afin de pouvoir assurer la continuité du service public.

2. La convention d'échanges de données informatisées

Les discussions engagées avec le concessionnaire du réseau de chaleur de Lille ont permis d'aboutir à une convention d'échanges de données informatisées, permettant de définir les données transmises automatiquement et les modalités de transfert, dans l'optique de rendre l'action publique plus efficace.

Les données remises par le concessionnaire à la MEL sont : plan des réseaux, regards, chambres à vannes, vidanges, fourreaux, caniveaux et sous-stations.

Les données remises par la MEL à son concessionnaire sont : image aérienne en haute définition de la concession, plan cadastral et topographique (pour les trottoirs notamment).

Par ailleurs, en 2015, la MEL s'est dotée d'un portail Open Data dédié et s'est engagée dans une politique pour l'innovation et le développement numérique, faisant une place prioritaire à la réutilisation des données publiques.

Les données relatives à l'activité des réseaux de chaleur présentent un intérêt certain pour le public. Les chiffres clefs sur les volumes d'énergie distribuée et le mix énergétique des réseaux sont déjà publiés sur le site Internet de la MEL.

Les conventions vont permettre d'ajouter les plans des réseaux en Open Data.

Cette convention d'échanges de données informatisées doit donc être annexée au contrat de concession par voie d'avenant.

Cet avenant ne présente pas d'impact sur le montant du contrat de concession. Il ne présente ni d'incidence sur les tarifs payés par les usagers, ni d'incidence financière pour la MEL.

L'avenant prendra effet à sa notification.

La Commission de Concession de Service Public n° 2 réunie le 18 décembre 2024 a émis un avis favorable à cet avenant n° 20.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Climat et écologie, Gestion de l'eau et des déchets, ENM, Agriculture consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer l'avenant n° 20 au contrat de concession de service public pour la production, le transport et la distribution d'énergie calorifique du réseau de Lille passé avec RESONOR.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
Mme Anissa BADERI et M. Frédéric LEFEBVRE n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 23/12/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20241220-lmc100000115070-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 23/12/2024
Retour préfecture le 23/12/2024
Publié le 24/12/2024

24-C-0376

Séance du vendredi 20 décembre 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

MONS-EN-BAROEUL - ROUBAIX - VILLENEUVE D'ASCQ - WATTIGNIES - WATTRELOS -

RESEAUX DE CHALEUR METROPOLITAINS - CONTRATS DE CONCESSION DE SERVICE PUBLIC - AVENANTS - ECHANGES DE DONNEES INFORMATISEES ET MISE EN OPEN DATA - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) du 27 janvier 2014 attribue à la métropole européenne de Lille (MEL) la compétence de « Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains » ;

Vu l'article R. 3135-7 du Code de la commande publique relatif aux modifications non substantielles des contrats de concession ;

Vu la délibération n° 15 C 0678 du 19 juin 2015 validant la stratégie Open Data métropolitaine ;

Vu les contrats de concession pour la gestion des 5 réseaux de chaleur métropolitains de Mons-en-Baroeul (confié à Mons Énergies), de Roubaix (confié à R-Énergies), de Villeneuve d'Ascq (confié à Villae), de Wattrelos (confié à W-Énergies) et de Wattignies (confié à Dalkia);

I. Exposé des motifs

Les discussions engagées avec les concessionnaires des réseaux de chaleur de Mons-en-Barœul, Roubaix, Villeneuve d'Ascq, Wattignies et Wattrelos ont permis d'aboutir à une convention d'échanges de données informatisées pour chaque contrat, permettant de définir les données transmises automatiquement et les modalités de transfert, dans l'optique de rendre l'action publique plus efficace.

Les données remises par les concessionnaires à la MEL sont : plan des réseaux, regards, chambres à vannes, vidanges, fourreaux, caniveaux et sous-stations.

Les données remises par la MEL à ses concessionnaires sont : image aérienne en haute définition de la concession, plan cadastral et topographique (pour les trottoirs notamment).

Par ailleurs, en 2015, la MEL s'est dotée d'un portail Open Data dédié et s'est engagée dans une politique pour l'innovation et le développement numérique, faisant une place prioritaire à la réutilisation des données publiques.

Les données relatives à l'activité des réseaux de chaleur présentent un intérêt certain pour le public. Les chiffres clefs sur les volumes d'énergie distribuée et le mix énergétique des réseaux sont déjà publiés sur le site Internet de la MEL.

Les conventions vont permettre d'ajouter les plans des réseaux en Open Data.

Une convention d'échanges de données informatisées doit donc être annexée à chaque contrat de concession par voie d'avenant.

Les avenants ne présentent pas d'impact sur le montant des contrats de concession. Ils ne présentent ni d'incidence sur les tarifs payés par les usagers, ni d'incidence financière pour la MEL.

Chaque avenant prendra effet à sa notification.

La Commission de Concession de Service n°2 réunie le 18 décembre 2024 a émis un avis favorable à ces avenants.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Climat et écologie, Gestion de l'eau et des déchets, ENM, Agriculture consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer les avenants suivants :
   - avenant n° 8 au contrat de concession de production, de transport et de distribution d'énergie calorifique de la ville de Mons-en-Barœul ;
   - avenant n° 10 au contrat de concession de production, de transport et de distribution d'énergie calorifique de la Ville de Roubaix ;
   - avenant n° 8 au contrat de concession de production, de transport et de distribution d'énergie calorifique de la Ville de Villeneuve d'Ascq ;
   - avenant n° 7 au contrat de concession de production, de transport et de distribution d'énergie calorifique du quartier de Beaulieu à Wattrelos ;
   - avenant n° 12 au contrat de concession de production, de transport et de distribution d'énergie calorifique du quartier du Blanc Riez à Wattignies.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
Mme Anissa BADERI et M. Frédéric LEFEBVRE n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 23/12/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20241220-lmc100000114990-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 23/12/2024
Retour préfecture le 23/12/2024
Publié le 24/12/2024

24-C-0377

Séance du vendredi 20 décembre 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

RAPPORTS ANNUELS RELATIFS A L'EXECUTION DES DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC DE TYPE CONCESSIF POUR LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'ENERGIE CALORIFIQUE SUR LE TERRITOIRE METROPOLITAIN - ANNEE 2023

Vu la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) du 27 janvier 2014 qui attribue à la métropole européenne de Lille (MEL) la compétence de « Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains » ;

Vu les articles L.3131-5 et R.3131-2 à R.3131-4 du Code de la commande publique et L.1411-3 du code général des collectivités territoriales, en vertu desquels les délégataires remettent chaque année à l'autorité concédante un rapport relatif à l'exécution du service public qui lui a été confié ;

I. Exposé des motifs

La gestion de la production et de la distribution de l'énergie calorifique est déléguée par la MEL à :

- RESONOR, filiale de DALKIA, pour le réseau de chaleur de la ville de Lille ;
- MONS ENERGIES, filiale de DALKIA, pour le réseau de chaleur de la ville de Mons-en-Barœul (Quartier du Nouveau Mons) ;
- R-ENERGIES, filiale de DALKIA, pour le réseau de chaleur de la ville de Roubaix ;
- VILLAE, filiale de DALKIA, pour le réseau de chaleur de la ville de Villeneuve d'Ascq (quartier du Pont de Bois) ;
- DALKIA (pas de société dédiée) pour le réseau de chaleur de la Ville de Wattignies (quartier du Blanc Riez) ;
- W- ENERGIES, filiale de DALKIA, pour le réseau de chaleur de la Ville de Wattrelos (quartier de Beaulieu) ;

Les 6 concessionnaires ont remis chacun un rapport relatif à l'exécution du service public dont ils ont la délégation, pour l'année 2023.

Les rapports annuels ont pour objectif d'assurer l'information des élus métropolitains afin de s'assurer que les concessionnaires agissent en conformité avec les positions et les actions engagées par la MEL.

Ces rapports 2023, dont la synthèse est jointe à la présente délibération, ont été mis à disposition de l'ensemble des élus métropolitains sur le Flash Conseil.

L'activité des délégataires sur le périmètre de la MEL représente en 2023 :

- environ 720 points de livraison de chaleur ;
- 125 kilomètres de réseau ;
- 410 Giga Watts heure distribués, soit l'équivalent d'environ 50 000 logements
- 11 sites de production de chaleur, avec les sources d'énergie suivantes : 51 % de chaleur issue du Centre de Valorisation Énergétique, 14,8 % de biomasse, 14,4 % de gaz, 19,3 % de chaleur issue de la cogénération gaz, ainsi que du fioul et du biogaz en faible quantité (moins de 1 %).

Le taux d'énergies renouvelables et de récupération dans ce mix énergétique global sur les 6 réseaux est donc de 66 % pour l'année 2023.

Les rapports ont fait l'objet d'un examen par la Commission Consultative des Services Publics locaux réunie le 17 décembre 2024.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Climat et écologie, Gestion de l'eau et des déchets, ENM, Agriculture consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) de prendre acte des rapports annuels 2023, établis par les concessionnaires et relatifs à l'exécution des six Délégations de Service Public pour la production et la distribution de l'énergie calorifique sur les six communes concernées, ainsi que de leur synthèse.

Résultat du vote : LE CONSEIL PREND ACTE DU PRÉSENT RAPPORT
Mme Anissa BADERI et M. Frédéric LEFEBVRE n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

Rapports d'activité 2023 des concessions de réseaux de chaleur métropolitains

Synthèse

Chiffres clés

2023	Evolution N/N-1 MEL	MEL	Lille	Mons en Baroeul	Villeneuve d'Ascq	Roubaix	Wattignies	Wattrelos
Date de début de contrat			01/06/1990	02/04/2002	23/07/2005	10/07/2009	31/10/2005	30/06/2012
Date de fin de contrat			31/10/2025	31/12/2035	22/07/2029	30/08/2033	31/10/2025	30/06/2036
Longueur de réseau (m)	0,6%	126 176	65 030	7 323	6 909	38 434	3 954	4 526
Nb de points de livraison à fin d'année	8,3%	720	366	59	48	195	28	24
Nb abonnés à fin d'année	3,1%	197	58	17	11	90	14	7
Total sortie chaufferies (*) (MWh)	-4,1%	491 249 (**)	275 838	42 232	29 239	136 748	20 370	15 892
Livraison totale du réseau (MWh)	-5,1%	410 246	229 968	37 767	26 211	114 133	17 625	13 612
dont livraison abonnés du réseau (MWh)	-4,8%	394 959	201 551	37 147	26 178	98 846	17 625	13 612
dont Exports (MWh)	4,6%	15 287 (***)	28 417	620	33	15 287	0	0
Pertes réseau (MWh)	1,9%	81 003	45 870	4 465	3 028	22 615	2 745	2 280
Densité du réseau (MWh/ml)	-5,3%	3,13	3,10	5,07	3,79	2,57	4,46	3,01
Recettes R1 (€HT)	-43,4%	22 994 462	11 247 449	2 299 586	1 798 711	5 274 434	1 484 914	889 368
Recettes R1 CO2 (€HT)	9,3%	1 610 300	227 223	437 521	274 556	671 000	0	0
Recettes R2 (€HT)	3,2%	20 787 221	11 543 047	1 541 501	1 081 384	5 184 390	659 798	777 101
Résultats nets avec CO2 (€HT)	-52,1%	2 449 771	-1 573 315	719 236	694 479	2 589 947	4 111	15 313
Part ENR&R	0,7%	66,3%	66,5%	59,0%	62,3%	70,7%	56,0%	54,8%

(*) ce chiffre correspond à ce qui est réellement produit par les chaufferies (à partir de gaz, biomasse, cogénération gaz, fioul)+ la chaleur importée par le réseau (issue du CVE, des cogénérations hors DSP, et des autres réseaux MEL).

(**) ce chiffre total MEL correspond à ce qui est réellement produit par les chaufferies (à partir de gaz, biomasse, cogénération gaz, fioul)+ la chaleur importée par le réseau (issue du CVE, des cogénérations hors DSP) et ne reprend pas l'import entre réseaux de la MEL.

(***) ce chiffre total MEL correspond aux exports en dehors des 6 réseaux de la MEL (les réseaux de Lille, Mons en Baroeul et Villeneuve d'Ascq exportant entre eux)

Taux de disponibilité pour les abonnés

	MEL	Lille	Mons en Baroeul	Villeneuve d'Ascq	Roubaix	Wattignies	Wattrelos
Taux disponibilité	99.95%	99.97%	99.95%	99.97%	99.92%	99.98%	99.84%

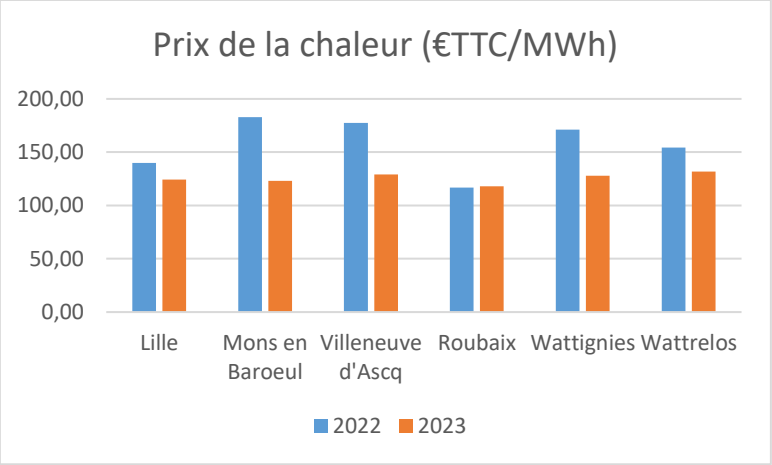
Tarifs

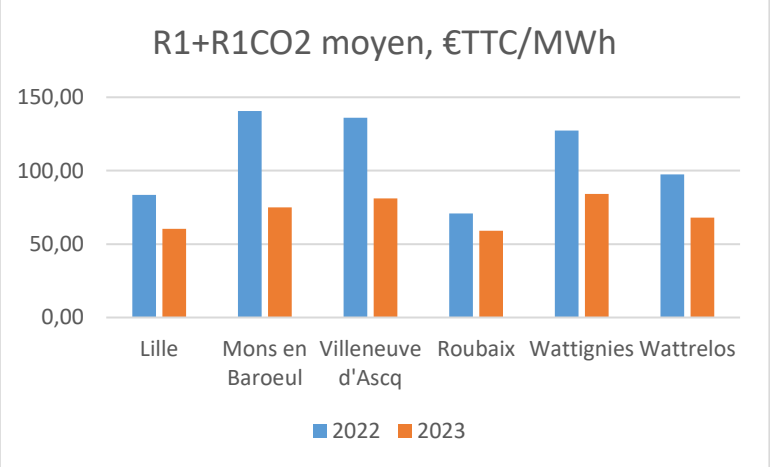
2023	Lille	Mons en Baroeul	Villeneuve d'Ascq	Roubaix	Wattignies	Wattrelos
Prix moyen chaleur, en € TTC/MWH	124,36	123,06	129,23	117,92	127,95	131,97
Part variable du tarif (R1+R1CO2) moyenne, en € TTC/MWh	60,34	75,04	81,03	59,10	84,25	67,96
facture énergétique moyenne, en € TTC	1 038	1 065	1 195	870	1 155	1 050

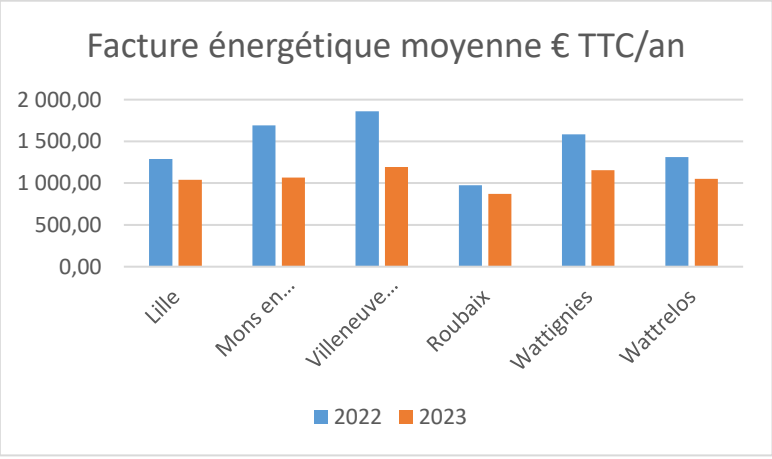
Le prix moyen de la chaleur correspond au tarif total versé par les abonnés (part variable proportionnelle à l'énergie consommée et part abonnement) divisé par la quantité totale de chaleur vendue.

La facture énergétique moyenne correspond à un logement moyen de 70m2, puissance souscrite de 7kw, consommation de 9.52MWh de chaleur livrée par an, TTC (TVA à 5.5%).

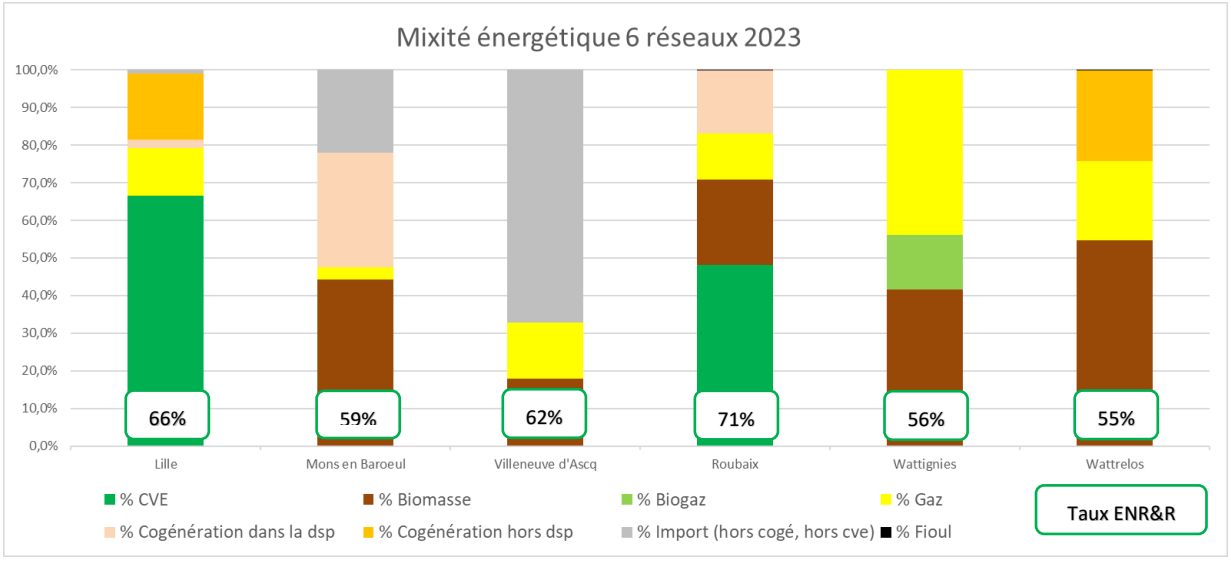
Évolution des prix et tarifs entre 2022 et 2023





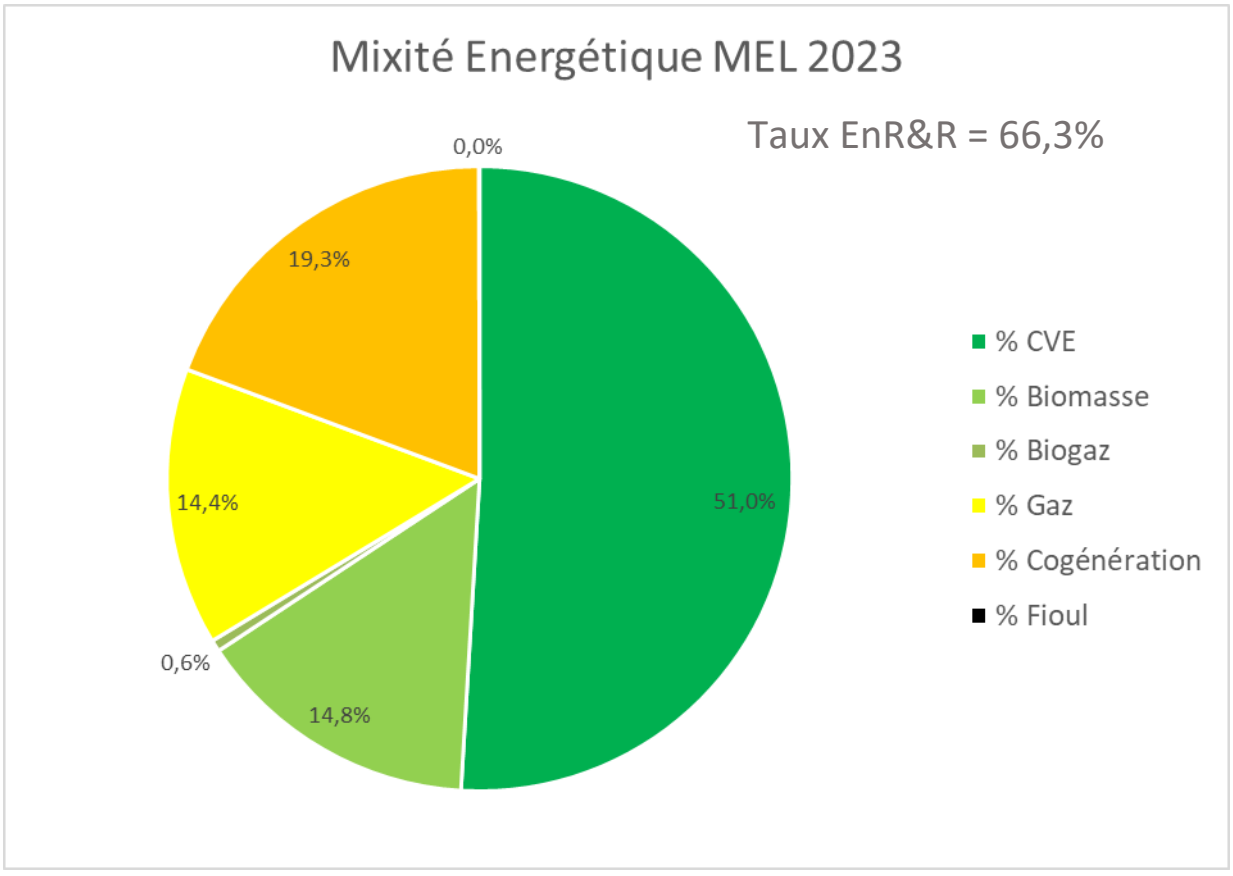


Mixité énergétique des 6 réseaux de chaleur métropolitains



Nota : La part d'énergie (couleur grise) importée contient elle aussi une part d'EnR&R issue du mix du réseau exportateur.

Mixité énergétique MEL



Taux EnR&R MEL 2022 : 65,8%

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20241220-lmc100000115071-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 23/12/2024
Retour préfecture le 23/12/2024
Publié le 24/12/2024

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 23/12/2024
Arnaud FICOT

24-C-0378

Séance du vendredi 20 décembre 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

SCHEMA DIRECTEUR DES RESEAUX DE CHALEUR ET DE FROID SUR LE TERRITOIRE DE LA MEL A L'HORIZON 2035 - APPROBATION

Vu la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) du 27 janvier 2014, qui attribue à la MEL la compétence de « Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains » ;

Vu la délibération n° 18 C 1041 du 14 décembre 2018 adoptant le schéma directeur des réseaux de chaleur sur le territoire métropolitain ;

Vu la délibération n° 21 C 0044 du 19 février 2021 approuvant le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) métropolitain ;

I. Exposé des motifs

Le PCAET de la MEL fixe l'objectif d'atteindre la neutralité carbone sur le territoire à horizon 2050, notamment par la diminution des consommations d'énergie et la hausse de la production d'énergies renouvelables et de récupération (EnR&R).

Les réseaux de chaleur participent efficacement à ces objectifs, en permettant de remplacer des moyens de chauffage au gaz ou au fioul par de la chaleur issue majoritairement d'EnR&R. Ils contribuent de plus à préserver le pouvoir d'achat des usagers, en fournissant une chaleur bon marché, protégée en partie des variations des prix des énergies fossiles.

Les six réseaux de chaleur appartenant à la MEL ont ainsi distribué en 2023 une chaleur composée à 66% de sources EnR&R à environ 50 000 équivalent logements avec des tarifs compétitifs en comparaison de celui du gaz.

Le schéma directeur des réseaux de chaleur et de froid est un outil de planification de l'évolution des réseaux sur le territoire pour les 10 ans à venir. Il vise à donner une vision prospective des possibilités de développement et de verdissement des réseaux, en se basant sur l'étude des demandes énergétiques, des enjeux économiques et des potentiels de production de chaleur EnR&R.

Le code général des collectivités territoriales impose de réviser tous les dix ans les schémas directeurs. Néanmoins, un schéma datant de moins de 5 ans est un prérequis à toute demande d'aide financière au titre du fonds chaleur de l'ADEME.

Il est donc proposé de réviser le précédent schéma directeur des réseaux de chaleur de la MEL, adopté lors du Conseil du 14 décembre 2018. Celui-ci prévoyait notamment d'étendre les réseaux de chaleur de Lille et Wattignies et d'en créer un sur Tourcoing, afin d'atteindre l'équivalent de 70 000 logements raccordés et un taux d'EnR&R global de 70 % à horizon 2030. Les procédures qui ont été lancées en juillet 2023 et janvier 2024 vont permettre d'atteindre ces objectifs.

Le projet de schéma directeur, annexé à la présente délibération, fixe l'objectif ambitieux d'avoir lancé à horizon 2035 les démarches pour distribuer de la chaleur à l'équivalent de 130 000 logements (soit environ 1,2 TWh/an) via les réseaux de chaleur propriétés de la MEL, avec un taux d'EnR&R d'au moins 75 %.

Cette ambition marque la volonté de poursuivre et d'accélérer le développement et le verdissement en cours des réseaux de chaleur métropolitains. Le nouveau schéma directeur vise ainsi à développer des réseaux sur toutes les zones du territoire où cela est techniquement et économiquement pertinent à date.

Les procédures en cours vont aboutir à l'extension des réseaux de chaleur de Lille et Wattignies à 4 autres communes (Haubourdin, Loos, La Madeleine et Marcq-en-Baroeul), conformément à la délibération 23-C-0165 du 30 juin 2023, ainsi qu'à la création d'un nouveau réseau de chaleur sur Tourcoing, Bondues (zone de Ravennes les Francs), Neuville en Ferrain (secteur sud) et Wattrelos (secteur nord), conformément à la délibération 23-C-0388 du 15 décembre 2023.

Le nouveau schéma directeur identifie les développements complémentaires suivants à horizon 2035 :

- secteur Villeneuve d'Ascq : la fin de la concession actuelle du réseau de la MEL, situé sur le quartier du Pont de Bois, à mi-2029, offre l'opportunité de développer largement ce réseau, avec la possibilité d'intégrer le réseau de l'Université Lille 1 et de se connecter avec le réseau privé Annappes/Résidences, ce qui permettrait de verdir ces deux réseaux.

- secteur de Roubaix/Wattrelos : le contrat de concession du réseau de Roubaix s'achève en 2033 et celui de Wattrelos en 2036. Un potentiel important de développement a été identifié, grâce notamment à la densification du réseau de Roubaix lors de la concession actuelle, puis, après la fin de cette concession, une interconnexion avec le réseau de Wattrelos, un développement sur Croix, le secteur nord de Wasquehal et Lys les Lannoy, l'interconnexion avec le réseau Longchamps situé sur Lys les Lannoy et Hem. Une fin anticipée de la concession de Wattrelos est envisagée pour le regrouper avec ce réseau étendu.

- communes de Seclin et Armentières : les études ont montré un potentiel intéressant sur ces deux communes, avec pour Seclin la possibilité d'intégrer le réseau du quartier de la Mouchonnière. Les démarches de création de nouveaux réseaux de chaleur métropolitains pourraient être lancées au prochain mandat.

Le nouveau schéma directeur identifie également des zones sur lesquelles il est proposé de réaliser des études approfondies pour trancher l'opportunité d'y développer des réseaux de chaleur :

- secteur sud de Wasquehal et nord de Villeneuve d'Ascq : il existe un potentiel intéressant, avec une bonne densité thermique. Cependant, il n'y a pas de solution évidente pour s'interconnecter avec les réseaux alentours. Il est donc proposé de lancer une étude plus détaillée, afin d'avoir les résultats avant le lancement de la procédure pour le réseau de Roubaix étendu.

- commune de La Bassée : il existe un potentiel de développement, avec une densité suffisante pour une zone faiblement urbaine. Il est proposé de réaliser des études complémentaires pour confirmer la faisabilité technico-économique et examiner la possibilité de mutualiser les démarches pour le choix d'un exploitant voire de recourir à un unique exploitant pour les secteurs de Seclin, Armentières et La Bassée.

- communes de Ronchin et Faches-Thumesnil : la densité est a priori trop faible pour envisager la création d'un réseau, sauf en cas d'intégration des réseaux privés de Vilogia sur Ronchin. Une étude plus fine de la faisabilité technico-économique semble donc nécessaire.

- communes de Roncq et Halluin : au vu des études menées, la densité thermique semble en dessous des seuils permettant d'obtenir un équilibre économique et donc des tarifs attractifs. Il est cependant prévu de réaliser des études complémentaires afin de confirmer ou non ces premières conclusions.

Enfin, en ce qui concerne le réseau métropolitain de Mons-en-Barœul, dont la concession se termine en 2035, les études ne montrent pas de fragilité, avec des consommations stables et un taux d'EnR&R élevé (>70%). Les décisions sur le devenir du réseau pourront être étudiées dans le prochain schéma directeur.

Sur les autres secteurs de la MEL, les études n'ont pas montré de potentiel de consommation et de densité thermique suffisants pour envisager la création d'un réseau de chaleur. Il n'a par ailleurs pas été identifié d'opportunité de création de réseau de froid ailleurs que sur le secteur Euralille.

Outre la présentation détaillée du projet de développement et d'étude décrit précédemment, le nouveau schéma directeur contient :
- un état des lieux des réseaux de chaleur existants sur le territoire, à la fois les 6 réseaux appartenant à la MEL et 12 autres réseaux de chaleur, qui appartiennent à des acteurs variés (GIP, bailleurs, etc.),
- les projections de consommations de chaleur et de froid, en tenant compte des objectifs de sobriété et d'efficacité énergétique du PCAET,
- une présentation des sources d'énergie envisageables pour ces développements.

L’ensemble des abonnés et notamment les communes, les bailleurs sociaux et l'ADEME ont été consultés préalablement dans le cadre de l'établissement de ce schéma.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Climat et écologie, Gestion de l'eau et des déchets, ENM, Agriculture consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) d'approuver le schéma directeur des réseaux de chaleur et de froid annexé à la présente délibération.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Le Plan Climat de la MEL, adopté en février 2021, fixe l'objectif d'atteindre la neutralité carbone sur le territoire à horizon 2050, notamment par la diminution des consommations d'énergie et la hausse de la production d'énergies renouvelables et de récupération (EnR&R).

Les réseaux de chaleur vertueux permettent de remplacer des moyens de chauffage au gaz ou au fioul par de la chaleur issue majoritairement d'EnR&R. Ils constituent ainsi un levier efficace pour l'atteinte de la neutralité carbone, tout en améliorant l'indépendance énergétique du territoire et en contribuant à préserver le pouvoir d'achat des usagers, qui bénéficient d'une chaleur bon marché, protégée en partie des variations des prix des énergies fossiles.

Pour toutes ces raisons, la MEL souhaite poursuivre et accélérer le développement et le verdissement en cours des réseaux de chaleur métropolitains. Le présent schéma directeur donne ainsi une vision prospective des possibilités d'évolution des réseaux de chaleur et de froid sur le territoire jusqu'à l'horizon 2035, en se basant sur l'étude des demandes énergétiques, des enjeux économiques et des potentiels de production de chaleur EnR&R.

I. Bilan du précédent schéma directeur

A. Bilan du plan d'actions

Le précédent schéma directeur de la MEL, adopté en 2018, fixait notamment les perspectives suivantes :

1. La création d'un nouveau réseau de chaleur sur Tourcoing et les communes à proximité ;
2. L'extension du réseau de chaleur de Lille vers La Madeleine, à l'occasion du renouvellement de sa concession ;
3. L'extension du réseau de chaleur de Wattignies vers le nord, à l'occasion du renouvellement de sa concession ;
4. La création d'une offre de distribution de froid ;
5. La valorisation de la chaleur issue du CVE pour l'alimentation des réseaux de chaleur ;
6. La valorisation de l'énergie fatale des datacenters d'OVH, au bénéfice du réseau de chaleur de Roubaix ;
7. La fin de l'utilisation du charbon dans la chaufferie de Mont de Terre ;
8. Le développement de réseaux basses et très basses températures et de stockage thermique ;
9. La densification des réseaux actuels et la potentielle extension des périmètres des réseaux de Mons-en-Baroeul et Villeneuve d'Ascq ;
10. L'amélioration de la mutualisation des réseaux de chaleur et de leurs équipements de production de chaleur, y compris afin de permettre la convergence des tarifs de chaleur par logement à l'horizon 2030.

La quasi-totalité de ces perspectives sont mises en œuvre ou en passe de l'être à fin 2024, et pour certaines de manière sensiblement plus ambitieuse que ce que le précédent schéma prévoyait.

Ainsi, le Conseil métropolitain a autorisé le lancement de deux procédures pour :

- Étendre les réseaux de chaleur de Lille et Wattignies à 4 autres communes (Haubourdin, Loos, La Madeleine et Marcq-en-Baroeul), avec l'intégration d'une offre de froid pour le quartier Euralille ;
- Créer un nouveau réseau de chaleur sur Tourcoing, Bondues (zone de Ravennes les Francs), Neuville en Ferrain (secteur sud) et Wattrelos (secteur nord).

Ces procédures, qui sont en cours fin 2024, vont permettre de remplir et même de dépasser les ambitions du schéma directeur précédent pour ce qui concerne les secteurs géographiques concernés.

La mise en service de « l'autoroute de la chaleur » entre 2020 et 2021, pour relier de plus le Centre de valorisation énergétique d'Halluin aux réseaux de chaleur de Lille et Roubaix, permet d'atteindre l'ambition 5. Cette mise en service a également permis **la mise à l'arrêt de la chaufferie charbon de Mont de Terre en 2021**. Cette chaufferie est en cours de démantèlement fin 2024. Dans l'optique d'un futur réseau de Lille étendu, un autre site a été choisi pour accueillir une chaufferie biomasse.

En ce qui concerne la mutualisation des réseaux de chaleur, les conventions d'échange de chaleur entre les réseaux de Lille, Villeneuve d'Ascq et Mons-en-Baroeul ont permis de faire baisser les tarifs des deux derniers réseaux, de rationaliser l'utilisation de la chaufferie biomasse existante, ainsi qu'une plus grande sécurité d'approvisionnement pour l'ensemble de ces réseaux. La procédure en cours pour le renouvellement des concessions de Lille et Wattignies permettra de plus de les regrouper en une concession unique.

Enfin, les possibilités de valoriser la chaleur fatale d'OVH sont en cours d'étude (cf. partie VI B ci-dessous).

B. Bilan des objectifs

Le précédent schéma directeur fixait l'objectif d'atteindre l'équivalent de 70 000 logements raccordés aux réseaux de la MEL à horizon 2030, avec un taux d'EnR&R global de 70 %. Ces objectifs ont ensuite été intégrés dans le Plan Climat de la MEL.

En 2023, les 6 réseaux de chaleur appartenant à la MEL ont desservi l'équivalent d'environ 50 000 logements. Quant au taux d'EnR&R moyen dans l'ensemble de ces 6 réseaux, il a largement augmenté en quelques années, grâce à la mise en service de l'autoroute de la chaleur :

	2020	2021	2022	2023
Évolution du taux EnR&R moyen	24%	55%	66%	66%

Les deux procédures engagées vont permettre l'atteinte des objectifs fixés en termes de taux d'EnR&R et nombre d'équivalent logements raccordés.

Ainsi, les objectifs du schéma directeur adopté en 2018 et les ambitions de son plan d'action sont en passe d'être atteints et dépassés.

II. Objectifs du présent schéma directeur :

Cette dynamique solide de développement et verdissement des réseaux de chaleur métropolitains et le potentiel révélé par les études menées lors de l'élaboration du présent schéma directeur, permettent à la MEL de fixer **des objectifs renforcés à l'horizon 2035 pour les réseaux de chaleur propriétés de la MEL :**

- **Volume de chaleur distribuée : avoir lancé les démarches pour distribuer de la chaleur à l'équivalent de 130 000 logements (soit environ 1,2 TWh/an) ;**
- **Taux d'EnR&R moyen : atteindre au moins 75 %.**

L'atteinte de ces objectifs permettra d'éviter l'émission de **240 000 tonnes de CO2 par an** par rapport au cas où cette chaleur serait issue de chauffages au gaz naturel.

III. Orientations générales :

Le présent schéma directeur vise de développer des réseaux de chaleur et de froid sur toutes les zones du territoire où les études menées ont montré que cela est techniquement et économiquement pertinent à date, et de poursuivre les études sur les zones où l'opportunité doit être confirmée.

En complément, compte-tenu des avantages des réseaux de chaleur pour le climat et pour les usagers, le Plan local d'urbanisme (PLU) de la MEL, dans son orientation d'aménagement de programmation (OAP) « climat, air, énergie, risque et santé », recommande que chaque opération d'aménagement, de construction ou de rénovation concernant des immeubles d'habitation collective ou des bâtiments tertiaires privilégie le raccordement à un réseau de chaleur ou des systèmes de chauffage collectifs bas-carbone, qui sont compatibles avec un éventuel futur raccordement à un réseau de chaleur.

Pour alimenter les réseaux de chaleur, la MEL souhaite donner la priorité à la récupération de chaleur fatale et se fixe l'objectif d'un taux d'EnR&R d'au moins 75 %. Pour chaque nouveau projet de développement de réseau de chaleur, la MEL mènera une étude détaillée des possibilités de récupération, auprès des installations industrielles mais aussi de ses propres équipements (stations d'épuration par exemple).

Ensuite, la possibilité d'un recours aux sources d'énergies renouvelables autres que la biomasse (géothermie ou solaire thermique), en tenant compte des contraintes techniques et économiques, sera examinée. L'utilisation de chaleur issue de la combustion de la biomasse sera considérée en 3^{e} priorité. Dans ce cas, une attention particulière sera apportée à la durabilité de la biomasse utilisée, dans un souci de minimiser les impacts environnementaux, y compris sur la ressource.

Enfin, la MEL réaffirme son souhait d'une plus grande mutualisation des moyens, notamment de production, entre ses différents réseaux de chaleur, dans l'optique d'une plus grande robustesse de l'ensemble des réseaux et d'une optimisation des tarifs pour les usagers.

IV. État des lieux des réseaux du territoire à fin 2024 :

La loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) du 27 janvier 2014 attribue à la MEL la compétence de « Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ».

La MEL est ainsi devenue propriétaires de 6 réseaux de chaleur du territoire, dont la gestion est déléguée au travers de 6 contrats de concession à :

- RESONOR, filiale de DALKIA, pour le réseau de chaleur de la ville de Lille ;
- MONS ENERGIES, filiale de DALKIA, pour le réseau de chaleur de la ville de Mons-en-Baroeul (Quartier du Nouveau Mons) ;
- R-ENERGIES, filiale de DALKIA, pour le réseau de chaleur de la ville de Roubaix ;
- VILLAE, filiale de DALKIA, pour le réseau de chaleur de la ville de Villeneuve d'Ascq (quartier du Pont de Bois) ;
- DALKIA (pas de société dédiée) pour le réseau de chaleur de la Ville de Wattignies (quartier du Blanc Riez) ;
- W- ENERGIES, filiale de DALKIA, pour le réseau de chaleur de la Ville de Wattrelos (quartier de Beaulieu) ;

Durant l'année 2023, ces 6 réseaux ont distribué 410 GWh de chaleur, avec un mix énergétique composé des énergies suivantes : 51 % de chaleur issue du Centre de Valorisation Énergétique, 14,8 % de biomasse, 14,4 % de gaz, 19,3 % de chaleur issue de la cogénération gaz, ainsi que du fioul et du biogaz en faible quantité (moins de 1 %).

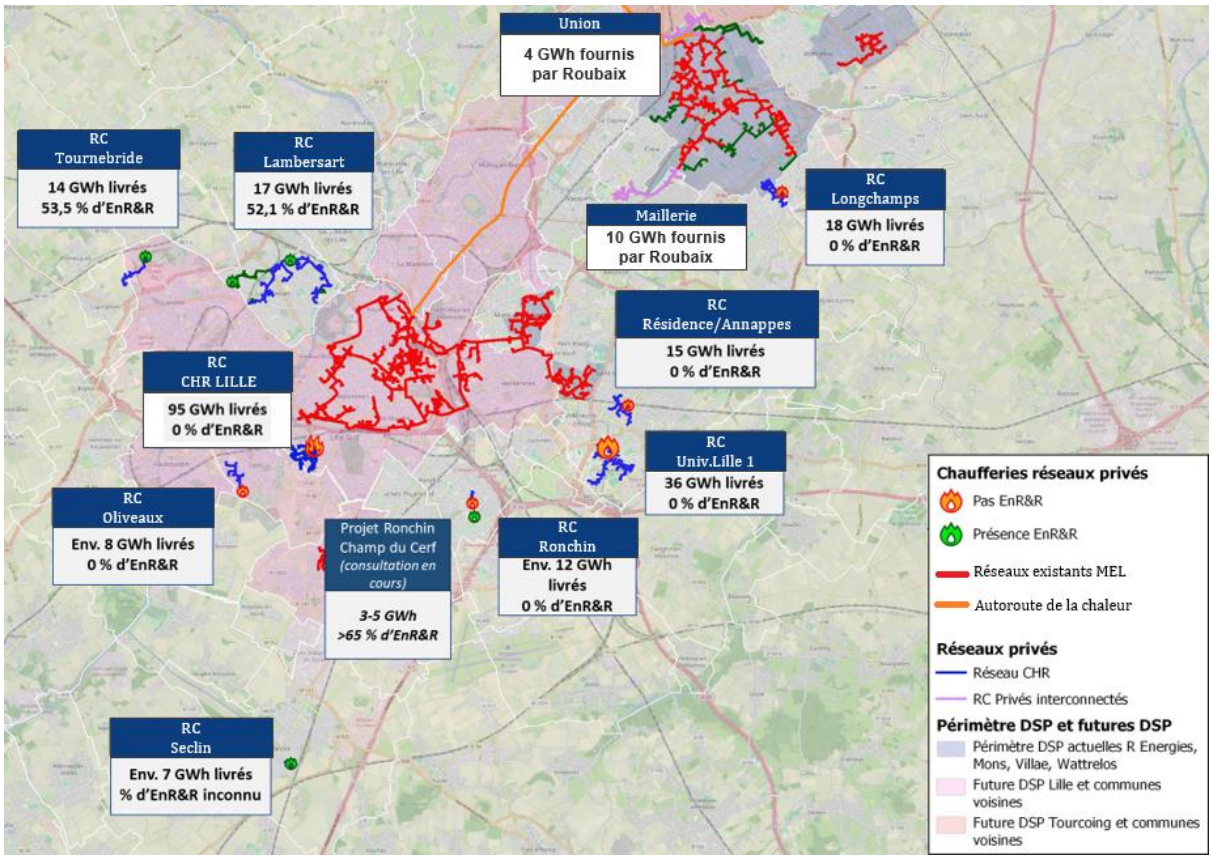
Ces réseaux représentent 125 km de canalisations, environ 720 points de livraison de chaleur et 11 sites de production de chaleur.

Grâce à leurs taux d'EnR&R dépassant 50%, cinq de ces réseaux (Lille, Mons en Baroeul, Villeneuve d'Ascq, Roubaix et Wattrelos) ont été classés par arrêté de la ministre chargée de l'énergie. Cela signifie que les bâtiments situés à proximités de ces réseaux et ayant une puissance de chauffage suffisante sont tenus de se raccorder au réseau de chaleur s'ils changent de chaudière ou en installent une nouvelle. Les modalités de cette obligation ont été fixées par la MEL, qui instruit également les demandes de dérogation, pour les cas prévus par la réglementation.

Le tableau ci-dessous indique les dates de fin des concessions des réseaux métropolitains :

Réseau	Lille	Mons en Baroeul	Villeneuve d'Ascq	Roubaix	Wattignies	Wattrelos
Date début de contrat	01/01/1990	02/04/2002	23/07/2005	31/08/2009	01/11/2005	01/07/2012
Date fin de contrat	31/10/2025	31/12/2035	22/07/2029	30/08/2033	31/10/2025	30/06/2036

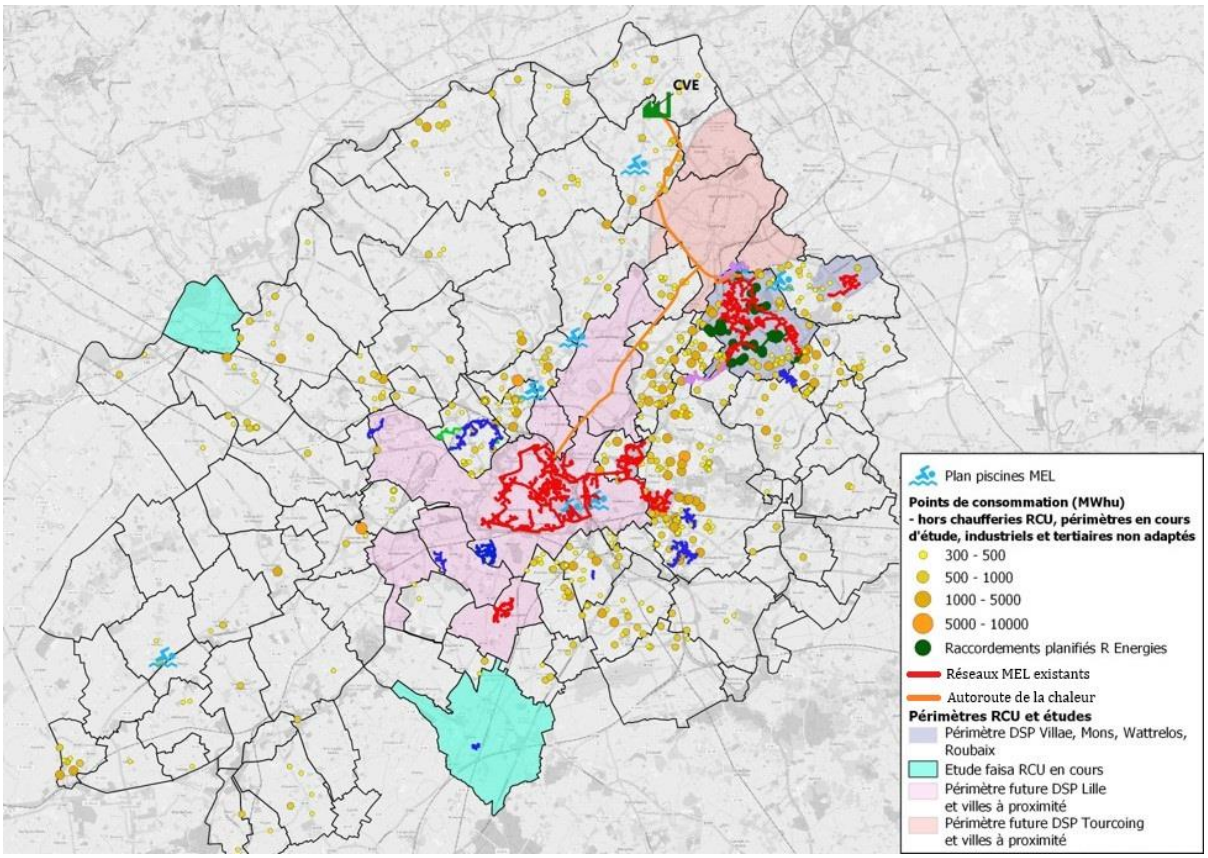
Il existe également sur le territoire plusieurs réseaux de chaleur n'appartenant pas à la MEL, dont voici les principaux :



V. Potentiels du territoire :

L'étude a identifié sur le territoire les points de consommation de chaleur ayant des caractéristiques compatibles avec un raccordement à un réseau de chaleur. Ils sont identifiés sur la carte ci-dessous, avec les projets de piscines du deuxième Plan piscines de la MEL.

Les zones correspondant aux procédures en cours pour les futurs réseaux de Lille, de Tourcoing et des communes à proximité n'ont pas été considérées ici, car elles ont fait l'objet d'études spécifiques préalablement au lancement de ces procédures pour estimer les potentiels de consommation. De même, des études spécifiques, présentées plus bas, ont été menées en parallèle pour les communes de Seclin et Armentières, car une estimation des potentiels de consommation sur ces deux communes existait déjà.



Un état des lieux des sources potentielles de chaleur a également été réalisé. Outre le Centre de valorisation énergétique d'Halluin, dont la chaleur fatale est déjà utilisée actuellement pour alimenter les réseaux de chaleur de Lille et de Roubaix, plusieurs industries et stations d'épuration du territoire ont été identifiées comme des sources de chaleur fatale présentant un intérêt pour les réseaux de chaleur.

VI. Développements de réseaux de chaleur à horizon 2035 :

Deux développements sont d'ores-et-déjà actés :

- à l'occasion de la fin des concessions des réseaux de chaleur de Lille et Wattignies, prévue le 31 octobre 2025, le Conseil métropolitain du 30 juin 2023 a autorisé le lancement d'une nouvelle concession pour la distribution de chaleur sur les communes de Lille, Wattignies, Marcq-en-Baroeul, La Madeleine, Loos et Haubourdin, ainsi que la distribution de froid sur le quartier Euralille.
  Le Conseil a fixé l'objectif d'atteindre 700 à 800 GWh de chaleur distribuée annuellement, avec un taux d'EnR&R d'au moins 70%, grâce notamment à la valorisation de la chaleur du CVE et à la mise en œuvre de nouveaux moyens de production ENR&R[1].
  La procédure de mise en concurrence a débuté en juillet 2023 et l'attribution de la concession est prévue en avril 2025.

- Le Conseil métropolitain du 15 décembre 2023 a autorisé le lancement d'une nouvelle concession pour la distribution de chaleur sur la commune de Tourcoing, la zone d'activité de Ravennes-les-Francs sur Bondues, la partie nord de Wattrelos et la partie sud de Neuville-en-

[1] Voir la délibération 23-C-0165 du 30 juin 2023 pour plus de détails.

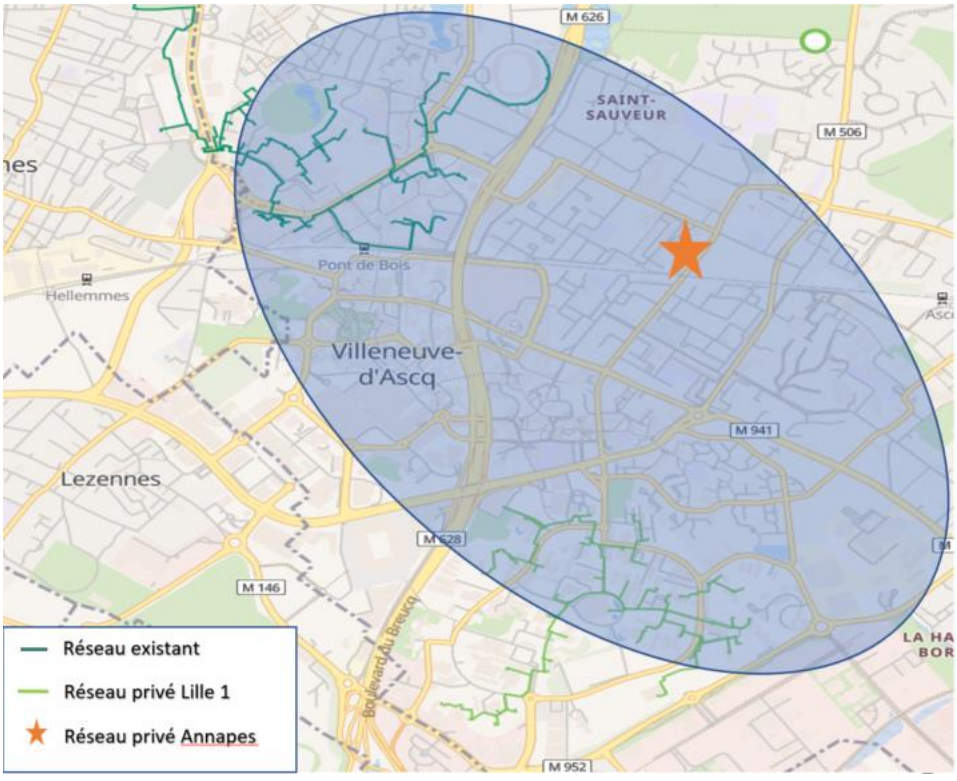
Ferrain. Ce nouveau réseau pourrait représenter 90 GWh par an de chaleur distribuée. L'objectif est d'atteindre au moins 70% d'EnR&R. Pour cela, il pourra être nécessaire de créer une chaufferie biomasse et d'optimiser l'apport de chaleur du CVE, dans sa configuration générale actuelle.[2]
La procédure de mise en concurrence a débuté en janvier 2024 et l'attribution de la concession est prévue fin 2025.

Dans les deux cas, les opportunités de mobiliser des sources d'EnR&R autres que la biomasse, en particulier les opportunités éventuelles de captation de chaleur fatale ou le recours à la géothermie dans certaines configurations (par exemple dans des boucles basse température à l'échelle de parcs d'activités ou de quartiers nouveaux ou réhabilités) seront étudiées.

En complément, les développements suivants ont été identifiés comme pertinents par les études réalisées, au vu notamment des potentiels de consommation :

A. Secteur de Villeneuve d'Ascq :

Le réseau de la MEL, situé sur le quartier du Pont de Bois de Villeneuve d'Ascq, a sa concession qui s'achève mi-2029. La fin de ce contrat offre l'opportunité de développer largement ce réseau vers les secteurs du centre-ville et de Triolo, avec la possibilité d'intégrer le réseau de l'Université Lille 1 et de se connecter avec le réseau privé Annappes/Résidences, ce qui permettrait de verdir ces deux réseaux qui sont aujourd'hui alimentés par des chaufferies au gaz.



Le potentiel de distribution du réseau MEL à terme est de **120 GWh/an** (contre environ 30 actuellement) dont environ 40 GWh/an sur des secteurs actuellement non desservis.

Pour alimenter ce réseau étendu, outre le maintien des chaufferies actuelles, dont la chaufferie biomasse du Pont de Bois, et des imports de chaleur depuis les réseaux de Lille et Mons, une nouvelle

[2] Voir la délibération 23-C-0388 du 15 décembre 2023 pour plus de détails

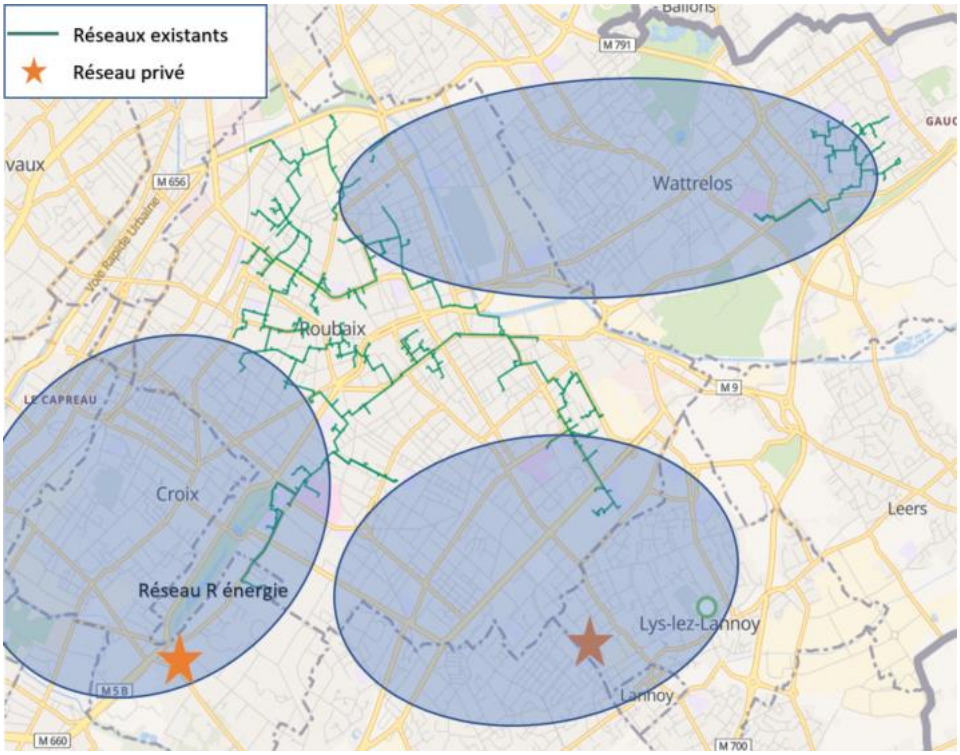
source de production EnR&R sera nécessaire. Il n'a pas été identifié d'opportunité de récupération de chaleur fatale à proximité, aussi, compte-tenu des caractéristiques techniques des bâtiments à alimenter, cette nouvelle source sera vraisemblablement une chaufferie biomasse, d'une puissance estimée à 16 MW. La possibilité d'utiliser de manière préférentielle d'autres EnR&R que la biomasse sera étudiée finement lors de la préparation des démarches de choix du futur exploitant.

B. Secteur de Roubaix/Wattrelos :

Le contrat de concession du réseau métropolitain de Roubaix s'achève en 2033 et celui de Wattrelos, quartier de Beaulieu, en 2036.

Un potentiel important de développement important a été identifié autour du réseau de Roubaix, grâce notamment à la densification de ce réseau lors de la concession actuelle, puis, à la fin de cette concession, grâce à une interconnexion avec le réseau de Wattrelos (quartier Beaulieu), un développement sur Croix, le secteur nord de Wasquehal et Lys lez Lannoy. Une interconnexion avec le réseau de chaleur Longchamps, appartenant à Vilogia et situé sur Lys lez Lannoy et Hem, est également possible.

Une fin anticipée de la concession du réseau de Wattrelos est envisagée pour le regrouper avec ce réseau étendu.



Potentiel de distribution du réseau MEL à terme : **235 GWh/an** (contre environ 130 actuellement) dont environ 50 GWh/an sur des secteurs actuellement non desservis.

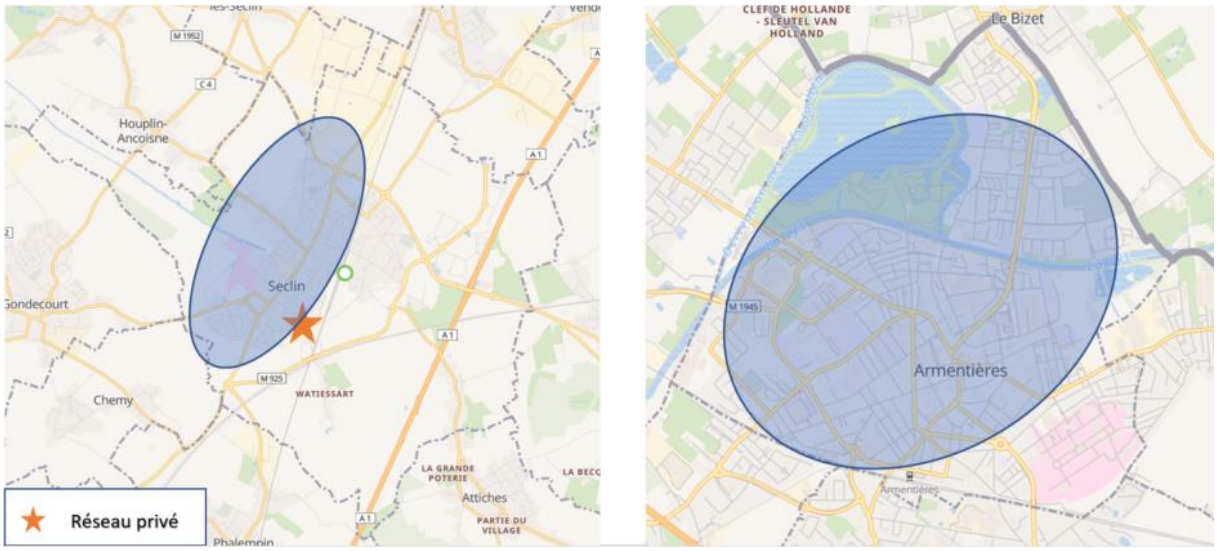
En ce qui concerne les sources de chaleur, un raccordement des data centers OVH est à l'étude afin de récupérer leur chaleur fatale. Aucune autre nouvelle source de chaleur EnR&R ne serait nécessaire.

C. Communes de Seclin et Armentières :

Les études ont montré un potentiel intéressant sur ces deux communes, avec pour Seclin la possibilité d'intégrer le réseau du quartier de la Mouchonnière, appartenant à LMH.

Le potentiel de consommation a été estimé à environ **20 GWh/an** pour Seclin et **30 GWh/an** pour Armentières, avec des densités thermiques satisfaisantes.

En ce qui concerne Seclin, une récupération de chaleur fatale industrielle est possible. En ce qui concerne Armentières, la relative proximité de la station d'épuration de Warneton invite à étudier les possibilités de récupération de la chaleur fatale de cette station. Dans les deux cas, il apparaît nécessaire de créer en complément une chaufferie biomasse pour alimenter les réseaux. Des alternatives seront recherchées à l'occasion des procédures nécessaires à la création de ces réseaux.



Les démarches de création de ces deux nouveaux réseaux de chaleur métropolitains pourraient être lancées au prochain mandat.

VII. Zones à étudier plus précisément :

Les études menées lors de l'élaboration du présent schéma directeur ont permis d'identifier plusieurs zones sur lesquelles le développement d'un réseau de chaleur pourrait être intéressant, mais nécessitant des études complémentaires pour confirmer cette opportunité.

A. Secteur sud de Wasquehal et nord de Villeneuve d'Ascq :

Il existe un potentiel de consommation intéressant, estimé à 33 GWh/an, avec une bonne densité thermique. Cependant, il n'y a pas de solution technique évidente pour s'interconnecter avec les réseaux alentours (Roubaix ou Villeneuve d'Ascq) du fait de la difficulté à traverser l'avenue de Flandre, sur laquelle circule le tramway, ou l'autoroute. De plus, aucune source de chaleur fatale n'a été identifiée et trouver un terrain pour une chaufferie biomasse pourrait être difficile.

Il est donc proposé de lancer une étude plus détaillée, afin d'avoir les résultats avant le lancement de la procédure pour le réseau de Roubaix étendu, en examinant y compris les possibilités de regroupement ou de gestion commune avec ce futur réseau étendu.

B. Commune de La Bassée :

Il existe un potentiel de développement de 6 GWh/an, avec une densité suffisante pour une zone faiblement urbaine. Il est proposé de réaliser des études complémentaires pour confirmer la faisabilité technico-économique et examiner la possibilité de mutualiser les démarches pour le choix d'un

exploitant, voire de recourir à un unique exploitant, pour les secteurs de Seclin, Armentières et La Bassée.

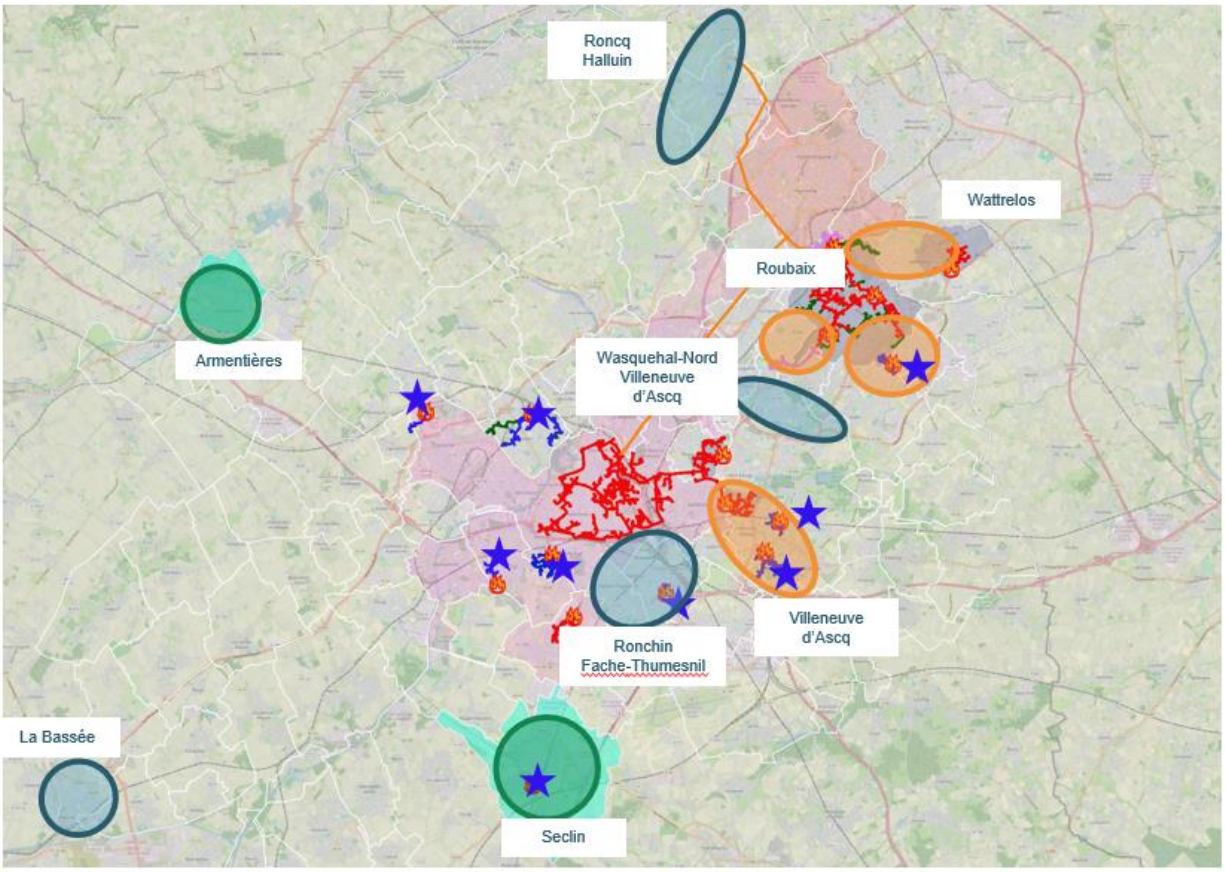
C. Communes de Ronchin et Faches-Thumesnil :

Le potentiel est estimé à 13 GWh/an pour les secteurs non desservis de ces communes. La densité thermique est a priori trop faible pour envisager la création d'un réseau, sauf en cas d'intégration des réseaux privés de Vilogia sur Ronchin. Une étude plus fine de la faisabilité technico-économique semble donc nécessaire.

D. Communes de Roncq et Halluin :

Au vu des études menées, la densité thermique semble en dessous des seuils permettant d'obtenir un équilibre économique et donc des tarifs attractifs. Il est cependant prévu de réaliser des études complémentaires afin de confirmer ou non ces premières conclusions.

VIII. Synthèse des nouveaux développements et études prévus :



En ce qui concerne le réseau métropolitain de Mons-en-Barœul, dont la concession se termine en 2035, les études ne montrent pas de fragilité, avec des consommations stables et un taux d'EnR&R élevé (>70%). Les décisions sur le devenir du réseau pourront être étudiées dans le prochain schéma directeur.

Sur les autres secteurs de la MEL, les études n'ont pas montré de potentiel de consommation et de densité thermique suffisants pour envisager la création d'un réseau de chaleur. Il n'a par ailleurs pas été identifié d'opportunité de création de réseau de froid ailleurs que sur le secteur Euralille.

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 23/12/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20241220-lmc100000114988-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 23/12/2024
Retour préfecture le 23/12/2024
Publié le 24/12/2024

24-C-0379

Séance du vendredi 20 décembre 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

RAPPORT ANNUEL RELATIF A L'EXECUTION DE LA CONCESSION DE DISTRIBUTION PUBLIQUE DE GAZ - GRDF - ANNEE 2023

Vu l'article L1413-1 du Code général des collectivités territoriales, en vertu duquel le délégataire remet chaque année à l'autorité concédante un rapport relatif à l'exécution du service public qui lui a été confié ;

Vu la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) du 27 janvier 2014 attribuant à la Métropole européenne de Lille (MEL) la compétence d'autorité organisatrice de la distribution d'énergie, notamment pour la distribution de gaz ;

I. Exposé des motifs

Le service public de distribution de gaz sur son territoire est délégué par la MEL à la société Gaz Réseau Distribution France (GRDF) au travers d'un unique contrat intercommunal de concession.

GRDF a remis un rapport relatif à l'exécution du service public dont elle a la délégation, pour l'année 2023.

Ce rapport a pour objectif de renforcer l'information des élus métropolitains, afin de s'assurer que GRDF agit en conformité avec les positions et les actions engagées par la MEL.

Le rapport, dont la synthèse est jointe à la présente délibération, a été mis à disposition de l'ensemble des élus métropolitains sur le Flash Conseil.

L'activité de distribution publique du gaz concédée à GRDF sur le périmètre de la MEL représente en 2023 :

• 339 425 usagers raccordés ;
• 6 149 Giga Watts heure distribués ;
• 4 101 kilomètres de canalisations.

Le rapport a fait l'objet d'un examen par la Commission Consultative des Services Publics Locaux réunie le 17 décembre 2024.

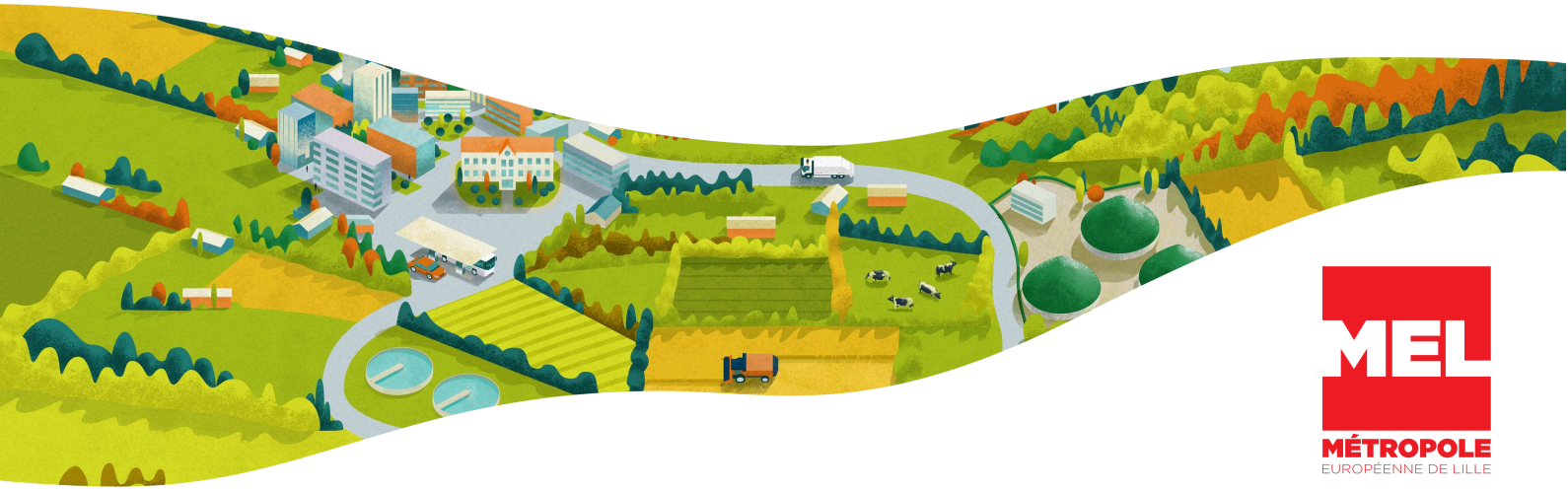
II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Climat et écologie, Gestion de l'eau et des déchets, ENM, Agriculture consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) de prendre acte du rapport annuel 2023 et de sa synthèse, établis par GRDF et relatifs à l'exécution du service public de distribution de gaz sur le périmètre des 95 communes de la MEL.

Résultat du vote : LE CONSEIL PREND ACTE DU PRÉSENT RAPPORT
Mme Anissa BADERI et M. Frédéric LEFEBVRE n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

MEL
2023



L'activité de GRDF sur votre concession

339 425

NOMBRE DE CLIENTS DU RÉSEAU

4 101 km

LONGUEUR TOTALE DES CONDUITES

2031

ANNÉE D'ÉCHÉANCE DU CONTRAT

91 213 k€

RECETTES ACHEMINEMENT ET HORS ACHEMINEMENT

494 M€

VALEUR NETTE RÉÉVALUÉE DU PATRIMOINE

41 618 k€

INVESTISSEMENTS RÉALISÉS SUR LA CONCESSION

6 149 GWh

QUANTITÉS DE GAZ ACHEMINÉES

1 356 GWh

QUANTITÉS DE BIOMÉTHANE INJECTÉES (RÉGION)

4 758

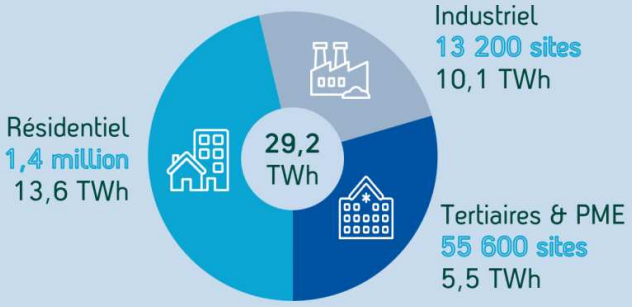
NOMBRE D'INTERVENTIONS DE SÉCURITÉ GAZ

L'atteinte de la neutralité carbone en France en 2050 n'est pas une option.
En 2050, on aura toujours besoin des gaz verts dans le mix énergétique.

Distribuer du gaz et décarboner, c'est possible !

01

GRDF accompagne tous les consommateurs de gaz pour réduire leur empreinte carbone



en Hauts-de-France au 31/12/2023

Découvrez la pompe à chaleur hybride, le meilleur de la PAC combinée aux avantages du chauffage au gaz (confort, fiabilité, économie)

02

GRDF se mobilise pour atteindre l'objectif de 20% de gaz verts dans les réseaux en 2030

91
unités

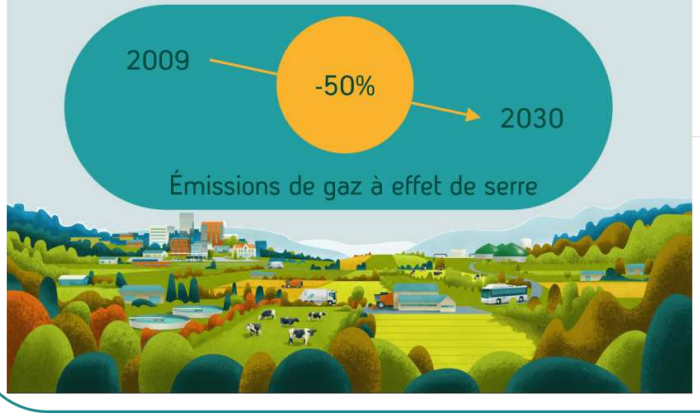


en Hauts-de-France au 31/12/2023

La méthanisation peut être une solution pour la valorisation de vos biodéchets

03

GRDF accélère sa propre décarbonation, en divisant par 2 ses émissions de gaz à effet de serre en 2030

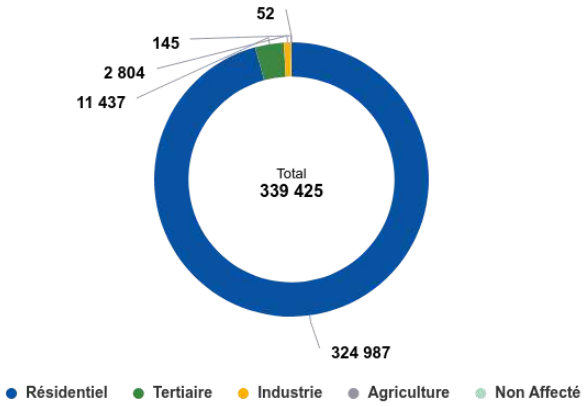


Le renouvellement des ouvrages a permis d'atteindre une réduction des émissions de méthane de 40% entre 2009 et 2023

Gestion de la clientèle sur votre concession

GRDF achemine le gaz pour le compte de tous les fournisseurs agréés jusqu'aux points de livraison des clients consommateurs. Cette prestation d'acheminement est distincte de la vente de gaz réalisée par le fournisseur d'énergie.

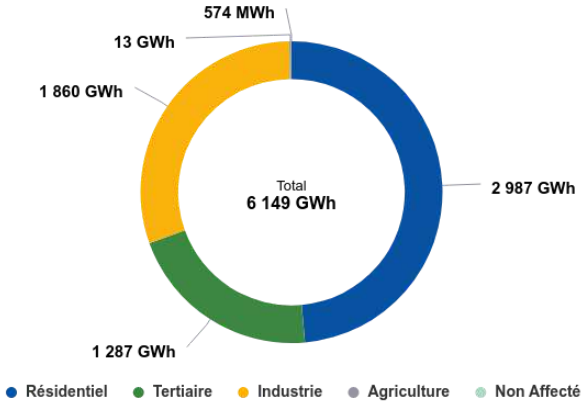
Clients par secteur en 2023



Évolution du nombre de clients

Secteurs	2021	2022	2023
Résidentiel	326 814	325 857	324 987
Tertiaire	10 166	11 251	11 437
Industrie	2 234	2 619	2 804
Agriculture	136	147	145
Non affecté	135	127	52
TOTAL	**339 485**	**340 001**	**339 425**

Quantités acheminées par secteur en 2023



Évolution des quantités acheminées (en MWh)

Secteurs	2021	2022	2023
Résidentiel	3 999 292	3 131 174	2 987 903
Tertiaire	1 591 192	1 337 010	1 287 705
Industrie	2 237 100	1 952 420	1 860 521
Agriculture	19 920	13 878	13 121
Non affecté	619	7 671	574
TOTAL	**7 848 123**	**6 442 153**	**6 149 824**

Les compteurs communicants

Le projet de déploiement intensif des compteurs communicants 'Gazpar' s'est achevé comme prévu mi-2023. GRDF a atteint l'objectif fixé par la CRE, avec plus de 95% des clients actifs qui bénéficient d'un relevé de leurs index à distance. La région reste engagée dans une démarche volontariste et opportuniste visant à remplacer les derniers compteurs 'gris', pour porter le résultat de 95% à 98,5% fin 2026.

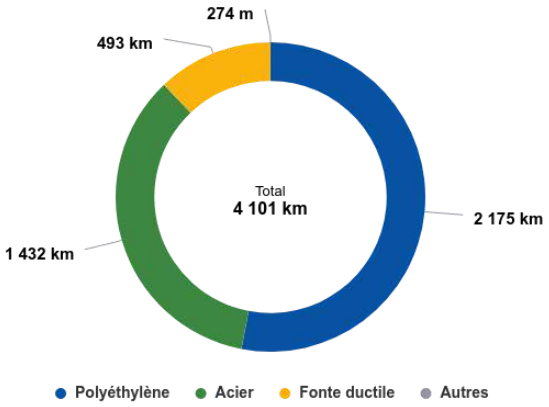
Depuis le 1er janvier 2024, les clients non télé-relevés doivent chaque semestre – et *a minima* une fois par an – communiquer à GRDF des index auto-relevés. Ils peuvent aussi contacter GRDF et demander à être équipés d'un compteur communicant.

MEL
2023

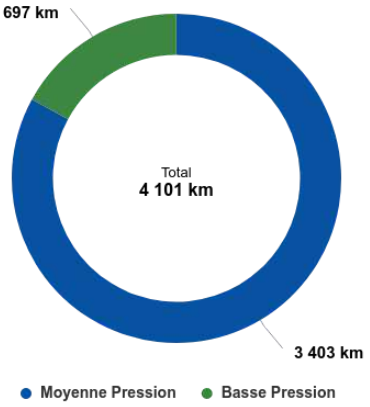
Votre patrimoine

Votre patrimoine est principalement composé des canalisations, des postes de détente réseau, des robinets de réseau ainsi que des branchements collectifs. Retrouvez ci-dessous deux répartitions des canalisations, l'une par matière et l'autre par pression, en 2023 à l'échelle de votre concession.

Canalisations par matière en 2023



Canalisations par pression en 2023



Les chantiers

Raccordements et transition écologique	Longueur	Brch. Coll.	Brch. Ind.
RUE DE LAMBERSART - SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE	799 m	6	0
RUE DE LILLE - SAINGHIN-EN-MELANTOIS	510 m	3	35
AVENUE DE WAMBRECHIES - BONDUES	480 m	8	42

Modification d'ouvrages à la demande de tiers	Longueur	Brch. Coll.	Brch. Ind.
ALLEE DU ROUET - BONDUES	397 m	0	25
BOULEVARD FAIDHERBE - LA CHAPELLE-D'ARMENTIERES	154 m	0	0
RUE DE SOLFÉRINO - LILLE	128 m	0	0

Adaptation et modernisation des ouvrages	Longueur	Brch. Coll.	Brch. Ind.
AVENUE DU MAIRE CATTEAU - WAMBRECHIES	3 910 m	5	381
RUE DE BELLEVUE - FACHES-THUMESNIL	2 221 m	11	232
RUE GEORGES BASQUIN - LESQUIN	2 142 m	2	391

Investissements par finalité - flux (en euros)

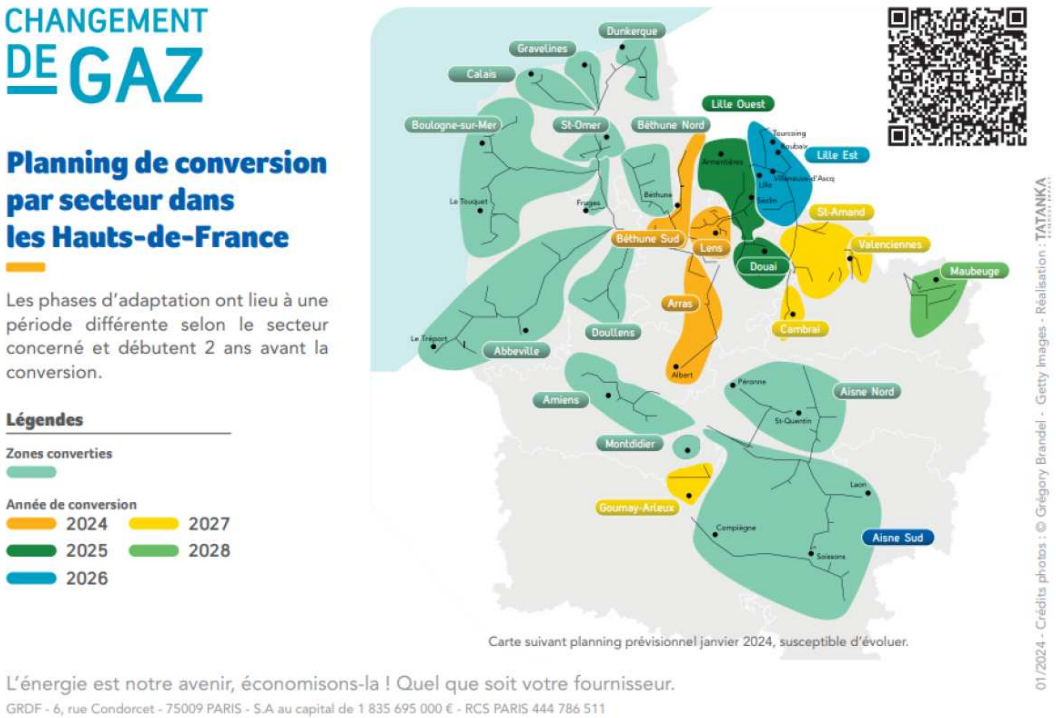
	2021	2022	2023
TOTAL	**39 569 129**	**42 019 968**	**41 618 422**
Raccordement et transition écologique	6 036 005	4 347 420	3 201 277
Modification d'ouvrages à la demande de tiers	918 257	2 033 383	1 105 965
Adaptation et modernisation des ouvrages	19 740 337	25 099 825	30 776 680
Modernisation de la cartographie et inventaire	594 575	637 570	394 082
Comptage	6 995 115	5 331 661	1 585 908
Autres	5 284 836	4 570 102	4 554 507

Le Projet Changement de Gaz en région Hauts-de-France

Le gisement de Groningue aux Pays-Bas alimente en gaz B (gaz à bas pouvoir calorifique) la majeure partie de la région Hauts-de-France et quelques communes de Seine Maritime. Les Pays-Bas ont décidé de stopper à horizon 2029 les exportations de gaz B.

Le Projet Changement de Gaz est spécifique aux consommateurs alimentés en gaz à bas pouvoir calorifique (gaz B), visant à vérifier la compatibilité de leurs installations afin de les alimenter en gaz H (gaz à haut pouvoir calorifique).

Sur votre concession, le projet Changement de Gaz a commencé.



MEL
2023

Demandes et prestations

À la demande des clients ou des fournisseurs de gaz naturel, GRDF réalise des prestations intégrées dans le tarif d'acheminement (changement de fournisseur sans déplacement, intervention de sécurité et de dépannage, relevé cyclique, mise hors service suite à la résiliation du contrat de fourniture…), et d'autres prestations payantes et identifiées dans le catalogue de prestations (interventions pour impayés ou pour travaux, relevés spéciaux…).

Principales demandes de prestations réalisées sur la concession

	2021	2022	2023
Mise en service (avec ou sans déplacement, avec ou sans pose compteur)	39 449	39 418	35 357
Mise hors service (initiative client ou fournisseur)	23 709	25 693	23 254
Intervention pour impayés (coupure, prise de règlement, rétablissement)	1 755	1 605	819
Changement de fournisseur (avec ou sans déplacement)	26 196	18 177	15 774
1ère mise en service	2 870	2 666	2 567

La chaine d'intervention

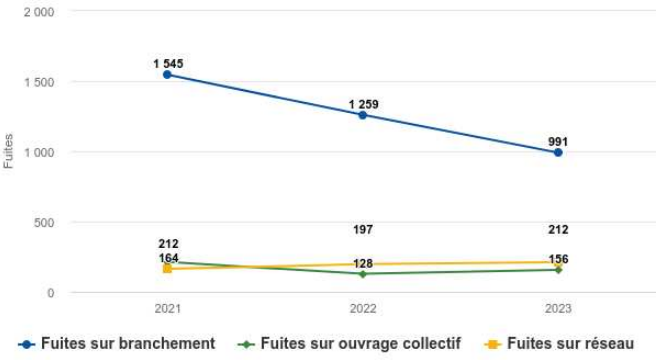
Les dommages aux ouvrages lors de travaux de tiers provoquent des incidents sur le réseau de distribution de gaz avec ou sans interruption de fourniture pour les clients.

Dommages aux ouvrages

Dommages

	2021	2022	2023
Nb de DO avec fuite sur ouvrages enterrés	54	61	55
Nb de DICT sur ouvrages GRDF	20 037	20 143	19 090
Taux	0,27%	0,30%	0,29%

Évolution des fuites



Ouvrages et maintenance

Type d'ouvrages	Parc à fin d'année	Visites planifiées	Visites réalisées
Canalisations réseau	4 101 km	2 468 km	2 911 km
Postes de détente réseau	487	213	218
Robinets de réseau utiles à l'exploitation	2 326	1 494	1 678
Branchements collectifs	14 570	2 208	2 742

Compte d'exploitation

Pour un service de distribution péréqué, l'équilibre économique est réalisé à l'échelle nationale, et non concession par concession. Cependant il est important, pour chaque autorité concédante, de disposer d'un compte d'exploitation à son périmètre afin de pouvoir apprécier sa situation dans le système de péréquation national.

Compte d'exploitation synthétique (en euros)

	2021	2022	2023
RECETTES D'ACHEMINEMENT	**98 799 314**	**88 014 856**	**86 868 364**
CHARGES NETTES D'EXPLOITATION	**41 322 452**	**45 676 155**	**51 435 247**
CHARGES D'INVESTISSEMENTS	**45 969 546**	**49 974 779**	**52 675 042**
PRODUITS MOINS CHARGES	**11 507 309**	**-7 636 082**	**-17 241 923**
Impact climatique	1 050 852	-4 018 383	-3 830 962
Contribution à la péréquation	5 296 142	4 806 180	2 167 100
Autres (régularisation du tarif précédent, impayés...)	5 160 318	-8 423 866	-15 578 063

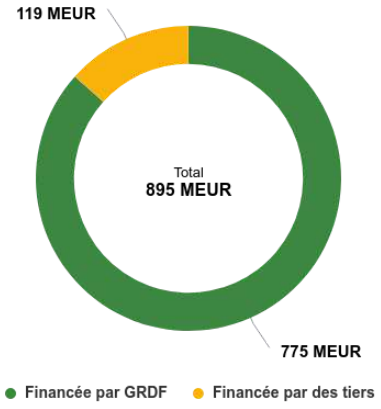
- Un impact climatique négatif signifie que les recettes de GRDF ont été inférieures à la prévision de la CRE en raison d'un climat globalement plus chaud que le climat moyen,
- Une contribution de la concession à la péréquation tarifaire négative signifie que la concession bénéficie du système de solidarité national.

Valorisation du patrimoine

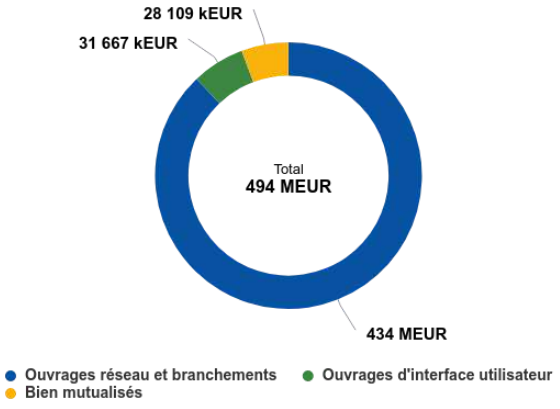
Les anneaux ci-dessous présentent à fin 2023 :

- D'une part qui, de GRDF, de l'autorité concédante ou des tiers, a financé les ouvrages.
- D'autre part la valeur qui reste encore à rembourser par les clients via le tarif de distribution.La valeur nette réévaluée de la part des ouvrages financés par le concessionnaire représente les charges liées aux investissements (remboursement économique et coût du financement) que les clients auront encore à payer à travers la part acheminement de leur facture.

Origine de financement (valeur initiale)



Valeur Nette Réévaluée à fin 2023



Le « Portail Collectivités »

Le Portail Collectivités, mis en service depuis 2021, est accessible sur grdf.fr. C'est un espace dédié et sécurisé offrant à toutes les collectivités desservies en gaz l'accès à un ensemble de services et de données relatifs à l'activité de GRDF sur leur territoire pour répondre à leurs besoins. Votre code d'authentification est : **UKOARYJG**. Vous avez accès à un espace privilégié et enrichi de tous les documents (contrats de concession, avenants, CRAC, courrier redevances…) et des jeux de données détaillées pour vous permettre de mieux contrôler l'activité de GRDF sur le périmètre de chaque commune composant votre territoire.

Suivre et maitriser les consommations en gaz de vos bâtiments publics
En vue d'une meilleure maitrise de vos énergies, vous pouvez enregistrer et suivre dans le Portail Collectivités les PCE dont vous avez la gestion :
- accès à la consommation mensuelle, hebdomadaire, ou journalière par PCE
- export des données
- écart avec la consommation N-1 ou de référence
- gestion de seuils de consommation



Cartographier les réseaux d'énergie d'aujourd'hui et de demain pour planifier la transition énergétique
Pour répondre aux enjeux des collectivités, GRDF met à votre disposition la cartographie moyenne échelle de vos réseaux :
- en version détaillée sur le Portail Collectivités pour les autorités concédantes
- en version simplifiée pour tous sur le site Open Data de GRDF (https://opendata.grdf.fr/)

Ces données peuvent être visualisées en ligne ou téléchargées pour les intégrer ensuite dans vos systèmes d'informations géographiques.

Ces données restent informatives et ne peuvent être utilisées dans le cadre de travaux sur voirie : seules les informations obtenues via les plans joints aux récépissés de déclarations conformément à la réglementation "anti endommagement" font foi.

Votre interlocuteur territorial GRDF



BRUNO WATERLOT
Directeur Territorial Métropole européenne de Lille Directeur Territorial Adjoint Hauts-de-France
06 70 21 81 72
bruno.waterlot@grdf.fr

URGENCE SECURITE GAZ
N°Vert 0 800 47 33 33
APPEL GRATUIT DEPUIS UN POSTE FIXE

SERVICE CLIENT
N°Cristal 09 69 36 35 34
APPEL NON SURTAXE

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 23/12/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20241220-lmc100000114989-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 23/12/2024
Retour préfecture le 23/12/2024
Publié le 24/12/2024

24-C-0380

Séance du vendredi 20 décembre 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

RAPPORTS ANNUELS RELATIFS A L'EXECUTION DES CONCESSIONS DE DISTRIBUTION PUBLIQUE D'ELECTRICITE ET DE FOURNITURE D'ENERGIE ELECTRIQUE AUX TARIFS REGLEMENTES - ENEDIS, EDF ET SICAE CARNIN - ANNEE 2023

Vu l'article L1413-1 du Code général des collectivités territoriales, en vertu duquel le délégataire remet chaque année à l'autorité concédante un rapport relatif à l'exécution du service public qui lui a été confié ;

Vu la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) du 27 janvier 2014 qui attribue à la métropole européenne de Lille (MEL) la compétence d'autorité organisatrice de la distribution d'énergie, notamment pour l'électricité ;

I. Exposé des motifs

Le service public de développement et d'exploitation du réseau de distribution d'électricité et de la fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementés est délégué par la MEL à ENEDIS et Électricité de France (EDF) sur un périmètre de 94 communes.

Sur le périmètre de la commune de Carnin, spécifiquement pour la gestion de la partie basse tension du réseau et pour la fourniture aux tarifs réglementés de vente, le service est concédé à la Société d'Intérêt Collectif Agricole (SICAE) de Carnin.

ENEDIS, EDF et la SICAE ont remis chacune un rapport relatif à l'exécution du service public dont elles ont la délégation, pour l'année 2023.

Ces rapports ont pour objectif de renforcer l'information des élus métropolitains afin de s'assurer que les concessionnaires agissent en conformité avec les positions et les actions engagées par la MEL.

Ces rapports, dont les synthèses sont jointes à la présente délibération, ont été mis à disposition de l'ensemble des élus métropolitains sur le Flash Conseil.

L’activité de distribution publique d’électricité concédée à ENEDIS sur le périmètre de 94 communes représente en 2023 :

- 630 973 clients connectés (en hausse de 2,8 % par rapport à 2022) ;
- 5 166 Giga Watts Heure distribués (en baisse de 2,3 %) ;
- 9 592 km de ligne Moyenne Tension et Basse Tension, dont 79 % sont enterrés ;
- 5 420 postes de distribution publique ;
- un temps moyen de coupure (critère B) hors incidents exceptionnels de 40 minutes ;
- un montant d'investissements de 52,7 M€ dont 26,8 M€ pour l'amélioration du patrimoine.

L’activité de distribution publique d’électricité concédée à la SICAE sur le périmètre de la commune de Carnin représente en 2023 :

- 509 clients connectés ;
- 3 Giga Watts Heure distribués ;
- 8,6 kms de ligne Basse Tension dont 61 % sont enterrés ;
- 6 postes de distribution publique ;
- aucun incident d'exploitation n'est intervenu en 2023.

Les rapports ont fait l’objet d’un examen de la Commission consultative des services publics locaux réunie le 17 décembre 2024.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Climat et écologie, Gestion de l'eau et des déchets, ENM, Agriculture consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) de prendre acte des rapports annuels 2023 et de leurs synthèses établis par ENEDIS, EDF et la SICAE Carnin relatifs à l’exécution de la délégation du service public de distribution, de développement et d’exploitation du réseau de distribution d’électricité et de la fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementés.

Résultat du vote : LE CONSEIL PREND ACTE DU PRÉSENT RAPPORT
Le groupe Métropole Ecologiste Citoyenne et Solidaire ayant voté contre.
Mme Anissa BADERI et M. Frédéric LEFEBVRE n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

SYNTHESE

COMPTE-RENDU D'ACTIVITÉ DE CONCESSION 2023

Métropole Européenne de Lille



Enedis • Développement et exploitation du réseau public de distribution d'électricité

EDF • Fourniture d'électricité aux tarifs réglementés de vente

L'année 2023 pour Enedis, au plan local



L'année 2023 s'est achevée, marquée par le lancement de projets économiques et industriels à un niveau inédit. Le développement économique sera aussi synonyme de développement de l'habitat et des services, nous nous y préparons en lien étroit avec les acteurs du territoire. **Plus de 130 millions d'euros d'investissements** ont été portés par Enedis dans le Nord, à la fois pour raccorder les projets et pour l'évolution du réseau de distribution publique d'électricité. Pour Enedis, 2023 est aussi synonyme d'un nouvel engagement : **nous sommes la première entreprise de l'énergie à devenir entreprise à mission**. Au-delà de notre engagement de chaque jour, nous renforçons encore notre attention à l'impact environnemental et sociétal de nos activités.
En 2024, Enedis, entreprise à mission, souhaite plus que jamais travailler en partenariat étroit avec les collectivités, les services de l'état, les acteurs de la formation, les entreprises partenaires et les porteurs de projets territoriaux.

L'année 2023 pour EDF, au plan local



EDF Nord-Ouest : au cœur de l'engagement Social
Pendant la crise énergétique de 2023, EDF a **maintenu et renforcé son engagement** auprès des ménages aux revenus modestes, en déployant des mesures d'accompagnement pour le paiement des dettes d'énergie.
Cet accompagnement s'est manifesté de manière concrète par **une collaboration étroite avec les acteurs sociaux**. Les rencontres d'information et de sensibilisation organisées par le Correspondant Solidarité ont pour but de renforcer les compétences des travailleurs sociaux, des Centres Communaux d'Action Sociale (CCAS) et des associations partenaires, leur donnant ainsi les informations nécessaires pour mieux conseiller et accompagner les familles en difficulté.
Au-delà de sa fonction de fournisseur d'énergie, EDF incarne également un rôle social essentiel et illustre son engagement continu en faveur de **la solidarité énergétique** dans le département.

Le renouvellement des contrats de concession

Au 31 décembre 2023, la plupart des contrats de concession ont été renouvelés puisque 301 contrats de concession ont été conclus avec les autorités concédantes sur la base du nouveau modèle de contrat de concession (2017). À ces 301 contrats, s'ajoutent 31 contrats précédemment renouvelés ou modifiés, contenant des stipulations proches de celles du nouveau modèle, soit un total de 332 contrats modernisés sur 376 contrats de concession. Des échanges se poursuivent en vue de renouveler les derniers contrats d'anciens modèles.

L'année 2023 pour Enedis, au plan national

Le 27 juin, Enedis est devenue la première grande « entreprise à mission » du secteur de l'énergie au sens de la loi PACTE. Cette nouvelle étape est une façon de poursuivre la dynamique engagée avec son Projet industriel et humain. Les engagements environnementaux et sociétaux d'Enedis se concrétisent désormais dans ses statuts avec une raison d'être :
« ***Agir pour un service public de la distribution d'électricité innovant, performant et solidaire. Raccorder la société au défi collectif d'un monde durable*** ».
Les Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024, sont une opportunité pour Enedis de mettre en place des solutions de branchements pérennes et innovantes telles que les bornes électriques événementielles et de raccorder des sites de compétitions de l'événement au réseau public de distribution afin de limiter le recours aux groupes électrogènes, réduisant ainsi de 80 % les émissions de CO_2 liées à l'énergie.

L'année 2023 pour EDF, au plan national

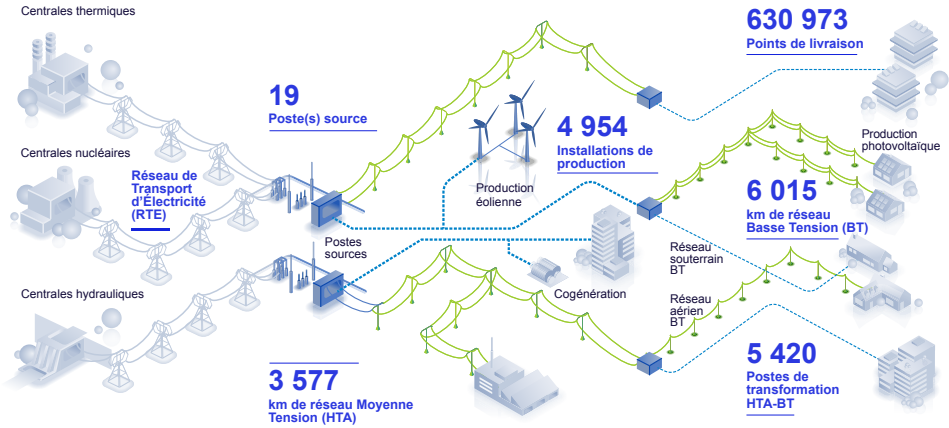
EDF a poursuivi sa contribution à l'effort national de sobriété énergétique en aidant ses clients à consommer mieux et moins dans un contexte de prix de l'électricité encore élevé en 2023. Cela s'est traduit par les « *défis utiles* » et par la mise en avant, à la demande de l'État, de l'option tarifaire Tempo auprès des clients Particuliers au TRV pouvant avoir intérêt à y souscrire.
EDF a eu des échanges nourris avec la FNCCR et France Urbaine, tout au long de l'année, dans le cadre du groupe de travail sur le TRV. Voici certains des thèmes abordés : le mouvement de prix des TRV au 01/02/23, l'accompagnement des clients en difficulté de paiement et les actions de lutte contre la précarité énergétique en lien avec les collectivités, l'évolution du portefeuille de clients au TRV.

Évolutions tarifaires en 2023

- Le tarif d'utilisation du réseau public d'électricité (TURPE 6 HTA-BT) porte une hausse tarifaire moyenne de + 6,51 % au 1er août 2023, hors taxes et contributions.
- Le TRVE a augmenté de 15 % TTC en moyenne au 1er février, puis de 10 % au 1er août, dans le contexte du bouclier tarifaire mis en place par le Gouvernement.

Le développement et l'exploitation du réseau public de distribution d'électricité en 2023

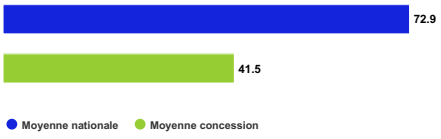
Le réseau public de distribution d'électricité



La qualité de desserte

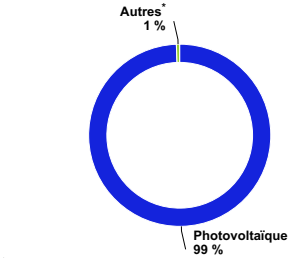
Critère B hors RTE (en min)

Durée moyenne de coupure des clients BT, hors incidents RTE *(en min)*



Les producteurs sur la concession

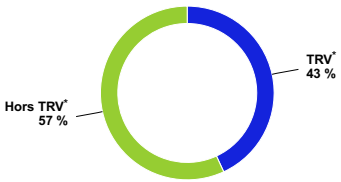
Répartition du nombre de producteurs



* Producteurs d'énergie d'origine éolienne, hydraulique, cogénération, biomasse.

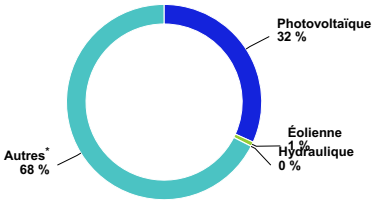
Le nombre de consommateurs

Répartition du nombre de consommateurs



* Tarifs réglementés de vente

Répartition de la puissance des producteurs

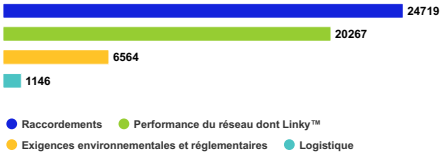


* Cogénération, biomasse…

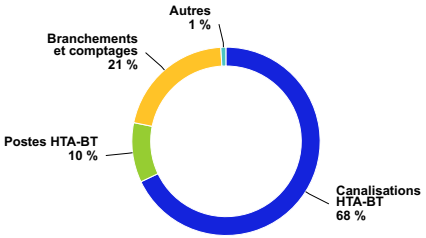
La fourniture d'électricité aux tarifs réglementés de vente en 2023

Les investissements et le patrimoine

Investissements Enedis sur la concession *(k€)*



Répartition de la valeur nette comptable des ouvrages



Les raccordements à la concession

Répartition des raccordements d'installations de production neuves réalisés



Répartition des raccordements d'installations de consommation neuves réalisés



Les clients Tarif Bleu

Répartition des clients Tarif Bleu résidentiel et non résidentiel (*en nombre de clients*)



Répartition des consommations des clients Tarif Bleu résidentiel et non résidentiel (*en MWh*)



Tarif Bleu résidentiel — Tarif Bleu non résidentiel

Souscriptions dans l'année Tarif Bleu résidentiel

26 970 (10,5 %)

Résiliations dans l'année Tarif Bleu résidentiel

34 733 (13,5 %)

La mensualisation

Clients mensualisés Tarif Bleu résidentiel

182 455

Clients bénéficiant de la facturation électronique Tarif Bleu résidentiel

141 843

L'Accompagnement Énergie

Clients Tarif Bleu résidentiel ayant bénéficié d'un Accompagnement Énergie sur l'année

4 268

Les pourcentages sont donnés en fonction du nombre total de clients Tarif Bleu résidentiel.

Les utilisateurs du réseau public de distribution d'électricité (RPD)

Les utilisateurs raccordés au RPD sont les clients consommateurs, qui soutirent de l'électricité au réseau et les clients producteurs qui injectent de l'électricité sur celui-ci. Ils sont présentés dans les tableaux ci-après.

Total des clients (Concession)

	2022	2023	Variation *en %*
Nombre de clients	614 014	**630 973**	**2,8 %**
Énergie acheminée *(en MWh)*	5 286 878	**5 166 218**	**-2,3 %**
Acheminement facturé* *(en k€)*	218 349	**233 625**	**7,0 %**

* Hors acheminement en compteurs.

Installations de production (Concession)

	2022			2023		
	Nombre	**Puissance raccordée***	**Quantité d'énergie produite****	**Nombre**	**Puissance raccordée***	**Quantité d'énergie produite****
Photovoltaïque	3 486	22 880	**18 308 088**	4 925	30 723	**18 755 089**
Éolien	3	750	**101 262**	3	750	**272 960**
Hydraulique	0	0	**0**	0	0	**0**
Autres	26	65 369	**149 771 521**	26	65 369	**141 643 803**
Total	**3 515**	**88 999**	**168 180 871**	**4 954**	**96 842**	**160 671 852**

* La puissance est exprimée en kVA pour les producteurs raccordés en BT et en kW pour ceux en HTA. ** En kWh.

Canalisations HTA mises en service *(en m)* (Concession)

	2022	2023
Souterrain	45 870	**41 545**
Torsadé	0	**0**
Aérien nu	0	**0**
Total	45 870	**41 545**
Dont pour information		
Extension	14 717	**13 339**
Renouvellement[1]	22 737	**20 992**
Renforcement	8 416	**7 214**

[1] L'information qui est communiquée dans cette partie correspond principalement à du renouvellement pour obsolescence et à des déplacements d'ouvrages.

Canalisations BT mises en service *(en m)* (Concession)

	2022	2023
Souterrain	52 878	**56 402**
Torsadé	2 431	**3 579**
Aérien nu	0	**0**
Total	55 309	**59 981**
Dont pour information	-	**-**
Extension	40 803	**42 537**
Renouvellement[1]	13 436	**12 651**
Renforcement	1070	**4793**

[1] L'information qui est communiquée dans cette partie correspond principalement à du renouvellement pour obsolescence et à des déplacements d'ouvrages.

La qualité de l'électricité

Sur votre concession, le temps de coupure moyen par client BT a représenté :

Durée moyenne annuelle de coupure *(en min)* (Concession)

	2022	2023	Variation
Toutes causes confondues (critère B)	47	**42**	**-9 %**
Toutes causes confondues hors incidents exceptionnels (critère B HIX)	38	**40**	**5 %**
Dont origine RTE (incident sur le réseau de transport)	2	**1**	**-65 %**
Dont incident sur le réseau public de distribution	29	**30**	**3 %**
Dont travaux sur le réseau public de distribution	7	**9**	**39 %**

Ce taux de satisfaction est constitué des clients très satisfaits et assez satisfaits.

86,8 %

C'est le taux des clients satisfaits des prestations d'Enedis

Des travaux respectueux de l'environnement

Travaux réalisés en techniques discrètes sur réseaux HTA et BT *(en %)* (Concession)

	2022	2023
En agglomération	98 %	**100 %**
Hors agglomération	-88 %	**4 %**
En zone classée	100 %	**100 %**
Total	**99 %**	**99 %**

Les investissements du concessionnaire

Pour l'année 2023, les investissements d'Enedis au périmètre national ont représenté **4,9 milliards d'euros**. Sur votre concession, ces investissements sont présentés ci-après :

Investissements Enedis *(en k€)* (Concession)

	2022	2023
I. Raccordements des utilisateurs consommateurs et producteurs	19 991	**24 719**
II. Investissements pour l'amélioration du patrimoine	24 910	**26 832**
II.1 Investissements pour la performance et la modernisation du réseau	19 083	**20 268**
II.2 Investissements motivés par des exigences environnementales et des contraintes externes	5 827	**6 564**
III. Investissement de logistique	718	**1 146**
IV. Autres investissements	0	**0**
Total (= I + II.1 + II.2 + III + IV) *(en k€)*	**45 620**	**52 697**

Les flux financiers

Outre sa participation au titre de l'article 8, le concessionnaire apporte son concours financier aux investissements que vous réalisez en qualité de maître d'ouvrage (redevance R1-R2, PCT, aides FACE).

Montants *(en k€)* (Concession)

	2022	2023
Redevance part R1	480,9	**523,2**

Montants *(en k€)* (Concession)

	2022	2023
Redevance part R2	1 042,4	**722,9**
Participation « article 8 »	245,0	**340,0**

Les éléments financiers d'exploitation

Montants *(en k€)* (Concession)

	2022	2023
Total des produits d'exploitation	268 550	**283 996**
Total des charges d'exploitation	213 569	**255 297**
Total des produits d'exploitation - total des charges d'exploitation	54 980	**28 700**
Contribution à l'équilibre - Charges supplémentaires	17 336	**36 959**
Contribution à l'équilibre - Produits supplémentaires	0	**0**
Total des produits - total des charges y compris contribution à l'équilibre	37 645	**-8 259**

La valeur des ouvrages concédés au 31/12/2023

Ouvrages concédés *(en k€)*

	Valeur brute comptable	Valeur nette comptable	Valeur de remplacement	Provisions de renouvellement
Canalisations HTA-BT	606 729	295 566	901 465	104 217
Postes HTA-BT et transformateurs	135 072	44 649	202 416	28 369
Branchements et comptages	322 597	184 385	412 318	12 818
Ouvrages collectifs de branchement	69 718	48 834	88 924	0
Autres biens	9 532	3 764	12 067	1 905
Total	**1 143 649**	**577 198**	**1 617 191**	**147 309**

92 %
des clients particuliers se déclarent satisfaits d'EDF

Les clients de la concession

La concession de fourniture d'électricité concerne des sites de puissance inférieure ou égale à 36 kVA.

Dans le cadre de la concession, les tarifs proposés sont le Tarif bleu résidentiel pour les clients Particuliers, et le Tarif bleu non résidentiel pour les professionnels et collectivités (selon les critères d'éligibilité définis à l'article L.337-7 du code de l'énergie).

Le tableau synthétique ci-après rend compte des volumes concernés pour votre concession (les recettes sont exprimées hors contributions et hors taxes).

Total Tarif Bleu (Concession)

	2022	2023	Variation *(en %)*
Nombre des clients	276 014	**273 981**	**-0,7 %**
Énergie facturée *(en MWh)*	1 061 350	**1 052 373**	**-0,8 %**
Recettes *(en k€)*	175 325	**217 153**	**23,9 %**

EDF accompagne les clients de votre concession, notamment en leur délivrant un conseil tarifaire lors de leurs appels téléphoniques. EDF est aussi aux côtés des clients qui lui font part d'une difficulté de paiement et reste à leur écoute pour trouver une solution adaptée à leur situation personnelle.

Les clients peuvent aussi gérer directement leur contrat et suivre leur consommation à partir des outils numériques qu'EDF met à leur disposition (espace client, solution Suivi Conso, appli EDF & MOI).

Accompagnement des clients *(en nombre, sur votre concession)*

	2023
Nombre de conseils tarifaires	**44 869**
Nombre d'Accompagnements Énergie	**4 268**

EDF propose aux clients de la concession des modalités de paiement souples et personnalisées, ainsi qu'un support dématérialisé : la facture électronique.

Facture électronique à fin 2023 *(en %)*

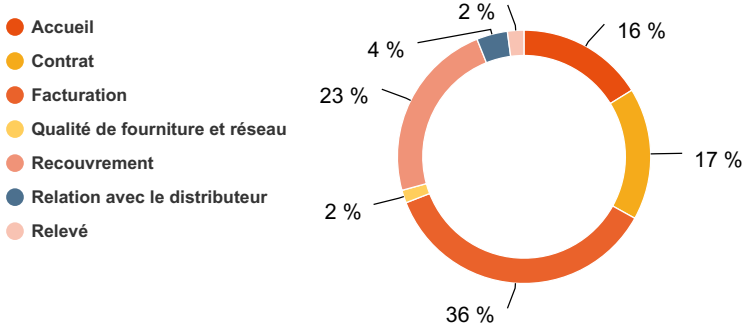
	2023
Evolution 2022/23 du nombre de clients Particuliers de votre concession avec facture électronique	**2,1 %**

24-C-0380

Réclamations écrites (Concession)

	2022	2023	Variation *(en %)*
Courrier	838	**747**	**-10,9 %**
Internet	6 086	**8 277**	**36,0 %**

Répartition par motif des réclamations écrites pour l'année 2023



Les dispositifs d'aide aux clients en difficulté

Au titre de la lutte contre la précarité énergétique, EDF déploie son action selon trois axes : l'aide au paiement, l'accompagnement des clients en difficulté, la prévention. S'agissant de l'aide au paiement, EDF met notamment en œuvre le chèque énergie et fait connaître le dispositif.

Chèques énergie (Concession)

	2022	2023	Variation *(en %)*
Nombre de clients pour lesquels un chèque énergie a été pris en compte au cours de l'exercice*	34 061	**33 609**	**-1,3 %**

* La valeur 2022 n'inclue pas les chèques exceptionnels de 100 et 200 euros.

Les réclamations écrites des clients Particuliers

94,9 %

C'est le taux de réponses sous 30 jours aux réclamations (concession)

Le soin apporté au traitement des réclamations constitue un facteur de satisfaction des clients. EDF rend compte des réclamations écrites des clients Particuliers de la concession, de leur typologie et de leur délai de traitement.

Votre contact Enedis

Serge MARTIN
Délégué Territorial
07.60.56.73.15

Votre contact EDF

Matthieu MEESE
Directeur de Développement
07 61 62 84 55

Vous pouvez consulter la version digitale
de la synthèse en flashant
le QR code ci-dessus

Société Anonyme à directoire et à conseil de surveillance
Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense CEDEX - France
Capital de 270 037 000 euros
444 608 442 R.C.S Nanterre
www.enedis.fr

Société Anonyme
22-30 avenue de Wagram
75382 Paris Cedex 08 - France
Capital de 2 000 466 841 euros
552 081 317 R.C.S Paris
www.edf.fr

Ce document est un extrait du compte-rendu d'activité 2023 auquel il convient de se reporter pour toutes les informations complémentaires.













SICAE de CARNIN





SOCIÉTÉ D'INTÉRÊT COLLECTIF AGRICOLE
D'ÉLECTRICITÉ DE CARNIN

457 510 246 RCS Lille
NAF 401 E
SIRET 45751024600020
INTRA : FR 53 457 510 246

7, RUE GABRIEL PÉRI - 59112 CARNIN

TÉL. 03.20.85.72.20

Compte Rendu Annuel de Concession 2023

SOMMAIRE

	Page
Mission de développement et d'exploitation du réseau public de distribution	
Descriptif physique des ouvrages	3
Mission d'acheminement et de fourniture d'énergie électrique	
Caractéristiques de la concession	5
- Données d'acheminement	5
- Données de production	7
- Données de fourniture	8
Qualité du service rendu aux clients	
Facturation	11

DONNEES TECHNIQUES

DESCRIPTIF PHYSIQUE DES OUVRAGES

	2021	2022	2023
- Réseau aérien 400 V Façade	0,150	0,14	0,14
- Réseau aérien 400 V Torsadé	1,530	3,18	3,18
- Réseau souterrain 400 V	6,520	4,54	5,34
- Dont longueurs des fils nus de faibles sections (≤ 14 mm² Cu et 22 mm² Alu)	0	0	0
TOTAL réseau BT	**8,2**	**7,86***	**8,66**

*Données corrigées suite au géoréférencement, plus erreur transfert aérien vers souterrain.

RÉSEAU BT SOUTERRAIN / AERIEN



	2021	2022	2023
Nombre de Point De Souscription	**500**	**503**	**509**
- dont actifs	493	496	500
- dont débranché (hors service)	1	1	6
- dont déposés (hors service)	6	6	3

Nombre de Point De Souscription mis en service par année	
- 2023	6
- 2022	3
- 2021	4
- 2020	8
- 2019	39
- 2018	33
- 2017	47

	2021	2022	2023
Nombre de postes HTA/BT	**6**	**6**	**6**
- dont postes de livraison ENEDIS	6	6	6

INCIDENTS 2023 :

- Aucun incident en 2023

DONNEES D'ACHEMINEMENT

CARACTERISTIQUES DE LA CONCESSION
Les utilisateurs du réseau public de distribution d'électricité de la concession

506
Utilisateurs desservis par le réseau concédé

SOUTIRAGE

3 057 346
Quantité d'énergie acheminée en kWh

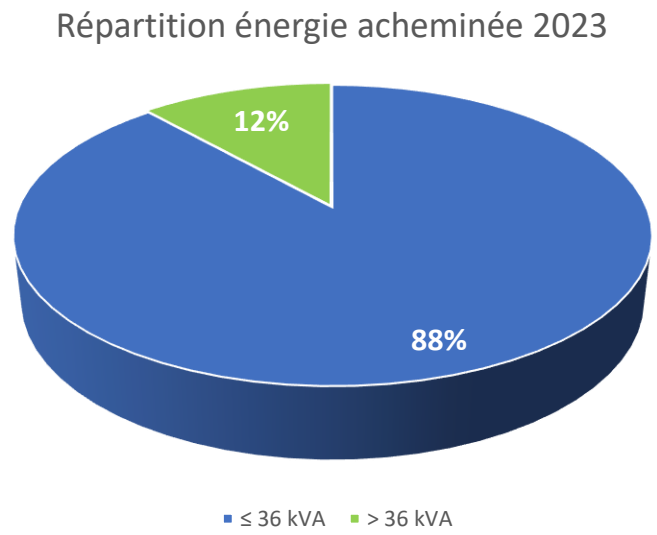
		2022	2023
Recettes d'acheminement facturées par puissance (en €)	**TOTAL**	**176 402 €**	**173 815 €**
- Clients BT ayant une puissance souscrite ≤ 36 kVA		159 806 €	152 698 €
- Clients BT ayant une puissance souscrite > 36 kVA		13 796 €	21 117 €
- Clients HTA		0 €	0 €

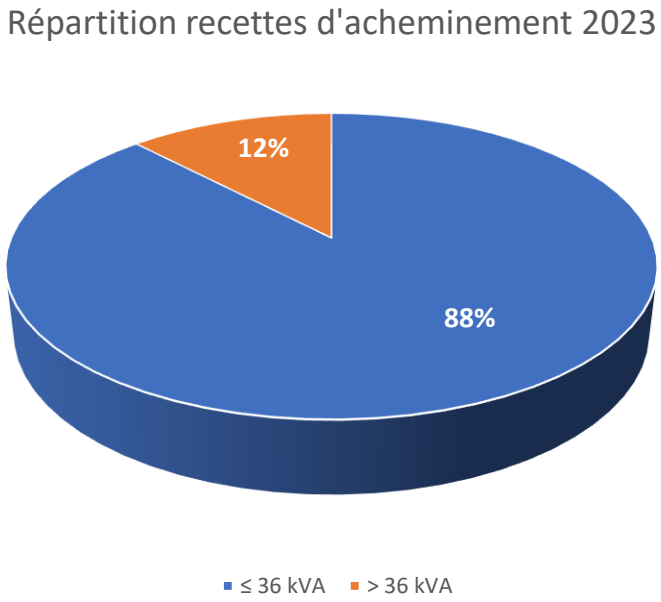
	2022	2023
Total des clients		
- Nombre de clients	496	506
- Energie acheminée (en kWh)	3 237 034	3 057 346
- Recettes d'acheminement (en €)	176 402 €	173 815 €9

	2022	2023
Total des clients BT ayant une puissance souscrite ≤ 36 kVA		
- Nombre de clients	493	503
- Energie acheminée (en kWh)	2 877 359	2 702 037
- Recettes d'acheminement (en €)	159 806 €	152 698 €

	2022	2023
Total des clients BT ayant une puissance souscrite > 36 kVA		
- Nombre de clients	3	3
- Energie acheminée (en kWh)	359 675	355 309
- Recettes d'acheminement (en €)	13 796 €	21 117 €

	2022	2023
Total des clients HTA		
- Nombre de clients	0	0
- Energie acheminée (en kWh)	0	0
- Recettes d'acheminement (en €)	0	0





DONNEES DE PRODUCTION

10
Producteurs sur le réseau concédé

INJECTION

53 934
Quantité d'énergie produite en kWh

	2022	2023
Productions photovoltaïques au 31 décembre	**10**	**10**
- dont vente en totalité	8	8
- dont vente en surplus	1	1
- dont autoconsommation	1	1
- dont augmentation de puissance	0	0
Puissance (en kWc)	**62,95**	**62.95**

	2022	2023
Quantité d'énergie produite par type de production		
- Energie électrique produite d'origine photovoltaïque en kWh	54 911	53 934





DONNEES DE FOURNITURE

CARACTERISTIQUES DE LA CONCESSION

17
Clients ayant souscrit un contrat TRV au cours de l'année

Clients de la concession
Ventes d'électricité

7
Clients ayant résilié leur contrat TRV au cours de l'année

	2023	2023
Nombre total de clients aux tarifs réglementés de vente (TRV) au 31/12 :	493	503

	2022	2023
Tarif bleu résidentiel		
- Nombre de clients	463	468
- Energie facturée (en kWh)		
- dont option Base	709 945	735 077
- dont option Heure Pleine / Heure Creuse	1 694 861	1 580 318
- dont EJP / TEMPO	49 873	43 860
- Recettes facturées (en €)	189 464 €	252 859 €

	2022	2023
Tarif bleu non résidentiel		
- Nombre de clients	30	35
- Energie facturée (en kWh)		
- dont option Base	153 053	142 045
- dont option Heure Pleine / Heure Creuse	167 476	156 433
- dont EJP / TEMPO	-	-
- dont Eclairage Public	120 151	44 304
- Recettes facturées (en €)	32 624 €	36 739 €

Répartition nombre des clients au « tarif bleu résidentiel »

Base

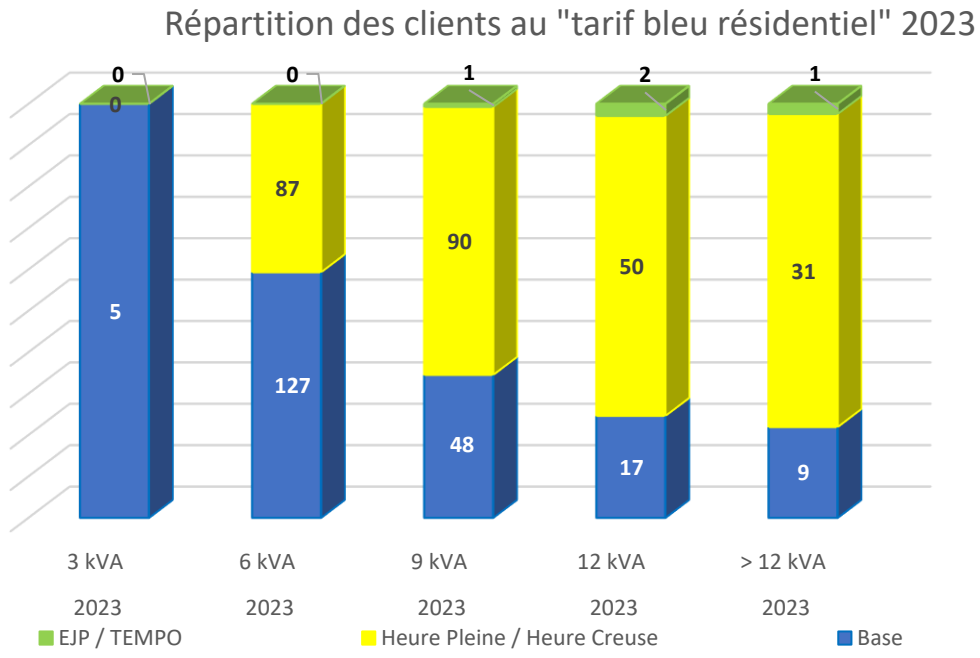
3 kVA		6 kVA		9 kVA		12 kVA		> 12 kVA	
2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023
6	5	129	127	47	48	16	17	8	9

HEURE PLEINE / HEURE CREUSE

3 kVA		6 kVA		9 kVA		12 kVA		> 12 kVA	
2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023
/	/	88	87	87	90	47	50	31	31

EJP / TEMPO

3 kVA		6 kVA		9 kVA		12 kVA		> 12 kVA	
2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023
/	/	/	/	1	1	2	2	1	1



Répartition nombre des clients au « tarif bleu non résidentiel »

Base

3 kVA		6 kVA		9 kVA		12 kVA		> 12 kVA	
2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023
2	3	4	5	/	/	1	1	7	9

HEURE PLEINE / HEURE CREUSE

3 kVA		6 kVA		9 kVA		12 kVA		> 12 kVA	
2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023
/	/	2	3	1	1	2	2	5	6

EJP / TEMPO

3 kVA		6 kVA		9 kVA		12 kVA		> 12 kVA	
2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023
/	/	/	/	/	/	/	/	/	/

ECLAIRAGE PUBLIC	
2022	2023
5	5

QUALITE DU SERVICE

Facturation	2022	2023
Nombre de clients ventilés par fréquence de facturation au 31 décembre		
- BT - mensualisés (1 facture par an)	297	300
- BT - non mensualisés (1 facture tous les 3 mois)	196	203
- BT + (1 facture tous les 2 mois)	3	3
- HTA (1 facture tous les mois)	0	0

	2022	2023
Nombre de clients bénéficiant d'une facturation électronique au 31 décembre	0	0
Nombre de clients bénéficiant d'une facturation via chorus	0	0

	2022	2023
Nombre total de factures émises au cours de l'exercice	1 235	1220

	2022	2023
Nombre de factures établies sur la base d'un télé-relevé au cours de l'exercice	0	0

	2022	2023
Nombre de factures rectificatives au cours de l'exercice	53	9

« La satisfaction de nos clients est notre priorité. »

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 23/12/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20241220-lmc100000115000-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 23/12/2024
Retour préfecture le 23/12/2024
Publié le 24/12/2024

24-C-0381

Séance du vendredi 20 décembre 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

CARNIN -

CONCESSION DE DISTRIBUTION PUBLIQUE ET DE FOURNITURE D'ELECTRICITE - INTEGRATION DU RESEAU BASSE TENSION DE CARNIN A LA CONCESSION ENEDIS-EDF - AUTORISATION

Vu la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité instaurant un monopole légal au bénéfice d'ENEDIS pour la distribution d'électricité sur son périmètre historique de desserte et à EDF pour la fourniture d'électricité au tarif réglementé sur son périmètre de desserte ;

Vu la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) du 27 janvier 2014 attribuant à la métropole européenne de Lille (MEL) la compétence d'autorité organisatrice de la distribution d'électricité ;

Vu le contrat de concession de la MEL attribuant la gestion du service de distribution d'électricité à ENEDIS et la gestion de la fourniture d'électricité aux usagers bénéficiant des tarifs réglementés de vente à EDF, et portant, depuis le 1er janvier 2023, sur un périmètre de 94 communes et dont le terme est fixé au 8 mars 2031 et ayant fait l'objet de 12 avenants ;

Vu le contrat de concession conclu par la ville de Carnin le 5 Août 2014, attribuant la gestion du service de distribution d'électricité en basse tension et de fourniture aux tarifs réglementés de vente à la SICAE de Carnin et portant sur le périmètre de la commune ;

Vu la délibération n° 24-C-0159 du 28 juin 2024 autorisant la signature d'un avenant n°1 au contrat de concession de la SICAE de Carnin fixant son terme au 31 décembre 2024 ;

I. Exposé des motifs

La SICAE de Carnin a informé la MEL de son souhait d'arrêter son activité et de procéder à sa dissolution prochaine. Le Code de l'Énergie prévoit dans ce cas le transfert de l'activité à ENEDIS pour la distribution d'électricité et à EDF pour la fourniture aux tarifs réglementés. Afin de pouvoir préparer le transfert d'activité en assurant la continuité du service public, un avenant n° 1 a prolongé le contrat de concession de la SICAE de Carnin jusqu'au 31 décembre 2024.

La présente délibération porte sur la signature :

- d'un avenant n° 13 au contrat de concession de distribution publique et de fourniture d'électricité passé avec ENEDIS et EDF pour intégrer le périmètre de la commune de CARNIN pour la partie basse tension ;
- d'une convention encadrant les modalités opérationnelles de transfert entre la SICAE Carnin, ENEDIS et EDF ;
- d'un avenant n° 2 au contrat de concession de distribution publique et de fourniture d'électricité passé avec la SICAE Carnin pour acter le renoncement à réclamation sur l'indemnité de fin de contrat.

1. Avenant n° 13 au contrat de concession ENEDIS / EDF

Objet de l'avenant

Il convient de modifier le contrat de concession pour étendre son périmètre à la commune de Carnin pour la distribution en partie basse tension (la partie moyenne tension étant déjà concédée à ENEDIS) et pour la fourniture aux tarifs réglementés de vente. L'avenant encadre également la transmission de données patrimoniales permettant à la MEL, en sa qualité d'autorité concédante, d'exercer ses missions de contrôle quant à la bonne intégration du patrimoine transféré.

Incidences financières

Cet avenant n'a aucune incidence sur la tarification à l'usager. En effet, le tarif d'accès au réseau public d'électricité et le tarif réglementé de vente d'électricité sont fixés nationalement.

Les recettes de la MEL issues du contrat de concession sont de trois ordres : la redevance de fonctionnement (R1), la redevance d'investissement (R2) et la contribution financière du concessionnaire aux travaux d'effacement des réseaux (article 8 du contrat).

Compte tenu du très faible impact de cette intégration dans la concession (+0,08% du linéaire), les recettes de la MEL ne seront pas modifiées sensiblement.

Le réseau public de distribution appartenant déjà à la MEL, cette intégration ne change pas le patrimoine métropolitain.

Prise d'effet de l'avenant

L'avenant prend effet au 1er janvier 2025.

2. Convention encadrant les modalités opérationnelles de transfert

Il convient de conclure une convention quadripartite entre la SICAE de Carnin, ENEDIS, EDF et la MEL afin d'encadrer les modalités de transfert de l'activité au

1er janvier 2025, en particulier le versement d'une indemnité par ENEDIS couvrant la valeur non amortie du réseau.

Le projet de convention est mis en ligne sur l'intranet "Flash Conseil" pour la bonne information des élus.

3. Avenant n° 2 au contrat de concession SICAE Carnin

Objet de l'avenant

Il convient de modifier le contrat de concession pour y annexer la convention précitée et le renoncement à réclamation sur l'indemnité de fin de contrat, ENEDIS versant à la SICAE une indemnité couvrant la valeur non amortie du réseau.

Incidences financières

Cet avenant n'a aucune incidence sur la tarification à l'usager, ni aucune incidence financière pour la MEL.

Prise d'effet de l'avenant

L'avenant prend effet au 1er janvier 2025.

La Commission de Concession de Service Public n° 2 réunie le 18 décembre 2024 a émis un avis favorable aux deux avenants précités.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Climat et écologie, Gestion de l'eau et des déchets, ENM, Agriculture consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer l'avenant n° 13 avec ENEDIS et EDF relatif à l'intégration du réseau de la commune de Carnin ;

2) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer la convention encadrant les modalités du transfert entre la SICAE Carnin, ENEDIS et EDF ;

3) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer l'avenant n° 2 au contrat de concession passé avec la SICAE Carnin.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
Mme Anissa BADERI et M. Frédéric LEFEBVRE n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 23/12/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20241220-lmc100000115008-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 23/12/2024
Retour préfecture le 23/12/2024
Publié le 24/12/2024

24-C-0382

Séance du vendredi 20 décembre 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

CONTRAT CHALEUR RENOUVELABLE - FONDS CHALEUR DE L'ADEME - ATTRIBUTION - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu la délibération n° 21 C 0044 du 19 février 2021 adoptant le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) métropolitain et ayant notamment pour objectif le développement des énergies renouvelables et de récupération (EnR&R) ;

Vu la délibération n° 22-C-0405 du 16 décembre 2022 autorisant la signature du Contrat de Chaleur Renouvelable avec l'Agence de la transition écologique (l'ADEME), dispositif financé par l'ADEME et permettant de soutenir techniquement et financièrement, les porteurs de projet (hors particuliers) qui souhaitent produire des énergies renouvelables ou de récupération thermique sur le territoire (géothermie, biomasse, solaire thermique, réseaux de chaleur) ;

Vu le contrat d'objectifs notifié le 26 avril 2023, d'une durée de trois ans, et portant engagement sur le niveau de production EnR&R à développer sur le territoire métropolitain de 25 GWh sur 3 ans ;

Vu la convention de mandat notifiée le 16 mai 2023 délégant l'enveloppe budgétaire à la métropole européenne de Lille (MEL) et lui confiant l'instruction, l'établissement des contrats d'attribution des aides octroyées par l'ADEME et le mandatement des aides de l'ADEME ;

I. Exposé des motifs

La MEL avance les fonds versés aux porteurs de projets et l'ADEME rembourse a posteriori les aides versées auprès de la MEL.

Le montant prévisionnel de l'enveloppe d'aides aux études et à l'investissement pour soutenir des projets d'EnR&R thermiques sur le territoire de la MEL est de 7 810 092 €.

La procédure d'attribution prévoit la mise en place d'un comité d'engagement chargé de vérifier l'éligibilité des candidats, le respect des critères techniques du Fonds Chaleur définis par l'ADEME et de déterminer le montant des aides attribuables à chaque bénéficiaire.

L'ADEME et la MEL siègent à ce comité d'engagement.

En s'appuyant sur les conclusions du comité d'engagement, les projets sélectionnés sont alors soumis à la délibération du Bureau ou du Conseil métropolitain selon les compétences de chacune des deux instances.

La procédure de versements des aides, contractualisée dans la convention de mandat entre l'ADEME et la MEL, précise qu'après la signature du contrat d'attribution, l'aide accordée au porteur de projet est versée à l'envoi de l'ensemble des pièces justificatives de la façon suivante :

- pour les études : versement unique, sur validation du service fait ;

- pour les investissements :

  - versement de l'acompte de 80 % à la mise en service de l'installation de production de chaleur renouvelable ;
  - versement du solde de 20 % au prorata de l'atteinte des objectifs de production d'énergie renouvelable thermique, après le suivi d'une année complète d'exploitation.

Depuis le début du contrat de chaleur renouvelable territorial, 25 projets ont été soutenus pour un montant total d'aides de 1 518 465 €.

La présente délibération vise à engager le versement d'une subvention à la suite de l'examen des dossiers par le comité d'engagement du 23 octobre 2024 et par le Comité régional des aides de l'ADEME du 19 décembre 2024.

Elle concerne un projet d'investissement dans une production de chaleur et de froid à partir de géothermie de surface sur nappe pour une production de 1 172 MWh/an en chaud et 5 MWh/an en froid et une réduction d'émission 241 tonnes eq. CO2 sur le site de CALICEO à MARCQ-EN-BAROEUL.

- Montant du projet : 1 092 671,09 € ;
- Montant de l'aide fonds Chaleur : 423 540 €.

Après analyse technique par la MEL des pièces transmises par le porteur du projet, et sous réserve de la décision favorable du Comité régional des aides du 19 décembre 2024, l'éligibilité de ce projet est confirmée et la demande d'aide est validée par l'ADEME.

Le versement de l'aide au porteur du projet se fera selon les modalités prévues dans la convention de mandat et reprises dans les conventions de versement associées.

L'ADEME remboursera le montant de l'aide à la MEL selon les modalités prévues dans la convention de mandat.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Climat et écologie, Gestion de l'eau et des déchets, ENM, Agriculture consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) d'attribuer l'aide liée au Fonds Chaleur d'un montant maximal de 423 540 € pour le projet repris ci-dessus, sous réserve de la décision favorable du Comité régional des aides du 19 décembre 2024 ;

2) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer la convention de versement associée ;

3) d'imputer les dépenses et les recettes correspondantes aux crédits inscrits au budget général en section d'investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

Publié le 24/12/2024

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 23/12/2024
Arnaud FICOT

24-C-0383

Séance du vendredi 20 décembre 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

BUDGET GENERAL - DECISION MODIFICATIVE N°2 - EXERCICE 2024

I. Exposé des motifs

La décision modificative n°2 permet d'ajuster les crédits ouverts suite au vote du budget primitif 2024, du budget supplémentaire 2024 et de la décision modificative n°1.

La décision modificative n°2 de l'exercice 2024 du budget général augmente de 5,3M€ la masse budgétaire globale.

Cette masse globale (mouvements réels et mouvements d'ordre) s'élève à 2 172,8 M€ et se répartit de la manière suivante :

- Section de fonctionnement : 1 170,9M€, soit 53,9% ;
- Section d'investissement : 1 002,0 M€ soit 46,1%.

Section de fonctionnement :

En recettes, la DM n°2 porte une augmentation de 1,3 M€ des crédits concernant :

- 5M€ pour la reprise de provisions pour risques et charges (avec, en corollaire, une constitution de provisions pour 5,6M€) ;
- -3,7M€ pour l'ajustement des recettes fiscales :
  - Cotisation Foncière Entreprise : +2,2M€ ;
  - Taxe Habitation : +89K ;
  - Taxe Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) : +81K€ ;
  - GEMAPI : +32K€ ;
  - Fraction de TVA – CVAE : -2,9M€ ;
  - Fraction de TVA – TH : -3,2M€.

En dépenses de la section de fonctionnement, la DM n°2 porte une augmentation de 6M€ des crédits concernant :

- -4,25M€ pour l'ajustement, en fin d'exercice, des inscriptions des ICNE (intérêts courus non échus) ;
- +5,65M€ pour l'inscription de provisions ;

- +0,33M€ relatifs aux diverses opérations comptables dont notamment des créances éteintes ou admises en non-valeur.

En complément de ces mouvements, les crédits alloués aux subventions d'équilibre versées aux budgets annexes sont ajustés de +4,25M€ au total dont +4M€ pour le budget annexe Transports, +0,16M€ pour le budget annexe Opérations d'Aménagement (OPA) et +53,4K€ pour le budget annexe Activités immobilières et économiques (AIE).

Section d'investissement :

Le virement d'autofinancement à la section d'investissement est ajusté de -4,6 M€.

L'ensemble de ces mouvements conduit à une augmentation du besoin d'emprunt prévisionnel de +4,6M€.

En outre, la présente décision modificative comporte une révision d'AP et une création d'AP sans incidence sur les crédits 2024. La révision d'AP concerne l'AP "LINO" dont le montant est augmenté de + 1 547 000 € portant ainsi le total de l'AP à 76 760 980 €. La création d'AP concerne le projet de concession "Euralille à la Deûle" pour un montant de 140 841 097 euros.

La balance ci-annexée rappelle, par section, l'équilibre général du budget primitif, du budget supplémentaire, de la DM n°1 et de la DM n°2 de l'exercice 2024.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Gouvernance, Finances, Eval. Politiques publiques, Administration, RH consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) D'approuver la décision modificative n° 2 du budget général, telle qu'elle figure en annexe ;
2) D'acter la révision de l'AP " LINO" dont le montant est augmenté de + 1 547 000 euros portant ainsi le total de l'AP à 76 760 980 euros et la création de l'AP "Euralille à la Deûle" pour un montant de 140 841 097 euros ;
3) D'augmenter de +4 033 511,86 euros le montant de la participation à l'exploitation versé par le budget général au budget annexe Transports pour la porter à 54 239 843,20 euros, dont 5 300 000 euros au titre de l'intégration tarifaire. Ce montant maximum pourra être versé au fur et à mesure des besoins du budget ;
4) D'augmenter de +53 400 euros le montant de la subvention d'équilibre versée par le budget général au budget annexe Activités immobilières et économiques (AIE) pour la porter à un montant de 7 924 749,60 euros. Ce montant maximum pourra être versé au fur et à mesure des besoins du budget annexe AIE ;

5) D’augmenter de +158 400 euros le montant de la subvention d’équilibre versée par le budget général au budget annexe opérations d’aménagement (OPA) pour la porter à un montant de 159 400 euros. Ce montant maximum pourra être versé au fur et à mesure des besoins du budget annexe OPA.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
Le groupe Métropole Ecologiste Citoyenne et Solidaire s'étant abstenu.

Budget Général

Dépenses

Section	Chap.	Libellé chapitre	BP+BS+DM1 Réel	DM2 Réel	Total	BP+BS+DM1 Ordre	DM2 Ordre	Total	BP+BS+DM1 Réel et Ordre	DM2 Réél et Ordre	Total Réel et Ordre
Investissement	001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	211 678 316	0	211 678 316				211 678 316	0	211 678 316
	040	Opérations d'ordre de transfert entre sections				31 667 047	0	31 667 047	31 667 047	0	31 667 047
	041	Opérations patrimoniales	0	0	0	87 300 000	3 929 240	91 229 240	87 300 000	3 929 240	91 229 240
	10	Dotations, fonds divers et réserves	900 600	0	900 600				900 600	0	900 600
	13	Subventions d'investissement	2 438 458	0	2 438 458				2 438 458	0	2 438 458
	16	Emprunts et dettes assimilées	184 991 623	0	184 991 623				184 991 623	0	184 991 623
	20	Immobilisations incorporelles	46 232 948	0	46 232 948				46 232 948	0	46 232 948
	204	Subventions d'équipement versées	107 014 879	0	107 014 879				107 014 879	0	107 014 879
	21	Immobilisations corporelles	41 838 844	0	41 838 844				41 838 844	0	41 838 844
	23	Immobilisations en cours	228 717 681	0	228 717 681				228 717 681	0	228 717 681
	26	Participations et créances rattachées à des participations	1 914 016	0	1 914 016				1 914 016	0	1 914 016
	27	Autres immobilisations financières	48 056 873	0	48 056 873				48 056 873	0	48 056 873
	45810002	Opérations de voirie - dépenses	680 000	0	680 000				680 000	0	680 000
	45810004	Courées - dépenses	88 450	0	88 450				88 450	0	88 450
	45810005	Groupements de commandes - dépenses	3 376 370	0	3 376 370				3 376 370	0	3 376 370
	45810007	Eco - cités - dépenses	195 753	0	195 753				195 753	0	195 753
	45810008	Opé cpte de tiers - Lecture publique - Dépenses	140 000	0	140 000				140 000	0	140 000
	45810010	FICOL-Opé. pour compte de tiers-Dépenses	185 521	0	185 521				185 521	0	185 521
	45810012	COT Énergies renouvelables - Opération pour compte de tiers - dépenses	500 000	0	500 000				500 000	0	500 000
	45810015	Tourcoing (ANAH) - dépenses	8 250	0	8 250				8 250	0	8 250
	45820004	Courées - recettes	11 550	0	11 550				11 550	0	11 550
	45820005	Groupements de commandes - recettes	95 000	0	95 000				95 000	0	95 000
		Somme :	**879 065 134**	**0**	**879 065 134**	**118 967 047**	**3 929 240**	**122 896 287**	**998 032 181**	**3 929 240**	**1 001 961 421**
Fonctionnement	011	Charges à caractère général	295 571 067	0	295 571 067				295 571 067	0	295 571 067
	012	Charges de personnel et frais assimilés	157 022 693	0	157 022 693				157 022 693	0	157 022 693
	014	Atténuations de produits	251 976 320	0	251 976 320				251 976 320	0	251 976 320
	023	Virement à la section d'investissement				121 923 671	-4 637 672	117 285 999	121 923 671	-4 637 672	117 285 999
	042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	0	0	0	118 033 957	0	118 033 957	118 033 957	0	118 033 957
	65	Autres charges de gestion courante	191 935 218	4 577 612	196 512 830				191 935 218	4 577 612	196 512 830
	6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	1 160 541	0	1 160 541				1 160 541	0	1 160 541
	66	Charges financières	30 411 449	-4 254 285	26 157 164				30 411 449	-4 254 285	26 157 164
	67	Charges spécifiques	1 508 493	0	1 508 493				1 508 493	0	1 508 493
	68	Dotations aux provisions et dépréciations	0	5 647 810	5 647 810				0	5 647 810	5 647 810
		Somme :	**929 585 781**	**5 971 137**	**935 556 918**	**239 957 628**	**-4 637 672**	**235 319 956**	**1 169 543 408**	**1 333 465**	**1 170 876 873**
		Total général	**1 808 650 915**	**5 971 137**	**1 814 622 052**	**358 924 675**	**-708 432**	**358 216 243**	**2 167 575 589**	**5 262 705**	**2 172 838 294**

Recettes

Section	Chap.	Libellé chapitre	BP+BS+DM1 Réel	DM2 Réel	Total	BP+BS+DM1 Ordre	DM2 Ordre	Total	BP+BS+DM1 Réel et Ordre	DM2 Réél et Ordre	Total Réel et Ordre
Investissement	001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	79 209	0	79 209				79 209	0	79 209
	021	Virement de la section de fonctionnement				121 923 671	-4 637 672	117 285 999	121 923 671	-4 637 672	117 285 999
	024	Produits des cessions d'immobilisations	11 875 525	0	11 875 525				11 875 525	0	11 875 525
	040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	0	0	0	118 033 957	0	118 033 957	118 033 957	0	118 033 957
	041	Opérations patrimoniales				87 300 000	3 929 240	91 229 240	87 300 000	3 929 240	91 229 240
	10	Dotations, fonds divers et réserves	185 680 774	0	185 680 774				185 680 774	0	185 680 774
	13	Subventions d'investissement	71 427 607	0	71 427 607				71 427 607	0	71 427 607
	16	Emprunts et dettes assimilées	392 372 367	4 637 672	397 010 039				392 372 367	4 637 672	397 010 039
	204	Subventions d'équipement versées	70 000	0	70 000				70 000	0	70 000
	21	Immobilisations corporelles	41 502	0	41 502				41 502	0	41 502
	23	Immobilisations en cours	1 092 152	0	1 092 152				1 092 152	0	1 092 152
	27	Autres immobilisations financières	5 217 896	0	5 217 896				5 217 896	0	5 217 896
	45820002	Opérations de voirie - recettes	600 000	0	600 000				600 000	0	600 000
	45820005	Groupements de commandes - recettes	2 313 756	0	2 313 756				2 313 756	0	2 313 756
	45820008	Opé cpte de tiers - Lecture publique - Recettes	3 766	0	3 766				3 766	0	3 766
		Somme :	**670 774 553**	**4 637 672**	**675 412 225**	**327 257 628**	**-708 432**	**326 549 196**	**998 032 181**	**3 929 240**	**1 001 961 421**
Fonctionnement	013	Atténuations de charges	742 002	0	742 002				742 002	0	742 002
	042	Opérations d'ordre de transfert entre sections				31 667 047	0	31 667 047	31 667 047	0	31 667 047
	70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	26 900 125	0	26 900 125				26 900 125	0	26 900 125
	73	Impôts et taxes	379 148 448	-6 123 599	373 024 849				379 148 448	-6 123 599	373 024 849
	731	Fiscalité locale	363 430 046	2 411 555	365 841 601				363 430 046	2 411 555	365 841 601
	74	Dotations et participations	311 874 900	0	311 874 900				311 874 900	0	311 874 900
	75	Autres produits de gestion courante	53 395 105	0	53 395 105				53 395 105	0	53 395 105
	76	Produits financiers	2 072 014	0	2 072 014				2 072 014	0	2 072 014
	77	Produits spécifiques	313 722	0	313 722				313 722	0	313 722
	78	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	0	5 045 509	5 045 509				0	5 045 509	5 045 509
		Somme :	**1 137 876 361**	**1 333 465**	**1 139 209 826**	**31 667 047**	**0**	**31 667 047**	**1 169 543 408**	**1 333 465**	**1 170 876 873**
		Total général	**1 808 650 915**	**5 971 137**	**1 814 622 052**	**358 924 675**	**-708 432**	**358 216 243**	**2 167 575 589**	**5 262 705**	**2 172 838 294**

Réunion du CONSEIL du 20/12/2024

Nombre de membres en exercice : 188
Quorum minimum requis : 95
Date de la convocation à la réunion : 13/12/2024

Président : CASTELAIN Damien
(Secrétaire de Séance : DETERPIGNY Nicolas)

Présents (164) :

M. ACHIBA Salim (pouvoir à Mme. DURET Bérengére de 17h14 à 18h05), M. AGBEGNA Kwami, M. AL- DANDACHI Maroin, M. AMBROZIEWICZ Jean Marc, M. AMROUNI Karim (à partir de 17h05), M. ANDRIES Jean Philippe, Mme. AUBRY Martine (à partir de 17h09), Mme. BADERI Anissa (pouvoir à Mme RODES Estelle à partir de 20h02), M. BAERT Dominique, Mme. BALMELLE Faustine (à partir de 17h00), M. BALY Stéphane, Mme. BECUE Doriane, M. BEHARELLE Pierre, M. BELABBES Hiazid (à partir de 17h10), Mme. BELGACEM Nadia (à partir de 17h09), M. BEZIRARD Alain (à partir de 17h14), M. BLONDEAU Alain, M. BOCQUET Eric, Mme. BODIER Élisabeth, M. BONNET Xavier, M. BONTE Thierry, M. BORREWATER Michel, M. BOUCHE Nicolas (à partir de 17h19), Mme. BRANQUART Anne-Sophie, M. BREHON Raphaël, Mme. BRESSON Marie Pierre (à partir de 17h03), M. BROGNIART Sébastien, Mme. BRULANT-FORTIN Ingrid (à partir de 17h08), Mme. BRUN Charlotte, M. BUISSE Jean Louis, M. BUYSSECHAERT Eric, M. CADART François Xavier, M. CAMBIEN Alain, M. CANESSE Pierre, M. CAREMELLE Olivier, Mme. CASIER Carole, M. CASTELAIN Damien, M. CATHELAIN Loïc (à partir de 17h04), M. CAUCHE Régis, M. CAUDRON Christophe, M. CAUDRON Gérard (à partir de 17h12), M. CHALAH Mehdi (à partir de 17h08), Mme. CHANTELOUP Fabienne, M. CHARPENTIER Raphaël (à partir de 17h12), Mme. COEVOET Barbara, M. COLIN Michel, M. CORBILLON Matthieu, M. COSTEUR Sébastien (à partir de 17h51), M. CREPEL Jérémie, M. DARMANIN Gérald (à partir de 17h06 et pouvoir à Mme BECUE Doriane à partir de 20h14), M. DAVID BROCHEN Martin, M. DEBEER Bernard (à partir de 17h07), M. DEHAUT Bernard, Mme. DELACROIX Sylviane, M. DELANGHE Yann, M. DELBAR Guillaume (à partir de 17h08), M. DELEBARRE Patrick (à partir de 17h08), M. DELEPAUL Michel, M. DENDIEVEL Stanislas, Mme. DEPREZ-LEFEBVRE Thérèse (à partir de 17h25), M. DESBONNET Christophe (à partir de 17h20), M. DESLANDES Arnaud (à partir de 17h36), M. DESMETTRE Pierre-Henri, M. DETERPIGNY Nicolas, Mme. DOIGNIES Rosemonde, Mme. DOMRAULT TANGUY Carole, M. DOUFFI Ali (à partir de 17h05), M. DUBOIS André Luc, M. DUFOUR Didier, M. DURAND Eric (à partir de 17h11), Mme. DURET Bérengére (à partir de 17h14), M. ELEGEEST Rudy, M. FITAMANT Sébastien (à partir de 17h15), M. FLINOIS Jean-Claude, Mme. GANTIEZ Dominique, M. GARCIN Alexandre, Mme. GAUTIER Marion (à partir de 17h09), M. GEENENS Patrick, M. GERARD Bernard (à partir de 17h14), M. GHERBI Franck, Mme. GILME Sylvie, Mme. GIRARD Maryvonne (à partir de 17h07), Mme. GLADYSZ-SEBILLE Magali, Mme. GOFFARD Anne, M. GONCE Alain (à partir de 17h06), Mme. GOUBE Françoise (à partir de 17h13), M. GRAS Christophe, M. GUILLON Philippe, M. HAESEBROECK Bernard (à partir de 17h04), Mme. HALLYNCK Rose-Marie, M. HANOH Franck (à partir de 17h09), M. HAYART Daniel, M. HOUSET Alexis (à partir de 17h31), M. HUTCHINSON Yvan (à partir de 17h08), Mme. JANSSENS Marie-Pierre, Mme. KHATIR Saliha (à partir de 17h27), Mme. KRAMARZ Marie-José, M. LEBARGY Louis Pascal, M. LECLERCQ Alain (à partir de 17h06), M. LEDE Jean-Marie, Mme. LEFEBVRE Catherine, M. LEFEBVRE Frédéric, M. LEFEBVRE Joseph (à partir de 17h02), M. LEGRAND Dominique, M. LEGRAND Jean François, M. LENFANT Henri, M. LEPRETRE Sébastien (à partir de 17h09), M. LEWILLE Christian, M. LIENART Christophe (à partir de 17h15), M. LIMOUSIN Philippe (à partir de 17h05), Mme. LINKENHELD Audrey, M. LOUZANI Karim, M. MANIER Didier, M. MARCY Louis, Mme. MASSE Marie Elisabeth (à partir de 17h12), Mme. MASSIET Violette (à partir de 17h07), M. MASSON Jean-Gabriel, M. MATHON Christian, M. MAYOR Gérard, Mme. MAZZOLINI Sylvie, M. MENAULT Jean-Claude, M. MINARD Frédéric (à partir de 17h06), Mme. MOENECLAEY Hélène, M. MOLLE Jean Michel, Mme. MOREAUX Maryse, M. MOUVEAU Eric, Mme. NIREL Marie-Noëlle, Mme. OSSON Catherine (à partir de 17h25), Mme. PARIS Isabelle (à partir de 17h05), M. PAU André, M. PAURON Eric, M. PETRONIN Yvon, M. PICK Max André (à partir de 17h05), Mme. PIERRE-RENARD Dominique, M. PILETTE Julien (à partir de 17h04), M. PLANCKE Ghislain, M. PLOUY Michel (à partir de 17h02), M. PLUSS Alain (à partir de 17h03), Mme. POLLET Isabelle (à partir de 17h03), M. POSMYK Pierre, M. PROISY Ludovic, M. PROISY Patrick (à

partir de 17h06), Mme. RENGOT Marielle, M. RICHIR Jacques, Mme. RODES Estelle (à partir de 18h22), M. ROLLAND Thierry (à partir de 17h23), Mme. ROUSSEL Hélène (à partir de 17h01), Mme. RUBIO-COQUEMPOT Barbara, Mme. SEDOU Nathalie (à partir de 17h00), Mme. SEGARD Pauline (à partir de 17h02), M. SKYRONKA Eric, M. SONNTAG Pierre, Mme. STANIEC-WAVRANT Marie-Christine (à partir de 17h06), M. TALPAERT Franck, Mme. THOMAS Laetitia (à partir de 17h02), Mme. TONNERRE-DESMET Marie (à partir de 17h04), M. TURPIN Olivier, M. VERCAMER Francis (à partir de 17h04), M. VERIN Jean-Philippe, M. VICOT Roger (pouvoir à Mme. RENGOT Marielle de 17h16 à 17h18 et pouvoir à Mme. LINKENHELD Audrey de 17h18 à 18h04), Mme. VOITURIEZ Anne, M. VUYLSTEKER Jean-Marie (à partir de 17h24), M. WOLFCARIUS Loïc, Mme. ZOUGGAGH Karima (à partir de 17h30).

Élus absents ayant donné pouvoir (24) :

Mme. BARISEAU Florence (pouvoir à M. GARCIN Alexandre à partir de 17h00), M. BRAURE Damien (pouvoir à M. LEGRAND Jean François à partir de 17h00), M. CABAYE Maxime (pouvoir à M. DESBONNET Christophe à partir de 17h20), M. CAUDERLIER Frédéric (pouvoir à Mme. MOENECLAEY Hélène à partir de 17h00), Mme. DE SMEDT Myriam (pouvoir à M. FITAMANT Sébastien à partir de 17h15), Mme. DEBOOSERE Eglantine (pouvoir à M. BUYSSECHAERT Eric à partir de 17h00), M. DESMET Rodrigue (pouvoir à M. CAUCHE Régis à partir de 17h00), M. DESTAILLEUR Jean-Christophe (pouvoir à M. CATHELAIN Loïc à partir de 17h04), Mme. DUCRET Stéphanie (pouvoir à M. PLANCKE Ghislain à partir de 17h00), M. DUCROCQ Jacques (pouvoir à M. AMBROZIEWICZ Jean Marc à partir de 17h00), Mme. DUHAMEL Vanessa (pouvoir à Mme. BRULANT Ingrid à partir de 17h08), Mme. FURNE Dominique (pouvoir à M. COSTEUR Sébastien à partir de 17h51), M. GADAUT Henri (pouvoir à M. BAERT Dominique à partir de 17h00), M. HEIREMANS David (pouvoir à M. LEFEBVRE Joseph à partir de 17h02), M. MAENHOUT Peter (pouvoir à M. DOUFFI Ali à partir de 17h05), Mme. MARIAGE-DESREUX Isabelle (pouvoir à Mme. BRANQUART Anne-Sophie à partir de 17h00), Mme. MEZOUANE-RAHMI Nabella (pouvoir à M. LEFEBVRE Frédéric à partir de 17h00), M. MONTOIS Jacques (pouvoir à M. BLONDEAU Alain à partir de 17h00), M. PASTOUR Jacques (pouvoir à Mme. GOUBE Françoise à partir de 17h13), Mme. PONCHAUX Danièle (pouvoir à Mme. POLLET Isabelle à partir de 17h03), M. PROKOPOWICZ Charles Alexandre (pouvoir à M. CAUDRON Christophe à partir de 17h00), Mme. SABE Sarah (pouvoir à Mme. BRUN Charlotte à partir de 17h00), M. TAISNE Arnaud (pouvoir à M. DAVID BROCHEN Martin à partir de 17h00), Mme. WENDERBECQ Ghislaine (pouvoir à Mme. GLADYSZ Magali à partir de 17h00).

Élus absents () :

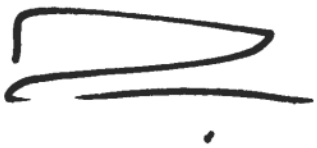
.

Le quorum étant atteint, le Conseil de la MEL peut valablement délibérer.

Réunion du CONSEIL du 20/12/2024

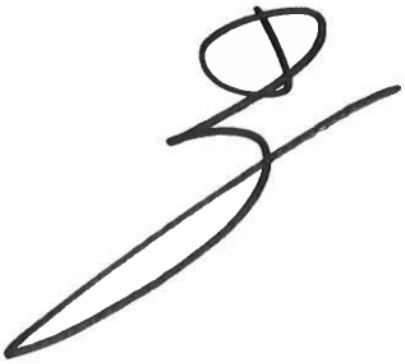
Le Secrétaire de séance

Nicolas DETERPIGNY



Le Président de la Métropole Européenne de Lille

Damien CASTELAIN



Ce document a été signé numériquement le 23/12/2024
La version numérique est disponible auprès des services de la Métropole européenne de Lille

REPUBLIQUE FRANÇAISE

06 Groupements de collectivités : METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 20009320100081

POSTE COMPTABLE : le Trésorier de la MEL

M. 57

Décision modificative 2 (3)
Voté par nature

BUDGET : Budget Général (4)

ANNEE 2024

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 23/12/2024
Arnaud Hicter

24-C-0383

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières Sans Objet
B - Modalités de vote du budget 4
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats Sans Objet
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses Sans Objet
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes Sans Objet

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 5
B1 - Présentation des AP votées 6
B2 - Présentation des AE votées Sans Objet
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 7
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 10
D1 - Balance générale - Dépenses 12
D2 - Balance générale - Recettes 14

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 16
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 20
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 25
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 26
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 27
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 28
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 32
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 35
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 41

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble Sans Objet
A1.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble Sans Objet
A2.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports Sans Objet

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet

B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire	Sans Objet
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	Sans Objet
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	Sans Objet

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures	44

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : %
- Investissement : %

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1 (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

VUE D'ENSEMBLE

II A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	3 929 240,00	3 929 240,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (3)	3 929 240,00	3 929 240,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	1 333 465,00	1 333 465,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (4)	1 333 465,00	1 333 465,00

TOTAL DU BUDGET (5)	5 262 705,00	5 262 705,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AP VOTEES — B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
610E81	Euralille à La Deûle	204	140 841 097,40
638E09	LINO	204	1 547 000,00
TOTAL			**142 388 097,40**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**142 388 097,40**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	46 232 948,24	0,00	0,00	0,00	46 232 948,24
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	107 014 878,90	0,00	0,00	0,00	107 014 878,90
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	41 838 844,34	0,00	0,00	0,00	41 838 844,34
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	228 717 680,93	0,00	0,00	0,00	228 717 680,93
Total des dépenses d'équipement		**423 804 352,41**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**423 804 352,41**
10	Dotations, fonds divers et réserves	900 600,00	0,00	0,00	0,00	900 600,00
13	Subventions d'investissement (4)	2 438 458,37	0,00	0,00	0,00	2 438 458,37
16	Emprunts et dettes assimilées	184 991 623,16	0,00	0,00	0,00	184 991 623,16
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	1 914 016,00	0,00	0,00	0,00	1 914 016,00
27	Autres immobilisations financières (4)	48 056 873,31	0,00	0,00	0,00	48 056 873,31
Total des dépenses financières		**238 301 570,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**238 301 570,84**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	5 280 894,39	0,00	0,00	0,00	5 280 894,39
Total des dépenses réelles d'investissement		**667 386 817,64**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**667 386 817,64**

040	*Opérations ordre transf. entre sections (8)*	*31 667 047,00*		*0,00*	*0,00*	*31 667 047,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*87 300 000,00*		*3 929 240,00*	*3 929 240,00*	*91 229 240,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***118 967 047,00***		***3 929 240,00***	***3 929 240,00***	***122 896 287,00***

TOTAL	**786 353 864,64**	**0,00**	**3 929 240,00**	**3 929 240,00**	**790 283 104,64**
					+
				D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**211 678 316,24**
					=
				TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 001 961 420,88**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	71 145 853,30	0,00	0,00	0,00	71 145 853,30
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	292 356 691,29	0,00	4 637 671,86	4 637 671,86	296 994 363,15
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	70 000,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00
21	Immobilisations corporelles (4)	41 502,18	0,00	0,00	0,00	41 502,18
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	1 092 152,31	0,00	0,00	0,00	1 092 152,31
Total des recettes d'équipement		**364 706 199,08**	**0,00**	**4 637 671,86**	**4 637 671,86**	**369 343 870,94**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	34 433 300,00	0,00	0,00	0,00	34 433 300,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	151 247 473,94	0,00	0,00	0,00	151 247 473,94
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	281 753,50	0,00	0,00	0,00	281 753,50
16	Emprunts et dettes assimilées	100 015 675,50	0,00	0,00	0,00	100 015 675,50
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	5 217 895,78	0,00	0,00	0,00	5 217 895,78
024	Produits des cessions d'immobilisations	11 875 524,86	0,00	0,00	0,00	11 875 524,86
Total des recettes financières		**303 071 623,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**303 071 623,58**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	2 917 521,70	0,00	0,00	0,00	2 917 521,70
Total des recettes réelles d'investissement		**670 695 344,36**	**0,00**	**4 637 671,86**	**4 637 671,86**	**675 333 016,22**
021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*121 923 670,62*		*-4 637 671,86*	*-4 637 671,86*	*117 285 998,76*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*118 033 957,00*		*0,00*	*0,00*	*118 033 957,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*87 300 000,00*		*3 929 240,00*	*3 929 240,00*	*91 229 240,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***327 257 627,62***		***-708 431,86***	***-708 431,86***	***326 549 195,76***
TOTAL		**997 952 971,98**	**0,00**	**3 929 240,00**	**3 929 240,00**	**1 001 882 211,98**
						+
					R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**79 208,90**
						=
					TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 001 961 420,88**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**203 652 908,76**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	295 571 066,65	0,00	0,00	0,00	295 571 066,65
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	157 022 693,00	0,00	0,00	0,00	157 022 693,00
014	Atténuations de produits	251 976 320,00	0,00	0,00	0,00	251 976 320,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	191 935 218,27	0,00	4 577 611,86	4 577 611,86	196 512 830,13
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	1 160 541,00	0,00	0,00	0,00	1 160 541,00
Total des dépenses de gestion courante		**897 665 838,92**	**0,00**	**4 577 611,86**	**4 577 611,86**	**902 243 450,78**
66	Charges financières	30 411 448,90	0,00	-4 254 285,00	-4 254 285,00	26 157 163,90
67	Charges spécifiques (4)	1 508 493,00	0,00	0,00	0,00	1 508 493,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00		5 647 810,00	5 647 810,00	5 647 810,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**929 585 780,82**	**0,00**	**5 971 136,86**	**5 971 136,86**	**935 556 917,68**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*121 923 670,62*		*-4 637 671,86*	*-4 637 671,86*	*117 285 998,76*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*118 033 957,00*		*0,00*	*0,00*	*118 033 957,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***239 957 627,62***		***-4 637 671,86***	***-4 637 671,86***	***235 319 955,76***
TOTAL		**1 169 543 408,44**	**0,00**	**1 333 465,00**	**1 333 465,00**	**1 170 876 873,44**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**1 170 876 873,44**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	742 002,00	0,00	0,00	0,00	742 002,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	26 900 125,41	0,00	0,00	0,00	26 900 125,41
73	Impôts et taxes (sauf 731)	379 148 448,00	0,00	-6 123 599,00	-6 123 599,00	373 024 849,00
731	Fiscalité locale	363 430 046,00	0,00	2 411 555,00	2 411 555,00	365 841 601,00
74	Dotations et participations (4)	311 874 899,76	0,00	0,00	0,00	311 874 899,76
75	Autres produits de gestion courante (4)	53 395 104,61	0,00	0,00	0,00	53 395 104,61
Total des recettes de gestion courante		**1 135 490 625,78**	**0,00**	**-3 712 044,00**	**-3 712 044,00**	**1 131 778 581,78**
76	Produits financiers	2 072 013,66	0,00	0,00	0,00	2 072 013,66
77	Produits spécifiques (4)	313 722,00	0,00	0,00	0,00	313 722,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		5 045 509,00	5 045 509,00	5 045 509,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**1 137 876 361,44**	**0,00**	**1 333 465,00**	**1 333 465,00**	**1 139 209 826,44**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*31 667 047,00*		*0,00*	*0,00*	*31 667 047,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***31 667 047,00***		***0,00***	***0,00***	***31 667 047,00***
TOTAL		**1 169 543 408,44**	**0,00**	**1 333 465,00**	**1 333 465,00**	**1 170 876 873,44**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**1 170 876 873,44**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	**203 652 908,76**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)	0,00	*3 929 240,00*	3 929 240,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*		*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**0,00**	***3 929 240,00***	**3 929 240,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**3 929 240,00**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	0,00		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	4 577 611,86	*0,00*	4 577 611,86
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	-4 254 285,00	*0,00*	-4 254 285,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	5 647 810,00	*0,00*	5 647 810,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*-4 637 671,86*	-4 637 671,86
	Dépenses de fonctionnement – Total	**5 971 136,86**	***-4 637 671,86***	**1 333 465,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**1 333 465,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		4 637 671,86	*0,00*	4 637 671,86
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		0,00	*3 929 240,00*	3 929 240,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*-4 637 671,86*	-4 637 671,86
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total		**4 637 671,86**	***-708 431,86***	**3 929 240,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**3 929 240,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	-6 123 599,00		-6 123 599,00
731	Fiscalité locale	2 411 555,00		2 411 555,00
74	Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	5 045 509,00	*0,00*	5 045 509,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**1 333 465,00**	***0,00***	**1 333 465,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**1 333 465,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**786 353 864,64**	**0,00**	**0,00**	**3 929 240,00**	**3 929 240,00**	**0,00**	**3 929 240,00**	**3 929 240,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	46 232 948,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	107 014 878,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	41 838 844,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	228 717 680,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**423 804 352,41**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	900 600,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	2 438 458,37	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	184 991 623,16	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	1 914 016,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	48 056 873,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**238 301 570,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	5 280 894,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**667 386 817,64**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*31 667 047,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*87 300 000,00*			*3 929 240,00*	*3 929 240,00*		*3 929 240,00*	*3 929 240,00*
Total des dépenses d'ordre		**118 967 047,00**			**3 929 240,00**	**3 929 240,00**		**3 929 240,00**	**3 929 240,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (9)	**0,00**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**3 929 240,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
TOTAL		**846 705 498,04**	**0,00**	**3 929 240,00**	**3 929 240,00**	**3 929 240,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	71 145 853,30	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	292 356 691,29	0,00	4 637 671,86	4 637 671,86	4 637 671,86
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	41 502,18	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	1 092 152,31	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**364 706 199,08**	**0,00**	**4 637 671,86**	**4 637 671,86**	**4 637 671,86**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	34 433 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	281 753,50	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	100 015 675,50	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	5 217 895,78	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	11 875 524,86	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**151 824 149,64**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	2 917 521,70	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**519 447 870,42**	**0,00**	**4 637 671,86**	**4 637 671,86**	**4 637 671,86**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*121 923 670,62*		*-4 637 671,86*	*-4 637 671,86*	*-4 637 671,86*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*118 033 957,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*87 300 000,00*		*3 929 240,00*	*3 929 240,00*	*3 929 240,00*
Total des recettes d'ordre		***327 257 627,62***		***-708 431,86***	***-708 431,86***	***-708 431,86***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (8)	**0,00**

Affectation au compte 1068 (9)	**0,00**

Total des recettes d'investissement cumulées	**3 929 240,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	A1

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**786 353 864,64**	**0,00**	**0,00**	**3 929 240,00**	**3 929 240,00**	**0,00**	**3 929 240,00**	**3 929 240,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	46 232 948,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
202	Frais réalisation documents urbanisme	887 258,29	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	35 541 952,69	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2032	Frais de recherche et de développement	391 836,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	24 160,87	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	8 355 600,25	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2088	Autres immobilisations incorporelles	1 032 140,14	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	107 014 878,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204111	Subv. Etat : Bien mobilier, matériel	112 393,60	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204121	Subv.Régions : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204122	Subv. Régions : Bâtiments, installations	500 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	394 346,47	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041411	Subv. Cne GFP : Bien mobilier, matériel	583 483,77	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	26 637 060,11	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20415331	ADM : Bien mobilier, matériel	18 330,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20415332	ADM : Bâtiments, installations	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	3 681 400,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204182	Autres org pub - Bât. et installations	27 619 987,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	4 078 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	43 389 877,95	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	41 838 844,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2111	Terrains nus	7 732 017,73	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2112	Terrains de voirie	1 293 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	243 945,32	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	132 207,17	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21328	Autres bâtiments privés	8 945 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	140 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2151	Réseaux de voirie	14 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	514 005,80	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215738	Autre matériel et outillage de voirie	255 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	25 201,60	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21611	Biens sous-jacents	420 290,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	1 078 476,18	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	3 176 839,58	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	711 726,37	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2185	Matériel de téléphonie	48 434,72	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	17 108 499,87	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	228 717 680,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	27 119 215,76	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	40 248 323,40	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2314	Constructions sur sol d'autrui	4 700 674,50	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	152 433 910,37	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2318	Autres immo. corporelles en cours	2 818 699,74	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
237	Avances commandes immo incorporelles	738 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	658 857,16	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**423 804 352,41**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	900 600,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	900 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
10228	Autres fonds d'investissement	600,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	2 438 458,37	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	255 875,20	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13272	Subv. non transf. FEDER	30 364,57	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	2 152 218,60	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	184 991 623,16	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16318	Autres emprunts obligataires	2 100 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	68 800 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	5 000 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16449	Opérations de tirage ligne trésorerie	80 000 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	152 345,16	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
166	Refinancement de dette	20 000 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1675	Dettes marchés de travaux et partenariat	8 439 278,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	500 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	1 914 016,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	4 016,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
266	Autres formes de participation	910 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
269	Versements à effectuer titre non libéré	1 000 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	48 056 873,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2743	Prêts au personnel	250 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2745	Avances remboursables	5 462 800,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	160 210,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27638	Créance Autres établissements publics	12 293 298,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2764	Créances/particuliers, pers. droit privé	29 890 565,31	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**238 301 570,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	5 280 894,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45810002	Opérations de voirie - dépenses	680 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45810004	Courées - dépenses	88 450,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45810005	Groupements de commandes - dépenses	3 376 370,39	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45810007	Eco - cités - dépenses	195 753,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45810008	Opé cpte de tiers - Lecture publique - Dépenses	140 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45810010	FICOL-Opé. pour compte de tiers-Dépenses	185 521,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45810012	COT Énergies renouvelables - Opération pour compte de tiers - dépenses	500 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45810013	FEDER - Opération pour compte de tiers - dépenses	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45810015	Tourcoing (ANAH) - dépenses	8 250,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45820004	Courées - recettes	11 550,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45820005	Groupements de commandes - recettes	95 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**667 386 817,64**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*31 667 047,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*31 667 047,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13911	*Subv. transf. Etat et établ. nationaux*	*6 185 542,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13912	*Subv. transf. Régions*	*1 491 408,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13913	*Subv. transf. Départements*	*19 065,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
139158	*Subv. transf. Autres groupements*	*3 855,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement transf.*	*85 177,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
198	*Neutralisation des amortissements*	*23 882 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (8)	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*87 300 000,00*			*3 929 240,00*	*3 929 240,00*		*3 929 240,00*	*3 929 240,00*
16441	*Opérations afférentes à l'emprunt*	*50 000 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2031	*Frais d'études*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
204422	*Sub nat privé - Bât. et installations*	*800 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
21311	*Bâtiments administratifs*	*22 000 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
21328	*Autres bâtiments privés*	*0,00*			*3 929 240,00*	*3 929 240,00*		*3 929 240,00*	*3 929 240,00*
21611	*Biens sous-jacents*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2312	*Agencements et aménagements de terrains*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2313	*Constructions*	*12 500 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2315	*Install., matériel et outill. technique*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2318	*Autres immo. corporelles en cours*	*2 000 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**118 967 047,00**			**3 929 240,00**	**3 929 240,00**		**3 929 240,00**	**3 929 240,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**846 705 498,04**	**0,00**	**3 929 240,00**	**3 929 240,00**	**3 929 240,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	71 145 853,30	0,00	0,00	0,00	0,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	2 460 954,37	0,00	0,00	0,00	0,00
1312	Subv. transf. Régions	67 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13172	Subv. transf. FEDER	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13178	Autres fonds européens	10 978 425,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	1 865 684,84	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	24 408 454,49	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	1 198 754,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13241	Subv. non transf. Commune membre du GFP	557 732,61	0,00	0,00	0,00	0,00
13272	Subv. non transf. FEDER	1 138 258,50	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	18 469 989,49	0,00	0,00	0,00	0,00
1345	Amendes radars automatiques et de police	10 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	292 356 691,29	0,00	4 637 671,86	4 637 671,86	4 637 671,86
1641	Emprunts en euros	242 356 691,29	0,00	4 637 671,86	4 637 671,86	4 637 671,86
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	50 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1675	Dettes marchés de travaux et partenariat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204182	Autres org pub - Bât. et installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	41 502,18	0,00	0,00	0,00	0,00
2112	Terrains de voirie	490,18	0,00	0,00	0,00	0,00
21328	Autres bâtiments privés	12,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	16 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	1 092 152,31	0,00	0,00	0,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	436 423,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2314	Constructions sur sol d'autrui	426 625,94	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	4 764,15	0,00	0,00	0,00	0,00
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	124 339,22	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**364 706 199,08**	**0,00**	**4 637 671,86**	**4 637 671,86**	**4 637 671,86**

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	34 433 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	25 428 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	9 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	281 753,50	0,00	0,00	0,00	0,00
1381	Subv non transf Etat et établ. nationaux	281 753,50	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	100 015 675,50	0,00	0,00	0,00	0,00
16449	Opérations de tirage ligne trésorerie	80 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	15 675,50	0,00	0,00	0,00	0,00
166	Refinancement de dette	20 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	5 217 895,78	0,00	0,00	0,00	0,00
2743	Prêts au personnel	75 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2745	Avances remboursables	3 415 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	8 716,50	0,00	0,00	0,00	0,00
276341	Créance Communes membres du GFP	145 289,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27638	Créance Autres établissements publics	1 221 880,88	0,00	0,00	0,00	0,00
2764	Créances/particuliers, pers. droit privé	352 009,40	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	11 875 524,86	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**151 824 149,64**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	2 917 521,70	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**519 447 870,42**	**0,00**	**4 637 671,86**	**4 637 671,86**	**4 637 671,86**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*121 923 670,62*		*-4 637 671,86*	*-4 637 671,86*	*-4 637 671,86*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*118 033 957,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2111	*Terrains nus*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2112	*Terrains de voirie*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2113	*Terrains aménagés autres que voirie*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2115	*Terrains bâtis*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2128	*Autres agencements et aménagements*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
21311	*Bâtiments administratifs*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
21312	*Bâtiments scolaires*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
21318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
21321	*Immeubles de rapport*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
21328	*Autres bâtiments privés*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
21351	*Bâtiments publics*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
21352	*Bâtiments privés*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2138	*Autres constructions*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2151	*Réseaux de voirie*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2152	*Installations de voirie*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
21533	*Réseaux câblés*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
21534	*Réseaux d'électrification*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
21538	*Autres réseaux*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
2181	Install. générales, agencements	0,00		0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00		0,00	0,00	0,00
2802	Frais liés à la réalisation de document	458 986,00		0,00	0,00	0,00
28031	Frais d'études	514 629,00		0,00	0,00	0,00
28032	Frais de recherche et de développement	0,00		0,00	0,00	0,00
28033	Frais d'insertion	367,00		0,00	0,00	0,00
2804111	Subv. Etat : Bien mobilier, matériel	39 403,00		0,00	0,00	0,00
2804112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	1 836 668,00		0,00	0,00	0,00
2804121	Subv.Régions : Bien mobilier, matériel	60 000,00		0,00	0,00	0,00
2804122	Subv. Régions : Bâtiments, installations	271 101,00		0,00	0,00	0,00
2804123	Subv.Régions : Projet infrastructure	5 395,00		0,00	0,00	0,00
2804132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	179 352,00		0,00	0,00	0,00
28041411	Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel	364 257,00		0,00	0,00	0,00
28041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	6 323 814,00		0,00	0,00	0,00
28041482	Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations	128 155,00		0,00	0,00	0,00
28041512	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	0,00		0,00	0,00	0,00
280415322	CCAS : Bâtiments, installations	253,00		0,00	0,00	0,00
280415331	ADM : Bien mobilier, matériel	32 440,00		0,00	0,00	0,00
280415342	IC : Bâtiments, installations	387 864,00		0,00	0,00	0,00
28041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	25 708,00		0,00	0,00	0,00
2804181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	2 613 575,00		0,00	0,00	0,00
2804182	Autres org pub - Bât. et installations	11 897 588,00		0,00	0,00	0,00
2804183	Autres org pub-Proj infrastruct int nat.	21 370,00		0,00	0,00	0,00
280421	Privé - Biens mob., matériel et études	2 935 486,00		0,00	0,00	0,00
280422	Privé - Bâtiments et installations	17 740 242,00		0,00	0,00	0,00
2804412	Sub nat org pub - Bât. et installations	2 390 716,00		0,00	0,00	0,00
2804421	Sub nat privé - Biens mob, mat, études	6 817,00		0,00	0,00	0,00
2804422	Sub nat privé - Bât. et installations	2 717 466,00		0,00	0,00	0,00
2805	Licences, logiciels, droits similaires	5 905 521,00		0,00	0,00	0,00
28088	Autres immobilisations incorporelles	209 659,00		0,00	0,00	0,00
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	24 795,00		0,00	0,00	0,00
28128	Autres aménagements de terrains	6 206 728,00		0,00	0,00	0,00
281311	Bâtiments administratifs	1 517 703,00		0,00	0,00	0,00
281312	Bâtiments scolaires	162 013,00		0,00	0,00	0,00
281314	Bâtiments culturels et sportifs	11 279 222,00		0,00	0,00	0,00
281316	Equipements de cimetière	3 199,00		0,00	0,00	0,00
281318	Autres bâtiments publics	3 780 012,00		0,00	0,00	0,00
281321	Immeubles de rapport	569,00		0,00	0,00	0,00
281328	Autres bâtiments privés	3 785 153,00		0,00	0,00	0,00
281351	Bâtiments publics	1 865 955,00		0,00	0,00	0,00
281352	Bâtiments privés	118 599,00		0,00	0,00	0,00
28138	Autres constructions	36 114,00		0,00	0,00	0,00
28141	Construct° sol autrui - Bâtiments public	8 206,00		0,00	0,00	0,00
28142	Construct° sol autrui - Immeuble rapport	5 569 959,00		0,00	0,00	0,00
28145	Construct° sol autrui - Installat° géné.	205 163,00		0,00	0,00	0,00
28148	Construct° sol autrui - Autres construct	13 700,00		0,00	0,00	0,00
281531	Réseaux d'adduction d'eau	78 700,00		0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
281532	*Réseaux d'assainissement*	*2 377,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281533	*Réseaux câblés*	*131 262,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281534	*Réseaux d'électrification*	*248,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281538	*Autres réseaux*	*515 532,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*667 547,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*177 899,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281578	*Autre matériel technique*	*57 234,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*754 458,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2817321	*Immeubles de rapport (mise à dispo)*	*77 684,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281735	*Installations générales (m. à dispo)*	*10 665,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2817538	*Autres réseaux (mise à dispo)*	*24 537,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281788	*Autres immo. corporelles (m. à dispo)*	*1 362,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*589 322,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*1 436 062,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*2 826 602,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*1 225 216,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*88 257,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*8 284 995,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
4815	*Charges liées à crise sanitaire Covid-19*	*9 016 504,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
4817	*Indemnités de renégociation de la dette*	*423 572,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*87 300 000,00*		*3 929 240,00*	*3 929 240,00*	*3 929 240,00*
10251	*Dons et legs en capital*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
1641	*Emprunts en euros*	*50 000 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2031	*Frais d'études*	*5 000 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2111	*Terrains nus*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2112	*Terrains de voirie*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
21321	*Immeubles de rapport*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
21328	*Autres bâtiments privés*	*800 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2315	*Install., matériel et outill. technique*	*500 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
237	*Avances commandes immo incorporelles*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
238	*Avances commandes immo corporelles*	*31 000 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
45820001	*Droit de préemption pour compte de tiers - recettes*	*0,00*		*3 929 240,00*	*3 929 240,00*	*3 929 240,00*
Total des recettes d'ordre		***327 257 627,62***		***-708 431,86***	***-708 431,86***	***-708 431,86***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 169 543 408,44**	**0,00**	**0,00**	**1 333 465,00**	**1 333 465,00**	**0,00**	**1 333 465,00**	**1 333 465,00**
011	Charges à caractère général (4)	295 571 066,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	157 022 693,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	251 976 320,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	191 935 218,27	0,00	0,00	4 577 611,86	4 577 611,86	0,00	4 577 611,86	4 577 611,86
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	1 160 541,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**897 665 838,92**	**0,00**	**0,00**	**4 577 611,86**	**4 577 611,86**	**0,00**	**4 577 611,86**	**4 577 611,86**
66	Charges financières	30 411 448,90	0,00		-4 254 285,00	-4 254 285,00		-4 254 285,00	-4 254 285,00
67	Charges spécifiques (4)	1 508 493,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			5 647 810,00	5 647 810,00		5 647 810,00	5 647 810,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**31 919 941,90**	**0,00**	**0,00**	**1 393 525,00**	**1 393 525,00**		**1 393 525,00**	**1 393 525,00**
Total des dépenses réelles		**929 585 780,82**	**0,00**	**0,00**	**5 971 136,86**	**5 971 136,86**	**0,00**	**5 971 136,86**	**5 971 136,86**
023	*Virement à la section d'investissement*	*121 923 670,62*			*-4 637 671,86*	*-4 637 671,86*		*-4 637 671,86*	*-4 637 671,86*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*118 033 957,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**239 957 627,62**			**-4 637 671,86**	**-4 637 671,86**		**-4 637 671,86**	**-4 637 671,86**

D002 Résultat reporté ou anticipé (6)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**1 333 465,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 169 543 408,44**	**0,00**	**1 333 465,00**	**1 333 465,00**	**1 333 465,00**
013	Atténuations de charges (3)	742 002,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	26 900 125,41	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	379 148 448,00	0,00	-6 123 599,00	-6 123 599,00	-6 123 599,00
731	Fiscalité locale	363 430 046,00	0,00	2 411 555,00	2 411 555,00	2 411 555,00
74	Dotations et participations (3)	311 874 899,76	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	53 395 104,61	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**1 135 490 625,78**	**0,00**	**-3 712 044,00**	**-3 712 044,00**	**-3 712 044,00**
76	Produits financiers	2 072 013,66	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	313 722,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		5 045 509,00	5 045 509,00	5 045 509,00
Total des recettes financières		**2 385 735,66**	**0,00**	**5 045 509,00**	**5 045 509,00**	**5 045 509,00**
Total des recettes réelles		**1 137 876 361,44**	**0,00**	**1 333 465,00**	**1 333 465,00**	**1 333 465,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*31 667 047,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**31 667 047,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

R002 Résultat reporté ou anticipé (8)	**0,00**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**1 333 465,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 169 543 408,44**	**0,00**	**0,00**	**1 333 465,00**	**1 333 465,00**	**0,00**	**1 333 465,00**	**1 333 465,00**
011	Charges à caractère général (5)	295 571 066,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	401 505,78	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	6 939 284,24	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	639 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	145 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	979 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	721 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	63 149,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	154 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	707 085,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	1 100 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	228 800,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	329 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	2 211 544,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	175 722 374,10	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	13 631 748,07	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	450 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	660 227,52	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	3 189 138,67	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	4 060 558,09	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	1 366 495,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	977 255,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	10 924 067,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	892 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	6 075 519,43	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	3 169 818,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	578 600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	945 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	740 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	6 535 104,10	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	528 106,10	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6184	Versements à des organismes de formation	1 073 783,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	381 567,46	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	191 900,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	1 206,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	2 093 414,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	445 950,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	1 473 744,95	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	309 450,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	102 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6233	Foires et expositions	1 187 460,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	604 873,58	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	826 900,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	15 842 375,60	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	354 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6248	Divers	50 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	427 596,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6255	Frais de déménagement	62 850,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	326 560,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	1 192 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	11 800,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	869 750,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	560 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	817 032,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6284	Redevances pour services rendus	264 613,96	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62873	Remb. frais au CCAS/CIAS	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	10 123 900,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	1 119 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	2 269 489,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	7 455 972,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	16 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	25 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	157 022 693,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	92 361,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6331	Versement mobilité	1 503 418,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	379 075,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	827 822,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	227 444,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	71 845 599,34	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	1 662 191,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64113	NBI	473 717,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64118	Autres indemnités	30 635 996,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64131	Rémunérations	7 210 092,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64138	Primes et autres indemnités	549 251,58	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	2 079 066,18	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	8 519 202,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	23 267 501,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	65 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	83 130,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	271 050,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6472	Prestations familiales directes	4 633 470,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	266 151,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	1 506 511,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	145 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6488	Autres	779 644,90	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	251 976 320,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
7391112	Dégrèv. taxe habit. / logements vacants	5 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
7391118	Autres restit. dégrèv./contrib. directes	800 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
73918	Autres revers. et restit. / fisc. locale	1 060 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
739211	Attribution de compensation	219 251 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
739212	Dotation de solidarité communautaire	27 997 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
7398	Revers., restitutions et prél. divers	2 863 320,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
7498	Autres revers./dotations, participations	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	191 935 218,27	0,00	0,00	4 577 611,86	4 577 611,86	0,00	4 577 611,86	4 577 611,86
65133	Secours d'urgence	1 065 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65134	Aides	547 840,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
65311	Indemnités de fonction	3 067 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	80 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65313	Cotisations de retraite	349 658,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	733 332,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65315	Formation	100 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653172	Cotis.fonds financ.allocation fin mandat	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	90 000,00	0,00		112 300,00	112 300,00	0,00	112 300,00	112 300,00
6542	Créances éteintes	0,00	0,00		220 000,00	220 000,00	0,00	220 000,00	220 000,00
6553	Service d'incendie	54 067 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65568	Autres contributions	6 572 495,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	6 000 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65731	Subv. fonct. état	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657341	Subv. fonct. communes membres du GFP	5 490 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657351	Subv. fonct. GFP de rattachement	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657358	Subv. fonct. autres groupements	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65736221	Subv. BA/régie indus.com. sans ps.morale	44 906 331,34	0,00		4 033 511,86	4 033 511,86	0,00	4 033 511,86	4 033 511,86
657363	Subv.Fonct. CCAS/CIAS	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6573641	Subv fonct bud ann. et régies(auton fin)	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6573643	Subv. fonct. fermier et concessionnaire	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657381	Subv. fonct. autres EPL	17 246 721,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	3 180 102,33	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65742	Subv. de fonctionnement aux entreprises	11 822 398,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65743	Subv.Fonct. fermiers et concessionnaires	1 497 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	20 194 678,75	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65818	Autres	1 043 189,25	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65821	Déficit des budgets annexes administrati	7 872 349,60	0,00		211 800,00	211 800,00	0,00	211 800,00	211 800,00
6583	Int. moratoires et pénalités sur marchés	1 000 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	4 999 723,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	1 160 541,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
65861	Frais de personnel	1 158 541,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
65862	Matériel, équipement et fournitures	2 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses de gestion des services		**897 665 838,92**	**0,00**	**0,00**	**4 577 611,86**	**4 577 611,86**	**0,00**	**4 577 611,86**	**4 577 611,86**
66	Charges financières	30 411 448,90	0,00		-4 254 285,00	-4 254 285,00		-4 254 285,00	-4 254 285,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	18 462 686,90	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	4 248 762,00	0,00		-4 254 285,00	-4 254 285,00		-4 254 285,00	-4 254 285,00
6618	Intérêts des autres dettes	7 500 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6688	Autres	200 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (5)	1 508 493,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	1 508 493,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	0,00			5 647 810,00	5 647 810,00		5 647 810,00	5 647 810,00
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	0,00			5 043 600,00	5 043 600,00		5 043 600,00	5 043 600,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	0,00			604 210,00	604 210,00		604 210,00	604 210,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**31 919 941,90**	**0,00**	**0,00**	**1 393 525,00**	**1 393 525,00**		**1 393 525,00**	**1 393 525,00**
Total des dépenses réelles		**929 585 780,82**	**0,00**	**0,00**	**5 971 136,86**	**5 971 136,86**	**0,00**	**5 971 136,86**	**5 971 136,86**
023	*Virement à la section d'investissement*	*121 923 670,62*			*-4 637 671,86*	*-4 637 671,86*		*-4 637 671,86*	*-4 637 671,86*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*118 033 957,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*108 593 881,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
68128	*Dot. Amort. charges exception. différées*	*9 016 504,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6862	*Dot. amort. charges financ. à répartir*	*423 572,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**239 957 627,62**			**-4 637 671,86**	**-4 637 671,86**		**-4 637 671,86**	**-4 637 671,86**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	4 692 077,43
Montant des ICNE de l'exercice N-1	4 697 600,43
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-5 523,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — B2

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 169 543 408,44**	**0,00**	**1 333 465,00**	**1 333 465,00**	**1 333 465,00**
013	Atténuations de charges (4)	742 002,00	0,00	0,00	0,00	0,00
619	RRR obtenus sur services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	237 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65869	Remboursements frais de fonctionnement	4 502,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	26 900 125,41	0,00	0,00	0,00	0,00
7013	Ventes de produits résiduels	1 640 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7018	Autres ventes de produits finis	1 098 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70311	Concessions cimetières (produit net)	46 832,11	0,00	0,00	0,00	0,00
70321	Stationnement et location voie publique	2 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70322	Stationnement, location dom. portuaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Red. occupation dom. public	6 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70328	Autres droits stationnement et location	700 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70384	Forfait de post-stationnement	4 800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	214 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70613	Redevance enlèvement déchets industriels	564 769,15	0,00	0,00	0,00	0,00
7062	Redevances services à caractère culturel	55 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70631	Redevances services à caractère sportif	224 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	1 275 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706888	Autres	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	1 065 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70872	Remb.frais par budgets annexes et régies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708721	Remb. frais par BA/régie sans ps.morale	9 371 524,15	0,00	0,00	0,00	0,00
70875	Remb. frais par les communes du GFP	550 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	2 610 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	169 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	379 148 448,00	0,00	-6 123 599,00	-6 123 599,00	-6 123 599,00
73211	Attribution de compensation	36 268 973,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73221	FNGIR	78 677 267,00	0,00	0,00	0,00	0,00
732221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	14 249 188,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7328	Autres fiscalités reversées	1 432 111,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7351	Fract° compens. TFPB, taxe rés. princi.	135 696 749,00	0,00	-3 219 224,00	-3 219 224,00	-3 219 224,00
7352	Fraction compensatoire de la CVAE	112 824 160,00	0,00	-2 904 375,00	-2 904 375,00	-2 904 375,00

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
731	Fiscalité locale	363 430 046,00	0,00	2 411 555,00	2 411 555,00	2 411 555,00
73111	Impôts directs locaux	150 053 112,00	0,00	2 298 759,00	2 298 759,00	2 298 759,00
73113	Taxe sur les surfaces commerciales	13 936 871,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73114	Imposition forf. sur entrep. réseaux	6 270 574,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73133	Taxe enlèvement ordures ménagères et ass	179 519 489,00	0,00	81 132,00	81 132,00	81 132,00
73136	Taxe gest° milieux aqua, prévent° inond	7 300 000,00	0,00	31 664,00	31 664,00	31 664,00
73141	Taxe sur la conso. finale d'électricité	750 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731721	Taxe de séjour	5 200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731732	Prélèvement sur les produits des jeux	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7318	Autres	320 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	311 874 899,76	0,00	0,00	0,00	0,00
741124	Dotation d'intercommunalité des EPCI	53 168 691,00	0,00	0,00	0,00	0,00
741126	Dotation de compensation des EPCI	155 200 346,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	1 775 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	2 191 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7472	Participation régions	730 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74772	Participation FEDER	717 292,16	0,00	0,00	0,00	0,00
74778	Autres fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478228	Autres personnes privées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	19 370 650,60	0,00	0,00	0,00	0,00
748312	D.C.R.T.P.	40 786 277,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74832	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	37 925 198,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	8 845,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74836	Attrib. fonds départ. péréquat. de la TP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	53 395 104,61	0,00	0,00	0,00	0,00
7511	Recouvrements sur département, autres CL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	7 545 953,58	0,00	0,00	0,00	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	582 928,52	0,00	0,00	0,00	0,00
75738	Autres	75 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75811	Redev. concessions, brevets, licences...	1 200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	34 447 915,41	0,00	0,00	0,00	0,00
75821	Excédent budgets annexes administratifs	97 062,10	0,00	0,00	0,00	0,00
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	9 446 245,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**1 135 490 625,78**	**0,00**	**-3 712 044,00**	**-3 712 044,00**	**-3 712 044,00**
76	Produits financiers	2 072 013,66	0,00	0,00	0,00	0,00
7621	Prod. Immo. fin. - encaissées à échéance	24 916,64	0,00	0,00	0,00	0,00
764	Revenus valeurs mobilières de placement	1 764 067,02	0,00	0,00	0,00	0,00
76811	Sortie empr. risque avec IRA capital.	283 030,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
7688	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	313 722,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	313 722,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		5 045 509,00	5 045 509,00	5 045 509,00
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	0,00		4 256 130,00	4 256 130,00	4 256 130,00
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	0,00		789 379,00	789 379,00	789 379,00
Total des recettes réelles		**1 137 876 361,44**	**0,00**	**1 333 465,00**	**1 333 465,00**	**1 333 465,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*31 667 047,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
7761	*Différences sur réalisations (négatives)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
77681	*Neutralisation des amortissements*	*23 882 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	*7 785 047,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**31 667 047,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 188
Nombre de membres présents : 163
Nombre de suffrages exprimés : 187
VOTES :
Pour : 178
Contre : 0
Abstentions : 9

Date de convocation : 13/12/2024

Présenté par le premier vice président délégué pour le président (1),
A lille, le 20/12/2024

Délibéré par l'assemblée du conseil métropolitain (2), réunie en session de la Métropole Européenne de Lille
A Lille, le 20/12/2024
Les membres de l'assemblée délibérante du conseil métropolitain (2),(3).

.

Certifié exécutoire par le premier vice président délégué pour le président (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Pour rendu exécutoire

Publié le 24/12/2024

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 23/12/2024
Arnaud FICOT

24-C-0384

Séance du vendredi 20 décembre 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

BUDGET ANNEXE ACTIVITES IMMOBILIERES ET ÉCONOMIQUE - DECISION MODIFICATIVE N° 2 - EXERCICE 2024

I. Exposé des motifs

La décision modificative n°2 permet d'ajuster les crédits ouverts suite au vote du budget primitif 2024, du budget supplémentaire 2024 et de la décision modificative n°1.

La décision modificative (DM) n°2 de l'exercice 2024 du budget annexe augmente la masse budgétaire globale de +72,3 K€.

Cette masse globale (mouvements réels et mouvements d'ordre) s'élève à 33,83 M€ et se répartit de la manière suivante :

- Section de fonctionnement : 12,89M€, soit 38,11% ;
- Section d'investissement : 20,94M€, soit 61,89%.

Section de fonctionnement :

En recettes, la DM n°2 porte une augmentation de +18,9K€ des crédits pour la reprise de provisions pour dépréciations.

En section de fonctionnement, les dépenses réelles augmentent de +72,3K€ répartis comme suit :

- 53,3 K€ pour des provisions pour dépréciation ;
- 19 K€ pour l'annulation de titres d'exercices antérieurs.

Ces inscriptions sont financées par la majoration, à concurrence de 53,4K€, de la subvention d'équilibre du budget général au budget annexe AIE.

Section d'investissement :

La section d'investissement ne connait pas de mouvement lors de cette décision modificative N°2.

La balance ci-annexée rappelle, par section, l'équilibre général du budget primitif, du budget supplémentaire, de la DM n°1 et de la DM n°2 de l'exercice 2024

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Gouvernance, Finances, Eval. Politiques publiques, Administration, RH consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) D'approuver la décision modificative n° 2 du budget annexe Activités Immobilières et Économiques, telle qu'elle figure en annexe ;
2) D'augmenter de 53 400 euros le montant de la subvention de fonctionnement du budget général au budget annexe AIE pour la porter à un montant de 7 924 749,60 euros. Ce montant maximum pourra être versé au fur et à mesure des besoins du budget et être ajusté lors d'étapes budgétaires futures (DM).

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
Le groupe Métropole Ecologiste Citoyenne et Solidaire s'étant abstenu.

Budget Act. Immo et Eco

Dépenses

Section	Chap.	Libellé chapitre	BP+BS +DM1 Réel	DM2 Réel	Total	BP+BS +DM1 Ordre	DM2 Ordre	Total	BP+BS+DM1 Réel et Ordre	DM2 Réél et Ordre	Total Réel et Ordre
Investissement	001	Solde d'exécution de la section d'investis	545 860	0	545 860				545 860	0	545 860
	040	Opérations d'ordre de transfert entre sec				961 452	0	961 452	961 452	0	961 452
	041	Opérations patrimoniales				600 000	0	600 000	600 000	0	600 000
	16	Emprunts et dettes assimilées	82 065	0	82 065				82 065	0	82 065
	20	Immobilisations incorporelles	234 453	0	234 453				234 453	0	234 453
	21	Immobilisations corporelles	8 441 496	0	8 441 496				8 441 496	0	8 441 496
	23	Immobilisations en cours	10 071 914	0	10 071 914				10 071 914	0	10 071 914
		Somme :	**19 375 789**	**0**	**19 375 789**	**1 561 452**	**0**	**1 561 452**	**20 937 241**	**0**	**20 937 241**
Fonctionnement	011	Charges à caractère général	4 519 482	0	4 519 482				4 519 482	0	4 519 482
	042	Opérations d'ordre de transfert entre sec				5 379 183	0	5 379 183	5 379 183	0	5 379 183
	65	Autres charges de gestion courante	2 886 186	0	2 886 186				2 886 186	0	2 886 186
	67	Charges spécifiques	35 000	19 000	54 000				35 000	19 000	54 000
	68	Dotations aux provisions et dépréciations	0	53 300	53 300				0	53 300	53 300
		Somme :	**7 440 668**	**72 300**	**7 512 968**	**5 379 183**	**0**	**5 379 183**	**12 819 851**	**72 300**	**12 892 151**
Total général			**26 816 457**	**72 300**	**26 888 757**	**6 940 635**	**0**	**6 940 635**	**33 757 092**	**72 300**	**33 829 392**

Recettes

Section	Chap.	Libellé chapitre	BP+BS +DM1 Réel	DM2 Réel	Total	BP+BS +DM1 Ordre	DM2 Ordre	Total	BP+BS+DM1 Réel et Ordre	DM2 Réél et Ordre	Total Réel et Ordre
Investissement	024	Produits des cessions d'immobilisations	1 794 983	0	1 794 983				1 794 983	0	1 794 983
	040	Opérations d'ordre de transfert entre sec				5 379 183	0	5 379 183	5 379 183	0	5 379 183
	041	Opérations patrimoniales				600 000	0	600 000	600 000	0	600 000
	10	Dotations, fonds divers et réserves	791 707	0	791 707				791 707	0	791 707
	16	Emprunts et dettes assimilées	12 371 368	0	12 371 368				12 371 368	0	12 371 368
		Somme :	**14 958 058**	**0**	**14 958 058**	**5 979 183**	**0**	**5 979 183**	**20 937 241**	**0**	**20 937 241**
Fonctionnement	002	Résultat de fonctionnement reporté	652 049	0	652 049				652 049	0	652 049
	042	Opérations d'ordre de transfert entre sec				961 452	0	961 452	961 452	0	961 452
	70	Produits des services, du domaine et ve	530 000	0	530 000				530 000	0	530 000
	75	Autres produits de gestion courante	10 676 350	53 400	10 729 750				10 676 350	53 400	10 729 750
	78	Reprises sur amortissements, dépréciati	0	18 900	18 900				0	18 900	18 900
		Somme :	**11 858 399**	**72 300**	**11 930 699**	**961 452**	**0**	**961 452**	**12 819 851**	**72 300**	**12 892 151**
		Total général	**26 816 457**	**72 300**	**26 888 757**	**6 940 635**	**0**	**6 940 635**	**33 757 092**	**72 300**	**33 829 392**

Ce document a été signé numériquement le 23/12/2024
La version numérique est disponible auprès des services de la Métropole européenne de Lille

REPUBLIQUE FRANÇAISE

06 Groupements de collectivités : METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE Budget Général (2)

Numéro SIRET : 20009320100073

POSTE COMPTABLE : le Trésorier de la MEL

M. 57

Décision modificative 2 (3)
Voté par nature

BUDGET : Budget Act. Immo et Eco (4)

ANNEE 2024

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 23/12/2024
Arnaud Ricour

24-C-0384

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières Sans Objet
B - Modalités de vote du budget 4
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats Sans Objet
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses Sans Objet
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes Sans Objet

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 5
B1 - Présentation des AP votées Sans Objet
B2 - Présentation des AE votées Sans Objet
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 6
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 9
D1 - Balance générale - Dépenses 11
D2 - Balance générale - Recettes 13

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 15
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 19
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 22
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 23
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 24
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 25
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 27
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 30
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 33

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble Sans Objet
A1.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble Sans Objet
A2.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports Sans Objet

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet

B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire	Sans Objet
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	Sans Objet
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	Sans Objet

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures	35

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : %
- Investissement : %

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1 (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

VUE D'ENSEMBLE

II A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (3)	0,00	0,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	72 300,00	72 300,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (4)	72 300,00	72 300,00

TOTAL DU BUDGET (5)	72 300,00	72 300,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	234 453,00	0,00	0,00	0,00	234 453,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	8 441 496,42	0,00	0,00	0,00	8 441 496,42
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	10 071 914,15	0,00	0,00	0,00	10 071 914,15
Total des dépenses d'équipement		**18 747 863,57**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 747 863,57**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	82 064,79	0,00	0,00	0,00	82 064,79
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**82 064,79**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**82 064,79**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**18 829 928,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 829 928,36**

040	*Opérations ordre transf. entre sections (8)*	*961 452,00*		*0,00*	*0,00*	*961 452,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*600 000,00*		*0,00*	*0,00*	*600 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***1 561 452,00***		***0,00***	***0,00***	***1 561 452,00***

TOTAL	**20 391 380,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 391 380,36**
					+
				D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**545 860,41**
					=
				TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**20 937 240,77**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	12 291 298,00	0,00	0,00	0,00	12 291 298,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**12 291 298,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 291 298,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	791 706,77	0,00	0,00	0,00	791 706,77
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	80 070,00	0,00	0,00	0,00	80 070,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 794 983,00	0,00	0,00	0,00	1 794 983,00
Total des recettes financières		**2 666 759,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 666 759,77**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**14 958 057,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 958 057,77**
021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*5 379 183,00*		*0,00*	*0,00*	*5 379 183,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*600 000,00*		*0,00*	*0,00*	*600 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***5 979 183,00***		***0,00***	***0,00***	***5 979 183,00***

TOTAL	**20 937 240,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 937 240,77**
					+
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE					**0,00**
					=
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					**20 937 240,77**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**4 417 731,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	4 519 482,00	0,00	0,00	0,00	4 519 482,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	2 886 186,00	0,00	0,00	0,00	2 886 186,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**7 405 668,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 405 668,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	35 000,00	0,00	19 000,00	19 000,00	54 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00		53 300,00	53 300,00	53 300,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**7 440 668,00**	**0,00**	**72 300,00**	**72 300,00**	**7 512 968,00**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*5 379 183,00*		*0,00*	*0,00*	*5 379 183,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***5 379 183,00***		***0,00***	***0,00***	***5 379 183,00***
TOTAL		**12 819 851,00**	**0,00**	**72 300,00**	**72 300,00**	**12 892 151,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**12 892 151,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	530 000,00	0,00	0,00	0,00	530 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	10 676 349,60	0,00	53 400,00	53 400,00	10 729 749,60
Total des recettes de gestion courante		**11 206 349,60**	**0,00**	**53 400,00**	**53 400,00**	**11 259 749,60**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		18 900,00	18 900,00	18 900,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**11 206 349,60**	**0,00**	**72 300,00**	**72 300,00**	**11 278 649,60**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*961 452,00*		*0,00*	*0,00*	*961 452,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***961 452,00***		***0,00***	***0,00***	***961 452,00***
TOTAL		**12 167 801,60**	**0,00**	**72 300,00**	**72 300,00**	**12 240 101,60**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**652 049,40**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**12 892 151,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	**4 417 731,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*		*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	0,00		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	0,00	*0,00*	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	19 000,00	*0,00*	19 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	53 300,00	*0,00*	53 300,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**72 300,00**	***0,00***	**72 300,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**72 300,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	53 400,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	18 900,00	*0,00*	18 900,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**72 300,00**	***0,00***	**72 300,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**72 300,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**20 391 380,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	234 453,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	8 441 496,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	10 071 914,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**18 747 863,57**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	82 064,79	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**82 064,79**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**18 829 928,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*961 452,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*600 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**1 561 452,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (9)	**0,00**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**0,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
TOTAL		**20 145 534,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	12 291 298,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**12 291 298,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	80 070,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 794 983,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**1 875 053,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**14 166 351,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*5 379 183,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*600 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***5 979 183,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (8)	**0,00**

Affectation au compte 1068 (9)	**0,00**

Total des recettes d'investissement cumulées	**0,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — A1

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**20 391 380,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	234 453,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	234 453,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204182	Autres org pub - Bât. et installations	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	8 441 496,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2111	Terrains nus	902 995,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	7 232 850,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21328	Autres bâtiments privés	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	43 913,40	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	251 738,02	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	10 071 914,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	48 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	9 988 914,15	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2318	Autres immo. corporelles en cours	35 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**18 747 863,57**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	82 064,79	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
165	Dépôts et cautionnements reçus	82 064,79	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**82 064,79**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**18 829 928,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*961 452,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*961 452,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13911	*Subv. transf. Etat et établ. nationaux*	*379 171,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13912	*Subv. transf. Régions*	*303 333,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13913	*Subv. transf. Départements*	*104 032,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13916	*Subv. transf. Autres E.P.L.*	*7 500,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
139171	*Subv. transf. Fonds social européen*	*167 416,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (8)	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*600 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2312	*Agencements et aménagements de terrains*	*500 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2313	*Constructions*	*100 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2318	*Autres immo. corporelles en cours*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**1 561 452,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**20 145 534,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	12 291 298,00	0,00	0,00	0,00	0,00
168751	Dettes - GFP de rattachement	12 291 298,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**12 291 298,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	80 070,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	80 070,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 794 983,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**1 875 053,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**14 166 351,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*5 379 183,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2111	*Terrains nus*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*950,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804422	*Sub nat privé - Bât. et installations*	*392 713,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*38 281,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281321	*Immeubles de rapport*	*2 860 778,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281328	*Autres bâtiments privés*	*1 484 145,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281352	*Bâtiments privés*	*250 074,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*12 581,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*47 101,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*2 913,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*16 754,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
28188	*Autres immo. corporelles*	*272 893,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*600 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2031	*Frais d'études*	*100 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
238	*Avances commandes immo corporelles*	*500 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***5 979 183,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**12 819 851,00**	**0,00**	**0,00**	**72 300,00**	**72 300,00**	**0,00**	**72 300,00**	**72 300,00**
011	Charges à caractère général (4)	4 519 482,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	2 886 186,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**7 405 668,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	35 000,00	0,00		19 000,00	19 000,00		19 000,00	19 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			53 300,00	53 300,00		53 300,00	53 300,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**35 000,00**	**0,00**	**0,00**	**72 300,00**	**72 300,00**		**72 300,00**	**72 300,00**
Total des dépenses réelles		**7 440 668,00**	**0,00**	**0,00**	**72 300,00**	**72 300,00**	**0,00**	**72 300,00**	**72 300,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*5 379 183,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**5 379 183,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D002 Résultat reporté ou anticipé (6)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**72 300,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**12 167 801,60**	**0,00**	**72 300,00**	**72 300,00**	**72 300,00**
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	530 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	10 676 349,60	0,00	53 400,00	53 400,00	53 400,00
Total des recettes de gestion des services		**11 206 349,60**	**0,00**	**53 400,00**	**53 400,00**	**53 400,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		18 900,00	18 900,00	18 900,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**18 900,00**	**18 900,00**	**18 900,00**
Total des recettes réelles		**11 206 349,60**	**0,00**	**72 300,00**	**72 300,00**	**72 300,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*961 452,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**961 452,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

R002 Résultat reporté ou anticipé (8)	**0,00**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**72 300,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**12 819 851,00**	**0,00**	**0,00**	**72 300,00**	**72 300,00**	**0,00**	**72 300,00**	**72 300,00**
011	Charges à caractère général (5)	4 519 482,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	49 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	369 862,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	433 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	306 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	3 372,50	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	194 700,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	70 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	329 726,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	28 875,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	28 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	168 365,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	5 950,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6183	Frais de formation (personnel extérieur	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	116 790,50	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	35 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	15 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	5 041,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6255	Frais de déménagement	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	130 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	145 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	2 075 300,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	2 886 186,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6541	Créances admises en non-valeur	5 000,00	0,00		-5 000,00	-5 000,00	0,00	-5 000,00	-5 000,00
6542	Créances éteintes	0,00	0,00		5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00
6573643	Subv. fonct. fermier et concessionnaire	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65742	Subv. de fonctionnement aux entreprises	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65743	Subv.Fonct. fermiers et concessionnaires	2 467 681,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6583	Int. moratoires et pénalités sur marchés	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	408 505,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**7 405 668,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (5)	35 000,00	0,00		19 000,00	19 000,00		19 000,00	19 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	35 000,00	0,00		19 000,00	19 000,00		19 000,00	19 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	0,00			53 300,00	53 300,00		53 300,00	53 300,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	0,00			53 300,00	53 300,00		53 300,00	53 300,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**35 000,00**	**0,00**	**0,00**	**72 300,00**	**72 300,00**		**72 300,00**	**72 300,00**
Total des dépenses réelles		**7 440 668,00**	**0,00**	**0,00**	**72 300,00**	**72 300,00**	**0,00**	**72 300,00**	**72 300,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*5 379 183,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*5 379 183,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**5 379 183,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — B2

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**12 167 801,60**	**0,00**	**72 300,00**	**72 300,00**	**72 300,00**
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	530 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706888	Autres	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	10 676 349,60	0,00	53 400,00	53 400,00	53 400,00
752	Revenus des immeubles	2 755 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75822	Prise en charge déficit budget annexe	7 871 349,60	0,00	53 400,00	53 400,00	53 400,00
75888	Autres	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**11 206 349,60**	**0,00**	**53 400,00**	**53 400,00**	**53 400,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		18 900,00	18 900,00	18 900,00
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	0,00		18 900,00	18 900,00	18 900,00
Total des recettes réelles		**11 206 349,60**	**0,00**	**72 300,00**	**72 300,00**	**72 300,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*961 452,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
7761	*Différences sur réalisations (négatives)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	*961 452,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**961 452,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 188
Nombre de membres présents : 163
Nombre de suffrages exprimés : 187
VOTES :
Pour : 178
Contre : 0
Abstentions : 9

Date de convocation : 13/12/2024

Présenté par le premier vice président délégué pour le président (1),
A Lille, le 20/12/2024

Délibéré par l'assemblée du conseil métropolitain (2), réunie en session de la Métropole Européenne de Lille
A Lille, le 20/12/2024
Les membres de l'assemblée délibérante du conseil métropolitain (2),(3).

.

Certifié exécutoire par le premier vice président délégué pour le président (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Accusé de réception préfecture

Objet de l'acte :

Budget annexe Activités Immobilières et Économique - Décision modificative n. 2 - Exercice 2024

Date de transmission de l'acte : 23/12/2024

Date de réception de l'accusé de réception : 23/12/2024

Numéro de l'acte : FIN-24-C-0384 (voir l'acte associé)

Identifiant unique de l'acte : 059-200093201-20241220-FIN-24-C-0384-BF

Date de décision : 20/12/2024

Acte transmis par : Arnaud FICOT

Nature de l'acte : Documents budgétaires et financiers

Matière de l'acte : 7. Finances locales
7.1. Decisions budgetaires

Réunion du CONSEIL du 20/12/2024

Nombre de membres en exercice : 188
Quorum minimum requis : 95
Date de la convocation à la réunion : 13/12/2024

Président : CASTELAIN Damien
(Secrétaire de Séance : DETERPIGNY Nicolas)

Présents (164) :

M. ACHIBA Salim (pouvoir à Mme. DURET Bérengére de 17h14 à 18h05), M. AGBEGNA Kwami, M. AL- DANDACHI Maroin, M. AMBROZIEWICZ Jean Marc, M. AMROUNI Karim (à partir de 17h05), M. ANDRIES Jean Philippe, Mme. AUBRY Martine (à partir de 17h09), Mme. BADERI Anissa (pouvoir à Mme RODES Estelle à partir de 20h02), M. BAERT Dominique, Mme. BALMELLE Faustine (à partir de 17h00), M. BALY Stéphane, Mme. BECUE Doriane, M. BEHARELLE Pierre, M. BELABBES Hiazid (à partir de 17h10), Mme. BELGACEM Nadia (à partir de 17h09), M. BEZIRARD Alain (à partir de 17h14), M. BLONDEAU Alain, M. BOCQUET Eric, Mme. BODIER Élisabeth, M. BONNET Xavier, M. BONTE Thierry, M. BORREWATER Michel, M. BOUCHE Nicolas (à partir de 17h19), Mme. BRANQUART Anne-Sophie, M. BREHON Raphaël, Mme. BRESSON Marie Pierre (à partir de 17h03), M. BROGNIART Sébastien, Mme. BRULANT-FORTIN Ingrid (à partir de 17h08), Mme. BRUN Charlotte, M. BUISSE Jean Louis, M. BUYSSECHAERT Eric, M. CADART François Xavier, M. CAMBIEN Alain, M. CANESSE Pierre, M. CAREMELLE Olivier, Mme. CASIER Carole, M. CASTELAIN Damien, M. CATHELAIN Loïc (à partir de 17h04), M. CAUCHE Régis, M. CAUDRON Christophe, M. CAUDRON Gérard (à partir de 17h12), M. CHALAH Mehdi (à partir de 17h08), Mme. CHANTELOUP Fabienne, M. CHARPENTIER Raphaël (à partir de 17h12), Mme. COEVOET Barbara, M. COLIN Michel, M. CORBILLON Matthieu, M. COSTEUR Sébastien (à partir de 17h51), M. CREPEL Jérémie, M. DARMANIN Gérald (à partir de 17h06 et pouvoir à Mme BECUE Doriane à partir de 20h14), M. DAVID BROCHEN Martin, M. DEBEER Bernard (à partir de 17h07), M. DEHAUT Bernard, Mme. DELACROIX Sylviane, M. DELANGHE Yann, M. DELBAR Guillaume (à partir de 17h08), M. DELEBARRE Patrick (à partir de 17h08), M. DELEPAUL Michel, M. DENDIEVEL Stanislas, Mme. DEPREZ-LEFEBVRE Thérèse (à partir de 17h25), M. DESBONNET Christophe (à partir de 17h20), M. DESLANDES Arnaud (à partir de 17h36), M. DESMETTRE Pierre-Henri, M. DETERPIGNY Nicolas, Mme. DOIGNIES Rosemonde, Mme. DOMRAULT TANGUY Carole, M. DOUFFI Ali (à partir de 17h05), M. DUBOIS André Luc, M. DUFOUR Didier, M. DURAND Eric (à partir de 17h11), Mme. DURET Bérengére (à partir de 17h14), M. ELEGEEST Rudy, M. FITAMANT Sébastien (à partir de 17h15), M. FLINOIS Jean-Claude, Mme. GANTIEZ Dominique, M. GARCIN Alexandre, Mme. GAUTIER Marion (à partir de 17h09), M. GEENENS Patrick, M. GERARD Bernard (à partir de 17h14), M. GHERBI Franck, Mme. GILME Sylvie, Mme. GIRARD Maryvonne (à partir de 17h07), Mme. GLADYSZ-SEBILLE Magali, Mme. GOFFARD Anne, M. GONCE Alain (à partir de 17h06), Mme. GOUBE Françoise (à partir de 17h13), M. GRAS Christophe, M. GUILLON Philippe, M. HAESEBROECK Bernard (à partir de 17h04), Mme. HALLYNCK Rose-Marie, M. HANOH Franck (à partir de 17h09), M. HAYART Daniel, M. HOUSET Alexis (à partir de 17h31), M. HUTCHINSON Yvan (à partir de 17h08), Mme. JANSSENS Marie-Pierre, Mme. KHATIR Saliha (à partir de 17h27), Mme. KRAMARZ Marie-José, M. LEBARGY Louis Pascal, M. LECLERCQ Alain (à partir de 17h06), M. LEDE Jean-Marie, Mme. LEFEBVRE Catherine, M. LEFEBVRE Frédéric, M. LEFEBVRE Joseph (à partir de 17h02), M. LEGRAND Dominique, M. LEGRAND Jean François, M. LENFANT Henri, M. LEPRETRE Sébastien (à partir de 17h09), M. LEWILLE Christian, M. LIENART Christophe (à partir de 17h15), M. LIMOUSIN Philippe (à partir de 17h05), Mme. LINKENHELD Audrey, M. LOUZANI Karim, M. MANIER Didier, M. MARCY Louis, Mme. MASSE Marie Elisabeth (à partir de 17h12), Mme. MASSIET Violette (à partir de 17h07), M. MASSON Jean-Gabriel, M. MATHON Christian, M. MAYOR Gérard, Mme. MAZZOLINI Sylvie, M. MENAULT Jean-Claude, M. MINARD Frédéric (à partir de 17h06), Mme. MOENECLAEY Hélène, M. MOLLE Jean Michel, Mme. MOREAUX Maryse, M. MOUVEAU Eric, Mme. NIREL Marie-Noëlle, Mme. OSSON Catherine (à partir de 17h25), Mme. PARIS Isabelle (à partir de 17h05), M. PAU André, M. PAURON Eric, M. PETRONIN Yvon, M. PICK Max André (à partir de 17h05), Mme. PIERRE-RENARD Dominique, M. PILETTE Julien (à partir de 17h04), M. PLANCKE Ghislain, M. PLOUY Michel (à partir de 17h02), M. PLUSS Alain (à partir de 17h03), Mme. POLLET Isabelle (à partir de 17h03), M. POSMYK Pierre, M. PROISY Ludovic, M. PROISY Patrick (à

partir de 17h06), Mme. RENGOT Marielle, M. RICHIR Jacques, Mme. RODES Estelle (à partir de 18h22), M. ROLLAND Thierry (à partir de 17h23), Mme. ROUSSEL Hélène (à partir de 17h01), Mme. RUBIO-COQUEMPOT Barbara, Mme. SEDOU Nathalie (à partir de 17h00), Mme. SEGARD Pauline (à partir de 17h02), M. SKYRONKA Eric, M. SONNTAG Pierre, Mme. STANIEC-WAVRANT Marie-Christine (à partir de 17h06), M. TALPAERT Franck, Mme. THOMAS Laetitia (à partir de 17h02), Mme. TONNERRE-DESMET Marie (à partir de 17h04), M. TURPIN Olivier, M. VERCAMER Francis (à partir de 17h04), M. VERIN Jean-Philippe, M. VICOT Roger (pouvoir à Mme. RENGOT Marielle de 17h16 à 17h18 et pouvoir à Mme. LINKENHELD Audrey de 17h18 à 18h04), Mme. VOITURIEZ Anne, M. VUYLSTEKER Jean-Marie (à partir de 17h24), M. WOLFCARIUS Loïc, Mme. ZOUGGAGH Karima (à partir de 17h30).

Élus absents ayant donné pouvoir (24) :

Mme. BARISEAU Florence (pouvoir à M. GARCIN Alexandre à partir de 17h00), M. BRAURE Damien (pouvoir à M. LEGRAND Jean François à partir de 17h00), M. CABAYE Maxime (pouvoir à M. DESBONNET Christophe à partir de 17h20), M. CAUDERLIER Frédéric (pouvoir à Mme. MOENECLAEY Hélène à partir de 17h00), Mme. DE SMEDT Myriam (pouvoir à M. FITAMANT Sébastien à partir de 17h15), Mme. DEBOOSERE Eglantine (pouvoir à M. BUYSSECHAERT Eric à partir de 17h00), M. DESMET Rodrigue (pouvoir à M. CAUCHE Régis à partir de 17h00), M. DESTAILLEUR Jean-Christophe (pouvoir à M. CATHELAIN Loïc à partir de 17h04), Mme. DUCRET Stéphanie (pouvoir à M. PLANCKE Ghislain à partir de 17h00), M. DUCROCQ Jacques (pouvoir à M. AMBROZIEWICZ Jean Marc à partir de 17h00), Mme. DUHAMEL Vanessa (pouvoir à Mme. BRULANT Ingrid à partir de 17h08), Mme. FURNE Dominique (pouvoir à M. COSTEUR Sébastien à partir de 17h51), M. GADAUT Henri (pouvoir à M. BAERT Dominique à partir de 17h00), M. HEIREMANS David (pouvoir à M. LEFEBVRE Joseph à partir de 17h02), M. MAENHOUT Peter (pouvoir à M. DOUFFI Ali à partir de 17h05), Mme. MARIAGE-DESREUX Isabelle (pouvoir à Mme. BRANQUART Anne-Sophie à partir de 17h00), Mme. MEZOUANE-RAHMI Nabella (pouvoir à M. LEFEBVRE Frédéric à partir de 17h00), M. MONTOIS Jacques (pouvoir à M. BLONDEAU Alain à partir de 17h00), M. PASTOUR Jacques (pouvoir à Mme. GOUBE Françoise à partir de 17h13), Mme. PONCHAUX Danièle (pouvoir à Mme. POLLET Isabelle à partir de 17h03), M. PROKOPOWICZ Charles Alexandre (pouvoir à M. CAUDRON Christophe à partir de 17h00), Mme. SABE Sarah (pouvoir à Mme. BRUN Charlotte à partir de 17h00), M. TAISNE Arnaud (pouvoir à M. DAVID BROCHEN Martin à partir de 17h00), Mme. WENDERBECQ Ghislaine (pouvoir à Mme. GLADYSZ Magali à partir de 17h00).

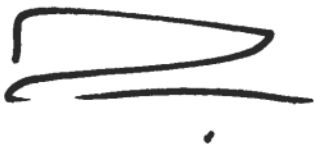
Élus absents () :

.

Le quorum étant atteint, le Conseil de la MEL peut valablement délibérer.

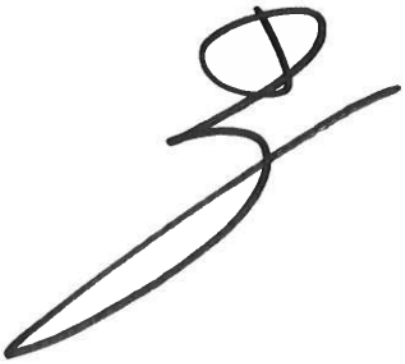
Le Secrétaire de séance

Nicolas DETERPIGNY



Le Président de la
Métropole Européenne de Lille

Damien CASTELAIN



Pour rendu exécutoire

Publié le 24/12/2024

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 23/12/2024
Arnaud FICOT

24-C-0385

Séance du vendredi 20 décembre 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT - DECISION MODIFICATIVE N°2 - EXERCICE 2024

I. Exposé des motifs

La décision modificative n°2 permet d'ajuster les crédits ouverts suite au vote du budget primitif 2024, du budget supplémentaire 2024 et de la décision modificative n°1.

La décision modificative (DM) n°2 de l'exercice 2024 du budget annexe Assainissement augmente la masse budgétaire globale de +0,2M€.

Cette masse globale (mouvements réels et mouvements d'ordre) s'élève à 282,2M€ et se répartit de la manière suivante :

- Section de fonctionnement : 170,9M€, soit 60,5% ;
- Section d'investissement : 111,4M€, soit 39,5%.

Section de fonctionnement :

En dépenses, la DM n°2 porte une augmentation de 0,066M€ des crédits concernant :

- 0,11M€ pour la régularisation des inscriptions des ICNE ;
- 0,04M€ pour l'inscription de provisions pour risques et charges ;
- -0,08M€ de régularisations comptables sur des apurements des rattachements, de créances admises en non-valeur.

En recettes, 0,153M€ sont également constatées en reprises de provisions.

En conséquence, le virement d'autofinancement (dépense d'ordre) à la section d'investissement est ajusté de +0,087M€.

Section d'investissement :

L'augmentation de l'autofinancement de +0,087M€ conduit à ajuster à due concurrence le montant dédié aux opérations futures.

La balance ci-annexée rappelle, par section, l'équilibre général du budget primitif, du budget supplémentaire, de la DM n°1 et de la DM n°2 de l'exercice 2024.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Gouvernance, Finances, Eval. Politiques publiques, Administration, RH consultée, le Conseil de la Métropole décide :

D'approuver la décision modificative n° 2, telle qu'elle figure en annexe.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
Le groupe Métropole Ecologiste Citoyenne et Solidaire s'étant abstenu.

Budget Assainissement

Dépenses

Section	Chap.	Libellé chapitre	BP+BS+DM1 Réel	DM2 Réel	Total	BP+BS+DM1 Ordre	DM2 Ordre	Total	BP+BS+DM1 Réel et Ordre	DM2 Réél et Ordre	Total Réel et Ordre
Investissement	001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	8 313 444	0	8 313 444				8 313 444	0	8 313 444
	040	Opérations d'ordre de transfert entre sections				3 413 847	0	3 413 847	3 413 847	0	3 413 847
	041	Opérations patrimoniales				2 550 000	0	2 550 000	2 550 000	0	2 550 000
	16	Emprunts et dettes assimilées	10 701 000	0	10 701 000				10 701 000	0	10 701 000
	20	Immobilisations incorporelles	5 025 164	0	5 025 164				5 025 164	0	5 025 164
	21	Immobilisations corporelles	6 305 020	0	6 305 020				6 305 020	0	6 305 020
	23	Immobilisations en cours	74 805 223	86 582	74 891 805				74 805 223	86 582	74 891 805
	45810	Aides déléguées de l'Agence de l'Eau (dépenses)	175 000	0	175 000				175 000	0	175 000
		Somme :	**105 324 851**	**86 582**	**105 411 433**	**5 963 847**	**0**	**5 963 847**	**111 288 698**	**86 582**	**111 375 280**
Fonctionnement	011	Charges à caractère général	54 651 204	0	54 651 204				54 651 204	0	54 651 204
	012	Charges de personnel et frais assimilés	15 448 284	0	15 448 284				15 448 284	0	15 448 284
	014	Atténuations de produits	111 000	0	111 000				111 000	0	111 000
	023	Virement à la section d'investissement				66 460 652	86 582	66 547 234	66 460 652	86 582	66 547 234
	042	Opérations d'ordre de transfert entre sections				31 843 492	0	31 843 492	31 843 492	0	31 843 492
	65	Autres charges de gestion courante	120 010	-74 900	45 110				120 010	-74 900	45 110
	66	Charges financières	1 405 176	105 818	1 510 994				1 405 176	105 818	1 510 994
	67	Charges exceptionnelles	675 500	-10 000	665 500				675 500	-10 000	665 500
	68	Dotations aux provisions et aux dépréciations	0	45 800	45 800				0	45 800	45 800
		Somme :	**72 411 174**	**66 718**	**72 477 892**	**98 304 144**	**86 582**	**98 390 726**	**170 715 318**	**153 300**	**170 868 618**
		Total général	**177 736 025**	**153 300**	**177 889 325**	**104 267 991**	**86 582**	**104 354 573**	**282 004 016**	**239 882**	**282 243 898**

Recettes

Section	Chap.	Libellé chapitre	BP+BS+DM1 Réel	DM2 Réel	Total	BP+BS+DM1 Ordre	DM2 Ordre	Total	BP+BS+DM1 Réel et Ordre	DM2 Réél et Ordre	Total Réel et Ordre
Investissement	021	Virement de la section d'exploitation				66 460 652	86 582	66 547 234	66 460 652	86 582	66 547 234
	040	Opérations d'ordre de transfert entre sections				31 843 492	0	31 843 492	31 843 492	0	31 843 492
	041	Opérations patrimoniales				2 550 000	0	2 550 000	2 550 000	0	2 550 000
	10	Dotations, fonds divers et réserves	8 289 103	0	8 289 103				8 289 103	0	8 289 103
	13	Subventions d'investissement	1 795 450	0	1 795 450				1 795 450	0	1 795 450
	16	Emprunts et dettes assimilées	250 000	0	250 000				250 000	0	250 000
	45820	Aides déléguées de l'Agence de l'Eau (recettes)	100 000	0	100 000				100 000	0	100 000
		Somme :	**10 434 553**	**0**	**10 434 553**	**100 854 144**	**86 582**	**100 940 726**	**111 288 698**	**86 582**	**111 375 280**
Fonctionnement	002	Résultat d'exploitation reporté	57 116 271	0	57 116 271				57 116 271	0	57 116 271
	042	Opérations d'ordre de transfert entre sections				3 413 847	0	3 413 847	3 413 847	0	3 413 847
	70	Ventes de produits fabriqués, prestations de services, ma	106 210 000	0	106 210 000				106 210 000	0	106 210 000
	74	Subventions d'exploitation	3 500 000	0	3 500 000				3 500 000	0	3 500 000
	75	Autres produits de gestion courante	10	0	10				10	0	10
	77	Produits exceptionnels	475 190	0	475 190				475 190	0	475 190
	78	Reprises sur provisions et dépréciations	0	153 300	153 300				0	153 300	153 300
		Somme :	**167 301 471**	**153 300**	**167 454 771**	**3 413 847**	**0**	**3 413 847**	**170 715 318**	**153 300**	**170 868 618**
		Total général	**177 736 025**	**153 300**	**177 889 325**	**104 267 991**	**86 582**	**104 354 573**	**282 004 016**	**239 882**	**282 243 898**

Réunion du CONSEIL du 20/12/2024

Nombre de membres en exercice : 188
Quorum minimum requis : 95
Date de la convocation à la réunion : 13/12/2024

Président : CASTELAIN Damien
(Secrétaire de Séance : DETERPIGNY Nicolas)

Présents (164) :

M. ACHIBA Salim (pouvoir à Mme. DURET Bérengére de 17h14 à 18h05), M. AGBEGNA Kwami, M. AL- DANDACHI Maroin, M. AMBROZIEWICZ Jean Marc, M. AMROUNI Karim (à partir de 17h05), M. ANDRIES Jean Philippe, Mme. AUBRY Martine (à partir de 17h09), Mme. BADERI Anissa (pouvoir à Mme RODES Estelle à partir de 20h02), M. BAERT Dominique, Mme. BALMELLE Faustine (à partir de 17h00), M. BALY Stéphane, Mme. BECUE Doriane, M. BEHARELLE Pierre, M. BELABBES Hiazid (à partir de 17h10), Mme. BELGACEM Nadia (à partir de 17h09), M. BEZIRARD Alain (à partir de 17h14), M. BLONDEAU Alain, M. BOCQUET Eric, Mme. BODIER Élisabeth, M. BONNET Xavier, M. BONTE Thierry, M. BORREWATER Michel, M. BOUCHE Nicolas (à partir de 17h19), Mme. BRANQUART Anne-Sophie, M. BREHON Raphaël, Mme. BRESSON Marie Pierre (à partir de 17h03), M. BROGNIART Sébastien, Mme. BRULANT-FORTIN Ingrid (à partir de 17h08), Mme. BRUN Charlotte, M. BUISSE Jean Louis, M. BUYSSECHAERT Eric, M. CADART François Xavier, M. CAMBIEN Alain, M. CANESSE Pierre, M. CAREMELLE Olivier, Mme. CASIER Carole, M. CASTELAIN Damien, M. CATHELAIN Loïc (à partir de 17h04), M. CAUCHE Régis, M. CAUDRON Christophe, M. CAUDRON Gérard (à partir de 17h12), M. CHALAH Mehdi (à partir de 17h08), Mme. CHANTELOUP Fabienne, M. CHARPENTIER Raphaël (à partir de 17h12), Mme. COEVOET Barbara, M. COLIN Michel, M. CORBILLON Matthieu, M. COSTEUR Sébastien (à partir de 17h51), M. CREPEL Jérémie, M. DARMANIN Gérald (à partir de 17h06 et pouvoir à Mme BECUE Doriane à partir de 20h14), M. DAVID BROCHEN Martin, M. DEBEER Bernard (à partir de 17h07), M. DEHAUT Bernard, Mme. DELACROIX Sylviane, M. DELANGHE Yann, M. DELBAR Guillaume (à partir de 17h08), M. DELEBARRE Patrick (à partir de 17h08), M. DELEPAUL Michel, M. DENDIEVEL Stanislas, Mme. DEPREZ-LEFEBVRE Thérèse (à partir de 17h25), M. DESBONNET Christophe (à partir de 17h20), M. DESLANDES Arnaud (à partir de 17h36), M. DESMETTRE Pierre-Henri, M. DETERPIGNY Nicolas, Mme. DOIGNIES Rosemonde, Mme. DOMRAULT TANGUY Carole, M. DOUFFI Ali (à partir de 17h05), M. DUBOIS André Luc, M. DUFOUR Didier, M. DURAND Eric (à partir de 17h11), Mme. DURET Bérengére (à partir de 17h14), M. ELEGEEST Rudy, M. FITAMANT Sébastien (à partir de 17h15), M. FLINOIS Jean-Claude, Mme. GANTIEZ Dominique, M. GARCIN Alexandre, Mme. GAUTIER Marion (à partir de 17h09), M. GEENENS Patrick, M. GERARD Bernard (à partir de 17h14), M. GHERBI Franck, Mme. GILME Sylvie, Mme. GIRARD Maryvonne (à partir de 17h07), Mme. GLADYSZ-SEBILLE Magali, Mme. GOFFARD Anne, M. GONCE Alain (à partir de 17h06), Mme. GOUBE Françoise (à partir de 17h13), M. GRAS Christophe, M. GUILLON Philippe, M. HAESEBROECK Bernard (à partir de 17h04), Mme. HALLYNCK Rose-Marie, M. HANOH Franck (à partir de 17h09), M. HAYART Daniel, M. HOUSET Alexis (à partir de 17h31), M. HUTCHINSON Yvan (à partir de 17h08), Mme. JANSSENS Marie-Pierre, Mme. KHATIR Saliha (à partir de 17h27), Mme. KRAMARZ Marie-José, M. LEBARGY Louis Pascal, M. LECLERCQ Alain (à partir de 17h06), M. LEDE Jean-Marie, Mme. LEFEBVRE Catherine, M. LEFEBVRE Frédéric, M. LEFEBVRE Joseph (à partir de 17h02), M. LEGRAND Dominique, M. LEGRAND Jean François, M. LENFANT Henri, M. LEPRETRE Sébastien (à partir de 17h09), M. LEWILLE Christian, M. LIENART Christophe (à partir de 17h15), M. LIMOUSIN Philippe (à partir de 17h05), Mme. LINKENHELD Audrey, M. LOUZANI Karim, M. MANIER Didier, M. MARCY Louis, Mme. MASSE Marie Elisabeth (à partir de 17h12), Mme. MASSIET Violette (à partir de 17h07), M. MASSON Jean-Gabriel, M. MATHON Christian, M. MAYOR Gérard, Mme. MAZZOLINI Sylvie, M. MENAULT Jean-Claude, M. MINARD Frédéric (à partir de 17h06), Mme. MOENECLAEY Hélène, M. MOLLE Jean Michel, Mme. MOREAUX Maryse, M. MOUVEAU Eric, Mme. NIREL Marie-Noëlle, Mme. OSSON Catherine (à partir de 17h25), Mme. PARIS Isabelle (à partir de 17h05), M. PAU André, M. PAURON Eric, M. PETRONIN Yvon, M. PICK Max André (à partir de 17h05), Mme. PIERRE-RENARD Dominique, M. PILETTE Julien (à partir de 17h04), M. PLANCKE Ghislain, M. PLOUY Michel (à partir de 17h02), M. PLUSS Alain (à partir de 17h03), Mme. POLLET Isabelle (à partir de 17h03), M. POSMYK Pierre, M. PROISY Ludovic, M. PROISY Patrick (à

partir de 17h06), Mme. RENGOT Marielle, M. RICHIR Jacques, Mme. RODES Estelle (à partir de 18h22), M. ROLLAND Thierry (à partir de 17h23), Mme. ROUSSEL Hélène (à partir de 17h01), Mme. RUBIO-COQUEMPOT Barbara, Mme. SEDOU Nathalie (à partir de 17h00), Mme. SEGARD Pauline (à partir de 17h02), M. SKYRONKA Eric, M. SONNTAG Pierre, Mme. STANIEC-WAVRANT Marie-Christine (à partir de 17h06), M. TALPAERT Franck, Mme. THOMAS Laetitia (à partir de 17h02), Mme. TONNERRE-DESMET Marie (à partir de 17h04), M. TURPIN Olivier, M. VERCAMER Francis (à partir de 17h04), M. VERIN Jean-Philippe, M. VICOT Roger (pouvoir à Mme. RENGOT Marielle de 17h16 à 17h18 et pouvoir à Mme. LINKENHELD Audrey de 17h18 à 18h04), Mme. VOITURIEZ Anne, M. VUYLSTEKER Jean-Marie (à partir de 17h24), M. WOLFCARIUS Loïc, Mme. ZOUGGAGH Karima (à partir de 17h30).

Élus absents ayant donné pouvoir (24) :

Mme. BARISEAU Florence (pouvoir à M. GARCIN Alexandre à partir de 17h00), M. BRAURE Damien (pouvoir à M. LEGRAND Jean François à partir de 17h00), M. CABAYE Maxime (pouvoir à M. DESBONNET Christophe à partir de 17h20), M. CAUDERLIER Frédéric (pouvoir à Mme. MOENECLAEY Hélène à partir de 17h00), Mme. DE SMEDT Myriam (pouvoir à M. FITAMANT Sébastien à partir de 17h15), Mme. DEBOOSERE Eglantine (pouvoir à M. BUYSSECHAERT Eric à partir de 17h00), M. DESMET Rodrigue (pouvoir à M. CAUCHE Régis à partir de 17h00), M. DESTAILLEUR Jean-Christophe (pouvoir à M. CATHELAIN Loïc à partir de 17h04), Mme. DUCRET Stéphanie (pouvoir à M. PLANCKE Ghislain à partir de 17h00), M. DUCROCQ Jacques (pouvoir à M. AMBROZIEWICZ Jean Marc à partir de 17h00), Mme. DUHAMEL Vanessa (pouvoir à Mme. BRULANT Ingrid à partir de 17h08), Mme. FURNE Dominique (pouvoir à M. COSTEUR Sébastien à partir de 17h51), M. GADAUT Henri (pouvoir à M. BAERT Dominique à partir de 17h00), M. HEIREMANS David (pouvoir à M. LEFEBVRE Joseph à partir de 17h02), M. MAENHOUT Peter (pouvoir à M. DOUFFI Ali à partir de 17h05), Mme. MARIAGE-DESREUX Isabelle (pouvoir à Mme. BRANQUART Anne-Sophie à partir de 17h00), Mme. MEZOUANE-RAHMI Nabella (pouvoir à M. LEFEBVRE Frédéric à partir de 17h00), M. MONTOIS Jacques (pouvoir à M. BLONDEAU Alain à partir de 17h00), M. PASTOUR Jacques (pouvoir à Mme. GOUBE Françoise à partir de 17h13), Mme. PONCHAUX Danièle (pouvoir à Mme. POLLET Isabelle à partir de 17h03), M. PROKOPOWICZ Charles Alexandre (pouvoir à M. CAUDRON Christophe à partir de 17h00), Mme. SABE Sarah (pouvoir à Mme. BRUN Charlotte à partir de 17h00), M. TAISNE Arnaud (pouvoir à M. DAVID BROCHEN Martin à partir de 17h00), Mme. WENDERBECQ Ghislaine (pouvoir à Mme. GLADYSZ Magali à partir de 17h00).

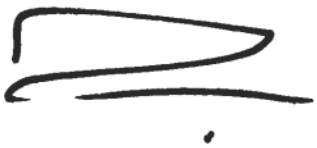
Élus absents () :

.

Le quorum étant atteint, le Conseil de la MEL peut valablement délibérer.

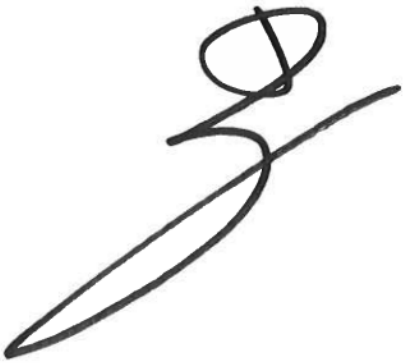
Le Secrétaire de séance

Nicolas DETERPIGNY



Le Président de la Métropole Européenne de Lille

Damien CASTELAIN



Ce document a été signé numériquement le 23/12/2024
La version numérique est disponible auprès des services de la Métropole européenne de Lille

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 20009320100024	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT 06 Groupements de collectivités METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE

POSTE COMPTABLE DE : le Trésorier de la MEL

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Décision modificative 2 (2)

BUDGET : Budget Assainissement (3)

ANNEE 2024

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.
(2) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 23/12/2024
Arnaud Hicter

24-C-0385

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget — Sans Objet

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections — 3
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres — 4
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres — 6
B1 - Balance générale du budget - Dépenses — 8
B2 - Balance générale du budget - Recettes — 9

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses — 11
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes — 13
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses — 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes — 17
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles — 19

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie — Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette — Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux — Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours — Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture — Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes — Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements — Sans Objet
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations — Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions — Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières — Sans Objet
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses — Sans Objet
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes — Sans Objet
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) — Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) — Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) — Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) — Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées — Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers — Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie — Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt — Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget — Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail — Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat — Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés — Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus — Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents — Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents — Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel — Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie — Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) — Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) — Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures — 20

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	153 300,00	153 300,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	153 300,00	153 300,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	86 581,97	86 581,97
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	86 581,97	86 581,97

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	239 881,97	239 881,97

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES — A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	54 651 203,80	0,00	0,00	0,00	54 651 203,80
012	Charges de personnel, frais assimilés	15 448 284,37	0,00	0,00	0,00	15 448 284,37
014	Atténuations de produits	111 000,00	0,00	0,00	0,00	111 000,00
65	Autres charges de gestion courante	120 010,00	0,00	-74 900,00	-74 900,00	45 110,00
Total des dépenses de gestion des services		**70 330 498,17**	**0,00**	**-74 900,00**	**-74 900,00**	**70 255 598,17**
66	Charges financières	1 405 176,00	0,00	105 818,03	105 818,03	1 510 994,03
67	Charges exceptionnelles	675 500,00	0,00	-10 000,00	-10 000,00	665 500,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		45 800,00	45 800,00	45 800,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**72 411 174,17**	**0,00**	**66 718,03**	**66 718,03**	**72 477 892,20**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*66 460 652,11*		*86 581,97*	*86 581,97*	*66 547 234,08*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*31 843 492,20*		*26 433,00*	*0,00*	*31 843 492,20*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***98 304 144,31***		***113 014,97***	***86 581,97***	***98 390 726,28***
TOTAL		**170 715 318,48**	**0,00**	**179 733,00**	**153 300,00**	**170 868 618,48**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**170 868 618,48**

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	106 210 000,00	0,00	0,00	0,00	106 210 000,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	3 500 000,00	0,00	0,00	0,00	3 500 000,00
75	Autres produits de gestion courante	10,00	0,00	0,00	0,00	10,00
Total des recettes de gestion des services		**109 710 010,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**109 710 010,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	475 190,00	0,00	0,00	0,00	475 190,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		153 300,00	153 300,00	153 300,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**110 185 200,00**	**0,00**	**153 300,00**	**153 300,00**	**110 338 500,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*3 413 847,00*		*0,00*	*0,00*	*3 413 847,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***3 413 847,00***		***0,00***	***0,00***	***3 413 847,00***
TOTAL		**113 599 047,00**	**0,00**	**153 300,00**	**153 300,00**	**113 752 347,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**57 116 271,48**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**170 868 618,48**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	**94 976 879,28**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	5 025 164,35	0,00	0,00	0,00	5 025 164,35
21	Immobilisations corporelles	6 305 019,72	0,00	0,00	0,00	6 305 019,72
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	74 805 222,86	0,00	86 581,97	86 581,97	74 891 804,83
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**86 135 406,93**	**0,00**	**86 581,97**	**86 581,97**	**86 221 988,90**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	10 701 000,00	0,00	0,00	0,00	10 701 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**10 701 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 701 000,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**175 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**175 000,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**97 011 406,93**	**0,00**	**86 581,97**	**86 581,97**	**97 097 988,90**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*3 413 847,00*		*0,00*	*0,00*	*3 413 847,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*2 550 000,00*		*0,00*	*0,00*	*2 550 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***5 963 847,00***		***0,00***	***0,00***	***5 963 847,00***
TOTAL		**102 975 253,93**	**0,00**	**86 581,97**	**86 581,97**	**103 061 835,90**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**8 313 443,80**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**111 375 279,70**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	1 795 450,00	0,00	0,00	0,00	1 795 450,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	250 000,00	0,00	0,00	0,00	250 000,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**2 045 450,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 045 450,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	8 289 103,42	0,00	0,00	0,00	8 289 103,42
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**8 289 103,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 289 103,42**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**100 000,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**10 434 553,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 434 553,42**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*66 460 652,11*		*86 581,97*	*86 581,97*	*66 547 234,08*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*31 843 492,20*		*26 433,00*	*0,00*	*31 843 492,20*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*2 550 000,00*		*0,00*	*0,00*	*2 550 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***100 854 144,31***		***113 014,97***	***86 581,97***	***100 940 726,28***
TOTAL		**111 288 697,73**	**0,00**	**113 014,97**	**86 581,97**	**111 375 279,70**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**111 375 279,70**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**94 976 879,28**

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	0,00		0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	-74 900,00		-74 900,00
66	Charges financières	105 818,03	*0,00*	105 818,03
67	Charges exceptionnelles	-10 000,00	*0,00*	-10 000,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	45 800,00	*0,00*	45 800,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*86 581,97*	86 581,97
	Dépenses d'exploitation – Total	**66 718,03**	***86 581,97***	**153 300,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**153 300,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	86 581,97	0,00	86 581,97
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**86 581,97**	***0,00***	**86 581,97**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**86 581,97**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	153 300,00	*0,00*	153 300,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes d'exploitation – Total	**153 300,00**	***0,00***	**153 300,00**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	153 300,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*86 581,97*	86 581,97
	Recettes d'investissement – Total	**0,00**	***86 581,97***	**86 581,97**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	86 581,97

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**54 651 203,80**	**0,00**	**0,00**
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	3 939 298,00	0,00	0,00
6062	Produits de traitement	161 000,00	0,00	0,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	827 000,00	0,00	0,00
611	Sous-traitance générale	23 244 394,00	0,00	0,00
6137	Redevances, droits de passage, servitude	80 000,00	0,00	0,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	10 321 857,00	0,00	0,00
61523	Entretien, réparations réseaux	8 850 000,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	170 547,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	318 820,00	0,00	0,00
6222	Commissions recouvrement redevance	535 280,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	9 400,00	0,00	0,00
6238	Divers	10 000,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	70 050,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	8 870,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	22 000,00	0,00	0,00
62871	Remb. frais à la coll. de rattachement	4 868 877,80	0,00	0,00
6288	Autres	170 000,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	89 000,00	0,00	0,00
6356	Redevances occupat° domaine public	31 530,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	0,00	0,00	0,00
6378	Autres taxes et redevances	923 280,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**15 448 284,37**	**0,00**	**0,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	3 574 272,37	0,00	0,00
6331	Versement de mobilité	116 799,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	29 477,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	64 304,00	0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	17 686,00	0,00	0,00
6411	Salaires, appointements, commissions	6 121 778,55	0,00	0,00
6413	Primes et gratifications	2 488 333,00	0,00	0,00
6415	Supplément familial	96 490,32	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	608 385,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	1 870 019,00	0,00	0,00
6458	Cotisat° autres organismes sociaux	22 506,00	0,00	0,00
6471	Prestations directes	362 831,00	0,00	0,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	57 456,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	17 947,13	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**111 000,00**	**0,00**	**0,00**
701249	Reversement redevance agence de l'eau	5 000,00	0,00	0,00
706129	Reverst redevance modernisat° agence eau	106 000,00	0,00	0,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**120 010,00**	**-74 900,00**	**-74 900,00**
6541	Créances admises en non-valeur	80 000,00	-74 900,00	-74 900,00
6542	Créances éteintes	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00
6588	Autres ch. diverses de gestion courante	40 010,00	0,00	0,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**70 330 498,17**	**-74 900,00**	**-74 900,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**1 405 176,00**	**105 818,03**	**105 818,03**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	1 500 000,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-94 824,00	105 818,03	105 818,03
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**675 500,00**	**-10 000,00**	**-10 000,00**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	84 000,00	0,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	80 000,00	-10 000,00	-10 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	260 000,00	0,00	0,00
6742	Subventions exceptionnelles d'équipement	51 500,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	200 000,00	0,00	0,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**45 800,00**	**45 800,00**
6815	Dot. prov. pour risques exploitat°	0,00	28 200,00	28 200,00
6817	Dot. dépréc. actifs circulants	0,00	17 600,00	17 600,00
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**72 411 174,17**	**66 718,03**	**66 718,03**

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
023	***Virement à la section d'investissement***	***66 460 652,11***	***86 581,97***	***86 581,97***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***31 843 492,20***	***26 433,00***	***0,00***
675	*Valeur comptable éléments d'actif cédés*	*1 305,00*	*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*31 664 520,20*	*26 433,00*	*0,00*
6812	*Dot. amort. Charges exploit. à répartir*	*177 667,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***98 304 144,31***	***113 014,97***	***86 581,97***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***98 304 144,31***	***113 014,97***	***86 581,97***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**170 715 318,48**	**179 733,00**	**153 300,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**153 300,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	461 322,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	450 327,97
= Différence ICNE N – ICNE N-1	10 994,03

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 4 et en M. 43.

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**106 210 000,00**	**0,00**	**0,00**
701241	Redevance pollution d'origine domestique	5 000,00	0,00	0,00
704	Travaux	1 150 000,00	0,00	0,00
70611	Redevance d'assainissement collectif	91 060 000,00	0,00	0,00
706121	Redevance modernisation des réseaux	50 000,00	0,00	0,00
70613	Participations assainissement collectif	5 950 000,00	0,00	0,00
7062	Redevances assainissement non collectif	200 000,00	0,00	0,00
7063	Contrib. communes, etab.pub.(eaux pluv.)	6 000 000,00	0,00	0,00
7068	Autres prestations de services	1 795 000,00	0,00	0,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**3 500 000,00**	**0,00**	**0,00**
741	Primes d'épuration	3 500 000,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**10,00**	**0,00**	**0,00**
7588	Autres	10,00	0,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**109 710 010,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**475 190,00**	**0,00**	**0,00**
7711	Dédits et pénalités perçus	25 000,00	0,00	0,00
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	445 000,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	5 190,00	0,00	0,00
778	Autres produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**153 300,00**	**153 300,00**
7815	Rep. prov. charges d'exploitat°	0,00	5 000,00	5 000,00
7817	Rep. dépréciat°. actifs circulants	0,00	148 300,00	148 300,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**110 185 200,00**	**153 300,00**	**153 300,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***3 413 847,00***	***0,00***	***0,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*3 413 847,00*	*0,00*	*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***3 413 847,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**113 599 047,00**	**153 300,00**	**153 300,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**153 300,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**5 025 164,35**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	4 633 594,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions et droits assimilés	391 570,35	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**6 305 019,72**	**0,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	3 690 700,00	0,00	0,00
21351	Aménagement Bâtiments d'exploitation	0,00	0,00	0,00
2154	Matériel industriel	1 154 110,77	0,00	0,00
21562	Service d'assainissement	1 210 208,95	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	250 000,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**74 805 222,86**	**86 581,97**	**86 581,97**
2312	Terrains	15 000,00	0,00	0,00
2313	Constructions	42 031 572,86	86 581,97	86 581,97
2315	Installat°, matériel et outillage techni	32 258 650,00	0,00	0,00
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo. incorp.	500 000,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**86 135 406,93**	**86 581,97**	**86 581,97**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**10 701 000,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	4 200 000,00	0,00	0,00
1678	Autres dettes condit° particulières	5 750 000,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	678 000,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	73 000,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**10 701 000,00**	**0,00**	**0,00**
458101	Aides déléguées de l'Agence de l'Eau (dépenses) (6)	175 000,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**175 000,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**97 011 406,93**	**86 581,97**	**86 581,97**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***3 413 847,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***3 413 847,00***	***0,00***	***0,00***
139111	*Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau*	*1 788 746,00*	*0,00*	*0,00*
139118	*Sub. équipt cpte résult. Autres*	*513 885,00*	*0,00*	*0,00*
13912	*Sub. équipt cpte résult. Régions*	*4 161,00*	*0,00*	*0,00*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*144,00*	*0,00*	*0,00*
13914	*Sub. équipt cpte résult. Communes*	*4 470,00*	*0,00*	*0,00*
13915	*Sub. équipt cpte résult.Groupements*	*86 033,00*	*0,00*	*0,00*
13917	*Sub. équipt cpte résult.Budget communaut*	*27 140,00*	*0,00*	*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*971 398,00*	*0,00*	*0,00*
13933	*Sub. transf cpte résult. P.A.E.*	*17 870,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***2 550 000,00***	***0,00***	***0,00***
1678	*Autres dettes condit° particulières*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2313	*Constructions*	*2 000 000,00*	*0,00*	*0,00*
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*550 000,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***5 963 847,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**102 975 253,93**	**86 581,97**	**86 581,97**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**86 581,97**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**1 795 450,00**	**0,00**	**0,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	1 795 450,00	0,00	0,00
13118	Autres Subv. Équipt Etat	0,00	0,00	0,00
1317	Subv. équipt Budget communautaire, FS	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**250 000,00**	**0,00**	**0,00**
1678	Autres dettes condit° particulières	250 000,00	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21532	Réseaux d'assainissement	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**2 045 450,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**8 289 103,42**	**0,00**	**0,00**
1068	Autres réserves	8 289 103,42	0,00	0,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**8 289 103,42**	**0,00**	**0,00**
458201	Aides déléguées de l'Agence de l'Eau (recettes) (5)	100 000,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**100 000,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**10 434 553,42**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***66 460 652,11***	***86 581,97***	***86 581,97***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***31 843 492,20***	***26 433,00***	***0,00***
2111	*Terrains nus*	*1 305,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*49 897,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*1 118 757,00*	*0,00*	*0,00*
28121	*Aménagement Terrains nus*	*74 835,00*	*0,00*	*0,00*
28125	*Aménagement Terrains bâtis*	*344 330,00*	*0,00*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*6 657 892,20*	*26 433,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*970 128,00*	*0,00*	*0,00*
28138	*Aménagement Autres constructions*	*37 475,00*	*0,00*	*0,00*
28145	*Aménagements construction sol d'autrui*	*8 582,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*1 933 806,00*	*0,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*18 324 950,00*	*0,00*	*0,00*
28154	*Matériel industriel*	*413 031,00*	*0,00*	*0,00*
28155	*Outillage industriel*	*8 815,00*	*0,00*	*0,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*1 430 013,00*	*0,00*	*0,00*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*431,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*2 945,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres*	*288 633,00*	*0,00*	*0,00*
4818	*Charges à étaler*	*177 667,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		***98 304 144,31***	***113 014,97***	***86 581,97***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***2 550 000,00***	***0,00***	***0,00***
13111	*Subv. équipt Agence de l'eau*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2031	*Frais d'études*	*2 000 000,00*	*0,00*	*0,00*
238	*Avances commandes immo. incorp.*	*550 000,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL RECETTES D'ORDRE		***100 854 144,31***	***113 014,97***	***86 581,97***
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		**111 288 697,73**	**113 014,97**	**86 581,97**

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)	**0,00**

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
				=
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			**86 581,97**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 188
Nombre de membres présents : 163
Nombre de suffrages exprimés : 187
VOTES :
Pour : 178
Contre : 0
Abstentions : 9

Date de convocation : 13/12/2024

Présenté par (1) le premier vice président délégué pour le président,
A Lille le 20/12/2024
(1) le premier vice président délégué pour le président,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session de la Métropole Européenne de Lille
A Lille, le 20/12/2024
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

.

Certifié exécutoire par (1) le premier vice président délégué pour le président, compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,…

(2) L'assemblée délibérante étant : du conseil métropolitain.

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Pour rendu exécutoire

Publié le 24/12/2024

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 23/12/2024
Arnaud FICOT

24-C-0386

Séance du vendredi 20 décembre 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

BUDGET ANNEXE CREMATORIUMS - DECISION MODIFICATIVE N°2 - EXERCICE 2024

I. Exposé des motifs

La décision modificative n°2 permet d'ajuster les crédits ouverts suite au vote du budget primitif 2024, du budget supplémentaire 2024 et de la décision modificative n°1.

La décision modificative (DM) n°2 de l'exercice 2024 du budget annexe Crématoriums augmente la masse budgétaire globale de 0,5M€.

Cette masse globale (mouvements réels et mouvements d'ordre) s'élève à 10,4M€ et se répartit de la manière suivante :

- section de fonctionnement : 5,5M€, soit 52,5% ;
- section d'investissement : 4,9M€, soit 47,5%.

Section de fonctionnement :

En dépenses, la DM n°2 porte une diminution de -6 728 € des crédits concernant :

- - 6 628 € pour la régularisation des inscriptions des ICNE (intérêts courus non échus),
- -100 € relatifs aux diverses opérations comptables dont notamment les apurements de rattachements et les titres annulés sur exercices antérieurs,

En conséquence, le virement d'autofinancement (dépense d'ordre) à la section d'investissement est ajusté de +6 728 €.

Section d'investissement :

En section d'investissement, la DM n°2 porte une augmentation de 0,5M€ des crédits 2024 résultant de l'inscription comptable de 0,5M€, équilibrée en dépenses et recettes, liée à la gestion de la dette.

La diminution de l'autofinancement de 6 728 € conduit à ajuster à due concurrence le montant dédié aux opérations futures.

La balance ci-annexée rappelle, par section, l'équilibre général du budget primitif, du budget supplémentaire, de la DM n°1 et de la DM n°2 de l'exercice 2024.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Gouvernance, Finances, Eval. Politiques publiques, Administration, RH consultée, le Conseil de la Métropole décide :

D'approuver la décision modificative n° 2, telle qu'elle figure en annexe.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
Le groupe Métropole Ecologiste Citoyenne et Solidaire s'étant abstenu.

Budget Crématoriums

Dépenses

Section	Chap.	Libellé chapitre	BP+BS+DM1 Réel	DM2 Réel	Total	BP+BS+DM1 Ordre	DM2 Ordre	Total	BP+BS+DM1 Réel et Ordre	DM2 Réél et Ordre	Total Réel et Ordre
Investissement	041	Opérations patrimoniales				30 000	0	30 000	30 000	0	30 000
	16	Emprunts et dettes assimilées	200 000	504 525	704 525				200 000	504 525	704 525
	20	Immobilisations incorporelles	275 083	0	275 083				275 083	0	275 083
	21	Immobilisations corporelles	231 340	0	231 340				231 340	0	231 340
	23	Immobilisations en cours	3 695 176	6 728	3 701 904				3 695 176	6 728	3 701 904
		Somme :	**4 401 599**	**511 252**	**4 912 851**	**30 000**	**0**	**30 000**	**4 431 599**	**511 252**	**4 942 851**
Fonctionnement	011	Charges à caractère général	1 662 084	0	1 662 084				1 662 084	0	1 662 084
	012	Charges de personnel et frais assimilés	999 092	0	999 092				999 092	0	999 092
	023	Virement à la section d'investissement				2 232 522	6 728	2 239 249	2 232 522	6 728	2 239 249
	042	Opérations d'ordre de transfert entre sections				405 003	0	405 003	405 003	0	405 003
	65	Autres charges de gestion courante	110	-100	10				110	-100	10
	66	Charges financières	104 153	-6 628	97 525				104 153	-6 628	97 525
	67	Charges exceptionnelles	58 311	0	58 311				58 311	0	58 311
		Somme :	**2 823 749**	**-6 728**	**2 817 022**	**2 637 525**	**6 728**	**2 644 252**	**5 461 274**	**0**	**5 461 274**
		Total général	**7 225 348**	**504 525**	**7 729 873**	**2 667 525**	**6 728**	**2 674 252**	**9 892 873**	**511 252**	**10 404 125**

Recettes

Section	Chap.	Libellé chapitre	BP+BS+DM1 Réel	DM2 Réel	Total	BP+BS+DM1 Ordre	DM2 Ordre	Total	BP+BS+DM1 Réel et Ordre	DM2 Réél et Ordre	Total Réel et Ordre
Investissement	001	Solde d'exécution de la section d'investis	18 976	0	18 976				18 976	0	18 976
	021	Virement de la section d'exploitation				2 232 522	6 728	2 239 249	2 232 522	6 728	2 239 249
	040	Opérations d'ordre de transfert entre sections				405 003	0	405 003	405 003	0	405 003
	041	Opérations patrimoniales				30 000	0	30 000	30 000	0	30 000
	10	Dotations, fonds divers et réserves	249 623	0	249 623				249 623	0	249 623
	16	Emprunts et dettes assimilées	1 495 475	504 525	2 000 000				1 495 475	504 525	2 000 000
		Somme :	**1 764 074**	**504 525**	**2 268 599**	**2 667 525**	**6 728**	**2 674 252**	**4 431 599**	**511 252**	**4 942 851**
Fonctionnement	002	Résultat d'exploitation reporté	2 605 489	0	2 605 489				2 605 489	0	2 605 489
	70	Ventes de produits fabriqués, prestations	2 619 375	0	2 619 375				2 619 375	0	2 619 375
	75	Autres produits de gestion courante	10	0	10				10	0	10
	77	Produits exceptionnels	236 400	0	236 400				236 400	0	236 400
		Somme :	**5 461 274**	**0**	**5 461 274**				**5 461 274**	**0**	**5 461 274**
		Total général	**7 225 348**	**504 525**	**7 729 873**	**2 667 525**	**6 728**	**2 674 252**	**9 892 873**	**511 252**	**10 404 125**

Réunion du CONSEIL du 20/12/2024

Nombre de membres en exercice : 188
Quorum minimum requis : 95
Date de la convocation à la réunion : 13/12/2024

Président : CASTELAIN Damien
(Secrétaire de Séance : DETERPIGNY Nicolas)

Présents (164) :

M. ACHIBA Salim (pouvoir à Mme. DURET Bérengére de 17h14 à 18h05), M. AGBEGNA Kwami, M. AL- DANDACHI Maroin, M. AMBROZIEWICZ Jean Marc, M. AMROUNI Karim (à partir de 17h05), M. ANDRIES Jean Philippe, Mme. AUBRY Martine (à partir de 17h09), Mme. BADERI Anissa (pouvoir à Mme RODES Estelle à partir de 20h02), M. BAERT Dominique, Mme. BALMELLE Faustine (à partir de 17h00), M. BALY Stéphane, Mme. BECUE Doriane, M. BEHARELLE Pierre, M. BELABBES Hiazid (à partir de 17h10), Mme. BELGACEM Nadia (à partir de 17h09), M. BEZIRARD Alain (à partir de 17h14), M. BLONDEAU Alain, M. BOCQUET Eric, Mme. BODIER Élisabeth, M. BONNET Xavier, M. BONTE Thierry, M. BORREWATER Michel, M. BOUCHE Nicolas (à partir de 17h19), Mme. BRANQUART Anne-Sophie, M. BREHON Raphaël, Mme. BRESSON Marie Pierre (à partir de 17h03), M. BROGNIART Sébastien, Mme. BRULANT-FORTIN Ingrid (à partir de 17h08), Mme. BRUN Charlotte, M. BUISSE Jean Louis, M. BUYSSECHAERT Eric, M. CADART François Xavier, M. CAMBIEN Alain, M. CANESSE Pierre, M. CAREMELLE Olivier, Mme. CASIER Carole, M. CASTELAIN Damien, M. CATHELAIN Loïc (à partir de 17h04), M. CAUCHE Régis, M. CAUDRON Christophe, M. CAUDRON Gérard (à partir de 17h12), M. CHALAH Mehdi (à partir de 17h08), Mme. CHANTELOUP Fabienne, M. CHARPENTIER Raphaël (à partir de 17h12), Mme. COEVOET Barbara, M. COLIN Michel, M. CORBILLON Matthieu, M. COSTEUR Sébastien (à partir de 17h51), M. CREPEL Jérémie, M. DARMANIN Gérald (à partir de 17h06 et pouvoir à Mme BECUE Doriane à partir de 20h14), M. DAVID BROCHEN Martin, M. DEBEER Bernard (à partir de 17h07), M. DEHAUT Bernard, Mme. DELACROIX Sylviane, M. DELANGHE Yann, M. DELBAR Guillaume (à partir de 17h08), M. DELEBARRE Patrick (à partir de 17h08), M. DELEPAUL Michel, M. DENDIEVEL Stanislas, Mme. DEPREZ-LEFEBVRE Thérèse (à partir de 17h25), M. DESBONNET Christophe (à partir de 17h20), M. DESLANDES Arnaud (à partir de 17h36), M. DESMETTRE Pierre-Henri, M. DETERPIGNY Nicolas, Mme. DOIGNIES Rosemonde, Mme. DOMRAULT TANGUY Carole, M. DOUFFI Ali (à partir de 17h05), M. DUBOIS André Luc, M. DUFOUR Didier, M. DURAND Eric (à partir de 17h11), Mme. DURET Bérengére (à partir de 17h14), M. ELEGEEST Rudy, M. FITAMANT Sébastien (à partir de 17h15), M. FLINOIS Jean-Claude, Mme. GANTIEZ Dominique, M. GARCIN Alexandre, Mme. GAUTIER Marion (à partir de 17h09), M. GEENENS Patrick, M. GERARD Bernard (à partir de 17h14), M. GHERBI Franck, Mme. GILME Sylvie, Mme. GIRARD Maryvonne (à partir de 17h07), Mme. GLADYSZ-SEBILLE Magali, Mme. GOFFARD Anne, M. GONCE Alain (à partir de 17h06), Mme. GOUBE Françoise (à partir de 17h13), M. GRAS Christophe, M. GUILLON Philippe, M. HAESEBROECK Bernard (à partir de 17h04), Mme. HALLYNCK Rose-Marie, M. HANOH Franck (à partir de 17h09), M. HAYART Daniel, M. HOUSET Alexis (à partir de 17h31), M. HUTCHINSON Yvan (à partir de 17h08), Mme. JANSSENS Marie-Pierre, Mme. KHATIR Saliha (à partir de 17h27), Mme. KRAMARZ Marie-José, M. LEBARGY Louis Pascal, M. LECLERCQ Alain (à partir de 17h06), M. LEDE Jean-Marie, Mme. LEFEBVRE Catherine, M. LEFEBVRE Frédéric, M. LEFEBVRE Joseph (à partir de 17h02), M. LEGRAND Dominique, M. LEGRAND Jean François, M. LENFANT Henri, M. LEPRETRE Sébastien (à partir de 17h09), M. LEWILLE Christian, M. LIENART Christophe (à partir de 17h15), M. LIMOUSIN Philippe (à partir de 17h05), Mme. LINKENHELD Audrey, M. LOUZANI Karim, M. MANIER Didier, M. MARCY Louis, Mme. MASSE Marie Elisabeth (à partir de 17h12), Mme. MASSIET Violette (à partir de 17h07), M. MASSON Jean-Gabriel, M. MATHON Christian, M. MAYOR Gérard, Mme. MAZZOLINI Sylvie, M. MENAULT Jean-Claude, M. MINARD Frédéric (à partir de 17h06), Mme. MOENECLAEY Hélène, M. MOLLE Jean Michel, Mme. MOREAUX Maryse, M. MOUVEAU Eric, Mme. NIREL Marie-Noëlle, Mme. OSSON Catherine (à partir de 17h25), Mme. PARIS Isabelle (à partir de 17h05), M. PAU André, M. PAURON Eric, M. PETRONIN Yvon, M. PICK Max André (à partir de 17h05), Mme. PIERRE-RENARD Dominique, M. PILETTE Julien (à partir de 17h04), M. PLANCKE Ghislain, M. PLOUY Michel (à partir de 17h02), M. PLUSS Alain (à partir de 17h03), Mme. POLLET Isabelle (à partir de 17h03), M. POSMYK Pierre, M. PROISY Ludovic, M. PROISY Patrick (à

partir de 17h06), Mme. RENGOT Marielle, M. RICHIR Jacques, Mme. RODES Estelle (à partir de 18h22), M. ROLLAND Thierry (à partir de 17h23), Mme. ROUSSEL Hélène (à partir de 17h01), Mme. RUBIO-COQUEMPOT Barbara, Mme. SEDOU Nathalie (à partir de 17h00), Mme. SEGARD Pauline (à partir de 17h02), M. SKYRONKA Eric, M. SONNTAG Pierre, Mme. STANIEC-WAVRANT Marie-Christine (à partir de 17h06), M. TALPAERT Franck, Mme. THOMAS Laetitia (à partir de 17h02), Mme. TONNERRE-DESMET Marie (à partir de 17h04), M. TURPIN Olivier, M. VERCAMER Francis (à partir de 17h04), M. VERIN Jean-Philippe, M. VICOT Roger (pouvoir à Mme. RENGOT Marielle de 17h16 à 17h18 et pouvoir à Mme. LINKENHELD Audrey de 17h18 à 18h04), Mme. VOITURIEZ Anne, M. VUYLSTEKER Jean-Marie (à partir de 17h24), M. WOLFCARIUS Loïc, Mme. ZOUGGAGH Karima (à partir de 17h30).

Élus absents ayant donné pouvoir (24) :

Mme. BARISEAU Florence (pouvoir à M. GARCIN Alexandre à partir de 17h00), M. BRAURE Damien (pouvoir à M. LEGRAND Jean François à partir de 17h00), M. CABAYE Maxime (pouvoir à M. DESBONNET Christophe à partir de 17h20), M. CAUDERLIER Frédéric (pouvoir à Mme. MOENECLAEY Hélène à partir de 17h00), Mme. DE SMEDT Myriam (pouvoir à M. FITAMANT Sébastien à partir de 17h15), Mme. DEBOOSERE Eglantine (pouvoir à M. BUYSSECHAERT Eric à partir de 17h00), M. DESMET Rodrigue (pouvoir à M. CAUCHE Régis à partir de 17h00), M. DESTAILLEUR Jean-Christophe (pouvoir à M. CATHELAIN Loïc à partir de 17h04), Mme. DUCRET Stéphanie (pouvoir à M. PLANCKE Ghislain à partir de 17h00), M. DUCROCQ Jacques (pouvoir à M. AMBROZIEWICZ Jean Marc à partir de 17h00), Mme. DUHAMEL Vanessa (pouvoir à Mme. BRULANT Ingrid à partir de 17h08), Mme. FURNE Dominique (pouvoir à M. COSTEUR Sébastien à partir de 17h51), M. GADAUT Henri (pouvoir à M. BAERT Dominique à partir de 17h00), M. HEIREMANS David (pouvoir à M. LEFEBVRE Joseph à partir de 17h02), M. MAENHOUT Peter (pouvoir à M. DOUFFI Ali à partir de 17h05), Mme. MARIAGE-DESREUX Isabelle (pouvoir à Mme. BRANQUART Anne-Sophie à partir de 17h00), Mme. MEZOUANE-RAHMI Nabella (pouvoir à M. LEFEBVRE Frédéric à partir de 17h00), M. MONTOIS Jacques (pouvoir à M. BLONDEAU Alain à partir de 17h00), M. PASTOUR Jacques (pouvoir à Mme. GOUBE Françoise à partir de 17h13), Mme. PONCHAUX Danièle (pouvoir à Mme. POLLET Isabelle à partir de 17h03), M. PROKOPOWICZ Charles Alexandre (pouvoir à M. CAUDRON Christophe à partir de 17h00), Mme. SABE Sarah (pouvoir à Mme. BRUN Charlotte à partir de 17h00), M. TAISNE Arnaud (pouvoir à M. DAVID BROCHEN Martin à partir de 17h00), Mme. WENDERBECQ Ghislaine (pouvoir à Mme. GLADYSZ Magali à partir de 17h00).

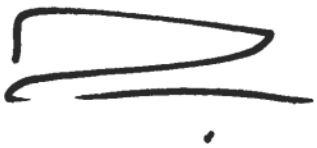
Élus absents () :

.

Le quorum étant atteint, le Conseil de la MEL peut valablement délibérer.

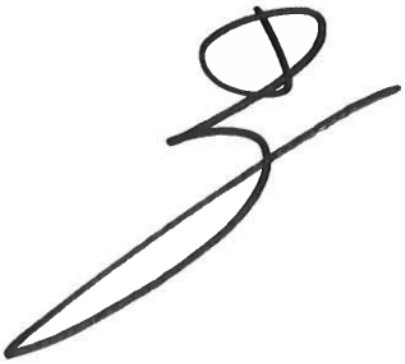
Le Secrétaire de séance

Nicolas DETERPIGNY



Le Président de la
Métropole Européenne de Lille

Damien CASTELAIN



Ce document a été signé numériquement le 23/12/2024
La version numérique est disponible auprès des services de la Métropole européenne de Lille

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 20009320100057	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT 06 Groupements de collectivités METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE

POSTE COMPTABLE DE : le Trésorier de la MEL

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 4 (1)

Décision modificative 2 (2)

BUDGET : Budget Crématoriums (3)

ANNEE 2024

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.
(2) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 23/12/2024
Arnaud Hicter

24-C-0386

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget — Sans Objet

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections — 3
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres — 4
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres — 6
B1 - Balance générale du budget - Dépenses — 8
B2 - Balance générale du budget - Recettes — 9

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses — 11
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes — 13
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses — 14
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes — 15
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles — 16

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie — Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette — Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux — Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours — Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture — Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes — Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements — Sans Objet
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations — Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions — Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières — Sans Objet
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses — Sans Objet
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes — Sans Objet
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) — Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) — Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) — Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) — Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées — Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers — Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie — Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt — Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget — Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail — Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat — Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés — Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus — Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents — Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents — Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel — Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie — Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) — Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) — Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures — 17

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.
(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.
(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	0,00	0,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	511 252,34	511 252,34
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	511 252,34	511 252,34

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	511 252,34	511 252,34

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	1 662 083,83	0,00	0,00	0,00	1 662 083,83
012	Charges de personnel, frais assimilés	999 092,03	0,00	0,00	0,00	999 092,03
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	110,00	0,00	-100,00	-100,00	10,00
Total des dépenses de gestion des services		**2 661 285,86**	**0,00**	**-100,00**	**-100,00**	**2 661 185,86**
66	Charges financières	104 153,00	0,00	-6 627,83	-6 627,83	97 525,17
67	Charges exceptionnelles	58 310,61	0,00	0,00	0,00	58 310,61
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**2 823 749,47**	**0,00**	**-6 727,83**	**-6 727,83**	**2 817 021,64**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*2 232 521,51*		*6 727,83*	*6 727,83*	*2 239 249,34*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*405 003,00*		*0,00*	*0,00*	*405 003,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***2 637 524,51***		***6 727,83***	***6 727,83***	***2 644 252,34***
TOTAL		**5 461 273,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 461 273,98**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	5 461 273,98

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	2 619 375,00	0,00	0,00	0,00	2 619 375,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	10,00	0,00	0,00	0,00	10,00
Total des recettes de gestion des services		**2 619 385,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 619 385,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	236 400,00	0,00	0,00	0,00	236 400,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**2 855 785,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 855 785,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**2 855 785,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 855 785,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	2 605 488,98

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	5 461 273,98

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	2 644 252,34

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	275 082,87	0,00	0,00	0,00	275 082,87
21	Immobilisations corporelles	231 339,86	0,00	0,00	0,00	231 339,86
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	3 695 176,04	0,00	6 727,83	6 727,83	3 701 903,87
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**4 201 598,77**	**0,00**	**6 727,83**	**6 727,83**	**4 208 326,60**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	200 000,00	0,00	504 524,51	504 524,51	704 524,51
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**200 000,00**	**0,00**	**504 524,51**	**504 524,51**	**704 524,51**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**4 401 598,77**	**0,00**	**511 252,34**	**511 252,34**	**4 912 851,11**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*30 000,00*		*0,00*	*0,00*	*30 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***30 000,00***		***0,00***	***0,00***	***30 000,00***
TOTAL		**4 431 598,77**	**0,00**	**511 252,34**	**511 252,34**	**4 942 851,11**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**4 942 851,11**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	1 495 475,49	0,00	504 524,51	504 524,51	2 000 000,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**1 495 475,49**	**0,00**	**504 524,51**	**504 524,51**	**2 000 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	249 622,98	0,00	0,00	0,00	249 622,98
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**249 622,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**249 622,98**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**1 745 098,47**	**0,00**	**504 524,51**	**504 524,51**	**2 249 622,98**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*2 232 521,51*		*6 727,83*	*6 727,83*	*2 239 249,34*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*405 003,00*		*0,00*	*0,00*	*405 003,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*30 000,00*		*0,00*	*0,00*	*30 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***2 667 524,51***		***6 727,83***	***6 727,83***	***2 674 252,34***
TOTAL		**4 412 622,98**	**0,00**	**511 252,34**	**511 252,34**	**4 923 875,32**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**18 975,79**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**4 942 851,11**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**2 644 252,34**

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	0,00		0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	-100,00		-100,00
66	Charges financières	-6 627,83	*0,00*	-6 627,83
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*0,00*	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*6 727,83*	6 727,83
	Dépenses d'exploitation – Total	**-6 727,83**	***6 727,83***	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	504 524,51	*0,00*	504 524,51
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	6 727,83	0,00	6 727,83
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**511 252,34**	***0,00***	**511 252,34**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**511 252,34**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes d'exploitation – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	504 524,51	*0,00*	504 524,51
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*6 727,83*	6 727,83
	Recettes d'investissement – Total	**504 524,51**	***6 727,83***	**511 252,34**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**511 252,34**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**1 662 083,83**	**0,00**	**0,00**
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	847 025,00	0,00	0,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	500,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	7 100,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	4 350,00	0,00	0,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	198 075,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	265 500,00	0,00	0,00
6162	Assurance obligatoire dommage construct°	30 000,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	57 689,39	0,00	0,00
618	Divers	5 000,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	399,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	40 000,00	0,00	0,00
6232	Echantillons	3 500,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	300,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	100,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	3 000,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	83 700,00	0,00	0,00
62871	Remb. frais à la coll. de rattachement	65 493,44	0,00	0,00
6288	Autres	2 335,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	48 017,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**999 092,03**	**0,00**	**0,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	265 815,03	0,00	0,00
6331	Versement de mobilité	7 596,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 910,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	4 185,00	0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	1 146,00	0,00	0,00
6411	Salaires, appointements, commissions	407 756,63	0,00	0,00
6413	Primes et gratifications	119 371,00	0,00	0,00
6414	Indemnités et avantages divers	15 759,37	0,00	0,00
6415	Supplément familial	279,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	52 758,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	95 416,00	0,00	0,00
6458	Cotisat° autres organismes sociaux	1 059,00	0,00	0,00
6471	Prestations directes	21 513,00	0,00	0,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	4 202,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	326,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**110,00**	**-100,00**	**-100,00**
6541	Créances admises en non-valeur	100,00	-100,00	-100,00
6542	Créances éteintes	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00
6588	Autres ch. diverses de gestion courante	10,00	0,00	0,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**2 661 285,86**	**-100,00**	**-100,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**104 153,00**	**-6 627,83**	**-6 627,83**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	100 000,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	4 153,00	-6 627,83	-6 627,83
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**58 310,61**	**0,00**	**0,00**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	4 500,00	0,00	0,00
6713	Dons, libéralités	42 310,61	0,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés sur exercices antérieurs	1 500,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	10 000,00	0,00	0,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**2 823 749,47**	**-6 727,83**	**-6 727,83**
023	***Virement à la section d'investissement***	***2 232 521,51***	***6 727,83***	***6 727,83***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***405 003,00***	***0,00***	***0,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*405 003,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***2 637 524,51***	***6 727,83***	***6 727,83***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***2 637 524,51***	***6 727,83***	***6 727,83***

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**5 461 273,98**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**0,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	6 846,76
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	9 321,59
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-2 474,83

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 4 et en M. 43.

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**2 619 375,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	2 619 375,00	0,00	0,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**10,00**	**0,00**	**0,00**
7588	Autres	10,00	0,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**2 619 385,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**236 400,00**	**0,00**	**0,00**
7718	Autres produits except. opérat° gestion	176 400,00	0,00	0,00
778	Autres produits exceptionnels	60 000,00	0,00	0,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7817	Rep. dépréciat°. actifs circulants	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**2 855 785,00**	**0,00**	**0,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**2 855 785,00**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**0,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**275 082,87**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	240 082,87	0,00	0,00
2051	Concessions et droits assimilés	35 000,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**231 339,86**	**0,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	21 000,00	0,00	0,00
2131	Bâtiments	0,00	0,00	0,00
2158	Autres	3 000,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	207 339,86	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**3 695 176,04**	**6 727,83**	**6 727,83**
2312	Terrains	1 310 000,00	0,00	0,00
2313	Constructions	2 385 176,04	6 727,83	6 727,83
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**4 201 598,77**	**6 727,83**	**6 727,83**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**200 000,00**	**504 524,51**	**504 524,51**
1641	Emprunts en euros	200 000,00	0,00	0,00
166	Refinancement de dette	0,00	504 524,51	504 524,51
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**200 000,00**	**504 524,51**	**504 524,51**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**4 401 598,77**	**511 252,34**	**511 252,34**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***30 000,00***	***0,00***	***0,00***
2313	*Constructions*	*30 000,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***30 000,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**4 431 598,77**	**511 252,34**	**511 252,34**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**511 252,34**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. équipt Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**1 495 475,49**	**504 524,51**	**504 524,51**
1641	Emprunts en euros	1 495 475,49	0,00	0,00
166	Refinancement de dette	0,00	504 524,51	504 524,51
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**1 495 475,49**	**504 524,51**	**504 524,51**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**249 622,98**	**0,00**	**0,00**
1068	Autres réserves	249 622,98	0,00	0,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**249 622,98**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**1 745 098,47**	**504 524,51**	**504 524,51**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***2 232 521,51***	***6 727,83***	***6 727,83***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***405 003,00***	***0,00***	***0,00***
28125	*Aménagement Terrains bâtis*	*79 263,00*	*0,00*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*170 917,00*	*0,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*86 511,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*38 120,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres*	*30 192,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		***2 637 524,51***	***6 727,83***	***6 727,83***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***30 000,00***	***0,00***	***0,00***
2031	*Frais d'études*	*30 000,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***2 667 524,51***	***6 727,83***	***6 727,83***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**4 412 622,98**	**511 252,34**	**511 252,34**

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**511 252,34**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 188
Nombre de membres présents : 163
Nombre de suffrages exprimés : 187
VOTES :
Pour : 178
Contre : 0
Abstentions : 9

Date de convocation : 13/12/2024

Présenté par (1) le premier vice président délégué pour le président,
A Lille le 20/12/2024
(1) le premier vice président délégué pour le président,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session de la Métropole Européenne de Lille
A Lille, le 20/12/2024
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

.

Certifié exécutoire par (1) le premier vice président délégué pour le président, compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,…

(2) L'assemblée délibérante étant : du conseil métropolitain.

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Pour rendu exécutoire

Publié le 24/12/2024

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 23/12/2024
Arnaud FICOT

24-C-0387

Séance du vendredi 20 décembre 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

BUDGET ANNEXE EAU - DECISION MODIFICATIVE N°2 - EXERCICE 2024

I. Exposé des motifs

La décision modificative n°2 permet d'ajuster les crédits ouverts suite au vote du budget primitif 2024, du budget supplémentaire 2024 et de la décision modificative n°1.

La décision modificative (DM) n°2 de l'exercice 2024 du budget annexe Eau augmente la masse budgétaire globale de +0,2M€.

Cette masse globale (mouvements réels et mouvements d'ordre) s'élève à 98,2M€ et se répartit de la manière suivante :

- Section de fonctionnement : 37,5M€, soit 38,2% ;
- Section d'investissement : 60,7M€, soit 61,8%.

Section de fonctionnement :

En recettes, la DM n°2 porte une augmentation de 0,113M€ des crédits relatifs aux opérations comptables d'apurement des rattachements.

En dépenses, 0,007M€ sont également constatées en provisions pour risques et charges.

En conséquence, le virement d'autofinancement (dépense d'ordre) à la section d'investissement est ajusté de 0,105M€ (chapitre 023 « Virement à la section d'investissement ».)

Section d'investissement :

L'augmentation de l'autofinancement de +0,105M€ conduit à ajuster à due concurrence le montant dédié aux opérations futures.

La balance ci-annexée rappelle, par section, l'équilibre général du budget primitif, du budget supplémentaire, de la DM n°1 et de la DM n°2 de l'exercice 2024.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Gouvernance, Finances, Eval. Politiques publiques, Administration, RH consultée, le Conseil de la Métropole décide :

D’approuver la décision modificative n° 2, telle qu’elle figure en annexe.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
Le groupe Métropole Ecologiste Citoyenne et Solidaire s'étant abstenu.

Budget Eau

Dépenses

Section	Chap.	Libellé chapitre	BP+BS+DM1 Réel	DM2 Réel	Total	BP+BS+DM1 Ordre	DM2 Ordre	Total	BP+BS+DM1 Réel et Ordre	DM2 Réel et Ordre	Total Réel et Ordre
Investissement	001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	23 443 181	0	23 443 181				23 443 181	0	23 443 181
	040	Opérations d'ordre de transfert entre sections				189 352	0	189 352	189 352	0	189 352
	041	Opérations patrimoniales				450 000	0	450 000	450 000	0	450 000
	13	Subventions d'investissement	0	12 000	12 000				0	12 000	12 000
	16	Emprunts et dettes assimilées	150 000	0	150 000				150 000	0	150 000
	20	Immobilisations incorporelles	467 950	0	467 950				467 950	0	467 950
	21	Immobilisations corporelles	10 000	0	10 000				10 000	0	10 000
	23	Immobilisations en cours	35 877 610	93 400	35 971 010				35 877 610	93 400	35 971 010
		Somme :	**59 948 740**	**105 400**	**60 054 140**	**639 352**	**0**	**639 352**	**60 588 092**	**105 400**	**60 693 492**
Fonctionnement	011	Charges à caractère général	1 015 710	0	1 015 710				1 015 710	0	1 015 710
	012	Charges de personnel et frais assimilés	1 091 803	0	1 091 803				1 091 803	0	1 091 803
	023	Virement à la section d'investissement				31 255 525	105 400	31 360 925	31 255 525	105 400	31 360 925
	042	Opérations d'ordre de transfert entre sections				3 842 124	0	3 842 124	3 842 124	0	3 842 124
	65	Autres charges de gestion courante	30 010	0	30 010				30 010	0	30 010
	67	Charges exceptionnelles	137 500	0	137 500				137 500	0	137 500
	68	Dotations aux provisions et aux dépréciations	0	7 200	7 200				0	7 200	7 200
		Somme :	**2 275 023**	**7 200**	**2 282 223**	**35 097 649**	**105 400**	**35 203 049**	**37 372 671**	**112 600**	**37 485 271**
		Total général	**62 223 763**	**112 600**	**62 336 363**	**35 737 001**	**105 400**	**35 842 401**	**97 960 764**	**218 000**	**98 178 764**

Recettes

Section	Chap.	Libellé chapitre	BP+BS+DM1 Réel	DM2 Réel	Total	BP+BS+DM1 Ordre	DM2 Ordre	Total	BP+BS+DM1 Réel et Ordre	DM2 Réel et Ordre	Total Réel et Ordre
Investissement	021	Virement de la section d'exploitation				31 255 525	105 400	31 360 925	31 255 525	105 400	31 360 925
	040	Opérations d'ordre de transfert entre sections				3 842 124	0	3 842 124	3 842 124	0	3 842 124
	041	Opérations patrimoniales				450 000	0	450 000	450 000	0	450 000
	10	Dotations, fonds divers et réserves	23 004 434	0	23 004 434				23 004 434	0	23 004 434
	13	Subventions d'investissement	1 390 465	0	1 390 465				1 390 465	0	1 390 465
	16	Emprunts et dettes assimilées	645 544	0	645 544				645 544	0	645 544
		Somme :	**25 040 444**	**0**	**25 040 444**	**35 547 649**	**105 400**	**35 653 049**	**60 588 092**	**105 400**	**60 693 492**
Fonctionnement	002	Résultat d'exploitation reporté	7 113 369	0	7 113 369				7 113 369	0	7 113 369
	042	Opérations d'ordre de transfert entre sections				189 352	0	189 352	189 352	0	189 352
	70	Ventes de produits fabriqués, prestations de services, mar	1 465 000	0	1 465 000				1 465 000	0	1 465 000
	74	Subventions d'exploitation	25 000	0	25 000				25 000	0	25 000
	75	Autres produits de gestion courante	28 100 010	0	28 100 010				28 100 010	0	28 100 010
	77	Produits exceptionnels	479 940	112 600	592 540				479 940	112 600	592 540
		Somme :	**37 183 319**	**112 600**	**37 295 919**	**189 352**	**0**	**189 352**	**37 372 671**	**112 600**	**37 485 271**
		Total général	**62 223 763**	**112 600**	**62 336 363**	**35 737 001**	**105 400**	**35 842 401**	**97 960 764**	**218 000**	**98 178 764**

Réunion du CONSEIL du 20/12/2024

Nombre de membres en exercice : 188
Quorum minimum requis : 95
Date de la convocation à la réunion : 13/12/2024

Président : CASTELAIN Damien
(Secrétaire de Séance : DETERPIGNY Nicolas)

Présents (164) :

M. ACHIBA Salim (pouvoir à Mme. DURET Bérengére de 17h14 à 18h05), M. AGBEGNA Kwami, M. AL- DANDACHI Maroin, M. AMBROZIEWICZ Jean Marc, M. AMROUNI Karim (à partir de 17h05), M. ANDRIES Jean Philippe, Mme. AUBRY Martine (à partir de 17h09), Mme. BADERI Anissa (pouvoir à Mme RODES Estelle à partir de 20h02), M. BAERT Dominique, Mme. BALMELLE Faustine (à partir de 17h00), M. BALY Stéphane, Mme. BECUE Doriane, M. BEHARELLE Pierre, M. BELABBES Hiazid (à partir de 17h10), Mme. BELGACEM Nadia (à partir de 17h09), M. BEZIRARD Alain (à partir de 17h14), M. BLONDEAU Alain, M. BOCQUET Eric, Mme. BODIER Élisabeth, M. BONNET Xavier, M. BONTE Thierry, M. BORREWATER Michel, M. BOUCHE Nicolas (à partir de 17h19), Mme. BRANQUART Anne-Sophie, M. BREHON Raphaël, Mme. BRESSON Marie Pierre (à partir de 17h03), M. BROGNIART Sébastien, Mme. BRULANT-FORTIN Ingrid (à partir de 17h08), Mme. BRUN Charlotte, M. BUISSE Jean Louis, M. BUYSSECHAERT Eric, M. CADART François Xavier, M. CAMBIEN Alain, M. CANESSE Pierre, M. CAREMELLE Olivier, Mme. CASIER Carole, M. CASTELAIN Damien, M. CATHELAIN Loïc (à partir de 17h04), M. CAUCHE Régis, M. CAUDRON Christophe, M. CAUDRON Gérard (à partir de 17h12), M. CHALAH Mehdi (à partir de 17h08), Mme. CHANTELOUP Fabienne, M. CHARPENTIER Raphaël (à partir de 17h12), Mme. COEVOET Barbara, M. COLIN Michel, M. CORBILLON Matthieu, M. COSTEUR Sébastien (à partir de 17h51), M. CREPEL Jérémie, M. DARMANIN Gérald (à partir de 17h06 et pouvoir à Mme BECUE Doriane à partir de 20h14), M. DAVID BROCHEN Martin, M. DEBEER Bernard (à partir de 17h07), M. DEHAUT Bernard, Mme. DELACROIX Sylviane, M. DELANGHE Yann, M. DELBAR Guillaume (à partir de 17h08), M. DELEBARRE Patrick (à partir de 17h08), M. DELEPAUL Michel, M. DENDIEVEL Stanislas, Mme. DEPREZ-LEFEBVRE Thérèse (à partir de 17h25), M. DESBONNET Christophe (à partir de 17h20), M. DESLANDES Arnaud (à partir de 17h36), M. DESMETTRE Pierre-Henri, M. DETERPIGNY Nicolas, Mme. DOIGNIES Rosemonde, Mme. DOMRAULT TANGUY Carole, M. DOUFFI Ali (à partir de 17h05), M. DUBOIS André Luc, M. DUFOUR Didier, M. DURAND Eric (à partir de 17h11), Mme. DURET Bérengére (à partir de 17h14), M. ELEGEEST Rudy, M. FITAMANT Sébastien (à partir de 17h15), M. FLINOIS Jean-Claude, Mme. GANTIEZ Dominique, M. GARCIN Alexandre, Mme. GAUTIER Marion (à partir de 17h09), M. GEENENS Patrick, M. GERARD Bernard (à partir de 17h14), M. GHERBI Franck, Mme. GILME Sylvie, Mme. GIRARD Maryvonne (à partir de 17h07), Mme. GLADYSZ-SEBILLE Magali, Mme. GOFFARD Anne, M. GONCE Alain (à partir de 17h06), Mme. GOUBE Françoise (à partir de 17h13), M. GRAS Christophe, M. GUILLON Philippe, M. HAESEBROECK Bernard (à partir de 17h04), Mme. HALLYNCK Rose-Marie, M. HANOH Franck (à partir de 17h09), M. HAYART Daniel, M. HOUSET Alexis (à partir de 17h31), M. HUTCHINSON Yvan (à partir de 17h08), Mme. JANSSENS Marie-Pierre, Mme. KHATIR Saliha (à partir de 17h27), Mme. KRAMARZ Marie-José, M. LEBARGY Louis Pascal, M. LECLERCQ Alain (à partir de 17h06), M. LEDE Jean-Marie, Mme. LEFEBVRE Catherine, M. LEFEBVRE Frédéric, M. LEFEBVRE Joseph (à partir de 17h02), M. LEGRAND Dominique, M. LEGRAND Jean François, M. LENFANT Henri, M. LEPRETRE Sébastien (à partir de 17h09), M. LEWILLE Christian, M. LIENART Christophe (à partir de 17h15), M. LIMOUSIN Philippe (à partir de 17h05), Mme. LINKENHELD Audrey, M. LOUZANI Karim, M. MANIER Didier, M. MARCY Louis, Mme. MASSE Marie Elisabeth (à partir de 17h12), Mme. MASSIET Violette (à partir de 17h07), M. MASSON Jean-Gabriel, M. MATHON Christian, M. MAYOR Gérard, Mme. MAZZOLINI Sylvie, M. MENAULT Jean-Claude, M. MINARD Frédéric (à partir de 17h06), Mme. MOENECLAEY Hélène, M. MOLLE Jean Michel, Mme. MOREAUX Maryse, M. MOUVEAU Eric, Mme. NIREL Marie-Noëlle, Mme. OSSON Catherine (à partir de 17h25), Mme. PARIS Isabelle (à partir de 17h05), M. PAU André, M. PAURON Eric, M. PETRONIN Yvon, M. PICK Max André (à partir de 17h05), Mme. PIERRE-RENARD Dominique, M. PILETTE Julien (à partir de 17h04), M. PLANCKE Ghislain, M. PLOUY Michel (à partir de 17h02), M. PLUSS Alain (à partir de 17h03), Mme. POLLET Isabelle (à partir de 17h03), M. POSMYK Pierre, M. PROISY Ludovic, M. PROISY Patrick (à

partir de 17h06), Mme. RENGOT Marielle, M. RICHIR Jacques, Mme. RODES Estelle (à partir de 18h22), M. ROLLAND Thierry (à partir de 17h23), Mme. ROUSSEL Hélène (à partir de 17h01), Mme. RUBIO-COQUEMPOT Barbara, Mme. SEDOU Nathalie (à partir de 17h00), Mme. SEGARD Pauline (à partir de 17h02), M. SKYRONKA Eric, M. SONNTAG Pierre, Mme. STANIEC-WAVRANT Marie-Christine (à partir de 17h06), M. TALPAERT Franck, Mme. THOMAS Laetitia (à partir de 17h02), Mme. TONNERRE-DESMET Marie (à partir de 17h04), M. TURPIN Olivier, M. VERCAMER Francis (à partir de 17h04), M. VERIN Jean-Philippe, M. VICOT Roger (pouvoir à Mme. RENGOT Marielle de 17h16 à 17h18 et pouvoir à Mme. LINKENHELD Audrey de 17h18 à 18h04), Mme. VOITURIEZ Anne, M. VUYLSTEKER Jean-Marie (à partir de 17h24), M. WOLFCARIUS Loïc, Mme. ZOUGGAGH Karima (à partir de 17h30).

Élus absents ayant donné pouvoir (24) :

Mme. BARISEAU Florence (pouvoir à M. GARCIN Alexandre à partir de 17h00), M. BRAURE Damien (pouvoir à M. LEGRAND Jean François à partir de 17h00), M. CABAYE Maxime (pouvoir à M. DESBONNET Christophe à partir de 17h20), M. CAUDERLIER Frédéric (pouvoir à Mme. MOENECLAEY Hélène à partir de 17h00), Mme. DE SMEDT Myriam (pouvoir à M. FITAMANT Sébastien à partir de 17h15), Mme. DEBOOSERE Eglantine (pouvoir à M. BUYSSECHAERT Eric à partir de 17h00), M. DESMET Rodrigue (pouvoir à M. CAUCHE Régis à partir de 17h00), M. DESTAILLEUR Jean-Christophe (pouvoir à M. CATHELAIN Loïc à partir de 17h04), Mme. DUCRET Stéphanie (pouvoir à M. PLANCKE Ghislain à partir de 17h00), M. DUCROCQ Jacques (pouvoir à M. AMBROZIEWICZ Jean Marc à partir de 17h00), Mme. DUHAMEL Vanessa (pouvoir à Mme. BRULANT Ingrid à partir de 17h08), Mme. FURNE Dominique (pouvoir à M. COSTEUR Sébastien à partir de 17h51), M. GADAUT Henri (pouvoir à M. BAERT Dominique à partir de 17h00), M. HEIREMANS David (pouvoir à M. LEFEBVRE Joseph à partir de 17h02), M. MAENHOUT Peter (pouvoir à M. DOUFFI Ali à partir de 17h05), Mme. MARIAGE-DESREUX Isabelle (pouvoir à Mme. BRANQUART Anne-Sophie à partir de 17h00), Mme. MEZOUANE-RAHMI Nabella (pouvoir à M. LEFEBVRE Frédéric à partir de 17h00), M. MONTOIS Jacques (pouvoir à M. BLONDEAU Alain à partir de 17h00), M. PASTOUR Jacques (pouvoir à Mme. GOUBE Françoise à partir de 17h13), Mme. PONCHAUX Danièle (pouvoir à Mme. POLLET Isabelle à partir de 17h03), M. PROKOPOWICZ Charles Alexandre (pouvoir à M. CAUDRON Christophe à partir de 17h00), Mme. SABE Sarah (pouvoir à Mme. BRUN Charlotte à partir de 17h00), M. TAISNE Arnaud (pouvoir à M. DAVID BROCHEN Martin à partir de 17h00), Mme. WENDERBECQ Ghislaine (pouvoir à Mme. GLADYSZ Magali à partir de 17h00).

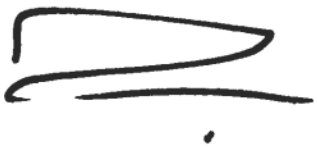
Élus absents () :

.

Le quorum étant atteint, le Conseil de la MEL peut valablement délibérer.

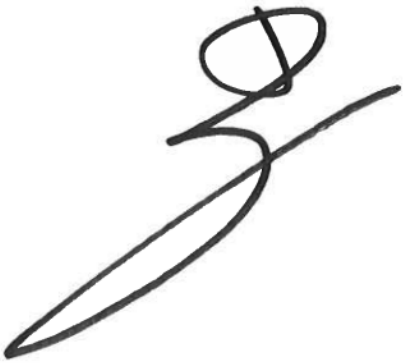
Le Secrétaire de séance

Nicolas DETERPIGNY



Le Président de la
Métropole Européenne de Lille

Damien CASTELAIN



Ce document a été signé numériquement le 23/12/2024
La version numérique est disponible auprès des services de la Métropole européenne de Lille

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 20009320100040	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT 06 Groupements de collectivités METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE

POSTE COMPTABLE DE : le Trésorier de la MEL

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Décision modificative 2 (2)

BUDGET : Budget Eau (3)

ANNEE 2024

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.
(2) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 23/12/2024
Arnaud Hicter

24-C-0387

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget — Sans Objet

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections — 3
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres — 4
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres — 6
B1 - Balance générale du budget - Dépenses — 8
B2 - Balance générale du budget - Recettes — 9

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses — 11
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes — 13
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses — 14
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes — 15
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles — 16

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie — Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette — Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux — Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours — Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture — Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes — Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements — Sans Objet
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations — Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions — Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières — Sans Objet
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses — Sans Objet
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes — Sans Objet
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) — Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) — Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) — Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) — Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées — Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers — Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie — Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt — Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget — Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail — Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat — Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés — Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus — Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents — Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents — Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel — Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie — Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) — Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) — Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures — 17

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	112 600,00	112 600,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	112 600,00	112 600,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	105 400,00	105 400,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	105 400,00	105 400,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	218 000,00	218 000,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	1 015 709,71	0,00	0,00	0,00	1 015 709,71
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 091 803,05	0,00	0,00	0,00	1 091 803,05
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	30 010,00	0,00	0,00	0,00	30 010,00
Total des dépenses de gestion des services		**2 137 522,76**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 137 522,76**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	137 500,00	0,00	0,00	0,00	137 500,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		7 200,00	7 200,00	7 200,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**2 275 022,76**	**0,00**	**7 200,00**	**7 200,00**	**2 282 222,76**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*31 255 524,52*		*105 400,00*	*105 400,00*	*31 360 924,52*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*3 842 124,00*		*0,00*	*0,00*	*3 842 124,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***35 097 648,52***		***105 400,00***	***105 400,00***	***35 203 048,52***
TOTAL		**37 372 671,28**	**0,00**	**112 600,00**	**112 600,00**	**37 485 271,28**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	37 485 271,28

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	1 465 000,00	0,00	0,00	0,00	1 465 000,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	25 000,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
75	Autres produits de gestion courante	28 100 010,00	0,00	0,00	0,00	28 100 010,00
Total des recettes de gestion des services		**29 590 010,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**29 590 010,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	479 940,00	0,00	112 600,00	112 600,00	592 540,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**30 069 950,00**	**0,00**	**112 600,00**	**112 600,00**	**30 182 550,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*189 352,00*		*0,00*	*0,00*	*189 352,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***189 352,00***		***0,00***	***0,00***	***189 352,00***
TOTAL		**30 259 302,00**	**0,00**	**112 600,00**	**112 600,00**	**30 371 902,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	7 113 369,28

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	37 485 271,28

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	35 013 696,52

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	467 950,00	0,00	0,00	0,00	467 950,00
21	Immobilisations corporelles	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	35 877 609,68	0,00	105 400,00	105 400,00	35 983 009,68
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**36 355 559,68**	**0,00**	**105 400,00**	**105 400,00**	**36 460 959,68**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	150 000,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**150 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**150 000,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**36 505 559,68**	**0,00**	**105 400,00**	**105 400,00**	**36 610 959,68**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*189 352,00*		*0,00*	*0,00*	*189 352,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*450 000,00*		*0,00*	*0,00*	*450 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***639 352,00***		***0,00***	***0,00***	***639 352,00***
TOTAL		**37 144 911,68**	**0,00**	**105 400,00**	**105 400,00**	**37 250 311,68**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**23 443 180,80**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**60 693 492,48**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	1 390 465,44	0,00	0,00	0,00	1 390 465,44
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	645 544,06	0,00	0,00	0,00	645 544,06
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**2 036 009,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 036 009,50**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	23 004 434,46	0,00	0,00	0,00	23 004 434,46
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**23 004 434,46**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**23 004 434,46**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**25 040 443,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 040 443,96**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*31 255 524,52*		*105 400,00*	*105 400,00*	*31 360 924,52*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*3 842 124,00*		*0,00*	*0,00*	*3 842 124,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*450 000,00*		*0,00*	*0,00*	*450 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***35 547 648,52***		***105 400,00***	***105 400,00***	***35 653 048,52***
TOTAL		**60 588 092,48**	**0,00**	**105 400,00**	**105 400,00**	**60 693 492,48**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**60 693 492,48**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**35 013 696,52**

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	0,00		0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	7 200,00	*0,00*	7 200,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*105 400,00*	105 400,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**7 200,00**	***105 400,00***	**112 600,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**112 600,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	105 400,00	0,00	105 400,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**105 400,00**	***0,00***	**105 400,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**105 400,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	112 600,00	*0,00*	112 600,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes d'exploitation – Total	**112 600,00**	***0,00***	**112 600,00**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**112 600,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*105 400,00*	105 400,00
	Recettes d'investissement – Total	**0,00**	***105 400,00***	**105 400,00**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**105 400,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**1 015 709,71**	**0,00**	**0,00**
6137	Redevances, droits de passage, servitude	1 600,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	410 000,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	125 000,00	0,00	0,00
6228	Divers	20 000,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	2 000,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	6 000,00	0,00	0,00
62871	Remb. frais à la coll. de rattachement	190 709,71	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	260 400,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**1 091 803,05**	**0,00**	**0,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	220 958,05	0,00	0,00
6331	Versement de mobilité	8 226,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	2 077,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	4 528,00	0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	1 246,00	0,00	0,00
6411	Salaires, appointements, commissions	444 473,91	0,00	0,00
6413	Primes et gratifications	195 406,21	0,00	0,00
6415	Supplément familial	5 055,88	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	40 670,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	137 067,00	0,00	0,00
6458	Cotisat° autres organismes sociaux	1 649,00	0,00	0,00
6471	Prestations directes	23 484,00	0,00	0,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	3 902,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	3 060,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**30 010,00**	**0,00**	**0,00**
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00
6588	Autres ch. diverses de gestion courante	30 010,00	0,00	0,00
	TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)	**2 137 522,76**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**137 500,00**	**0,00**	**0,00**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	500,00	0,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	33 500,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	6 500,00	0,00	0,00
6742	Subventions exceptionnelles d'équipement	27 000,00	0,00	0,00
6743	Subventions exceptionnelles fonctionnt	10 000,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	60 000,00	0,00	0,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**7 200,00**	**7 200,00**
6815	Dot. prov. pour risques exploitat°	0,00	7 200,00	7 200,00
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f	**2 275 022,76**	**7 200,00**	**7 200,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***31 255 524,52***	***105 400,00***	***105 400,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***3 842 124,00***	***0,00***	***0,00***
675	*Valeur comptable éléments d'actif cédés*	*79 920,00*	*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*3 762 204,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	***35 097 648,52***	***105 400,00***	***105 400,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	***35 097 648,52***	***105 400,00***	***105 400,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**37 372 671,28**	**112 600,00**	**112 600,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**112 600,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 4 et en M. 43.

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**1 465 000,00**	**0,00**	**0,00**
704	Travaux	1 465 000,00	0,00	0,00
7068	Autres prestations de services	0,00	0,00	0,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**25 000,00**	**0,00**	**0,00**
748	Autres subventions d'exploitation	25 000,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**28 100 010,00**	**0,00**	**0,00**
757	Redevances des fermiers, concession..	28 100 000,00	0,00	0,00
7588	Autres	10,00	0,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**29 590 010,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**479 940,00**	**112 600,00**	**112 600,00**
7711	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	16 400,00	112 600,00	112 600,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	463 540,00	0,00	0,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**30 069 950,00**	**112 600,00**	**112 600,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***189 352,00***	***0,00***	***0,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*189 352,00*	*0,00*	*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***189 352,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**30 259 302,00**	**112 600,00**	**112 600,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**112 600,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**467 950,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	467 950,00	0,00	0,00
2051	Concessions et droits assimilés	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	10 000,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**35 877 609,68**	**105 400,00**	**105 400,00**
2312	Terrains	386 036,16	0,00	0,00
2313	Constructions	5 703 023,52	105 400,00	105 400,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	29 788 550,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**36 355 559,68**	**105 400,00**	**105 400,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**150 000,00**	**0,00**	**0,00**
1678	Autres dettes condit° particulières	150 000,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**150 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**36 505 559,68**	**105 400,00**	**105 400,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***189 352,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***189 352,00***	***0,00***	***0,00***
139111	*Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau*	*179 923,00*	*0,00*	*0,00*
13915	*Sub. équipt cpte résult.Groupements*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*9 429,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***450 000,00***	***0,00***	***0,00***
2312	*Terrains*	*250 000,00*	*0,00*	*0,00*
2313	*Constructions*	*200 000,00*	*0,00*	*0,00*
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***639 352,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**37 144 911,68**	**105 400,00**	**105 400,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**105 400,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**1 390 465,44**	**0,00**	**0,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	1 390 465,44	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**645 544,06**	**0,00**	**0,00**
1678	Autres dettes condit° particulières	645 544,06	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**2 036 009,50**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**23 004 434,46**	**0,00**	**0,00**
1068	Autres réserves	23 004 434,46	0,00	0,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**23 004 434,46**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**25 040 443,96**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***31 255 524,52***	***105 400,00***	***105 400,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***3 842 124,00***	***0,00***	***0,00***
2111	*Terrains nus*	*79 920,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*43 790,00*	*0,00*	*0,00*
28121	*Aménagement Terrains nus*	*195 608,00*	*0,00*	*0,00*
28125	*Aménagement Terrains bâtis*	*1 553,00*	*0,00*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*166 222,00*	*0,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*519,00*	*0,00*	*0,00*
28138	*Aménagement Autres constructions*	*2 441,00*	*0,00*	*0,00*
28141	*Bâtiments sur sol d'autrui*	*321,00*	*0,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*3 317 986,00*	*0,00*	*0,00*
28154	*Matériel industriel*	*2 880,00*	*0,00*	*0,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*25 328,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*916,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres*	*4 640,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		***35 097 648,52***	***105 400,00***	***105 400,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***450 000,00***	***0,00***	***0,00***
2031	*Frais d'études*	*200 000,00*	*0,00*	*0,00*
238	*Avances commandes immo. incorp.*	*250 000,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***35 547 648,52***	***105 400,00***	***105 400,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**60 588 092,48**	**105 400,00**	**105 400,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**105 400,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 188
Nombre de membres présents : 163
Nombre de suffrages exprimés : 187
VOTES :
Pour : 178
Contre : 0
Abstentions : 9

Date de convocation : 13/12/2024

Présenté par (1) le premier vice président délégué pour le président,
A Lille le 20/12/2024
(1) le premier vice président délégué pour le président,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session de la Métropole Européenne de Lille
A Lille, le 20/12/2024
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

.

Certifié exécutoire par (1) le premier vice président délégué pour le président, compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,…

(2) L'assemblée délibérante étant : du conseil métropolitain.

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Pour rendu exécutoire

Publié le 24/12/2024

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 23/12/2024
Arnaud FICOT

24-C-0388

Séance du vendredi 20 décembre 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

BUDGET ANNEXE OPA - DECISION MODIFICATIVE N°1 - EXERCICE 2024

I. Exposé des motifs

La décision modificative n°1 permet d'ajuster les crédits ouverts suite au vote du budget primitif 2024 et du budget supplémentaire 2024.

La décision modificative (DM) n°1 de l'exercice 2024 du budget annexe Opération d'Aménagement augmente la masse budgétaire globale de 158 400 €.

Cette masse globale (mouvements réels et mouvements d'ordre) s'élève à 2,73M€ et se répartit de la manière suivante :

- Section de fonctionnement : 1,48M€, soit 54% ;
- Section d'investissement : 1,25M€, soit 46%.

Section de fonctionnement :

En dépenses, la décision modificative n°1 porte une augmentation de 158 400 € des crédits concernant l'inscription d'une provision.

Cette inscription est financée par la majoration, à due concurrence, de la subvention d'équilibre du budget général au budget annexe OPA.

Section d'investissement :

La section d'investissement ne connait pas de mouvement lors de cette décision modificative n°1

La balance ci-annexée rappelle, par section, l'équilibre général du budget primitif, du budget supplémentaire, de la décision modificative n°1 de l'exercice 2024.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Gouvernance, Finances, Eval. Politiques publiques, Administration, RH consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) D'approuver la décision modificative n°1 du budget annexe OPA, telle qu'elle figure en annexe ;
2) D'augmenter le montant du reversement au budget général de 158 400 euros et de le porter à un montant de 159 400 euros. Ce montant maximum pourra être versé au fur et à mesure des besoins du budget et être ajusté lors 'étapes budgétaires futures (DM).

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
Le groupe Métropole Ecologiste Citoyenne et Solidaire s'étant abstenu.

Budget Opé Aménagement

Dépenses

Section	Chap.	Libellé chapitre	BP+BS Réel	DM1 Réel	Total	BP+BS Ordre	DM1 Ordre	Total	BP+BS Réel et Ordre	DM1 Réél et Ordre	Total Réel et Ordre
Investissement	16	Emprunts et dettes assimilées	1 221 881	0	1 221 881				1 221 881	0	1 221 881
	23	Immobilisations en cours	28 992	0	28 992				28 992	0	28 992
		Somme :	**1 250 873**	**0**	**1 250 873**				**1 250 873**	**0**	**1 250 873**
Fonctionnement	042	Opérations d'ordre de transfert entre sections				1 221 881	0	1 221 881	1 221 881	0	1 221 881
	65	Autres charges de gestion courante	98 062	0	98 062				98 062	0	98 062
	68	Dotations aux provisions et dépréciations	0	158 400	158 400				0	158 400	158 400
		Somme :	**98 062**	**158 400**	**256 462**	**1 221 881**	**0**	**1 221 881**	**1 319 943**	**158 400**	**1 478 343**
		Total général	**1 348 935**	**158 400**	**1 507 335**	**1 221 881**	**0**	**1 221 881**	**2 570 816**	**158 400**	**2 729 216**

Recettes

Section	Chap.	Libellé chapitre	BP+BS Réel	DM1 Réel	Total	BP+BS Ordre	DM1 Ordre	Total	BP+BS Réel et Ordre	DM1 Réél et Ordre	Total Réel et Ordre
Investissement	001	Solde d'exécution de la section d'investis	12 983	0	12 983				12 983	0	12 983
	040	Opérations d'ordre de transfert entre sections				1 221 881	0	1 221 881	1 221 881	0	1 221 881
	10	Dotations, fonds divers et réserves	14 009	0	14 009				14 009	0	14 009
	16	Emprunts et dettes assimilées	2 000	0	2 000				2 000	0	2 000
		Somme :	**28 992**	**0**	**28 992**	**1 221 881**	**0**	**1 221 881**	**1 250 873**	**0**	**1 250 873**
Fonctionnement	002	Résultat de fonctionnement reporté	1 317 543	0	1 317 543				1 317 543	0	1 317 543
	70	Produits des services, du domaine et ver	1 400	0	1 400				1 400	0	1 400
	75	Autres produits de gestion courante	1 000	158 400	159 400				1 000	158 400	159 400
		Somme :	**1 319 943**	**158 400**	**1 478 343**				**1 319 943**	**158 400**	**1 478 343**
		Total général	**1 348 935**	**158 400**	**1 507 335**	**1 221 881**	**0**	**1 221 881**	**2 570 816**	**158 400**	**2 729 216**

Réunion du CONSEIL du 20/12/2024

Nombre de membres en exercice : 188
Quorum minimum requis : 95
Date de la convocation à la réunion : 13/12/2024

Président : CASTELAIN Damien
(Secrétaire de Séance : DETERPIGNY Nicolas)

Présents (164) :

M. ACHIBA Salim (pouvoir à Mme. DURET Bérengére de 17h14 à 18h05), M. AGBEGNA Kwami, M. AL- DANDACHI Maroin, M. AMBROZIEWICZ Jean Marc, M. AMROUNI Karim (à partir de 17h05), M. ANDRIES Jean Philippe, Mme. AUBRY Martine (à partir de 17h09), Mme. BADERI Anissa (pouvoir à Mme RODES Estelle à partir de 20h02), M. BAERT Dominique, Mme. BALMELLE Faustine (à partir de 17h00), M. BALY Stéphane, Mme. BECUE Doriane, M. BEHARELLE Pierre, M. BELABBES Hiazid (à partir de 17h10), Mme. BELGACEM Nadia (à partir de 17h09), M. BEZIRARD Alain (à partir de 17h14), M. BLONDEAU Alain, M. BOCQUET Eric, Mme. BODIER Élisabeth, M. BONNET Xavier, M. BONTE Thierry, M. BORREWATER Michel, M. BOUCHE Nicolas (à partir de 17h19), Mme. BRANQUART Anne-Sophie, M. BREHON Raphaël, Mme. BRESSON Marie Pierre (à partir de 17h03), M. BROGNIART Sébastien, Mme. BRULANT-FORTIN Ingrid (à partir de 17h08), Mme. BRUN Charlotte, M. BUISSE Jean Louis, M. BUYSSECHAERT Eric, M. CADART François Xavier, M. CAMBIEN Alain, M. CANESSE Pierre, M. CAREMELLE Olivier, Mme. CASIER Carole, M. CASTELAIN Damien, M. CATHELAIN Loïc (à partir de 17h04), M. CAUCHE Régis, M. CAUDRON Christophe, M. CAUDRON Gérard (à partir de 17h12), M. CHALAH Mehdi (à partir de 17h08), Mme. CHANTELOUP Fabienne, M. CHARPENTIER Raphaël (à partir de 17h12), Mme. COEVOET Barbara, M. COLIN Michel, M. CORBILLON Matthieu, M. COSTEUR Sébastien (à partir de 17h51), M. CREPEL Jérémie, M. DARMANIN Gérald (à partir de 17h06 et pouvoir à Mme BECUE Doriane à partir de 20h14), M. DAVID BROCHEN Martin, M. DEBEER Bernard (à partir de 17h07), M. DEHAUT Bernard, Mme. DELACROIX Sylviane, M. DELANGHE Yann, M. DELBAR Guillaume (à partir de 17h08), M. DELEBARRE Patrick (à partir de 17h08), M. DELEPAUL Michel, M. DENDIEVEL Stanislas, Mme. DEPREZ-LEFEBVRE Thérèse (à partir de 17h25), M. DESBONNET Christophe (à partir de 17h20), M. DESLANDES Arnaud (à partir de 17h36), M. DESMETTRE Pierre-Henri, M. DETERPIGNY Nicolas, Mme. DOIGNIES Rosemonde, Mme. DOMRAULT TANGUY Carole, M. DOUFFI Ali (à partir de 17h05), M. DUBOIS André Luc, M. DUFOUR Didier, M. DURAND Eric (à partir de 17h11), Mme. DURET Bérengére (à partir de 17h14), M. ELEGEEST Rudy, M. FITAMANT Sébastien (à partir de 17h15), M. FLINOIS Jean-Claude, Mme. GANTIEZ Dominique, M. GARCIN Alexandre, Mme. GAUTIER Marion (à partir de 17h09), M. GEENENS Patrick, M. GERARD Bernard (à partir de 17h14), M. GHERBI Franck, Mme. GILME Sylvie, Mme. GIRARD Maryvonne (à partir de 17h07), Mme. GLADYSZ-SEBILLE Magali, Mme. GOFFARD Anne, M. GONCE Alain (à partir de 17h06), Mme. GOUBE Françoise (à partir de 17h13), M. GRAS Christophe, M. GUILLON Philippe, M. HAESEBROECK Bernard (à partir de 17h04), Mme. HALLYNCK Rose-Marie, M. HANOH Franck (à partir de 17h09), M. HAYART Daniel, M. HOUSET Alexis (à partir de 17h31), M. HUTCHINSON Yvan (à partir de 17h08), Mme. JANSSENS Marie-Pierre, Mme. KHATIR Saliha (à partir de 17h27), Mme. KRAMARZ Marie-José, M. LEBARGY Louis Pascal, M. LECLERCQ Alain (à partir de 17h06), M. LEDE Jean-Marie, Mme. LEFEBVRE Catherine, M. LEFEBVRE Frédéric, M. LEFEBVRE Joseph (à partir de 17h02), M. LEGRAND Dominique, M. LEGRAND Jean François, M. LENFANT Henri, M. LEPRETRE Sébastien (à partir de 17h09), M. LEWILLE Christian, M. LIENART Christophe (à partir de 17h15), M. LIMOUSIN Philippe (à partir de 17h05), Mme. LINKENHELD Audrey, M. LOUZANI Karim, M. MANIER Didier, M. MARCY Louis, Mme. MASSE Marie Elisabeth (à partir de 17h12), Mme. MASSIET Violette (à partir de 17h07), M. MASSON Jean-Gabriel, M. MATHON Christian, M. MAYOR Gérard, Mme. MAZZOLINI Sylvie, M. MENAULT Jean-Claude, M. MINARD Frédéric (à partir de 17h06), Mme. MOENECLAEY Hélène, M. MOLLE Jean Michel, Mme. MOREAUX Maryse, M. MOUVEAU Eric, Mme. NIREL Marie-Noëlle, Mme. OSSON Catherine (à partir de 17h25), Mme. PARIS Isabelle (à partir de 17h05), M. PAU André, M. PAURON Eric, M. PETRONIN Yvon, M. PICK Max André (à partir de 17h05), Mme. PIERRE-RENARD Dominique, M. PILETTE Julien (à partir de 17h04), M. PLANCKE Ghislain, M. PLOUY Michel (à partir de 17h02), M. PLUSS Alain (à partir de 17h03), Mme. POLLET Isabelle (à partir de 17h03), M. POSMYK Pierre, M. PROISY Ludovic, M. PROISY Patrick (à

partir de 17h06), Mme. RENGOT Marielle, M. RICHIR Jacques, Mme. RODES Estelle (à partir de 18h22), M. ROLLAND Thierry (à partir de 17h23), Mme. ROUSSEL Hélène (à partir de 17h01), Mme. RUBIO-COQUEMPOT Barbara, Mme. SEDOU Nathalie (à partir de 17h00), Mme. SEGARD Pauline (à partir de 17h02), M. SKYRONKA Eric, M. SONNTAG Pierre, Mme. STANIEC-WAVRANT Marie-Christine (à partir de 17h06), M. TALPAERT Franck, Mme. THOMAS Laetitia (à partir de 17h02), Mme. TONNERRE-DESMET Marie (à partir de 17h04), M. TURPIN Olivier, M. VERCAMER Francis (à partir de 17h04), M. VERIN Jean-Philippe, M. VICOT Roger (pouvoir à Mme. RENGOT Marielle de 17h16 à 17h18 et pouvoir à Mme. LINKENHELD Audrey de 17h18 à 18h04), Mme. VOITURIEZ Anne, M. VUYLSTEKER Jean-Marie (à partir de 17h24), M. WOLFCARIUS Loïc, Mme. ZOUGGAGH Karima (à partir de 17h30).

Élus absents ayant donné pouvoir (24) :

Mme. BARISEAU Florence (pouvoir à M. GARCIN Alexandre à partir de 17h00), M. BRAURE Damien (pouvoir à M. LEGRAND Jean François à partir de 17h00), M. CABAYE Maxime (pouvoir à M. DESBONNET Christophe à partir de 17h20), M. CAUDERLIER Frédéric (pouvoir à Mme. MOENECLAEY Hélène à partir de 17h00), Mme. DE SMEDT Myriam (pouvoir à M. FITAMANT Sébastien à partir de 17h15), Mme. DEBOOSERE Eglantine (pouvoir à M. BUYSSECHAERT Eric à partir de 17h00), M. DESMET Rodrigue (pouvoir à M. CAUCHE Régis à partir de 17h00), M. DESTAILLEUR Jean-Christophe (pouvoir à M. CATHELAIN Loïc à partir de 17h04), Mme. DUCRET Stéphanie (pouvoir à M. PLANCKE Ghislain à partir de 17h00), M. DUCROCQ Jacques (pouvoir à M. AMBROZIEWICZ Jean Marc à partir de 17h00), Mme. DUHAMEL Vanessa (pouvoir à Mme. BRULANT Ingrid à partir de 17h08), Mme. FURNE Dominique (pouvoir à M. COSTEUR Sébastien à partir de 17h51), M. GADAUT Henri (pouvoir à M. BAERT Dominique à partir de 17h00), M. HEIREMANS David (pouvoir à M. LEFEBVRE Joseph à partir de 17h02), M. MAENHOUT Peter (pouvoir à M. DOUFFI Ali à partir de 17h05), Mme. MARIAGE-DESREUX Isabelle (pouvoir à Mme. BRANQUART Anne-Sophie à partir de 17h00), Mme. MEZOUANE-RAHMI Nabella (pouvoir à M. LEFEBVRE Frédéric à partir de 17h00), M. MONTOIS Jacques (pouvoir à M. BLONDEAU Alain à partir de 17h00), M. PASTOUR Jacques (pouvoir à Mme. GOUBE Françoise à partir de 17h13), Mme. PONCHAUX Danièle (pouvoir à Mme. POLLET Isabelle à partir de 17h03), M. PROKOPOWICZ Charles Alexandre (pouvoir à M. CAUDRON Christophe à partir de 17h00), Mme. SABE Sarah (pouvoir à Mme. BRUN Charlotte à partir de 17h00), M. TAISNE Arnaud (pouvoir à M. DAVID BROCHEN Martin à partir de 17h00), Mme. WENDERBECQ Ghislaine (pouvoir à Mme. GLADYSZ Magali à partir de 17h00).

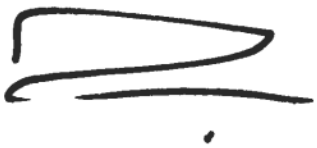
Élus absents () :

.

Le quorum étant atteint, le Conseil de la MEL peut valablement délibérer.

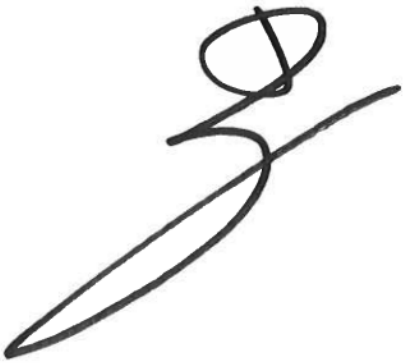
Le Secrétaire de séance

Nicolas DETERPIGNY



Le Président de la
Métropole Européenne de Lille

Damien CASTELAIN



Ce document a été signé numériquement le 23/12/2024
La version numérique est disponible auprès des services de la Métropole européenne de Lille

REPUBLIQUE FRANÇAISE

06 Groupements de collectivités : METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE Budget Général (2)

Numéro SIRET : 20009320100065

POSTE COMPTABLE : le Trésorier de la MEL

M. 57

Décision modificative 1 (3)
Voté par nature

BUDGET : Budget Opé Aménagement (4)

ANNEE 2024

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 23/12/2024
Arnaud Hicter

24-C-0388

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 27
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 28
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 29
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 30
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 32
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 35
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 37

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble Sans Objet
A1.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble Sans Objet
A2.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports Sans Objet

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet

B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire	39
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	40
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	41

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures	42

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	0

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	0.00

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	0.00
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	0.0%
4	Encours de dette / population (2) (3)	0.00
5	DGF / population	0.00
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	0.0%
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	0.0%
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	0.0%
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	0.0%
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	0.0%

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : %
- Investissement : %

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1 (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1) — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	1 630,00	160 046,08	1 186 118,85	A1	1 344 534,93
Investissement	0,00	0,00	(3) 12 983,14	A2	12 983,14
Fonctionnement	1 630,00	160 046,08	(4) 1 173 135,71	A3	1 331 551,79

	RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	26 991,95	III + IV	0,00	B1	-26 991,95
Investissement	I	26 991,95	III	0,00	B2	-26 991,95
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	**A1 + B1**	1 317 542,98
Investissement	**A2 + B2**	-14 008,81
Fonctionnement	**A3 + B3**	1 331 551,79

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	26 991,95
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		26 991,95
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (3)	0,00	0,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	158 400,00	158 400,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (4)	158 400,00	158 400,00

TOTAL DU BUDGET (5)	158 400,00	158 400,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

PRESENTATION DES AP VOTEES

II
B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**
« AP de dépenses imprévues » (2)		020	0,00
TOTAL GENERAL			**0,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

PRESENTATION DES AE VOTEES

II
B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**
« AE de dépenses imprévues » (2)		022	0,00
TOTAL GENERAL			**0,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	28 991,95	0,00	0,00	0,00	28 991,95
Total des dépenses d'équipement		**28 991,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28 991,95**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 221 880,88	0,00	0,00	0,00	1 221 880,88
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**1 221 880,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 221 880,88**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**1 250 872,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 250 872,83**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**1 250 872,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 250 872,83**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 250 872,83**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**2 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	14 008,81	0,00	0,00	0,00	14 008,81
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**14 008,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 008,81**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**16 008,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 008,81**

021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*1 221 880,88*		*0,00*	*0,00*	*1 221 880,88*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***1 221 880,88***		***0,00***	***0,00***	***1 221 880,88***

TOTAL	**1 237 889,69**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 237 889,69**
					+
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE					**12 983,14**
					=
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					**1 250 872,83**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**1 221 880,88**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	98 062,10	0,00	0,00	0,00	98 062,10
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**98 062,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**98 062,10**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00		158 400,00	158 400,00	158 400,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**98 062,10**	**0,00**	**158 400,00**	**158 400,00**	**256 462,10**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*1 221 880,88*		*0,00*	*0,00*	*1 221 880,88*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***1 221 880,88***		***0,00***	***0,00***	***1 221 880,88***
TOTAL		**1 319 942,98**	**0,00**	**158 400,00**	**158 400,00**	**1 478 342,98**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**1 478 342,98**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 400,00	0,00	0,00	0,00	1 400,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	1 000,00	0,00	158 400,00	158 400,00	159 400,00
Total des recettes de gestion courante		**2 400,00**	**0,00**	**158 400,00**	**158 400,00**	**160 800,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**2 400,00**	**0,00**	**158 400,00**	**158 400,00**	**160 800,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**2 400,00**	**0,00**	**158 400,00**	**158 400,00**	**160 800,00**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**1 317 542,98**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**1 478 342,98**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	**1 221 880,88**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	0,00		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	0,00	*0,00*	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	158 400,00	*0,00*	158 400,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**158 400,00**	***0,00***	**158 400,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**158 400,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	158 400,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**158 400,00**	***0,00***	**158 400,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**158 400,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 250 872,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	28 991,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**28 991,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 221 880,88	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**1 221 880,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**1 250 872,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**0,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (9)	**0,00**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**0,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 223 880,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**2 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**2 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*1 221 880,88*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***1 221 880,88***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (8)	**0,00**
Affectation au compte 1068 (9)	**0,00**
Total des recettes d'investissement cumulées	**0,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — A1

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 250 872,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	28 991,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313 238	Constructions Avances commandes immo corporelles	2 000,00 26 991,95	0,00 0,00		0,00 0,00	0,00 0,00	0,00 0,00	0,00 0,00	0,00 0,00
	Total des opérations d'équipement (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**28 991,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	1 221 880,88	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
168751	Dettes - GFP de rattachement	1 221 880,88	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**1 221 880,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**1 250 872,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
	Reprise sur autofinancement antérieur	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (8)	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
3351 *3355*	*Terrains* *Travaux*	*0,00* *0,00*			*0,00* *0,00*	*0,00* *0,00*		*0,00* *0,00*	*0,00* *0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**0,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 223 880,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
168751	Dettes - GFP de rattachement	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**2 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**2 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*1 221 880,88*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
3351	*Terrains*	*1 039 756,52*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
3354	*Etudes et prestations de services*	*30 330,49*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
3355	*Travaux*	*131 092,61*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
33581	*Frais accessoires*	*20 701,26*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***1 221 880,88***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 319 942,98**	**0,00**	**0,00**	**158 400,00**	**158 400,00**	**0,00**	**158 400,00**	**158 400,00**
011	Charges à caractère général (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	98 062,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**98 062,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			158 400,00	158 400,00		158 400,00	158 400,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**158 400,00**	**158 400,00**		**158 400,00**	**158 400,00**
Total des dépenses réelles		**98 062,10**	**0,00**	**0,00**	**158 400,00**	**158 400,00**	**0,00**	**158 400,00**	**158 400,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*1 221 880,88*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**1 221 880,88**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D002 Résultat reporté ou anticipé (6)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**158 400,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**2 400,00**	**0,00**	**158 400,00**	**158 400,00**	**158 400,00**
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	1 000,00	0,00	158 400,00	158 400,00	158 400,00
Total des recettes de gestion des services		**2 400,00**	**0,00**	**158 400,00**	**158 400,00**	**158 400,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**2 400,00**	**0,00**	**158 400,00**	**158 400,00**	**158 400,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

R002 Résultat reporté ou anticipé (8)	**0,00**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**158 400,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 319 942,98**	**0,00**	**0,00**	**158 400,00**	**158 400,00**	**0,00**	**158 400,00**	**158 400,00**
011	Charges à caractère général (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
605	Achats de matériel, équip. et travaux	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	98 062,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65822	Reversement excédent budgets annexes	97 062,10	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6583	Int. moratoires et pénalités sur marchés	500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**98 062,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (5)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	0,00			158 400,00	158 400,00		158 400,00	158 400,00
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	0,00			158 400,00	158 400,00		158 400,00	158 400,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**158 400,00**	**158 400,00**		**158 400,00**	**158 400,00**
Total des dépenses réelles		**98 062,10**	**0,00**	**0,00**	**158 400,00**	**158 400,00**	**0,00**	**158 400,00**	**158 400,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*1 221 880,88*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
60315	*Variation stocks terrains à aménager*	*43 977,70*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
7133	*Variat° en-cours de production biens*	*87 114,91*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
71355	*Variat° stocks terrains aménagés*	*1 090 788,27*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**1 221 880,88**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**2 400,00**	**0,00**	**158 400,00**	**158 400,00**	**158 400,00**
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7015	Ventes de terrains aménagés	1 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	1 000,00	0,00	158 400,00	158 400,00	158 400,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75822	Prise en charge déficit budget annexe	1 000,00	0,00	158 400,00	158 400,00	158 400,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**2 400,00**	**0,00**	**158 400,00**	**158 400,00**	**158 400,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**2 400,00**	**0,00**	**158 400,00**	**158 400,00**	**158 400,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
7133	*Variat° en-cours de production biens*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043)*.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**12 983,14**	**0,00**	**0,00**	**12 983,14**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**-26 991,95**	**0,00**	**0,00**	**-26 991,95**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-14 008,81**	**0,00**	**0,00**	**-14 008,81**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Affectation au 1068 (C)	**14 008,81**	**0,00**	**0,00**	**14 008,81**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-14 008,81**	**0,00**	**0,00**	**-14 008,81**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**1 221 880,88**	**0,00**	**0,00**	**1 221 880,88**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**-1 221 880,88**	**0,00**	**0,00**	**-1 221 880,88**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique, lors de cette séance ou lors d'une séance précédente.

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**I 1 221 880,88**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**1 221 880,88**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	1 221 880,88	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 0,00**	**0,00**	**VI 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
29…	*Dépréciations des immobilisations*			
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33…	*En-cours de production de biens (5)*			
35…	*Stocks de produits (5)*			
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59…	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 188
Nombre de membres présents : 163
Nombre de suffrages exprimés : 187
VOTES :
Pour : 178
Contre : 0
Abstentions : 9

Date de convocation : 13/12/2024

Présenté par le premier vice président délégué pour le président (1),
A Lille, le 20/12/2024

Délibéré par l'assemblée du conseil métropolitain (2), réunie en session de la Métropole Européenne de Lille
A Lille, le 20/12/2024
Les membres de l'assemblée délibérante du conseil métropolitain (2),(3).

.

Certifié exécutoire par le premier vice président délégué pour le président (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Pour rendu exécutoire

Publié le 24/12/2024

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 23/12/2024
Arnaud FICOT

24-C-0389

Séance du vendredi 20 décembre 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

BUDGET ANNEXE TRANSPORTS - DECISION MODIFICATIVE N° 2 - EXERCICE 2024

I. Exposé des motifs

La décision modificative n°2 permet d'ajuster les crédits ouverts suite au vote du budget primitif 2024, du budget supplémentaire 2024 et de la décision modificative n°1.

La décision modificative (DM) n°2 de l'exercice 2024 du budget annexe Transports augmente la masse budgétaire globale de 4M€.

Cette masse globale (mouvements réels et mouvements d'ordre) s'élève à 889,2M€ et se répartit de la manière suivante :

- Section de fonctionnement : 550,4M€, soit 61,9% ;
- Section d'investissement : 338,8M€, soit 38,1%.

Section de fonctionnement :

En dépenses, la DM n°2 porte une augmentation de 4M€ des crédits concernant :

- 3,7M€ au titre des dépenses d'exploitation dont notamment les dépenses induites par l'avenant n°9 de la CSP Transports qui est proposé au vote à ce même Conseil métropolitain ;
- 0,5M€ pour l'inscription de provisions pour risques et charges ;
- 76K€ relatifs au reversement du versement mobilité ;
- -0,2M€ au titre des frais financiers (ICNE) au regard des niveaux de mobilisation et de taux.

En conséquence, afin d'équilibrer le budget, la subvention d'équilibre versée par le budget général est ajustée de +4M€ et s'établit à 54,2M€, dont 5,3M€ au titre de l'intégration tarifaire.

Section d'investissement :

En investissement, la présente décision modificative comporte une révision de plusieurs Autorisations de Programme (AP) et la création d'une AP.

Ces révisions concernent :

- Les AP SDIT pour intégrer les délibérations d'attribution des marchés de maîtrise d'œuvre :
-
    - AP « SDIT Missions transverses » dont le montant est augmenté de +2 855 412,02 € portant ainsi le total de l'AP à 17 329 910,72 € ;
    - AP « SDIT – Phase préalable Tramway », dont le montant est diminué de -2 243 506,77€ portant ainsi le total de l'AP à 74 848 564,23 € ;
    - AP « SDIT-Phase préalable BHNS », dont le montant est augmenté de +2 899 384,74€ portant ainsi le total de l'AP à 16 053 417,37 € ;
    -
- l'AP « Tramway – Grosses réparations », dont le montant est augmenté de +16 000 000€ portant ainsi le total de l'AP à 143 897 984 € pour intégrer des travaux complémentaires et des travaux de végétalisation ;

- l'AP « Liane 5 », dont le montant est augmenté de +1 902 000 € portant ainsi le total de l'AP à 16 134 649€ afin d'intégrer les actualisations de fin de projet.

- Une nouvelle AP intitulée "Renouvellement du matériel roulant du métro Ligne 1" est créée pour un montant global de 220 673 121,61 euros.

La balance ci-annexée rappelle, par section, l'équilibre général du budget primitif, du budget supplémentaire, de la DM n°1 et de la DM n°2 de l'exercice 2024.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Gouvernance, Finances, Eval. Politiques publiques, Administration, RH consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) D'approuver la décision modificative n° 2 du budget annexe Transports, telle qu'elle figure en annexe ;

2) D'acter la révision de l'AP « SDIT Missions transverses » dont le montant est augmenté de +2 855 412,02 euros portant ainsi le total de l'AP à 17 329 910,72 euros, de l'AP « SDIT – Phase préalable Tramway » dont le montant est diminué de -2 243 506,77 euros portant ainsi le total de l'AP à 74 848 564,23 euros, de l'AP « SDIT-Phase préalable BHNS » dont le montant est augmenté de +2 899 384,74 euros portant ainsi le total de l'AP à 16 053 417,37 euros, de l'AP « Tramway – Grosses réparations », dont le montant est augmenté de +16 000 000 euros portant ainsi le total de l'AP à 143 897 984 euros, de l'AP « Liane 5 », dont le montant est augmenté de +1 902 000 euros portant ainsi le total de l'AP à 16 134 649 euros ;

3) D’acter la création de l’AP « Renouvellement du matériel roulant du métro Ligne 1 » d’un montant de 220 673 121,61 euros,

4) D’augmenter de 4 033 511,86 euros le montant de la participation à l'exploitation versé par le budget général au budget Transports pour la porter à 54 239 843,20 euros, dont 5 300 000 euros au titre de l’intégration tarifaire. Ce montant maximum pourra être versé au fur et à mesure des besoins du budget.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
Le groupe Métropole Ecologiste Citoyenne et Solidaire s'étant abstenu.

Budget Transports

Dépenses

Section	Chap.	Libellé chapitre	BP+BS+DM1 Réel	DM2 Réel	Total	BP+BS+DM1 Ordre	DM2 Ordre	Total	BP+BS+DM1 Réel et Ordre	DM2 Réél et Ordre	Total Réel et Ordre
Investissement	001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	37 372 522	0	37 372 522				37 372 522	0	37 372 522
	040	Opérations d'ordre de transfert entre sections				5 182 790	0	5 182 790	5 182 790	0	5 182 790
	041	Opérations patrimoniales				26 500 000	0	26 500 000	26 500 000	0	26 500 000
	16	Emprunts et dettes assimilées	123 155 030	0	123 155 030				123 155 030	0	123 155 030
	20	Immobilisations incorporelles	8 619 043	0	8 619 043				8 619 043	0	8 619 043
	21	Immobilisations corporelles	31 389 200	-774 000	30 615 200				31 389 200	-774 000	30 615 200
	23	Immobilisations en cours	106 532 931	774 000	107 306 931				106 532 931	774 000	107 306 931
	45810002	Autres Pôles d'échanges Multimodale et Parcs Relais - Villeneuve d'Ascq	31 500	0	31 500				31 500	0	31 500
		Somme :	**307 100 226**	**0**	**307 100 226**	**31 682 790**	**0**	**31 682 790**	**338 783 016**	**0**	**338 783 016**
Fonctionnement	011	Charges à caractère général	366 495 785	3 700 000	370 195 785				366 495 785	3 700 000	370 195 785
	012	Charges de personnel et frais assimilés	5 292 936	0	5 292 936				5 292 936	0	5 292 936
	014	Atténuations de produits	120 000	76 000	196 000				120 000	76 000	196 000
	023	Virement à la section d'investissement				78 703 806	0	78 703 806	78 703 806	0	78 703 806
	042	Opérations d'ordre de transfert entre sections				75 278 616	0	75 278 616	75 278 616	0	75 278 616
	65	Autres charges de gestion courante	10 043 015	0	10 043 015				10 043 015	0	10 043 015
	66	Charges financières	10 329 339	-242 488	10 086 851				10 329 339	-242 488	10 086 851
	67	Charges exceptionnelles	143 084	0	143 084				143 084	0	143 084
	68	Dotations aux provisions et aux dépréciations	0	500 000	500 000				0	500 000	500 000
		Somme :	**392 424 159**	**4 033 512**	**396 457 671**	**153 982 422**	**0**	**153 982 422**	**546 406 581**	**4 033 512**	**550 440 093**
		Total général	**699 524 385**	**4 033 512**	**703 557 897**	**185 665 212**	**0**	**185 665 212**	**885 189 597**	**4 033 512**	**889 223 109**

Recettes

Section	Chap.	Libellé chapitre	BP+BS+DM1 Réel	DM2 Réel	Total	BP+BS+DM1 Ordre	DM2 Ordre	Total	BP+BS+DM1 Réel et Ordre	DM2 Réél et Ordre	Total Réel et Ordre
Investissement	021	Virement de la section d'exploitation				78 703 806	0	78 703 806	78 703 806	0	78 703 806
	040	Opérations d'ordre de transfert entre sections				75 278 616	0	75 278 616	75 278 616	0	75 278 616
	041	Opérations patrimoniales				26 500 000	0	26 500 000	26 500 000	0	26 500 000
	10	Dotations, fonds divers et réserves	38 730 486	0	38 730 486				38 730 486	0	38 730 486
	13	Subventions d'investissement	21 918 691	0	21 918 691				21 918 691	0	21 918 691
	16	Emprunts et dettes assimilées	97 600 000	0	97 600 000				97 600 000	0	97 600 000
	21	Immobilisations corporelles	57	0	57				57	0	57
	23	Immobilisations en cours	51 361	0	51 361				51 361	0	51 361
		Somme :	**158 300 594**	**0**	**158 300 594**	**180 482 422**	**0**	**180 482 422**	**338 783 016**	**0**	**338 783 016**
Fonctionnement	002	Résultat d'exploitation reporté	64 407 153	0	64 407 153				64 407 153	0	64 407 153
	042	Opérations d'ordre de transfert entre sections				5 182 790	0	5 182 790	5 182 790	0	5 182 790
	70	Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises	105 409 484	0	105 409 484				105 409 484	0	105 409 484
	73	Produits issus de la fiscalité	307 008 000	0	307 008 000				307 008 000	0	307 008 000
	74	Subventions d'exploitation	56 122 516	4 033 512	60 156 028				56 122 516	4 033 512	60 156 028
	75	Autres produits de gestion courante	2 391 912	0	2 391 912				2 391 912	0	2 391 912
	77	Produits exceptionnels	5 884 725	0	5 884 725				5 884 725	0	5 884 725
		Somme :	**541 223 791**	**4 033 512**	**545 257 303**	**5 182 790**	**0**	**5 182 790**	**546 406 581**	**4 033 512**	**550 440 093**
		Total général	**699 524 385**	**4 033 512**	**703 557 897**	**185 665 212**	**0**	**185 665 212**	**885 189 597**	**4 033 512**	**889 223 109**

Réunion du CONSEIL du 20/12/2024

Nombre de membres en exercice : 188
Quorum minimum requis : 95
Date de la convocation à la réunion : 13/12/2024

Président : CASTELAIN Damien
(Secrétaire de Séance : DETERPIGNY Nicolas)

Présents (164) :

M. ACHIBA Salim (pouvoir à Mme. DURET Bérengére de 17h14 à 18h05), M. AGBEGNA Kwami, M. AL- DANDACHI Maroin, M. AMBROZIEWICZ Jean Marc, M. AMROUNI Karim (à partir de 17h05), M. ANDRIES Jean Philippe, Mme. AUBRY Martine (à partir de 17h09), Mme. BADERI Anissa (pouvoir à Mme RODES Estelle à partir de 20h02), M. BAERT Dominique, Mme. BALMELLE Faustine (à partir de 17h00), M. BALY Stéphane, Mme. BECUE Doriane, M. BEHARELLE Pierre, M. BELABBES Hiazid (à partir de 17h10), Mme. BELGACEM Nadia (à partir de 17h09), M. BEZIRARD Alain (à partir de 17h14), M. BLONDEAU Alain, M. BOCQUET Eric, Mme. BODIER Élisabeth, M. BONNET Xavier, M. BONTE Thierry, M. BORREWATER Michel, M. BOUCHE Nicolas (à partir de 17h19), Mme. BRANQUART Anne-Sophie, M. BREHON Raphaël, Mme. BRESSON Marie Pierre (à partir de 17h03), M. BROGNIART Sébastien, Mme. BRULANT-FORTIN Ingrid (à partir de 17h08), Mme. BRUN Charlotte, M. BUISSE Jean Louis, M. BUYSSECHAERT Eric, M. CADART François Xavier, M. CAMBIEN Alain, M. CANESSE Pierre, M. CAREMELLE Olivier, Mme. CASIER Carole, M. CASTELAIN Damien, M. CATHELAIN Loïc (à partir de 17h04), M. CAUCHE Régis, M. CAUDRON Christophe, M. CAUDRON Gérard (à partir de 17h12), M. CHALAH Mehdi (à partir de 17h08), Mme. CHANTELOUP Fabienne, M. CHARPENTIER Raphaël (à partir de 17h12), Mme. COEVOET Barbara, M. COLIN Michel, M. CORBILLON Matthieu, M. COSTEUR Sébastien (à partir de 17h51), M. CREPEL Jérémie, M. DARMANIN Gérald (à partir de 17h06 et pouvoir à Mme BECUE Doriane à partir de 20h14), M. DAVID BROCHEN Martin, M. DEBEER Bernard (à partir de 17h07), M. DEHAUT Bernard, Mme. DELACROIX Sylviane, M. DELANGHE Yann, M. DELBAR Guillaume (à partir de 17h08), M. DELEBARRE Patrick (à partir de 17h08), M. DELEPAUL Michel, M. DENDIEVEL Stanislas, Mme. DEPREZ-LEFEBVRE Thérèse (à partir de 17h25), M. DESBONNET Christophe (à partir de 17h20), M. DESLANDES Arnaud (à partir de 17h36), M. DESMETTRE Pierre-Henri, M. DETERPIGNY Nicolas, Mme. DOIGNIES Rosemonde, Mme. DOMRAULT TANGUY Carole, M. DOUFFI Ali (à partir de 17h05), M. DUBOIS André Luc, M. DUFOUR Didier, M. DURAND Eric (à partir de 17h11), Mme. DURET Bérengére (à partir de 17h14), M. ELEGEEST Rudy, M. FITAMANT Sébastien (à partir de 17h15), M. FLINOIS Jean-Claude, Mme. GANTIEZ Dominique, M. GARCIN Alexandre, Mme. GAUTIER Marion (à partir de 17h09), M. GEENENS Patrick, M. GERARD Bernard (à partir de 17h14), M. GHERBI Franck, Mme. GILME Sylvie, Mme. GIRARD Maryvonne (à partir de 17h07), Mme. GLADYSZ-SEBILLE Magali, Mme. GOFFARD Anne, M. GONCE Alain (à partir de 17h06), Mme. GOUBE Françoise (à partir de 17h13), M. GRAS Christophe, M. GUILLON Philippe, M. HAESEBROECK Bernard (à partir de 17h04), Mme. HALLYNCK Rose-Marie, M. HANOH Franck (à partir de 17h09), M. HAYART Daniel, M. HOUSET Alexis (à partir de 17h31), M. HUTCHINSON Yvan (à partir de 17h08), Mme. JANSSENS Marie-Pierre, Mme. KHATIR Saliha (à partir de 17h27), Mme. KRAMARZ Marie-José, M. LEBARGY Louis Pascal, M. LECLERCQ Alain (à partir de 17h06), M. LEDE Jean-Marie, Mme. LEFEBVRE Catherine, M. LEFEBVRE Frédéric, M. LEFEBVRE Joseph (à partir de 17h02), M. LEGRAND Dominique, M. LEGRAND Jean François, M. LENFANT Henri, M. LEPRETRE Sébastien (à partir de 17h09), M. LEWILLE Christian, M. LIENART Christophe (à partir de 17h15), M. LIMOUSIN Philippe (à partir de 17h05), Mme. LINKENHELD Audrey, M. LOUZANI Karim, M. MANIER Didier, M. MARCY Louis, Mme. MASSE Marie Elisabeth (à partir de 17h12), Mme. MASSIET Violette (à partir de 17h07), M. MASSON Jean-Gabriel, M. MATHON Christian, M. MAYOR Gérard, Mme. MAZZOLINI Sylvie, M. MENAULT Jean-Claude, M. MINARD Frédéric (à partir de 17h06), Mme. MOENECLAEY Hélène, M. MOLLE Jean Michel, Mme. MOREAUX Maryse, M. MOUVEAU Eric, Mme. NIREL Marie-Noëlle, Mme. OSSON Catherine (à partir de 17h25), Mme. PARIS Isabelle (à partir de 17h05), M. PAU André, M. PAURON Eric, M. PETRONIN Yvon, M. PICK Max André (à partir de 17h05), Mme. PIERRE-RENARD Dominique, M. PILETTE Julien (à partir de 17h04), M. PLANCKE Ghislain, M. PLOUY Michel (à partir de 17h02), M. PLUSS Alain (à partir de 17h03), Mme. POLLET Isabelle (à partir de 17h03), M. POSMYK Pierre, M. PROISY Ludovic, M. PROISY Patrick (à

partir de 17h06), Mme. RENGOT Marielle, M. RICHIR Jacques, Mme. RODES Estelle (à partir de 18h22), M. ROLLAND Thierry (à partir de 17h23), Mme. ROUSSEL Hélène (à partir de 17h01), Mme. RUBIO-COQUEMPOT Barbara, Mme. SEDOU Nathalie (à partir de 17h00), Mme. SEGARD Pauline (à partir de 17h02), M. SKYRONKA Eric, M. SONNTAG Pierre, Mme. STANIEC-WAVRANT Marie-Christine (à partir de 17h06), M. TALPAERT Franck, Mme. THOMAS Laetitia (à partir de 17h02), Mme. TONNERRE-DESMET Marie (à partir de 17h04), M. TURPIN Olivier, M. VERCAMER Francis (à partir de 17h04), M. VERIN Jean-Philippe, M. VICOT Roger (pouvoir à Mme. RENGOT Marielle de 17h16 à 17h18 et pouvoir à Mme. LINKENHELD Audrey de 17h18 à 18h04), Mme. VOITURIEZ Anne, M. VUYLSTEKER Jean-Marie (à partir de 17h24), M. WOLFCARIUS Loïc, Mme. ZOUGGAGH Karima (à partir de 17h30).

Élus absents ayant donné pouvoir (24) :

Mme. BARISEAU Florence (pouvoir à M. GARCIN Alexandre à partir de 17h00), M. BRAURE Damien (pouvoir à M. LEGRAND Jean François à partir de 17h00), M. CABAYE Maxime (pouvoir à M. DESBONNET Christophe à partir de 17h20), M. CAUDERLIER Frédéric (pouvoir à Mme. MOENECLAEY Hélène à partir de 17h00), Mme. DE SMEDT Myriam (pouvoir à M. FITAMANT Sébastien à partir de 17h15), Mme. DEBOOSERE Eglantine (pouvoir à M. BUYSSECHAERT Eric à partir de 17h00), M. DESMET Rodrigue (pouvoir à M. CAUCHE Régis à partir de 17h00), M. DESTAILLEUR Jean-Christophe (pouvoir à M. CATHELAIN Loïc à partir de 17h04), Mme. DUCRET Stéphanie (pouvoir à M. PLANCKE Ghislain à partir de 17h00), M. DUCROCQ Jacques (pouvoir à M. AMBROZIEWICZ Jean Marc à partir de 17h00), Mme. DUHAMEL Vanessa (pouvoir à Mme. BRULANT Ingrid à partir de 17h08), Mme. FURNE Dominique (pouvoir à M. COSTEUR Sébastien à partir de 17h51), M. GADAUT Henri (pouvoir à M. BAERT Dominique à partir de 17h00), M. HEIREMANS David (pouvoir à M. LEFEBVRE Joseph à partir de 17h02), M. MAENHOUT Peter (pouvoir à M. DOUFFI Ali à partir de 17h05), Mme. MARIAGE-DESREUX Isabelle (pouvoir à Mme. BRANQUART Anne-Sophie à partir de 17h00), Mme. MEZOUANE-RAHMI Nabella (pouvoir à M. LEFEBVRE Frédéric à partir de 17h00), M. MONTOIS Jacques (pouvoir à M. BLONDEAU Alain à partir de 17h00), M. PASTOUR Jacques (pouvoir à Mme. GOUBE Françoise à partir de 17h13), Mme. PONCHAUX Danièle (pouvoir à Mme. POLLET Isabelle à partir de 17h03), M. PROKOPOWICZ Charles Alexandre (pouvoir à M. CAUDRON Christophe à partir de 17h00), Mme. SABE Sarah (pouvoir à Mme. BRUN Charlotte à partir de 17h00), M. TAISNE Arnaud (pouvoir à M. DAVID BROCHEN Martin à partir de 17h00), Mme. WENDERBECQ Ghislaine (pouvoir à Mme. GLADYSZ Magali à partir de 17h00).

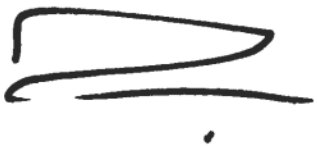
Élus absents () :

.

Le quorum étant atteint, le Conseil de la MEL peut valablement délibérer.

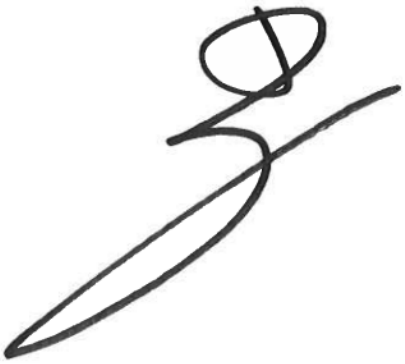
Le Secrétaire de séance

Nicolas DETERPIGNY



Le Président de la
Métropole Européenne de Lille

Damien CASTELAIN



Ce document a été signé numériquement le 23/12/2024
La version numérique est disponible auprès des services de la Métropole européenne de Lille

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 20009320100032	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT 06 Groupements de collectivités METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE

POSTE COMPTABLE DE : le Trésorier de la MEL

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 43 (1)

Décision modificative 2 (2)

BUDGET : Budget Transports (3)

ANNEE 2024

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.
(2) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 23/12/2024
Arnaud Ricour

24-C-0389

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget — Sans Objet

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections — 3
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres — 4
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres — 6
B1 - Balance générale du budget - Dépenses — 8
B2 - Balance générale du budget - Recettes — 9

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses — 11
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes — 13
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses — 14
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes — 16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles — 18

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie — Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette — Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux — Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours — Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture — Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes — Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements — Sans Objet
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations — Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions — Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières — Sans Objet
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses — Sans Objet
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes — Sans Objet
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) — Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) — Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) — Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) — Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées — Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers — Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie — Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt — Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget — Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail — Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat — Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés — Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus — Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents — 19
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents — 20

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel — Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie — Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) — Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) — Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures — 21

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.
(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.
(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
VUE D'ENSEMBLE — A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	4 033 511,86	4 033 511,86
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	4 033 511,86	4 033 511,86

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	0,00	0,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	4 033 511,86	4 033 511,86

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	366 495 785,23	0,00	3 700 000,00	3 700 000,00	370 195 785,23
012	Charges de personnel, frais assimilés	5 292 935,52	0,00	0,00	0,00	5 292 935,52
014	Atténuations de produits	120 000,00	0,00	76 000,00	76 000,00	196 000,00
65	Autres charges de gestion courante	10 043 015,00	0,00	0,00	0,00	10 043 015,00
Total des dépenses de gestion des services		**381 951 735,75**	**0,00**	**3 776 000,00**	**3 776 000,00**	**385 727 735,75**
66	Charges financières	10 329 339,00	0,00	-242 488,14	-242 488,14	10 086 850,86
67	Charges exceptionnelles	143 084,00	0,00	0,00	0,00	143 084,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		500 000,00	500 000,00	500 000,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**392 424 158,75**	**0,00**	**4 033 511,86**	**4 033 511,86**	**396 457 670,61**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*78 703 806,04*		*0,00*	*0,00*	*78 703 806,04*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*75 278 616,00*		*0,00*	*0,00*	*75 278 616,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***153 982 422,04***		***0,00***	***0,00***	***153 982 422,04***
TOTAL		**546 406 580,79**	**0,00**	**4 033 511,86**	**4 033 511,86**	**550 440 092,65**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	550 440 092,65

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	105 409 484,00	0,00	0,00	0,00	105 409 484,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	307 008 000,00	0,00	0,00	0,00	307 008 000,00
74	Subventions d'exploitation	56 122 516,34	0,00	4 033 511,86	4 033 511,86	60 156 028,20
75	Autres produits de gestion courante	2 391 912,00	0,00	0,00	0,00	2 391 912,00
Total des recettes de gestion des services		**470 931 912,34**	**0,00**	**4 033 511,86**	**4 033 511,86**	**474 965 424,20**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	5 884 724,99	0,00	0,00	0,00	5 884 724,99
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**476 816 637,33**	**0,00**	**4 033 511,86**	**4 033 511,86**	**480 850 149,19**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*5 182 790,00*		*0,00*	*0,00*	*5 182 790,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***5 182 790,00***		***0,00***	***0,00***	***5 182 790,00***
TOTAL		**481 999 427,33**	**0,00**	**4 033 511,86**	**4 033 511,86**	**486 032 939,19**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	64 407 153,46

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	550 440 092,65

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	148 799 632,04

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	8 619 043,00	0,00	0,00	0,00	8 619 043,00
21	Immobilisations corporelles	31 389 200,00	0,00	0,00	0,00	31 389 200,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	106 532 931,00	0,00	0,00	0,00	106 532 931,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**146 541 174,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**146 541 174,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	123 155 029,83	0,00	0,00	0,00	123 155 029,83
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**123 155 029,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**123 155 029,83**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**31 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**31 500,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**269 727 703,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**269 727 703,83**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*5 182 790,00*		*0,00*	*0,00*	*5 182 790,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*26 500 000,00*		*0,00*	*0,00*	*26 500 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***31 682 790,00***		***0,00***	***0,00***	***31 682 790,00***
TOTAL		**301 410 493,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**301 410 493,83**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	37 372 522,07

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	338 783 015,90

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	21 918 690,67	0,00	0,00	0,00	21 918 690,67
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	97 600 000,00	0,00	0,00	0,00	97 600 000,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	56,60	0,00	0,00	0,00	56,60
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	51 360,52	0,00	0,00	0,00	51 360,52
Total des recettes d'équipement		**119 570 107,79**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**119 570 107,79**
10	Dotations, fonds divers et réserves	854 200,00	0,00	0,00	0,00	854 200,00
106	Réserves (7)	37 876 286,07	0,00	0,00	0,00	37 876 286,07
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**38 730 486,07**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**38 730 486,07**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**158 300 593,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**158 300 593,86**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*78 703 806,04*		*0,00*	*0,00*	*78 703 806,04*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*75 278 616,00*		*0,00*	*0,00*	*75 278 616,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*26 500 000,00*		*0,00*	*0,00*	*26 500 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***180 482 422,04***		***0,00***	***0,00***	***180 482 422,04***
TOTAL		**338 783 015,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**338 783 015,90**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	338 783 015,90

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**148 799 632,04**

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	3 700 000,00		3 700 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	76 000,00		76 000,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	-242 488,14	*0,00*	-242 488,14
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	500 000,00	*0,00*	500 000,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**4 033 511,86**	***0,00***	**4 033 511,86**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**4 033 511,86**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	4 033 511,86		4 033 511,86
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes d'exploitation – Total	**4 033 511,86**	***0,00***	**4 033 511,86**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**4 033 511,86**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*0,00*	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**366 495 785,23**	**3 700 000,00**	**3 700 000,00**
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	4 000,00	0,00	0,00
611	Sous-traitance générale	353 396 615,00	3 700 000,00	3 700 000,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	5 000,00	0,00	0,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	1 955 000,00	0,00	0,00
61528	Entretien,réparation autres biens immob.	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	205 000,00	0,00	0,00
6162	Assurance obligatoire dommage construct°	220 000,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	1 950 523,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	133 750,00	0,00	0,00
6228	Divers	20 000,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	3 000,00	0,00	0,00
6238	Divers	7 500,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	4 500,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	239 350,00	0,00	0,00
62871	Remb. frais à la coll. de rattachement	912 331,23	0,00	0,00
6288	Autres	592 716,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	6 846 500,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**5 292 935,52**	**0,00**	**0,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	1 056 977,52	0,00	0,00
6331	Versement de mobilité	39 770,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	10 019,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	21 904,00	0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	6 011,00	0,00	0,00
6411	Salaires, appointements, commissions	2 324 920,00	0,00	0,00
6413	Primes et gratifications	839 633,00	0,00	0,00
6415	Supplément familial	28 318,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	240 797,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	569 046,00	0,00	0,00
6458	Cotisat° autres organismes sociaux	6 696,00	0,00	0,00
6471	Prestations directes	124 976,00	0,00	0,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	18 235,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	5 633,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**120 000,00**	**76 000,00**	**76 000,00**
739	Restitut° taxe Versement mobilité	120 000,00	76 000,00	76 000,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**10 043 015,00**	**0,00**	**0,00**
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00
65737	Subv. exploitat° autres EPL	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. exploitat° personne droit privé	9 822 005,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00
6588	Autres ch. diverses de gestion courante	221 010,00	0,00	0,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**381 951 735,75**	**3 776 000,00**	**3 776 000,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**10 329 339,00**	**-242 488,14**	**-242 488,14**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	8 900 000,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	329 339,00	-242 488,14	-242 488,14
6688	Autre	1 100 000,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**143 084,00**	**0,00**	**0,00**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	50 000,00	0,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	39 084,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	54 000,00	0,00	0,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**500 000,00**	**500 000,00**
6815	Dot. prov. pour risques exploitat°	0,00	500 000,00	500 000,00
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**392 424 158,75**	**4 033 511,86**	**4 033 511,86**
023	***Virement à la section d'investissement***	***78 703 806,04***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***75 278 616,00***	***0,00***	***0,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*151 782,00*	*0,00*	*0,00*
6871	*Dot. amort. exceptionnels immos*	*75 126 834,00*	*0,00*	*0,00*

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		*153 982 422,04*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		*153 982 422,04*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**546 406 580,79**	**4 033 511,86**	**4 033 511,86**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**4 033 511,86**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	1 623 460,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	1 536 609,14
= Différence ICNE N – ICNE N-1	86 850,86

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 4 et en M. 43.

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**105 409 484,00**	**0,00**	**0,00**
7061	Transport de voyageur	100 950 205,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses	637 880,00	0,00	0,00
7088	Autres produits activités annexes	3 821 399,00	0,00	0,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**307 008 000,00**	**0,00**	**0,00**
734	Versement de mobilité	307 008 000,00	0,00	0,00
74	**Subventions d'exploitation**	**56 122 516,34**	**4 033 511,86**	**4 033 511,86**
7471	Subv. exploitat° État	60 000,00	0,00	0,00
7472	Subv. exploitat° Régions	343 346,00	0,00	0,00
7473	Subv. exploitat° Départements	5 512 839,00	0,00	0,00
7475	Subv. exploitat° Groupements	50 206 331,34	4 033 511,86	4 033 511,86
75	**Autres produits de gestion courante**	**2 391 912,00**	**0,00**	**0,00**
753	Comp./relèv.seuil assuj.vers.transport	1 283 000,00	0,00	0,00
7588	Autres	1 108 912,00	0,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**470 931 912,34**	**4 033 511,86**	**4 033 511,86**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**5 884 724,99**	**0,00**	**0,00**
7711	Dédits et pénalités perçus	3 200 307,50	0,00	0,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	1 640 000,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	960 042,49	0,00	0,00
775	Produits cessions d'éléments d'actif	84 375,00	0,00	0,00
778	Autres produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**476 816 637,33**	**4 033 511,86**	**4 033 511,86**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***5 182 790,00***	***0,00***	***0,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*5 182 790,00*	*0,00*	*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***5 182 790,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**481 999 427,33**	**4 033 511,86**	**4 033 511,86**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**4 033 511,86**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**8 619 043,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	8 292 043,00	0,00	0,00
2032	Frais de recherche et de développement	73 000,00	0,00	0,00
2051	Concessions et droits assimilés	200 000,00	0,00	0,00
2088	Autres immobilisations incorporelles	54 000,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**31 389 200,00**	**0,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	16 317 200,00	0,00	0,00
2115	Terrains bâtis	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	655 000,00	0,00	0,00
2153	Installations à caractère spécifique	0,00	0,00	0,00
2156	Matériel de transport d'exploitation	14 417 000,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**106 532 931,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	37 184 929,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	68 733 002,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo. incorp.	615 000,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**146 541 174,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**123 155 029,83**	**0,00**	**0,00**
16318	Autres emprunts obligataires	11 000 000,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	18 500 000,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	6 760 000,00	0,00	0,00
16449	Opérat° de tirage sur ligne trésorerie	27 600 000,00	0,00	0,00
166	Refinancement de dette	50 000 000,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	9 295 029,83	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**123 155 029,83**	**0,00**	**0,00**
45810002	Autres Pôles d'échanges Multimodale et Parcs Relais - Villeneuve d'Ascq (6)	31 500,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**31 500,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**269 727 703,83**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***5 182 790,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***5 182 790,00***	***0,00***	***0,00***
13911	*Sub. équipt cpte résult. Etat*	*1 002 714,00*	*0,00*	*0,00*
13912	*Sub. équipt cpte résult. Régions*	*1 214 006,00*	*0,00*	*0,00*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*2 428 776,00*	*0,00*	*0,00*
13917	*Sub. équipt cpte résult.Budget communaut*	*522 913,00*	*0,00*	*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*14 381,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***26 500 000,00***	***0,00***	***0,00***
16441	*Opérat° afférentes à l'emprunt*	*20 000 000,00*	*0,00*	*0,00*
2156	*Matériel de transport d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2313	*Constructions*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*6 500 000,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***31 682 790,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**301 410 493,83**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**21 918 690,67**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. équipt Etat et établ. Nationaux	4 403 000,00	0,00	0,00
1312	Subv. équipt Régions	2 100 954,77	0,00	0,00
1317	Subv. équipt Budget communautaire, FS	15 004 735,90	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement	410 000,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**97 600 000,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	20 000 000,00	0,00	0,00
16449	Opérat° de tirage sur ligne trésorerie	27 600 000,00	0,00	0,00
166	Refinancement de dette	50 000 000,00	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**56,60**	**0,00**	**0,00**
2138	Autres constructions	56,60	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**51 360,52**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	717,77	0,00	0,00
238	Avances commandes immo. incorp.	50 642,75	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**119 570 107,79**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**38 730 486,07**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	854 200,00	0,00	0,00
1068	Autres réserves	37 876 286,07	0,00	0,00
165	**Dépôts et cautionnements recus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**38 730 486,07**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**158 300 593,86**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***78 703 806,04***	***0,00***	***0,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***75 278 616,00***	***0,00***	***0,00***
28031	*Frais d'études*	*788 177,00*	*0,00*	*0,00*
28032	*Frais de recherche et de développement*	*20 600,00*	*0,00*	*0,00*
28033	*Frais d'insertion*	*7 938,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*15 812,00*	*0,00*	*0,00*
28121	*Aménagement Terrains nus*	*4 450,00*	*0,00*	*0,00*
28125	*Aménagement Terrains bâtis*	*11 229,00*	*0,00*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*31 875 702,00*	*0,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*3 831 494,00*	*0,00*	*0,00*
28138	*Autres constructions*	*7 026 645,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*1 295 327,00*	*0,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*4 834 187,00*	*0,00*	*0,00*
28154	*Matériel industriel*	*540 328,00*	*0,00*	*0,00*
28155	*Outillage industriel*	*917,00*	*0,00*	*0,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*24 477 425,00*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, agencements*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*247 863,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*523,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres*	*299 999,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***153 982 422,04***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***26 500 000,00***	***0,00***	***0,00***
1641	*Emprunts en euros*	*20 000 000,00*	*0,00*	*0,00*
2031	*Frais d'études*	*1 500 000,00*	*0,00*	*0,00*
238	*Avances commandes immo. incorp.*	*5 000 000,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***180 482 422,04***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**338 783 015,90**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**0,00**

+

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
	R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)			0,00
				=
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.1

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP		
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de N (3)
102E13 Grosses réparations	127 897 984,09	16 000 000,00	143 897 984,09	47 805 554,40	20 155 636,00	75 936 793,69
104E20 Liane 5	14 232 648,73	1 902 000,00	16 134 648,73	5 207 302,00	7 964 756,00	2 962 590,73
102E36 Renouvellement matériel roulant métro ligne 1	0,00	220 673 121,61	220 673 121,61	0,00	0,00	220 673 121,61
128E01 SDIT - Missions transverses - Etudes	14 474 498,70	2 855 412,02	17 329 910,72	4 440 508,67	2 236 994,00	10 652 408,05
126E01 SDIT - Phase prélabale - BHNS	13 154 032,63	2 899 384,74	16 053 417,37	1 253 092,77	1 676 200,00	13 124 124,60
125E01 SDIT - Phase prélabale Tramway	77 092 071,16	-2 243 506,77	74 848 564,39	5 482 847,01	6 664 941,00	62 700 776,38

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.2

B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AE	Montant des AE			Montant des CP		
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de N (3)

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AE engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 188
Nombre de membres présents : 163
Nombre de suffrages exprimés : 187
VOTES :
Pour : 178
Contre : 0
Abstentions : 9

Date de convocation : 13/12/2024

Présenté par (1) le premier vice président délégué pour le président,
A Lille le 20/12/2024
(1) le premier vice président délégué pour le président,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session de la Métropole Européenne de Lille
A Lille, le 20/12/2024
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

.

Certifié exécutoire par (1) le premier vice président délégué pour le président, compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,…

(2) L'assemblée délibérante étant : du conseil métropolitain.

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 23/12/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20241220-lmc100000115001-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 23/12/2024
Retour préfecture le 23/12/2024
Publié le 24/12/2024

24-C-0391

Séance du vendredi 20 décembre 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES - EXERCICE 2025

Vu les articles L.2312-1 et L.5217-10-4 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) qui indiquent que doit se dérouler, dans un délai de 10 semaines précédant l'examen du budget primitif, un débat sur les orientations budgétaires ;

Vu les articles L.2311-1-1 et L.2311-1-2 du CGCT ;

I. Exposé des motifs

Ce débat est la première étape incontournable du cycle budgétaire qui donne aux membres de l'assemblée délibérante les informations qui leur permettront d'exercer leur pouvoir à l'occasion du vote du budget primitif.

Un rapport sur les orientations budgétaires servant de base au débat est donc présenté en annexe. Ce rapport reprend différents éléments de contexte, la présentation de la stratégie financière de la collectivité au service de ses habitants et de l'économie locale.

Il est proposé au conseil métropolitain d'engager le débat avant de se prononcer sur le budget 2025 qui sera soumis au vote de l'assemblée en février 2025.

Est joint en annexe de ce rapport, le rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes conformément aux articles du CGCT susvisés.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Gouvernance, Finances, Eval. Politiques publiques, Administration, RH consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) De prendre acte de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire 2025 sur la base du rapport annexé à la présente délibération,

2) De prendre acte de la présentation du rapport en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et du rapport annuel du développement durable.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2025

Le débat d'orientations budgétaires, prévu aux articles L. 2312-1 et L. 5217-10-4 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), est la première étape politique du cycle budgétaire. Un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette doit être présenté aux membres du Conseil métropolitain. Ce rapport, qui comporte en outre une synthèse de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs, permet au Conseil de débattre sur les orientations budgétaires de la collectivité. Il est pris acte de ce rapport et du débat afférent par une délibération spécifique.

La présente note informe les membres du Conseil du contexte économique et de ses impacts sur la MEL notamment en termes de projections de recettes, d'orientations sur les niveaux de dépenses et les équilibres pluriannuels qui en résultent.

Dans ce cadre, les données chiffrées présentées ici sont des ordres de grandeur visant à aider le Conseil quant aux décisions budgétaires du budget primitif 2025.

Sont joints en annexe de ce rapport, celui sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes mentionné à l'article L. 2311-1-2 du CGCT et le rapport annuel de développement durable de l'article L. 2311-1-1 de ce même code.

1. PRÉALABLE MÉTHODOLOGIQUE 2

2. UN CONTEXTE DE CROISSANCE MODÉRÉE SUR FOND DE RALENTISSEMENT DE L'INFLATION 2

2.1. UNE INFLATION QUI MONTRE DES SIGNES DE RALENTISSEMENT CONJUGUÉE À UNE CROISSANCE MODÉRÉE 2
2.2. L'ANNÉE 2025 EN EUROPE ET EN FRANCE : UNE CROISSANCE LIMITÉE DANS UN CONTEXTE DE BAISSE DE L'INFLATION 3

3. LA STRATEGIE FINANCIERE DE LA MEL 4

4. LES PERSPECTIVES 6

4.1. LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT 7
4.2. UNE ÉVOLUTION DES RESSOURCES DE FONCTIONNEMENT FORTEMENT IMPACTÉE PAR LA CONTRIBUTION AU REDRESSEMENT DES COMPTES PUBLICS 7
4.2.1. Les recettes fiscales 8
4.2.2. Les dotations 10
4.2.3. Les autres recettes de fonctionnement 10
4.3. LA TRAJECTOIRE FINANCIÈRE POUR LES CINQ ANNÉES À VENIR 11
4.3.1. Les dépenses de fonctionnement 11
4.3.2. Les dépenses d'équipement 13
4.4. UNE DETTE SÉCURISÉE EN TERMES DE STRUCTURE DE TAUX ET DE LIQUIDITÉ 17
4.5. LES ÉQUILIBRES PLURIANNUELS 18

1. PRÉALABLE MÉTHODOLOGIQUE

Après des années de forte inflation, le budget 2025 s'inscrit dans un contexte modifié de ralentissement de l'inflation et de croissance stable. Les projections pour 2025 dessinent une croissance limitée et une inflation qui retrouve des niveaux maîtrisés mais dans un contexte de prix durablement rebasé à la hausse par le « choc d'inflation » passé.

Les éléments présentés ci-dessous s'appuient sur les dernières données publiées par les institutions nationales, européennes et internationales disponibles à date de rédaction du présent rapport.

La rédaction du rapport (finalisé mi-novembre 2024) est réalisée pendant la phase d'examen parlementaire de la loi de finances pour 2025, qui porte une lourde contrainte financière à destination des collectivités territoriales et leurs groupements et, en particulier, des grandes intercommunalités, à un niveau bien supérieur aux précédentes contributions au redressement des comptes publics. Il s'agit d'un élément majeur qui impacte sensiblement les équilibres financiers de la MEL à court, moyen et long termes et dont les données présentées ne sont pas définitives, l'examen parlementaire étant en cours.

Le ROB, qui a vocation à présenter les orientations et perspectives pour le budget 2025, est donc un exercice qui se réalise dans un contexte peu stable et particulièrement incertain. Les éléments d'information et les projections présentées doivent alors être lus sous ce prisme.

2. UN CONTEXTE DE CROISSANCE MODÉRÉE SUR FOND DE RALENTISSEMENT DE L'INFLATION

Les projections pour 2025 se placent dans un contexte marqué par une croissance modérée et une économie à un niveau de prix rebasé suite au choc d'inflation.

2.1. Une inflation qui montre des signes de ralentissement conjuguée à une croissance modérée

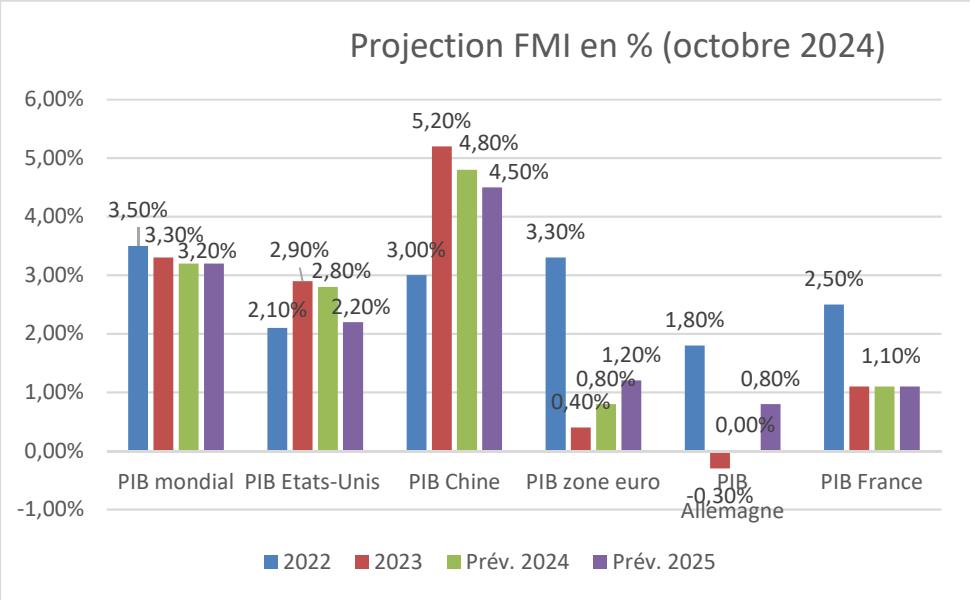
Alors que l'inflation mondiale a atteint un pic en 2022 à + 8,7%, elle s'est ralentie en 2023 à +6,7%. Ce ralentissement se poursuit en 2024 avec une prévision à +5,8%. Cette baisse s'explique, d'une part, par la dissipation des chocs sur les prix de l'énergie (augmentation de l'offre mondiale de l'énergie et baisse de la demande émanant notamment de la Chine), et, d'autre part, par les effets du resserrement des politiques monétaires. (Projections FMI à fin octobre 2024)

L'anticipation d'inflation mondiale s'inscrit dans ce contexte et est attendue à +3,5% fin 2025.

Cette désinflation a ainsi été obtenue par l'action des banques centrales qui ont rétabli la stabilité des prix en relevant fortement les taux directeurs. Cette politique monétaire restrictive a limité l'accès des ménages au crédit, a érodé leur pouvoir d'achat et a freiné l'activité économique mais elle n'a pas entrainé de récession : la croissance mondiale estimée à +3,3% en 2023 devrait atteindre +3,2% en 2024 et 2025. Alors que les prévisions de croissance pour les États-Unis et les pays émergents d'Asie s'améliorent au second semestre 2024, la tendance inverse est observée pour les autres pays avancés, notamment pour

les plus grands pays européens ainsi que pour les pays d'Afrique subsaharienne et la région Moyen-Orient et Asie centrale.

Dans ce contexte où l'inflation s'approche de son niveau cible, les banques centrales ont amorcé un assouplissement de leur politique monétaire, se traduisant par une baisse, ou des annonces de baisse, des taux directeurs.



Les risques de révision de ces perspectives restent importants dans un contexte de grandes incertitudes autour des politiques économiques. La volatilité des marchés financiers, les perturbations dans le processus de désinflation liés aux tensions géopolitiques, la contraction plus longue et plus forte que prévu du marché immobilier chinois, les élections aux États-Unis qui pourraient conduire à un recours accru aux politiques protectionnistes ou encore la montée des tensions sociales constituent les principaux risques identifiés.

2.2. L'année 2025 en Europe et en France : une croissance limitée dans un contexte de baisse de l'inflation

Les projections de Bruxelles pour la zone euro montrent une croissance qui augmente en 2024 mais à partir d'un niveau très bas, passant de +0,4% en 2023 à +0,8% en 2024 pour atteindre +1,3% en 2025 (puis +1,6% en 2026), tirée par la consommation des ménages.

Les prévisions d'inflation en zone euro s'établissent à +2,4% en 2024 et +2,1% en 2025 (et +1,9% en 2026). Cette évolution reflète une atténuation des tensions sur les coûts, notamment de la main-d'œuvre, et les effets différés du resserrement des politiques monétaires sur les prix à la consommation.

En France, une sortie progressive de l'inflation sans qu'il n'y ait eu de récession se dessine.

L'Union Européenne prévoit une inflation pour la France à +1,9% en 2025 puis +1,8% en 2026. Cette baisse tient au reflux des prix de l'alimentation, de l'énergie et des biens manufacturés quand les prix des services baissent eux plus lentement.

La prévision de croissance en France pour 2024 à +1,1%, étale par rapport à 2023, devrait, selon la Banque de France (hors impact de la loi de finances pour 2025), se renforcer en 2025 à +1.2% et à +1.5% en 2026 (+1.1% en 2025 et 2026 selon le FMI) soutenue par la reprise de l'investissement privé à mesure que les taux d'intérêt se détendent.

Les indicateurs économiques de la région Hauts-de-France pour l'année 2024 sont mitigés. L'activité économique en 2024 est atone avec un repli des investissements et une hausse continue des défaillances d'entreprises depuis 2021. En cumul sur 12 mois (du 4ème trimestre 2023 au 3ème trimestre 2024), plus de 4360 défaillances sont enregistrées, soit 636 défaillances de plus par rapport à la même période 2023. L'emploi salarié privé des Hauts-de-France a diminué de 0,2% entre le 1er et le 2ème trimestre 2024, suivant la tendance nationale.

3. LA STRATEGIE FINANCIERE DE LA MEL

La stratégie financière proposée dans le cadre du débat d'orientations budgétaires poursuit la mise en œuvre des objectifs financiers définis pour le mandat :

- Stabilité des taux de fiscalité (hors recettes affectées à des services ou des équipements)

- Maîtrise du niveau d'endettement,

- Recherche active de recettes,

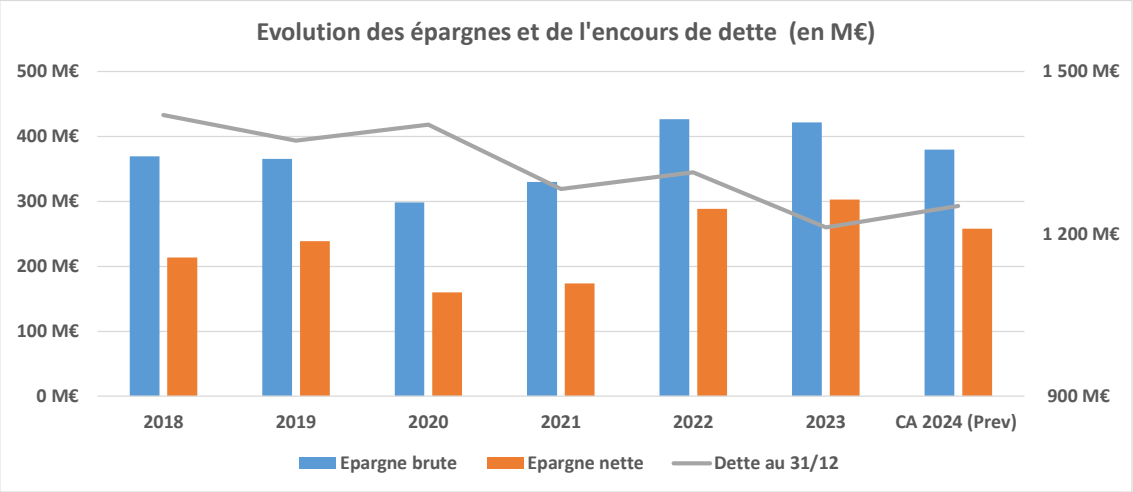
- Maîtrise et efficience des dépenses de fonctionnement,

- Pour maintenir un niveau d'investissement conséquent correspondant aux besoins du territoire et des métropolitains.

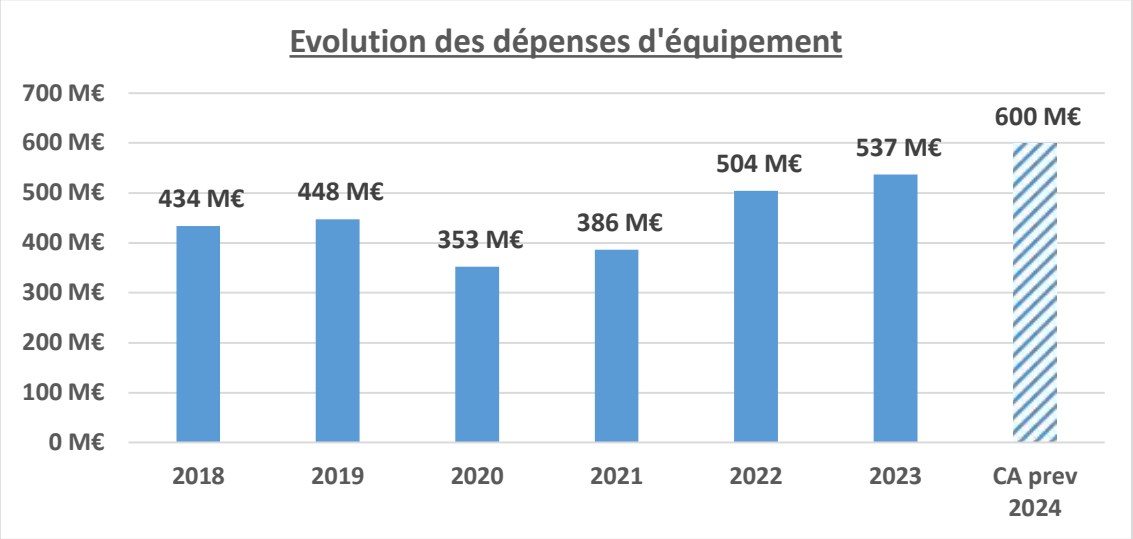
Cette stratégie a permis à la MEL, sur les exercices passés, de conforter sa situation financière comme en témoignent le désendettement et la sécurisation de la dette.

Les années 2020 et 2021 ont, évidemment, été marquées par la pandémie mondiale de COVID qui a impacté les équilibres financiers de la MEL et notamment les niveaux d'épargne.

Sur les années suivantes, malgré le choc d'inflation, les efforts de maîtrise des dépenses et de pilotage ont permis de consolider les niveaux d'épargne et de porter la mise en œuvre du programme d'investissement déjà ambitieux du mandat.



Ainsi, les niveaux d'investissement sont en forte montée en puissance (tant en montants qu'en niveau de réalisation par rapport aux niveaux ouverts en budgets primitifs) et devraient même atteindre aux alentours de 600M€ en 2024.



L'exercice 2024 devrait être marqué par les éléments suivants :

- Une baisse des niveaux d'épargne par rapport à 2023 du fait à la fois d'éléments non pérennes enregistrés sur 2023 (aide exceptionnelle aux autorités organisatrices de la mobilité, …) mais surtout de recettes fiscales au dynamisme moins important (notamment du fait du resserrement de l'inflation) que celui des dépenses de fonctionnement. En effet, les dépenses de fonctionnement voient encore se matérialiser pleinement les impacts de l'inflation des années précédentes (notamment du fait des mécanismes d'indexation avec des décalages de temporalité).
- Après deux années, 2022 et 2023, aux niveaux de réalisation très importants, la montée en charge des investissements prévue dans le projet de mandat se matérialisera à nouveau en 2024 par des dépenses d'équipement dont le niveau de réalisation devrait se situer, selon les projections à date, aux alentours de 600M€ (projection à novembre 2024 qui sera ajustée en fonction des réalisations effectives).
- Le financement de ces investissements conduira la MEL, après une diminution très importante de son encours (plus d'un tiers sur la décennie passée) à entamer un réendettement.

- Grâce à la politique de gestion de dette prudente qui permet à la MEL de disposer d'un encours à 83% à taux fixe (jusqu'à extinction de la dette), au contexte de taux orienté à la baisse sur les derniers mois combinés à une gestion proactive de la trésorerie, les frais financiers nets des produits de placement seront légèrement inférieurs en 2024 à ceux enregistrés en 2023.

Les principaux ratios de la MEL (épargne brute, épargne nette, capacité de désendettement) se situent à des niveaux qui permettent le financement d'un PPI conséquent sur le mandat et au-delà, sous réserve d'une vigilance constante et renforcée de maîtrise et de priorisation des dépenses tant en fonctionnement qu'en investissement.

Cependant, la contribution au redressement des comptes publics telle qu'elle est actuellement portée par le Projet de loi de finances pour 2025 (PLF 2025) et ses corollaires dont le Projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) pour 2025 impactent évidemment l'équilibre financier de 2025 et risquent d'en affecter structurellement les conditions à moyen terme.

4. LES PERSPECTIVES

Le respect constant et renouvelé de la stratégie financière rappelée ci-dessus sur les années passées a conforté de solides fondations financières à la MEL. Déjà, celles-ci avaient su faire face aux impacts de la pandémie COVID puis du choc d'inflation mais aussi aux incidences financières de la nouvelle concession de service public (CSP) transports de la MEL dont le renouvellement était projeté.

Cette CSP représente près d'un tiers des dépenses de fonctionnement de la MEL (hors reversement aux communes) et a connu une évolution sensible de ses conditions financières lors de son renouvellement qui interviendra au 1er avril 2025, conformément à la délibération adoptée au Conseil métropolitain du 18 octobre dernier. Cette évolution étant la résultante de l'effet conjugué du contexte de prix (pour 20M€/an en moyenne) et des améliorations de l'offre (pour 30M€/an en moyenne).

Cette trajectoire financière métropolitaine, consolidée sur le temps long, afin de préparer les conditions indispensables pour porter les politiques publiques et les investissements nécessaires aux enjeux des métropolitains (climatiques, économiques, sociétaux) et ainsi accompagner les changements du territoire, est aujourd'hui structurellement impactée par les modalités, pour la MEL, de la contribution nationale au redressement des comptes publics, même si, au moment de la rédaction du présent Rapport, compte tenu des débats parlementaires en cours, le niveau final des prélèvements reste incertain.

De fait, leur extrapolation sur les années postérieures à 2026 est trop hypothétique pour afficher des prévisions sur ce calendrier. Le présent rapport se limitera, sur ce volet, aux années 2025 et 2026.

4.1. Les recettes de fonctionnement

	CA 2022	CA 2023	CA 2024 prev	BP 2024	BP 2025	BP 2026
TOTAL (hors éléments exceptionnels)	**1 635 M€**	**1 689 M€**	**1 689 M€**	**1 651 M€**	**1 667 M€**	**1 699 M€**
Evolution	23 M€	55 M€	0 M€		16 M€	32 M€
	0,0%	3,3%	0,0%		1,0%	1,9%
RECETTES FISCALES	**831 M€**	**901 M€**	**914 M€**	**906 M€**	**912 M€**	**936 M€**
	44 M€	70 M€	13 M€		6 M€	24 M€
	5,7%	8,4%	1,5%		0,6%	2,6%
DOTATIONS ET COMPENSATIONS	**381 M€**	**381 M€**	**381 M€**	**377 M€**	**370 M€**	**364 M€**
	-1 M€	-1 M€	0 M€		-8 M€	-6 M€
	-0,3%	-0,2%	0,0%		-2,0%	-1,6%
Dont DGF	***211 M€***	***211 M€***	***208 M€***	***208 M€***	***202 M€***	***197 M€***
	-3 M€	-1 M€	-2 M€		-6 M€	-6 M€
	-1,5%	-0,4%	-1,1%		-2,9%	-2,8%
AUTRES RECETTES	**423 M€**	**408 M€**	**394 M€**	**368 M€**	**385 M€**	**399 M€**
	65 M€	-15 M€	-13 M€		18 M€	14 M€
	18,3%	-3,5%	-3,3%		4,8%	3,6%
RECETTES EXCEPTIONNELLES *(Pénalité ALSTOM)*					**38 M€**	
TOTAL	**1 635 M€**	**1 689 M€**	**1 689 M€**	**1 651 M€**	**1 705 M€**	**1 699 M€**
Evolution	109 M€	55 M€	0 M€		54 M€	-6 M€
	7,1%	3,3%	0,0%		3,2%	-0,3%

A noter : La perception des pénalités de retard dues par Alstom pour 30M€ (dont 23M€ conformément à l'accord de médiation conclu en 2019) vient majorer, de façon exceptionnelle, les recettes de l'année 2025. À cela s'ajoutent des recettes exceptionnelles pour près de 8M€ sur des bonis d'opérations d'aménagement notamment. Ces éléments sont retraités afin de permettre une analyse opérante.

4.2. Une évolution des ressources de fonctionnement fortement impactée par la contribution au redressement des comptes publics

L'année 2025 et les exercices suivants sont structurellement marqués par l'impact, pour la MEL, de la contribution au redressement des comptes publics telle que portée par les mesures du PLF 2025 et de ses corollaires (notamment le Projet de loi de financement de la sécurité sociale- PLFSS- qui met en œuvre une hausse de 3 points par an sur 4 ans de la cotisation employeur à la CNRACL).

Les éléments présentés ci-dessous sont basés sur les PLF et PLFSS amendés des annonces du Premier Ministre, Michel Barnier, lors du Congrès des Maires le 21 novembre 2024.

Cet **impact total** pour 2025 est estimé à date à un minimum de 39M€, essentiellement en section de fonctionnement se décomposant en :

- 7,1M€ de perte de dynamisme attendu sur les deux fractions de TVA,
- 28,9M€ de baisse des recettes,
  - Mécanisme dit de « précaution » : -17,7M€,
  - Gel des enveloppes de DGF : -6,2M€,
  - Baisse de la DCRTP : -5M€.
  - Une baisse du FCTVA avec un impact décalé pour la MEL à 2026 : suppression du volet de fonctionnement et baisse du taux de 16,464% à 14,85%. Ainsi, l'impact estimé est nul en 2025 mais sera de l'ordre de 5M€/an ensuite.
- et 3,1M€ de dépenses supplémentaires au titre de la hausse annoncée de la cotisation CNRACL pour l'exercice 2025 .

Ces éléments sont repris en détail dans les parties ci-dessous.

Cet impact minimal d'environ 39M€ dès 2025 est à majorer des baisses, impossibles à chiffrer à date, de financements attendus par la MEL sur les dispositifs comme le fonds vert mais également des diminutions de crédits nationaux sur des politiques aussi structurantes que l'habitat ou les transports.

Au-delà de 2025, des incertitudes importantes existent évidemment sur les niveaux de recettes sur les exercices suivants (rétablissement de l'évolution de la TVA, nouvelles ponctions sur les dotations ou le FCTVA, …). Cela conduit à devoir limiter la présentation des projections des recettes aux exercices 2025 et 2026.

4.2.1. Les recettes fiscales

	BP 2021	BP 2022	BP 2023	BP 2024	CA 2024 prev	BP 2025	BP 2026
Recettes fiscales	**775 M€**	**780 M€**	**844 M€**	**906 M€**	**914 M€**	**912 M€**	**936 M€**
Evolution n/n-1	**10 M€**	**5 M€**	**64 M€**	**64 M€**	**13 M€**	**6 M€**	**24 M€**
	1%	*1%*	*8%*	*8%*	*1%*	*1%*	*3%*
Recettes fiscales de substitution à la TP	**375 M€**	**356 M€**	**378 M€**	**404 M€**	**399 M€**	**402 M€**	**415 M€**
CFE	148 M€	128 M€	136 M€	139 M€	142 M€	146 M€	153 M€
Fraction de TVA en compensation de la CVAE (CVAE jusqu'en 2022)	100 M€	97 M€	104 M€	115 M€	110 M€	109 M€	111 M€
TH (puis THRS)	4 M€	3 M€	5 M€	5 M€	6 M€	6 M€	6 M€
Fraction de TVA (réforme TH)	116 M€	121 M€	126 M€	138 M€	132 M€	132 M€	136 M€
IFER	5 M€	5 M€	5 M€	6 M€	6 M€	6 M€	6 M€
TFNB	2 M€	2 M€	2 M€	2 M€	2 M€	2 M€	2 M€
TEOM	**141 M€**	**146 M€**	**171 M€**	**179 M€**	**180 M€**	**183 M€**	**187 M€**
Taxe de séjour	**4 M€**	**3 M€**	**4 M€**	**5 M€**	**7 M€**	**7 M€**	**7 M€**
Taxe cons. Finale électricité	**1 M€**	**1 M€**	**1 M€**	**1 M€**	**1 M€**	**1 M€**	**1 M€**
TaSCom	**13 M€**	**13 M€**	**13 M€**	**13 M€**	**14 M€**	**14 M€**	**14 M€**
Versement mobilité	**242 M€**	**253 M€**	**271 M€**	**296 M€**	**307 M€**	**316 M€**	**324 M€**
Taxe Gemapi	**0 M€**	**7 M€**	**7 M€**	**7 M€**	**7 M€**	**7 M€**	**7 M€**
Mécanisme de précaution						**-18 M€**	**-18 M€**

Si, par nature, elles ne sont jamais aisées, les projections pour les années 2025 et suivantes sont particulièrement ardues dans un contexte de redressement des comptes publics.

Le Projet de loi de finances pour 2025, déposé à l'Assemblée Nationale le 10 octobre 2024, contient plusieurs dispositions impactant fortement les recettes de la MEL. Et ce, à un niveau qui n'a jamais été atteint précédemment.

Les recettes estimées dans ce présent ROB reposent sur ce premier texte. Des évolutions sensibles des montants présentés seront donc possibles une fois le texte final adopté fin décembre.

Les dispositions du Projet de loi de finances pour 2025 et l'impact des mesures de redressement des comptes publics sur les recettes fiscales de la MEL :

- Le PLF 2025 prévoit la création d'un **« mécanisme de précaution »**. Celui-ci consisterait en un prélèvement sur les avances de fiscalité pour un montant maximal représentant 2% des recettes réelles de fonctionnement (RRF) du budget général de la MEL, soit 17,7M€ (estimation à date de rédaction du présent ROB). La réalité de cette ponction ne sera confirmée définitivement qu'à compter de juin 2025.
  Les fonds collectés devraient être redistribués par tiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements, à compter de 2026, via potentiellement des mécanismes de péréquation tels que le fonds de péréquation des recettes intercommunales et communales (FPIC) dont, pour mémoire, le territoire métropolitain bénéficie (MEL + communes).

Cependant ni les montants par dispositif de péréquation ni les modalités de distribution ne sont précisés à ce jour. Au regard de ces incertitudes, cet éventuel « abondement » étant impossible à chiffrer à date, il n'a pas été intégré dans les projections présentées dans ce rapport.

- Le PLF 2025 prévoit également une modification de l'année de référence de la **TVA** utilisée pour le calcul des fractions versées à la MEL suite aux suppressions de la taxe d'habitation sur les résidences principales (THrs) et de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE). Cette évolution conduit à un gel du montant de la TVA à percevoir par la MEL entre 2024 et 2025. Le manque à gagner pour la MEL, correspondant au dynamisme de la recette restant à l'État, est évalué à 7M€ pour 2025.

Parallèlement, les recettes fiscales de la MEL sont impactées par d'autres facteurs:

- ***L'inflation*** impacterait 54% des recettes fiscales de la MEL en 2025, et ce différemment selon les taxes : directement pour la revalorisation des bases habitat de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) et pour les locaux industriels et les toutes petites entreprises assujetties à la cotisation foncière des entreprises (CFE) ; ou indirectement pour le versement mobilité (VM) qui repose sur la masse salariale des employeurs et donc notamment sur l'inflation.
  Dans un contexte de ralentissement de l'inflation, les niveaux d'évolution sont plus contenus que sur les exercices précédents. Ainsi, la revalorisation des bases non révisées est estimée à 1,9% en 2025.
  Comme chaque année, il convient de rappeler la complexité d'évaluation de ces évolutions, d'autant plus dans le contexte incertain rappelé dans la partie 2.
  À noter, par ailleurs, que les fractions de TVA perçues en remplacement de la TH et de la CVAE auraient dû suivre en partie également le rythme de l'inflation. Avec le gel annoncé en PLF 25, ces fractions de TVA seront atones en 2025.

- La croissance (évolution du PIB) : Dans un contexte de commerce mondial menacé de tentations protectionnistes et de conflits armés, les incertitudes sur l'évolution de la ***croissance*** sont réelles tant au niveau national et local. Or cette dernière influe notamment indirectement sur les recettes fiscales de versement mobilité et de taxe sur les surfaces commerciales (TaSCom).

Enfin, l'absence de données et de projections de la part de l'État sur les fractions de TVA limite les capacités de projections de cette recette. Le Projet de loi de finances pour 2025 intègre une nouvelle estimation de l'évolution de la TVA nationale en 2024. Selon les notifications transmises par l'État, à date, intégrées dans les données provisoires du Compte administratif 2024, l'évolution de cette recette nationale détermine désormais plus de 253M€ soit 26% des recettes fiscales de la MEL. Or, après avoir projeté la TVA 2024 à un niveau particulièrement optimiste en loi de finances initiale (+4,5%), la projection reprise par l'État dans le PLF 2025 ne fait plus apparaître qu'une progression de +0,82%. L'écart entre la notification transmise à la MEL en mars 2024 et la projection finale de cette recette à fin 2024 sera particulièrement important : -10,6M€. Il s'agit du point de « départ » pour le gel de cette recette en 2025 (cf. supra) qui a d'ores et déjà été intégré aux projections du BP25

4.2.2. Les dotations

Les mesures de redressement des comptes publics prévues dans le PLF25 ne se limitent pas aux recettes fiscales. Deux dispositions du PLF 2025 impactent également directement le niveau des dotations de la MEL :

- Le **gel de la dotation globale de fonctionnement (DGF) au niveau national** a des conséquences directes sur la DGF de la MEL, et plus particulièrement sur la « dotation de compensation » (ex « part salaires » de la taxe professionnelle). Déjà en 2024, cette part de la DGF avait diminué de -1,6% malgré une participation de l'ordre de 320M€ de l'État à l'enveloppe globale nationale. Dès lors, le maintien en 2025 de la progression des dotations de péréquation au même rythme qu'en 2024 (+290M€ de péréquation communale et +90M€ de péréquation intercommunale) devrait aboutir à une réduction de la dotation de compensation de la MEL estimée à -4%, soit -6,2M€. En effet, la MEL contribue à la ponction sans bénéficier des reversements. L'évolution de cette dotation en 2025 sera définitivement arrêtée par le Comité des Finances Locales (CFL) lors de sa traditionnelle réunion consacrée à la fixation de la DGF, en février 2025.

- En complément du gel de la DGF, le PLF 2025 prévoit une **forte mobilisation des variables d'ajustement** hors DGF afin de financer la hausse des autres concours financiers de l'État aux collectivités. Au niveau national, 487M€ sont nécessaires : plus de la moitié de ce besoin permettrait de financer la hausse de la compensation fiscale « établissements industriels » (TF et CFE) perçue par les communes et EPCI. La conséquence directe pour la MEL est la projection d'une baisse de l'ordre de 12% de la dotation de compensation de la TP (DCRTP), soit -4,9M€. Il convient de préciser que la ponction sur la DCRTP est particulièrement pénalisante pour la MEL car la DCRTP représente une part plus importante de ses recettes que pour d'autres collectivités ou intercommunalités : la DCRTP est en effet perçue par les territoires dits « perdants » de la suppression de la taxe professionnelle : majoritairement les territoires historiquement industriels.

4.2.3. Les autres recettes de fonctionnement

Les autres recettes de fonctionnement d'un montant de 385M€ représentent 22% de celles-ci. Les principales recettes sont la redevance assainissement (prévision de 99,5M€ en 2025) et les recettes tarifaires du service public des transports (projection 2025 de 110,9M€). La MEL perçoit également des recettes générées par ses parkings exploités, des produits des éco-organismes (politique de collecte et traitement des déchets ménagers) ou des produits des ventes de matériaux issus des centres de tri.

Pour mémoire, en 2023, la MEL a perçu une recette de 9,174M€ de l'État pour l'accompagnement exceptionnel des autorités organisatrices de la mobilité (AOM), issue d'une enveloppe de 100M€ dans le cadre de la loi de finances pour 2023. Il convient de souligner que cette aide, perçue uniquement sur 2023, ne couvre qu'une partie très limitée de l'impact de l'inflation sur le budget annexe transports de la MEL qui, quant à lui, est pérenne et en hausse chaque année.

4.3. La trajectoire financière pour les cinq années à venir

4.3.1. Les dépenses de fonctionnement

La loi de programmation des finances publiques pour 2023 à 2027 (loi n°2023-1195 du 18 décembre 2023 de programmation des finances publiques pour 2023-2027) porte, pour les collectivités territoriales et leurs groupements, un objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement fixé au niveau de l'inflation prévisionnelle minoré de 0,5%.

Conformément aux dispositions de l'article 17 de la loi susmentionnée, les évolutions des dépenses réelles de fonctionnement du budget général et des budgets annexes sont présentées en annexe.

L'évolution des dépenses de fonctionnement

Pour les cinq années à venir, la trajectoire d'évolution des dépenses de fonctionnement s'établit à des niveaux proches de l'inflation attendue.

Ainsi, les dépenses hors reversements aux communes et frais financiers sont estimées, pour 2025, à 1 067,3M€ soit +4,2% (2,4% en neutralisant l'effet du renouvellement de la CSP transports sur 2025 et de l'accueil des jeux olympiques en 2024) par rapport au budget primitif 2024 et à +2,3% (+0,5% en neutralisant l'effet de la CSP transports et des JO sur 2024) par rapport aux crédits ouverts. Les dépenses de fonctionnement totales sont, quant à elles, prévues en hausse de +1,5% par rapport aux crédits ouverts 2024.

La répartition détaillée de ces évolutions par politique publique fera l'objet des discussions lors des séances du budget de février 2025 (Commissions et Conseil). **La maîtrise de l'évolution de nos dépenses courantes constitue un enjeu fort.**

	BP2024	Crédits ouverts 2024 (BP+BS+DM) *	BP 2025	Evolution BP 2025 / BP 2024		Evolution BP 2025 / Crédits ouverts 2024		BP 2026	BP 2027	BP 2028	BP 2029
				En M€	En %	En M€	En %				
Reversement aux communes (AC et DSC)	*247,6 M€*	*247,6 M€*	*247,6 M€*	-	*0,0%*	-	*0,0%*	*247,7 M€*	*247,9 M€*	*248,1 M€*	*248,2 M€*
Dépenses de gestion (hors AC et DSC) *	*1 024,6 M€*	*1 043,7 M€*	*1 067,3 M€*	*42,6 M€*	*4,2%*	*23,6 M€*	*2,3%*	*1 090,8 M€*	*1 115,8 M€*	*1 150,9 M€*	*1 182,1 M€*
dont frais de ressources humaines (masse salariale et autres frais)	*181,6 M€*	*183,2 M€*	*190,4 M€*	*8,7 M€*	*4,8%*	*7,2 M€*	*3,9%*	*196,8 M€*	*203,0 M€*	*209,3 M€*	*213,4 M€*
TOTAL Dépenses de gestion	**1 272,2 M€**	**1 291,3 M€**	**1 314,8 M€**	**42,6 M€**	**3,4%**	**23,5 M€**	**1,8%**	**1 338,4 M€**	**1 363,7 M€**	**1 399,0 M€**	**1 430,4 M€**
Frais financiers nets **	**40,2 M€**	**40,2 M€**	**37,3 M€**	**- 2,9 M€**	**-7,3%**	**- 2,9 M€**	**-7,3%**	**48,0 M€**	**61,4 M€**	**76,4 M€**	**93,8 M€**
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**1 312,4 M€**	**1 331,4 M€**	**1 352,1 M€**	**39,7 M€**	**3,0%**	**20,6 M€**	**1,5%**	**1 386,4 M€**	**1 425,1 M€**	**1 475,4 M€**	**1 524,2 M€**

Les reversements aux communes devraient représenter 247,6M€ en 2025 (même montant qu'en 2024) dont 219,25M€ pour l'attribution de compensation (AC), et 28,3M€ pour la dotation de solidarité communautaire (DSC). Malgré une baisse des recettes de fonctionnement du budget général (non affectées à une politique publique) et en dérogation au pacte financier et fiscal au regard des circonstances exceptionnelles de l'exercice, le montant de la DSC par commune versé en 2024 est garanti en 2025 (DSC maintenue au niveau 2024).

Les dépenses de personnel et la politique RH

Pour l'ensemble du budget principal et des budgets annexes, le montant des dépenses de fonctionnement 2025 alloué aux ressources humaines s'élève à 190,4 millions d'euros dont plus de 184,6 millions d'euros affectés à la masse salariale.

Au 31 décembre 2023 (données issues du Rapport Social Unique 2023), les effectifs présents s'élevaient à 3 073 agents, dont 2 744 agents sur emplois

permanents actifs représentant 2 690 équivalents temps plein (ETP), et 27 agents sur emplois non permanents actifs.

Les principales caractéristiques de structure des effectifs permanents actifs sont les suivantes :

- une prédominance de la filière technique (56%) ;
- une majorité des agents relevant de la catégorie C (catégorie C 41% ; catégorie B 20% ; catégorie A 39%) ;
- une répartition de 55% d'hommes et 45% de femmes ;
- une moyenne d'âge de 46 ans.

La prospective de masse salariale 2025 tient compte notamment :

- d'une adéquation des moyens humains au service des projets et des politiques publiques de l'institution en poursuivant les efforts de redéploiement et d'optimisation des ressources ;
- du Glissement Vieillesse Technicité (avancement d'échelon, de grade, promotion interne) ainsi que la hausse du taux horaire du SMIC ;
- d'un rehaussement de 3 points du taux de cotisation employeur à la CNRACL et du relèvement d'une contribution URSSAF de 1%, venue compenser sur 2024 la hausse d'un point de CNRACL ;
  - ⇨ Ces deux éléments correspondent à un impact de 3,1M€ en 2025.
  - ⇨ Selon les éléments du PLFSS 2025 ajustés des annonces du Premier Ministre du 21 novembre 2024, la hausse du taux de cotisation employeur devrait se poursuivre en 2026 (impact de 5,5M€), en 2027 (impact de 7,9M€) et en 2028 (impact de 10,5M€).
- du financement de la stratégie apprentissage ;
- de l'organisation du temps de travail à la MEL, fixé à 35h, 37h30 ou 39h hebdomadaires, avec un temps de travail théorique annuel pour un équivalent temps plein de 1 607 heures depuis le 1er janvier 2022.

Les dépenses liées aux politiques ressources humaines interviennent essentiellement en matière de formation, documentation, recrutement, action sociale, accompagnement managérial, innovation dans les modes de faire et préservation de la santé et de la sécurité des agents au travail.

Ces dépenses se traduisent par un budget de 5,7 millions d'euros.

Le développement des compétences et l'accompagnement des agents métropolitains est un axe fort de la stratégie des ressources humaines, plus d'un million d'euros sont consacrés à la formation et aux ressources documentaires.

Par ailleurs, la MEL participe directement à des prestations d'action sociale par le financement à la protection sociale complémentaire, à l'appui à la parentalité (réservation de places de crèche, allocation pour les enfants à charge, prestations pour les enfants handicapés, allocation de rentrée scolaire, etc.) et à l'offre de restauration tant au siège que sur les sites extérieurs.

Le Comité d'Action Sociale, financé par la MEL, offre quant à lui des prestations d'aide à la vie familiale, de participation en matière de culture, de loisirs ou d'activités sportives.

4.3.2. Les dépenses d'équipement

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	CA2021	CA2022	CA2023	BP 2024	BP 2025	BP 2026	BP 2027	BP 2028	BP 2029
Aménagt durable territoire-Urba-Logt-Pol ville-Habit-Planif-GDV-Strat foncière	93 M€	103 M€	105 M€	126 M€	142 M€	147 M€	143 M€	142 M€	144 M€
Climat-Trans éco-Energie-Eau-Asst-Gemapi-Rés urbains-Esp Naturels-Agriculture	69 M€	105 M€	121 M€	143 M€	180 M€	197 M€	184 M€	199 M€	210 M€
Dév Eco-Emploi-Recherche-Insertion-Parcs d'activités-Aménagt Numérique	21 M€	37 M€	40 M€	43 M€	47 M€	42 M€	48 M€	33 M€	35 M€
Espaces publics - Voirie - Vidéosurveillance	101 M€	119 M€	123 M€	120 M€	130 M€	120 M€	120 M€	120 M€	120 M€
dont pistes cyclables	*8 M€*	*15 M€*	*26 M€*	*31 M€*	*36 M€*	*37 M€*	*34 M€*	*36 M€*	*38 M€*
Transports-Mobilité-Accessibilité-Prévention-	51 M€	74 M€	101 M€	141 M€	375 M€	296 M€	252 M€	332 M€	473 M€
Gouvernance-Finances-Eval Pol Publiques-Contrôle de Gestion-Administration-RH - Autre	33 M€	40 M€	22 M€	25 M€	33 M€	37 M€	86 M€	72 M€	33 M€
Rayonnement de la Métropole-Culture-Sport-Tourisme-Jeunesse	15 M€	26 M€	25 M€	37 M€	55 M€	57 M€	42 M€	38 M€	47 M€
Total politiques publiques	**384 M€**	**504 M€**	**537 M€**	**635 M€**	**963 M€**	**896 M€**	**875 M€**	**936 M€**	**1 063 M€**

Cette programmation pluriannuelle constitue une projection à date qui pourra être ajustée et évoluer en fonction à la fois du rythme des projets et des politiques publiques mais également au regard des impacts de la contribution au redressement des comptes publics sur les capacités financières de la MEL.

Il convient de préciser que la programmation pluriannuelle d'investissement présentée au sein de ce ROB est sensiblement supérieure à celle projetée l'année dernière du fait principalement des éléments suivants :

- De la programmation, sur les années 2025-2029, de **dépenses significatives de renouvellement du matériel roulant des transports** et d'actualisation des coûts projetés aux conditions actuelles de prix.

  Ces dépenses étaient initialement prévues de façon plus graduelle et échelonnées notamment au-delà de 2028. Ce n'est qu'en toute fin 2023, soit après le dernier ROB, après avoir pu obtenir une nouvelle perspective calendaire d'Alstom, sous la pression du dépôt d'une procédure de référé, que la MEL a pu engager une définition réaliste et globale du processus d'achat qui a fait l'objet d'une communication au Conseil du 28 juin 2024, après que le nouveau pilote a enfin franchi les premières étapes de validation. Ces projections sont donc intégrées dans le présent rapport.

- De l'actualisation des coûts et phasages actualisés de dépenses (notamment des volumes d'avances et de paiement sur les premières années) de grands projets d'investissements comme la **STEP de Wattrelos** dont les attributions ont eu lieu en 2024.

- De la mise en programmation progressive des équipements sur le **plan piscines 2** en fonction des demandes formalisées par les communes.

- Mais aussi de l'intégration de nouveaux projets comme celui du bâtiment MEL 2.

A date, alors que le projet de budget 2025 est en cours de construction, 4 733M€ sont ainsi projetés (en prévisions budgétaires) d'ici la fin de la décennie et fondent la préparation budgétaire actuellement en cours.

Pour préparer le Budget primitif 2025, les grandes orientations suivantes par politique publique sont envisagées :

Déclinaison par politiques publiques :

La **politique « Aménagement durable territoire-Urbanisme-Logement-Politique de la ville-Habitat-Planification-Gens du voyage-Stratégie foncière »** devrait induire un volume d'investissement de l'ordre de 142M€ en 2025.

La politique d'aménagement et d'habitat accompagne les transformations du territoire métropolitain afin d'en favoriser l'attractivité et le dynamisme.

En matière d'aménagement et de renouvellement de la ville, la Métropole va poursuivre la mise en œuvre des grands projets d'aménagements (ex : Lille FCB, Villeneuve d'Ascq Grand Angle, Armentières Houplines Franges Industrielles,…), le renouvellement des villes et des zones d'habitat.

La politique d'habitat de la MEL se traduit par un engagement financier conséquent dédié à la rénovation des parcs publics avec le développement de l'offre nouvelle et la réhabilitation de logements sociaux, et privés avec notamment les dispositifs de l'Etat (ANAH) et de la MEL (AMELIO).

Il convient de souligner les incertitudes existantes quant aux modalités des financements du logement par l'Etat sur les années à venir.

La politique de la ville porte la transformation des quartiers prioritaires via le Nouveau Programme de Renouvellement Urbain (NPRU) dont il convient de citer les projets sur Lille, Roubaix, Loos, Wattrelos, Hem,…

La **politique « Climat-Transition écologique-Energie-Eau-Assainissement-GEMAPI-Résidus urbains-Espaces Naturels-Agriculture »** représentera environ 180M€ de dépenses d'investissement en 2025.

La « métropole turquoise » constitue un axe important de la transition écologique et de la mise en œuvre Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET). L'enjeu est de préserver les biens communs que sont la ressource en eau, la qualité de l'air et des sols, mais aussi de préserver la biodiversité et les espaces naturels, orientations qui fondent notamment le projet de territoire des gardiennes de l'eau.

Le budget dédié à cette politique publique (971M€ sur la période 2025-2029) matérialise cet engagement via la mise en œuvre de projets d'investissement structurants relatifs à l'eau et l'assainissement (689M€ sur la période) : travaux d'assainissement sur les stations d'épuration (reconstruction de la STEP de Wattrelos attribuée au Conseil métropolitain d'octobre 2024, projet du recalibrage et de la couverture de l'Espierre…), développement des réseaux de lutte contre la pollution, poursuite de l'accélération du rythme de renouvellement des réseaux de distribution d'eau.

La mise en œuvre du schéma directeur des déchets ménagers mobiliserait quant à lui 119M€ sur la période 2025-2029. La modernisation du traitement des déchets se poursuit : déploiement des points d'apport volontaire, modernisation des deux centres de tri et rénovation des déchetteries.

La reconquête des cours d'eau, la gestion des espaces naturels (dont le plan bleu), l'agriculture (avec notamment les dispositifs d'accompagnement des agriculteurs) ainsi que les actions de Gestion des Milieux Aquatiques et Préventions des Inondations (GEMAPI) sont d'autres pans de protection de l'environnement des métropolitains.

D’autres actions du PCAET se mettent en œuvre avec notamment la recherche de solutions alternatives aux émissions polluantes, le développement des énergies renouvelables ou le financement de l’amélioration de l’efficacité énergétique des bâtiments. La Métropole continuera d’apporter son soutien aux communes dans ce domaine via les fonds de concours de rénovation énergétique et de développement des énergies renouvelables.

La démarche de budget climatique se poursuit et constitue, pour la Métropole, un dispositif structurant pour la prise de décision.
Cette méthodologie d’analyse a été appliquée à chaque exercice budgétaire (budget primitif et compte administratif) depuis le compte administratif 2019. La MEL a ainsi fait partie des premières collectivités territoriales à mettre en œuvre cette démarche. Elle s’est développée et s’est affinée au fil du temps, de façon à pouvoir analyser une part de plus en plus importante des dépenses budgétaires de la MEL, selon des critères de plus en plus robustes.

Ainsi, chacun peut mesurer de quelle manière les dépenses et les investissements métropolitains participent à l’atteinte des objectifs nationaux et internationaux pour limiter le réchauffement climatique.

La **politique « Développement Economique-Emploi-Recherche-Insertion-Parcs d'activités-Aménagement numérique »** mobilisera environ 47M€ en 2025.

Le PSTET (Projet Stratégique de Transformation Economique du Territoire) constitue la feuille de route, le cadre de la politique d’intervention économique métropolitaine au service du territoire et des entreprises.

Le soutien à l’aménagement des parcs d’activités et à l’immobilier d’entreprises mobilisera de l’ordre de 34M€ sur 2025 notamment dans les actions de développement du foncier et de l’immobilier d’entreprises (site Blanchemaille, redynamisation des parcs d’activités, …) ce qui permettra de renforcer la stratégie d’accueil des entreprises.

Le soutien à la recherche, l’enseignement supérieur et les aides aux entreprises permet de renforcer l’attractivité et le rayonnement métropolitain afin d’accompagner le développement du territoire. Cela passe aussi par le soutien des projets locaux de développement des commerces de proximité (fonds de concours aux communes).

Le soutien à l’innovation (fonds d’amorçage, fonds industrie, …) et le renforcement des sites d’excellence visent à faire de la MEL un territoire de référence dans ces domaines. L’année 2025 sera également marquée par le renouvellement de la CSP d’animation des filières numériques.

La **politique « Espaces publics – Voirie – Vidéosurveillance »** bénéficiera d’une enveloppe de 130M€ en 2025, incluant notamment 36M€ pour l’aménagement des pistes cyclables.

Cette programmation vise à préserver le patrimoine, garantir la qualité des espaces publics, et renforcer le réseau routier existant.

Les principaux investissements porteront sur la création et le développement de grandes infrastructures routières, sur l’entretien des voiries et l’aménagement et l’amélioration des espaces publics (adaptés à différents usages, âges et à la mobilité réduite), sur l’exploitation de l’espace public (mise en sécurité du réseau, mobilier urbain, signalisation…) ainsi que sur sa modernisation et sur

l'accompagnement des projets communaux et métropolitains dont notamment avec le Schéma Directeur des Infrastructures de Transport (Extramobile).

Une enveloppe de l'ordre de 55M€ sera consacrée en 2025 à la **politique « Rayonnement de la Métropole-Culture-Sport-Tourisme-Jeunesse ».**

La MEL soutient et promeut ses structures culturelles : LaM, Condition publique, musée de Fromelles. Les deux premieres ont bénéficié et vont bénéficier sur les années à venir de travaux importants.

Par ailleurs, la MEL porte une politique culturelle ambitieuse qui se traduit par une politique d'intervention couvrant tout le territoire : soutiens aux évènements et équipements culturels, fonds de concours aux communes pour leurs projets d'équipements culturels et de préservation du patrimoine.

De même, la politique sportive participe à la réalisation de l'ambition métropolitaine en matière de rayonnement grâce aux investissements réalisés dans les grands équipements, mais aussi en soutenant les projets locaux via les fonds de concours (piscines et équipements sportifs) et en mettant en œuvre le plan piscines répondant aux besoins des scolaires pour l'apprentissage de la natation.

L'année 2025 sera en outre notamment marquée par l'organisation du grand départ du Tour de france 2025.

Le budget participatif mis en place en 2024 est reconduit en 2025.

Pour 2025, 375M€ sont prévus pour la **politique « Transports-Mobilité-Accessibilité-Prévention-Sécurité ».** Sur la période 2025-2029, ce sont plus de 1,7Md€ qui sont envisagés.

Durant le précédent mandat, la MEL a posé les bases nécessaires au développement de ses infrastructures de transport lourd (SDIT devenu Extramobile). L'un des enjeux majeurs pour la métropole est de repenser les mobilités afin de réduire l'usage des modes de transport polluants. Cela implique de diversifier l'offre (mobilités douces, actives, intermodalité, etc.) et d'améliorer les infrastructures existantes.

Les investissements prévus en 2025 viseront à améliorer principalement le service aux usagers, avec des dépenses portant sur le renouvellement des matériels roulants (tramway, métro et bus), l'entretien et l'amélioration des infrastructures de transport et la poursuite du doublement des rames et des quais de la ligne 1 du métro.

L'effort pour développer l'intermodalité des transports, via les pôles d'échanges et les parcs relais, continuera. Des investissements sont également poursuivis pour l'aménagement des voies vertes et le dispositif Ecobonus.

Le rachat de la valeur nette comptable (VNC) des biens non amortis de la concession de service public (CSP) des transports arrivant à échéance fin mars 2025 est également prévue au BP 2025 pour 67,2M€.

Enfin, les études et dépenses préalables aux travaux, dans le cadre de la mise en œuvre du SDIT-Extramobile, se poursuivront.

La commission **« Gouvernance – Finances - Évaluation des politiques publiques - Contrôle de gestion - Administration - RH »** devrait bénéficier de 33M€ en 2025. Cela concerne principalement l'entretien, la maintenance et la sécurité des bâtiments métropolitains, les équipements informatiques mais également les reversements (de subventions ou de taxe d'aménagement). L'année 2025 est marquée par le lancement du projet de nouveau bâtiment MEL 2.

4.4. Une dette sécurisée en termes de structure de taux et de liquidité

L'encours de la dette de la MEL à fin 2024 devrait se situer à 1 251M€ contre 1 212M€ en 2023, soit une évolution de +3,2 % par rapport à l'année précédente.

Depuis 2024 une nouvelle phase d'endettement a débuté parallèlement au programme ambitieux d'investissements. Cette nouvelle phase connaîtra une accélération plus marquée à partir de 2025.

A fin 2024, la structure de la dette restera essentiellement à taux fixe (83% de l'encours jusqu'à extinction de la dette à date), assurant ainsi un niveau de frais financiers maitrisé et en baisse par rapport à 2023. Cette baisse est le reflet, d'une part, de la baisse des taux de marché constatée depuis la fin de l'année 2023 et, d'autre part, de l'encaissement des produits issus des placements de trésorerie effectués par la MEL. La vente de l'ancien siège de la MEL en 2023 a en effet dégagé un fond de roulement important permettant de réaliser plusieurs opérations de placements à des taux intéressants dans un contexte de taux élevés.

De plus, depuis fin 2022, l'encours de taux structurés risqués dans la dette de la MEL est nul : 99.98% de l'encours est classé A1, le reste étant classé B1 selon la charte Gissler. Ce résultat matérialise le travail constant entrepris sur les exercices précédents.

Le besoin d'emprunt 2024 estimé à 162M€ (qui sera ajusté en fonction de l'effectivité des réalisations) a été couvert via deux modalités : la première repose sur l'appel à des enveloppes pluriannuelles de financement accompagnant les projets aux volumes financiers les plus importants, et la seconde consiste à recourir à l'emprunt annuellement en mettant en valeur les projets durables pouvant bénéficier de financements verts.

Dans le cadre du Mécanisme pour une Transition Juste (MTJ) et notamment du dispositif de facilité de prêt au secteur public, la MEL a souscrit, auprès de la BEI (Banque européenne d'investissement), une enveloppe pluriannuelle d'emprunt de 245M€. Le MTJ est un outil essentiel du plan d'investissement du « Pacte vert pour l'Europe » dont l'objectif est le soutien de la transition vers une économie neutre pour le climat d'ici 2050. La facilité de prêt au secteur public à laquelle a souscrit la MEL fonctionne par appel à projet. Il s'agit d'un instrument de financement mixte ; il est composé d'un financement BEI et d'une subvention de la Commission européenne. La MEL a ainsi bénéficié d'une subvention de la Commission de 31,5M€ soit 40,3% de l'enveloppe destinée à la France.

Par ailleurs, dans le cadre de la recherche de financements annuels, la MEL a souscrit, en 2024, 117M€ à des niveaux compétitifs dans une période où les taux d'intérêt connaissent une légère détente mais sont toujours élevés.

En outre, deux emprunts souscrits fin 2023 pour un total de 15M€, dont la phase de mobilisation s'est achevée au cours de l'exercice 2024, ont été mobilisés.

En fonction du taux de réalisation des dépenses 2024, la MEL sera en mesure de mobiliser les emprunts d'ores et déjà souscrits de façon pluriannuelle.

En 2025 la MEL veillera à nouveau à diversifier son portefeuille par la consultation de l'ensemble des établissements bancaires et ce notamment afin d'optimiser ses conditions de financement. Par ailleurs, des enveloppes pluriannuelles assurant le financement long-terme des projets structurants continueront à être recherchées auprès des banques publiques : Banque Européenne d'Investissement, Banque de Développement du Conseil de l'Europe ou Banque des Territoires.

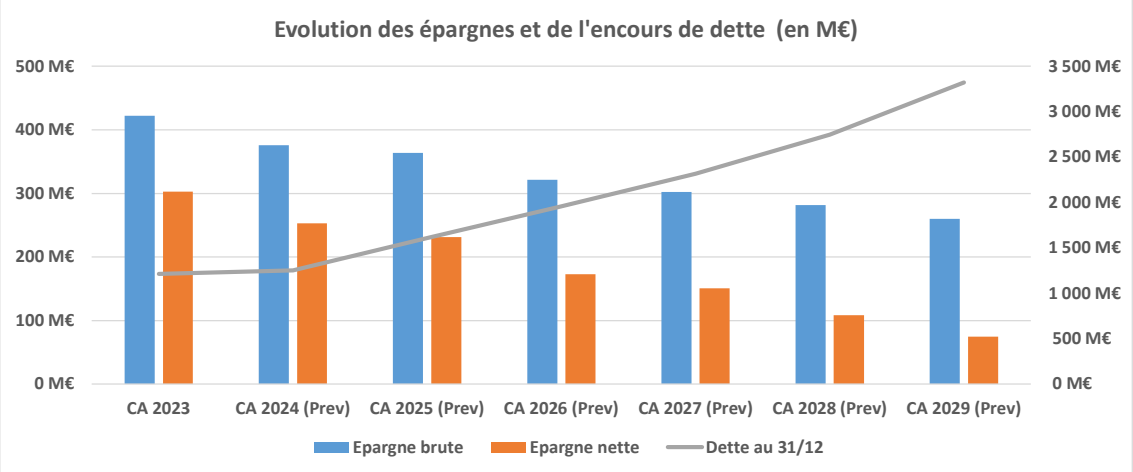
En 2023 un tiers des nouveaux prêts souscrits par la MEL étaient verts ou réalisés auprès d'établissements ayant pris une orientation claire en faveur de la transition écologique. En 2024, la MEL a souscrit près de 89% de prêts verts sur le montant total nouvellement souscrit. Le prêt de 245M€ contractualisé avec la BEI concourt largement à ce résultat sur cet exercice.

4.5. Les équilibres pluriannuels

La prospective financière vise à traduire la trajectoire financière de la collectivité.

Les projections réalisées sont basées sur un volume d'investissement de 4,7Mds d'euros d'ici la fin de la décennie (4,3Mds en réalisations prévisionnelles sur 2025-2029). Afin de porter ces investissements, l'endettement sera sollicité. L'encours de dette devrait ainsi augmenter et pourrait se situer à plus de 3Md€ à fin 2029.

La trajectoire projetée amène la capacité de désendettement consolidée tous budgets à 12,7 années à l'horizon 2029, en augmentation sensible.



	CA 2023	CA 2024 (prev)	CA 2025 (prev)	CA 2026 (prev)	CA 2027 (prev)	CA 2028 (prev)	CA 2029 (prev)
Recettes de fonctionnement (hors recettes exceptionnelles)	1 689,4	1 689,1	1 676,2	1 703,9	1 722,7	1 748,7	1 776,0
Dépenses de fonctionnement hors frais financiers	1 235,9	1 284,0	1 312,9	1 332,7	1 356,4	1 390,5	1 421,7
Frais financiers nets	31,6	29,1	34,7	48,0	61,4	76,4	93,8
Epargne brute (1) *	**422,0**	**376,0**	**328,5**	**323,1**	**304,9**	**281,7**	**260,5**
Remboursement du capital de la dette (2)	119,2	123,4	132,2	148,4	150,9	172,6	184,8
Epargne nette (1-2) *	**302,8**	**252,6**	**196,3**	**174,7**	**154,0**	**109,1**	**75,7**
Solde reprise/provision	(5,6)	(1,2)	-	-	-	-	-

Recettes exceptionnelles			37,7				
Recettes d'investissement hors emprunt	217,6	141,6	145,2	139,9	141,2	138,0	122,9
Dépenses d'équipement	537,1	599,8	863,3	833,7	805,0	850,9	956,9
Besoin d'emprunt	**17,7**	**162,3**	**483,1**	**497,3**	**508,3**	**603,7**	**758,3**
Dette au 31/12	1 212	1 250,6	1 601,6	1 950,4	2 307,8	2 738,9	3 312,5
Capacité de désendettement	2,9	3,3	4,9	6,0	7,6	9,7	12,7
Taux de financement des investissements	56%	42%	23%	21%	19%	13%	8%

** Hors reprises ou constitutions de provisions*

Éléments méthodologiques :

Concernant les dépenses, le taux de réalisation projeté pour les exercices 2025 à 2029 est de 99% en section de fonctionnement et de l'ordre de 92% en section d'investissement.

Le budget de la MEL est composé de sept budgets : un budget général et six budgets annexes. Si certains des budgets annexes dits industriels et commerciaux, sont complètement autonomes (eau, assainissement et crématoriums), d'autres sont financés, en dernier ressort, par le budget général.

Ainsi, au-delà de la situation consolidée, il convient de porter un regard plus attentif à la situation du budget général qui dispose de ratios financiers plus fragiles.

Ces éléments de prospective permettent de matérialiser l'impact structurant pour la MEL de la contribution au redressement des comptes publics.

Ce niveau de contrainte est inédit dans son montant et sa temporalité (39M€ a minima en un exercice) et impacte quasi-exclusivement le budget général qui constitue la clé de voûte de l'architecture budgétaire de la MEL.

La situation financière préalable de la MEL, issue des efforts de gestion et de désendettement sur les derniers exercices, permettra de proposer un budget primitif (BP) 2025 avec un investissement en forte hausse.

Cependant, la soutenabilité financière moyen terme du programme pluriannuel d'investissement (PPI) envisagé est ainsi susceptible d'être remise en cause par ce nouveau contexte, s'il devait se prolonger.

Avec le même esprit de responsabilité que celui mis en œuvre sur les dernières années et dont témoignent les efforts de pilotage et de maîtrise des dépenses soulignés plus haut, la MEL sera attentive à l'évolution de la prospective nationale des finances et fiscalités locales, et en en tirant les conséquences, va s'attacher à construire, sur les prochains mois, les conditions de reconsolidation de la soutenabilité moyen et long termes de ses équilibres (pistes d'optimisation, priorisation des projets, …).

Annexe : Détail de l'évolution estimée des dépenses de fonctionnement pour 2025

Conformément aux dispositions de l'article 17 de la loi n°2023-1195 du 18 décembre 2023 de programmation des finances publiques pour 2023-2027, les évolutions estimées des dépenses réelles de fonctionnement du budget général et des budgets annexes sont présentées ci-dessous.

	BP2024	Crédits ouverts 2024 (BP+BS+DM) *	BP 2025	Evolution BP 2025 / BP 2024		Evolution BP 2025 / Crédits ouverts 2024		BP 2026	BP 2027	BP 2028	BP 2029
				En M€	En %	En M€	En %				
Reversement aux communes (AC et DSC)	*247,6 M€*	*247,6 M€*	*247,6 M€*	-	*0,0%*	-	*0,0%*	*247,7 M€*	*247,9 M€*	*248,1 M€*	*248,2 M€*
Dépenses de gestion (hors AC et DSC) *	*1 024,6 M€*	*1 043,7 M€*	*1 067,3 M€*	*42,6 M€*	*4,2%*	*23,6 M€*	*2,3%*	*1 090,8 M€*	*1 115,8 M€*	*1 150,9 M€*	*1 182,1 M€*
dont frais de ressources humaines (masse salariale et autres frais)	*181,6 M€*	*183,2 M€*	*190,4 M€*	*8,7 M€*	*4,8%*	*7,2 M€*	*3,9%*	*196,8 M€*	*203,0 M€*	*209,3 M€*	*213,4 M€*
TOTAL Dépenses de gestion	**1 272,2 M€**	**1 291,3 M€**	**1 314,8 M€**	**42,6 M€**	**3,4%**	**23,5 M€**	**1,8%**	**1 338,4 M€**	**1 363,7 M€**	**1 399,0 M€**	**1 430,4 M€**
Frais financiers nets **	**40,2 M€**	**40,2 M€**	**37,3 M€**	**- 2,9 M€**	**-7,3%**	**- 2,9 M€**	**-7,3%**	**48,0 M€**	**61,4 M€**	**76,4 M€**	**93,8 M€**
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**1 312,4 M€**	**1 331,4 M€**	**1 352,1 M€**	**39,7 M€**	**3,0%**	**20,6 M€**	**1,5%**	**1 386,4 M€**	**1 425,1 M€**	**1 475,4 M€**	**1 524,2 M€**

Budget général	*912,4 M€*	*927,5 M€*	*933,3 M€*	**20,9 M€**	**2,3%**	**5,8 M€**	**0,6%**
Budget transport	392,1 M€	392,4 M€	424,2 M€	**32,2 M€**	**8,2%**	**31,8 M€**	**8,1%**
Budget assainissement	71,5 M€	72,4 M€	73,2 M€	**1,6 M€**	**2,3%**	**0,8 M€**	**1,1%**
Budget eau	2,4 M€	2,3 M€	2,4 M€	**- 0,0 M€**	**-1,9%**	**0,1 M€**	**5,5%**
Budget Activités Immobilières et Economiques (AIE)	6,0 M€	7,4 M€	7,7 M€	**1,8 M€**	**29,6%**	**0,3 M€**	**3,9%**
Budget crématorium	2,6 M€	2,8 M€	2,6 M€	**- 0,0 M€**	**-0,5%**	**- 0,3 M€**	**-9,1%**
Budget opérations d'aménagement (OPA)	0,0 M€	0,1 M€	0,0 M€	/	/	**- 0,1 M€**	**-99,0%**
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (agrégé) (1)	**1 387,0 M€**	**1 405,0 M€**	**1 443,4 M€**	**56,4 M€**	**4,1%**	**38,4 M€**	**2,7%**
Mouvements interbudgétaires (2)	**74,6 M€**	**73,5 M€**	**91,3 M€**	**16,7 M€**	**/**	**17,8 M€**	**/**
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (consolidé) (1-2)	**1 312,4 M€**	**1 331,4 M€**	**1 352,1 M€**	**39,7 M€**	**3,0%**	**20,6 M€**	**1,5%**

Table des matières

Edito RADD 2023 5

A. Ambition 1 : Accélérer la transition énergétique vers une Métropole neutre en carbone d'ici 2050 6

I. Priorité 1 - ENERGIE : impulser la transition énergétique du territoire 6

Densifier les réseaux de chaleur métropolitains, pour une énergie vertueuse et économique 6

L'extension du réseau métropolitain de chaleur, une initiative résolument écologique et sociale 7

Transition énergétique : la MEL accompagne les projets de chaleur renouvelable de son territoire 9

Une nouvelle loi sur les zones d'accélération de la production d'énergies renouvelables 9

Avec le cadastre solaire, la MEL aide les citoyens et les entreprises à solariser leurs toitures 10

II. Priorité 2 - MOBILITE : réduire l'impact climatique de la mobilité et des transports 11

Introduction réussie des bus électriques 11

Ecobonus : le projet innovant de la MEL pour favoriser la mobilité durable 12

Coupe du Monde de Rugby 2023 : la MEL a lancé l'expérimentation *Open Payment* 13

Schéma Directeur des Infrastructures de Transports (SDIT) : avancement des différents projets Extramobile 13

Une montée en puissance du vélo sur le territoire métropolitain 15

Voie verte du Ferrain : un projet pour favoriser les déplacements doux et renforcer les corridors écologiques 16

Une nouvelle offre de mobilités douces en libre-service : place aux vélos et trottinettes électriques 17

Inauguration de la Maison des Mobilités 18

III. Priorité 3 - AMENAGEMENT : favoriser un aménagement plus durable du territoire et adapté au climat de demain 19

Des grands projets pour une ville durable 19

Le premier tronçon de la Liaison Intercommunale Nord-Ouest (LINO) Sud est achevé, et les travaux de la seconde tranche ont démarré 21

Rénovation de la piste cyclable du Grand Boulevard Lille – Roubaix – Tourcoing pour plus de confort et de sécurité 21

Pour renforcer la sécurité des cyclistes, la MEL expérimente le marquage photoluminescent sur le réseau cyclable structurant métropolitain non-éclairé 22

La révision du Plan Local d'Urbanisme de la MEL se poursuit 22

Huit millions d'euros engagés pour la première phase de la reconversion des Franges industrielles d'Armentières et d'Houplines, et pour créer 800 logements 23

Élargissement de l'écluse de Quesnoy-sur-Deûle : vers une alternative fluviale durable 24

Dans le cadre du plan Boisement, la MEL accompagne 8 communes pour créer 10 hectares de boisement en trois ans 25

Lancement de la première étape du projet d'aménagement et de boisement des 120 ha secteur de la Platière 26

Le développement de l'agriculture urbaine prend un tournant décisif avec le projet innovant « Quartiers Fertiles » 26

Lancement d'une expérimentation autour de la méthode « réemploi de matériaux » dans le cadre du label bas carbone : le site Blanchemaille, site pilote de l'expérimentation à l'échelle nationale ! 28

IV. Priorité 4 - HABITAT : améliorer la performance énergétique et environnementale du bâti résidentiel et lutter contre la précarité énergétique 29

La politique de l'habitat de la MEL : rénovation, construction et accompagnement pour un logement durable et accessible 29

La Maison de l'Habitat Durable a fêté ses dix ans ! 29

La prime Air atteint ses objectifs avec deux ans d'avance ! 30

V. Priorité 5 - PRODUCTION ET CONSOMMATION : soutenir des modes de production et de consommation plus responsables 30

Un plan pour réduire les déchets métropolitains de 50 kg par an et par habitant d'ici 2030 30

Depuis le 3 janvier 2023, les premières communes de la MEL sont dotées de points d'apport volontaire (PAV) pour la collecte des emballages en verre 32

Quels sont les bénéfices du compostage collectif proposé par la MEL ? 32

À la déchèterie, vos objets en bon état ont une seconde vie ! 33

La MEL s'engage pour le réemploi et la réparation : les temps forts de la semaine européenne de réduction des déchets 2023 34

Près de 60 millions d'euros pour moderniser les centres de tri d'Halluin et de Loos ! 35

Donner l'exemple pour convaincre les habitants 35

Les restaurants collectifs scolaires s'engagent dans un processus de lutte contre le gaspillage alimentaire 35

Avec le Forum International Bois Construction, la MEL confirme son engagement en faveur du bois et des matériaux biosourcés 36

Un nouvel Appel à Manifestation d'Intérêt « Euralimentaire – Innover pour la transition alimentaire » 37

Déploiement du Parcours Transition Durable 38

EuraClimat- Innover pour l'excellence climatique » : la MEL dévoile 7 nouveaux projets lauréats, pour accélérer les solutions et lutter contre le dérèglement climatique 39

VI. Priorité 6 - EXEMPLARITE : réduire l'impact des politiques métropolitaines sur le climat 40

Le Concours usages bâtiments efficaces (CUBE) récompense les économies d'énergie 40

Biotope 2, le nouveau bâtiment de la MEL à Ronchin, a été labellisé pour son exemplarité environnementale 41

La scierie mobile a permis de valoriser le bois récupéré sur les sites MEL 42

La MEL a été labellisée Employeur Pro-vélo, niveau or 43

Défi anti-gaspi : objectif atteint ! 44
La politique d'impression de la MEL a évolué vers une meilleure prise en compte des enjeux écologiques 44
Inauguration de l'école européenne de Lille 44
La rénovation de la bibliothèque universitaire renforce la MEL comme un territoire de recherche et d'innovation en transition 45
Au Lille Métropole Musée d'art moderne (LAM), 12,5 millions d'euros de travaux de réhabilitation de son parc et de ses bâtiments 46
Les Belles Sorties de l'été : la culture accessible à tous et écoresponsable ! 47
B. Ambition 2 : Construire une Métropole résiliente au changement climatique et améliorant la qualité de l'air 48
VII. Priorité 7 - AIR : améliorer la qualité de l'air et lutter contre toutes les pollutions 48
Bilan 2023 de la qualité de l'air métropolitaine 48
Priorité 8 - ADAPTATION : adapter le territoire pour mieux faire face aux impacts du changement climatique 53
La MEL adopte une politique de l'eau inédite en Europe 53
9,2 millions d'euros pour préserver la biodiversité et aménager les Espaces Naturels de la MEL55
L'orchidée abeille, une plante surprenante 55
Le portrait biodiversité de la métropole 55
Rafraichissez-vous en été avec l'opération « libre cour, libre jardin » 56
Le projet *Time2Adapt* de la MEL, lauréat du premier appel à projets *European Urban Initiative* 57
Le projet IB Green : adapter la Métropole au changement climatique 58
Ambition 3 : Une Métropole solidaire, permettant à tous de bénéficier de la transition écologique et énergétique 59
Priorité 9 - GOUVERNANCE ET COOPERATION : mobiliser les acteurs du territoire en faveur de la transition et développer avec les partenaires une coopération interterritoriale et internationale au service de la neutralité carbone globale 59
Un bel accueil de l'Eurométropole de Metz 59
Visite apprenante à Nantes Métropole 59
La MEL renforce sa présence européenne à Bruxelles 60
World forum for a responsible economy 2023 61
Une nouvelle édition des défis Déclics 61
Transition écologique et solidarité : le projet d'ESSTEAM pour les centres sociaux de la Métropole 62
L'impact des sciences comportementales sur la densité urbaine 62
Formations sur le développement durable à destination des agents 63
Tout au long de l'année, la MEL mène des actions à destination de ses agents, en lien avec le développement durable 64

Le Haut Conseil Métropolitain pour le climat entre dans un nouveau cycle 65
Le Club Climat des communes, pour échanger sur des sujets variés 65
Des Conseillers en Énergie Partagée, au service des communes 66
Priorité 10 - MOYENS : mobiliser des moyens financiers et pratiques à la hauteur des ambitions du PCAET 67
Annexe 1 – Analyse du budget climatique appliqué au compte administratif 2023 68
1 – Investissement CA 2023 68
2 – Fonctionnement CA 2023 70
Annexe 2 – Évolution des indicateurs du territoire 72
1 – Émissions de GES du territoire 72
2 - Consommation d'énergie du territoire 72
3 - Production ENR&R du territoire 73

Edito RADD 2023

Selon Météo-France, l'année 2023 se classe au deuxième rang des années les plus chaudes sur notre territoire, devançant 2022, qui avait été marquée par une sécheresse exceptionnelle. Cela illustre que le changement climatique est d'ores-et-déjà une réalité et démontre qu'il est impératif de poursuivre et renforcer notre action pour nous adapter et pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre.

La Métropole a pour objectif de devenir un territoire exemplaire sur les questions environnementales, grâce à la mise en œuvre de son Plan climat air énergie territorial (PCAET), adopté en 2021. Plusieurs ambitions y ont été définies : accélérer la transition énergétique vers une métropole neutre en carbone d'ici 2050, construire une métropole résiliente au changement climatique et améliorant la qualité de l'air, et faire de la MEL une métropole solidaire permettant à tous de bénéficier de la transition écologique et énergétique.

En 2023, de nombreux projets concrets contribuant à l'atteinte de ces objectifs ont été menés à bien. Ainsi, la prime Air, accompagnant les particuliers pour le remplacement de leurs équipements de chauffage vétustes par des installations moins polluantes, a atteint ses objectifs avec deux ans d'avance. La MEL a en outre été récompensée par une Marianne d'or pour l'innovation pour son nouveau contrat de Délégation de Service Public pour la distribution de l'eau potable, comportant notamment des objectifs ambitieux en termes d'économies d'eau. Les économies d'énergie conséquentes réalisées dans les bâtiments métropolitains ont été valorisées et reconnus lors du Concours Usages Bâtiments Efficaces (CUBE). Concernant la mobilité durable, la MEL a lancé en 2023 le dispositif Ecobonus, visant à inciter financièrement les utilisateurs des autoroutes A1 et A23 à adopter des pratiques durables comme le covoiturage ou le report vers les transports en commun et les mobilités actives. La MEL développe aussi les énergies renouvelables sur son territoire, notamment via le démarrage effectif du Contrat de chaleur renouvelable avec l'ADEME et le lancement des procédures de développement des réseaux de chaleur. De nombreux projets d'aménagement permettent d'augmenter la part des mobilités cyclables et piétonnes et la végétalisation de l'espace public, afin de préserver la qualité de l'air et de mieux adapter la ville au changement climatique. Le Haut Conseil métropolitain pour le climat, qui permet d'associer les différents acteurs du territoire à la mise en œuvre du PCAET, a débuté son 2e cycle, qui durera jusqu'en 2026.

La MEL inscrit également sa politique de développement durable dans un cadre plus global, autant à l'échelle nationale qu'internationale. Ainsi, le projet Time2Adapt est lauréat de l'appel à projets européen *European urban intiative*. Il vise à optimiser l'adaptation des villes aux fortes chaleurs, notamment en rendant accessible au public des lieux frais, habituellement fermés durant l'été et en créant des îlots de fraicheur ainsi que des installations temporaires rafraîchissantes. IBGreen, un autre projet européen, a également été lancé en 2023 : il cherche à tester des solutions d'adaptation au changement climatique dans les zones d'activités économiques.

Ainsi, la MEL s'est résolument engagée dans la mise en œuvre du plan d'actions du PCAET. L'évaluation à mi-parcours du PCAET, finalisée en février 2024, l'a démontré avec un taux d'avancement du plan d'actions à fin 2023 d'environ 60 %. L'obtention du niveau 5 étoiles, le plus élevé, de la labélisation Climat, Air, Énergie de l'ADEME en juillet 2024 confirme

également l'excellence de la MEL dans ces domaines. Pour les années à venir, la MEL entend poursuivre cette dynamique de mise en œuvre du PCAET.

A. Ambition 1 : Accélérer la transition énergétique vers une Métropole neutre en carbone d'ici 2050

I. Priorité 1 - ENERGIE : impulser la transition énergétique du territoire

Densifier les réseaux de chaleur métropolitains, pour une énergie vertueuse et économique

Grâce à l'autoroute de la chaleur (mise en service en 2021), qui récupère la chaleur fatale du Centre de Valorisation Énergétique (CVE) des déchets à Halluin, le taux moyen d'énergies renouvelables et de récupération (EnR&R) des réseaux de chaleur métropolitains a connu une hausse significative. Cette infrastructure a notamment contribué à l'arrêt de la centrale à charbon du Mont de Terre et donc à l'amélioration de la qualité de l'air sur le territoire.

Par ailleurs, la loi "Énergie Climat" de 2019 impose le classement automatique des réseaux publics où plus de 50 % de la chaleur provient d'ENR&R. Le classement d'un réseau signifie que les bâtiments neufs ou remplaçant leur installation de chauffage sont obligés de se raccorder à ce réseau, dès lors qu'ils sont situés au sein d'une Zone de Développement Prioritaire autour du réseau, et que leur puissance de chauffage est supérieure à un seuil. À la suite de la publication des arrêtés ministériels, cinq des six réseaux de chaleur de la MEL ont été classés en 2023 et 2024 : Lille, Roubaix, Mons-en-Barœul, Villeneuve d'Ascq et Wattrelos.

La MEL a établi à 70 kW le seuil de puissance au-dessus duquel l'obligation de raccordement s'applique. Ce seuil correspond à environ dix logements pour les bâtiments existants respectant la norme thermique RT 2005 et à plus de vingt logements pour les bâtiments neufs performants.

Afin d'éviter des travaux de raccordement et des coûts trop importants, la MEL a défini des Zones de Développement Prioritaire correspondant généralement aux tronçons de rues situés à une distance de cent mètres des réseaux existants, tout en tenant compte des projets d'aménagement.

Les bénéfices d'un raccordement aux réseaux de chaleur métropolitains

En limitant l'utilisation des énergies fossiles pour le chauffage, les réseaux de chaleur contribuent à atteindre les objectifs climatiques et de qualité de l'air que s'est fixée la MEL dans son Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET), tout en offrant une solution énergétique abordable aux utilisateurs, peu dépendante des fluctuations des prix des énergies fossiles.

Par exemple, en 2022, un logement chauffé avec le réseau de chaleur de Lille, relié à l'autoroute de la chaleur, dépensait en moyenne entre 20 et 40 % de moins pour son énergie qu'un logement équipé d'une chaudière gaz individuelle, ce qui représente des économies annuelles allant de 300 à 600 €.

De plus, les réseaux de chaleur stimulent l'économie locale en créant des emplois non délocalisables.

L'extension du réseau métropolitain de chaleur, une initiative résolument écologique et sociale

Un futur périmètre du réseau élargi et densifié pour Lille et Wattignies

La fin des contrats de concession sur les réseaux de Lille et Wattignies, qui surviendra en octobre 2025, ouvre une fenêtre d'opportunité pour la MEL, lui permettant de développer et verdir les réseaux existants, tout en proposant aux usagers une chaleur bon marché.

Le futur périmètre du réseau métropolitain de chaleur urbain inclura les communes de Lille et Wattignies et s'étendra aux communes de La Madeleine, Marcq-en-Barœul, Loos et Haubourdin ainsi qu'aux zones sud et ouest de Lille. Ce nouveau périmètre comprend une zone dense en bâtiments actuellement chauffés à partir d'énergies fossiles. Le Conseil métropolitain du 30 juin 2023 a autorisé le lancement de la procédure pour sélectionner le futur gestionnaire de ce réseau étendu, qui sera géré en concession. Le Conseil a fixé l'ambition d'atteindre un taux d'EnR&R d'au moins 70% et de viser jusqu'à 700 à 800 GWh par an de chaleur distribuée. Cela représente une multiplication par trois par rapport aux deux réseaux de chaleur actuels.

Le futur réseau de chaleur pourra aider la MEL à réduire considérablement les émissions de gaz à effet de serre territoriales. Celui-ci pourrait en effet permettre d'éviter jusqu'à 100 000 tonnes de CO_2 par an à horizon 2030. À titre de comparaison, le territoire de la MEL émettait environ cinq millions de tonnes d'équivalent CO_2 en 2021.

L'investissement dans le futur contrat de concession de service public sera porté par le concessionnaire choisi par la MEL.

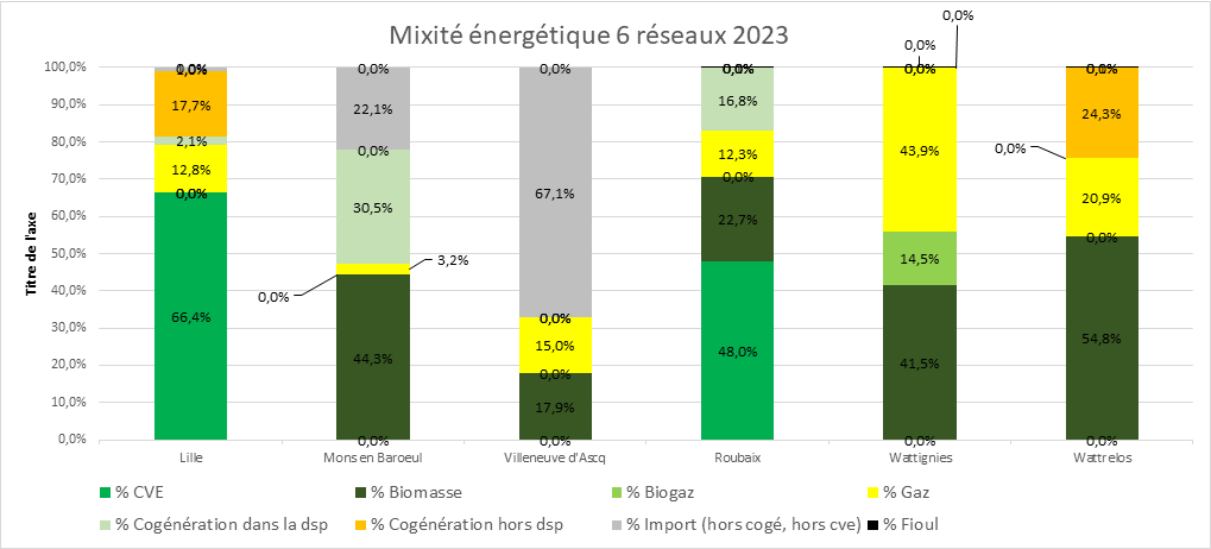
La procédure a été lancée formellement en juillet 2023 et il est prévu d'attribuer la nouvelle concession en 2025.

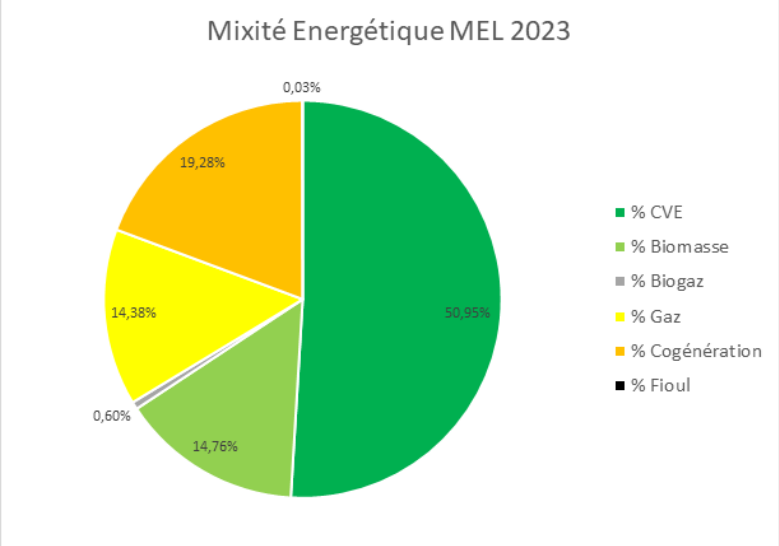
Création d'un nouveau réseau sur Tourcoing

Une étude de la MEL montre l'existence d'un fort potentiel de consommation de chaleur sur le centre de la commune de Tourcoing et de nombreux gisements à sa périphérie, ainsi que sur la zone d'activités de Ravennes-les-Francs. Au vu de leur potentiel en termes de densité de consommation de chaleur et de leur proximité avec les gisements potentiels de consommation situés à Tourcoing, il y a également un intérêt à pouvoir étendre le réseau aux communes de Neuville-en-Ferrain et Wattrelos.

Le réseau aurait un impact positif estimé très significatif sur le climat, en permettant d'éviter au moins 20 000 tonnes de CO2 par an à horizon 2030. La consultation des entreprises débutera en 2024, pour une mise en service qui pourrait débuter en 2026.

Taux d'EnR&R dans les réseaux de chaleur existants





Perspectives 2024

La MEL a établi son premier schéma directeur des réseaux de chaleur en 2018. Ce schéma est un outil de planification territoriale, qui permet de donner une vision prospective sur les perspectives de développement des réseaux de chaleur et de froid sur le territoire.

La MEL a lancé en 2023 le travail de renouvellement de son schéma directeur. Il est prévu d'adopter le schéma révisé fin 2024.

La finalité de cette démarche est de définir une prospective, intégrant l'évolution des demandes énergétiques, les enjeux économiques, notamment la maîtrise des charges pour l'usager final, et la performance environnementale en intégrant majoritairement les énergies renouvelables et de récupération dans le bouquet énergétique des réseaux, en cohérence avec les objectifs du PCAET.

Transition énergétique : la MEL accompagne les projets de chaleur renouvelable de son territoire

Le PCAET a pour objectif de multiplier la production locale d'énergies renouvelables et de récupération (EnR&R) par 2,3 d'ici 2030, comparativement à 2016. Cet objectif nécessite une massification des projets de production d'EnR&R dans l'ensemble des filières localement pertinentes et une mobilisation de tous les acteurs territoriaux.

Pour cette raison, la MEL a lancé son Contrat de Chaleur Renouvelable territorial en 2023. Ce dispositif, financé par l'Agence de la Transition Écologique (ADEME), a pour but d'accompagner techniquement et financièrement différentes typologies de porteurs de projet (communes, entreprises, bailleurs sociaux…) souhaitant produire des énergies renouvelables : géothermie, biomasse, solaire thermique ou réseaux de chaleur. Concrètement, le contrat finance l'accompagnement en ingénierie, des études de faisabilité, des missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage et une partie des investissements (selon les barèmes du Fonds Chaleur ADEME).

Le contrat s'adresse à toutes tailles de projets. Au total, ce sont plusieurs dizaines de projets qui seront accompagnés au cours des 3 années du contrat. Tous les types d'acteurs sont éligibles, à l'exception des particuliers, et toute demande d'aide doit être sollicitée avant l'engagement du projet.

Le contrat est opérationnel depuis mars 2023 pour une première période de trois ans. Les projets lauréats en 2023 concernent :

- trois études de faisabilité géothermiques,
- deux études d'installation de capteurs solaires thermiques sur plusieurs bâtiments médico-sociaux,
- trois extensions du réseau de chaleur urbains de la ville de Roubaix,
- une installation de géothermie alimentant une salle de sport de la commune de Marcq-en-Baroeul.

Sur les trois années du contrat, près de huit millions d'euros seront apportés pour la chaleur renouvelable aux acteurs métropolitains pour transformer le territoire, avec l'objectif de développer 25 GWh de chaleur renouvelable.

Une nouvelle loi sur les zones d'accélération de la production d'énergies renouvelables

La loi du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables, dite loi « APER », a créé les Zones d'Accélération de la production d'Énergie Renouvelable (ZAER).

Les zones d'accélération de la production d'énergies renouvelables (ZAER) (article L. 141-5-3 du code de l'énergie) :

- présentent un potentiel permettant d'accélérer la production d'énergies renouvelables ;
- sont définies, pour chaque catégorie de sources et de types d'installation de production d'énergies renouvelables, en tenant compte de la nécessaire diversification des énergies

renouvelables en fonction des potentiels du territoire concerné et de la puissance d'énergies renouvelables déjà installée ;
- correspondent à des zones jugées préférentielles et prioritaires pour le développement des énergies renouvelables.

La définition de ces zones revient aux communes, par délibération du conseil municipal et après une concertation publique. Cependant, la MEL a un rôle de facilitateur à jouer auprès des communes du territoire.

Ainsi, la MEL a organisé en 2023 un club climat des communes, trois webinaires et un débat au sein du conseil métropolitain, afin d'expliquer le dispositif aux communes, répondre à leurs questions et présenter les outils mis à disposition par l'État. Elle a également mis sur le portail des territoires une note méthodologique, pour fournir des conseils aux communes sur la manière de déterminer les ZAER, des exemples de délibération, ainsi que des éléments généraux présentant l'intérêt des énergies renouvelables. Enfin, en tant que membre du Comité régional de l'Énergie (CRE), la MEL prendra part à l'avis sur les ZAER à l'échelle départementale et régionale.

Perspectives 2024
En avril 2024, la MEL a organisé un débat en conseil métropolitain sur la cohérence des zones identifiées avec le projet du territoire. Les communes avaient jusqu'au 30 avril 2024 pour arrêter le périmètre des ZAER. S'en suivra un travail de consolidation par les services de l'État puis un avis à l'échelle départementale et régionale, avant que les zones de chaque commune puissent être arrêtées.

Avec le cadastre solaire, la MEL aide les citoyens et les entreprises à solariser leurs toitures

Saviez-vous que seulement 3 m^2 sont nécessaires pour produire son eau chaude avec des panneaux solaires thermiques ? Ou une quinzaine de m^2 pour produire une partie significative de son électricité ? Afin d'accompagner les métropolitains et les entreprises qui souhaitent s'orienter vers une production d'énergie renouvelable, la métropole européenne de Lille a lancé son premier cadastre solaire en mai 2022. Cet outil, accessible gratuitement sur le site cadastre-solaire.lillemetropole.fr, permet de déterminer le potentiel d'ensoleillement d'une toiture et ainsi, la pertinence d'installer des panneaux solaires. Au 31 décembre 2023, l'application avait été consultée par plus de 21 300 utilisateurs, démontrant l'intérêt des métropolitains pour cette source d'énergie !

L'énergie solaire peut être transformée, soit en électricité par des panneaux photovoltaïques, soit en chaleur par des panneaux thermiques. Après avoir évalué le potentiel d'installation de panneaux solaires de leur toiture, les propriétaires doivent vérifier la rentabilité et la faisabilité du projet, au regard des règles d'urbanisme et des capacités techniques de la toiture à supporter le poids des panneaux. Un conseil spécialisé en énergie solaire est également proposé en partenariat avec l'association Solaire en Nord, permettant d'étudier l'opportunité de la pose des panneaux et l'optimisation de l'investissement. Au cours de l'année 2023, 448 foyers ont bénéficié d'un accompagnement à la solarisation de leur logement.

Fort d'une année de retour d'expérience, le site internet s'est modernisé en 2023 avec de nouvelles fonctionnalités, une amélioration des outils de simulation et une mise à jour des données à partir de photographies aériennes plus récentes.

Par ailleurs, la MEL a lancé fin 2022 un Appel à Initiatives Privées (AIP), à destination des entreprises privées et volontaires du territoire pour solariser leurs fonciers (toiture, ombrière et sol). Cet AIP a permis de mettre en relation, par l'intermédiaire de la MEL, des propriétaires privés de surfaces à solariser (toiture, parking, surface au sol) avec des développeurs/investisseurs de centrales solaires photovoltaïques qualifiés. L'objectif est de faciliter la réalisation des installations de production d'énergie solaire photovoltaïque, dans le cadre d'un partenariat sécurisé et sans investissement de la part des propriétaires, en contrepartie d'une mise à disposition de leurs surfaces, sur une durée minimale de 25 à 30 ans. À l'issue de cette procédure, plusieurs énergéticiens ont été mis en relation avec l'ensemble des propriétaires volontaires. En 2023, la plupart des projets étaient en cours d'études ou de contractualisation.

Perspectives 2025
La MEL prend en compte les retours des entreprises (90% de satisfaction) et des développeurs afin de pouvoir améliorer l'AIP solarisation en 2025.

II. Priorité 2 - MOBILITE : réduire l'impact climatique de la mobilité et des transports

Introduction réussie des bus électriques

Ilevia, le réseau de transports de la MEL, a intégré en 2023 cinq bus électriques à son réseau. Le premier bus a été mis en service le 10 avril 2023 à Marcq-en-Barœul, sur la ligne C10, puis il a été rejoint par quatre autres bus du même type sur les lignes C10, C11 (Croix-Wasquehal) et sur la navette du Vieux-Lille. Ils se rechargent sur des bornes installées au dépôt Faidherbe à Villeneuve d'Ascq. Cette électrification du parc bus constitue une avancée majeure pour la MEL, qui prévoit d'acquérir davantage de bus électriques de taille standard et articulés, lors du renouvellement de sa flotte au cours de la concession de service public de transports 2025-2031.

Disposant d'une autonomie de 200 kilomètres par jour, ces véhicules sont particulièrement bien adaptés à leurs itinéraires sur lesquels ils sont amenés à effectuer chacun environ 160 kilomètres par jour. Leur capacité réduite est adaptée aux besoins spécifiques des lignes de centre-ville. Leur intégration permettra à la MEL de tirer des enseignements précieux pour ses futurs investissements.

Ces bus électriques rejoignent la flotte de 455 bus GNV (100% compatible BioGNV) du réseau Ilévia, contribuant ainsi à améliorer la qualité de l'air et à réduire l'incidence environnementale des transports. De plus, leurs moteurs ne font pas de bruit.

Ils comportent plusieurs fonctionnalités technologiques : une vision 360 qui facilite les manœuvres du conducteur ou de la conductrice, la rétro vision numérique à la place des miroirs-rétroviseurs, un système de surveillance des angles morts, pour plus de sécurité ainsi que des écrans tactiles compatibles avec le nouveau système d'aide à l'exploitation et à l'information des voyageurs. Cet outil permet à l'exploitant d'optimiser la gestion du réseau de transport, avec la localisation de ses véhicules en temps réel. Ces bus électriques prévoient également une place réservée aux personnes en fauteuil roulant et disposent de rampes d'accès électriques pour les personnes à mobilité réduite, ainsi que d'une rampe manuelle de secours.

Ecobonus : le projet innovant de la MEL pour favoriser la mobilité durable

Plusieurs projets emblématiques en faveur des transports durables sont mis en œuvre par la MEL. Parmi ceux-ci, le programme Ecobonus « Changer, ça rapporte » a comptabilisé plus de 1 000 préinscrits quelques jours seulement après son lancement.

Ecobonus « Changer, ça rapporte », le nouveau programme expérimental anti-embouteillages de la MEL, a débuté en septembre 2023 pour une durée de neuf mois. Près de 3 000 volontaires sont concernés sur l'autoroute A1 et A23 dans le sens entrant vers Lille à l'heure de pointe du matin et le sens sortant à l'heure de pointe du soir. Plus de 2 000 effacements journaliers ont été réalisés : l'objectif de 6% de réduction du trafic fixé au début de l'expérimentation a été atteint. Il s'agit d'un dispositif innovant et pionner, tant à l'échelle française qu'au niveau européen.

Le programme Ecobonus incite les conducteurs voyageant seuls à changer leurs pratiques durant les heures de pointe vers le covoiturage, le télé-travail, le déplacement en dehors des heures de pointe, les transports en commun ou encore les modes de déplacement actifs.

Ecobonus poursuit plusieurs objectifs :

- limiter la pollution de l'air et les émissions de gaz à effet de serre,
- favoriser l'utilisation de moyens de transports plus vertueux pour des déplacements quotidiens,
- soulager les principaux points de saturation de l'agglomération,
- améliorer la fiabilité des temps de parcours des usagers des infrastructures routières de transport.

Concrètement, le programme récompense les automobilistes qui acceptent de diminuer leur utilisation quotidienne de la voiture sur l'A1 et l'A23 durant les heures de pointe (de 7 h à 9 h le matin et de 16h30 à 18h30 le soir). Déclaré sur l'application dédiée, tout trajet évité (hors période de vacances scolaires) permet le versement de 2 €, dans la limite de 80 € par mois. Le programme permet également de collecter des points à utiliser chez des commerçants partenaires.

Perspectives 2024
Cette première expérimentation va être prolongée courant 2024, afin de pouvoir recueillir les premiers retours d'expérience pour améliorer le dispositif. Elle va également être étendue aux autoroutes RN41 (La Bassée - Lille) et A25 (Dunkerque - Lille).

Coupe du Monde de Rugby 2023 : la MEL a lancé l'expérimentation *Open Payment*

Près de 250 000 visiteurs sont venus dans la MEL à l'occasion de la Coupe du Monde de rugby. Cette forte affluence a été accompagnée d'un plan de transport spécifique, couplé à une expérimentation de l'*Open Payment* sur le réseau Ilévia.

L'offre de transport métropolitaine a été renforcée afin de pouvoir transporter un nombre plus important d'usagers. Outre une communication spécifique de l'organisateur de la Coupe du Monde de Rugby 2023 incitant à utiliser les transports en communs, l'exploitant du réseau Ilévia s'est attaché à accueillir et à guider les visiteurs dans leurs déplacements, à développer la vente multicanale et à susciter l'anticipation d'achat de titres de transports. C'est dans cet objectif que l'expérimentation *Open Payment* a été mise en œuvre par la MEL.

Expérimenté pour une durée de quatre mois à partir du mois de juillet, l'*Open Payment* permet aux voyageurs de valider leur trajet avec leur carte de paiement sans contact, leur smartphone ou encore leur montre connectée. Testée sur un périmètre réel et sur une longue période, l'objectif principal est de faciliter le parcours d'achat, en particulier pour les voyageurs occasionnels.

Treize portillons sont équipés de la solution *Open Payment*, répartis au sein de 8 stations de métro (gare Lille Flandres, gare Lille Europe, 4 Cantons, Cité Scientifique, les Prés, Gambetta, Rihour, République Beaux-Arts), avec un à trois valideurs par station.

Une tarification spécifique de 2 €, tenant compte des frais de transaction bancaire s'élevant à 0,20 € par trajet a été appliquée : les modalités se rapprochent de celles d'un ticket bus SMS. Le trajet en *Open Payment* est pour l'instant valable uniquement sur le réseau métro et le retour dans l'heure peut être réalisé dans les stations équipées.

Au cours de la période de la coupe du Monde de Rugby, le recours à l'*Open Payment* a varié entre 2,2% et 6,4% des validations totales, en fonction des matchs. Lors de la Braderie de Lille 2023, l'*Open Payment* a compté pour 2,5% du nombre de validations total. Hors événements particuliers, cette solution de paiement représente environ 1,2% du nombre moyen de validations totales.

Perspectives 2024

Au terme d'un bilan réalisé fin 2023, la MEL a donc décidé de prolonger l'expérimentation à 9,5 mois et d'ajouter des portiques d'*Open Payment* à Tourcoing gare. Ce mode de paiement a ainsi été maintenu lors des Jeux Olympiques 2024, dont les épreuves d'handball et de basketball se sont jouées à Villeneuve d'Ascq. En effet, les statistiques de fréquentation mettent en avant l'usage plus important de ce mode de paiement lors des grands évènements.

Schéma Directeur des Infrastructures de Transports (SDIT) : avancement des différents projets Extramobile

Études sur les futures lignes de tramway et Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) : une nouvelle étape est lancée

La MEL a confirmé la poursuite des projets de nouvelles lignes de tramway et de BHNS et en a arrêté les tracés et orientations.

À la suite de la concertation préalable tenue début 2022, la MEL a mené en 2023 le lancement de la séquence de consultation des marchés de maîtrise d'œuvre. Elles permettront de détailler la conception technique et les conditions d'insertion urbaine des projets. Plusieurs maîtrises d'œuvre sont attendues : ITS (Intelligent Transportation System) transverse, le projet de tramway du pôle métropolitain de Roubaix-Tourcoing et celui de Lille et sa couronne ; le site de maintenance et de remisage du tramway du pôle métropolitain de Roubaix-Tourcoing et celui de Lille et sa couronne ; le projet de BHNS de Lille-Villeneuve d'Ascq et celui de Villeneuve d'Ascq - Marcq-en-Barœul.

Penser les stations de demain

À la suite d'un premier atelier destiné aux agents de la MEL, les riverains des futures lignes sont venus réfléchir aux stations d'avenir du SDIT, lors d'un atelier qui s'est déroulé le 22 mars 2023 au MEL DESIGN LAB.

Les stations peuvent significativement contribuer à la transformation des comportements de mobilité, en se rendant davantage attractives. Offrir différents services utiles aux riverains au niveau des arrêts peut répondre à cet enjeu d'attractivité. Afin de penser au mieux ces services, la MEL a choisi de s'appuyer sur une démarche de conception ouverte, ancrée sur le terrain et l'analyse des usages, orientée vers le déploiement et l'essaimage de dispositifs concrets impactant le territoire.

Au début, le projet a consisté à concevoir de manière collaborative les stations idéales de demain avec la mise en place d'une maquette d'arrêt à l'échelle 1 pour 1, sur laquelle une vingtaine de citoyens de la MEL ont pu réagir. Un cabinet de designers a accompagné la MEL sur cette expérimentation. Au cours d'un atelier, les participants ont d'abord exprimé les services qu'il leur paraitrait utile de mettre en place, avant d'évaluer la faisabilité de leur proposition.

Après avoir été conçus et dessinés, les prototypes ont été installés durant 6 semaines en fin d'année, dans trois stations, afin de tester plusieurs configurations :

- à la station Versailles à Villeneuve d'Ascq, l'arrêt a été conçu pour améliorer l'information et le parcours voyageur. On y trouvait une nouvelle signalétique pensée pour mieux s'orienter ainsi qu'un plan indiquant les points d'intérêt du quartier.
- à l'arrêt Victor Provo à Roubaix, les voyageurs pouvaient découvrir une station qui donne à voir les dynamiques locales, la vie et les activités du quartier avec parfois l'organisation d'événements.
- à l'arrêt Rue de Londres à Loos, l'objectif était de créer des espaces plus étendus et plus confortables. Des motifs au sol avaient été tracés pour offrir aux plus jeunes l'occasion de jouer en attendant le bus ou le tramway.

150 personnes ont été interviewées en micro-trottoir le temps de l'installation des prototypes. Un questionnaire en ligne a permis de récolter 585 réponses. Chaque prototype a été visité par une commission d'accessibilité afin de recueillir l'avis de publics spécifiques.

L'analyse de l'ensemble de ces retours a permis d'aboutir à la construction de trois typologies de station :

- la station minimale, contenant uniquement les fonctions essentielles comme un abri ou un écran d'informations,
- la station « cœur de ville » comportant, en plus des fonctions essentielles, un affichage de la programmation associative et culturelle locale,
- la station intermodale métropolitaine, proposant de nombreux services comme des fontaines à eau ou un kit d'entretien vélo.

Perspectives 2024
Les usagers ainsi que les commissions d'accessibilité seront à nouveau concertés dans les phases ultérieures de conception, dans l'objectif de définir la configuration exacte de chaque station et de l'adapter au mieux aux besoins des usagers.

La concertation autour du SDIT se poursuit : retour des échanges sur les projets de nouvelles lignes de transport

La concertation continue sur les projets de nouvelles lignes de transport : la MEL organise des temps spécifiques afin d'échanger sur les projets, avec pour objectif de présenter les quatre projets de tramway et de BHNS, mais aussi recueillir en direct les questions et retours du public.

Ces évènements prennent la forme de stands mobiles d'informations ou de balades diagnostics à pied ou à vélo.

Ainsi, des diagnostics à vélo ont notamment été organisés en juin 2023 sur le secteur Roubaix Sud-Hem du tramway de Roubaix-Tourcoing, sur les tracés des deux lignes de bus à haut niveau de service (Villeneuve d'Ascq) et sur la branche ouest du tramway de Lille et sa couronne. Ils visent à présenter le projet des futures lignes localement et partager un diagnostic d'usage, qui permettra de nourrir les études actuellement menées par la MEL.

Une montée en puissance du vélo sur le territoire métropolitain

Du 1er au 31 mai 2023, la MEL a participé à la troisième édition du Challenge national Mai à Vélo. Ce défi, lancé par un collectif d'acteurs nationaux du vélo et soutenu par les ministères de la Transition écologique et des Sports, vise à parcourir le maximum de kilomètres à vélo durant le mois.

Le challenge fonctionne avec plusieurs catégories d'équipes : entreprises, institutions, établissements scolaires, associations, particuliers...

Chaque trajet est renseigné sur l'application Geovelo. Les kilomètres réalisés par les métropolitains sont consultables en temps réel sur l'application.

En 2023, l'événement a permis de confirmer que ce défi séduit de plus en plus de métropolitains. En 2023, 6 612 cyclistes ont participé au challenge de façon active (plus de cinq kilomètres parcourus par personne), représentant 19% des équipes inscrites au niveau national, pour un total de 929 460 kilomètres parcourus. Cette performance a permis à la MEL de

terminer à la deuxième place du challenge national, dans la catégorie collectivité et à la première place en tant que métropole. L'équipe officielle des agents MEL comportait 85 participants actifs et a réalisé 16 315 km, ce qui a permis à la MEL de terminer 30e sur 1 297 équipes employeurs.

L'organisation d'un challenge vélo sur le territoire de la MEL s'inscrit dans le volet « animation et promotion » de sa politique cyclable. Les équipes se sont investies en proposant des itinéraires, des conseils pour l'aide à la réparation vélo et des rencontres intergénérationnelles et inclusives.

La MEL a organisé avec la FNTR (Fédération Nationale des Transports Routiers) et l'ADAV (Association Droit Au Vélo) une sensibilisation sur la sécurité routière et les dangers des angles morts. Il a été proposé aux cyclistes de monter à bord d'un camion pour se rendre compte de tous les angles morts que comportent ce type de véhicule. Cela leur a permis de mieux appréhender les bons réflexes à adopter afin d'assurer leur sécurité.

Sur le volet « infrastructures », pour accélérer l'usage du vélo sur son territoire, la MEL a adopté en 2021 une politique cyclable renforcée en décembre 2023. Elle a pour objectif d'impliquer tous les acteurs du territoire, d'adapter et renforcer le service V'lille et de consacrer 110 millions d'euros sur la période 2021 - 2026 pour l'aménagement d'un réseau cyclable continu, confortable et sécurisé. Sur les années 2022 - 2023, 108 opérations cyclables ont été réalisées ou démarrées, ce qui représente une extension du réseau cyclable sur 79 km. À cela s'ajoute la rénovation de 28 km d'itinéraires cyclables.

Fin 2023, la MEL a approuvé son programme pluriannuel d'investissement Voirie, espaces publics et aménagements cyclables pour le période 2024-2026. Et l'ambition de créer des aménagements cyclables se poursuit, avec l'engagement de 246 opérations cyclables supplémentaires sur la période. Ces 246 opérations doivent augmenter le réseau cyclable de 166 km ; 34 km d'itinéraires cyclables existants seront également améliorés. Plusieurs travaux significatifs de pistes cyclables séparées du trafic ont été achevées au niveau de la Porte d'Arras et du Pont de Tournai à Lille.

Perspectives 2024

Les travaux pour la piste cyclable du Boulevard Carnot, à Lille, ont été achevés en mars 2024. De même, les travaux du Quai du Sartel à Roubaix ont été terminés en juin 2024. Quant au boulevard Gambetta de Tourcoing, son nouvel aménagement cyclable devrait voir le jour en juin 2025.

Voie verte du Ferrain : un projet pour favoriser les déplacements doux et renforcer les corridors écologiques

La MEL s'est engagée en 2008 dans le développement d'un réseau de véloroutes, voies vertes permettant de relier en mode doux les grands espaces métropolitains de nature et de loisirs.

Le projet de voie verte du Ferrain figure parmi les équipements les plus importants au service de la biodiversité et des mobilités durables. Ce nouveau tronçon de 11 kilomètres sur les communes de Tourcoing, Mouvaux, Roncq et Halluin, va permettre de relier deux voies vertes existantes, longeant le canal de Roubaix à Tourcoing et la Lys à Halluin.

Elle est réalisée sur l'ancienne voie de chemin de fer abandonnée, qui reliait Halluin à Somain, préservant ainsi ce foncier remarquable en cœur de ville et de campagne et son patrimoine associé. La partie circulée, d'une largeur de 3 m, a été réalisée avec un matériau recyclé sur l'ancien ballast, ce qui a ainsi permis de préserver au maximum le corridor végétal en place, qui s'était développé depuis plus de 40 ans. D'autres plantations complémentaires ont également été réalisées venant ainsi l'étoffer. Divers équipements ponctuent le parcours : des placettes avec des bancs, des tables, des jeux ou des agrès. L'ancienne voie ferrée empruntait également quatre ponts, dont deux de grande taille à forte valeur patrimoniale, qui étaient cependant très dégradés et qui ont totalement été restaurés et aménagés dans le cadre du projet, afin de permettre un passage confortable et sécurisé des piétons et cyclistes.

L'ambition de ce projet est donc de permettre aux métropolitains de bénéficier d'un lieu de balades aménagées et accessible à tous et à toutes, y compris aux personnes à mobilité réduite. Cette voie verte s'intègre au réseau européen, national et régional des véloroutes et voies vertes et vient ainsi compléter et renforcer le réseau métropolitain existant. 300 000 riverains sont directement concernés et pourront rejoindre de façon douce les parcs naturels existants ou à venir, dont celui du Ferrain.

Un budget de onze millions d'euros, dont la moitié pour les ouvrages, a été engagé pour la voie verte du Ferrain. Le premier tronçon sur les communes de Tourcoing et Mouvaux a été inauguré en 2023.

Perspectives 2024

Les travaux se sont poursuivis sur le tronçon Roncq / Halluin pour une voie verte complètement fonctionnelle à l'été 2024.

Une nouvelle offre de mobilités douces en libre-service : place aux vélos et trottinettes électriques

Alliant éco-responsabilité et praticité, les services de micro-mobilité sont des solutions innovantes pour répondre au changement climatique. C'est pourquoi la MEL expérimente la mise en libre-service de trottinettes électriques et de vélos à assistance électrique, que les utilisateurs stationnent ensuite dans des emplacements dédiés et sécurisés. Le résultat de cette expérimentation s'est révélé prometteur. Par conséquent, ce mode de mobilité est parvenu à s'implanter en complément des transports collectifs et du service V'Lille.

Cette nouvelle révolution des mobilités est le fruit d'un engagement métropolitain fort : la MEL agit pour une meilleure qualité de l'air et amorce un changement de comportement. Elle promeut une culture de la mobilité partagée pour réduire la congestion et renforcer l'accessibilité et la flexibilité, ainsi que pour irriguer un territoire métropolitain parfois rural et favoriser le report modal.

En 2022, 68 communes métropolitaines avaient déjà manifesté leur intérêt auprès de la MEL pour déployer ce service de mobilité en libre-service sur leur territoire : à terme, le dispositif pourrait de ce fait concerner plus d'un million d'habitants. Les premiers déploiements sur l'Armentiérois et la couronne roubaisienne ont alors été effectués.

Les deux opérateurs (Tier Mobility et Lime) ont proposé 1 200 vélos à assistance électrique et 800 trottinettes électriques en 2023 (au 14 juillet 2024 : 1840 VAE et 1150 trottinettes électriques). Près de 1 400 stations ont été déployées progressivement sur les 66 communes, deux communes n'ayant finalement pas donné suite.

Afin qu'il soit respectueux de tous et toutes, la MEL a fixé plusieurs règles. Les trottinettes ne dépassent pas la vitesse de 20 km/h et les VAE 25km/h, ils sont limités à 6 km/h au sein des *slow zones*. Ils sont interdits dans certains espaces comme les zones piétonnes. De plus, les utilisateurs doivent obligatoirement les stationner dans des emplacements créés à cet effet. Les outils techniques des opérateurs (GPS dans chaque engin et stations géo localisées) permettent de gérer le taux de remplissage des stations, les informations étant transmises aux usagers. Les utilisateurs sont appelés à valider leur stationnement sur ces espaces avec le positionnement GPS et un scan de l'environnement. Enfin, des temps de sensibilisation à la sécurité routière ont été organisés.

Si ces règles d'utilisations ne sont pas remplies, les utilisateurs peuvent faire l'objet de sanctions prises par les opérateurs : sanctions financières, blocage à la troisième infraction et système de permis à points avec interdiction d'utiliser le service en cas de perte totale du nombre de points.

Cette innovation est aussi source de développement économique et d'emploi : les opérateurs se sont engagés à créer de l'emploi pour assurer la gestion et la maintenance du service, et à embaucher des bénéficiaires du dispositif « Territoire Zéro Chômeur ». Les opérateurs ont en effet créé des centres de maintenance, réparation et recharge sur le territoire métropolitain, et s'engagent à une haute qualité de gestion du service à travers la mise en place de brigades d'intervention de techniciens par vélo-cargo et utilitaires électriques.

Cette nouvelle offre s'inscrit pleinement dans le Plan de Mobilité 2035 de la MEL en favorisant des modes de déplacements agréables et moins polluants que la voiture.

Inauguration de la Maison des Mobilités

La Maison des Mobilités est le fruit d'un partenariat entre la ville de Lille et la MEL, avec le soutien de structures associatives telles que l'ADAV (Association Droit au Vélo), le CREM (Centre de Ressources en Ecomobilité), et le réseau Alliances.

La Maison des Mobilités a ouvert ses portes le 21 septembre 2023, au cœur de la Semaine Européenne de la mobilité durable. Un programme d'inauguration festif a été organisé, comprenant des réparations de vélos, des tests vélos ludiques, une fresque de la mobilité… La Maison des Mobilités Durables s'inscrit au cœur du "hub de mobilités", entre les deux gares de Lille, parvis François Mitterand, à proximité des stations de métro et de tram.

Ce lieu ambitionne de promouvoir les mobilités douces en fournissant des informations, des ressources documentaires, et des conseils aux citoyens, aux entreprises, aux écoles et aux touristes. Elle vise à encourager les mobilités durables telles que le vélo, les transports en commun, l'autopartage, le covoiturage... Autant de modes de transport favorisés par le PCAET pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et la pollution de l'air ! Différents projets métropolitains aideront le développement de ces mobilités avec la construction de nouvelles pistes cyclables, de nouvelles lignes de bus et de tramways et des voies consacrées au bus ou au covoiturage.

En outre, la MEL met à disposition des ressources documentaires sous forme d'expositions, notamment sur les projets de mobilité et d'infrastructures de transport, ainsi que des informations destinées au grand public comme la carte MEL à Vélo ou des documents pédagogiques sur les aires piétonnes, les zones 30… Grâce à l'aide des associations, la Maison des Mobilités offre également des animations, telles que les sessions "savoir rouler à vélo" pour les écoles et des informations spécifiques pour les entreprises en partenariat avec le réseau Alliances.

Perspectives 2024
À quelques pas de la Maison des Mobilités, une vélostation a vu le jour place Valladolid. 432 nouvelles places de stationnement sont disponibles dans un abri vélo sécurisé, qui s'ajoutent aux 948 places de l'abri vélo sécurisé de la gare Lille Flandres. Cette vélostation constitue un moyen simple sécurisé et efficace pour garer son vélo et accéder rapidement à la gare Lille Flandres, pratique lorsque l'on a un train à prendre !

III. Priorité 3 - AMENAGEMENT : favoriser un aménagement plus durable du territoire et adapté au climat de demain

Des grands projets pour une ville durable

Zoom sur trois projets d'aménagements importants qui ont été poursuivis ou commencés en 2023 : la rue du Molinel à Lille, la rue Pierre Mauroy à Lille et le pont de l'Attargette à Armentières. Ces aménagements visent à rendre les rues davantage adaptées aux mobilités cyclistes et piétonnes ainsi qu'à végétaliser la ville.

Le nouveau visage de la rue du Molinel, plus verte

Le conseil métropolitain et la ville de Lille ont acté fin 2022 un projet de requalification de la rue du Molinel.

Les aménagements décidés comprennent :

- la création d'une piste cyclable bidirectionnelle de trois mètres de large, tout au long de la rue, de la gare à la place de la République,
- la création de voies identifiées pour la Liane 5 et la ligne de bus 18 qui circulent dans les deux sens,
- l'élargissement des trottoirs,
- la plantation de 150 arbres et l'aménagement d'espaces verts, afin de favoriser la biodiversité.

Le but du projet est d'améliorer les conditions de circulation pour les bus (notamment la Liane 5) tout en aménageant une rue apaisée pour l'ensemble des usagers dont les vélos et les piétons, et en accroissant la part de végétal. Par conséquent, les aménagements augmenteront de 33 % à 70 % la part d'espace public non dédiée à la circulation automobile, au profit des mobilités cyclables et piétonnes et du retour d'espaces verts en plein cœur de ville.

Pour ce projet ambitieux, la MEL a financé les travaux à hauteur de 6,4 millions d'euros HT. Les travaux dureront 25 mois et se termineront début 2025. Le projet est subventionné par le FEDER à hauteur de plus de 2,2 M€.

L'opération de transformation de la rue Pierre Mauroy à Lille est entrée dans une nouvelle phase

La rue Pierre Mauroy, artère lilloise très fréquentée, connaît une transformation significative depuis 2019. En juillet 2023, les travaux de la 2nde phase du projet ont démarré.

La mise en zone 30 de la voie ainsi qu'un élargissement des trottoirs et la création d'une piste cyclable bidirectionnelle permettront de promouvoir les mobilités douces. La présence du végétal, qui était déjà assez importante avant les travaux, est renforcée avec la création d'un jardin public à proximité immédiate de la porte de Paris et de l'Hôtel de Ville, en lieu et place de voies de circulation et d'une aire de stationnement. L'augmentation de la perméabilité des sols et la lutte contre les îlots de chaleur seront facilitées par la déconnexion des eaux pluviales de la chaussée et des trottoirs par infiltration, via les fosses végétalisées et des bassins d'infiltration sous chaussée.

Le projet a de plus pour but de permettre une meilleure accessibilité des personnes à mobilité réduite, de favoriser l'attractivité touristique et économique du secteur et mettre en valeur les éléments architecturaux existants.

Le budget de ces travaux s'élève à environ 4,8 millions d'euros HT, entièrement financé par la MEL, auquel s'ajoute l'investissement porté par la ville au titre de ses compétences (espaces verts et éclairage public notamment).

Pont de l'Attargette : le remplacement d'un pont dégradé est l'occasion d'améliorer la prise en compte de tous les modes de déplacement

Le pont de l'Attargette, qui enjambe la Lys et relie les rives Nord et Sud d'Armentières, est au centre d'un projet d'envergure lancé en 2023, pour une durée estimée à deux ans.

La configuration actuelle du pont est peu adaptée aux mobilités cyclables et piétonnes ainsi qu'aux personnes en situation de handicap. De plus, la détérioration de sa structure en béton empêchait la circulation des bus et des véhicules de plus de 3,5 tonnes. Défini comme un chantier prioritaire de la MEL, la démolition/reconstruction du pont de l'Attargette, ainsi que le réaménagement des espaces publics alentour, représentent un projet crucial pour les métropolitains.

Cet aménagement permettra un meilleur partage des espaces entre les différentes mobilités, avec l'ambition de consacrer 62 % des surfaces à l'espace public non dédié à la circulation automobile (soit 13 % de plus par rapport à l'ancien ouvrage). Des trottoirs élargis seront créés pour assurer sécurité et confort aux piétons, tandis que des pistes cyclables de chaque côté de la chaussée offriront des trajets sécurisés et confortables sur une longueur de 330 mètres, pont inclus.

Afin de renforcer encore la présence du végétal sur ce site dans la continuité de la base des Prés du Hem et des bords de Lys, des espaces verts seront créés avenue Marc-Sangnier et rue des Fusillés, avec la plantation de 56 arbres et la création au total de 2 hectares d'espaces verts supplémentaires. En outre, 18 % de surfaces imperméables seront supprimées au profit notamment de noues (fossés herbeux qui servent de zone tampon pour les eaux de

ruissellement), ou de surfaces drainantes sous le stationnement, permettant l'infiltration des eaux pluviales au sein des nappes phréatiques.

La MEL et la ville d'Armentières ont impliqué les commerçants, les riverains et les usagers du pont de l'Attargette à chaque étape du projet. Ils ont été invités à la présentation du projet avant le début du chantier, afin d'échanger sur ce pont plus moderne.

La MEL finance les travaux, pour un budget prévisionnel de 13,8 M€ HT.

Le premier tronçon de la Liaison Intercommunale Nord-Ouest (LINO) Sud est achevé, et les travaux de la seconde tranche ont démarré

La LINO Sud vise à faciliter l'accès aux sites d'Eurasanté, du CHU et d'EuraTechnologies, mais aussi à réduire la circulation automobile à Loos, Haubourdin, Emmerin et Sequedin. Il s'agit en outre de faciliter la circulation des bus et des cyclistes, et de diminuer ainsi les nuisances induites par la circulation automobile (bruit, pollution de l'air…).

Le chantier du premier tronçon, débuté en avril 2022 aux abords d'Eurasanté à Loos, s'est achevé à l'été 2023. La nouvelle voie, ainsi que l'itinéraire continu pour les mobilités douces (de la rue Ambroise-Paré à Loos jusqu'à la M341 à Emmerin), sont maintenant accessibles. Les travaux du second tronçon sont en cours et seront achevés à l'été 2025.

À l'issue des travaux, 5,5 km de pistes cyclables auront été créés, en partie sur une liaison vélo plus. De plus, 40 % des aménagements seront consacrés aux espaces verts et aux noues, qui permettent le bon écoulement des eaux de pluie vers la nappe souterraine ainsi que la préservation de la biodiversité.

Rénovation de la piste cyclable du Grand Boulevard Lille – Roubaix – Tourcoing pour plus de confort et de sécurité

Le 21 août 2023, la MEL a débuté un chantier ambitieux pour rénover la piste cyclable sur le grand boulevard Lille - Roubaix - Tourcoing. Le revêtement de la piste a été complétement refait afin de remédier aux désordres constatés, et pour qu'il réponde mieux aux nouveaux standards des pistes cyclables de la MEL. En effet, le revêtement des pistes cyclables sera désormais rouge afin que les cyclistes et les automobilistes puissent mieux les repérer. Cette opération constitue une première amélioration du niveau de service de cet itinéraire, qui fait partie du nouveau réseau « Vélo Plus » de la MEL. La métropole a adopté en 2021 ce plan qui consiste à aménager douze nouvelles pistes cyclables reliant différentes communes, sur 230 kilomètres. La piste du Grand boulevard est la première à être aménagée.

Le Grand Boulevard est historiquement un axe de circulation structurant de la métropole. Son tracé connecte Lille, Roubaix et Tourcoing. Aujourd'hui, près de 2 000 cyclistes, soit deux fois plus qu'en 2015, empruntent cet axe chaque jour, et plus de 40 000 véhicules.

Réalisés en trois phases, sur le tronc commun de Lille au Croisé Laroche, puis sur les branches de Tourcoing et de Roubaix, ces travaux de réaménagement ont bénéficié d'un budget de 1 650 000 € pour 15,5 km de pistes.

Outre la qualité du revêtement, il est possible d'améliorer l'attractivité de la piste cyclable en veillant à la sécurité au droit des carrefours, et en diminuant les temps d'attentes aux feux. À cet effet, la MEL et la commune de La Madeleine ont décidé d'intervenir sur le carrefour Saint Maur, en raccourcissant la traversée cyclable et en modifiant le cycle de feux pour donner davantage de temps de vert pour les cyclistes, sans dégrader les conditions de circulation pour les autres modes de déplacement.

Perspectives 2024
Cet aménagement au carrefour Saint Maur fait l'objet d'une évaluation minutieuse, pour l'adapter si besoin avant de le déployer le cas échéant sur l'ensemble des carrefours du Grand Boulevard.

Pour renforcer la sécurité des cyclistes, la MEL expérimente le marquage photoluminescent sur le réseau cyclable structurant métropolitain non-éclairé

À partir de la mi-juillet 2023, la direction *Espace public et Voirie* de la MEL a entrepris des travaux sur la piste cyclable longeant la RN41, située dans les communes de Wavrin, Fournes-en-Weppes et Herlies. Cette intervention a pour but d'expérimenter le marquage photoluminescent sur le réseau cyclable métropolitain et d'évaluer les améliorations en termes de guidage et de sécurité des cyclistes la nuit.

Les cyclistes et les piétons peuvent être mis en danger par des voies non éclairées, ou éteintes une partie de la nuit. Dans une démarche d'innovation visant à améliorer le confort et la sécurité des usagers, la MEL a mené pendant un an une expérimentation de différentes peintures photoluminescentes sur une piste cyclable non éclairée du réseau structurant, séparée du trafic routier.

Les pistes concernées par l'expérimentation représentent une longueur totale de six kilomètres. Les peintures photoluminescentes utilisées captent et stockent la lumière solaire pour la restituer la nuit. Les peintures contiennent des pigments durables qui émettent de la lumière sans source d'alimentation électrique. Ce dispositif est donc éco-responsable.

Son évaluation a été réalisée à divers moments de l'année et dans des conditions météorologiques variées. Elle s'est faite via des mesures de caractéristiques de marquages routiers conventionnels (anti-glissance…) ainsi que des mesures qualitatives de visibilité et lisibilité du marquage (relevés visuels, photographies, retours d'usagers…). L'évaluation a pris en compte également le ressenti des usagers, notamment concernant l'utilité, la visibilité et la lisibilité du dispositif, collectés sur un questionnaire en ligne.

Le budget de l'expérimentation, entièrement financé par la MEL, est estimé à 30 000 € HT.

Perspectives 2024
L'expérimentation s'est terminée en janvier 2024. Un bilan de l'expérimentation et de l'enquête participative sera réalisé, en vue d'un éventuel déploiement à plus grande échelle.

La révision du Plan Local d'Urbanisme de la MEL se poursuit

Le plan local d'urbanisme (PLU) est un document qui expose la stratégie d'aménagement et de développement du territoire en prenant en compte les problématiques de préservation de

l'environnement et du changement climatique. Il définit ces grandes orientations dans son Projet d'Aménagement et de Développement durables (le PADD), qui repose sur quatre axes principaux :

- un nouvel élan en matière d'attractivité et de rayonnement,
- une stratégie innovante et exemplaire sur le plan environnemental et climatique ;
- une métropole engagée pour le bien-vivre au quotidien pour tous les habitants,
- un aménagement du territoire performant et solidaire.

Ces quatre axes sont mis en œuvre grâce au règlement du PLU, qui s'applique à tous les projets de construction et d'aménagement.

En décembre 2020, le conseil métropolitain a acté le lancement de la révision du PLU afin notamment de tenir compte des évolutions du territoire, de gagner en cohérence avec les politiques thématiques de la MEL (habitat, mobilité, climat, etc), et de se doter d'un document d'urbanisme unique à l'échelle des 95 communes du territoire.

Après 2 ans de travail et de collaboration avec les communes, l'année 2023 a été marquée par le vote du Conseil métropolitain au mois de février arrêtant le projet de PLU. Cet arrêt correspond à la finalisation du projet de PLU par la MEL, projet ensuite soumis pour avis aux partenaires et au grand public. Ainsi, les communes et partenaires ont pu donner leur avis au 2ème trimestre 2023, et le grand public a pu s'exprimer lors de l'enquête publique qui s'est déroulée à l'automne, permettant de recueillir plus de 2 300 contributions.

Perspectives 2024

Les conclusions de la commission d'enquête ont été remises à la MEL début janvier 2024. Nourrie des remarques des partenaires, du grand public et de la commission d'enquête, la MEL a ainsi pu finaliser son document d'urbanisme en 2024. Le PLU3 a ainsi été approuvé par le Conseil métropolitain en juin 2024. Son entrée en vigueur est prévue pour l'automne 2024.

En parallèle, de nouvelles évolutions du document d'urbanisme sont d'ores et déjà prévues avec de nouvelles procédures lancées en juin 2024, afin de poursuivre les efforts du PLU, et la traduction règlementaire des objectifs poursuivis notamment sur la préservation de la nature, ou encore sur la réponse aux besoins en logements du territoire.

Huit millions d'euros engagés pour la première phase de la reconversion des Franges industrielles d'Armentières et d'Houplines, et pour créer 800 logements

La friche située à Armentières et Houplines se métamorphosera bientôt en un nouveau quartier aéré et moderne. La MEL pilote l'aménagement, en lien avec les deux communes. Le Conseil métropolitain a délibéré le 30 juin 2023 sur le lancement des travaux pour un montant de 8,6 millions d'euros dont 7,9 millions de la MEL. Pour ce projet prévu en trois phases, la MEL commencera par aménager un périmètre de 3,7 ha. En 2028, cette première phase de 286 logements devrait être quasiment finalisée.

Une réponse aux besoins de logements

Le site intercommunal de 18 hectares des Franges industrielles fait l'objet depuis plusieurs années, d'études et de démolition, de dépollution en vue de sa reconversion. Le projet

d'aménagement créera une transition entre un milieu urbain dense datant de 1930, et un cadre urbain très paysager du pôle d'équipement d'Armentières, renforçant ainsi les relations entre la ville et la Lys. Il offrira une programmation mixte, principalement destinée à la création de nouveaux logements.

Au cours de la première phase du projet, 286 logements seront construits à Armentières, dont 240 logements collectifs, 25 logements intermédiaires et 21 maisons. Les nouveaux bâtiments seront du même gabarit que les immeubles déjà en place en bordure du site. Ils privilégieront l'esthétique du quartier et proposeront aux nouveaux habitants des logements de qualité, avec une vue imprenable vers la lys et le complexe sportif. L'ensemble de leurs accès sera adapté, pour une circulation apaisée à l'intérieur du nouveau quartier. En prenant en compte l'ensemble du projet, 800 logements devraient avoir été construits en quinze ans à Armentières et Houplines.

Une ouverture sur la nature

La friche et les murs des usines privaient les habitants de l'accès au complexe sportif communal, et aux bords de la Lys situés derrière les bâtiments démolis. Ce nouveau quartier a été pensé pour ouvrir l'accès, formant ainsi un trait d'union entre la ville existante et la nature avoisinante. La première étape est bientôt terminée : démolition et dépollution sont en effet achevées sur la partie ouest du site. Les travaux de voirie et d'assainissement y débuteront en novembre 2024.

Des espaces publics qualitatifs

L'aménagement, en raison d'un effort particulier sur les matériaux, assurera la liaison entre le construit et le naturel. Une promenade végétale traversera le nouveau quartier. Il inclura un espace paysager ainsi que des espaces de jeux. 14 000 m² entièrement végétalisés sont attendus dans ce quartier, dont plus de 3 000 m² de prairies humides avec les aménagements du bord de la Lys et au voisinage immédiat du complexe sportif communal.

Une vie de quartier animée

La création des équipements publics a été pensée afin de faciliter l'émergence d'une vie de quartier riche. La ville d'Armentières prévoit ainsi la construction d'une école primaire, qui viendra compléter les équipements déjà existants et à proximité.

Élargissement de l'écluse de Quesnoy-sur-Deûle : vers une alternative fluviale durable

Une convention a été signée entre les VNF et la MEL pour un élargissement de l'écluse de Quesnoy-sur-Deûle. Cette opération a pour objectif de permettre la communication avec les ports de la mer du Nord et d'offrir une alternative fluviale au fret logistique. Elle s'inscrit également dans le programme européen Seine-Escaut, afin d'aménager un véritable corridor fluvial reliant le bassin de la Seine aux réseaux du Nord, du Pas-de-Calais et de la Belgique.

Les travaux permettront d'aménager l'écluse de façon homogène par rapport aux autres écluses de l'itinéraire à grand gabarit, pour absorber les augmentations de trafic fluvial.

Il est également nécessaire de réduire la vulnérabilité de l'écluse aux périodes de sécheresse par l'installation d'une station de pompage. Enfin, l'écluse sera modernisée et préparée à la mise

en téléconduite. Pour un meilleur confort des navigants, de nouvelles jetées seront implantées en amont et en aval, et une passerelle piétonne sera construite.

Afin de respecter la biodiversité, la création de deux ouvrages de franchissement permettront aux poissons de remonter le cours de la Deûle. Ceux-ci présenteront des conditions compatibles avec les capacités de nage des espèces cibles et proposeront des zones de repos aux poissons qui remontent l'ouvrage. En outre, un ouvrage spécifique aux anguilles sera implanté au niveau de la rive gauche. Celles-ci seront naturellement attirées de ce côté par les remous du barrage et pourront ainsi remonter depuis l'aval.

Les travaux seront exécutés hors des périodes de sensibilité de la faune et de la flore et limiteront les nuisances sonores. La roselière impactée par les travaux sera transplantée à proximité sur une surface plus étendue et les arbres impactés feront l'objet d'une compensation sous la forme de haies bocagères. La pose de gites à chiroptères permettra de remplacer les abris potentiels détruits sur site de manière provisoire (les arbres replantés prendront ensuite le relais).

Le site sera végétalisé. Il inclura la plantation :

- de 700 m² de plantes hélophytes autour des passes à poissons,
- d'arbres le long de la passe à poisson aval et de la rive gauche et de 25 chênes en centre-ville de Quesnoy-sur-Deûle,
- de 30 mètres linéaires de haies arbustives au niveau de la passe-à-poisson aval,
- de 115 mètres linéaires de ripisylves le long de la becque Dewasier,
- de 2 800 m² de prairie et d'espaces verts sur l'ensemble du site.

Parallèlement, l'aménagement des berges sera accompagné de la réimplantation d'une espèce protégée, l'angélique vraie, sur les berges impactées.

Les VNF sont en charge de ce chantier d'envergure estimé à 43 millions d'euros et co-financé par la Région et l'UE. Le chantier a commencé à l'été 2023 et devrait durer jusque fin 2025.

Dans le cadre du plan Boisement, la MEL accompagne 8 communes pour créer 10 hectares de boisement en trois ans

Le boisement est un atout majeur dans la lutte contre le changement climatique : il permet de séquestrer le carbone et de préserver la biodiversité. Il constitue également un outil d'adaptation au changement climatique en créant des îlots de fraicheur.

En 2021 et 2022, 23 communes, réparties de manière homogène sur le territoire de la MEL, ont pu bénéficier du Plan boisement. Cela a permis la création de 7,9 hectares de boisement, renforçant les corridors écologiques de la métropole, et la plantation de 129 arbres fruitiers de hautes tiges et 455 arbres isolés ou d'alignement.

En 2023, 2 hectares de boisement supplémentaires ont été créés dans huit communes (Houplines, Fournes en Weppes, Don, Hantay, Ronchin, Lompret, Bondues et Carnin), avec des projets comprenant la création de boisement, la plantation de haies et de vergers.

En complément, 4,6 km de haies champêtres ont été créés en partenariat avec le monde agricole.

Lancement de la première étape du projet d'aménagement et de boisement des 120 ha secteur de la Platière

La MEL poursuit son engagement en faveur de la préservation de la ressource en eau en engageant un projet d'aménagement et de boisement du secteur de la Platière, en collaboration avec l'Office National des Forêts (ONF). Ce site, d'une superficie de 120 hectares, est situé sur les communes gardiennes de l'eau d'Emmerin, Haubourdin et Noyelles-les-Seclin.

La Platière présente une vulnérabilité totale vis-à-vis des pollutions de surface et accueille plusieurs forages métropolitains d'alimentation en eau. Ainsi, ce boisement aura pour but d'améliorer la qualité de l'eau tout en répondant aux enjeux et besoins locaux, notamment en matières de développement d'espaces naturels préservés, de protection de la biodiversité, des milieux humides et des paysages.

La MEL et l'ONF travailleront en étroite collaboration avec les communes et autres acteurs locaux, au plan d'aménagement du site jusqu'à sa réalisation.

Perspectives 2024

La procédure de classement au régime forestier sera engagée en 2024 et son application fera l'objet d'un arrêté préfectoral, garant de la protection à long terme de la ressource locale.

Le développement de l'agriculture urbaine prend un tournant décisif avec le projet innovant « Quartiers Fertiles »

Le développement de l'agriculture urbaine est une belle opportunité d'expérimentation et de promotion de nouveaux modèles agricoles et économiques sur le territoire. Il permet aussi de construire une complémentarité entre les deux formes d'agriculture : classique et urbaine. Depuis janvier 2022, la MEL promeut l'agriculture urbaine au travers du dispositif « Quartiers Fertiles », qui accompagne différents porteurs de projets lauréats.

Ces projets sont la pépinière du Faubourg (faubourg d'Arras à Lille), la ferme urbaine et les jardins solidaires des Oliveaux à Loos et les Tinctoriales (projet autour de la teinture végétale) à Lille Sud.

Les projets issus du dispositif « Quartiers fertiles » répondent à plusieurs enjeux dont ceux de développer l'agriculture urbaine sur le territoire métropolitain, requalifier le cadre de vie des habitants, créer de nouveaux emplois, lutter contre la précarité alimentaire, favoriser les liens sociaux, proposer de nouveaux services aux habitants (alimentation saine de proximité, animations pédagogiques, ateliers de cuisine), etc.

La mise en œuvre opérationnelle des projets d'agriculture urbaine, issus du dispositif « Quartiers fertiles », a toutefois révélé de réelles difficultés d'approvisionnement en terres saines et fertiles. Les solutions consistant à excaver les terres polluées pour les remplacer par de la terre saine trouvent désormais leur limite dans la raréfaction de la ressource « terres végétales », posant l'enjeu de la préservation des sols.

Aujourd'hui, et pour répondre à cette problématique, un programme de recherche biennal, financé par le dispositif Quartiers Fertiles, est engagé depuis novembre 2023 afin d'étudier des solutions techniques de reconstitution des fonctions des sols à partir de matériaux sains : fonctions nourricières, stockage de l'eau, séquestration du carbone, fonction support de biodiversité… L'enjeu est de développer les solutions permettant de reconstituer des sols résilients à l'échelle de la métropole et au-delà en partageant les solutions concrètes. Ces dernières sont développées grâce à la pluralité des expertises réunies autour d'un consortium de recherche.

Pour mettre en place ce programme de recherche dirigé par la MEL, un consortium de recherche est constitué autour des acteurs suivants : Bureau de recherche géologique et minière (BRGM), Agro Paritech, Nord Compost, IDVERDE, la Fabrique de l'Emploi, SETEC Energie et Montachet Consultant. Le projet est appelé REPONSE : (RE)vélateur du (PO)tentiel (N)ourricier du (S)ol et de son (E)cosystème.

Les objectifs stratégiques du programme de recherche sont multiples :

- anticiper la raréfaction de la ressource en terres saines et fertiles,
- proposer des solutions concrètes de reconstitution d'un stock de sols sains et fertiles à l'échelle de la MEL,
- développer une économie circulaire autour de la valorisation des matières minérales et organiques,
- anticiper la règlementation européenne sur les sols et sensibiliser les décideurs sur les spécificités du territoire métropolitain, au regard de son passé industriel,
- promouvoir la végétalisation des villes métropolitaines dans une stratégie de résilience climatique, alimentaires et territoriale.

Concrètement, cette activité de Recherche et développement (R&D) consistera à tester, en conditions réelles, la reconstitution de sols sains et fertiles en milieu urbain dense. La recherche permettra de définir les fonctions d'un sol sain et fertile à l'échelle de la MEL ainsi que les indicateurs visant à apprécier la reconstitution des fonctions des sols. Les ressources locales pouvant être valorisées dans le cadre des projets quartiers fertiles seront identifiées. À terme, les solutions développées pourront être étendues à d'autres sites.

Le budget global du projet REPONSE est de 445 000 € TTC, sur deux ans, avec une participation de la MEL à hauteur de 324 000 € TTC, subventionnés de moitié par la banque des territoires.

À noter que le projet REPONSE fait suite à un premier programme de recherche également pilotée par la MEL et mené dans le cadre du projet de la ferme urbaine du Trichon à Roubaix depuis près de 3 ans maintenant. En partenariat avec l'université Côte d'Opale, Junia, l'Université de Lille, le bureau d'études EACM et le Collectif des paysans urbains du Trichon, l'objectif du projet est d'évaluer dans quelle mesure l'amendement d'un sol peut contribuer à réduire la « bio » disponibilité des polluants. Il s'agirait ainsi non plus de retirer les terres polluées mais de les enrichir pour les cultiver. Cette hypothèse nécessite de nombreux travaux de recherche pour laquelle la MEL est précurseur.

Lancement d'une expérimentation autour de la méthode « réemploi de matériaux » dans le cadre du label bas carbone : le site Blanchemaille, site pilote de l'expérimentation à l'échelle nationale !

L'une des actions du PCAET prévoit le recours au mécanisme de compensation carbone volontaire. Ce mécanisme donne la possibilité à un porteur de projet de générer des crédits carbones grâce aux émissions de gaz à effet de serre (GES) que son projet permet d'éviter, de réduire ou de séquestrer. Un crédit carbone correspond à une tonne de CO_2 non émis ou séquestré. Ces crédits peuvent par la suite être revendus à des entreprises volontaires, déjà engagées dans une stratégie de réduction de leur empreinte carbone, et qui veulent aller plus loin en compensant tout ou partie leurs émissions résiduelles. Afin de promouvoir ce mécanisme au profit de projets vertueux situés sur le territoire national, le ministère de la Transition Écologique a mis en place en 2018 le label bas carbone.

Le Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB) a développé en 2021 une méthode dédiée aux projets de rénovation de bâtiments avec réutilisation et réemploi de matériaux. Cette méthode s'appuie sur les données environnementales de chaque matériau (notamment leur empreinte carbone). Elle permet ainsi de valoriser les émissions de GES évitées grâce à la réutilisation d'un matériau plutôt que par l'emploi du même matériau à l'état neuf. Le CSTB a souhaité expérimenter cette nouvelle méthode en s'appuyant sur des projets pilotes à l'échelle nationale. La MEL s'est engagée dans cette expérimentation en février 2023 en valorisant le projet de rénovation du bâtiment Pollet, sur le site Blanchemaille à Roubaix.

L'économie circulaire et le réemploi de matériaux sont en effet au cœur du projet proposé par le cabinet SAA Architecture, mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre sélectionné en décembre 2021 par la SEM (Société d'Économie Mixte) Ville Renouvelée, qui agit au nom et pour le compte de la MEL sur cette opération Blanchemaille.

Par ailleurs, au regard de ses enjeux socio-économiques, sa grande valeur historique ou encore sa localisation au cœur du secteur Alma-Gare à Roubaix, le projet Blanchemaille a suscité un vif intérêt du CSTB et de ses partenaires.

Cette expérimentation, à la fois transversale et innovante, est à la croisée des objectifs du PCAET, du Projet Stratégique de Transformation Économique du Territoire (PSTET), ou encore de la stratégie de qualité énergétique et environnementale des bâtiments (QEEB) portés par la MEL.

Perspectives 2024
Le label « Bas Carbone » a été décerné par la DREAL pour ce projet en avril 2024 grâce aux 277 tonnes de CO_2 évitées par le réemploi de menuiseries, tuiles, moquettes, faux plafonds...À l'échelle nationale, il s'agit du premier projet immobilier porté par une collectivité à recevoir ce label bas carbone, démontrant ainsi le rôle pionnier de la MEL sur la question.

Le rachat des crédits carbone par le groupe ICADE interviendra en fin de chantier, à l'issue d'un audit final qui attestera de la réalité effective des émissions évitées.

IV. Priorité 4 - HABITAT : améliorer la performance énergétique et environnementale du bâti résidentiel et lutter contre la précarité énergétique

La politique de l'habitat de la MEL : rénovation, construction et accompagnement pour un logement durable et accessible

La MEL s'est fixée, au travers du Plan Climat Air Énergie Territorial et du PLH3, l'ambition de rénover 8 200 logements par an au niveau BBC (Bâtiment Basse Consommation), dont 5 200 logements privés.

30% des locataires du parc privé sont en précarité énergétique et 40 000 logements sont considérés comme potentiellement indignes. Ce fait, ajouté à la hausse des tarifs de l'énergie, renforcent les motivations sociales d'une intervention publique et plurielle pour la rénovation des logements de la MEL. Il s'agit de lutter contre la précarité énergétique et l'habitat indigne ainsi que d'œuvrer pour l'adaptation des logements à l'âge et aux handicaps, le renouvellement des quartiers d'habitat ancien dégradé et la production d'une offre de logements privés à loyer maîtrisé.

Le PLH3 propose ainsi des objectifs ambitieux avec la construction de plus de 43 400 logements neufs d'ici 2028, dont 30% de logements sociaux. La mise en œuvre officielle du PLH3 a commencé durant le second semestre 2023.

Afin d'accompagner tous les métropolitains dans la rénovation de leur logement, la MEL a mis en place depuis maintenant plus de 10 ans son service public AMELIO, pour conseiller et accompagner les métropolitains, qu'ils soient propriétaires ou locataires, dans l'amélioration de leurs logements. Ainsi, en 2023, AMELIO a délivré plus de 12 500 informations et conseils et réalisé 2 255 accompagnements, dont 77 copropriétés représentant 2 295 logements dans leurs projets de travaux.

Grâce à la rénovation, les logements consomment moins d'énergie (47% d'économies en moyenne) tout en étant plus sains et confortables, ce qui réduit les factures d'énergie et contribue à la lutte contre le changement climatique.

La Maison de l'Habitat Durable a fêté ses dix ans !

La Maison de l'Habitat Durable (MHD) est un équipement ouvert à l'ensemble des métropolitains, qui leur permet de bénéficier de ressources sur l'habitat durable, ainsi que des conseils techniques (permanences France Rénov'), dans le domaine architectural, juridique et sur l'installation des panneaux solaires, grâce aux conseillers de l'association Solaire en Nord. Il s'agit également d'une porte d'entrée vers AMELIO, le service public de la MEL pour l'amélioration de l'habitat. Enfin, la MHD est un lieu d'animations avec des ateliers, des forums et des webinaires.

Le 23 septembre, 10 ans après son ouverture, la MHD a proposé une série d'animations, ateliers et conférences ouverts à tous autour de la rénovation énergétique. Au programme : une table ronde sur l'accélération de la rénovation énergétique dans l'habitat dans la MEL, et des animations gratuites (ateliers, stands, espace conseil France Rénov'mini-conférences, spectacle d'improvisation). Plus de 500 visiteurs ont assisté à ces animations.

La prime Air atteint ses objectifs avec deux ans d'avance !

Sur le territoire métropolitain, le secteur résidentiel constitue le premier émetteur de particules fines (PM10 et PM2,5) et de composés organiques volatils non-métalliques (COVnm). En 2020, il était responsable de 55% des émissions totales de PM 2,5 et 41% des émissions totales de PM10 de la MEL. Il est donc primordial de limiter ces émissions.
La prime Air est une aide proposée aux métropolitains pour financer le remplacement de leur chauffage au bois ancien et polluant (cheminée à foyer ouvert ou équipements installé avant 2002) par un équipement au bois moderne et performant.

La prime Air, cofinancée par l'Agence de la transition écologique (ADEME) à hauteur de 50%, prévoit le renouvellement de 2 000 équipements émissifs sur le territoire entre 2021 et 2025. Lancée en 2021, elle a tout de suite rencontré un grand succès auprès des métropolitains.

Dès juin 2023, la MEL a reçu assez de demandes de prime air pour atteindre l'objectif global des 2 000 remplacements. Ce dispositif a été mobilisé par la quasi-totalité des 95 communes de la métropole.

Avec 2 000 renouvellements effectués depuis sa mise en place, les émissions évitées sont substantielles, estimées à :

- 58 tonnes de PM10 (6,9% des émissions du secteur résidentiel),
- 57 tonnes de PM2,5 (6,9% des émissions du secteur résidentiel),
- 138 tonnes de COV (3,5% des émissions du secteur résidentiel),
- 1 289 tonnes de CO_2 (0.1% des émissions du secteur résidentiel).

L'atteinte de l'objectif 2 ans et demi avant le terme initialement prévu a permis à la MEL de déposer une nouvelle demande de co-financement auprès de l'ADEME. En octobre 2023, la MEL a ainsi voté le renouvellement de la prime Air. Cette nouvelle prime permettra d'accompagner le remplacement de 1 160 équipements de chauffage au bois et 20 équipements au charbon, d'ici fin 2025, pour une réduction de 2% à 4% des émissions de PM10 et PM2,5 du secteur résidentiel. Cette nouvelle prime Air prévoit également un montant d'aide évolutif en fonction des revenus du demandeur et de son projet travaux. La prime air prévoit 3 niveaux d'aides, avec des bonifications de 500 € pour les foyers très modestes et de 300 € pour les foyers modestes qui se lancent dans une rénovation globale de leur logement.

En parallèle de la prime Air, la MEL conduit des actions de sensibilisation aux bonnes pratiques pour le chauffage au bois : trois ateliers ont été réalisés à cette fin, en 2023, sous forme de webinaires.

V. Priorité 5 - PRODUCTION ET CONSOMMATION : soutenir des modes de production et de consommation plus responsables

Un plan pour réduire les déchets métropolitains de 50 kg par an et par habitant d'ici 2030

En quarante ans, la quantité de déchets produits par habitant a doublé. En 2020, chaque métropolitain a produit 557 kg de déchets. C'est pourquoi la MEL a adopté lors du conseil métropolitain du 30 juin 2023, son second Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA), qui fixe des ambitions fortes de réduction des déchets métropolitains de 50 kg par habitant d'ici 2030, par rapport à 2020. La MEL consacrera 19 millions d'euros entre 2023 et 2030, pour renforcer la prévention et aider à la réduction des déchets.

Pour y parvenir, le Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés s'articule autour de six axes, déployés jusqu'en 2030 :

1. Actions transversales: agir pour la sensibilisation et la formation via des visites des outils industriels de valorisation et de traitement des déchets, des campagnes de communication et des ateliers de sensibilisation à destination des citoyens.
2. Gestion de proximité des biodéchets (objectif de réduction de 29 kg/habitant) : déploiement du compostage individuel et collectif et développement d'un service de broyage des végétaux.
3. Lutter contre le gaspillage alimentaire (objectif de réduction de 1 kg/habitant) : avec la création et l'animation d'un réseau pour éviter le gaspillage alimentaire et la diffusion d'un référentiel des acteurs et des solutions. La MEL pilotera également un programme d'accompagnement à la réduction du gaspillage alimentaire au sein des restaurants collectifs.
4. Donner une seconde vie aux objets (objectif de réduction de 15 kg/habitant) à travers le réemploi et la réparation. La MEL créera une plateforme professionnelle du réemploi des objets en bon état, couplée à un lieu grand public autour de la prévention des déchets, la réparation, le réemploi et l'économie circulaire. La MEL encouragera le déploiement de points d'apport volontaires (PAV) textiles dans les communes.
5. Vers une consommation sobre (objectif de réduction de 5 kg/habitant) : lutter contre la pollution plastique et les emballages à usage unique. La MEL proposera aussi des programmes d'accompagnement à destination des restaurateurs, artisans et commerçants mais également des structures de petite enfance, pour la réduction de leurs déchets. Elle continuera également à lutter contre les imprimés publicitaires non sollicités en diffusant de manière régulière les autocollants « stop pub », en attendant la mise en place potentielle du « oui pub » à l'échelle nationale.
6. Devenir une collectivité exemplaire en réduisant les déchets produits par la MEL au sein de ses équipements et lors de ses évènements : réduction des plastiques à usage unique, lutte contre le gaspillage alimentaire, mettre en œuvre le tri des biodéchets, et augmenter l'achat de matériel de seconde main. La MEL installe des outils de prévention et de tri lors des évènements : éco-cups, rampes à eau et corbeilles de tri.

Ces actions contribueront à atteindre les objectifs de réduction des déchets, que la MEL s'est fixés, entre 2010 et 2030 :

- -15 % des déchets ménagers et assimilés,
- -50 % des biodéchets et d'emballages recyclables dans le bac d'ordures ménagères classiques,
- -37 % de gaz à effet de serre, pour la compétence déchets.

Depuis le 3 janvier 2023, les premières communes de la MEL sont dotées de points d'apport volontaire (PAV) pour la collecte des emballages en verre

En 2023, la Métropole Européenne de Lille a commencé à installer des points d'apport volontaire (PAV), dédiés à la collecte du verre sur 31 communes et 5 quartiers du territoire (3 quartiers lillois, 1 roubaisien et 1 tourquennois). En 2023, plus de 600 PAV ont ainsi été installés et mis en service, sur les 2 500 PAV programmés d'ici fin 2025.

Pour s'intégrer harmonieusement dans l'environnement, les communes peuvent choisir parmi trois designs esthétiques conçus en forme de trompe-l'œil : imitation inox, bois, ou lierre grimpant. Des instructions claires sur les consignes de tri sont affichées à proximité des bornes pour guider les usagers, en reprenant le code couleur obligatoire (vert pour les emballages en verre).

Entièrement ininflammables, les PAV sont tous équipés d'une sonde permettant le suivi du niveau de remplissage pour éviter les débordements et optimiser la collecte. De plus, chaque PAV dispose d'un opercule dédié accessible aux personnes en situation de handicap, d'un QR code pour signaler tout type de dysfonctionnement éventuel, ainsi qu'une insonorisation renforcée afin de minimiser les nuisances sonores pour le voisinage.

Ce déploiement ambitieux vise non seulement à améliorer l'efficacité du tri et la qualité du verre trié, diminuer le volume des autres bacs de déchets, mais aussi à simplifier les gestes de tri pour les habitants, tout en respectant les nouvelles réglementations.

Perspectives 2024

- ✓ Poursuite de l'installation des PAV verre sur le territoire
- ✓ Déploiement de PAV pour les déchets alimentaires

Quels sont les bénéfices du compostage collectif proposé par la MEL ?

Les biodéchets représentent environ 30 % du contenu de la poubelle grise : mettre en œuvre une solution de compostage collectif peut donc contribuer à réduire de façon significative le volume des poubelles d'ordures ménagères.

Le compostage sert à valoriser les matières organiques de la cuisine et du jardin. Les déchets biodégradables se transforment en compost, une matière riche et fertile, pouvant être utilisée comme engrais. Ainsi, chaque habitant peut réduire son empreinte carbone en réduisant le poids de ses déchets grâce à un retour au sol de la matière organique.

Le compostage collectif est une excellente solution en ville pour tous ceux qui souhaitent transformer les déchets organiques en ressources, et qui ne disposent pas de jardin. Le compostage collectif associe bénéfices environnementaux et convivialité puisqu'il permet également de tisser des liens avec ses voisins et de s'impliquer comme acteur de la vie de son quartier.

La MEL accompagne ainsi l'installation de composteurs destinés à des collectifs d'habitants, des associations, des jardins partagés, des bailleurs... Cette action s'inscrit dans le plan de la MEL pour la réduction des déchets à l'horizon 2030 ainsi que dans les objectifs du Plan Climat

Air Énergie Territorial (PCAET). Depuis 2019, la MEL a installé et accompagne plus de 150 sites de compostage collectif sur le territoire. 60 nouveaux sites ont été installés en 2023. Ils sont gérés localement par des référents de sites volontaires (habitants du quartier, membres d'une association, membres du syndic de copropriété, salariés de maison de quartier...). Conformément à la règlementation en vigueur, ils bénéficient d'une formation « référent de site compostage collectif », entièrement prise en charge par la MEL.

Les structures suivantes sont éligibles pour les installations de compostage :

- les communes ;
- les centres sociaux, les résidences étudiantes ;
- les structures représentantes de l'habitat collectif (conseil syndical, bailleurs) ;
- les associations et/ou collectifs d'habitants ;
- les foyers et les résidences d'autonomie ;
- les écoles (à condition qu'elles ouvrent l'accès du site aux parents d'élèves).

Depuis juin 2023, cet appel à candidature pour l'installation de sites de compostage collectif est devenu permanent : ainsi, un dossier peut être déposé à tout moment dans l'année.

À la déchèterie, vos objets en bon état ont une seconde vie !

Chacune des treize déchèteries du territoire métropolitain dispose d'un local réemploi dans lequel les objets sont collectés et triés. Ils sont ensuite acheminés vers des entrepôts pour être stockés, et si besoin, remis en état, avant d'être mis en vente en magasin.

Des entreprises de réinsertion par le travail, récupèrent les dons puis les revendent à faible coût dans les ressourceries « Restore » à l'Usine de Roubaix et « Le Grenier » à Seclin, Marquillies et Bondues. Une ressourcerie est un magasin d'objets d'occasion issus du réemploi solidaire.

En plus d'être écologique car évitant la production de déchets, il s'agit d'un acte de solidarité envers les personnes en insertion qui travaillent dans les ressourceries. Les objets et matériaux donnés pourront y être rachetés à petit prix, permettant ainsi aux personnes en situation précaire d'y avoir accès.

Les objets et matériaux complets et en bon état pouvant être déposés au local réemploi des déchèteries sont notamment les meubles, la vaisselle, les articles de bricolage, le matériel de santé, les appareils électroniques, les articles de sports et de loisirs...

En 2023, 1 226 tonnes ont ainsi été collectées au titre du réemploi dans les déchèteries fixes, dont 1 tonne d'encombrants réemployables issus de la collecte des encombrants en habitat collectif. La collecte du réemploi a donc progressé de 19% par rapport à 2022 (1 027 tonnes collectées en 2022 pour le réemploi en déchèteries et depuis l'habitat collectif).

Une vaste campagne de communication pour sensibiliser les usagers au réemploi a été déployée par la MEL à l'automne 2023, afin de mieux faire connaître aux usagers les locaux réemploi des déchèteries. Ont ainsi été diffusés un grand nombre de flyers, d'affiches papier et numériques, d'articles dans la presse, sur le web et les réseaux sociaux ainsi que des spots radios. Des opérations de sensibilisation en déchèteries et visites de ressourceries partenaires

de la MEL ont également été organisées dans le cadre de la Semaine européenne de la réduction des déchets.

En parallèle, la signalétique des locaux réemploi a été améliorée dans les 13 déchèteries.

La MEL s'engage pour le réemploi et la réparation : les temps forts de la semaine européenne de réduction des déchets 2023

Du 18 au 26 novembre, la MEL a participé à la semaine européenne de réduction des déchets 2023, avec 13 communes volontaires, représentant 460 250 habitants, proposant un programme grand public sur le thème du réemploi et de la réparation.

La MEL a ainsi organisé et produit :

- un programme commun recensant tous les évènements organisés par les 13 communes participantes, soit 46 animations grand public sur la réduction des déchets (ateliers pratiques, conférences, expositions, projections de films, repair-cafés, chantiers participatifs…), dont 18 ateliers grand public sur le thème du réemploi et de la réparation, ou d'une fresque des déchets mis à disposition par la MEL pour chaque commune participante.
- une campagne de communication : insertion presse, commande de spots et diffusion sur des radios et plateformes d'audio digital, affichage de panneaux de rue et numériques dans les gares, métros et centres commerciaux, publireportages sur le web, diffusion de vidéos animées dans les cinémas.
- un guide sur la réduction des déchets et un annuaire des acteurs du réemploi, diffusés à toutes les communes et participants,
- une collecte de jouets à destination des Restaurants du cœur, réalisée avec 5 communes volontaires et 3 équipements de la MEL : 710 kg de jouets ont été collectés.

Des temps de sensibilisation à la réduction des déchets ont également été organisés en interne à l'attention des agents de la MEL. En lien avec le service *Formation* et la direction *Déchets ménagers*, un jeu-concours sur le thème du réemploi, ainsi que 3 ateliers « fresque des déchets » ont été proposés, afin de sensibiliser les agents métropolitains à la vie des déchets, à leur traitement et à leur impact sur l'environnement.

À la suite de cet évènement mettant en avant le réemploi en novembre 2023, la MEL a constaté que les tonnages d'objets collectés dans les locaux réemploi des 13 déchèteries de la MEL ont bondi de +42 % sur le mois de décembre 2023 par rapport à 2022.

La MEL organise toute l'année des actions favorisant le réemploi, notamment à destination de ses agents. Par exemple, à l'occasion de l'inauguration du onzième jardin de Mosaïc en juin 2023, la direction *Nature, agriculture et environnement* en partenariat avec la direction *Maitrise d'ouvrage et maitrise d'œuvre* ont lancé un appel aux dons. Ces objets de récupération connaissent maintenant une seconde vie, utilisés comme jardinières ou récupérateurs d'eau. Ces dons ont été complétés par des achats en ressourcerie : la décoration de ce jardin est donc uniquement composée d'objets de seconde main !

Près de 60 millions d'euros pour moderniser les centres de tri d'Halluin et de Loos !

Conformément aux orientations du schéma directeur des déchets ménagers et assimilés, la MEL s'engage pour la modernisation des centres de tri d'Halluin et de Loos, avec le vote d'un nouveau contrat d'exploitation pour ces derniers. Au total, c'est près de 60 millions d'euros qui seront dédiés en trois ans pour « trier mieux et plus », améliorer le service aux habitants et moderniser le traitement des déchets.

La MEL a renouvelé son partenariat avec la société publique locale Triselec en juin 2023 pour l'exploitation et la modernisation des deux centres. Le centre de tri de Lille-Loos devrait être rénové d'ici mars 2024, suivi par le centre d'Halluin. Les travaux sont planifiés successivement pour assurer la continuité du tri sur le territoire. Pendant les travaux, les sites serviront également de centres de transfert pour réduire le nombre de camions sur les routes.

Les conditions d'exploitation des centres seront ajustées pour intégrer le fonctionnement du site 24h/24, assurer la réception, le tri ou le transfert des tonnages et réaliser les opérations de maintenance le week-end.

Donner l'exemple pour convaincre les habitants

Dans le cadre de sa démarche d'éco-exemplarité, la MEL et ses communes doivent être particulièrement exemplaires en matière de réduction et de tri des déchets au sein de leurs équipements.

Le déploiement du tri dans les équipements métropolitains s'est poursuivi avec l'implantation de corbeilles de tri et points d'apport volontaire au sein de deux équipements métropolitains majeurs : le Grand Stade Pierre Mauroy et le Stadium.

Par ailleurs, la MEL accompagne ses communes et les organisateurs d'évènements publics dans la réduction et le tri de leurs déchets. Afin de définir un nouveau service d'accompagnement de ces organisateurs, plusieurs expérimentations ont été menées en 2023 lors de la Coupe du Monde de Rugby, la MEL Party et l'évènement estival Halluin Plage.

Les restaurants collectifs scolaires s'engagent dans un processus de lutte contre le gaspillage alimentaire

De septembre 2022 à juin 2023, la MEL a accompagné 6 communes au sein d'un programme visant à réduire le gaspillage alimentaire au sein du restaurant d'un de leur groupe scolaire.

L'accompagnement proposé comprend :

- l'animation et le suivi du groupe projet de l'école, regroupant des professeurs, des parents d'élèves, des élus, des représentants des services jeunesse et restauration de la ville et des prestataires de restauration ;
- la réalisation de trois pesées par an, assurées par le personnel du restaurant scolaire selon la procédure explicitée par les agents de la MEL, et en s'appuyant sur le prêt éventuel de matériel (peson et contenant) ;

- l'animation des classes pilotes chargées d'accompagner les autres classes de l'école ;
- la formation des animateurs périscolaires et du personnel de restauration.

En début d'année scolaire 2023-2024, dix nouveaux restaurants scolaires publics et privés des communes de 10 nouvelles communes ont intégré le dispositif d'accompagnement.

La réduction moyenne du gaspillage alimentaire constaté dans les restaurants collectifs scolaires accompagnés atteint 30%.

Avec le Forum International Bois Construction, la MEL confirme son engagement en faveur du bois et des matériaux biosourcés

Pour la première fois, Lille a accueilli du 12 au 14 avril 2023 le forum international Bois Construction, avec pour thème "l'Europe de la construction, de la rénovation et de l'aménagement en bois et biosourcés". Ce forum était organisé par la Région Hauts-de-France, Fibois Hauts-de-France et le CD2E (centre de déploiement de l'éco-transition). Son objectif était de mettre en avant les filières biosourcées, géo-sourcées, issues de la valorisation des matières, du recyclage et du réemploi. En 2023, l'évènement a rassemblé 300 exposants, 250 conférenciers ainsi que 6 000 participants, pour la plupart des professionnels de la forêt, de l'industrie bois-biosourcée, et de l'immobilier bas-carbone.

Pour le territoire métropolitain, la construction bois et plus largement les matériaux biosourcés, est en plein essor. La MEL répond à cet enjeu, d'une part en accompagnant les acteurs du territoire, mais aussi en intégrant le biosourcé de manière massive et systématique dans la construction et la rénovation de son propre patrimoine.

Par exemple, la MEL encourage l'émergence d'acteurs innovants de la filière sur son territoire. Elle soutient ainsi avec la Région Hauts de France le cluster *Euramaterials*, qui accompagne plusieurs start-ups sur le bois, notamment pour faciliter son réemploi, l'économie circulaire étant un vecteur clef de la réduction des déchets et du gaspillage, y compris pour les matériaux biosourcés. Par exemple, la start-up REWOOD propose une plateforme en ligne de mise en relation pour faciliter le réemploi du bois tandis que FIBOO fabrique des isolants à base de fibres de bambou.

La MEL agit également pour faire émerger des projets d'aménagement emblématiques en termes de qualité et d'innovation, en lançant un appel à projet habitat collectif innovant. Huit sites d'expérimentation sur neuf communes ont été identifiés afin de construire des démonstrateurs illustrant ce que pourrait être l'habitat dans la métropole de demain.

Enfin, la MEL s'engage sur son propre patrimoine, au travers de sa stratégie Qualité Environnementale et Énergétique des Bâtiments (QEEB). Elle est devenue signataire du Pacte Bois Biosourcés en avril 2023 au niveau bronze, confirmant ainsi son engagement en faveur du bois et du biosourcé.

À titre d'illustration, la MEL a engagé ou finalisé des travaux sur son patrimoine propre en 2023 :

- le bâtiment Biotope 2, d'une superficie de 10 000 m^2 abritant les archives et l'imprimerie de la MEL ainsi que les services de Sourcéo, est emblématique des ambitions fortes de la MEL en matière de performance énergétique et environnementale.

L'intégration de matériaux biosourcés est d'environ 40 kg par m^2 de surface de plancher, avec notamment le recours à une structure bois, des isolants en ouate de cellulose ainsi qu'un habillage en bois.

- le Musée de Plein Air : la MEL a réalisé la conception d'un nouveau bâtiment technique vertueux, de 800 m² avec ossature bois, isolation paille, toiture végétalisée, production solaire photovoltaïque et récupération des eaux pluviales. Au global, 82 % des matériaux utilisés dans le projet seront biosourcés et la même proportion sera issue du réemploi. Les travaux démarreront en janvier 2024 pour une mise en service courant 2025.

- la rénovation du bâtiment Pollet sur le site Blanchemaille à Roubaix prévoit également d'intégrer un taux de matériaux biosourcés conforme aux exigences du Pacte Bois Biosourcés, ainsi que 30% de bois français.

- la réhabilitation énergétique du Crématorium d'Herlies : ce projet permettra d'améliorer les conditions d'accueil des familles, mais aussi la gestion de l'énergie. Pour le renforcement de l'enveloppe thermique du bâtiment, l'intégration de matériaux biosourcés est d'environ 85 kg par m² de surface de plancher, avec notamment le recours à une isolation thermique par l'extérieur bois et une isolation en paille.

En parallèle de la montée en puissance de l'utilisation des matériaux biosourcés, il est crucial de s'assurer d'un gisement de biomasse suffisant au niveau régional, alors que nos forêts sont à la fois vulnérables au changement climatique et facteur d'adaptation au changement climatique, et plus largement d'un renforcement de l'ensemble de la filière bois. Cela passe aussi par une impulsion claire lancée par les donneurs d'ordre et les maîtres d'ouvrage à destination de la filière professionnelle. Le forum international Bois Construction participe à ce signal.

Un nouvel Appel à Manifestation d'Intérêt « Euralimentaire – Innover pour la transition alimentaire »

L'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) « Euralimentaire - Innover pour la transition alimentaire » a été lancé en 2021. La constitution de la première communauté de lauréats remonte à 2022 avec 52 projets à accompagner. En 2023, la communauté a accueilli 12 nouveaux projets.

Avec ce dispositif, les lauréats de l'AMI intègrent une communauté de projets, animée par la MEL, à travers l'organisation d'événements, d'appels à projets ou encore d'animation de réseau (ateliers levée de fonds, immobilier, RSE…). Les objectifs visés sont multiples : favoriser l'échange entre porteurs de projet et partenaires, afin de leur permettre de développer des opportunités économiques, créer un réseau dynamique pour aller vers des projets communs innovants, ou encore améliorer la capacité d'innovation des acteurs métropolitains.

Cette année 2023-2024 a été marquée par :

- 5 ateliers : 66 participants – 7 partenaires mobilisés ;

- 3 évènements : salon HORESTA, Créathon « Alimentation de la fourche à la fourchette », restitution de l'Observatoire des tendances de consommation alimentaire de la MEL ;
- une campagne de crowdfunding pour 4 lauréats de l'AMI : l'ensemble des objectifs de cagnotte est atteint pour plus de 17 000 € récoltés.

Perspectives 2024
En 2024, 3 nouveaux projets rejoindront les lauréats. L'AMI donnera désormais accès à un réseau plus vaste, grâce à la création du réseau d'innovation alimentaire « Innov' ALIM » comprenant : les lauréats de l'AMI, les incubés d'Euralimentaire, Agrotech (Euratech), et de Baluchon.

Déploiement du Parcours Transition Durable

Depuis avril 2023, la direction Parcours Entreprises du pôle Développement Économique et Emploi propose aux entreprises du territoire une offre de service dédiée à la transition durable.

Ce parcours d'accompagnement personnalisé s'appuie sur 3 axes :

- la sensibilisation (auto-évaluation pour mesurer son impact, site internet dédié, fiches thématiques, etc.)
- l'accompagnement collectif (cycle d'ateliers collectifs favorisant l'échange entre pairs),
- l'accompagnement individuel (aide financière au bâtiment durable, orientation vers des experts de la Transition Durable, sourcés grâce à un AMI).

Plusieurs outils sont mis à disposition pour amorcer ou approfondir la démarche afin d'améliorer l'impact de l'activité sur l'environnement, le territoire, les collaborateurs ainsi que sur le mode de gouvernance.

Un site internet, comportant notamment un outil d'auto-évaluation et des fiches thématiques, est dédié à ce parcours : https://transitiondurable.lillemetropole.fr.

D'octobre 2023 à avril 2024, la MEL a notamment organisé un cycle de 6 ateliers thématiques (pilotage démarche RSE, mobilité, déchets, bâtiment durable, etc.), réunissant plus d'une soixantaine d'entreprises. Ces ateliers opérationnels ont permis aux entreprises du territoire d'échanger et de s'inspirer de bonnes pratiques.

Perspectives 2024

La MEL sera également présente fin 2024 sur de nombreux événements dédiés à l'économie en transition. Elle animera un atelier dans le cadre du World Forum 2024, ainsi que des webinaires sur le Bâtiment Durable en lien avec le CD2E. L'instruction de dossiers sur l'aide financière Bâtiment Durable va également se poursuivre. Compte-tenu du succès de la 1ère édition d'ateliers collectifs, une nouvelle session d'accompagnement collectif autour des enjeux de transition durable sera proposé aux entreprises en 2025.

La promotion autour du Parcours Transition Durable continuera à être déployée auprès des entreprises, des parcs d'activités, communes, etc.

EuraClimat- Innover pour l'excellence climatique » : la MEL dévoile 7 nouveaux projets lauréats, pour accélérer les solutions et lutter contre le dérèglement climatique

Soucieuse de préserver à la fois l'environnement et les entreprises de son territoire, la MEL place depuis de nombreuses années le partenariat avec le monde économique et l'innovation au cœur de la mise en œuvre de la trajectoire de réduction des émissions de gaz à effet de serre, prévue par le Plan-Climat (PCAET). À cet effet, elle déploie son pôle d'excellence de lutte contre le dérèglement climatique EuraClimat, et notamment son dispositif d'AMI « Innover pour l'excellence climatique », afin d'améliorer le cadre de vie des métropolitains, tout en dynamisant son tissu économique.

Après le succès d'une première édition en 2022 ayant permis la labellisation de 23 projets, la MEL a lancé le 24 février 2023 une deuxième session de cet AMI. Chaque projet lauréat bénéficie d'une labellisation leur offrant une mise en visibilité importante, bénéfique pour la réussite de leurs projets. Les porteurs de ces projets intègrent également une Communauté des labellisés animée par la MEL, qui leur offre une capacité supplémentaire de mise en réseau et d'échanges, les oriente vers des dispositifs complémentaires et leur permet de monter en compétences sur les enjeux environnementaux afférents au développement d'un projet économique. À l'issue du processus de sélection pour la labellisation des projets alliant analyse par un comité scientifique et passages en jury, 7 projets ont été désignés comme lauréats en catégorie « Émergence » :

- ✓ Le projet « ByWalli », porté par Bouygues Bâtiment Nord Est, destiné au secteur du bâtiment en massifiant la rénovation énergétique des logements individuels à travers une interface numérique facilitant l'appropriation d'un système biosourcé, préfabriqué et manuportable d'isolation par l'enveloppe ;
- ✓ La solution de vélo-remorques et de cyclo-scène portée par Cycladelle, concernant la logistique des secteurs culturel et évènementiel ;
- ✓ Le projet de décarbonation des appareils électroménagers imaginé par Deglace, à travers le développement d'un électroménager régénératif ayant pour produit d'appel l'aspirateur balai
- ✓ La solution de logistique proposée par Livrado, qui allie véhicules électriques et un algorithme permettant d'optimiser les circuits et de minimiser les déplacements « à vide » ;
- ✓ Le projet de livret d'épargne « Oxygène » porté par la FinTech Symbiose Management et qui entend décarboner l'épargne des français en apportant un soutien financier au secteur forestier ;
- ✓ Les projets de décarbonation du transport maritime, tous deux portés par Weenav et consistant en du rétrofit (à savoir retirer le moteur thermique ainsi que le réservoir du véhicule et les remplacer par un moteur électrique et une batterie) de bateaux thermiques et en une application innovante de « Safe Return to base » permettant d'optimiser les consommations de carburant ou d'énergie.

VI. Priorité 6 - EXEMPLARITE : réduire l'impact des politiques métropolitaines sur le climat

Pour atteindre les objectifs fixés de sobriété, d'efficacité énergétique et de neutralité carbone, l'action de la MEL se déploie à l'échelle métropolitaine mais aussi sur son propre patrimoine. En effet, la MEL se veut elle-même exemplaire dans la gestion de ses équipements. Entre 2022 et 2023, la MEL a réalisé des économies d'énergies de 6,3 % en moyenne sur l'ensemble de ces bâtiments, soit environ 620 000 kWh économisés. Certains bâtiments ont réalisé des performances remarquables : on peut ainsi citer la ruche d'entreprises de Villeneuve d'Ascq, qui a baissé de 50% d'économies par rapport à 2022. La baisse des consommations d'énergies matérialise les bénéfices tirés de l'isolation des bâtiments, l'optimisation de l'éclairage ou encore la réduction du chauffage et de la climatisation. Certains bâtiments de la MEL ont également réduit leurs consommations grâce à l'implication des utilisateurs des bâtiments, traduite dans le Concours usages bâtiments efficaces (CUBE).

Le Concours usages bâtiments efficaces (CUBE) récompense les économies d'énergie

Le concours CUBE, organisé par l'Institut français pour la performance des bâtiments, a pour objectif de réduire les consommations énergétiques du patrimoine. Pendant une année, ce concours met en compétition plusieurs centaines de bâtiments à l'échelle nationale pour comparer les réductions les plus significatives de consommation d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre entre des bâtiments tertiaires.
En moyenne, ce concours permet de réaliser 12% d'économies d'énergie, avec l'optimisation des équipements techniques réalisée par l'exploitant, mais aussi grâce à la mise en œuvre d'éco gestes au quotidien par les usagers des bâtiments. Aussi, le concours permet d'échanger stratégies et bonnes pratiques entre les participants et d'autres collectivités.

En 2023, cinq bâtiments du patrimoine métropolitain, parmi les plus énergivores du parc, ont été inscrits au concours : Biotope, Euratechnologies – Leblan Lafont, l'unité territoriale de Tourcoing-Armentières à Roncq, l'unité territoriale Roubaix - Villeneuve d'Ascq à Lys-Lez-Lannoy, ainsi que la ruche d'entreprises d'Armentières.

Lancé dès janvier 2023, tous les référents ont été réunis à Biotope au cours du mois d'avril avec le CEREMA, établissement public placé sous la tutelle du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, qui accompagne la MEL sur ce projet. Le concours a officiellement pris fin au 31 décembre 2023.

Pour mener à bien le concours, des *Green-teams* ont été constituées, composées de référents sobriété dans les bâtiments inscrits, ainsi que de la direction Patrimoine, chargée de faire le lien avec les exploitants des sites et du CEREMA.

Pour réaliser ces économies d'énergie, des groupes de travail ont été mis en place avec les référents sobriété présents dans chaque direction des bâtiments inscrits au concours. Ces groupes avaient pour mission de définir un plan d'action applicable dans chaque bâtiment, construit à partir d'une synthèse des problématiques rencontrées par les agents des sites concernés (éclairage, chauffage...). Ainsi, les agents ont pu participer activement au concours en signalant les dysfonctionnements auprès de leur référent.

Le concours CUBE s'inscrit plus largement dans la stratégie de Qualité Énergétique et Environnementale des Bâtiments (QEEB), adoptée par la MEL en avril 2019. De plus, ce concours permet d'apporter une réponse au plan de sobriété énergétique mis en œuvre par la MEL en 2022.

Les référents ont également été invités à participer à la fresque de la sobriété, soulignant ainsi l'engagement de la Métropole pour une gestion responsable et efficiente de ses ressources énergétiques. Par exemple, l'éclairage artificiel de l'atrium central de Biotope a pu être réduit tout en préservant le confort visuel des occupants, grâce aux apports de lumière naturelle issus de la verrière. Cette optimisation a permis de réduire l'éclairage artificiel de l'atrium central d'environ 50% en journée et de diminuer ainsi la consommation énergétique globale de Biotope. L'optimisation de l'éclairage est révisée régulièrement pour tenir compte des apports d'éclairage naturel extérieur.

Grâce aux différentes actions mises en place et à l'accompagnement du CEREMA, la MEL a dépassé l'objectif moyen de 12 % d'économies d'énergie initialement attendu, en atteignant une économie moyenne de l'ordre de 15 % par rapport aux consommations moyennes des années précédentes, corrigées du climat. Le bâtiment Leblan Lafont a terminé 1er au classement des bâtiments publics de plus de 5000 m², avec 30% d'économies d'énergies réalisées tandis que l'UTTA a terminé 4ème au classement des bâtiments publics de moins de 5000 m², avec près de 20% d'économies d'énergies

Perspectives 2024
Devant les résultats obtenus en 2023 sur les sites inscrits au concours, la Direction Patrimoine propose de participer à la nouvelle édition du concours CUBE, qui se tiendra du 1er juillet 2024 au 30 juin 2025. De la même manière que pour la précédente édition, des bâtiments présentant un fort potentiel d'économies d'énergie ont été sélectionnés : Euratechnologies**,** Biotope ainsi que la ruche d'Hellemmes.

Biotope 2, le nouveau bâtiment de la MEL à Ronchin, a été labellisé pour son exemplarité environnementale

Le nouveau bâtiment de l'unité territoriale de Lille-Seclin, désormais appelé Biotope 2, a été inauguré en mars 2023 après quatorze mois de travaux. Peu de temps après une matinée consacrée à la nouvelle donne de l'immobilier tertiaire organisée par la MEL et Certivéa, un audit par un organisme certificateur et de labellisation pour des bâtiments tertiaires, a eu lieu en juin 2023, en présence de M. Patrick Geenens, vice-président Stratégie Patrimoniale. À cette occasion, Certivéa a remis plusieurs labels énergétiques et environnementaux pour le bâtiment Biotope 2. Cette rencontre a permis à la direction *Patrimoine* de présenter le retour d'expérience du projet de reconfiguration de l'unité territoriale de Lille-Seclin, située à Ronchin.

Ce projet s'inscrit en effet dans la stratégie immobilière de Qualité Énergétique et Environnementale des Bâtiments (QEEB) de la MEL, visant à développer des projets patrimoniaux exemplaires en termes de performance énergétique et de construction bas carbone. En effet, la MEL y a intégré des objectifs environnementaux et énergétiques ambitieux d'économie d'énergie, de réduction des émissions de gaz à effet de serre, de recours à des matériaux biosourcés tels que la structure bois ou la ouate de cellulose, ainsi que de développement des énergies renouvelables (géothermie sur nappe pour le chauffage et le

refroidissement et la production d'énergie solaire par l'installation de 96 kWc de panneaux photovoltaïques).

Toutes ces caractéristiques permettent ainsi au bâtiment Biotope 2 de dépasser les ambitions initiales du projet et d'être labellisé par Certivéa à plusieurs niveaux :

- Label **E+C-** (Énergie/Carbone), niveau **E3** et **C2**,
- Label **BBCA** (Bâtiment Bas Carbone), niveau **Excellent**,
- Label **BEPOS Effinergie 2017** (Bâtiment à Énergie Positive).

Ces labélisations reconnaissent le savoir-faire et les exigences de la MEL en matière de gestion patrimoniale, qui est l'occasion de mettre en œuvre concrètement les actions du PCAET.

La scierie mobile a permis de valoriser le bois récupéré sur les sites MEL

Du fait des chutes d'arbres provoquées par la tempête Eunice en février 2022 et à divers abattages, la direction *Patrimoine* a entrepris de valoriser le bois récupéré sur les sites métropolitains. Une scierie mobile a été installée à cet effet au centre logistique de Sequedin du 22 au 25 mai 2023.
Ce projet fait suite à une consultation lancée en février 2023 par le service Création et Gestion Paysagère pour organiser le façonnage de grumes provenant du patrimoine foncier métropolitain sur une scierie mobile.

La majorité des essences de bois travaillées concerne le peuplier, le saule, le frêne et le robinier pour un volume d'environ 30 m^3. Après façonnage, des bastaings, des chevrons, des planches ainsi que des morceaux aux dimensions plus spécifiques ont été récupérées. Ces matériaux ont été utilisés pour divers aménagements tels que des bornes bois pour le contrôle d'accès, des marches pour le jardin des Géants, des bancs pour le jardin Mosaïc, et des tables de pique-nique pour le musée de Plein Air… L'intégration de ce mobilier dans les paysages métropolitains a été rendue possible grâce au service *Projet et Maintenance du Patrimoine*. Le savoir-faire technique des agents a permis de transformer efficacement le bois récupéré en mobilier de qualité.

La gestion du patrimoine arboré implique la suppression d'arbres pour permettre la sécurité des habitants, mais aussi pour lutter contre les espèces exotiques envahissantes (robinier faux-acacia par exemple), tout en favorisant la biodiversité. Les rémanents issus de ces travaux sont valorisés en circuit court, notamment par le paillage des massifs végétalisés, la création de refuges pour la faune locale et la mise en place de murs végétaux.

Un des exemples de revalorisation permis par la scierie mobile est une clôture éco-responsable pour le canal de Roubaix, réalise par l'équipe du Canal de Roubaix. Permettant de remédier à la dégradation des pelouses, provoquée par le stationnement abusif sur l'un des tronçons de la voie verte à Lys-Lez-Lannoy, les objectifs sont l'embellissement paysager pour les riverains ainsi que la préservation du corridor écologique et de la biodiversité. Afin de construire cette clôture, 70 bornes ont été commandées à la scierie mobile. Grâce à celles-ci l'ouvrage a été construit de façon éco-responsable à moindre coût.

Perspectives 2024
L'ensemencement d'une prairie fleurie est venue valoriser cette installation et embellir l'espace au printemps 2024.



La MEL a été labellisée Employeur Pro-vélo, niveau or

En 2023, la MEL a obtenu le label Employeur Pro-vélo, niveau or, pour le site de Biotope. Ce label, valable pour trois ans, est décerné par QUALIANOR Certification, mandatée par la Fédération française des Usagers de la Bicyclette (FUB).

Ce label permet de valoriser les actions pro-vélo des employeurs publics, privés ou associatifs. Après avoir répondu au cahier des charges, les employeurs ont la possibilité de demander un audit. L'audit est mené par la Fédération française des usagers de la bicyclette, avec l'appui technique de l'ADEME. À la suite de cette évaluation et en fonction de son résultat, l'employeur peut obtenir le label Employeur Pro-Vélo niveau or, argent ou bronze.

Le cahier des charges recouvre les domaines du pilotage et de la stratégie, la communication et la motivation, les services vélo proposés, la gestion de la sécurité, et les équipements prévus, en faveur de de la politique vélo mise en place à destination des agents. La MEL met à disposition de ses agents un parking vélo sécurisé, prête des vélos pour les déplacements intersites et organise des balades à vélo ponctuelles sur la pause méridienne, en lien avec une compétence métropolitaine. De plus, cinq agents du service Propreté des locaux de la MEL disposent désormais d'un vélo triporteur pour leurs déplacements sur le site du Stadium. En fonction de leurs déplacements, ils peuvent emporter leurs matériels et fournitures d'entretien de manière confortable et sécurisée.

Le label offre une reconnaissance à la MEL et à ses équipes. Il permet à la MEL d'accéder à une communauté d'employeurs déjà engagés dans une démarche de promotion de l'usage du vélo.

Défi anti-gaspi : objectif atteint !

Le défi anti-gaspi, qui s'est tenu au restaurant administratif de la MEL du 12 au 16 juin 2023, a permis 47% de réduction des déchets alimentaires par rapport à la première pesée du 27 au 31 mars, dépassant largement l'objectif fixé à 10%.
La mise en œuvre des conseils hebdomadaires préconisés a porté ses fruits : de 108 grammes par convive, le gaspillage est descendu à 47 grammes. Si le gaspillage de l'eau a été réduit de 98 litres à 75 litres, il reste encore une marge de progression sur le gaspillage du pain, qui a augmenté de 864 grammes à 1 kilogramme en moyenne par jour.

Le pic de chaleur de juin a cependant impacté les choix du restaurant dans les menus proposés. Ainsi, les salades ont eu davantage de succès que les plats chauds par rapport à la pesée de mars. Cela pourrait expliquer l'augmentation du gaspillage du pain.

Perspectives 2024
De nouvelles actions sont actuellement à l'étude par l'équipe du restaurant administratif pour réduire encore davantage le gaspillage alimentaire.

La politique d'impression de la MEL a évolué vers une meilleure prise en compte des enjeux écologiques

La politique d'impression de la MEL a pour objectif de diminuer le nombre d'impressions afin d'économiser le papier et l'encre. Ainsi, la MEL encourage ses agents à imprimer seulement lorsque cela est nécessaire et si possible recto-verso et sans couleur. Par ailleurs, 40% des achats de papier de la MEL sont en papier recyclé, depuis la loi Anti Gaspillage pour une Économie Circulaire de 2020.
Le nombre de pages imprimées par utilisateur et par an a fortement diminué entre 2013 et 2023 : il est passé de 13 680 à 1 685, soit une diminution de près de 90% ! Par conséquent, le nombre d'imprimantes et de photocopieuses a été grandement réduit : seulement 30 imprimantes étaient fonctionnelles en 2023 contre 1 234 en 2013 et le nombre de photocopieuses a baissé de 10%. La MEL a en effet mis fin aux imprimantes individuelles.

Les agents utilisent de façon plus durable l'impression : le nombre d'impressions recto-verso a doublé en dix ans. En revanche, la proportion d'impressions en couleur a augmenté car les impressions concernent davantage les documents officiels que les documents de travail.

En définitive, les agents impriment moins de documents afin de se concentrer sur les documents les plus importants.

Inauguration de l'école européenne de Lille

L'École Européenne de Lille, sise à Marcq en Baroeul, propose une continuité éducative de la maternelle au baccalauréat, ainsi qu'une éducation multilingue et pluriculturelle à tous les niveaux. Elle prépare également au baccalauréat européen. L'offre scolaire est un véritable enjeu pour attirer de nombreuses entreprises sur le territoire : l'établissement s'inscrit comme un outil majeur d'attractivité pour favoriser l'accueil des salariés internationaux.

Certifié REV3 (conception bioclimatique avec des matériaux bio-sourcés et béton bas carbone), le bâtiment est également équipé de panneaux photovoltaïques et d'une gestion maîtrisée de l'eau de pluie. Il permet une température de 19°C toute l'année, grâce au recours à la géothermie et à un travail sur la présence de végétation.

L'école bénéficie de trois cours de récréation, en partie végétalisées, ce qui favorise la biodiversité et l'infiltration des eaux de pluies dans les nappes phréatiques. Celle de maternelle est équipée d'une structure de jeux et celles des primaires et du secondaire d'un terrain multisports. Un garage à vélo a été construit afin de favoriser les mobilités douces. Un espace de restauration et une salle de motricité complètent l'équipement.

Le montant des travaux pour la construction de l'école est de 25 millions d'euros, dont 12,5 millions financés par la MEL.

Le lundi 4 septembre 2023, 371 élèves de primaire et maternelle et 260 collégiens et lycéens ont fait leur première rentrée dans cet équipement éducatif attractif pour la MEL et la Région ! L'inauguration officielle de l'École Européenne de Lille Jacques Delors a eu lieu fin septembre 2023, en présence de Damien Castelain, Président de la MEL.



La rénovation de la bibliothèque universitaire renforce la MEL comme un territoire de recherche et d'innovation en transition

En juin 2023 a eu lieu le lancement officiel du projet de rénovation de la bibliothèque universitaire du campus Pont de Bois de l'Université de Lille. La MEL est fière de pouvoir apporter son soutien à hauteur de quatre millions d'euros au plus grand projet immobilier lancé par l'établissement depuis la création du campus de Villeneuve d'Ascq en 1974 ! La bibliothèque universitaire actuelle date de cette même année et n'avait jusqu'à présent jamais été rénovée.

Cette réhabilitation de la BU-SHS du campus Pont-de-Bois entre dans la cadre des projets soutenus par la MEL du contrat de plan État-Région (CPER) 2021 -2027.

Le soutien de la MEL s'inscrit dans le partenariat fort qu'elle a tissé avec l'Université de Lille. En fixant ensemble les objectifs stratégiques qu'elles souhaitent partager, les deux institutions renforcent leur partenariat pour faire de la MEL un territoire universitaire d'excellence.

Pensé au service des communautés étudiantes et enseignantes-chercheuses de l'Université de Lille, ce lieu de ressources documentaires et de culture est fédérateur pour les 17 000 étudiants du campus Pont-de-Bois. Le projet réunit toutes les conditions pour contribuer à l'amélioration de l'accueil de tous, en repensant la vie étudiante et le travail de recherche.

La rénovation de la bibliothèque universitaire a été pensée en termes de performances environnementales, de confort d'accueil et d'intégration dans son écosystème d'origine**.** La future BU-SHS répond aux objectifs environnementaux communs fixés par la MEL et l'Université de Lille en matière de transition écologique : minimiser l'impact carbone de la restructuration de la bibliothèque, veiller à la sobriété énergétique du projet et faire bénéficier le tissu économique local du chantier mis en œuvre, autant d'ambitions de la MEL au service du territoire !

En février 2023, la MEL et l'Université de Lille ont souhaité aller plus loin dans le travail conjoint initié au cours d'une première convention cadre à travers une nouvelle convention cadre, pour la période 2023-2027. Cette convention valorise les grands projets, dits « projets structurants », sur lesquels la MEL s'est déjà engagée financièrement pour un montant de 27 millions d'euros, centrée sur les enjeux d'alimentation durable, de résilience sociale, d'adaptation et d'atténuation des changements climatiques, de décarbonation des mobilités, d'économie circulaire… en phase avec les objectifs du PCAET.

Perspectives 2024
Le démarrage des travaux est programmé pour mai 2024. La fin des travaux est prévue pour 2026.

Au Lille Métropole Musée d'art moderne (LAM), 12,5 millions d'euros de travaux de réhabilitation de son parc et de ses bâtiments

Équipement de la MEL reconnu pour le rayonnement métropolitain, régional, et national, le LaM, depuis son inauguration en 1983, est l'un des emblèmes artistiques et culturels du territoire. Implanté dans un écrin de verdure de près de 2,3 hectares, il s'accompagne d'un parc accueillant des sculptures monumentales.

Le site présentant des signes de vétusté, la MEL, en collaboration avec le LaM, a fait réaliser un diagnostic technique et patrimonial des différents aménagements entrepris ces quarante dernières années au musée. Achevée en 2021, cette étude a permis d'établir une méthodologie d'intervention en plusieurs phases, validée par les services compétents de l'État.

La première phase de travaux, réalisée au printemps 2023, à l'occasion des quarante ans du LaM, a permis en particulier de réaménager les cheminements piétons et de replanter la peupleraie originelle. Une deuxième phase de travaux, s'élevant à 12,5 millions d'euros, a pour

objectif la restauration du clos-couvert, afin de pérenniser le bâtiment, la conservation des œuvres et la qualité de l'accueil du public.

Perspectives 2024-2026

La seconde phase de travaux débutée en mai 2024 porte sur la réfection complète des toitures, des façades et des vitrages. Le LAM fermera ses portes à l'automne 2024 pour terminer sa transformation et envisager en parallèle, des travaux de restauration intérieure. L'objectif est de pouvoir ré-ouvrir le musée au public dans de nouvelles conditions dès début 2026, avec un confort thermique amélioré et des espaces requalifiés, au profit des visiteurs et des œuvres d'art.

Les Belles Sorties de l'été : la culture accessible à tous et écoresponsable !

Après la réussite des deux dernières éditions, la 3ème édition des Belles Sorties estivales s'est tenue en partenariat avec l'Aéronef, le Collectif Renart et Le Prato du 1er juillet au 14 juillet 2023, dans vingt communes du territoire, afin d'organiser une programmation autour des arts de la rue, festive, familiale, en extérieur et gratuite. La majorité des manifestations était accessible aux personnes en situation de handicap et des places leur sont réservées.

Tout au long de l'année 2023, la MEL a proposé à tous les habitants, un dispositif culturel sur l'ensemble de son territoire, promouvant ainsi l'accès à la culture pour le plus grand nombre. Les Belles Sorties permettent aux communes de moins de 15 000 habitants d'accueillir un spectacle proposé par les plus grands équipements culturels de la métropole.

La MEL prévoit chaque année un budget de 380 000 € pour le dispositif annuel, qui répond pleinement à sa volonté de rendre la culture accessible à tous et partout ! Quatorze structures culturelles et près de 1 000 représentations ont attiré quelques 100 000 spectateurs depuis leur création en 2011.

Nouveauté de la saison 2023: les Belles Sorties d'été ont entamé une démarche écoresponsable et ont invité les métropolitains à adopter des modes de transports durables pour se rendre aux différents événements (vélo, bus, train ou covoiturage). La direction *Culture et tourisme* de la MEL a organisé un atelier avec les communes et les structures partenaires afin de déterminer un plan d'actions écoresponsable à mettre en œuvre. Les communes ont ainsi été incitées à réfléchir en amont aux actions qu'elles souhaitaient réaliser puis à compléter un bilan à la fin de l'évènement, dans une optique d'amélioration continue pour les éditions à venir.

Concernant la mobilité durable, tous les évènements ont été répertoriés sur une plateforme de covoiturage et le programme du dispositif mentionnait comment se rendre aux événements en transports en commun. De plus, les artistes ont été logés au plus près des communes, afin de limiter leurs déplacements. Pour l'alimentation, les communes et les structures partenaires ont privilégié des repas produits en circuits courts, avec des options végétariennes. Quant à la gestion des déchets, des poubelles de tri sélectif ont été installées. Les verres proposés par les buvettes étaient majoritairement consignés, les programmes imprimés sur papier écoresponsable et les affiches réutilisées.

Perspectives 2024
Grâce aux retours des communes et des partenaires sur l'édition 2023, la démarche écoresponsable des Belles sorties pourra être améliorée en 2024.
La direction *Culture et tourisme* cherche à améliorer la durabilité de ses évènements. Ainsi elle organisera en 2024 des rencontres thématiques sur la culture durable en partenariat avec le collectif ECHO, et des ateliers sur la mobilité culturelle durable en lien avec les sciences comportementales à destination de l'ensemble des partenaires culturels de la MEL.

B. Ambition 2 : Construire une Métropole résiliente au changement climatique et améliorant la qualité de l'air

VII. Priorité 7 - AIR : améliorer la qualité de l'air et lutter contre toutes les pollutions

Bilan 2023 de la qualité de l'air métropolitaine

Le bilan de la qualité de l'air édité chaque année par Atmo Hauts-de-France pour le territoire de la MEL vient confirmer la tendance à l'amélioration de la qualité de l'air depuis une dizaine d'années. En effet, les concentrations relevées pour les trois principaux polluants que sont le dioxyde d'azote – essentiellement un marqueur de combustion et du trafic routier – et les particules fines PM10 et PM2,5, continuent de baisser.

Cette tendance est le fruit des efforts menés à la fois par les acteurs du territoire métropolitain, les acteurs régionaux mais aussi au-delà de nos frontières, les particules pouvant être transportées sur de longues distances pour impacter notre territoire.

En revanche, les concentrations en ozone continuent d'augmenter, sur le territoire de la MEL, confirmant la tendance observée à l'échelle nationale.

L'ozone étant un polluant secondaire, formé par réaction chimique entre des gaz précurseurs, sous l'action du rayonnement solaire, l'augmentation de ses concentrations est directement liée à l'augmentation des températures.

À l'échelle métropolitaine, la poursuite de l'action Prime Air, pour la 3ème année consécutive, permet de réduire la part du secteur résidentiel, qui constitue le premier émetteur de particules fines (PM10 et PM2,5) et de composés organiques volatils non-métalliques (COVnm) (cf paragraphe dédiée de la priorité 4).

Par ailleurs, la MEL poursuit son partenariat avec l'association agréée de surveillance de la qualité de l'air régionale Atmo Hauts-de-France, en soutenant ses actions à hauteur de 182 807 euros en 2023.

La MEL a en particulier accordé son soutien financier au déploiement de l'application Air To Go en région Hauts-de-France. Celle-ci permettra aux citoyens de suivre les pollens et la qualité de l'air en temps réel et d'être informés en cas d'épisode de pollution directement sur leurs smartphones.

L'application exploite la modélisation fine échelle (à l'échelle de la rue) et proposera une prévision de l'état de la qualité de l'air heure par heure, facilitant la planification d'une activité sportive, par exemple.

La MEL a cofinancé le développement de cette application en 2023 aux côté de l'ARS et de la Région. L'application devrait être disponible au téléchargement au second semestre 2024 en Gauts-de-France, Bourgogne Franche Comté et en Auvergne- Rhône Alpes.

En 2023, la MEL a également soutenu le projet TRACE « Trajectoire Énergie Climat » mené par Atmo et le Centre ressource du développement durable (CERDD), qui est une plateforme de data visualisation mettant à disposition des pouvoirs publics des données actualisées sur l'air, le climat et l'énergie, afin de faciliter l'évaluation des politiques menées et favoriser la prise de décisions éclairées.

Enfin, dans une optique d'amélioration de la connaissance, la MEL a soutenu la 4e édition du Challenge AIRLAB Microcapteurs.

Dans le cadre de ce challenge, une évaluation internationale et indépendante des performances de microcapteurs de mesure de la pollution de l'air a été menée pour la première fois simultanément en France et en Thaïlande, pour évaluer l'impact des différentes conditions météorologiques et des différents niveaux et sources de pollution sur la performance des microcapteurs.

Plus d'une centaine de micro-capteurs a ainsi été testé sur le site de la station de mesure de Tourcoing.

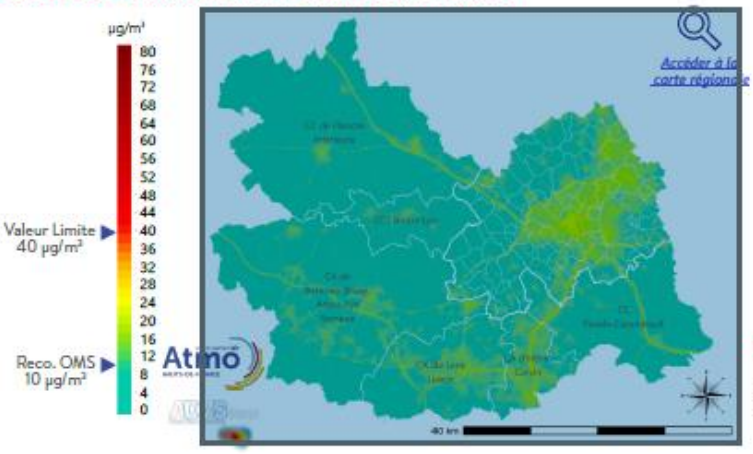
Les résultats du Challenge ont mis en évidence une fiabilité de mesure très variable en fonction du microcapteur, du polluant et de l'usage considéré. Les résultats complets de cette évaluation sont disponibles sur le site d'Airparif.

L'amélioration des connaissances sur les particules fines qui impactent notre territoire métropolitain s'est également poursuivie : après une première étude menée lors du confinement en 2020 et l'étude de caractérisation des particules PM10 sur le territoire métropolitain en 2022, la MEL a accordé son soutien en 2023 à la réalisation d'une étude similaire sur les PM2,5, visant à mieux comprendre les origines sectorielles et géographiques des PM2,5 qui impactent le territoire métropolitain. En 2023, des prélèvements sur filtres ont été réalisés tout au long de l'année, pour une représentativité des évolutions saisonnières. Ceux-ci seront analysés au cours de l'année 2024.

DIOXYDE D'AZOTE - NO_2

Le dioxyde d'azote est un gaz toxique qui pénètre profondément dans les poumons et irrite les bronches. - cf. émissions page 7

En 2023 *Moyennes annuelles estimées sur le territoire*



Concentration moyenne sur le territoire : **10 µg/m³**
7 µg/m³ sur le département

Dépassement de la Valeur Limite le long d'axes routiers majeurs

0 % de la population du territoire est exposée à des dépassements de la Valeur Limite

84 % de la population du territoire est exposée à des concentrations supérieures à la recommandation de l'OMS

Depuis 10 ans *Moyennes annuelles mesurées sur le territoire toutes stations confondues*



- 22 %
Baisse moyenne des concentrations depuis 10 ans

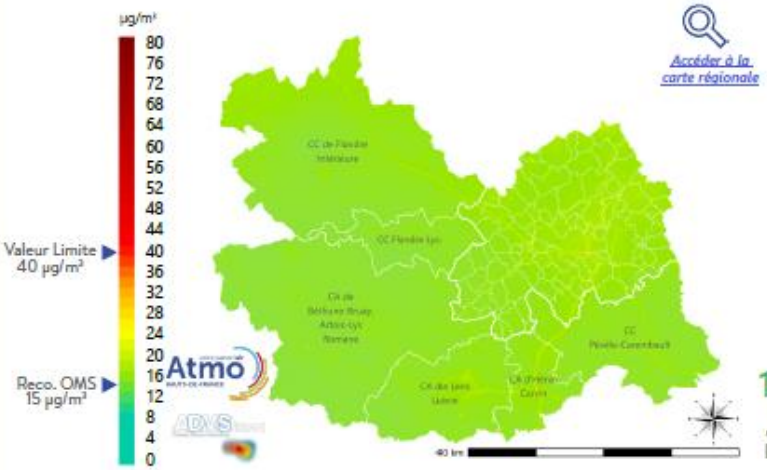
Aucun dépassement
de la Valeur Limite en moyenne annuelle depuis 10 ans

Valeur Limite : valeur réglementaire à ne pas dépasser, afin d'éviter, de prévenir ou de réduire les effets nocifs sur la santé ou l'environnement.
Reco. OMS - Organisation Mondiale de la Santé : recommandation au-delà de laquelle une exposition de courte durée présente un risque pour la santé humaine.

PARTICULES PM10

Les PM10 regroupent les particules dont le diamètre est inférieur ou égal à 10 micromètres.

En 2023 *Moyennes annuelles estimées sur le territoire*



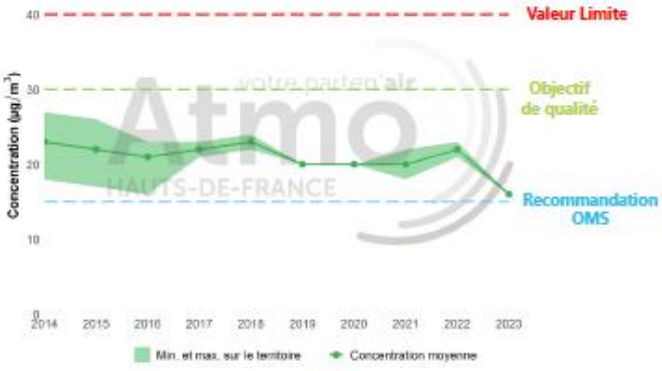
Concentration moyenne sur le territoire : **16 µg/m³**
15 µg/m³ sur le département

Dépassement de la Valeur Limite le long des axes routiers structurants

0 % de la population du territoire est exposée à des dépassements de la Valeur Limite

100 % de la population du territoire est exposée à des concentrations supérieures à la recommandation de l'OMS

Depuis 10 ans *Moyennes annuelles mesurées sur le territoire toutes stations confondues*



-30 %
Baisse moyenne des concentrations depuis 10 ans

Aucun dépassement
de la Valeur Limite en moyenne annuelle depuis 10 ans

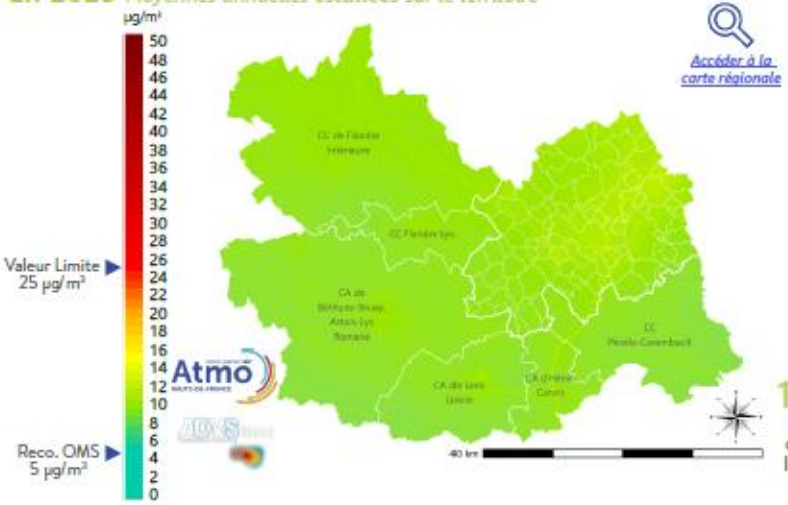
Aucun dépassement
de la Valeur Limite journalière
(50 µg/m³ moins de 35 jours par an)
depuis 10 ans

Valeur Limite : valeur réglementaire à ne pas dépasser, afin d'éviter, de prévenir ou de réduire les effets nocifs sur la santé ou l'environnement.
Objectif de qualité : niveau à atteindre à long terme et à maintenir, afin d'assurer une protection efficace de la santé et de l'environnement.
Reco. OMS - Organisation Mondiale de la Santé : recommandation au-delà de laquelle une exposition de courte durée présente un risque pour la santé humaine.

PARTICULES PM2.5

Les PM2.5 regroupent les particules dont le diamètre est inférieur ou égal à 2.5 micromètres.

En 2023 *Moyennes annuelles estimées sur le territoire*



Accéder à la carte régionale

Concentration moyenne sur le territoire : **10 µg/m³**
9 µg/m³ sur le département

Valeurs maximales le long du réseau routier structurant

0 % de la population du territoire est exposée à des dépassements de la Valeur Limite

100 % de la population du territoire est exposée à des concentrations supérieures à la recommandation de l'OMS

Depuis 10 ans *Moyennes annuelles mesurées sur le territoire toutes stations confondues*



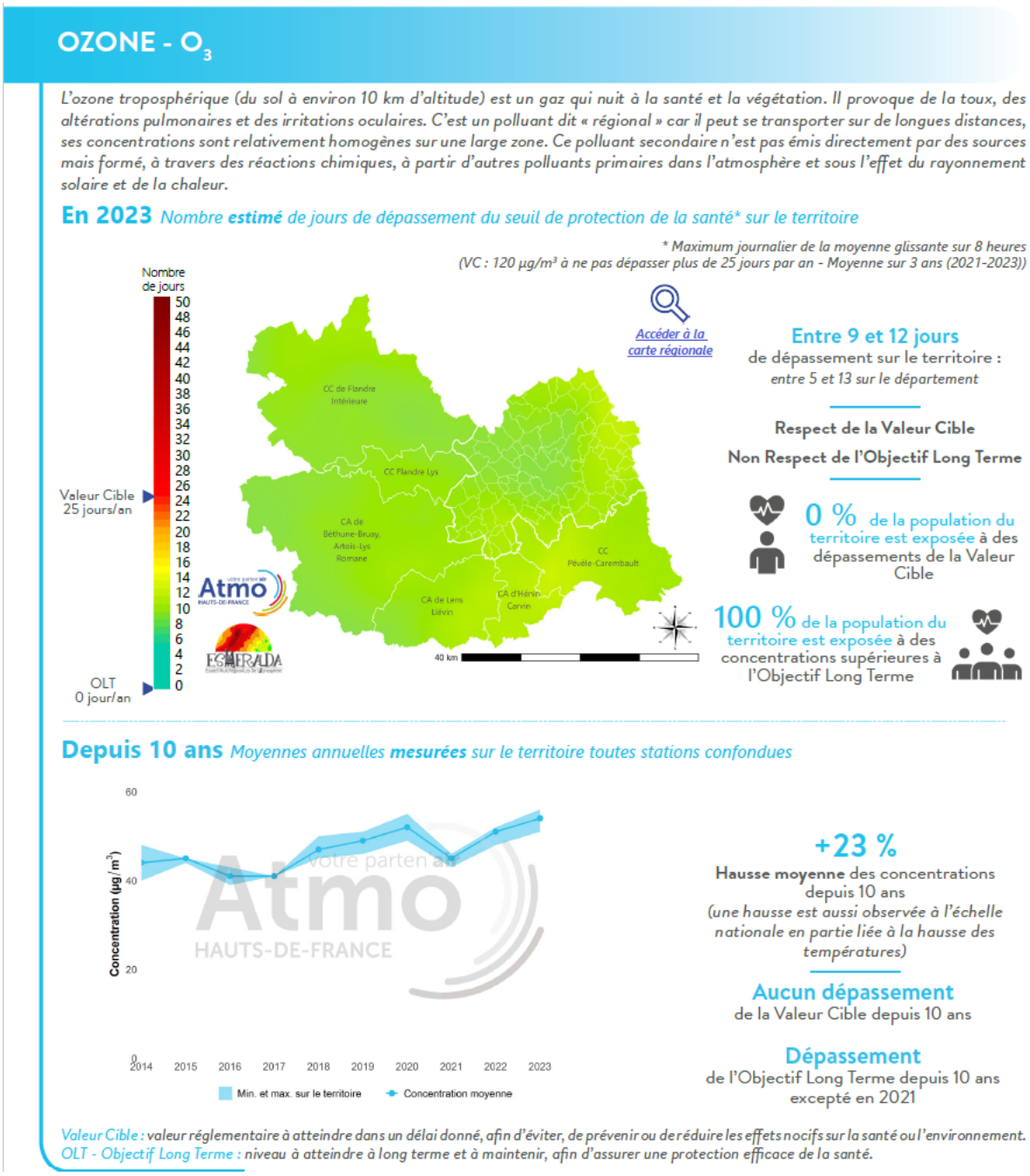
-42 %
Baisse moyenne des concentrations depuis 10 ans

Aucun dépassement
de la Valeur Limite en moyenne annuelle depuis 10 ans

Aucun dépassement
de la Valeur Cible depuis 10 ans

Dépassement
de l'Objectif de qualité depuis 10 ans (excepté en 2020)

Valeur Limite : valeur réglementaire à ne pas dépasser, afin d'éviter, de prévenir ou de réduire les effets nocifs sur la santé ou l'environnement.
Valeur Cible : valeur réglementaire à atteindre dans un délai donné, afin d'éviter, de prévenir ou de réduire les effets nocifs sur la santé ou l'environnement.
Objectif de qualité : niveau à atteindre à long terme et à maintenir, afin d'assurer une protection efficace de la santé et de l'environnement.
Reco. OMS - Organisation Mondiale de la Santé : recommandation au-delà de laquelle une exposition de courte durée présente un risque pour la santé humaine.



Priorité 8 - ADAPTATION : adapter le territoire pour mieux faire face aux impacts du changement climatique

La MEL adopte une politique de l'eau inédite en Europe

En 2023, la MEL a renouvelé sa confiance pour les dix prochaines années à la société Véolia, concessionnaire en charge de la distribution de l'eau dans 66 communes, afin de répondre au grand défi de la sobriété hydrique. Ce nouveau contrat entre en vigueur au 1er janvier 2024.

De 2017 à 2022, la recharge des nappes alimentant la MEL a diminué de 20 % par rapport aux moyennes annuelles habituelles. Cette baisse est due à la réduction des précipitations et à l'augmentation de l'évapotranspiration causées par le changement climatique, rendant les sols

plus secs toute l'année. En conséquence, le temps de recharge des nappes a été réduit à deux ou quatre mois au lieu de six pendant plusieurs années. Les fortes précipitations de l'hiver 2023-2024 ont partiellement compensé cette baisse. Cependant, la vigilance s'impose.

Dans ce contexte, la MEL a fait de la sobriété hydrique sa priorité. Les économies d'eau permettent de diminuer les prélèvements sur les ressources naturelles et d'éviter de mobiliser des ressources de moindre qualité. Sur la période 2024-2033, l'ensemble des actions déployées dans le cadre du contrat avec iléo, la société dédiée du groupe Véolia, permettra d'économiser 65 millions de m³ d'eau, soit plus d'une année de prélèvements sur les ressources. D'ici à 2028, l'objectif est d'atteindre 10% d'économies d'eau.

Pour répondre à cette ambition forte, la MEL a fixé au sein du contrat des objectifs innovants :

- le déploiement généralisé de la télé-relève des compteurs : afin d'offrir à tous les usagers une « alerte fuite » en 48h et un « coach conso », pour aider au pilotage des consommations sur des applications connectées,
- la distribution de plus 500 000 kits hydro-économes : pour accompagner les usagers à mettre en place des éco-gestes,
- l'installation de 5 000 capteurs et sondes acoustiques : pour améliorer la réactivité dans la détection et visant à réparer plus rapidement les fuites.
- l'accompagnement des usagers « grands consommateurs » : 1 200 contrats de sobriété hydrique, dont l'objectif est de réaliser jusqu'à 15 % d'économies d'eau, devraient être signés avec les bailleurs, syndics de copropriété, entreprises et collectivités.
- la lutte contre les fuites diffuses sous les trottoirs et les chaussées : avec le renouvellement, au terme des dix ans du contrat, de 11 800 branchements d'eau potable.

Le contrat comporte également une innovation qui constitue une première en France et en Europe : le modèle économique du contrat repose sur un prix d'achat qui sera progressif pour le concessionnaire, entrainant une réduction de 20 % des consommations supérieures à 24 000 m³/an. Au-delà des volumes maximums contractualisés avec la MEL, ce dernier sera ainsi soumis à un malus financier.

Le délégataire s'engage également sur des actions de développement durable au cœur de ce nouveau contrat:

- une baisse de 17 % des émissions de gaz à effet de serre au terme des dix ans du contrat,
- l'utilisation d'une énergie 100 % verte pour les besoins du service public,
- l'installation de panneaux photovoltaïques sur toutes les toitures du service public de l'eau, pour générer plus de 800 MWh/an, destinés à être autoconsommés,
- une flotte décarbonée d'une centaine de véhicules.

Pour cette action exemplaire, la MEL a reçu une Marianne d'or en juillet 2023. Ce prix récompense chaque année les collectivités dont les initiatives ou les actions politiques méritent d'être reconnues et de devenir des références au niveau national.

9,2 millions d'euros pour préserver la biodiversité et aménager les Espaces Naturels de la MEL

La MEL poursuit depuis de nombreuses années une politique ambitieuse de développement des espaces naturels. De grands sites naturels ont ainsi été créés ou rénovés, tels le Parc de la Deûle ou le Val de Marque, reliés au tissu urbain par une centaine de kilomètres de canaux. Au total, 1 300 hectares d'espaces naturels sont aujourd'hui gérés par la MEL, offrant des espaces de respiration aux métropolitains.

Pour améliorer l'état et la diversité des habitats naturels, un vaste programme de restauration est à l'œuvre. Il permettra notamment d'améliorer les conditions d'accueil des visiteurs sur les Espaces Naturels Métropolitains (ENM). Défini au travers de 35 plans de gestion écologique spécifiques, il se concrétisera par un investissement total de 9,2 M€ sur quatre ans. Il est ainsi prévu de remettre en état des zones humides dégradées, de créer des mares ou encore de transformer des peupleraies artificielles en boisements humides naturels. Ces opérations sont destinées à augmenter la diversité et les effectifs de multiples groupes d'espèces à tous les niveaux de la chaîne alimentaire : plantes, insectes, oiseaux, mammifères …

L'accès et la découverte par le public de ces espaces, support d'une reconnexion à la nature de proximité, est également une composante importante des actions de la MEL. Il est donc nécessaire de rénover les aménagements visant à faire découvrir ces milieux tout en préservant au mieux leur biodiversité.

L'orchidée abeille, une plante surprenante

Le diagnostic écologique du site de l'ancien siège de la MEL a révélé la présence de pieds d'orchidée abeille (Ophrys apifera : « Ophrys » pour orchidée, « api » pour abeille, « fera » pour porter). Le nom de cette espèce régionale protégée provient d'une caractéristique particulière : le pétale supérieur de l'orchidée abeille peut se confondre avec l'abdomen d'une abeille femelle. Essentiellement polennisée par des abeilles solitaires (non domestiques), elle fleurit d'avril à juin en fonction de la météo, qu'elle préfère douce, et mesure entre 20 à 60 cm.
Surprenante mais fragile, l'Orchidée abeille est considérée comme menacée dans les Hauts-de-France et des mesures compensatoires spécifiques doivent être appliquées si sa présence est détectée.

En janvier 2023, dans le respect des préconisations préfectorales**,** les jardiniers spécialisés du Jardin des Géants ont ainsi soigné cette orchidée avec beaucoup de précaution afin de lui offrir un habitat propice. Ils l'ont transplanté dans un sol soigneusement choisi pour son exposition optimale au soleil, et enrichi d'un amendement de craie, l'orchidée abeille évoluant favorablement dans les sols calcaires.

Ainsi, cette délicate fleur a toutes les chances de s'épanouir dans les meilleures conditions.

Le portrait biodiversité de la métropole

La MEL a réalisé, sur l'ensemble de son territoire, un Atlas de la Biodiversité Communale (ABC) avec le soutien de l'Office Français de la Biodiversité (OFB). L'ABC a pour objectif d'améliorer les connaissances sur la biodiversité et de favoriser leur appropriation par les

acteurs du territoire, afin de mieux intégrer les enjeux de biodiversité au sein des politiques publiques.
Au cours du projet, des inventaires de la faune et de la flore ont été effectués, ainsi que des actions de sensibilisation. Les données brutes acquises ont été restituées au travers de deux outils : des portraits Biodiversité des communes de la MEL, en partenariat avec l'Agence d'Urbanisme de Lille (ADULM), et un portail cartographique à destination du grand public.

Les portraits biodiversité des communes comportent des chiffres clés et des indicateurs à l'échelle de chaque commune, du territoire concerné et de la MEL. Le portail cartographique, opérationnel depuis 2023, présente, quant à lui, plusieurs cartographies thématiques, permettant de visualiser les espaces naturels métropolitains, l'occupation du sol, ou encore le nombre d'espèces végétales et animales observées sur les communes.

Cet atlas constitue une base solide pour définir les enjeux liés à la biodiversité et élaborer des plans d'action visant à la préserver.

Perspectives 2024
La MEL a également préparé l'élaboration de sa stratégie Nature et Eau en Métropole, délibérée lors du conseil métropolitain d'avril 2024.

Rafraichissez-vous en été avec l'opération « libre cour, libre jardin »

La MEL a choisi, depuis 2015, de conduire une politique des temps, réaffirmée par l'adoption du Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) en 2021. Cette politique, qui répond à des objectifs sociétaux, économiques et environnementaux, est un levier pour la transition écologique. En effet, repenser notre rapport au temps est une des réponses possibles pour favoriser un développement territorial plus soutenable : optimiser les bâtiments dans une logique de sobriété, intégrer les usages selon les différents moments de la journée, placer les usagers au cœur des réflexions, inciter à changer les comportements pour éviter la congestion aux heures de pointe ...
Cette politique prône l'optimisation des espaces extérieurs comme réponse possible à l'adaptation nécessaire au changement climatique. En effet, des lieux publics extérieurs ombragés et agréables, tels que les jardins d'équipements culturels ou sportifs ou les cours de récréation d'établissements scolaires, peuvent être mis à disposition pendant les périodes de fortes chaleurs, et ainsi offrir un refuge de fraîcheur supplémentaire aux habitants. Les projections climatiques prévoient une hausse des températures moyennes annuelles, donc des étés plus chauds. Dans cette perspective, l'ouverture à la population de lieux frais existants est cruciale.

La MEL a décidé de proposer à ses communes de tester cette illustration pratique de chronotopie en lançant une expérimentation à l'été 2023 : un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) a ainsi été publié, pour aider les communes qui souhaitaient s'engager dans la démarche.

Le premier frein à ce type de démarche étant la crainte des mésusages et des dégradations, la MEL a fait appel à un prestataire pour assurer la médiation envers les usagers (permettant d'expliquer la démarche et de sensibiliser aux enjeux de transition écologique et d'adaptation

du territoire) mais aussi la sécurité et l'entretien des lieux. Elle a également accompagné les communes dans l'ingénierie de projet et dans les actions de communication pour faire connaître l'expérimentation.

Afin de co-construire cette opération, un groupe de travail animé par le bureau des temps a été mis en place avec les communes sélectionnées. Cela a permis d'animer la démarche globale (préparation, co-construction, évaluation) et d'en assurer l'évaluation.

Les communes s'engagent quant à elles, à mettre à disposition l'espace, à mobiliser des agents pour la préparation et l'évaluation du projet ainsi qu'à communiquer sur la démarche.

L'expérimentation, qui a eu lieu du 17 juin au 16 septembre 2023, a concerné 5 espaces :

- La cour d'école maternelle Victor Hugo, à Lomme, disposant de grands arbres, de pelouses, de bancs et d'un potager.
- La cour de l'école élémentaire Berthelot-Jules Verne, à Lille, composée de grands arbres, formant un véritable îlot de fraîcheur l'été et disposant d'un jardin pédagogique.
- La cour de l'école élémentaire Pierre Brossolette, à Ronchin**,** située dans un secteur éloigné de la trame verte et permettant de proposer aux habitants un îlot de fraîcheur de proximité.
- Le jardin d'Ha-côté sur la friche Hacot, à Houplines. L'ouverture du site a permis de valoriser cet espace de verdure en pleine ville et de faire découvrir à la population le jardinage, les plantes aromatiques et le rôle prépondérant des abeilles présentes en rucher en fond de parcelle.
- Le jardin de la maison de quartier Denis Blanchatte à Villeneuve d'Ascq. D'une surface de 3 700 m², ce parc situé à l'arrière de la maison de quartier constitue un très bel espace vert arboré au cœur du quartier d'Ascq.

Quelques chiffres-clés sont à retenir :

- 97% des visiteurs satisfaits,
- 90% des visiteurs prêts à revenir,
- 1 330 visites (pendant un été à la météo capricieuse),
- 755 heures d'ouverture offertes aux habitants du territoire.

Perspectives 2024
Un bilan de l'expérimentation a été conduit et a permis de publier, en avril 2024, un guide pratique à destination des communes, regroupant bonnes pratiques, conseils et retours d'expérience, pour favoriser la dissémination de ce type d'initiative.

Le projet *Time2Adapt* de la MEL, lauréat du premier appel à projets *European Urban Initiative*

Ce projet, écrit en réponse au premier appel à projets du programme européen Europe Urban Initiative (EUI) – Urban Innovative Actions (UIA), a permis à la MEL d'être la seule entité française lauréate. Sur les 99 projets déposés en Europe**,** 14 ont été retenus**.**

Cet appel à projets - avec comme thématique le nouveau Bauhaus européen (New European Bauhaus, mouvement visant à allier durabilité, esthétique et inclusivité) - doit contribuer à la

réalisation du pacte vert pour l'Europe. Cette initiative cherche à démontrer que l'innovation durable se traduit par des expériences concrètes et positives dans nos villes.

Le projet *Time2Adapt* place le temps comme clé d'adaptation au changement climatique. En choisissant la focale de l'été, avec ses vagues récurrentes de forte températures, il permet d'augmenter l'offre en lieux frais ouverts aux habitants en :

- rendant des espaces et bâtiments frais plus accessibles au public grâce à l'adaptation de leurs horaires (piscines, parcs, jardins...) ou en ouvrant des lieux à d'autres usagers,
- transformant certains bâtis existants pour les rendre plus accessibles et permettre l'intensification de leurs usages,
- transformant certains espaces en îlots de fraîcheur,
- proposant des installations temporaires « rafraîchissantes ».

La phase d'initiation du projet a démarré en septembre 2023, pour une durée de six mois, avec pour objectif d'organiser et préparer la mise en œuvre du projet. Les premières expérimentations ont démarré sur le bassin de vie constitué par les villes de Loos et Lille. Dès l'été 2024, les métropolitains peuvent ainsi bénéficier des premières actions. Une deuxième vague d'expérimentations, menée au cours de l'été 2026, concernera les 93 autres communes de la métropole. Au final, le projet durera trois ans et demi et verra émerger une boite à outils, à destination des communes françaises et européennes, pour assurer la reproductibilité des actions testées.

Disposant d'un budget de 6,2 M€, dont 5 M€ de subventions européennes, la MEL, en tant que cheffe de file, réunit autour de ce projet les villes de Lille et Loos, l'Agence Régionale pour l'Amélioration des Conditions de Travail (ARACT), le Centre d'Etude et d'expertise sur les Risques, l'Environnement, la mobilité et l'Aménagement (CEREMA), des associations (SEED, Groupe A, coopérative culturelle et Écologie Urbaine et Citoyenne) mais aussi 3 collectivités européennes : la ville de Dresde, en Allemagne, Middelburg, aux Pays-Bas et l'aire métropolitaine de Barcelone.

Le projet IB Green : adapter la Métropole au changement climatique

La MEL est fière de faire partie, aux côtés de dix partenaires européens, du projet IB-Green, co-financé par le programme INTERREG Europe du Nord-Ouest. Ce projet, initié en mars 2023 pour une durée de 3 ans et demi, a pour objectif de tester et développer des solutions d'adaptation au changement climatique dans les zones d'activités économiques. Le budget est de 980 k€, dont 60% est financé par l'UE.

Le projet comprend une partie de travaux de l'espace public (gestion intégrée des eaux pluviales, végétalisation, développement des modes doux, matériaux innovants) et un volet de sensibilisation des entreprises situées en zones d'activités économiques.

La rue de Haarlem, située dans la zone d'activités de Ravennes-les-Francs à Tourcoing, ainsi que la rue Marcel Paul dans la Zone Industrielle de Seclin, sont pressenties pour accueillir le projet.

En 2023, des diagnostics de sites ont été réalisés en collaboration avec l'Université de Lille, ainsi que des études de faisabilité des travaux. Ces études seront complétées par des mesures et

des modélisations d'îlots de chaleur urbains en 2024. Les communes sont associées à la conception des travaux d'aménagements.

Le démarrage des travaux est envisagé à l'automne 2025.

Ambition 3 : Une Métropole solidaire, permettant à tous de bénéficier de la transition écologique et énergétique

Priorité 9 - GOUVERNANCE ET COOPERATION : mobiliser les acteurs du territoire en faveur de la transition et développer avec les partenaires une coopération interterritoriale et internationale au service de la neutralité carbone globale

Un bel accueil de l'Eurométropole de Metz

Après une première visite apprenante dans la Métropole de Nice Côte d'Azur en mars pour y découvrir les projets de tramway, une délégation de la MEL a été accueillie à l'Eurométropole de Metz (EMM) le 14 juin 2023. Le président de l'Eurométropole François Grosdidier ainsi que la Vice-présidente déléguée à la Mobilité et aux Transports, Béatrice Agamennone étaient présents. La MEL a découvert le projet Mettis, mis en service par la Métropole de Metz en 2013 : deux lignes de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS), qui font référence en France pour ce mode de transport, avec le projet d'une troisième ligne de BHNS à l'horizon 2025. 27 bus bi-articulés hybrides de grande capacité assurent l'exploitation des lignes. Le projet de Metz se distingue par des aménagements d'espace public très qualitatifs et un haut niveau de service assuré par 90% de linéaire en site propre. Le retour d'expérience de la métropole de Metz peut donc intéresser la MEL, qui prévoit également le déploiement de lignes BHNS, dans le cadre de la mise en œuvre du SDIT.

Dans l'après-midi, un bus Mettis a permis de visiter la ligne A de BHNS, accompagnés par le chef de projet de l'Eurométropole sur les deux premières lignes. Cette visite a permis un partage de connaissances et de retours d'expériences sur les réalisations et la gestion de l'exploitation de bus à haut niveau de service, concernant la performance et l'insertion des lignes de transport ainsi que sur les aménagements afférents.

Visite apprenante à Nantes Métropole

Le 4 octobre 2023, une délégation de la MEL a réalisé un voyage apprenant à Nantes Métropole, pour explorer les innovations en matière de transport. Ce voyage s'inscrit également dans la mise en œuvre des nouvelles lignes de tramway et de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) à horizon 2035.

La visite avait pour objectif de s'inspirer des projets de Nantes, en particulier la première ligne de BHNS 100% électrique au monde. Ce projet innovant utilise des points de recharge ultra-rapides pour réduire la taille des batteries nécessaires, et optimiser les arrêts en station. De plus, les stations de tramway à Nantes sont conçues selon une charte centrée sur les usages, avec un mobilier adapté aux lieux, sans publicité, et une anticipation des besoins futurs tels que l'arrivée de rames allongées.

La délégation a également exploré le réseau de tramway, y compris les lignes 1, 4, 5 et le nouveau tramway Dalby, et s′est intéressée à la politique de mobilité de Nantes Métropole.

La délégation de la MEL était composée de plusieurs élus, dont notamment Sébastien LEPRETRE, Vice-président ″Mobilités - Transports publics”, des maires et adjoints au maire des villes de Loos, Haubourdin, Templemars, Wambrechies, Marquette-lez-Lille, Lille, Lambersart et Tourcoing.

Cette visite a permis à la délégation de la MEL d′observer et de comprendre les pratiques avancées de Nantes Métropole, offrant des pistes précieuses pour la conception des projets du SDIT. Autant d'échanges et de visites enrichissantes pour notre futur schéma directeur des infrastructures de transport !

Perspectives 2024

La prochaine visite apprenante s'est déroulée lieu à Lyon début 2024.

La MEL renforce sa présence européenne à Bruxelles

Depuis octobre 2023, la délégation permanente de la MEL auprès des institutions européennes partage ses locaux avec la région Hauts-de-France, le département du Nord, Amiens Métropole, l'État libre de Thuringe en Allemagne, la région du Kent.

Présente à Bruxelles depuis 2017, la délégation permanente auprès des institutions européennes exerce maintenant ses activités dans un espace de travail qu'elle partage désormais avec les partenaires cités. Ce rapprochement favorisera ainsi une coopération plus efficace et des économies grâce à la mutualisation de certains espaces.

Les activités de l'équipe de la MEL à Bruxelles, composée de trois personnes, se concentrent sur quatre missions principales :

- Faciliter et renforcer les liens entre la MEL et les institutions européenne**s** en assurant une veille sur les stratégies et les législations ayant un impact direct sur la métropole.
- Promouvoir le territoire de la MEL à l'échelle européenne en pilotant des conférences et des séminaires pour mieux faire connaître les projets innovants de la métropole et susciter des retombées ou partenariats sur différentes thématiques, y compris environnementales (rénovation urbaine, mobilité, gestion de l'eau, économie circulaire, agriculture, alimentation, qualité des sols…)
- Coordonner et animer les réseaux européens dont la MEL est membre : *Eurocities*, l'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe, POLIS (réseau européen de villes, métropoles et régions œuvrant ensemble au déploiement de technologies et de politiques de transports innovantes), le Conseil international pour les initiatives écologiques locales, *Energy Cities* et Open & Agile Smart Cities.
- Participer au portage et à l'animation des partenariats européens, y compris en contribuant à des projets initiés par les institutions, réseaux et métropoles européennes, comme l'Accord des villes vertes, la Convention des Maires ou encore la Déclaration des villes circulaires dont la MEL est signataire.

La délégation de la MEL à Bruxelles travaille en étroite collaboration avec les équipes basées à Lille et dans les différents sites de la MEL.

Les nouveaux locaux de la MEL sont situés 9 Rue Guimard, 1040 Bruxelles.

World forum for a responsible economy 2023

Le *World forum for a Responsible Economy*, initiative soutenue par la MEL, s'est déroulé en novembre à la Cité des échanges de Marcq-en-Barœul, lors du mois de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS). Le thème de cette année était « l'alignement des actions locales et globales pour une transition environnementale et juste ». Organisé par le Réseau Alliances (acteur de référence pour la mobilisation et la collaboration des forces économiques), cet événement connecte depuis 1993 les acteurs économiques du territoire en impulsant des synergies collectives, autour de la Responsabilité sociale des entreprises (RSE).

Le *World Forum for a Responsible Economy* met en lumière des projets menés en France comme à l'international. Pour intensifier le rayonnement de ces pratiques, les organisateurs de l'évènement se sont entourés de réseaux locaux, nationaux et internationaux, regroupant des organisations et des experts reconnus en matière de développement durable. Ces liens privilégiés permettent, chaque année, de faire connaître les pratiques d'entreprises les plus innovantes en matière de RSE sur les cinq continents. Le Forum est un évènement collaboratif, co-construit tout au long de l'année avec l'ensemble de ses parties prenantes.

Plus de 2500 personnes ont participé à l'évènement, et 150 intervenants aidés par 70 bénévoles ont pu animer 58 sessions de conférences et d'ateliers collaboratifs.

Une nouvelle édition des défis Déclics

Les défis Déclics (DEfis Citoyens Locaux d'Implication pour le Climat et la Sobriété) sont de retour pour une nouvelle édition sur le thème des économies d'énergies et d'eau. Pour l'édition 2022-2023, 235 foyers, soit 700 personnes, s'étaient inscrits. Ensemble, ils ont évité l'émission de près de cent tonnes de CO_2, économisé 93 435 kWh d'électricité, 848 m^3 d'eau (soit une économie de 15,3 % en moyenne) ainsi qu'environ 40 000 euros au total sur leurs factures, soit 283 euros par foyer en moyenne !
Chaque équipe comporte un ambassadeur formé par la Maison Régionale de l'Environnement et des Solidarités (MRES). Le service AMELIO accompagne également les foyers, en partenariat avec la MEL et la Région.

Un autre défi Déclics a porté sur les habitudes de consommation alimentaire. Le but était de parvenir à moins gaspiller et à consommer plus d'aliments locaux, de saison, sains et bio, le tout sans augmenter ses dépenses. En équipes, 277 foyers ont réalisé pendant six mois, cinq défis autour de cinq thématiques : les manières de cuisiner, la lutte contre le gaspillage alimentaire, les régimes alimentaires, les produits de qualité et les modes d'approvisionnement. 117 personnes ont également participé aux ateliers sur divers aspects de l'alimentation durable tels que les labels ou la valorisation des restes alimentaires. C'est un bon moyen de rendre accessible et ludique le changement durable des habitudes, tout en préservant la santé, l'environnement, notre budget, et en soutenant les producteurs locaux.

Le défi était proposé par le service *Agriculture, Biodiversité et Alimentation* de la MEL, en partenariat avec la Maison Régionale de l'Environnement et des Solidarités (MRES) et le réseau AProBio. Il s'inscrit dans les orientations stratégiques du Projet Alimentaire Territorial (PAT), car il vise à développer le bien-être alimentaire et la santé. En faisant la promotion d'une consommation plus responsable, ce projet est également en phase avec le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) et avec le Programme Local de Prévention des Déchet Ménagers et Assimilés (PLPDMA) pour la réduction des déchets. En effet, les participants ont également réduit leurs déchets alimentaires du plus de 8 kilos (soit environ 12% de réduction).

Perspectives 2024
Les différents défis Déclics seront rassemblés dans un défi unique : le défi Climat. Le projet, en cours d'élaboration, traitera des thématiques relatives aux déchets, à l'alimentation, à la mobilité, à l'énergie et à l'eau.

Transition écologique et solidarité : le projet d'ESSTEAM pour les centres sociaux de la Métropole

À travers le PCAET adopté en 2021, la MEL dialogue avec l'ensemble des acteurs du territoire métropolitain et appelle chaque citoyen à modifier durablement ses impacts sur le climat, l'air et la biodiversité.
En 2023, le conseil métropolitain a délibéré le soutien au projet de l'association ESSTEAM, qui regroupe huit centres sociaux du territoire métropolitain. Cette association met en place une politique d'actions d'innovation sociale, afin de répondre aux enjeux du développement durable, de la solidarité et de la démocratie participative. ESSTEAM intervient sur les communes de Faches-Thumesnil, Lille, Roubaix et Tourcoing.

L'objectif du projet est de mobiliser les centres sociaux pour contribuer à la transition écologique, en conjuguant leurs efforts et en partageant leurs expériences en ce qui concerne :

- la sensibilisation des populations des territoires situés en géographie prioritaire aux enjeux environnementaux,
- l'adaptation aux effets induits du changement climatique,
- les pratiques internes de gestion durable de leurs structures.

Ce nouveau projet participera à l'atteinte des objectifs du PCAET, contribuera aux enjeux du contrat de ville métropolitain en faveur des habitants des quartiers prioritaires ainsi qu'aux orientations du Projet Alimentaire Territorial, notamment celles sur l'accompagnement aux changements de comportements alimentaires.

En effet, la crise climatique frappe en premier lieu les populations les plus précaires. Celles-ci sont directement impactées par l'évolution du coût des énergies (électricité, gaz, carburant) et sont plus vulnérables aux événements climatiques extrêmes (vagues de chaleur, inondations…). Leur sensibilisation et leur mobilisation comme citoyens, acteurs de la transition écologique, est donc un axe important de cette transition.

L'impact des sciences comportementales sur la densité urbaine

La direction *Recherche et développement* a lancé en janvier 2023 un programme original : l'expédition « Sciences comportementales », en collaboration avec Nicolas Fieulaine, chercheur en psychologie sociale, embarquant ainsi des agents de la MEL volontaires pour 18 mois d'aventure. La MEL a choisi d'expérimenter l'apport de nouvelles méthodes issues des sciences comportementales, visant à accompagner le passage de l'intention à l'action. À l'intersection de plusieurs disciplines, celles-ci permettent de mieux appréhender les mécanismes de prise de décision individuelle dans leur contexte.

Durant les six premiers mois, les agents ont échangé, partagé et co-construit, ainsi que participé à des temps de sensibilisation. Une visite inspirante à Paris a également permis aux agents de comprendre comment la SNCF a intégré l'approche des sciences comportementales dans sa culture d'entreprise, notamment par le biais de son centre de formation, qui analyse le comportement des clients, ou encore son *Lab* qui accompagne depuis 5 ans l'innovation.

Un des projets concrets aidé par l'expédition « Sciences comportementales » concerne la densité urbaine. L'approche des sciences comportementales permettra de mieux appréhender les représentations de cette notion dans un contexte de mise en œuvre du « Zéro Artificialisation Nette » (ZAN). En effet, la sobriété foncière et la limitation de l'artificialisation des sols font partie des priorités ayant guidé l'élaboration du projet de Plan Local d'Urbanisme 3 (PLU 3) de la MEL. Ces enjeux, également portés au niveau national par différentes législations ces dernières années, se concrétiseront dans les prochaines années par la mise en œuvre du « Zéro artificialisation nette » auquel la MEL sera soumise au même titre que l'ensemble du territoire national. Une urbaniste conseil à la direction de la Planification Urbaine et Programmation et stratégies territoriales, s'attèle ainsi à étudier les modes de représentation de la densité, notamment auprès des élus.

Perspectives 2024
Une nouvelle phase a débuté en septembre 2023. Elle consiste en des expérimentations métier, mobilisant les chefs de projet au besoin, et une recherche managériale pour des ateliers tous les deux mois entre octobre 2023 et septembre 2024.

Formations sur le développement durable à destination des agents

Une cinquantaine de stages métiers en lien avec le développement durable a été organisée en 2023. Elles ont réuni 381 participations sur 513 jours de formation suivies en cumulé.
Les sujets sont variés : réglementation des déchets, gestion des zones humides et aménagement du territoire, construction en matériaux bio-sourcés (paille, bois), la norme ISO 14 0001… Voici quelques exemples des formations proposées en 2023.

Formations dédiées à la sobriété et à la transition énergétique

Destinés à tous les agents de la MEL, deux formations, au format ludique et novateur, ont été proposées pour mieux appréhender les enjeux de la sobriété énergétique. Tandis que la fresque de la sobriété énergétique permet de réfléchir collectivement aux moyens pour diminuer son empreinte énergétique, l'atelier OGRE (Ordre de GRandeur des Energies) est un *serious game* ayant pour but de comprendre et mesurer les enjeux de la transition énergétique.

Il s'agit d'interroger les usages énergétiques liés aux bâtiments et expérimenter des parcours de sobriété sensibilisant les participants aux bonnes pratiques d'éco-gestes. 34 agents ont participé à ces formations.

Formation à l'électromobilité

Celle-ci a pour but de donner les clés de compréhension du véhicule électrique et des bornes de recharge afin de pouvoir s'approprier leur usage, que ce soit au travail ou au quotidien.

Elle couvre des aspects variés comme:

- le fonctionnement d'un véhicule électrique (autonomie, temps de charge...),
- le fonctionnement d'une borne (recharge rapide versus lente, adéquation avec le territoire, recharge à la maison),
- l'évolution législative et règlementaire (zones à faibles émissions de mobilité, fin de la vente des véhicules thermiques, obligation d'équipement de bornes),
- les coûts et les aides disponibles.

31 agents ont été formés à l'électromobilité. Cette formation arrive à un moment opportun puisqu'il a été décidé fin 2023 de retenir la proposition de *Total Energies Charging Services* pour assurer la concession de service dont le but est d'équiper le territoire métropolitain de 800 points de charge pour véhicules électriques.

Par ailleurs, 37 agents utilisant les véhicules professionnels ont été formés à l'éco-conduite, dans le cadre du plan de sobriété énergétique de la MEL.

Perspectives 2024
Les sessions de formation se poursuivent sur 2024 pour 126 agents sur une vingtaine de sessions.

Fresque du climat

Le pôle Développement Économique et Emploi a formé une dizaine d'agents volontaires, à l'animation de la Fresque du Climat, permettant de sensibiliser les 66 agents du pôle, sur huit sessions en 2023. L'opération se poursuit en interne, auprès des agents de la MEL des autres pôles.

Tout au long de l'année, la MEL mène des actions à destination de ses agents, en lien avec le développement durable

Découverte des insectes nocturnes à biotope

Le 29 août 2023, la direction *Nature, Agriculture et Environnement* a proposé aux agents de Biotope, une animation, visant à découvrir et observer les insectes nocturnes, accompagnés par un naturaliste.

Autour de deux tonnelles lumineuses, ils ont pu observer et déterminer les espèces des nombreux papillons de nuits venus se poser (noctuelles, géomètres, sphinx, bombyx…). Beaucoup d'autres insectes ont aussi été présents (coccinelles, punaises, hyménoptères…).

Une vingtaine d'agents étaient présents à cette animation, issue des projets environnementaux menés dans le cadre de l'Atlas de la biodiversité communale. L'objectif de cette animation était double : recueillir de la donnée naturaliste sur les insectes nocturnes en ville, ainsi que faire découvrir aux agents une partie des missions de la direction *Nature, Agriculture et Environnement*.

Une belle occasion de (re)découvrir la richesse de la faune, même en milieu urbain !

Avec la conciergerie, les agents métropolitains mangent local et bio

Grâce à la conciergerie, des partenariats ont été établis en 2023 avec les Jardins de Cocagne et le Fournil Bio, permettant aux agents MEL de s'approvisionner facilement en produits locaux et bio.

Le panier des Jardins de Cocagne

Localisée à Villeneuve d'Ascq, l'association d'économie sociale et solidaire les Jardins de Cocagne produit des fruits, des légumes et des oeufs bio. Pour commander, il suffit de se rendre sur leur site internet et de choisir son panier de légumes, sa corbeille de fruits ou sa boîte d'œufs bio. Les agents peuvent ensuite récupérer leur commande auprès de la conciergerie.

Commande de pain avec le Fournil Bio

En partenariat avec Fournil Bio, les agents peuvent commander auprès de la conciergerie leur pain, farine ou coquille bio. Installé depuis 25 ans à Villeneuve d'Ascq, le Fournil Bio travaille avec les produits des agriculteurs de la région.

Le Haut Conseil Métropolitain pour le climat entre dans un nouveau cycle

En 2023, le Haut Conseil métropolitain pour le Climat (HCmC) a réalisé un bilan des actions menées depuis sa création en 2021, afin de préparer son entrée dans un second cycle. Cette instance de gouvernance territoriale partagée a pour objectif principal l'accompagnement de la MEL dans le pilotage et le suivi du Plan Climat Air Énergie Territorial. Il évalue les avancées réalisées par la MEL et propose si besoin des mesures d'ajustement.

Il est composé de quatre collèges : le collège des communes (13 séances du Club club Climat des communes entre 2021 et 2023), le collège des citoyens (9 séances), le collège socio-économique (6 séances) et celui des experts scientifiques (4 séances). À cela s'ajoute quatre séances plénières et deux séances inter-plénières, portant le total des séances à 33 depuis sa création. Les thématiques étudiées portent entre autres sur les énergies renouvelables, la mobilité, la lutte contre le gaspillage alimentaire…

Pour le cycle 2, les réunions se font en inter-collèges et portent sur des projets définis par la MEL, sur lesquels le HCmC apporte son expertise d'usage et des propositions concrètes. Le cycle 2 a démarré en septembre 2023 et se terminera en juillet 2026.

Le Club Climat des communes, pour échanger sur des sujets variés

En 2023, 6 Clubs Climat des Communes à destination des communes se sont tenus, sur les thématiques suivantes :

- Bilans de gaz à effet de serres et données énergétiques,
- Zones d'accélération des énergies renouvelables et DECLICS eau et énergie,
- Nature et Eau,
- Rénovation énergétique,
- Qualité de l'air,
- Énergies renouvelables.

Les Clubs climats permettent de transmettre des informations et aux communes d'échanger sur la mise en œuvre concrète du Plan Climat à l'échelle communale. Ils réunissent en moyenne 45 élus et techniciens des communes, à chaque session.

En 2023, deux ateliers des transitions ont également eu lieu sur les thématiques de l'éclairage public et de la sobriété énergétique, regroupant sur une matinée une cinquantaine de 50 techniciens communaux pour de la formation, du partage d'expériences et de bonnes pratiques.

Perspectives 2024

Les Clubs climats des communes se poursuivent en 2024. Les thèmes des deux clubs climat du premier semestre ont été la rénovation de l'habitat privé, la stratégie Nature et Eau et l'adaptation des écoles au changement climatique.

Les ateliers des transitions de 2024 sont, quant à eux, en lien avec la stratégie Nature et Eau en métropole, délibérée au printemps.

Des Conseillers en Énergie Partagée, au service des communes

La MEL anime depuis 2017 un service mutualisé, appelé « Conseil en énergie partagé – Économes de flux », au service de l'optimisation énergétique du patrimoine communal des communes volontaires de moins de 15.000 habitants. Mis en œuvre par 5 conseillers, l'objectif de ce service est d'apporter aux communes adhérentes une ingénierie qualifiée afin d'optimiser la gestion énergétique de leur patrimoine communal (bâtiments et éclairage publics, tous fluides confondus). Les communes sont ainsi conseillées et accompagnées sur une durée minimale de 3 ans : du suivi énergétique à la réalisation de leurs projets de rénovation et/ou de production d'énergie renouvelable, en passant par l'appui à la mobilisation des financements disponibles et la mise en œuvre du dispositif éco-énergie tertiaire.

En 2023, 53 communes, représentant au total 225 500 habitants, bénéficiaient de ce dispositif.

Perspectives 2024

Une partie des conventions liant MEL et communes arrivaient à échéance en 2024. Un appel à manifestation d'intérêt a été organisé début 2024 pour le renouvellement des conventions existantes et pour identifier de nouvelles communes volontaires. Depuis le 1er juillet 2024, ce sont ainsi 59 communes représentant au total 256 500 habitants qui sont accompagnées.

Priorité 10 - MOYENS : mobiliser des moyens financiers et pratiques à la hauteur des ambitions du PCAET

L'évaluation à mi-parcours du PCAET a démontré que les moyens consacrés par la MEL à son plan climat étaient conséquents et supérieurs aux moyens alloués en moyenne dans les autres PCAET en France (source : AdCF – Amorce 2019), soit plus de 4.8 milliards d'euros sur la période 2020-2026.

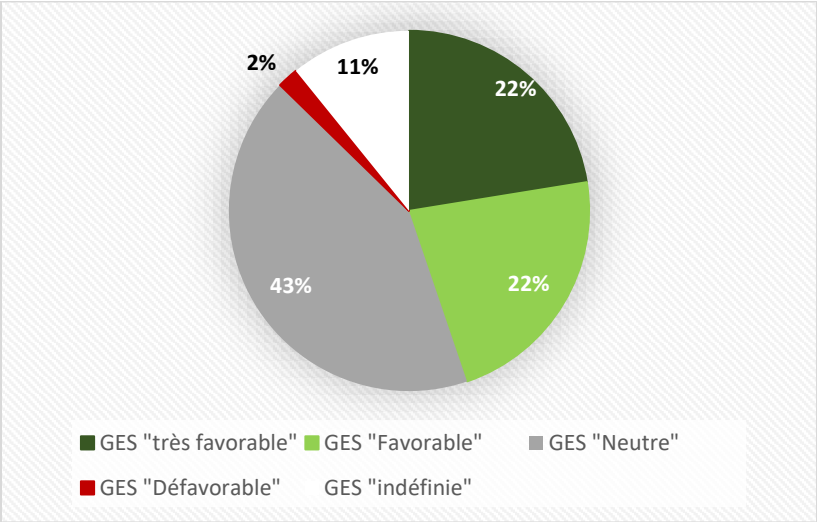
Cet effort est naturellement concentré sur le secteur des transports (environ 70% des dépenses du PCAET), qui est le plus émissif de gaz à effet de serre sur le territoire et qui demande des investissements importants en matière d'infrastructures. Hors mobilité, le priorités « adaptation » et « habitat » concentrent également une part importante des dépenses liées au plan climat, avec des taux respectifs à 9% et 5,5%.

Annexe 1 – Analyse du budget climatique appliqué au compte administratif 2023

1 – Investissement CA 2023

Périmètre d'analyse : 537 M€ pour le CA 2023

Atténuation des gaz à effet de serre



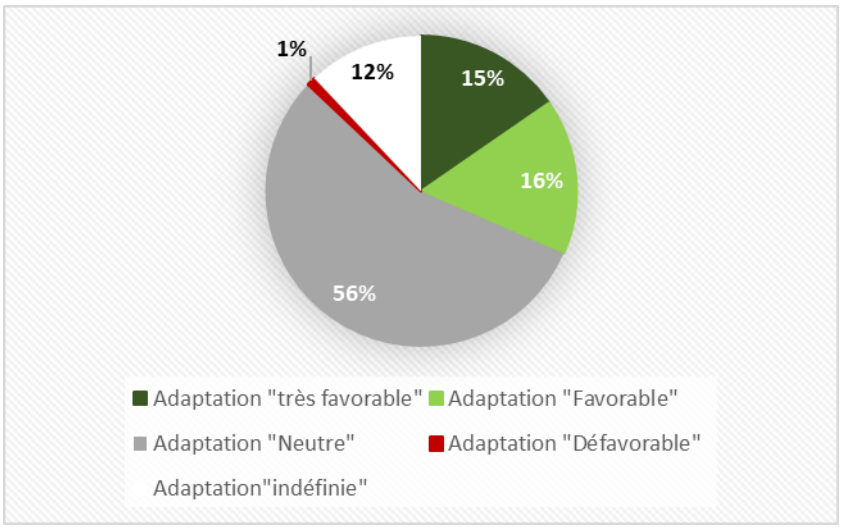
240,4 M€ (très) favorables à l'atténuation des gaz à effet de serre, dont :

- renouvellement des bus (avec notamment l'achat de bus fonctionnant au GNV),
- renouvellement du parc matériel roulant Métro, et du tramway,
- doublement des quais et rames de métro,
- préparation de la mise en œuvre du Schéma Directeur des Infrastructures de Transport,
- modernisation des centres de tri Halluin et Lille, déploiement des Points d'Apport Volontaire Verre,
- aménagement des voies vertes,
- amélioration ou développement du réseau cyclable.

10 M€ défavorables à l'atténuation des gaz à effet de serre, dont :

- Artificialisation des sols dans les projets d'aménagement
- Achats de véhicules et d'engins thermiques

Adaptation au changement climatique



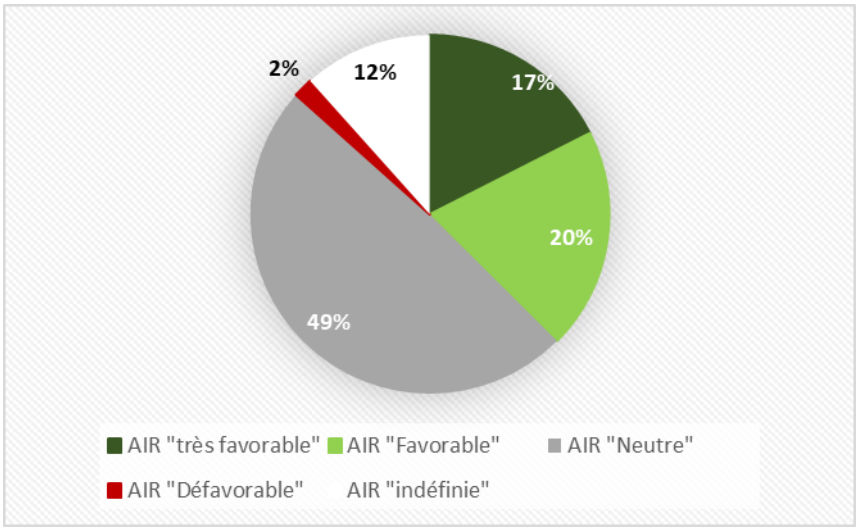
169,3 M€ (très) favorables à l'adaptation au changement climatique, dont :

- mise en œuvre du plan Bleu (branche de Croix),
- aménagement des voies vertes,
- gestion patrimoniale en eau et assainissement : développer le réseau de distribution d'eau potable, canalisations, réservoirs, branchements isolés, adductrices, maitrise d'œuvre
- lutte contre les pollutions : bassins de stockage et de rétention eaux pluviales, requalification de l'Espierre.

4,9 M€ défavorables à l'adaptation au changement climatique, dont :

- artificialisation des sols.

<u>Qualité de l'air</u>



201,2 M€ (très) favorables à la qualité de l'air, dont :

- renouvellement des bus (avec notamment l'achat de bus fonctionnant au GNV),
- renouvellement du parc matériel roulant Métro, et du tramway,

- mise en œuvre du plan Bleu (branche de Croix),
- aménagement des voies vertes,
- amélioration ou développement du réseau cyclable.

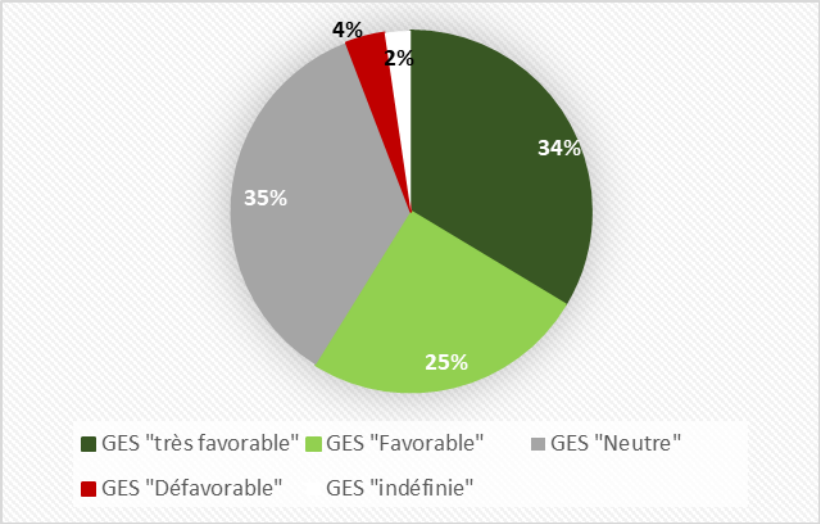
9,5 M€ défavorables à la qualité de l'air, dont :

- artificialisation des sols,
- achats de véhicules et d'engins fonctionnant avec une énergie fossile.

2 – Fonctionnement CA 2023

Périmètre d'analyse : 1 019 M€ pour le CA 2023

Atténuation des gaz à effet de serre



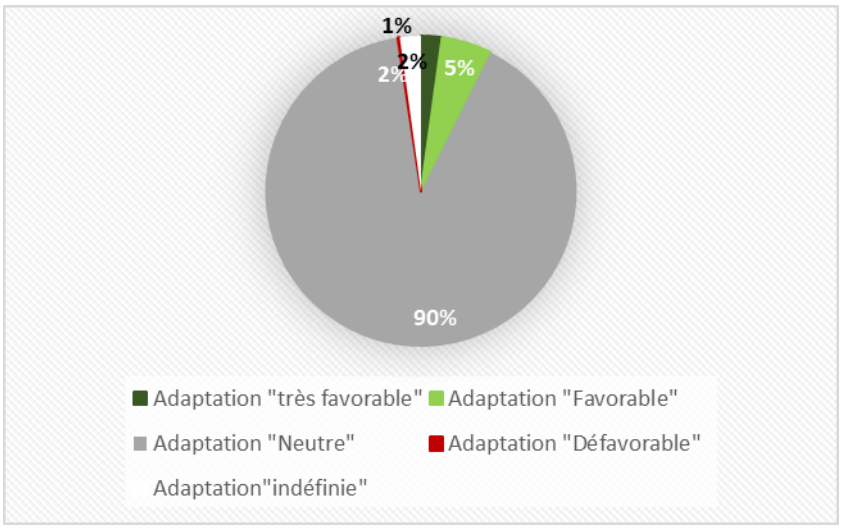
599,7 M€ (très) favorables à l'atténuation des gaz à effet de serre, dont :

- Politique des transports en commun : amélioration du taux de trafic sur le réseau Ilévia,
- Collecte sélective des déchets
- Recycler et valoriser les déchets (déchetteries),
- Achat d'électricité et gaz 100% vert, depuis juillet 2022,

35,6 M€ défavorables à l'atténuation des gaz à effet de serre, dont :

- Enfouissement des déchets,
- Bus et bennes d'ordures ménagères fonctionnant au diesel,
- Achats de combustibles fossiles,
- Achats de réactifs (STEP),
- Déplacements en voiture ou engins fonctionnant à l'essence ou au diesel, ou en avion.

Adaptation au changement climatique



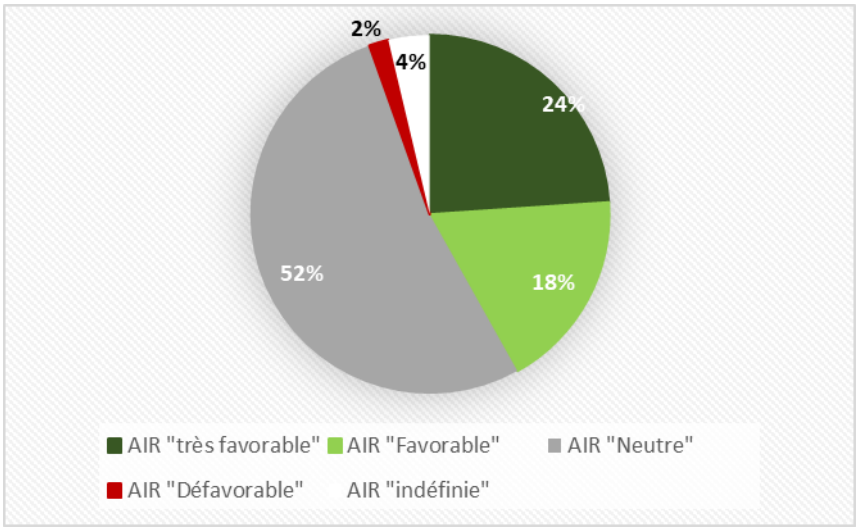
75,3 M€ (très) favorables à l'adaptation au changement climatique, dont :

- Entretien des espaces naturels et métropolitains et espaces verts,
- GEMAPI,
- files pluviales des stations d'épuration, curage et entretien des réseaux.

2,3 M€ défavorables à l'adaptation au changement climatique, dont :

- Locations immobilières, selon le diagnostic de performance énergétique.

<u>Qualité de l'air</u>



426,9 M€ (très) favorables à la qualité de l'air, dont :

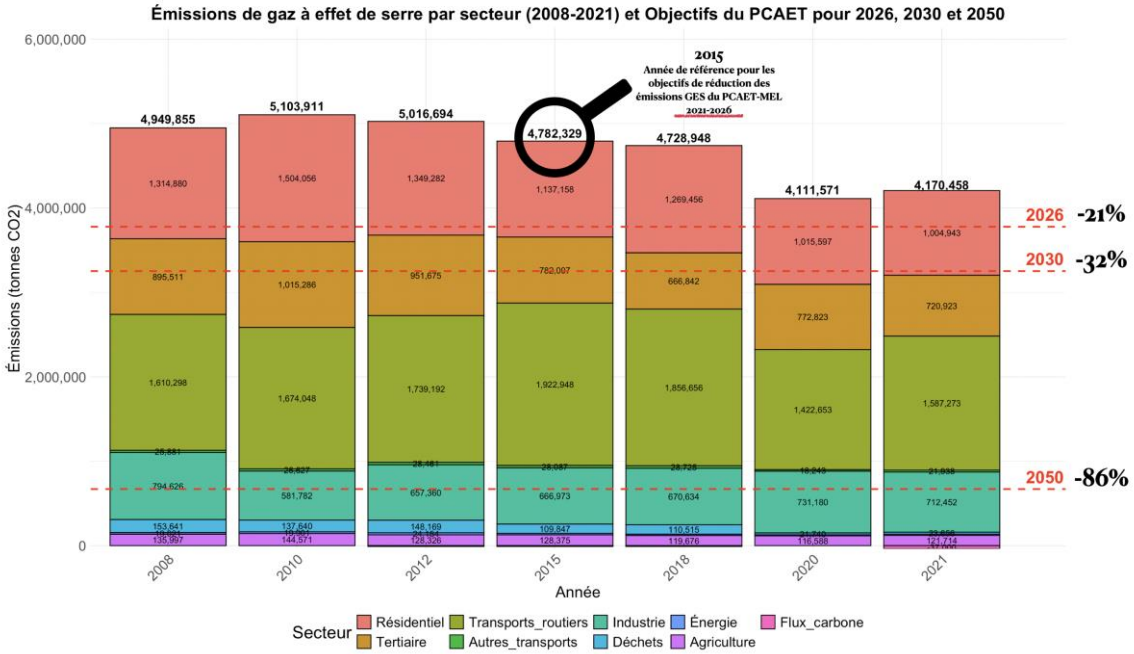
- Politique des transports en commun,
- Curage des canalisations,

17,8 M€ défavorables à la qualité de l'air, dont :

- Part de la collecte des déchets et des transports utilisant une énergie fossile.

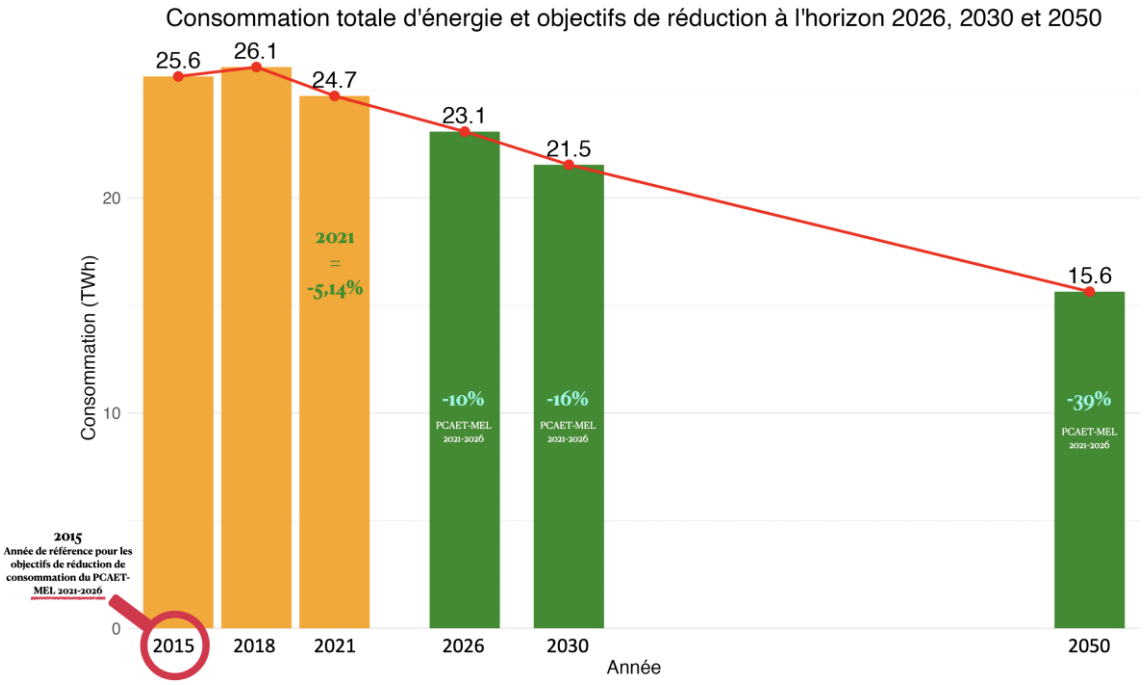
Annexe 2 – Évolution des indicateurs du territoire

1 – Émissions de GES du territoire

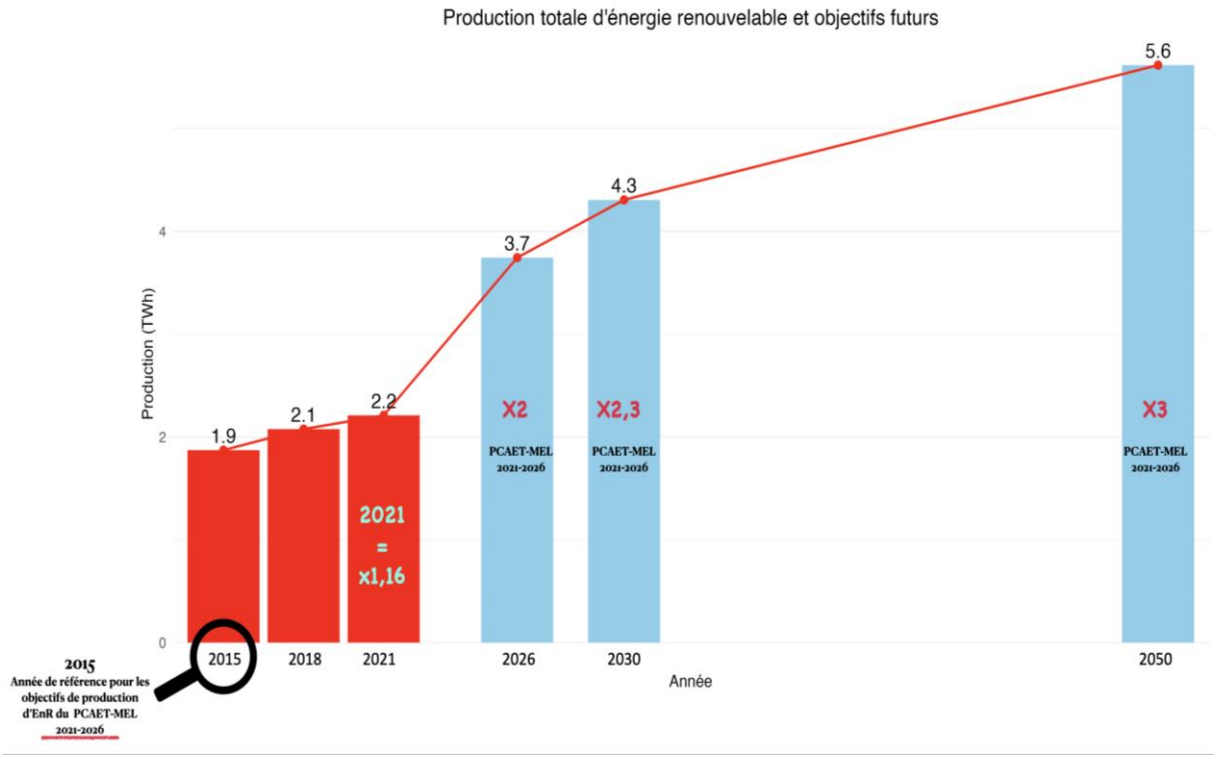


- - - - objectifs du PCAET à 2026 (- 21 %), 2030 (- 32 %) et 2050 (- 86 %)

2 - Consommation d'énergie du territoire



3 - Production ENR&R du territoire





MEL
RESSOURCES HUMAINES, INNOVATION & DIALOGUES

Pôle
Ressources humaines,
innovation & dialogues

ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES & DIVERSITÉ :

RAPPORT 2023 / 2024 SUR LA SITUATION À LA MEL



24-C-0391



ÉGALITÉ ET DIVERSITÉ

Je m'engage !

Rédaction : Cellule de Pilotage et d'Appui *Ressources humaines, innovation et dialogues*
Conception : Communication éditoriale et médias
Impression : **MEL** - Ressources partagées - octobre 2024

INTRODUCTION

Depuis 2015-2016, la Métropole Européenne de Lille (MEL) réalise chaque année un rapport sur ses actions en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Il est annexé au Rapport d'Orientation Budgétaire contenant des informations financières sur la MEL et mis à disposition des agents et agentes sur l'Intranet.

Depuis 2020-2021, ce rapport prend en compte les actions relatives à l'égalité, menées sur le territoire dans le cadre des politiques publiques mises en œuvre par la MEL.

Depuis 2021-2022, le rapport élargit son périmètre à la diversité en présentant les actions en matière de handicap et de prévention des exclusions liées à l'origine sociale. Par ailleurs, davantage de données genrées sont intégrées.

Ce nouveau rapport 2023-2024 entend poursuivre la dynamique de rédaction simplifiée et illustrée, afin d'améliorer son accessibilité de lecture. Il propose de nouveaux indicateurs sur le champ de la diversité : catégorie professionnelle, âge, handicap. Il valorise de nouvelles thématiques comme les déchets ménagers et la transition énergie climat. L'évolution sur 3 ans est proposée pour certaines données (2021-2023).

Les données relatives à la gestion des ressources humaines de la MELsont principalement extraites du Rapport Social Unique de 2023.

Ce rapport a été conçu avec l'appui des directions opérationnelles et des Cellules de Pilotage et d'Appui (CPA) de la MEL. Il est coordonné par la mission *égalité et diversité* de la CPA du pôle Ressources humaines, innovation et dialogues.

La première partie est consacrée aux actions menées en interne à la MEL et à destination des agents et agentes. La seconde partie valorise les actions menées via les politiques publiques de la MEL, à destination des métropolitains et métropolitaines.

SOMMAIRE

LA POLITIQUE DES RESSOURCES HUMAINES DE LA MEL EN MATIÈRE DE DIVERSITÉ ET D'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE 6

1. Les chiffres clés en 2023 7
2. La politique égalité et diversité à la MEL 16
3. La formation 23
4. Les actions de sensibilisation 26
5. La stratégie handicap 32
6. L'accessibilité au numérique 36
7. La stratégie Sénior 37
8. La conciliation entre vie professionnelle et vie personnelle 39
9. L'égalité des chances 47
10. La promotion 51
11. Le dispositif de signalement 52

L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES ET LA DIVERSITÉ DANS LES POLITIQUES PUBLIQUES DE LA MEL..... 56

1. La politique de la ville.....57
2. Le développement économique et l'emploi 59
3. Les transports et la mobilité..... 68
4. L'habitat 71
5. La jeunesse 77
6. La prévention des violences faites aux femmes 80
7. Les déchets ménagers..... 82
8. La transition énergie climat..... 83
9. Les espaces naturels métropolitains 84
10. La culture 89
11. Le sport 96
12. La relation avec les usagers..... 99
13. La commande publique 100
14. La communication externe 103
15. L'accessibilité à destination des métropolitains et métropolitaines ... 106

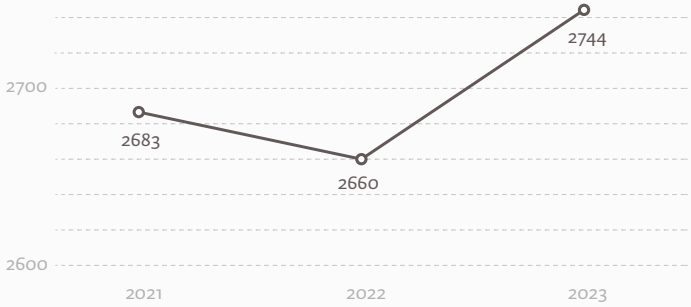
CHAPITRE 1

LA POLITIQUE DES RESSOURCES HUMAINES DE LA MEL EN MATIÈRE DE DIVERSITÉ ET D'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE

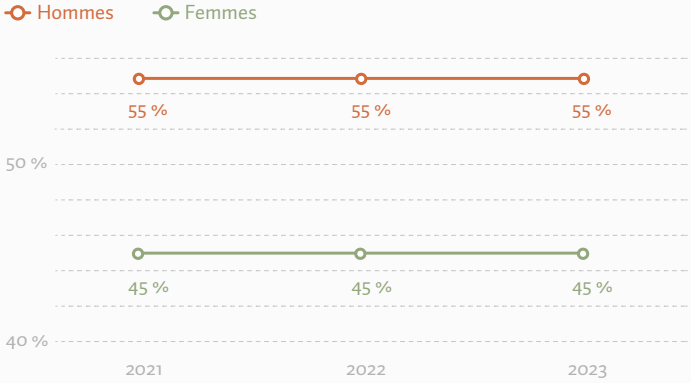
1. LES CHIFFRES CLÉS EN 2023

A. RÉPARTITION DES EFFECTIFS

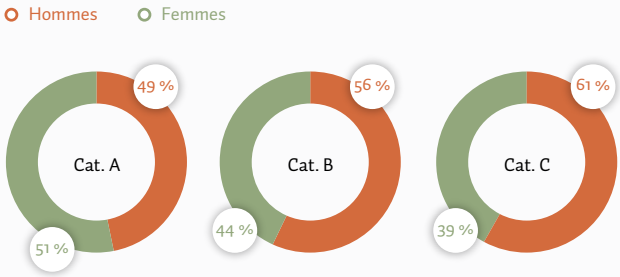
Nombre d'agents permanents



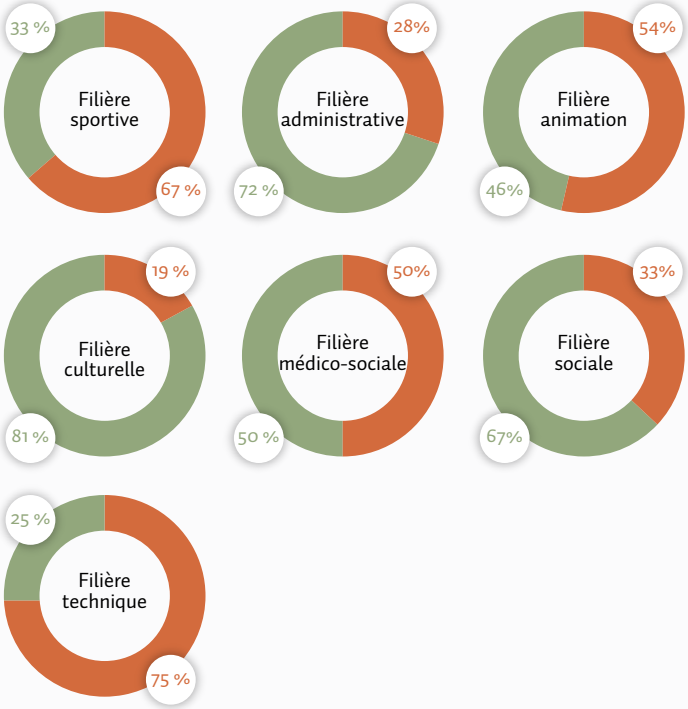
Répartition globale sur emploi permanent



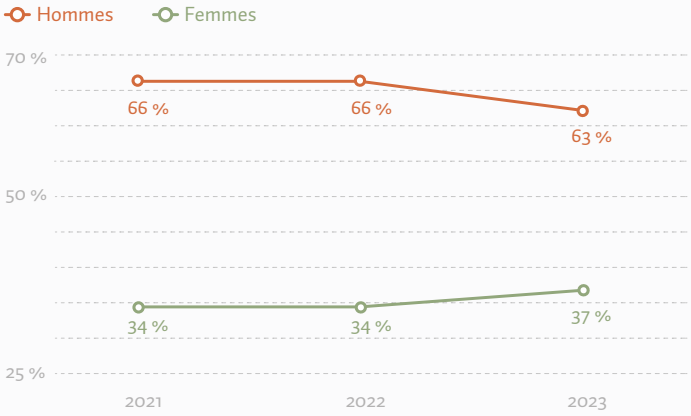
Répartition des agents par genre et catégorie



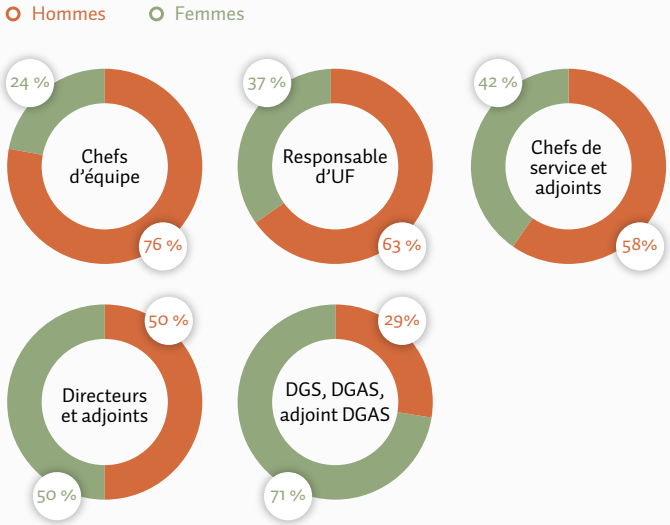
Répartition des agents par genre et filière



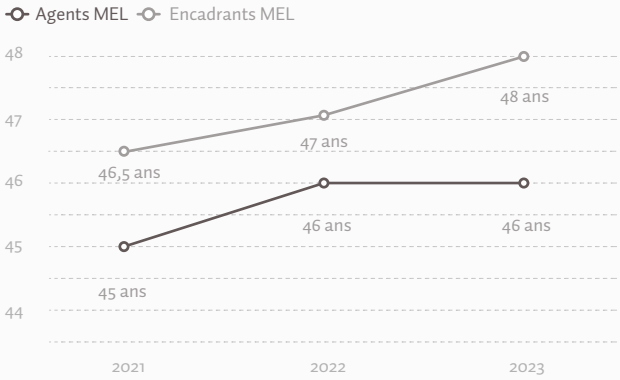
Répartition par genre des encadrants



Répartition des encadrants par genre et type d'encadrement



Moyenne d'âge des agents et encadrants



Nombre d'emplois fonctionnels (DGS, DGA) par genre

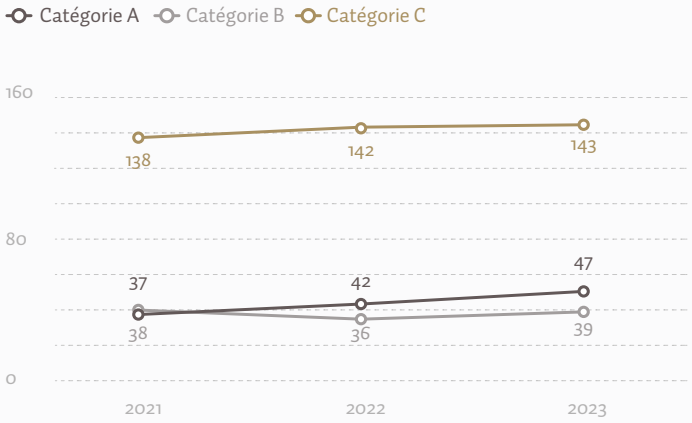
	2021	2022	2023
Hommes	5	3	3
Femmes	5	7	7
Total	10	10	10

B. HANDICAP

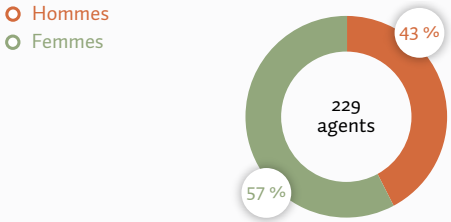
- *Taux d'emploi direct des travailleurs et travailleuses en situation de handicap*

	2021	2022	2023
Taux d'emploi direct des travailleurs en situation de handicap	7,96 %	8,55 %	8,46 %

- *Répartition par catégorie des bénéficiaires de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés*



- *Répartition par genre des bénéficiaires de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés*



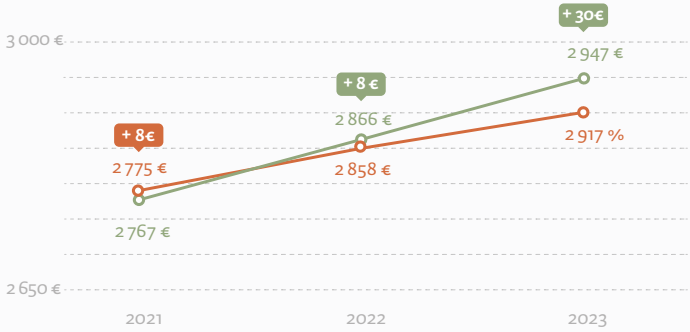
C. RETRAITE

- *Age moyen de départ à la retraite par genre*

	2021	2022	2023
Femmes	61,53 ans	62,33 ans	62,6 ans
Hommes	62,34 ans	61,77 ans	63,31 ans
Total	62,17 ans	62,04 ans	63,07 ans

D. RÉMUNÉRATION

- *Salaire net mensuel moyen par genre*



- *Somme des 10 rémunérations les plus élevées*

	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes
	Brut en euros			Nombre de bénéficiaires	
2021			1 045 021 €	2	8
2022	498 605 €	696 425 €	1 195 030 €	4	6
2023	613 589 €	617 135 €	1 230 724 €	5	5

- *Somme des 10 rémunérations les plus basses*

	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes
	Brut en euros			Nombre de bénéficiaires	
2023	81 335 €	191 101 €	272 436 €	3	7

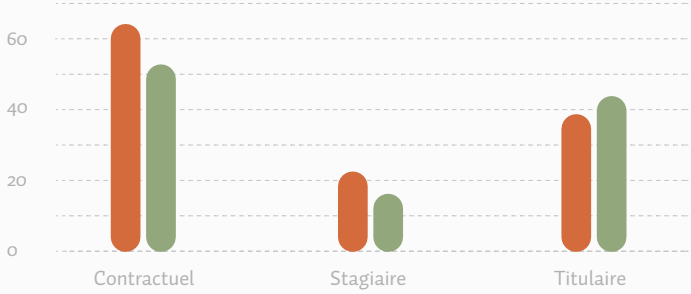
E. RECRUTEMENTS

Répartition par genre et catégorie des recrutements internes

	2021	2022	2023	Hommes	Femmes
Catégorie A	40	63	79	39	40
Catégorie B	17	39	38	22	16
Catégorie C	57	35	74	48	26
Total	114	137	191	109 (57 %)	82 (43 %)

Répartition par genre et statut des recrutements externes

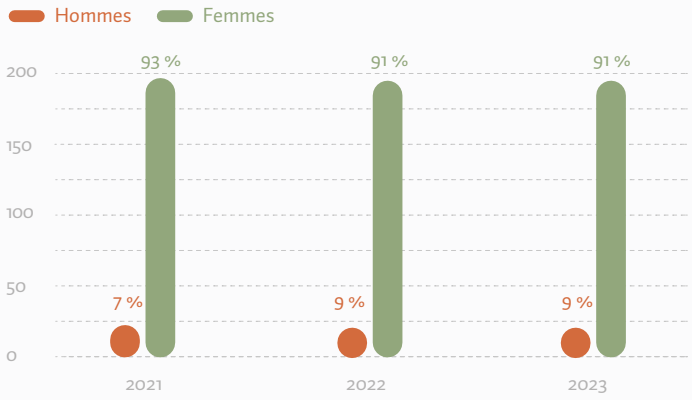
	Hommes	Femmes	Total
Contractuel	61	52	113
Stagiaire	22	13	35
Titulaire	38	42	80
Total	121 (53 %)	107 (47 %)	228



F. TEMPS PARTIEL

- *Répartition par genre et catégorie du temps partiel de droit et sur autorisation*

	Hommes	Femmes	Total
Catégorie A	10	104	114
Catégorie B	2	23	25
Catégorie C	7	54	61
Total 2023	19	181	200
Total 2022	18	184	202
Total 2021	14	189	203

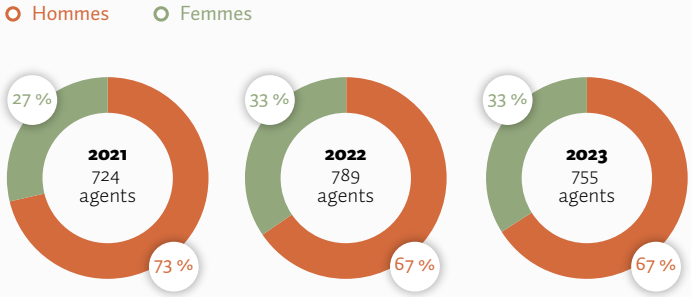


G. ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL

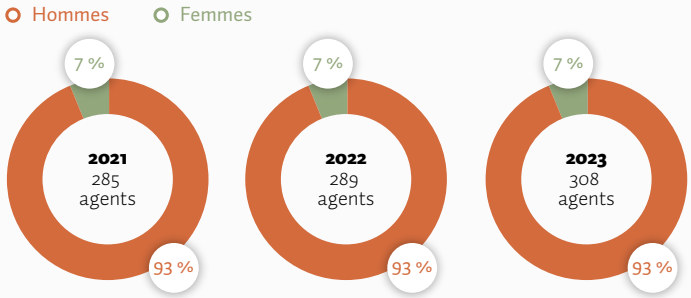
Répartition des bénéficiaires du télétravail par genre

	Nombre d'agents	Hommes	Femmes
2021	1 171	42 %	58 %
2022	1 679	46 %	54 %
2023	1687	46 % (dont 5,47 % BOETH)	54 % (dont 7,73 % BOETH)

Répartition par genre des heures supplémentaires

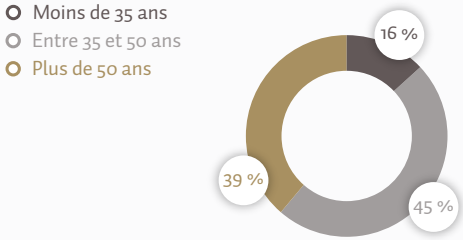


Répartition par genre des astreintes

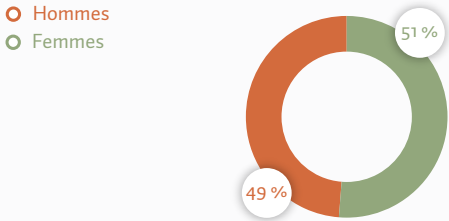


H. ABSENTÉISME (HORS MATERNITÉ ET PATERNITÉ)

- ***Répartition par tranche d'âge des agents absents au moins une journée pour raison médicale en 2023***



- ***Répartition par genre des agents absents au moins une journée pour raison médicale en 2023***



- ***Répartition par genre des accidents (de travail, trajet ou maladie professionnelle) avec arrêt***

	Hommes	Femmes
Accident de travail	20	12
Accident de trajet	54	13
Maladie professionnelle	5	2
Total = 106	79 (75 %)	27 (25 %)

I. INDEX EGAPRO

Pour 2023, la MEL a obtenu un index Egapro de 94/100. Plus de détails disponibles en page 19.

2. LA POLITIQUE ÉGALITÉ ET DIVERSITÉ À LA MEL

A. LE BILAN DES ACTIONS MENÉES ENTRE 2021 ET 2023

Des avancées significatives sont à retenir sur cette période : la nomination d'un élu référent, un budget alloué, un accueil de stagiaires et apprentis renforcé, le télétravail déployé, une nouvelle organisation du temps de travail proposée et un dispositif de signalement mis en place, etc.

Le bilan de la MEL est au diapason de ce qui est pointé par la Cour des comptes au niveau national :

- des indicateurs précis ;
- des rapports réalisés ;
- des plans d'action établis.

Pour autant, les écarts persistent :

- salaire net moyen femmes/hommes ;
- part des femmes parmi les managers ;
- temps partiel demandés majoritairement par les femmes.

Des actions concrètes sont attendues par :

- l'État avec un renforcement des contraintes sur les nominations équilibrées et la mise en œuvre d'un index Egapro applicable aux collectivités dès 2024 (sur données 2023) ;
- les agents et agentes et leurs représentants et représentantes (plus d'actions, d'équité, de transparence, etc.).

B. LE DIAGNOSTIC SUR LA DIVERSITÉ À LA MEL PAR FACE MEL

Un diagnostic sur la diversité à la MEL a été mené par FACE MEL entre 2022 et 2023, auprès des agents et agentes, via des questionnaires et entretiens.

Ce diagnostic a permis d'identifier des actions prioritaires à mettre en œuvre :

- une analyse du risque approfondie ;
- l'évaluation et l'évolution du dispositif de signalement ;
- le développement des actions de sensibilisation et de formation ;
- la poursuite des actions de communication.

Le bilan de ce diagnostic a été présenté aux organisations syndicales puis aux agents et agentes à l'occasion d'un « T'as 5 minutes ».

La MEL vise l'obtention des labels Diversité et Égalité femmes-hommes pour 2024, la direction *Économie de proximité et emploi* du pôle *Développement économique et emploi*, qui pilote le partenariat avec FACE MEL, a mobilisé la structure pour accompagner le pôle R*essources humaines, innovation et dialogues* dans cette démarche.

C. LA DÉMARCHE DE LABELLISATION AFNOR

La MEL est engagée dans une démarche de labellisation « égalité » et « diversité » par l'Association française de normalisation (AFNOR) en 2024.

Ces labels d'État reconnaissent les bonnes pratiques en matière de recrutement et d'évolution professionnelle pour l'égalité entre les sexes, la prévention des discriminations et la diversité dans la sphère du travail.

Créé en 2004, le label « Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes » vise à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelles.

Mis en place en 2008, le label « Diversité » a, quant à lui, pour objectif de prévenir les discriminations et de promouvoir la diversité dans les secteurs public et privé.

Après avoir déposé sa candidature auprès de l'AFNOR, deux auditrices ont mené un audit sur sites en juin 2024 (sur 6 sites extérieurs et le siège de la MEL). Elles

ont rendu un avis favorable sur cet audit. Les commissions d'audition sont prévues en fin d'année 2024 à Paris, afin que la MEL défende sa candidature. Les résultats seront connus en début d'année 2025.

D. LE PLAN D'ACTION 2024-2026

La MEL poursuit et renforce sa démarche vers davantage d'égalité professionnelle par la mise en œuvre d'un nouveau plan d'action. Pour la période 2024-2026, son périmètre est élargi à la diversité.

De plus, il est complété par un nouvel axe visant le développement d'une culture de l'égalité et de la diversité à la MEL.

Ce nouveau plan d'action a été co-construit grâce à la participation d'experts et expertes de la thématique, des agents et agentes, des organisations syndicales.

Les temps de travail ont notamment été menés via des ateliers en intelligence collective. Un appel à contribution pour la construction de ce plan a été lancé auprès des agents et agentes en juin et juillet 2023.

Ce plan s'appuie sur le diagnostic Diversité mené par FACE MEL en 2022-2023 et l'enquête bien-être au travail Technologia de 2022. Son élaboration a été accompagnée par le Conseil, Recherche, Ingénierie et Formation pour l'Égalité Femmes-Hommes (CORIF).

Il prend la forme de 35 fiches actions. Certaines actions sont pérennisées au regard du plan d'action 2021-2023, d'autres renforcées. De nouvelles actions sont aussi proposées.

Sur ces 35 actions, 12 ont d'ores et déjà été réalisées en 2024, 20 sont en cours d'élaboration et 3 restent à réaliser.

Ce plan contient des nouveautés :

- une ouverture à la diversité ;
- 3 indicateurs particulièrement étudiés : genre, âge (moins de 35 ans, 35-50 ans et plus de 50 ans), handicap ;
- Un sixième axe visant le développement d'une culture de l'égalité et de la diversité à la MEL.

Pour lancer ce nouveau plan et présenter les nouveaux enjeux liés à la diversité, un « *T'as 5 minutes ?* » (temps d'échange en visioconférence) a été proposé aux agents et agentes. Des présentations ont aussi été effectuées auprès des organisations syndicales, des managers, des services demandeurs, etc.

En lien avec ce nouveau plan, un nouvel espace collaboratif égalité et diversité a été ouvert sur « *Notre Sezam !* ». Cet espace regroupe les ressources liées à cette thématique.

E. L'INDEX EGAPRO

Depuis 2024, les plus grandes collectivités territoriales ont l'obligation de publier chaque année les résultats d'un index de l'égalité professionnelle.



↪ *Score global de l'index Egapro selon 4 critères*

F. LE RENOUVELLEMENT DE L'ADHÉSION AU CORIF

En 2023, la MEL a délibéré pour renouveler son adhésion au CORIF pour toute la durée du plan d'action, soit jusqu'en 2026.

Cette adhésion permet de participer à des rencontres du « réseau mixité » et de bénéficier de partages d'expériences en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

G. L'ADOPTION DE LA CHARTE EUROPÉENNE POUR L'ÉGALITÉ DES FEMMES ET DES HOMMES

Après différents échanges avec les représentantes de l'Association française du Conseil des communes et régions d'Europe, la MEL a adopté en juin 2023 une délibération autorisant la signature de la version actualisée de la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale. Cette charte a été signée par la MEL en septembre 2023.

H. LE BUDGET DÉDIÉ À L'ÉGALITÉ ET LA DIVERSITÉ

La tranche de budget « diversité et égalité femmes/hommes » a été créée en 2020. Des crédits spécifiques sont spécifiquement alloués à la mission égalité et diversité. Ils permettent de financer les adhésions annuelles au CORIF et son accompagnement sur certaines missions, des interventions de sensibilisation à l'égalité et la diversité, la mise à disposition de protections périodiques, la labellisation AFNOR, etc. Des crédits sont aussi mobilisés sur d'autres lignes budgétaires pour financer certaines actions (communication, formation, action sociale, patrimoine, etc.).

▸ *Détail du budget égalité et diversité*

	Affecté	Réalisé	Actions menées
2021	7 158 €	4 513 €	Premier pas en entreprise, prestation théâtrale, adhésion CORIF
2022	8 583 €	8 583 €	Télémaque, adhésion CORIF, Premier pas en entreprise, Duoday
2023	20 556 €	17 317 €	Télémaque, CORIF, protections périodiques, stage mutualisé, prix Territoria

I. LA MISE À DISPOSITION DE SERVIETTES PÉRIODIQUES

La MEL a souhaité mettre à disposition de ses agentes, sur tous ses sites, des serviettes périodiques. Les distributeurs de serviettes périodiques ont été

24-C-0391 441/592

imprimés en 3D par le service *Ressources partagée*. Ils sont gérés par le service *Propreté*. 102 distributeurs de serviettes périodiques ont été installés sur les sites métropolitains en 2023. La mise à disposition de serviettes périodiques permet de dépanner les agentes en cas d'oubli, d'alléger une charge mentale, et de lever le tabou des menstruations sur le lieu de travail.

La MEL a fait le choix de protections périodiques biodégradables, sans substance toxique et sans emballage plastique pour limiter l'impact environnemental. C'est aussi un engagement pour l'inclusion. Les commandes sont conditionnées par des personnes en situation de handicap.



↪ *Distributeur de serviettes périodiques imprimé en 3D par le service Ressouces partagées*

J. LE CHOIX DU NOM D'USAGE

Le choix de nom d'usage est désormais proposé aux personnes intégrant la MEL. Cette démarche est aussi accessible aux collègues changeant de situation familiale ou de genre.

K. TRANSVERSALITÉ

La mission égalité-diversité anime plusieurs fois par an des rencontres entre les référents et référentes égalité et diversité. Elles favorisent la transversalité entre les pôles et la diffusion des informations sur ces enjeux.

Des temps d'échanges et de travail spécifiques sont aussi organisés pour informer les services ou accompagner le déploiement d'initiatives (mixité des locaux, égaconditionnalité de la commande publique, etc.).

L. LE CLUB RH MEL

La MEL propose un club RH (Ressources humaines) aux communes. En 2023, 3 ateliers se sont tenus autour des thèmes suivants : la politique handicap, la réalisation du Rapport Social Unique, le maintien dans l'emploi. Ce dernier Club RH MEL a été l'occasion d'évoquer les modes d'action et les bons réflexes en matière de gestion RH, en lien avec la stratégie Sénior adoptée.

M. LE PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES PSYCHO-SOCIAUX

Complémentaire au plan d'action sur l'égalité et la diversité, le plan de prévention des risques psycho-sociaux (RPS) 2023-2027 est divisé en 48 actions réparties sur 6 axes :

- gouvernance ;
- comprendre ;
- agir en responsabilisant ;
- agir en accompagnant ;
- agir en prévenant ;
- surveiller.

Ce plan a notamment permis la mise en place d'un réseau de secouristes en santé mentale à la MEL. 150 agents et agentes ont déjà été formés aux Premiers secours en santé mentale (PSSM) à l'été 2024.

24-C-0391 443/592

3. LA FORMATION

Consciente de l'importance de former ses équipes à l'égalité et à la diversité, la MEL renforce son offre de formation sur ces enjeux.

A. LA FRESQUE DE LA DIVERSITÉ

La fresque de la diversité prend la forme d'ateliers de sensibilisation interactifs. Elle permet une prise de conscience et transmet des leviers d'action pour lutter contre les discriminations.

La fresque de la diversité a intégré le socle commun de la culture administrative. D'ici à 2026, l'ensemble des équipes devra avoir suivi cette sensibilisation aux discriminations.

Elle est animée par des formateurs et formatrices internes. Début 2024, 8 collègues ont été formés à son animation. Leurs profils sont variés, ils œuvrent au quotidien dans différents domaines : la propreté, les espace naturels métropolitains, les archives, l'habitat, la déontologie, la recherche et développement, les égalité-diversité. En 2025, de nouveaux collègues rejoindront cette équipe.

111 collègues ont suivi la fresque de la diversité entre janvier et août 2024. 87 personnes ont été sensibilisées par les formateurs et formatrices internes de la MEL et 24 par le prestataire.

B. LES CLEFS POUR AGIR CONTRE LES DISCRIMINATIONS AU SEIN DE SON ÉQUIPE

La formation « Manager la diversité » permettait aux managers d'intégrer le concept de diversité auprès de leurs équipes et dans leurs processus décisionnels. Son contenu a été adapté en 2023 et une nouvelle version est proposée en 2024. Elle porte le nom « Les clefs pour agir contre les discriminations dans son équipe ».

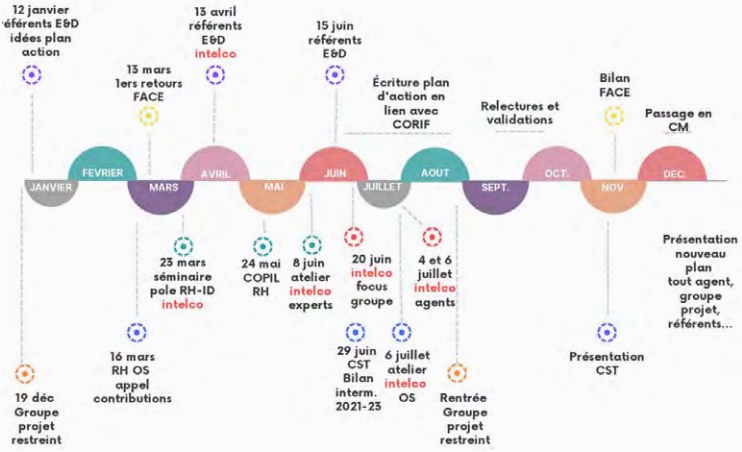
C. LA FORMATION À LA LAÏCITÉ

La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a rendu obligatoire la formation des agents publics à la mise en œuvre du principe de laïcité. Cette formation a pour objectif de comprendre le principe de laïcité en France, d'adopter un positionnement adapté et permet d'évoquer des situations rencontrées.

La MEL vise la formation de l'intégralité des effectifs à échéance 2025. 77 personnes ont déjà été formées en 2022, 334 en 2023 et 1 130 à l'été 2024, soit un total de 1 541 agents et agentes formés à la laïcité.

D. L'INTELLIGENCE COLLECTIVE : UNE CULTURE DE TRAVAIL COLLABORATIVE ET INCLUSIVE

L'élaboration du plan d'action sur la diversité et l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes 2024-2026 a été menée en intelligence collective via 6 ateliers organisés en 2023 (RH, agents et atelier OS).



↪ *Calendrier de l'élaboration du plan égalité femmes/hommes et diversité 2024-2026 réalisé en intelligence collective*

L'intelligence collective agit sur la manière d'interagir, de conduire les projets, de manager et plus largement sur l'organisation. Elle génère de l'engagement et tend à une organisation bienveillante, dynamique, créative et résiliente.

Les méthodes d'intelligence collective encouragent l'inclusion de plusieurs façons :

- elles valorisent la diversité et encouragent la participation équitable afin d'enrichir les réflexions, les productions et les prises de décision ;
- elles favorisent la contribution active de tous les membres d'un groupe, créant un sentiment d'appartenance ;
- elles permettent l'égalité des contributions et assurent que toutes les voix soient entendues de manière équitable ;
- elles incluent des programmes pour promouvoir l'inclusion et améliorer les compétences en communication et collaboration, par la formation et la sensibilisation ;
- elles intègrent des mécanismes pour tenter de contrer les biais et les préjugés.

Depuis 2016, une offre d'accompagnement et de sensibilisation interne est proposée aux agents et agentes par la direction Recherche et Développement. Chaque année, environ 50 personnes sont sensibilisées à cette méthode et 30 projets sont accompagnés.



↪ *Photographie de personnes participant à un atelier d'intelligence collective au Lab en 2023*

4. LES ACTIONS DE SENSIBILISATION

A. DE NOUVELLES ACTIONS DE SENSIBILISATION

Un marché a été lancé pour programmer de nouvelles actions de sensibilisation aux enjeux liés à l'égalité et à la diversité, à l'attention des agents et agentes.

Fin 2024 et en 2025, différentes actions seront proposées par des structures expertes. Elles interviendront sur les thèmes des violences sexistes et sexuelles, de l'accueil de la diversité LGBT+ (minorités sexuelles et de genre), du handicap, etc.

B. LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES FEMMES

En 2023, la journée internationale des droits des femmes a été organisée le 8 mars, sur le thème « La parentalité, frein ou levier de l'égalité professionnelle ? ».

Un atelier, sur la parentalité à la MEL et en partenariat avec le CORIF, a été organisé. Le nouveau guide de la parentalité a été diffusé à cette occasion.

Un podcast expliquant comment la parentalité pouvait être prise en compte dans le milieu du travail a été diffusé.

A l'occasion de cette journée nationale, la MEL a notamment :

- rappelé comment agir et vers qui se tourner ;
- détaillé les projets qu'elle soutient sur ce sujet ;
- réédité le guide « Brisons le silence » ;
- proposé un atelier pour identifier des situations de violences au travail, notamment le sexisme et les réactions qui sont possibles.

En 2024, l'objectif de la journée internationale des droits des femmes était de sensibiliser les agents et agentes sur la notion de plafond de verre. Une campagne d'affichage sur cette thématique a été lancée.

Elle a reposé sur la diffusion d'un podcast « Comment lutter contre le plafond de verre et agir pour l'égalité professionnelle ? ».

24-C-0391 447/592

Les agents et agentes ont également eu l'occasion d'assister à une conférence « Parcours professionnel et plafond de verre, comment le dépasser ? » animée par le journaliste Hugues Perinel et Touba Boumaïza, entrepreneure dans le milieu de la technologie. Des chiffres clés sur l'égalité et la diversité ont également été diffusés.

La version actualisée du guide de la parentalité a été diffusée.

C. LA LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE

Le 17 mai 2023, à l'occasion de la journée internationale de lutte contre l'homophobie et la transphobie, un article sur la démarche égalité et diversité a été publié sur l'Intranet. Il rappelait les engagements de la MEL pour sensibiliser ses agents et agentes aux différentes formes de discrimination ainsi que les objectifs du plan d'action, par la mise en avant :

- du dispositif de signalement ;
- du guide de la parentalité ;
- du choix du nom d'usage ;
- de la sensibilisation des équipes sur ces sujets.

D. LA JOURNÉE DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

A l'occasion de la journée de lutte contre les violences faites aux femmes le 25 novembre 2023, les agents et agentes ont été mobilisés autour de la course contre les violences faites aux femmes. Un stand d'inscription à cette course et de distribution de rubans blancs a été organisée le jeudi 16 novembre à la MEL.

Une campagne de sensibilisation contre les violences a été réalisée, rappelant les caractéristiques des agissements sexistes, les sanctions encourues, les dispositifs et contacts à la MEL pour accompagner les agents et agentes face à ces situations.

Le 28 novembre, un atelier sur le thème « Violences, harcèlement au travail comment réagir ? » a été proposé. Le guide de lutte contre les violences intrafamiliales réalisé par la MEL a été diffusé.



↳ *Campagne d'affichage dans le cadre de la journée internationale des droits des femmes 2024*

E. L'APPORT DES SCIENCES COMPORTEMENTALES POUR LUTTER CONTRE LE SEXISME AU TRAVAIL

Une expérimentation s'appuyant sur les sciences comportementales est menée pour lutter contre le sexisme ordinaire à la MEL.

Les sciences comportementales permettent de comprendre ce qui peut motiver ou freiner l'adoption de certains comportements et d'inciter plus efficacement au changement.

Cette expérimentation a pour objectif d'inciter les agents et agentes qui le souhaitent à se positionner pour l'égalité et contre le sexisme ordinaire, afin que ce type de comportement soit de moins en moins présent au sein de l'administration.

Un examen des recherches récentes ainsi qu'un travail d'enquête auprès d'agents et agentes volontaires a permis d'identifier les freins des collègues dans leurs actions en faveur de l'égalité et contre le sexisme ordinaire (la crainte du rejet, les doutes sur sa légitimité, l'impression d'être le seul ou la seule à être contre le sexisme, etc.). Sur cette base, un accompagnement a été spécifiquement conçu pour lever ces freins et motiver les agents et agentes à agir en fonction de leurs possibilités et sans contraintes. Cet accompagnement se compose :

- d'un premier atelier de sensibilisation et de partage de 2 heures ;
- d'un guide incitatif proposant des clefs et actions à mettre en place et un journal de réussites (permettant de prendre conscience de ses actions passées) ;
- d'un groupe de discussion permettant de partager leurs observations et d'échanger autour du sujet.

Un premier groupe a été constitué afin de tester l'efficacité de ce dispositif. Ce groupe se compose de 10 agents et agentes volontaires n'ayant pas participé à la phase d'enquête. Cette phase de test à petite échelle permettra également d'identifier les éventuelles modifications à apporter au dispositif d'accompagnement avant de le proposer plus largement.

F. LES ACTIONS DE SENSIBILISATION DU CMS

Le Centre médico-social (CMS) s'est mobilisé à l'occasion de « Mars bleu » afin de sensibiliser les agents et agentes sur le cancer colorectal. Le cancer colorec-

tal est l'un des cancers les plus fréquent et meurtrier. Pourtant, détecté tôt, il peut être guéri dans 9 cas sur 10. Un dépistage régulier permet de détecter et de traiter des lésions précancéreuses avant qu'elles n'évoluent vers un cancer.

Dans ce cadre, le « Colon tour » a eu lieu à Biotope le 16 mars avec la venue d'un côlon gonflable géant à l'intérieur duquel il était possible de cheminer afin de se familiariser avec les divers stades de la maladie. 242 agents et agentes ont visité le colon géant et 85 ont été sensibilisés aux facteurs de risques par le biais de jeux en réalité virtuelle. Des ateliers de sensibilisation ont également été mis en place sur différents sites extérieurs.

Au total, 48 personnes ont été dépistées, 4 % ont réalisé un test positif et ont pu être suivies médicalement.

Pour « Octobre rose », 2 ateliers de sensibilisation au cancer du sein ont été animés par la Ligue contre le cancer et ont sensibilisé 23 collègues. Une conférence sur la thématique « Cancer et travail » a été animée par l'association « Coaching suspendu » et suivie par 16 personnes.



↪ *Photographie de 2 personnes arborant une pancarte de sensibilisation au dépistage du cancer du sein à l'occasion d'Octobre rose*

« Movember » s'est accompagné d'une prévention sur les cancers masculins par la Ligue contre le cancer. Une conférence a également sensibilisé dix agents à cette cause.

G. LA SENSIBILISATION AUX HANDICAPS INVISIBLES ET À LA RECONVERSION PROFESSIONNELLE

A l'occasion de la Semaine européenne pour l'emploi des personnes handicapées (SEEPH), un épisode de Notre Télé ! (chaîne d'information interne à la MEL) a été réalisé pour sensibiliser au handicap invisible. Le message véhiculé était « 80 % des situations de handicap sont invisibles. Pas de jugement hâtif, soyez bienveillants, prenez le temps de répéter, d'expliquer et de guider vos collègues. Ensemble, on va plus loin. ». Diverses situations de handicap invisible ont été illustrées à travers différentes saynètes mises en scène à la MEL : le handicap cognitif (troubles DYS), les maladies invalidantes, le handicap auditif, etc.

La SEEPH a également permis la diffusion d'un podcast sur le thème de la reconversion professionnelle au travers du témoignage d'un agent MEL, inapte à son poste. Il a été accompagné dans son maintien dans l'emploi. L'agent travaillait à la voirie. Suite à un accident de travail, le médecin l'a déclaré inapte. Après évaluation des compétences et construction d'un projet de reconversion, l'agent a bénéficié d'une immersion de 3 mois au sein du service Parc automobile. L'ensemble des parties étant satisfait, l'agent a pu intégrer le service sur un emploi pérenne et a pu suivre les formations nécessaires pour être autonome sur ce poste.



↪ *Visuel représentant les deux agents participant au podcast sur la reconversion professionnelle*

5. LA STRATÉGIE HANDICAP

A. LES CHIFFRES CLÉS DE LA POLITIQUE HANDICAP À LA MEL

▸ *Répartition des travailleurs et travailleuses DOETH par genre*

	Taux d'emploi	Nombre d'agents et agentes	Hommes	% d'hommes	Femmes	% de femmes
2021	7,96 %	214	98	46 %	116	54 %
2022	8,55 %	224	103	46 %	121	54 %
2023	8,46 %	229	99	43 %	130	57 %

**DOETH : Déclaration obligatoire d'emploi des travailleurs handicapés.*

B. LE FONDS POUR L'INSERTION DES PERSONNES HANDICAPÉES DE LA FONCTION PUBLIQUE

La quatrième convention a été signée en 2023 avec le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées de la Fonction Publique (FIPHFP).

LE FIPHFP est un organisme qui aide les employeurs publics comme la MEL à engager des actions en faveur de l'inclusion des travailleurs et travailleuses en situation de handicap. Grâce à cette convention, des actions sont menées pour recruter, accompagner et former des personnes en situation de handicap. Des actions de sensibilisation au handicap sont également menées pour les agents et agentes de la MEL. En 2023, un budget de plus d'1,5 million d'euros a servi à la mise en place de ces actions. Le FIPHFP aide la MEL à hauteur de 543 000 €.

24-C-0391 453/592

Ce budget a notamment financé les dépenses dans le cadre du maintien de l'emploi pour un total de près de 185 000 € :

- aménagements des postes de travail : 45 188 € ;
- transports adaptés domicile/travail : 108 193 € ;
- aide à la restauration : 17 010 € ;
- auxiliaires de vie : 5 010 € ;
- appareillage : 8 860 €.

C. LA SEMAINE EUROPÉENNE POUR L'EMPLOI DES PERSONNES HANDICAPÉES

Du 20 au 24 novembre 2023, la MEL a participé à la Semaine Européenne pour l'Emploi des Personnes Handicapées (SEEPH).

La SEEPH mobilise chaque année de nombreuses associations, entreprises et institutions. La SEEPH a pour objectif de faire évoluer la perception du handicap en entreprise et dans la société.

Le Centre médico-social (CMS) et la mission handicap de la MEL ont mené plusieurs actions :

- le 22 novembre 2023 a eu lieu une conférence sur le handicap invisible en entreprise animée par un psychologue du travail. Les questions des conséquences d'un handicap invisible dans l'environnement de travail et l'accompagnement d'un ou une collègue en situation de handicap ont été abordées ;
- le 23 novembre 2023, le CMS a participé à l'édition Duoday. 4 duos composés d'un agent ou une agente volontaire et d'une personne en situation de handicap ont été constitués. Au programme de cette journée : découverte du métier et immersion en entreprise. L'objectif visé est de faire évoluer le regard porté sur le handicap.

- ***Retour d'expérience à la direction Système d'information et de communication (DSIC) équipe Environnement numérique de travail (ENT).***

Une personne en situation de handicap et en reconversion professionnelle a effectué un « vis ma vie » pour identifier, évaluer, considérer les capacités à réaliser les missions d'un technicien d'intervention.

L'un des défis a été de montrer que les métiers du numérique sont accessibles à toutes et tous. Beaucoup de personnes pensent que les métiers de l'informatique sont réservés aux ingénieurs et aux profils ultra qualifiés. Dans le cadre d'une reconversion, l'appétence pour les nouvelles technologies et l'innovation, le sens du service, l'esprit d'équipe, le savoir-être sont des atouts pour le futur technicien ou la future technicienne.

Suite au Duoday, ce candidat au titre professionnel de technicien assistant en informatique au sein du Centre Lillois de réadaptation professionnelle (CLRP) a été accueilli lors d'un stage de 6 semaines en mars-avril 2024 par la direction.

« Je me suis senti parfaitement intégré au sein de la DSIC dès mon arrivée. J'ai également participé à de nombreuses interventions matérielles et échangé avec les usagers. »



↪ *Photographie d'un duo formé pour le Duoday devant un serveur informatique*

▸ *Nombre de duos formés par le dispositif Duoday entre 2021 et 2023*

	2021	2022	2023
Nombre de duos formés	4	5	4
Nombre de propositions de duos	8	12	8

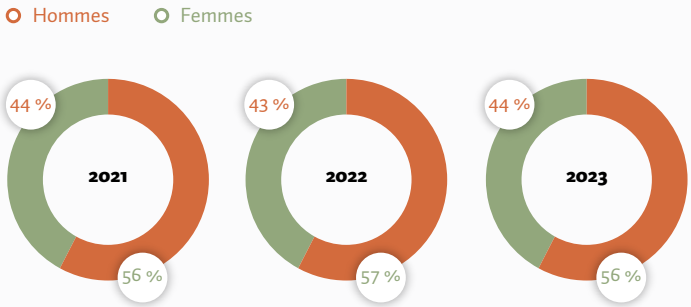
6. L'ACCESSIBILITÉ AU NUMÉRIQUE

La MEL s'est équipée en licences et matériel adapté pour une meilleure accessibilité :

- les agents et agentes orientés par le CMS et la mission handicap bénéficient d'une double dotation informatique. Selon le cahier des charges spécifique par agent ou agente, une dotation d'un poste fixe sur site et un ordinateur portable à domicile ;
- 2 plages de braille sont mises à disposition ;
- le logiciel de revue d'écran JAWS permet un accès vocal complet à l'environnement Windows et à toutes les applications, y compris spécifiques ;
- un logiciel de grossissement d'écran pour Windows pour les visuels et vocaux sur les postes portables a été mis en place ;
- la reconnaissance optique de caractère permet de numériser un document papier avec un scanner ou de convertir un fichier PDF inaccessible (ou autre fichier image) ;
- le sous-titrage des réunions en visioconférence est possible : les sous-titres automatisés peuvent être ajoutés pour rendre les réunions et webinaires plus accessibles. Les propos des individus apparaissent au fil de leurs propos ;
- Siri permet l'utilisation de la voix pour effectuer des tâches : un logiciel de reconnaissance vocale convertit la parole en texte écrit ;
- la connexion entre un ordinateur personnel et professionnel est possible grâce à un convertisseur ;
- le RGAA (Référentiel général d'amélioration de l'accessibilité) facilite la mise en accessibilité des sites et services numériques, la direction interministérielle du numérique (DINUM) édite le RGAA, dont la quatrième version est instaurée à la MEL.

7. LA STRATÉGIE SÉNIOR

▸ ***Répartition par genre des agents et agentes de plus de 50 ans sur emploi permanent actif***



Les séniors (agents et agentes de plus de 50 ans) représentent 1 073 personnes à la MEL, soit 39 % de l'effectif total des agents en emploi permanent actif (22 % des hommes et 17 % des femmes) en 2023.

L'objectif est de faire évoluer la gestion des ressources humaines pour promouvoir la poursuite d'une activité professionnelle épanouissante :

- accompagner les agents afin d'anticiper les évolutions professionnelles en adéquation avec les besoins de la MEL ;
- anticiper les enjeux liés à la carrière des séniors ;
- encourager l'emploi des séniors pour être un employeur responsable et attractif.

Cette stratégie s'articule autour d'un plan d'action comprenant 29 actions (exemples : identification des aires de mobilité, mise en place d'échanges d'évolution professionnelle, offres d'emploi plus accessibles, etc.).

En ce sens, la MEL a signé le 29 mars 2024 la Charte Métropolitaine d'Engagement en faveur de l'Emploi Sénior, en partenariat avec l'association Compétences et Emploi affirmant ainsi l'engagement de la MEL sur ces enjeux de maintien dans l'emploi des séniors comme elle le promeut sur son territoire.

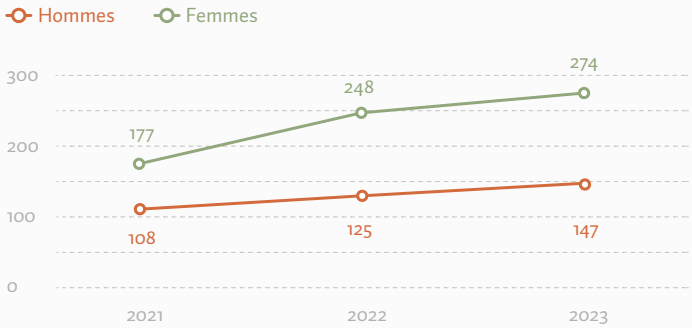


↪ *Photographie de Doriane Bécue et Christian Mathon signant la Charte Métropolitaine d'Engagement en faveur de l'Emploi Sénior en mars 2024*

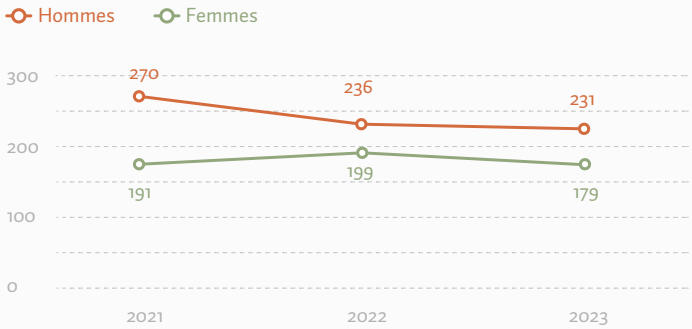
8. LA CONCILIATION ENTRE VIE PROFESSIONNELLE ET VIE PERSONNELLE

A. L'ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL

- *Répartition de l'effectif en fonction du cycle (OTT 4,5 jour par semaine) et par genre*

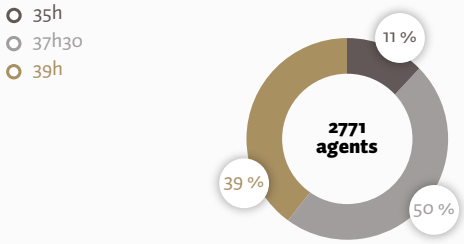


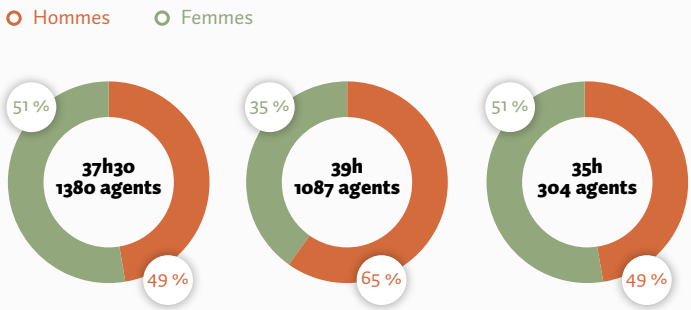
- *Répartition de l'effectif en fonction du cycle (OTT 9 jours sur 10) et par genre*



▸ *Répartition de l'effectif par cycle de travail*

Cycles	35h	Hommes	Femmes	37h30	Hommes	Femmes	39h	Hommes	Femmes
2022	10 %	113	131	53 %	709	710	37 %	640	346
2023	11 %	148	156	50 %	675	705	39 %	704	383





B. LE TÉLÉTRAVAIL

Une nouvelle délibération sur le télétravail a été votée afin de confirmer l'engagement de la MEL en faveur de ce dispositif. En 2024, cela a permis de rendre éligibles au télétravail, les agents en contrat non permanent et les apprentis jusqu'alors exclus de ce dispositif.

L'indemnité télétravail a été revalorisée et certaines modalités pratiques ont été révisées afin de se conforter à la réglementation en vigueur et d'offrir une

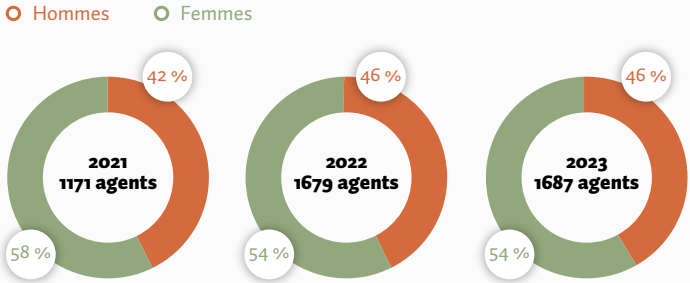
24-C-0391 461/592

réponse adaptée aux aspirations des agents et agentes ainsi qu'aux besoins des directions.

Répartition par postes éligibles au télétravail

Télétravail	Nombre de postes éligibles	Taux de postes éligibles	Ratio postes éligibles /bénéficiaires du télétravail
2021	2 080	79 %	56 %
2022	2 263	74 %	74 %
2023	2 240	75 %	75 %

Répartition des bénéficiaires du télétravail par genre



52% des agents et agentes bénéficiaires de l'emploi de travailleur handicapé (BOETH) bénéficient du télétravail.

Répartition des bénéficiaires du télétravail par genre et par tranche d'âge

	Femmes	Hommes	Total
Moins de 35 ans	123	113	236
De 35 à 50 ans	500	401	901
Plus de 50 ans	296	254	550
Total	919	768	1 687

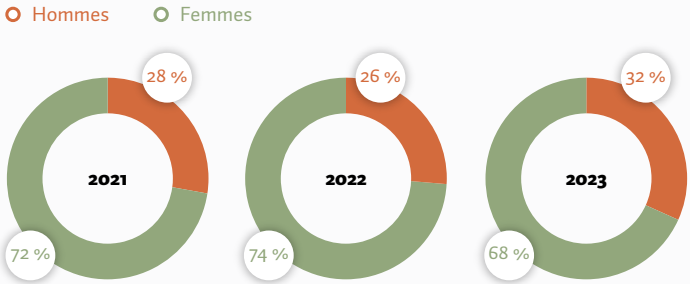
C. L'ACTION SOCIALE ET LA CONCIERGERIE

L'assistance sociale

En 2023, l'assistante sociale a assuré 578 interventions. La répartition est de 365 femmes et 213 hommes.

La conciergerie

▸ *Répartition par genre des bénéficiaires des prestations de la conciergerie*



En 2023, il y a eu 1 423 bénéficiaires et 2 212 prestations (dont 68 % à destination des femmes).

En 2023, un nouveau service de réparation des vélos « Roule ma Poule » a été proposé.

Les prestations de couture, de réception de colis et de livraison de pharmacie restent les plus prisées.

La mise à disposition de places de crèches

La MEL a fait le choix d'accompagner ses salariés et salariées en réservant des places de crèche depuis janvier 2007. Compte tenu du développement du télé-travail et de l'évolution de l'organisation du temps de travail, les parents sont davantage à la recherche de solutions de garde au plus près de leur domicile. Les marchés ont été renouvelés en 2023 en adaptant davantage l'offre aux besoins des parents et en créant notamment un lot de réservations de places en crèches flexibles.

24-C-0391 463/592

Afin de maintenir l'engagement financier de la Caisse d'allocation familiale (CAF) de Lille pour la période 2023-2027, la MEL a signé un contrat territorial réservataire employeur pour les places réservées dans ces Établissements d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE).

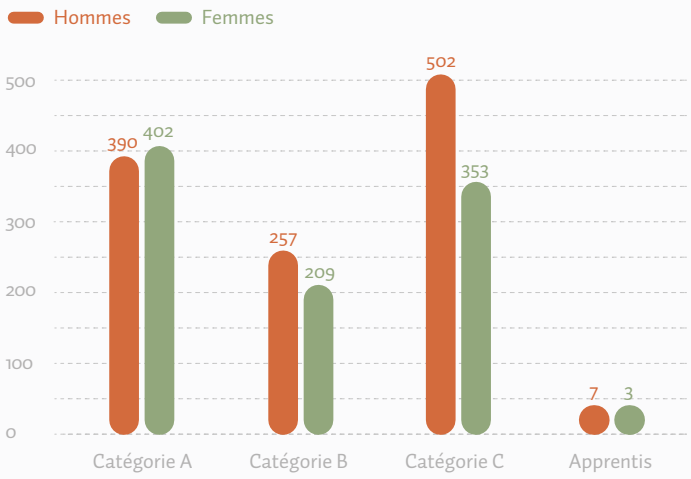
La participation employeur mutuelle en 2023

En 2023, la MEL a versé 1 411 248 € au titre de la Participation Sociale Complémentaire. Elle couvre 2 risques : les dépenses de santé (mutuelle) et la prévoyance (maintien de salaire).

▸ *Répartition des bénéficiaires de la participation employeur mutuelle par catégorie et genre en 2022 et 2023*

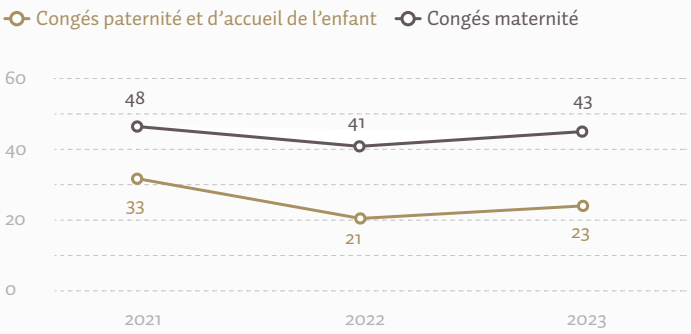
	2022		2023	
Bénéficiaires	Nombre d'hommes	Nombre de femmes	Nombre d'hommes	Nombre de femmes
Catégorie A	389	403	390	402
Catégorie B	265	225	257	209
Catégorie C	537	388	502	353
Apprentis	13	5	7	3
Total	1 204	1 021	1 156	967
	2 225 (72 %)		2 123 (69 %)	

▸ *Bénéficiaires de la participation employeur mutuelle 2023*



Les congés d'accueil de l'enfant

▸ *Nombre de congés paternité et maternité entre 2021 et 2023*



Congé de maternité : la fonctionnaire ou la stagiaire en activité a droit au congé de maternité avec traitement d'une durée égale à celle prévue par la législation de la sécurité sociale. Il se compose d'un congé prénatal et d'un congé postnatal qui varient selon le nombre d'enfants attendus et ceux déjà à charge.

Congé de paternité et d'accueil de l'enfant : après la naissance d'un enfant, le père ou la personne vivant avec la mère peut bénéficier d'un congé de paternité

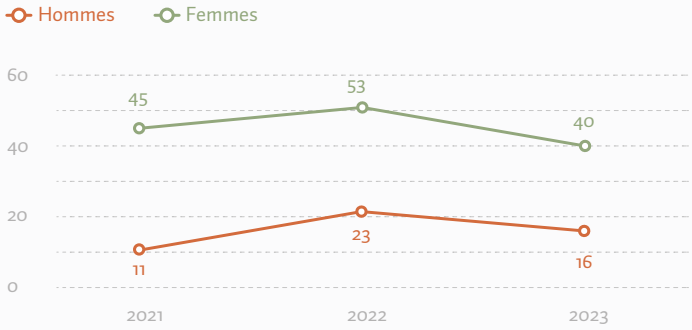
et d'accueil de l'enfant. Depuis le 1er juillet 2021, il est composé de 2 périodes : une période obligatoire après la naissance et une période facultative à prendre dans les 6 mois de la naissance.

D. LES AUTORISATIONS SPÉCIALES D'ABSENCE

En 2023, 1 071 agents ont été concernés par au moins une autorisation spéciale d'absence (ASA). 58% des ASA concernent la garde d'enfants.

E. LE DON DE JOURS DE CONGÉS

▸ ***Répartition des bénéficiaires du don de jours de congés par genre entre 2021 et 2023***



F. LA SUBVENTION AU CAS

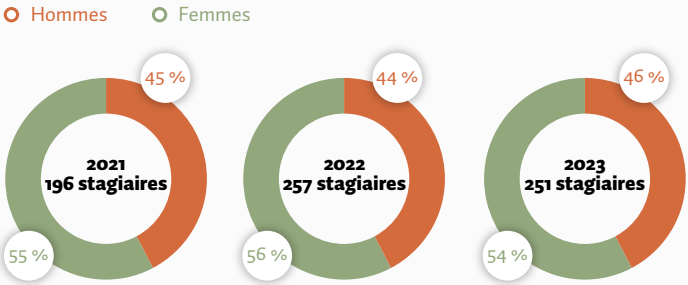
La subvention de la MEL au Comité d'action sociale (CAS) est de 1 504 755 € en 2023.



9. L'ÉGALITÉ DES CHANCES

A. L'ACCUEIL DE STAGIAIRES ET D'APPRENTIS

Répartition des stagiaires par genre



En février 2023, la MEL a déployé un stage de troisième mutualisé. Organisé en coopération entre les équipes jeunesse, recrutement, politique de la ville, égalité-diversité de la MEL et l'association FACE MEL, il a permis d'accueillir dix jeunes issus de deux collèges en REP+ (8 garçons et 2 filles).

Les collégiens et collégiennes ont alterné entre :

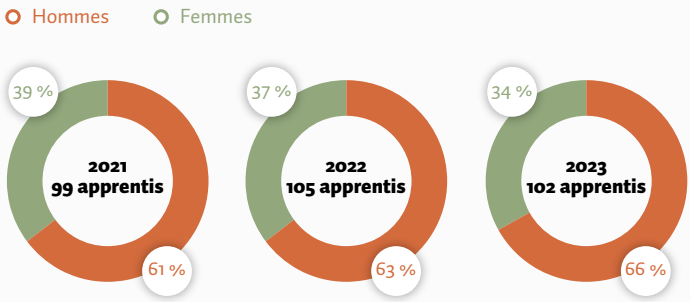
- des ateliers collectifs sur la découverte de l'institution, l'apprentissage, les stéréotypes et préjugés liés au travail, la valorisation des compétences, etc. ;
- des temps d'accueil individualisés auprès des collègues, pour découvrir les métiers de l'accueil, de la restauration, de l'informatique et du numérique, de la maintenance informatique, de la régie travaux (menuiserie, peinture et maintenance des bâtiments).

La stratégie apprentissage

La MEL continue à développer sa stratégie autour de l'apprentissage avec plus de 100 contrats chaque année. La MEL se veut attractive pour l'apprentissage, elle a notamment créé une communauté des apprentis et apprenties en 2023. Elle a alors obtenu le prix de l'Association Nationale pour l'Apprentissage dans l'enseignement Supérieur (ANASUP).

Le nombre de jeunes en apprentissage est en constante évolution : une hausse de 52 % entre 2018 et 2023.

▸ *Répartition des apprentis par genre au 31 décembre*



La MEL veille à la diversité des profils des apprentis et apprenties en recrutant aussi avant le BAC.

B. LE PROGRAMME WI-FILLES

Wi-Filles est un programme en collaboration avec FACE MEL pour encourager les filles à s'orienter vers les filières du numérique. Des agentes ont présenté leur métier aux élèves du collège René Descartes à Loos autour de jeux de société et d'un « speed meeting ». 15 collégiennes ont été accueillies en décembre 2023.

C. LE DISPOSITIF PREMIER PAS EN ENTREPRISE

Le dispositif Premier pas en entreprise a permis à 2 groupes de 16 collégiens et collégiennes d'être accueillis du 4 au 8 décembre 2023. L'objectif de cette rencontre est de découvrir la diversité des métiers et les compétences de la MEL.

24-C-0391 469/592

D. LE MENTORAT

La MEL continue d'encourager ses agents et agentes à s'engager, sur leur temps libre, dans des dispositifs de mentorat. Suite à l'organisation du forum du mentorat en septembre 2023, de nouveaux agents et de nouvelles agentes MEL sont devenus mentors, notamment via les associations Télémaque et Article 1. Leur engagement s'inscrit dans l'accompagnement de jeunes soucieux et soucieuses de réussir leur parcours scolaire ou leur insertion professionnelle.



↪ *Photographie d'un agent rencontrant une association lors du forum du mentorat à Biotope*

Ce forum a été accompagné d'un podcast « Parole de mentor » pour faire découvrir l'expérience de mentorat et susciter l'envie auprès des agents et agentes.

En juin 2024, un séminaire réunissant les directeurs et directrices a été organisé. Le thème était « La MEL au cœur des transitions ». Des conférences ont été proposées, dont une était animée par l'Association La Cordée, association de promotion de la diversité sociale dans le secteur public.

E. LE MÉCÉNAT DE COMPÉTENCES

Distinct du mentorat, le mécénat de compétences consiste en une mise à disposition d'agents et agentes, sur tout ou partie de leur temps de travail, auprès d'associations, sans contrepartie financière. La MEL s'est engagée à mettre en œuvre une expérimentation portant sur la mise en œuvre du mécénat de compétences à destination des agents et agentes. Cette expérimentation débutera en 2025 avec une cible de 11 agents et agentes, 2 jours par mois, durant 1 an, au bénéfice de 8 associations subventionnées au titre du Contrat de ville et œuvrant sur le territoire dans le domaine de l'égalité des chances.

Un forum de présentation des associations s'est tenu le 11 juin 2024.



↪ *Photographie d'agents échangeant avec les associations lors du forum sur le mécénat de compétences*

10. LA PROMOTION

A. L'AVANCEMENT DE GRADE

▸ *Répartition de l'avancement de grade par genre entre 2021 et 2023*

Avancement de grade au 31/12	Promouvables hommes	% d'hommes	Promus hommes	% d'hommes	Promouvables femmes	% de femmes	Promues femmes	% de femmes
2021	217	52 %	67	43 %	203	48 %	89	57 %
2022	473	57 %	87	64 %	354	43 %	50	36 %
2023	250	51 %	79	48 %	236	49 %	86	52 %

B. LA PROMOTION INTERNE

▸ *Répartition de la promotion interne par genre entre 2021 et 2023*

Promotion interne	Promouvables hommes	% d'hommes	Promus hommes	% d'hommes	Promouvables femmes	% de femmes	Promues femmes	% de femmes
2021	648	63 %	28	62 %	374	37 %	17	38 %
2022	1 287	62 %	25	64 %	782	38 %	14	36 %
2023	615	63 %	29	58 %	369	38 %	21	42 %

11. LE DISPOSITIF DE SIGNALEMENT

Il existe 2 dispositifs d'alerte professionnelle à la MEL, permettant de :

— signaler de bonne foi tout crime, délit, violation grave et manifeste de la loi ou du règlement, ou un préjudice grave à l'intérêt général dont l'agent, l'agente ou le collaborateur, la collaboratrice externe aurait eu personnellement connaissance ;
— signaler les actes de violence, discrimination, harcèlement ou agissements sexistes dont l'agent s'estime victime ou témoin.

Dans le cadre des dispositifs d'alerte, les garanties de confidentialité, d'impartialité et de neutralité s'imposent à toutes les personnes chargées de la gestion du signalement intervenant au stade du recueil ou du traitement. Les informations détenues par ces personnes sont limitées à ce qui est strictement nécessaire aux seuls besoins de vérification et de traitement du signalement.

Ce dispositif a fait l'objet d'une campagne de communication interne entre février et juin 2024 via *Notre newsletter !*, *Notre Sezam !* et nos écrans d'affichage dynamique. Elle sensibilisait sur les différents types d'agissements, harcèlement et rappelait les ressources à disposition.



↪ *Visuel présentant la plaquette du dispositif de signalement*

Nombre de saisines du dispositif de signalement

	2021	2022
Violences physiques ou harcèlement moral	2	8
Harcèlement moral	0	1
Agissements sexistes	2	0
Discrimination	3	0
Total	7	9

Les données de signalement pour l'année 2023 ont été détaillées et précisées :

Répartition des signalements par typologie et par genre en 2023

	Femmes	Hommes	Total
Actes de violence physique	1	0	1
Harcèlement moral	8	2	10
Harcèlement sexuel	3	1	4
Agissements sexistes	2	0	2
Actes de discrimination	1	0	1
Menaces	3	5	8
Total	18	8	26

▸ *Répartition des signalements clos et avérés par genre en 2023*

	Femmes	Hommes	Total
Actes de violence physique	1	0	1
Harcèlement moral	0	0	0
Harcèlement sexuel	0	0	0
Agissements sexistes	1	0	1
Actes de discrimination	0	0	0
Menaces	1	1	2
Total	3	1	4

Les signalements réceptionnés à la mission stratégique Médiation, déontologie et éthique sont immédiatement pris en charge par le référent alerte de la MEL et examinés en étroite collaboration - et avec toute la confidentialité qui s'impose - avec les agents et agentes concernés. Cela prend la forme d'une cellule de régulation interne « signalements », composée notamment de cadres du pôle Ressources humaines, innovation et dialogues.

Pour le déroulement de chaque signalement, une procédure adaptée est mise en œuvre afin de permettre un examen exhaustif et objectif de chaque situation. Une réponse est toujours apportée par écrit (mail ou courrier) à l'auteur ou autrice du signalement.

24-C-0391 475/592

CHAPITRE 2

L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES ET LA DIVERSITÉ DANS LES POLITIQUES PUBLIQUES DE LA MEL

1. LA POLITIQUE DE LA VILLE

A. LES ACTIONS SOUTENUES EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ ET DE LA DIVERSITÉ

Le contrat de ville et des solidarités 2024-2030 a été signé le 7 mai 2024. Il se compose de 6 enjeux :

- lutter contre les inégalités dès l'enfance, notamment par la réussite éducative et scolaire des jeunes ;
- amplifier la politique d'accès à l'emploi ;
- promouvoir l'accès aux soins et à la prévention ;
- œuvrer pour le vivre ensemble ;
- construire une transition écologique solidaire ;
- lutter contre l'isolement et la grande précarité, lutter contre les discriminations.

Les enjeux 1, 4 et 6 promeuvent l'égalité et la diversité via l'éducation, le cadre de vie et la lutte contre les discriminations.

4 actions sur l'égalité femmes/hommes ont été financées via le contrat de ville en 2023. Toutes sont en lien avec l'accès des habitantes des Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) de la métropole à l'emploi :

- le projet SAS « Savoir accompagner sur mesure », porté par le Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF), permet un accompagnement des femmes vivant en QPV éloignées de l'emploi pour acquérir des bases vers l'accès à l'emploi et la professionnalisation. D'autres informations sur le SAS sont précisées dans le partie « Développement économique et emploi – Les actions d'insertion professionnelle et de numérique en faveur des femmes » ;
- le projet « Des elles pour l'emploi » porté par le CORIF propose une meilleure insertion professionnelle pour les femmes demandeuses d'emploi dans les QPV d'Armentières, Wattrelos, Loos et Wattignies, par un diagnostic des territoires et des formations ;
- « Objectif emploi » porte le projet des « ateliers pluri'elles 2023 » à destination essentiellement d'un public féminin. Il vise à développer leurs

capacités et compétences techniques pour favoriser leur employabilité dans des secteurs en tension ;

— le contrat de ville et des solidarités a également permis de financer le projet Lillomômes. Cette crèche à vocation professionnelle vise à améliorer l'accès à l'emploi notamment des jeunes. Des places sont réservées aux enfants de moins de 3 ans dont les parents sont demandeurs et demandeuses d'emploi ou volontaires pour s'engager dans une recherche d'emploi intensive. Une attention particulière est apportée aux familles monoparentales, notamment lorsqu'elles résident dans un QPV.

B. LE NOUVEAU PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT URBAIN (NPRU)

Suite à la publication « Vers des espaces publics plus inclusifs » diffusée début 2023, un travail comparatif a débuté. Des échanges ont été réalisés avec plusieurs collectivités sur la façon dont le genre et l'inclusivité ont été pris en compte dans leurs projets urbains et au sein de leurs services. Le but est de connaître les différentes façons de faire des métropoles, dans l'idée de mettre en marche un travail similaire au sein des nouveaux projets de renouvellement urbain (NPRU) de la MEL. Plusieurs métropoles ont été contactées : Strasbourg, Nantes, Bordeaux, Rouen, Lyon, Paris et Bordeaux.

Les échanges vont se poursuivre pour avoir une culture commune des collectivités sur l'inclusivité des espaces publics.

2. LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET L'EMPLOI

A. LE SOUTIEN À L'ENTREPRENEURIAT DES FEMMES

Le pôle Développement économique et emploi dispose de 8 dispositifs complémentaires pour soutenir l'entrepreneuriat des femmes. Celui-ci va de la rencontre des entrepreneures, au soutien de l'activité économique, en passant par le financement, le coaching et la responsabilité sociale.

Le déjeuner des entrepreneures

Des temps matinaux dédiés aux femmes permettent de présenter des clubs ou réseaux d'entreprises du territoire, ils accompagnent également des jeunes créatrices. Cette dynamique permet également aux 140 femmes concernées de développer leurs réseaux et leur activité.

Le retour d'expériences sur différents sujets profite à ces femmes entrepreneures qui y trouvent des clefs pour concilier vies professionnelle et personnelle en rompant l'isolement qui pourrait fragiliser leur activité économique. La MEL soutient ce projet à hauteur de 1 320 €.

Little Big Women

Little Big Women permet d'accompagner les femmes dans l'entrepreneuriat notamment par le conseil à une double échelle, individuelle et collective :

- les actions individuelles se traduisent par l'accueil, l'accompagnement, le suivi post-création et la mise en réseau ;
- les actions collectives permettent la poursuite d'une démarche qualitative sur l'ensemble des accompagnements avant et après la création. Elles prennent la forme de réunions d'information, d'ateliers thématiques, de coachings collectifs liés à la posture d'entrepreneure.

Cette action a également pour but de renforcer l'accueil et l'accompagnement à destination des femmes issues des QPV, en ajoutant 10 places supplémentaires d'accompagnement.

De plus, l'association propose de sensibiliser à l'entrepreneuriat 15 à 18 % de femmes issues des QPV sur les 180 femmes concernées par ce dispositif. La MEL soutien cette action à hauteur de 3 750 € par an.

«We Up !»

Le programme de formation « We Up ! » a pour objectif de faciliter la réussite du parcours entrepreneurial des femmes. Il porte sur des thématiques diverses qui forment un bloc de compétences fondé sur les axes suivant :

- savoir vendre : stratégie commerciale et marketing ;
- savoir communiquer : stratégie de communication et développement web ;
- savoir piloter : stratégie financière et pilotage ;
- savoir s'organiser : organisation/gestion du temps ;
- savoir manager : « management/leadership ».

Ce dispositif piloté par Little Big Women touche une quinzaine de femmes. Il bénéficie d'un soutien de la MEL à hauteur de 9 000 €.

Entrepreneures dans la ville

L'Association « Sport dans la ville » soutient les débuts de nombreuses créatrices d'entreprises. Elle met en place un parcours de formation à l'entrepreneuriat de 20 mois qui bénéficie aux jeunes filles issues des QPV, motivées et ayant un projet dans les quartiers.

Ce programme offre une chance aux projets entrepreneuriaux dans quartiers prioritaires. Plusieurs femmes sont sélectionnées dans ce parcours dans les quartiers : près de 60 % de femmes composent la promotion 2023 de ce dispositif, alors que la moyenne entrepreneuriale des femmes dans ce dispositif en France est de 30 %.

Rejoindre le programme permet de disposer de toutes les clefs pour créer son entreprise avec :

- une formation certifiée par les écoles de commerce ;
- un réseau densifié ;
- du mentorat de qualité ;
- une formation intensive spécifique sur un temps court.

Le club ILMN

L'association ILMN (Initiative Lille Métropole Nord) est un club de créateurs et créatrices. Il stimule la réussite des projets entrepreneuriaux portés par des femmes. L'initiative est renforcée par l'appui de salariés d'ILMN ou de bénévoles, qui œuvrent en tant que facilitateurs et facilitatrices en matière d'accompagnement et d'augmentation du pourcentage des femmes cheffes d'entreprise. Ce club a atteint 50 % de femmes en 2024. L'association souhaite poursuivre ses actions en mobilisant davantage des femmes cheffes d'entreprise pour créer une dynamique où l'égalité des chances est primordiale.

Le club Pow'Her

L'action Pow'Her menée par la Maison de l'initiative et de l'emploi de Roubaix en lien avec l'ILMN, a pour but de sensibiliser les femmes à l'entrepreneuriat.

Depuis 2021, ce projet rayonne également à travers un temps fort annuel qui permet aux femmes isolées ou démunies quant à leur projet, de trouver les appuis nécessaires pour relancer leur activité entrepreneuriale. 20 femmes porteuses de projets sont en lice pour l'édition 2024.

Le soutien financier des créatrices par Nord Actif

L'association Nord Actif a fait le pari de la création d'activités par la mobilisation des femmes et est soutenue par la MEL dans le cadre de son plan d'action entrepreneurial.

Nord Actif soutient l'entrepreneuriat des femmes par le biais de garanties bancaires pouvant atteindre 80 % de couverture sur les prêts bancaires contractés par des femmes en démarche de création.

Start-up pour tous et artisanat au féminin

Ce programme d'incubation de start-up est dédié à un public de femmes issues de QPV. Ce projet permet à 50 personnes de se former à l'entrepreneuriat et à l'artisanat innovant tout en développant une entreprise de produits ou de services.

Cette initiative a aussi pour but d'accompagner et de propulser les porteurs et porteuses de projets. Elle concerne également 2 autres types de publics :

- les personnes qui aspirent à l'entrepreneuriat et qui ont besoin de s'évaluer pour préciser leur désir de créer ou se réorienter sur le marché de l'emploi dans un métier d'avenir ;
- les créateurs et créatrices en échec qui ont besoin de valoriser leur parcours en capitalisant sur leur aventure entrepreneuriale pour un retour à l'emploi.

Ce programme, mettant l'innovation sociale au cœur de l'accompagnement, bénéficie d'un soutien de la MEL à hauteur de 16 870 €.

B. L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES FEMMES

Les « Amazing ladies » de la French Tech Lille

La « French Tech », mouvement français des start-up, est un écosystème unique qui réunit des start-up, des individus investisseurs, des individus décideurs et des « community builders ».

Soutenue par la MEL à hauteur de 300 000€ par an, la French Tech Lille a lancé en 2022, « Amazing ladies ». Cette dynamique permet de mettre à l'honneur des femmes entrepreneures dans le domaine du numérique et de l'innovation qui ne compte que 10 % des start-ups fondées par le public féminin. La deuxième édition des trophées « Amazing ladies » a été organisée par la French Tech Lille et Orange le 29 septembre 2023.

HTM'Elles

La sous-représentation des femmes dans l'emploi numérique a inspiré cette action pilotée par la Maison de l'Emploi de Roubaix. Elle propose d'agir sur les effectifs de formation pour avoir une incidence positive sur les effectifs des entreprises.

Les sessions HTM'Elles ont pour objet de faire découvrir les métiers du numérique en construisant des parcours de découverte de ces métiers.

L'action vise à :

- repérer les femmes sans emploi et les inviter à participer aux sessions ;
- être partie prenante des sessions en proposant des modules de découverte des métiers ;
- diffuser/contribuer aux communications liées au collectif (auprès de son réseau de partenaires, d'entreprises, de candidates, etc.).

Le bilan permet d'apprécier la mobilisation des femmes pour ce projet soutenu à hauteur de 40 000 € par la MEL : 55 % des femmes participantes ont choisi d'activer un projet numérique comme reconversion professionnelle et 32 % d'entre elles ont intégré une formation numérique.

« Savoir Accompagner sur mesure »

Le SAS est un dispositif d'accompagnement individuel et collectif vers l'insertion pour les femmes des quartiers prioritaires de Lille, Tourcoing et Wattrelos. Il a été mis en place avec le CIDFF.

Le projet consiste à lever les freins qui empêchent les femmes les plus éloignées de l'emploi d'y accéder en tenant compte de leur capacité de diagnostic et en appliquant également une méthodologie de l'accompagnement agile et iconoclaste (ateliers coaching, écoute, formation, sport, accès au droit). 160 femmes ont ainsi été accompagnées en 2023.

C. L'INSERTION PROFESSIONNELLE EN MATIÈRE DE DIVERSITÉ

« Oser entreprendre »

Le projet « Oser entreprendre » vise à lever les freins de l'accès à l'insertion économique et l'emploi des personnes issues des migrations portant une initiative économique (création d'entreprise ou d'association avec création d'emplois). Ce projet, piloté par le Groupe de recherche et de réalisations pour le développement rural, cible plus spécifiquement les publics peu visibles ayant développé des activités génératrices de revenus qui restent souvent informelles.

L'identification, la reconnaissance et l'accompagnement de ces bénéficiaires les incitent à formaliser, professionnaliser et développer leurs activités. 60 personnes bénéficient annuellement de ce dispositif financé à 20 000 € par la MEL en 2024.

Duo for a Job

Duo for a Job propose un programme de mentorat intergénérationnel et interculturel en mettant en contact des jeunes issus de l'immigration (18-33 ans) avec des mentors bénévoles de plus de 50 ans. L'action vise à favoriser l'égalité des chances sur le marché de l'emploi pour les jeunes issus de l'immigration européenne et internationale, mais aussi à valoriser l'expérience de personnes plus âgées.

Les résultats de ce dispositif sont élevés, avec 80 % de mise à l'emploi en 3 mois grâce à une méthode qui mêle atouts personnels, collectifs et techniques (enthousiasme, autonomie, fibre commerciale, action sociale, etc.).

En 2023, plus de 500 personnes ont bénéficié de ce dispositif que la MEL soutient financièrement à 10 000 € par an tout en participant activement au comité de pilotage de ce projet.

D. LE SOUTIEN À LA CRÉATION D'ACTIVITÉS DANS L'AXE DIVERSITÉ

L'accompagnement des porteurs et porteuses de projet

Il s'agit ici de rendre l'entrepreneuriat accessible à toutes les personnes qui le souhaitent, grâce au microcrédit et à un accompagnement renforcé dans les QPV de la métropole lilloise en 2023.

Cette action vise à déployer le « microcrédit accompagné » pour permettre aux habitants et habitantes des QPV, de structurer leur projet professionnel, de soutenir leur démarche de création d'entreprise et de réaliser leur projet de création ou de développement d'une microentreprise.

Au cœur de cette action figure une priorité : renforcer l'action de l'Association pour le droit à l'initiative économique (ADIE) sur l'entrepreneuriat des femmes et faire monter en compétence les équipes internes de l'ADIE en adaptant la posture et les messages. Sur les 100 bénéficiaires de cette action, 40 sont issues des QPV. La MEL soutient cette action à hauteur de 18 750 €.

Synan « start-up pour tous et artisanat au féminin »

Ce projet est un double programme d'incubation de start-up pour un public issu de QPV et d'artisanat pour les femmes désirant se former à l'entrepreneuriat.

Il bénéficie à 50 personnes issues de QPV selon 4 types de profils différents : l'entrepreneuriat aspirant, l'entrepreneuriat en création, l'entrepreneuriat en accélération et l'entrepreneuriat en échec. Pour cette dernière catégorie et pour toutes les personnes qui ne parviennent pas à mener à terme leur projet de création d'activités, l'association SYNAN active leur retour à l'emploi.

Ce projet vise aussi à créer à moyen et long terme, un pont entre le public cible et l'écosystème des incubateurs des Hauts-de-France basé à Roubaix. Il est soutenu à hauteur de 16 870 € par la MEL.

« Les pépites de la MEL #3 »

Le dispositif « Les pépites de la MEL #3 » est un appel à candidatures dont l'objectif est de soutenir des étudiants et étudiantes dans le développement de leurs campagnes de financement participatif.

Ce soutien permet aux projets sélectionnés d'être connus du grand public, des professionnels, de faciliter la levée des fonds et leur montée en compétences. Pour ce faire, Pépite Lille Hauts-de France, la MEL et KissKiss BankBank accompagnent les lauréats et lauréates dans la préparation de leur campagne de financement participatif.

Concrètement, ce soutien s'exprime à travers des ateliers collectifs et un suivi individualisé. L'objectif est d'aider les lauréats et lauréates à se professionnaliser et développer leur esprit d'entreprendre. Cet accompagnement ouvre la possibilité d'un agrandissement de leur communauté et de la valorisation de leur projet dans la perspective de cette première rencontre avec le public. En parallèle, les étudiants-entrepreneurs et étudiantes-entrepreneures forment un véritable collectif uni et accroissent leur envie de réussir ensemble leur campagne.

En 2023, parmi les 10 projets lauréats de la seconde édition, la MEL a soutenu 5 projets portés par des femmes.

E. LE SOUTIEN À LA PERFORMANCE EN MATIÈRE DE RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES (RSE)

L'auto-évaluation des entreprises en matière de RSE

L'auto-évaluation permet aux gérants et gérantes de TPE/PME (très petite entreprise, petite ou moyenne entreprise) de disposer d'un outil facile à mobiliser, en autonomie, afin d'évaluer la maturité en matière d'inclusion et l'égalité femmes/hommes dans leur politique RH. Ce dispositif facilite également la mesure des progrès des entreprises sur les critères précités dans le long terme.

Cet outil d'auto-évaluation RSE (responsabilité sociétale des entreprises) en ligne est composé de moins d'une dizaine de questions. Celles-ci concernent la prise en compte de l'égalité femmes/hommes (Index égalité femmes/hommes le cas échéant), les écarts de salaires, le recrutement inclusif, le taux de jeunes, de seniors, de travailleurs handicapés dans l'entreprise, les actions en faveur des publics demandeurs d'emploi en QPV et/ou en insertion professionnelle, etc.

Entre avril 2023 et avril 2024, 50 questionnaires ont été finalisés. Parmi les 234 utilisateurs, 80 sont des entreprises de la MEL.

Ce dispositif est reconduit jusqu'en 2027 afin de faire progresser le nombre d'entreprises utilisatrices de ce diagnostic.

Les actions en faveur des séniors

Pilotées en lien avec l'association Compétences et Emploi, les actions en faveur des séniors sont bâties sur 3 axes :

- la plateforme Atout'âge est la première communauté d'échanges sur le bien vieillir en entreprise. Elle a pour vocation de sensibiliser les entreprises aux sujets qui concernent leurs collaborateurs et collaboratrices seniors et d'être un lieu d'échanges de bonnes pratiques ;
- les « job dating » sont réservés aux plus de 50 ans. Ils ont profité à 950 demandeurs d'emploi et ont permis de sensibiliser les recruteurs en amont des rencontres ;

— la Charte d'engagement des entreprises en faveur de l'emploi des seniors comporte plusieurs atouts :

· permettre de recruter et maintenir dans l'emploi des collaborateurs et collaboratrices seniors ;
· lutter contre la discrimination liée à l'âge ;
· favoriser la montée en compétences des séniors ;
· maintenir un engagement professionnel tout au long de la carrière et lutter contre l'usure professionnelle.

Dotée d'un budget annuel de 70 000 €, la charte Sénior a été signée par la MEL, par 22 entreprises, 3 institutions, 3 associations, 3 centres de formation et un centre hospitalier qui représentent 8 876 salariés dont 2 560 salariés de plus de 50 ans.

La ruche d'entreprises comme lieu d'hébergement des actions en faveur du handicap

La ruche d'entreprises d'Armentières héberge l'association « La Cuisine de Jeannette » dont la mission est de créer de l'emploi durable pour des personnes en situation de handicap.

La cuisine de Jeannette produit une marque de confiture. Le travail confié aux personnes en situation de handicap consiste à récupérer des fruits et légumes déclassés (trop gros, trop petits, biscornus) pour les transformer en confitures.

La ruche contribue ainsi à l'inclusion des personnes en situation de handicap, au développement d'une activité responsable, à la lutte contre le gaspillage alimentaire et à une alimentation saine.

Cette expérience fait partie d'une démarche responsable des ruches de la MEL qui développent l'adaptation des locaux à différents types de handicap, avec une fin de chantier prévue en 2025.

3. LES TRANSPORTS ET LA MOBILITÉ

A. LE DISPOSITIF ANGÉLA DÉPLOYÉ DANS LES AGENCES ILÉVIA

Le dispositif « Demandez Angela » consiste en un réseau de partenaires solidaires qui s'engagent à accueillir toute personne en situation de harcèlement ou d'insécurité sur l'espace public, quel que soit son âge, son genre ou sa condition.



↳ *Logo du dispositif Angela*

Sur le réseau Ilévia, outre le signalement, la victime est mise à l'abri au sein de l'agence commerciale. Grâce au code « Où est Angela ? » et au logo affiché de manière visible, les personnes peuvent solliciter un soutien et trouver une solution de repli ou une aide, sans jugement.

Ce dispositif a été expérimenté en 2022 au sein des 3 agences commerciales de Lille. En 2023, il a été généralisé à l'ensemble des agences commerciales.

En 2023, 2 signalements Angela concernant des faits d'attouchements ont été enregistrés.

La formation des équipes Ilévia au harcèlement sexiste

Sensibiliser le personnel Ilévia au harcèlement sexiste répond à un objectif opérationnel de prévenir le phénomène sur l'espace public, notamment dans les transports en commun. L'objectif plus général est de contribuer, en tant qu'opérateurs de transports, à la prise de conscience collective et citoyenne de cette problématique sur le territoire de la MEL. Les objectifs de la formation sont de sensibiliser le personnel sur les questions de discrimination, d'agressions et

24-C-0391 489/592

de harcèlement sexistes et sexuels, afin d'apporter des prises de conscience et développer leurs compétences pour :

- identifier les faits, les signaler et les prévenir ;
- intervenir en sécurité pour venir en aide à la victime, l'accueillir ;
- prendre en charge la victime ;
- signaler les faits.

12 sessions de formations ont été organisées sur l'année 2023. 23 agents et agentes ont été formés au harcèlement sexiste en 2021, 72 en 2022 et 127 en 2023.

B. LA CAMPAGNE DE SENSIBILISATION DES USAGERS ET USAGÈRES

Pour la troisième année consécutive, plusieurs actions visant à sensibiliser la clientèle ont été mises en place la semaine du 25 novembre 2023 (journée de lutte contre les violences faites aux femmes). 4 affiches ont été déployées sur le réseau Ilévia. Ces affiches ont également été relayées sur les réseaux sociaux et le site internet.





↪ *Affiches de la campagne de sensibilisation contre les violences faites aux femmes*

Les brochures de lutte contre le harcèlement sexiste dans les transports en commun à destination des clients et des clientes ont été actualisées. Elles permettent d'informer les clients et clientes sur :

- les actions de lutte contre le harcèlement mises en place sur le réseau ;
- les comportements à adopter en cas de problème ;
- les numéros d'aide aux victimes de harcèlement sexiste et sexuel.

Les brochures sont désormais mises à disposition de la clientèle en agence, tout au long de l'année.

Enfin, en partenariat avec la Brigade du respect, des « tags » ont également été installés dans certaines stations de métro. Sur ces tags sont inscrits des messages forts, encourageant les femmes à se réapproprier les transports.



↪ *Tags installés dans les stations de métro : « Girl le métro t'appartient »*

4. L'HABITAT

A. LES DISPOSITIFS PARTENARIAUX D'ACCÈS PRIORITAIRE AU LOGEMENT

Dans le cadre des critères d'éligibilité au Fonds de Solidarité Logement (FSL), un axe prioritaire porte sur les victimes de violences conjugales ou de traite humaine. Ces ménages sont prioritaires au titre du Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD) dans le cadre d'un relogement et d'une aide à l'accès à un logement (prise en charge de la caution, du premier mois de loyer et mise en place d'une convention de garantie par la MEL vis-à-vis du bailleur).

Concernant la thématique de la prévention des violences faites aux femmes et dans le cadre de l'accompagnement logement du FSL, la MEL a soutenu financièrement en 2023 l'association Solfa (Solidarité femmes accueil) et son Pôle Violences faites aux femmes (conventionnement à hauteur de 45 600 € en 2023 et 42 ménages victimes de violences conjugales accompagnés).

L'association Soliha Métropole Nord a également été soutenue pour l'accompagnement des ménages hébergés au sein de la Maison familiale Pierre Caron à hauteur de 50 220 €.

B. LE PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT

Au titre de son troisième Programme local de l'habitat (PLH) (pour la période 2022-2028), la MEL s'affirme comme une métropole solidaire auprès des publics vulnérables et les plus en difficulté dans leur accès ou leur maintien dans le logement. Elle poursuit la diversification de l'offre en matière d'habitat pour permettre à toutes et à tous de se loger dans un cadre adapté à ses besoins : des jeunes aux seniors, en passant par les publics précaires, les familles monoparentales, etc.

Une attention particulière est apportée aux besoins en hébergement d'urgence et en habitat adapté. Un soutien particulier est proposé plus spécifiquement sur l'offre à destination des publics victimes de violences, déficitaires au regard de l'importance des violences conjugales et des mises à l'abri à opérer sur notre

territoire. Pour y contribuer, la MEL et les villes volontaires mobilisent leurs ressources propres et leur patrimoine foncier et immobilier.

En 2023, la MEL a apporté un soutien financier pour l'équipement et le mobilier de centres d'accueil et de logements temporaires.

- 2 centres d'accueil d'urgence gérés par l'association Solfa à Lille (10 places d'hébergement équipées pour les femmes isolées ou vulnérables avec enfants, en assurant la sécurité et un accompagnement qualitatif) ;
- un accueil de jour Rosa est géré par la même association, fréquenté en journée par 400 personnes en moyenne sur l'année ;
- la Résidence Plus à Villeneuve d'Ascq (pour 57 personnes) ;
- les hébergements accompagnés d'Evie à Tourcoing (pour 93 personnes en difficulté et réinsertion sociale et professionnelle).

Le montant total des aides accordées en investissement s'élève à 253 040 €.

La MEL a participé au financement en aide à la pierre exceptionnelle de l'Accueil de Jour de l'ABEJ en cours de relocalisation rue du Four à Chaux à Lille. Cette proposition d'hébergement journalier se fera dans des locaux nouvellement construits, intégrant un Centre de Soins aux plus démunis dans le cadre d'une prise en charge plus globale aux personnes. Ce soutien a pu émerger grâce à l'implication de la MEL dans la Stratégie Pauvreté copilotée par l'État et le Département. Le montant total de la subvention en investissement s'élève à 111 000 €.

C. LE DISPOSITIF OLYMPE

Suite à l'appel à manifestation d'intérêt lancé fin 2021, les associations Solfa et La Sauvegarde du Nord ont été retenues pour développer le dispositif Olympe. Ce dernier est un lieu d'hébergement innovant dans sa conception et son offre d'accompagnement de femmes avec enfants en situation de vulnérabilité, victimes de violences. Dans le cadre de la contractualisation État/MEL relative à la lutte contre la pauvreté, des co-financements ont été mobilisés pour la création et la préfiguration de ce dispositif. Ainsi, au titre de l'activité 2023, une subvention complémentaire de 30 000 € a contribué à l'aménagement d'un accueil de jour thématisé en centre-ville d'Armentières (ouvert à toute personne en difficulté victime de violences familiales) et moteur des actions partenariales en la matière (formations thématiques, renfort des acteurs sociaux de première ligne, etc.).

24-C-0391 493/592

D. LE RELOGEMENT DES PUBLICS PRIORITAIRES

Les femmes victimes de violences sont un public prioritaire du Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD) et de la mise en œuvre accélérée du dispositif « Logement d'abord » copiloté par la MEL aux côtés de l'État et du Département. Dans ce cadre, un partenariat étroit avec les acteurs associatifs et institutionnels permet le repérage des femmes victimes de violences en attente de logement social. Une solution de relogement prioritaire est recherchée en lien avec les organismes de logement social et l'Union régionale pour l'habitat des Hauts-de-France.

En 2023, 226 ménages (femmes seules ou femmes avec enfants) victimes de violences (dont 2 ménages victimes de traite humaine) ont été inscrits au PDALHPD, soit une hausse de 3 % par rapport à 2022. 131 ménages ont trouvé une solution de relogement dans le parc social.

Une action a été renforcée dans le cadre du PDALHPD pour favoriser l'accès au logement des ménages en situation de rue dans le cadre de la politique Logement d'Abord (LDA) avec :

- un focus sur les ménages en situation de rue en attente de logement social : 72 situations de ménages ont fait l'objet d'un examen mensuel partenarial en Comité Technique Territorial (CTT) du PDALHPD. 28 ménages ont été relogés en 2023, 21 ont bénéficié d'une aide FSL ;
- l'organisation de temps dédiés à la rencontre entre les ménages (accompagnés de leur référent social) et les bailleurs sociaux. Ce « Bail Dating » s'est déroulé dans les locaux de la MEL au printemps et à l'automne 2023, avec l'objectif de favoriser l'égalité de traitement des demandes de logement social des publics défavorisés. Il favorise la levée des représentations sur les publics hébergés ou accompagnés par les accueils de jour ou le SAMU social.

E. LE DISPOSITIF « MUTATIONS BLOQUÉES/ COMPLEXES »

Les victimes de violences (familiales, de voisinage, etc.) sont un public prioritaire du dispositif « Mutations bloquées/complexes », piloté par la MEL et l'Union régionale pour l'habitat. En 2023, 46 ménages victimes de violences ont été

accompagnés dans leur demande de mutation pour un relogement prioritaire. 10 ménages ont bénéficié d'une mutation dans un logement social.

F. LA COTATION DE LA DEMANDE DE LOGEMENT SOCIAL

Par délibération en février 2024, la MEL a adopté le principe de cotation de la demande de logement social ; véritable outil d'équité de traitement.

La cotation consiste à attribuer des points à chaque demande de logement social, en fonction de critères objectifs. Ces critères concernent la situation personnelle et professionnelle, la composition du ménage, les ressources, les conditions de logement, l'ancienneté de la demande.

La cotation permet ainsi :

- d'améliorer la transparence dans les attributions, en premier lieu pour la personne demandeuse, dans un contexte de file d'attente et de tension importante entre l'offre et la demande (66 000 demandeurs dans la MEL) ;
- d'informer la personne effectuant une demande sur le caractère prioritaire de la demande ;
- d'être transparent dans l'explication des critères et leurs pondérations ;
- de permettre à la personne demandeuse d'apprécier le positionnement relatif de sa demande par rapport aux autres demandes ;
- d'informer sur le délai moyen par rapport à des demandes similaires, une localisation et une typologie de logement analogue ;
- d'appuyer la décision pour la Commission d'attribution de logements et d'examen de l'occupation des logements :
  - aider à la décision ;
  - objectiver une sélection de candidatures à travailler lorsqu'un logement se libère face à la liste des personnes demandeuses de logement social en attente ;
  - lutter contre les discriminations dans l'accès au logement ;
  - prioriser « l'urgence sociale » et concilier droit au logement et mixité sociale ;
  - permettre d'étudier les demandes/candidats par rapport aux priorités réglementaires et aux enjeux du territoire.

G. LES DISPOSITIFS D'ACCÈS AUX DROITS

L'accès aux droits liés au logement et à la lutte contre le non-recours fait partie des défis relevés dans le cadre du Programme Local de l'Habitat (PLH) et de la mise en œuvre accélérée du Logement d'abord.

Rendre accessible l'information est un levier déterminant pour garantir l'accès et le maintien dans le logement social ou privé, en particulier pour les ménages en situation de vulnérabilité.

La MEL s'est alors engagée à adapter ses pratiques et à diffuser une information sur les services et les documents administratifs liés au Logement compréhensibles par toutes et tous en adoptant les principes du Facile A Lire et à Comprendre (FALC).



↪ *Visuel de la plaquette « Bien vivre chez moi avec mon handicap »*

Cela se concrétise aujourd'hui par la mise à disposition des habitants, habitantes et des partenaires d'une boîte à outils Logement en FALC, élaborée en lien avec l'État et l'appui de l'Union départementale des papillons blancs du Nord (UDAPEI), l'Union départementale des centres communaux d'action sociale (UDCCAS), la Ville de Lambersart et la Coordination Mobile Accueil Orientation (CMAO).

Le FALC est une action déclinée de la loi de 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées. Il forme une méthode pour rendre accessible l'information à toutes et tous, quelles que soient les difficultés de compréhension.Lors de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL) du 27 mai 2024, les 9 premières brochures de cette boîte à outils Logement en FALC ont été présentées sur les thèmes suivants :

- logement d'abord : un guide d'information pour les sans-abri permettant de connaître les démarches et les contacts utiles, « La domiciliation, pourquoi, pour qui, comment ? » réalisée par l'UDCCAS ;
- logement social : les informations nécessaires pour bien remplir sa demande de logement social et comprendre la cotation de la demande de logement social ;
- FSL : connaitre et solliciter les aides du FSL pour l'accès et le maintien durable dans le logement ;
- AMELIO pour la rénovation, l'adaptation, l'amélioration des logements du parc privé : connaitre et solliciter les aides AMELIO (notamment destinées aux locataires) pour améliorer son logement ;
- solutions logement pour les personnes seniors et/ou porteuses de handicap.



↪ *Visuel de la plaquette « Bien vieillir chez moi »*

5. LA JEUNESSE

A. LE FONDS D'AIDE AUX JEUNES EN MÉTROPOLE

Le Fonds d'Aide aux Jeunes en Métropole (FAJeM) est un dispositif de lutte contre la pauvreté des jeunes de la métropole, sur une compétence du Département transférée en 2017 à la MEL. Les aides sont accessibles aux conditions suivantes :

- être âgé de 16 à 25 ans ;
- être en-dessous du seuil de ressources prévu par le règlement intérieur ;
- être domicilié sur le territoire métropolitain ;
- être accompagné par un professionnel ou une professionnelle du travail social (éducateur ou éducatrice spécialisée, conseiller ou conseillère en insertion professionnelle, assistant ou assistante sociale, conseiller ou conseillère en économie sociale et familiale, etc.).

Le FAJeM se décompose en différents types d'aides, en fonction de la situation que vit le ou la jeune :

- l'aide d'urgence constitue la majorité des aides attribuées et cible les situations de plus grand danger (jeune à la rue, hébergé précaire, etc.). Cette aide se répartit selon les situations en une aide alimentaire, une aide à la mise à l'abri, un forfait vêture pour s'habiller et la possibilité de recevoir un kit hygiène ;
- les aides thématiques sont mobilisées pour des jeunes un peu moins en difficulté ayant besoin d'une aide ponctuelle sur un sujet précis. Elles se scindent en 4 grands enjeux :
  - aides à l'insertion sociale ;
  - aides à l'insertion professionnelle ;
  - aides à la mobilité ;
  - aides à l'hébergement/logement ;
- les aides renforcées sont mobilisées pour un parcours de 3 mois, renouvelable, pour activer plusieurs leviers :
  - un forfait est accordé chaque mois (jusque 400 €) ;
  - le FAJeM finance un projet collectif de jeunes, tutorés par une structure d'accompagnement socio-professionnel.

Sous l'égide du plan de prévention et de lutte contre la pauvreté, le dispositif a été enrichi depuis 2021, avec un soutien financier de l'État, avec 2 nouvelles familles d'aides :

- renforcement des aides à la mobilité douce : hausse des montants attribués à l'acquisition des vélos et vélos à assistance électrique, trottinettes et trottinettes électriques, aide à l'entretien de véhicules, attribution de kits sécurité mode doux (casque, gilet, antivol, etc.) ;
- création des aides à l'inclusion numérique : aide à l'acquisition d'un smartphone, d'un PC portable, d'un périphérique PC, d'un forfait d'accès à l'Internet, etc.

En 2023, on compte 3 355 aides accordées.

▸ *Répartition par genre des demandes d'aides à destination des jeunes*

	2022		2023	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
FAJ Inclusion numérique	65	47	102	72
FAJ Mobilité douce	25	12	48	21
FAJ Renforcé	14	10	7	4
FAJ Thématique	245	214	397	290
Secours d'urgence	1 324	928	1 413	1 001
Nombre total de demandes	1 672 (58 %)	1 211 (42 %)	1 967 (59 %)	1 388 (41 %)
Total	2 883		3 355	

24-C-0391 499/592

B. LE VOLET JEUNESSE DU PLAN PAUVRETÉ

En lien avec l'État qui a cofinancé à hauteur de 50 % les projets retenus, la MEL a soutenu en 2023 :

- des projets de prévention du décrochage scolaire par le biais de partenaires associatifs : 350 jeunes bénéficiaires des actions, dont 185 hommes (53 %) et 165 femmes (47 %) ;
- 2 projets de lutte contre la précarité alimentaire étudiante :
  • le premier visait l'allocation de chèque-alimentaire : 2 158 bénéficiaires, dont 1 187 hommes (55 %) et 971 femmes (45 %) ;
  • le second visait le financement de la structuration et de la coordination du réseau des épiceries solidaires étudiantes : 206 bénéficiaires (159 femmes, soit 77 %/47 hommes soit 23 %) sur les 3 autres lieux d'accueil (La Campusserie, Episcéa et La Moulinerie).

6. LA PRÉVENTION DES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

A. LE SOUTIEN DU FONDS DE SOLIDARITÉ LOGEMENT

Dans le cadre de l'accompagnement logement du FSL, un soutien financier a été attribué à l'association Solfa et son pôle Violences faites aux femmes en 2023. Il conventionne à hauteur de 45 600 € en 2023 et est destiné à 42 ménages victimes de violences conjugales accompagnés.

B. LE SCHÉMA MÉTROPOLITAIN DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE

Le Schéma Métropolitain de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (SMSPD) 2021-2026 comporte un axe intitulé « Prévention des violences faites aux personnes vulnérables » au sein duquel est notamment traitée la problématique des violences faites aux femmes.

Dans le cadre de la journée nationale contre les violences faites aux femmes (le 25 novembre), la MEL a mis en place une campagne d'information et de sensibilisation aux violences faites aux femmes dans l'espace public (espaces publicitaires, affichages bus, métro, spots radio et cinéma).

2023 a ainsi été l'occasion de réactualiser le guide de prévention des violences intrafamiliales, d'en modifier les visuels et de le diffuser de nouveau aux partenaires.

24-C-0391 501/592



Visuel du guide de lutte contre les violences intrafamiliales

7. LES DÉCHETS MÉNAGERS

A. LA MIXITÉ DES LOCAUX

Dans le cadre de la modernisation des sites de tri sélectif et de traitement des déchets confiés aux exploitants de la MEL, un point positif a été relevé : la réalisation de vestiaires et parties sanitaires dédiés aux femmes, notamment sur les annexes de tri et déchèteries.

B. L'INSERTION PROFESSIONNELLE

Les entreprises permettent à des personnes qui ont été éloignées du monde du travail d'être accompagnées, de suivre des formations et d'exercer différentes missions. Les personnes en insertion professionnelle peuvent ensuite évoluer vers d'autres activités ou entreprises.

Par exemple, la société Triselec confie à des personnes en insertion des missions de tri des déchets, dans les centres d'Halluin et Loos.

La société Le Grenier, qui récupère et revend des objets en bon état, emploie 57 salariés en 2023, 44 d'entre eux sont dans un parcours d'insertion.

Les missions de ces salariés et salariées sont diverses : vente dans les magasins, tri des objets, etc. Certains ont suivi des formations leur permettant d'obtenir le Certificat d'Aptitude à la Conduite d'Engins en Sécurité (CACES), qui valide la conduite d'engins de chantiers, grues de chargement, chariots élévateurs, etc.

8. LA TRANSITION ÉNERGIE CLIMAT

Des clauses contractuelles en faveur de l'égalité et de l'insertion sont demandées aux opérateurs de chauffage urbain (gaz, électricité, réseaux de chaleur publics) :

- les concessionnaires de la MEL (Enedis, GRDF, Dalkia et ses filiales) sont tenus contractuellement de garantir l'égalité de traitement des différents usagers et usagères, vis-à-vis des tarifs appliqués et de la qualité de service fournie ;
- pour les concessions en cours de renouvellement, la MEL impose une clause sociale, c'est-à-dire que le concessionnaire s'engage à réserver dans l'exécution du contrat un nombre minimum d'heures d'insertion par l'emploi.

24-C-0391 504/592

9. LES ESPACES NATURELS MÉTROPOLITAINS

A. LE LABEL « TOURISME ET HANDICAP » À MOSAÏC

Ce label d'envergure nationale est attribué pour 5 ans par le Ministère du Tourisme aux parcs et jardins qui présentent des aménagements et installations accessibles aux personnes à mobilité réduite. Il a été attribué pour la seconde fois en 2020 à Mosaïc, le jardin des cultures. Ce travail a été mené en partenariat avec l'association des paralysés de France et le comité de tourisme dans l'objectif d'aménager les parcours de visite et de rendre accessible le parc à tous. Plusieurs aménagements ont été effectués pour faciliter l'accessibilité :

- installation de rampes sur lesquelles prendre appui pour monter des marches ;
- dalles podotactiles de couleur claire au sol pour prévenir la présence de marches et aider les personnes malvoyantes dans leurs déplacements ;
- boucle auditive (amplificateur de son) à l'intérieur du wagon pour les personnes malentendantes ;
- mise à disposition de 9 voiturettes électriques à l'accueil du parc (disponibles au dépose minute), pour les personnes ayant des difficultés pour marcher ;
- installation de bancs accessibles pour les fauteuils tout au long du chemin principal des jardins : possibilité de transfert pour permettre l'assise sur un banc.

Le jardin germanique Garden Treff, rendant hommage à la culture germanique, a été inauguré le 11 juin 2023 à Mosaïc. Ce jardin est accessible aux personnes en situation de handicap :

- un chemin d'accès a été aménagé ;
- une signalétique adaptée à l'entrée du jardin, utilisant des couleurs contrastées et des phrases courtes et simples, tenant compte des divers handicaps et déficiences (moteurs, auditifs, mentaux, cognitifs, psychiques ou maladies invalidantes) ;
- la présence d'un ponton permettant le retournement d'un fauteuil roulant afin de profiter au maximum de tous les espaces du jardin.

24-C-0391 505/592



↪ *Jardin germanique Garden Treff à Mosaic*

Sur la saison 2023, le parc a proposé au total 520 ateliers d'une heure sur 8 thématiques différentes, 331 visites guidées d'une heure et de nombreuses visites libres (groupes sans activité). Sur les 21 639 personnes ayant participé à ces activités, 900 personnes étaient en situation de handicap.

Parmi ces activités, le parc met également en place un atelier « jardinage » à destination des groupes : 24 personnes en situation de handicap ont participé à cet atelier.

Un espace sanitaire PMR (personnes à mobilité réduite) adultes/enfants a été créé au niveau du bâtiment administratif près de l'accueil du parc. Il est composé d'une table à langer réglable en hauteur et d'un adaptateur enfant pour toilettes. Cet espace dédié est un réel avantage dans l'accueil des visiteurs et facilite l'organisation des sorties des structures spécialisées.



↪ *Photographie du nouvel espace sanitaire dédié aux personnes en situation de handicap à Mosaïc*

Par ailleurs, pour les saisons 2023 et 2024, tous les événements créés dans l'open agenda (185 événements en 2023 et 186 en 2024) intègrent les critères d'accessibilité du lieu où se déroule l'événement (handicap intellectuel, handicap auditif, handicap visuel, handicap psychique).

B. LE MUSÉE DE PLEIN AIR

Le Musée de Plein Air poursuit l'amélioration de son accessibilité.

En 2023, 2 places de stationnement PMR (aux normes label Tourisme et Handicap) sur le parking principal ont été créées et des bancs ont été installés tous les 200 mètres pour renforcer l'accessibilité du musée.

Le musée poursuit les aménagements d'accessibilité à tous les bâtiments. Un travail minutieux a été réalisé en partenariat avec l'APF France Handicap (Association des Paralysés de France). Tous les panneaux ont été adaptés au public en situation de handicap aussi bien dans leurs dimensions et leur hauteur que dans le choix des polices et des caractères contrastés. Le parc se prépare à candidater au cours de l'année 2024 pour l'obtention du label « Tourisme et Handicap ».

C. L'ANIMATION AUPRÈS DU PUBLIC EN DIFFICULTÉ PSYCHOMOTRICE

L'équipe d'animation Nature des espaces naturels de la MEL est sollicitée pour accompagner des structures intervenant auprès d'un public en difficulté psychomotrice.

Même s'il n'existe pas d'offre spécifique à destination de ce public, l'équipe en charge des animations scolaires répond positivement depuis 2021 aux sollicitations de structures spécialisées, lorsque le planning le permet (le public prioritaire de ces animations étant les scolaires). Il s'agit d'animations « sur mesure » pour ce public spécifique, autour des thématiques faune et flore. Les lieux et thèmes sont définis en amont avec les encadrants et encadrantes.

En 2023, l'équipe a réalisé 3 interventions à l'hôpital de jour de Tourcoing, auprès de 13 participants et 4 animations avec le Service d'Accompagnement à la Vie Autonome (SAVA) auprès de 24 personnes. En 2024, 4 dates ont été programmées auprès du public du SAVA et 4 autres dates auprès de l'hôpital de jour de Tourcoing.

D. LA POURSUITE DU PROJET « OUVERTURE DES HORIZONS DES ENFANTS CONFIÉS À L'ASE »

Une convention avec le Département dans le cadre de la participation au projet « ouverture des horizons des enfants confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) sur les thématiques « nature, culture et sport » est mise en œuvre Ce partenariat acté entre la MEL et le Département du Nord existe depuis 2022. Les espaces naturels métropolitains (ENM) offrent 150 places à la direction Enfance, Famille, Jeunesse, pour des visites ou des animations. L'opération a été reconduite en 2023 et 2024.

E. L'ENTRÉE GRATUITE LORS DES TEMPS FORTS

Pour permettre à tous les métropolitains et métropolitaines de profiter de grands événements festifs durant la saison d'animations, l'entrée est gratuite aux parcs et Relais Nature, lors de certaines dates-clefs : jour d'ouverture, fête de clôture et certains rendez-vous phares.

En 2023, la fête d'ouverture le 15 avril à Mosaïc, aux Prés du Hem et au Musée de Plein Air, a accueilli 4 499 personnes et 2 929 personnes pour la fête de clôture du 22 octobre à Mosaïc et au Relais Nature du Parc de la Deûle.

Le 10 mars 2024 à Wasquehal, le lancement de la saison 2024 et des balades naturalistes sur les espaces de nature en accès libre, sur la thématique « Sport et Nature », a accueilli 1 500 personnes. L'entrée est également gratuite pour toutes les balades naturalistes sur les espaces de nature en accès libre.

La saison 2023 a proposé 81 rendez-vous de balades gratuites sur la faune et la flore et 77 en 2024.

La fête d'ouverture du 20 avril 2024 dans les parcs a permis à 5 125 personnes de profiter gratuitement de l'événement dans les différents équipements : 1 554 personnes aux Prés du Hem, 2 214 à Mosaïc, 1 201 au Musée de Plein Air, 110 au Relais Nature du Parc de la Deûle à Santes et 46 à Roubaix.

10. LA CULTURE

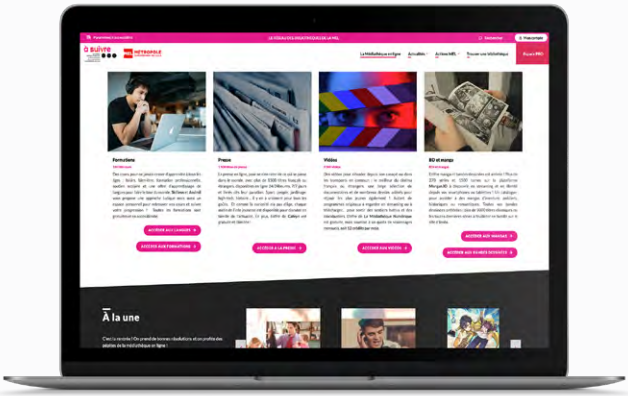
A. LE LABEL DESTINATION INNOVANTE ET DURABLE

La MEL a obtenu le label Destination Innovante et Durable en janvier 2024, mobilisant plus de 70 structures (hôtels, restaurants, lieux culturels, etc.).

B. LA MÉDIATHÈQUE EN LIGNE

Disponible 24 heures sur 24, la médiathèque en ligne propose une offre de presse, une plateforme de formation et un catalogue de vidéos à la demande, gratuitement, à tous les métropolitains et métropolitaines abonnés à une bibliothèque métropolitaine.

La MEL veille à l'accessibilité de ces contenus. Certains sont en audiodescription et/ou sous-titrés. L'usager ou usagère a la possibilité d'agrandir les articles de presse et de les ouvrir en lecture adaptée aux écrans et plus fluide. Afin de toucher différents publics, des documents sont proposés en langues étrangères, adaptés pour les personnes en situation de déficience visuelle, malentendantes ou sourdes.



↪ *Image représentant un ordinateur ouvert sur le site internet de la Médiathèque en ligne de la Métropole européenne de Lille*

C. LES PARTENARIATS CULTURELS

Dans le cadre de son soutien aux événements culturels d'intérêt métropolitain, la MEL accompagne différents événements, festivals et initiatives portés par des associations.

Le service Culture intègre un recensement d'indicateurs sur le genre dans son instruction des demandes de subvention, liés à la place des femmes dans le milieu culturel. Au total :

- 82 % des structures soutenues ont renseigné les indicateurs sur les artistes qui ont été programmés sur la saison 2023, contre 57 % en 2022.
- 89 % des associations ont renseigné les indicateurs sur la part de femmes composant l'équipe de leur structure, contre 82 % en 2022.

▸ ***Réponse des structures aux indicateurs quantitatifs relatifs à la place des femmes dans le milieu culturel***

	Part des femmes sur le nombre total d'artistes programmé·es sur la saison	Part des femmes dans l'équipe de la structure/total
2021	47 %	65 %
2022	47 %	66 %
2023	49 % (79 réponses)	62 % (67 réponses, communes non comprises)

De manière plus globale, les structures soutenues sont sensibles à l'égalité entre les femmes et les hommes et à atteindre une parité à la fois au sein de leurs équipes techniques mais aussi institutionnelles telles qu'au sein des Conseils d'administration et dans la programmation des événements.

Enfin, en termes de représentativité institutionnelle au sein des bureaux des associations, pour l'année 2023 et sur 66 associations soutenues, 43 sont présidées par un homme et 23 le sont par une femme.

D. LA C'ART, PASS MUSÉES MÉTROPOLITAIN

La C'ART est un pass nominatif qui offre un accès illimité d'un an, de date à date, aux collections permanentes et expositions temporaires de 15 musées et centres d'art de la métropole lilloise.



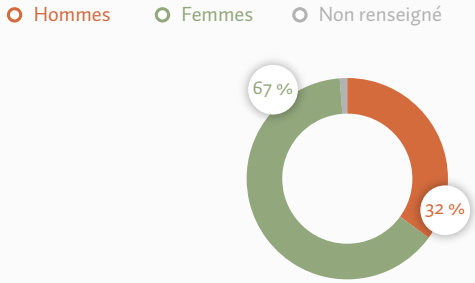
↪ *La C'ART, pass musées métropolitain*

Les objectifs de la C'ART, partagés par l'ensemble des membres du réseau, sont les suivants :

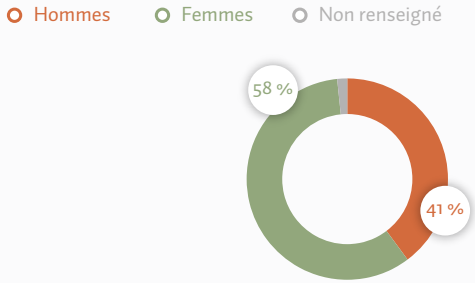
- dynamiser la fréquentation des musées ;
- accroître la circulation des publics entre les institutions ;
- fidéliser les personnes qui visitent autour d'une communauté de musées de la métropole, qui forgent l'identité du territoire ;
- développer les ressources propres des structures.

Ainsi, ce sont 7 925 pass qui ont été vendus en 2023 (6 871 pass en 2022, 7 552 en 2019), soit une augmentation de 15,34 % (hausse de 1 054 pass) par rapport à 2022. La fréquentation évolue à la hausse entre 2022 et 2023, d'environ 3,15 % : 48 874 individus porteurs de la C'ART et leurs accompagnants et accompagnantes se sont rendus en musées en 2023, incluant ici les musées partenaires (47 383 visiteurs en 2022 contre 37 648 en 2019).

▸ *Répartition par genre des bénéficiaires du pass musées en 2023*



▸ *Répartition par genre des bénéficiaires de la C'ART gratuite en 2023*



Munis ou non de sa C'ART, le public a notamment pu découvrir l'exposition « Où sont les femmes ? » au Palais des Beaux-Arts en 2024.

24-C-0391 513/592

Conçue comme une enquête, cette exposition était consacrée aux œuvres d'artistes femmes, issues des collections du musée et rarement exposées. Sur près de 60 000 œuvres conservées, seulement 135 sont attribuées à des artistes femmes. Hormis quelques grands noms (Geneviève Asse, Camille Claudel, Sonia Delaunay, Marie Laurencin, etc.), le travail de ces 80 artistes présentes dans les collections lilloises est souvent méconnu, voire inconnu.

Composée d'une centaine d'œuvres pour la plupart extraites de réserves et dont plusieurs ont été restaurées pour l'occasion, l'exposition retraçait les trajectoires variées des créatrices, dont le travail couvre une période allant du XVII^{e} siècle à nos jours. Le choix de mettre en lumière la diversité des productions de ces artistes femmes (peintures, sculptures, arts graphiques, arts décoratifs, numismatique) s'inscrit dans une démarche plus globale de se saisir de la question de leur invisibilisation dans l'histoire de l'art. Ainsi, à l'issue de l'exposition, certaines de ces œuvres sont venues enrichir le parcours permanent.

Autour de l'exposition, une programmation féministe et engagée a été co-construite avec les actrices engagées du territoire, pour une plus juste représentation des femmes dans la scène artistique et culturelle.

E. LE MUSÉE DE LA BATAILLE DE FROMELLES

Depuis quelques années, le Musée de la Bataille de Fromelles (MBF) renforce son accessibilité.Le musée a obtenu en 2021 le label Tourisme et Handicap. Le musée est accessible gratuitement aux personnes titulaires de la carte d'invalidité et leur accompagnant ou accompagnante bénéficie du tarif réduit (3 €). Les chiens guides et les chiens d'assistance sont acceptés. Différents équipements sont mis à disposition des personnes souhaitant visiter le musée :

- registre d'accessibilité ;
- boucle magnétique d'accueil ;
- équipement de plain-pied ;
- livret en FALC de transcription de l'audioguide en prêt à l'accueil depuis 2021 ;
- objets à manipuler dans l'exposition.

Le musée propose également des ateliers de sensibilisation sensoriels, la construction d'un parc de mémoire, des visites de l'exposition guidées et accompagnées par un traducteur de langue des signes française (LSF) à l'occasion des commémorations du 11 novembre et des journées européennes de l'archéologie, des vidéos de communication spécifiques pour les personnes

sourdes sont diffusées sur les réseaux sociaux, à ces occasions. L'équipe du musée est sensibilisée à l'accueil en LSF.



↪ *Photographie d'une visite du Musée de la Bataille de Fromelles proposée en LSF*

Le musée travaille sur de nouveaux projets :

- un échange avec l'association Défense et Soutien des Droits des Sourds pour un état des lieux de l'exposition du musée pour l'accessibilité aux personnes sourdes et malentendantes ;
- la mise à disposition de tablettes avec les contenus de l'exposition permanente sélectionnés par le MBF et une vacataire médiatrice sourde ;
- une application pour la mise en accessibilité du contenu des sites de Mémoire aux alentours du musée (textes en français simplifié, LSF et audiodescription).

Pour ce travail effectué, le musée s'est vu une nouvelle fois reconnaître ses qualités d'accueil par le renouvellement de la note de qualité tourisme à hauteur de 97,65 %.

F. LES BELLES SORTIES

Le dispositif Belles Sorties a déployé pour la deuxième édition une version estivale dédiée aux arts de la rue. L'ensemble du programme est conçu pour être accessible au plus grand nombre : familial, extérieur et gratuit, dans 20 communes de moins de 15 000 habitants, la première quinzaine de juillet.

G. LA SENSIBILISATION DES STRUCTURES CULTURELLES À L'ÉGALITÉ ET AUX VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES

Dans le cadre de l'évolution de sa stratégie culturelle, la MEL a souhaité impulser de nouvelles dynamiques de territoire autour des différents piliers du développement durable et de l'inclusion.

Le service culture a proposé à plus de 400 acteurs culturels et actrices culturelles un cycle de sensibilisation visant à développer des pratiques culturelles respectueuses de l'environnement et soucieuses de leur effet socio-culturel. Plusieurs modules ont été développés, dont l'un consacré à l'accessibilité, la diversité et l'égalité professionnelle, incluant une demi-journée spécifiquement dédiée aux violences et harcèlements sexistes et sexuels, ayant pour objectifs :

- d'explorer et remettre en question les croyances et préjugés inconscients ;
- d'outiller les participants et participantes pour lutter contre les discriminations et stéréotypes;
- de contribuer à une culture durable, dans laquelle l'inclusion et la diversité sont la norme ;
- d'échanger à propos des pratiques de professionnels et professionnelles.



↪ *Photographie de l'atelier sur les violences et harcèlements sexistes et sexuels avec le collectif ECHO*

11. LE SPORT

La MEL participe à l'attribution des subventions aux événements sportifs, aux clubs de haut niveau, aux grands événements et aux athlètes qui participent aux Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) de 2024.

A. LES PARTENARIATS SPORTIFS

▸ *Nombre d'évènements et clubs soutenus par la MEL en 2022 et 2023*

	2022				2023			
	Féminins	Masculins	Mixtes	Total	Féminins	Masculins	Mixtes	Total
Évènements	4	10	58	72	5	10	62	77
Grands évènements	1	3	8	12	1	3	9	13
Clubs de haut niveau	9	6	5	20	7	6	4	17
Total	14	19	71	104	13	19	75	107

B. LES GRANDS ÉVÉNEMENTS SPORTIFS

Le territoire a accueilli la 4ème édition de Paris-Roubaix femmes le 6 avril 2024 qui fait partie de l'UCI World Tour féminin. Elle a été suivie le lendemain par le Paris-Roubaix hommes.

C. LA MOBILISATION EN AMONT DES JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES DE PARIS 2024

La Fédération Française de Handball et la Ligue Régionale ont mis en œuvre des supports de promotion (physiques et/ou digitaux) aux couleurs de la MEL en faveur de la promotion du territoire.

Une tournée événementielle a été proposée sur 3 jours sur la place de la République. Cet événement avait pour but de partager les valeurs de l'olympisme autour du handball avec diverses activités proposées aux jeunes, adultes, publics porteurs de handicaps. Le « Hand'ensemble » associe 3 pratiques : hand adapté, hand fauteuil et hand sourds. Le tournoi Horizon 2024, événement de préparation estivale, a opposé des équipes masculines professionnelles évoluant pour la plupart en EHF Ligues des Champions (Fédération européenne de Handball).

Dans la perspective d'écrire l'héritage des Jeux Olympiques de 2024, la Fédération Française de Handball et la Caisse d'Épargne ont financé et développé un terrain de handball extérieur au Stadium « dessiné » par Luc Abaloa, ex-international français triple champion olympique.

D. LE SOUTIEN AUX ATHLÈTES ESPOIRS POUR LES JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES 2024

Pour la quatrième année consécutive, la MEL s'est engagée aux côtés de 24 jeunes athlètes prometteurs et prometteuses de la métropole pour les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 en leur donnant un soutien financier pour leur saison sportive 2022-2023.

Les 2 athlètes paralympiques soutenus par la MEL ont participé aux jeux Paralympiques de Paris 2024 : Dimitri Jozwicki et Pierre-Antoine Baele.



↪ *Photographie de Pierre-Antoine Baele devant une piscine. Il a été 4e en para triathlon PTS4 aux jeux paralympiques de Paris 2024*

	Hommes	Femmes	Total
2022	16	8	24 (dont 2 athlètes paralympiques)
2023	13	11	24 (dont 2 athlètes paralympiques)

Ces ambassadeurs et ambassadrices de la MEL sont allés à la rencontre des métropolitains et métropolitaines tout au long de l'année (notamment durant la semaine Olympique et Paralympique). L'objectif est de promouvoir la pratique sportive, faire découvrir leur discipline et leur quotidien de sportifs et sportives de haut niveau et partager les valeurs du sport et de l'olympisme.

12. LA RELATION AVEC LES USAGERS

Le portail des services en ligne de la MEL permet aux usagers et usagères d'effectuer leurs démarches de manière dématérialisée. Depuis 2019, ce sont ainsi près de 63 formulaires en ligne qui ont été déposés. Les démarches phares de la plateforme sont, par exemple, la demande de carte déchèteries, la demande de prime air, les démarches relatives au permis de louer ou encore les demandes de subventions.

Quelques démarches comportent un champ relatif au genre de la personne à l'origine de la demande.

▸ ***Répartition par genre des démarches effectuées via le portail des services en ligne en 2022 et 2023***

	2022		2023	
	Hommes	**Femmes**	**Hommes**	**Femmes**
Fonds d'Aide aux Jeunes	58 %	42 %	59 %	41 %
Demande de Prime Air	70 %	30 %	71 %	29 %
Médiation	60 %	40 %	51 %	39 %
Gestion des sollicitations*	48 %	52 %	46 %	54 %
Déclaration de mise en location de logement (DML)	NC	NC	50 %	22 %

** Formulaire interne saisi par les agents et agentes sur la base d'appels et de mails reçus par les usagers et usagères.*

La totalité des formulaires n'ont pas renseigné le champ du genre, certaines données sont alors manquantes.

13. LA COMMANDE PUBLIQUE

A. LE SCHÉMA MÉTROPOLITAIN DES ACHATS RESPONSABLES

La MEL intègre pleinement dans ses achats les objectifs du plan diversité et égalité femmes/hommes, déclinés au sein de l'axe social du Schéma métropolitain des achats responsables (SMART) adopté en octobre 2023.

L'objectif 3.1 du SMART vise l'atteinte de 450 000 heures d'insertion réalisées annuellement dès 2025 (cible atteinte sur l'exercice 2023 et désormais à maintenir).

La clause d'insertion dans les contrats publics permet à un public éloigné de l'emploi de bénéficier d'un parcours d'accompagnement et d'heures de travail auprès de titulaires de marchés.

- ***Nombre d'heures d'insertion réalisées entre 2021 et 2023***

	Heures d'insertion réalisées*
2021	340 723
2022	374 408
2023	458 123

**chiffres issus du bilan 2023 des maisons de l'emploi (Charte Métropolitaine d'Insertion)*

- ***Répartition par genre des bénéficiaires des heures d'insertion en 2022 et 2023***

	2022	2023 (893 bénéficiaires)
Hommes	91,7 %	91,2 %
Femmes	8,3 %	8,8 %

Il est à noter que l'un des objectifs du SMART est de diversifier la nature des marchés avec clause d'insertion.

24-C-0391 521/592

- *Bénéficiaires des heures d'insertion par tranche d'âge en 2022 et 2023 :*

	2022	2023
Moins de 26 ans	28,1 %	29,45 %
26-40 ans	36,1 %	35,61 %
41-50 ans	20,8 %	18,48 %
Plus de 50 ans	15 %	16,46 %

90,59 % des bénéficiaires des clause d'insertion sur les marchés de la MEL ont un niveau inférieur au baccalauréat.

- *Répartition des contrats de travail générés par la clause d'insertion (chiffres les plus importants)*

	2022	2023
CDI	7	12
CDD	8	21
CDDI – contrats d'insertion	437	276
Contrats de professionnalisation	35	49
Contrats de travail temporaire d'insertion	392	374
Total contrats de travail	906	948

L'objectif 4.1 du SMART vise la prise en compte de l'égalité entre les femmes et les hommes et la lutte contre les discriminations dans les contrats de la MEL.

La cible 4.1.1 du SMART vise la mise en place des actions ciblées pour favoriser l'égalité et la lutte contre les discriminations dans les contrats de la commande publique de la MEL.

Depuis le 1er janvier 2024, dans le cadre de ses relations avec les opérateurs économiques qui répondent à la commande publique, la MEL apporte une vigilance particulière à l'index Egapro.

Cet intérêt s'effectue vis-à-vis des entreprises qui répondent à la commande publique en les incitant à respecter les dispositions mises en œuvre pour garantir l'égalité professionnelle et la représentation équilibrée des femmes et des hommes.



↪ *Logo de l'index Egapro*

Par ailleurs, sur le périmètre de la Direction Achats et Logistique, dans le cadre du renouvellement de son marché de nettoyage des locaux, la MEL envisage d'intégrer une ou des clauses pour dé-précariser le métier dans les conditions d'exécution de son futur marché. Cette action permettra de redonner de la visibilité aux équipes d'entretien.

Les réflexions sont en cours (notamment avec la Fédération des Entreprises de Propreté) pour intégrer des clauses sociales à fort impact sur la qualité de vie au travail du personnel concerné par ces prestations (horaires perlés, décalés, temps partiels subis, etc.).

14. LA COMMUNICATION EXTERNE

A. LA COMMUNICATION ÉDITORIALE

Le magazine MEL est une publication dont le but essentiel est d'expliquer aux métropolitains et métropolitaines les politiques publiques développées par la MEL, ainsi que les actions soutenues par la MEL.

Rédaction accessible et facile à lire

Les méthodes d'écriture utilisées dans le magazine répondent à des règles d'écriture journalistique. Le vocabulaire utilisé est précis et évite les termes trop techniques. Compte-tenu de l'hétérogénéité de la cible (destiné à tous les métropolitains et métropolitaines), la typographie utilisée dans le magazine est facile à lire pour faciliter la lecture. Depuis la mise en œuvre de la nouvelle formule du magazine MEL en octobre 2022, davantage de pictogrammes et de dessins illustrent les propos.

Typologie par genre et tranche d'âge de la représentation iconographique dans les magazines MEL en 2022 et 2023 (n^{os}39 à 42)

	2022			2023				
	Hommes	Femmes	Mixtes	Hommes	Femmes	moins de 35 ans	de 35 à 49 ans	plus de 50 ans
Nombre de photographies	97	53	66	62	56	51	43	24
% de photographies	44 %	25 %	31 %	53 %	47 %	43 %	37 %	20 %

Les femmes sont très légèrement sous-représentées dans le magazine MEL (47 % alors qu'elles représentent 52 % de la population, qu'elle soit nationale ou régionale). Les hommes sont surreprésentés (53 % alors qu'ils représentent 48 % de la population, qu'elle soit nationale ou régionale).

Les moins de 35 ans sont équitablement représentés, notamment proportionnellement à leur représentation régionale (43 % pour une représentation nationale de 40 % et régionale de 42 %).

24-C-0391 524/592

Les 35-49 ans sont surreprésentés (36 % alors qu'ils représentent 19 % de la population, qu'elle soit nationale ou régionale).

Les plus de 50 ans sont sous-représentés (20 % alors qu'ils représentent 41 % de la population nationale et 39 % de la population régionale).

▸ *Répartition par tranche d'âge des femmes dans le magazine MEL en 2023*

	2023	Statistiques régionales	Statistiques nationales (pyramides des âges 2024 – Insee)
Moins de 35 ans	43 %	42 %	40 %
35-49 ans	36 %	19 %	19 %
Plus de 50 ans	20 %	33 %	41 %

B. LA COMMUNICATION NUMÉRIQUE

14 publications concernant l'égalité et la diversité ont été publiées sur les réseaux sociaux de la MEL entre juin 2023 et juin 2024, pour une portée totale de 36 730 personnes (nombre total d'impression : 51 634).

Sur tous ses réseaux sociaux, la MEL met en avant l'égalité des genres et la parité, en réalisant régulièrement des publications pour valoriser des actions menées notamment par des femmes.

Des publications sont réalisées, comme la promotion de la course « STOP aux violences faites aux femmes », organisée par Lille Métropole Athlétisme et soutenue par la MEL.

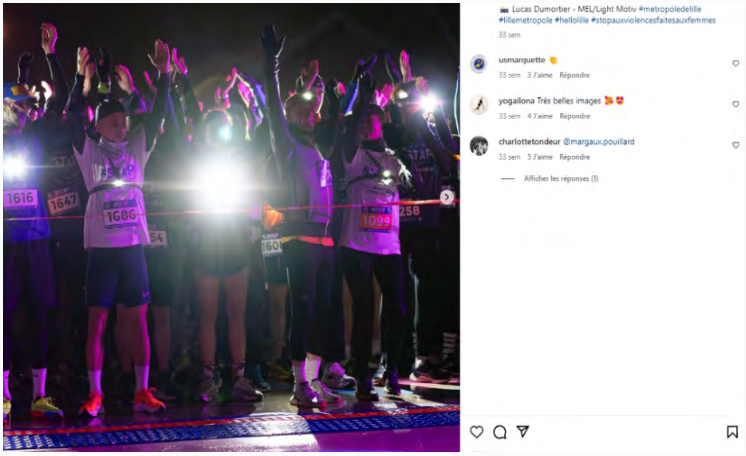
Des portraits de femmes qui font la métropole sont également mis en avant, notamment à l'occasion de la journée des droits des femmes.

Les contenus ont été publiés sur les différents réseaux sociaux de la MEL, ils concernent par exemple :

— retour en images sur la course « STOP aux violences faites aux femmes » (le 25 novembre 2023) ;
— Elles sont cheffes d'entreprise, artistes, sportives, actrices mais aussi autodidactes, passionnées, investies… (le 08 mars 2024).

La MEL développe des projets visant à rendre l'espace public plus inclusif. Cela inclut par exemple des campagnes de sensibilisation, l'amélioration de l'éclairage public et d'autres actions pour lutter contre le harcèlement, notamment dans les transports en commun.

La MEL soutient financièrement et logistiquement des associations et des projets locaux qui œuvrent pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Elle collabore avec des partenaires associatifs pour mettre en place des programmes éducatifs et des ateliers sur l'égalité (avec l'exemple de l'atelier Wi-Filles, organisé par FACE MEL).



↪ *Visuel du post Instagram « Retour en images sur la course Stop aux violences faites aux femmes »*

15. L'ACCESSIBILITÉ À DESTINATION DES MÉTROPOLITAINS ET MÉTROPOLITAINES

La mission « PMR » (personnes à mobilité réduite) de la direction de la mobilité porte et accompagne les projets métropolitains visant une amélioration de l'accessibilité. Elle anime la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité.

A. LA COMMISSION INTERCOMMUNALE POUR L'ACCESSIBILITÉ

La Commission Intercommunale pour l'Accessibilité (CIA) est un lieu de concertation entre la MEL, les associations du monde du handicap et les usagers et usagères. La CIA identifie les pistes d'amélioration pour rendre le territoire accessible à toutes et tous.

Elle fait le lien entre les différentes politiques métropolitaines et l'ensemble des partenaires.

En 2023, elle s'est réunie 8 fois pour aborder les sujets suivants :

- documentation et courrier en FALC ;
- bilan sur l'accessibilité de la Coupe du Monde de Rugby sur la MEL ;
- bilan du service Handipole ;
- point d'étape de l'Agenda d'Accessibilité Programmée du patrimoine de la métropole ;
- Schéma Directeur des Infrastructures de Transports : expérimentation sur les futures stations ;
- déploiement des points d'apport volontaire de déchets ;
- présentation de la 10e session du challenge « Mai à Vélo » ;
- requalification de l'Avenue Gustave Delory à Roubaix ;
- requalification de la rue Solférino et des places Lebon et Jeanne d'Arc à Lille ;
- projet d'aménagement du pôle d'échanges multimodal de Fort-de-Mons ;
- mobilité des séniors.

24-C-0391 527/592

B. LA PARTICIPATION AU SALON HANDICAFÉ DE LA VILLE DE LILLE

La MEL a participé au salon Handicafé pour présenter des postes à pourvoir au sein de la MEL. Cela a permis la rencontre de candidats et candidates en situation de handicap.



↪ *Photographie du stand "La MEL recrute" sur le salon Handicafé de Lille*

C. LA SENSIBILISATION AU FALC

Une sensibilisation à l'accessibilité a eu lieu le 27 juin 2023 sur le thème du FALC (Facile à Lire et à Comprendre). Le FALC permet de rendre accessible l'information à toutes les personnes ayant des difficultés de compréhension et de lecture.

Le FALC doit rendre les personnes plus autonomes dans leurs démarches et doit garantir leur participation à la vie sociale.

Différents acteurs du territoire étaient présents : communes, services de la MEL, associations du monde du handicap, la Région Hauts-de-France, etc. Une centaine de personnes a participé à cet évènement.

Cinq associations et structures du territoire ont partagé leurs bonnes pratiques et leurs initiatives :

- MEL et ville de Lambersart ;
- Lille 3000 ;
- Papillons Blancs du Nord et Papillons Blancs de Lille ;
- AGAP formation ;
- Écrire et Raconter.



MEL
RESSOURCES HUMAINES, INNOVATION & DIALOGUES

Rédaction : Cellule de Pilotage et d'Appui *Ressources humaines, innovation et dialogues.*
Réalisation : Communication éditoriale et médias
Impression MEL Ressources partagées - Octobre 2024

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20241220-lmc100000114998-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 23/12/2024
Retour préfecture le 23/12/2024
Publié le 24/12/2024

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 23/12/2024
Arnaud FICOT

24-C-0392

Séance du vendredi 20 décembre 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

ATTRIBUTION DE COMPENSATION PREVISIONNELLE 2025

Vu l'article 1609 nonies C du code général des impôts.

Vu les rapports de la commission locale d'évaluation des transferts de charges.

Vu le Pacte financier et fiscal de la Métropole Européenne de Lille adopté le 9 février 2024.

I. Exposé des motifs

L'attribution de compensation est un mécanisme de neutralisation des transferts de produit fiscal entre les communes et la Métropole Européenne de Lille.

Elle est régie par l'article 1609 nonies C du code général des impôts. Elle est fixe et pérenne.

L'attribution de compensation est modifiée des charges et produits transférés au titre des mouvements de compétences réalisés depuis 2002 entre la Métropole Européenne de Lille et les communes membres, en tenant compte du rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges.

L'attribution de compensation prévisionnelle 2025 est égale à 219M€ versés par la Métropole à 73 communes et 2M€ versés à la Métropole par 22 communes.

Pour ne pas obérer la trésorerie des communes et leur assurer la meilleure lisibilité possible, l'attribution de compensation est versée par douzième.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Gouvernance, Finances, Eval. Politiques publiques, Administration, RH consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) De fixer les montants de l'attribution de compensation prévisionnelle 2025 par commune comme figurant dans le tableau annexé ;

2) De liquider les montants par douzième à compter de janvier 2025 ;

3) D’imputer les dépenses d’un montant de 219M€ TTC aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement ;

4) D’imputer les recettes d’un montant de 2M€ TTC aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

COMMUNES	ATTRIBUTION DE COMPENSATION DE REFERENCE		TRANSFERT DE CHARGES													ATTRIBUTION DE COMPENSATION PREVISIONNELLE 2025	
	A VERSER	A PERCEVOIR	Patinoire	Energie	Réseau de chaleur	Tourisme	Taxe de séjour	Politique de la ville	Aires de stationnement	Chemins doux	Aménagement numérique	Défense extérieure contre l'incendie	Contribution au SDIS	GEMAPI	Compétences transférées de la MEL aux communes	A VERSER	A PERCEVOIR
ALLENNES LES MARAIS	495 842,48	0	0	496	0	485	0	0	0	0	0	0	99 294	1 586	0	393 981,48	0
ANNOEULLIN	1 458 957,03	0	0	749	0	0	0	0	0	0	0	0	306 751	770	0	1 150 687,03	0
ANSTAING	32 633	0	0	0	0	0	0	0	0	585	0	0	0	0	0	32 048	0
ARMENTIERES	3 985 065	0	0	-11 650	0	111 632	0	5 361	0	0	0	0	0	0	0	3 879 722	0
AUBERS	131 996	0	0	-249	0	2 055	0	0	0	0	0	1 898	51 160	0	-86 535	163 667	0
BAISIEUX	181 701	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	181 701	0
BAUVIN	645 297	0	0	766	0	485	0	0	0	0	0	0	155 998	383	0	487 665	0
BEAUCAMPS LIGNY	0	60 701	0	-1 136	0	763	-364	0	0	0	0	0	0	0	0	0	59 964
BOIS GRENIER	267 511	0	0	-36	0	0	0	0	0	0	0	5 893	55 300	0	-85 277	291 631	0
BONDUES	2 067 053	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-10 875	0	0	0	0	2 077 928	0
BOUSBECQUE	1 231 052	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 231 052	0
BOUVINES	0	57 338	0	0	0	371	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	57 709
CAPINGHEM	0	48 817	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	48 817
CARNIN	197 947,49	0	0	417	0	0	0	0	0	0	0	0	31 050	74	0	166 406,49	0
CHERENG	68 093	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	68 093	0
COMINES	3 095 173	0	0	0	0	44 397	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 050 776	0
CROIX	3 247 564	0	0	0	0	0	0	1 765	15 387	0	0	0	0	0	0	3 230 412	0
DEULEMONT	0	2 655	0	-3 337	0	1 265	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	583
DON	14 730	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14 730	0
EMMERIN	0	168 452	0	0	0	1 428	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	169 880
ENGLOS	168 271	0	0	0	0	18 146	0	0	0	0	0	0	0	0	0	150 125	0
ENNETIERES EN WEPPES	81 535	0	0	-711	0	6 568	-13 131	0	0	0	0	0	0	0	0	88 809	0
ERQUINGHEM LE SEC	0	27 617	0	-137	0	146	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	27 626
ERQUINGHEM LYS	180 627	0	0	0	0	0	0	0	5 803	0	0	0	0	0	0	174 824	0
ESCOBECQUES	0	32 829	0	0	0	237	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	33 066
FACHES THUMESNIL	1 122 710	0	0	0	0	0	0	0	11 577	286	0	0	0	0	0	1 110 847	0
FOREST SUR MARQUE	322 663	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	322 663	0
FOURNES EN WEPPES	0	72 870	0	-659	0	3 571	-1 633	0	0	0	0	0	0	0	0	0	74 149
FRELINGHIEN	0	18 251	0	-1 534	0	1 393	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	18 110
FRETIN	2 530 748	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 530 748	0
FROMELLES	103 954	0	0	-193	0	555	-22	0	0	0	0	2 444	27 861	0	-30 021	103 330	0
GRUSON	0	120 637	0	0	0	601	0	0	0	716	0	0	0	0	0	0	121 954
HALLENNES LES HAUBOURDIN	23 346	0	0	0	0	1 376	0	0	0	0	0	0	0	0	0	21 970	0
HALLUIN	3 700 504	0	0	0	0	0	0	0	14 360	0	0	0	0	0	0	3 686 144	0
HANTAY	0	67 044	0	0	0	529	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	67 573
HAUBOURDIN	3 870 915	0	0	0	0	955	0	0	11 061	4 045	0	0	0	0	0	3 854 854	0
HEM	1 739 582	0	0	0	0	0	0	4 838	0	0	0	0	0	0	0	1 734 744	0
HERLIES	0	142 403	0	0	0	439	-317	0	0	361	0	0	0	0	0	0	142 886
HOUPLIN ANCOISNE	0	90 042	0	0	0	1 767	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	91 809
HOUPLINES	261 217	0	0	0	0	3 640	0	0	0	0	0	0	0	0	0	257 577	0
ILLIES	151 386	0	0	-359	0	758	0	0	0	0	0	0	0	0	0	150 987	0
LA BASSEE	80 802	0	0	-800	0	1 021	0	0	0	1 924	0	0	0	0	0	78 657	0
LA CHAPELLE D'ARMENTIERES	870 240	0	0	0	0	3 893	0	0	0	0	0	0	0	0	0	866 347	0
LA MADELEINE	2 653 188	0	0	-10 721	0	0	-50 755	0	79 201	895	-11 168	0	0	0	0	2 645 736	0
LAMBERSART	0	481 223	0	0	0	27 178	0	2 550	973	7 157	-18 256	0	0	0	0	0	500 825
LANNOY	0	11 503	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11 503
LE MAISNIL	89 189	0	0	-444	0	435	0	0	0	0	0	2 442	18 861	0	-14 977	82 872	0
LEERS	2 261 394	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 261 394	0
LESQUIN	3 550 992	0	0	0	0	0	-101 426	0	10 186	2 796	0	0	0	0	0	3 639 436	0
LEZENNES	2 682 649	0	0	0	0	0	-17 244	0	0	1 029	0	0	0	0	0	2 698 864	0
LILLE	52 190 320	0	0	-92 161	126 385	1 413 682	-1 189 047	75 443	21 416	20 877	0	0	0	0	0	51 813 725	0
LINSELLES	1 915 951	0	0	0	0	0	0	0	1 563	0	0	0	0	0	0	1 914 388	0
LOMPRET	0	6 236	0	-2 125	0	2 102	0	0	0	0	-4 373	0	0	0	0	0	1 840
LOOS	2 262 929	0	0	-9 596	0	0	0	0	17 884	6 039	0	0	0	0	0	2 248 602	0
LYS LEZ LANNOY	2 363 709	0	0	0	0	0	0	1 961	0	0	0	0	0	0	0	2 361 748	0
MARCQ EN BAROEUL	7 954 750	0	47 714	0	0	0	-74 320	0	0	0	-22 472	0	0	0	0	8 003 828	0
MARQUETTE	3 065 475	0	0	0	0	8 582	0	0	1 102	611	-5 627	0	0	0	0	3 060 807	0
MARQUILLIES	0	81 860	0	0	0	758	0	0	0	3 636	0	0	0	0	0	0	86 254
MONS EN BAROEUL	2 098 509	0	0	-10 407	4 902	0	0	11 506	3 372	6 208	0	0	0	0	0	2 082 928	0
MOUVAUX	552 185	0	15 625	0	0	0	0	0	3 957	1 681	0	0	0	0	0	530 922	0
NEUVILLE EN FERRAIN	3 707 820	0	0	0	0	0	0	0	0	835	0	0	0	0	0	3 706 985	0
NOYELLES LES SECLIN	876 433	0	0	0	0	459	0	0	0	0	0	0	0	0	0	875 974	0

COMMUNES	ATTRIBUTION DE COMPENSATION DE REFERENCE		TRANSFERT DE CHARGES													ATTRIBUTION DE COMPENSATION PREVISIONNELLE 2025	
	A VERSER	A PERCEVOIR	Patinoire	Energie	Réseau de chaleur	Tourisme	Taxe de séjour	Politique de la ville	Aires de stationnement	Chemins doux	Aménagement numérique	Défense extérieure contre l'incendie	Contribution au SDIS	GEMAPI	Compétences transférées de la MEL aux communes	A VERSER	A PERCEVOIR
PERENCHIES	1 218 457	0	0	0	0	6 256	0	0	0	767	-7 684	0	0	0	0	1 219 118	0
PERONNE EN MELANTOIS	0	58 237	0	0	0	444	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	58 681
PREMESQUES	0	25 573	0	0	0	0	0	0	2 611	0	0	0	0	0	0	0	28 184
PROVIN	442 410	0	0	605	0	0	0	0	0	0	0	0	123 445	310	0	318 050	0
QUESNOY SUR DEULE	282 678	0	0	0	0	5 402	0	0	0	0	0	0	0	0	0	277 276	0
RADINGHEM	171 691	0	0	-11	0	1 105	-701	0	0	0	0	5 244	30 974	0	-75 103	210 183	0
RONCHIN	1 652 946	0	0	0	0	0	0	0	2 679	0	0	0	0	0	0	1 650 267	0
RONCQ	3 335 026	0	0	0	0	0	0	0	8 593	0	0	0	0	0	0	3 326 433	0
ROUBAIX	21 141 450	0	0	-51 956	-39 362	466 699	-52 146	55 046	0	0	0	0	0	0	0	20 763 169	0
SAILLY LEZ LANNOY	0	170 887	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	170 887
SAINGHIN EN MELANTOIS	380 529	0	0	0	0	0	0	0	0	4 868	0	0	0	0	0	375 661	0
SAINGHIN EN WEPPES	0	206 759	0	0	0	415	-587	0	0	6 248	0	0	0	0	0	0	212 835
SAINT ANDRE	3 164 691	0	0	0	0	10 151	0	0	0	0	-10 671	0	0	0	0	3 165 211	0
SALOME	187 829	0	0	0	0	824	0	0	0	644	0	0	0	0	0	186 361	0
SANTES	350 138	0	0	0	0	756	-215	0	0	3 805	0	0	0	0	0	345 792	0
SECLIN	7 282 747	0	0	0	0	108 077	-35 889	0	12 354	0	0	0	0	0	0	7 198 205	0
SEQUEDIN	1 287 493	0	0	0	0	1 060	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 286 433	0
TEMPLEMARS	1 506 829	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 506 829	0
TOUFFLERS	11 803	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11 803	0
TOURCOING	15 093 079	0	0	-56 453	0	167 112	-43 551	29 615	4 282	14 566	0	0	0	0	0	14 977 508	0
TRESSIN	127 715	0	0	0	0	0	0	0	0	699	0	0	0	0	0	127 016	0
VENDEVILLE	651 715	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	651 715	0
VERLINGHEM	308 578	0	0	0	0	1 920	0	0	0	0	-825	0	0	0	0	307 483	0
VILLENEUVE D'ASCQ	22 932 998	0	0	-32 933	-22 301	151 443	-163 724	3 073	24 869	17 709	0	0	0	0	0	22 954 862	0
WAMBRECHIES	808 237	0	0	0	0	13 672	0	0	0	1 916	-8 484	0	0	0	0	801 133	0
WARNETON	25 824	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	25 824	0
WASQUEHAL	9 932 529	0	29 669	0	0	69 001	-28 880	0	8 455	1 020	0	0	0	0	0	9 853 264	0
WATTIGNIES	196 940	0	0	0	-42 461	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	239 401	0
WATTRELOS	7 033 057	0	0	-20 377	-884	87 185	0	4 969	0	0	0	0	0	0	0	6 962 164	0
WAVRIN	236 461	0	0	0	0	955	0	0	0	5 309	0	0	0	0	0	230 197	0
WERVICQ SUD	670 107	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	670 107	0
WICRES	0	14 066	0	0	0	146	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14 212
WILLEMS	126 889	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	126 889	0
TOTAL	**221 115 454**	**1 966 000**	**93 008**	**-304 952**	**26 279**	**2 754 295**	**-1 773 952**	**196 127**	**261 685**	**117 232**	**-100 435**	**17 921**	**900 694**	**3 123**	**-291 913**	**219 249 689**	**1 999 347**

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20241220-lmc100000114999-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 23/12/2024
Retour préfecture le 23/12/2024
Publié le 24/12/2024

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 23/12/2024
Arnaud FICOT

24-C-0393

Séance du vendredi 20 décembre 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

DOTATION DE SOLIDARITE COMMUNAUTAIRE PREVISIONNELLE 2025

Vu l'article L5211-28-4 du Code général des collectivités territoriales.

Vu le Pacte financier et fiscal de la Métropole Européenne de Lille adopté le 9 février 2024.

I. Exposé des motifs

La dotation de solidarité communautaire (DSC) a été créée avec la taxe professionnelle unique. Elle constitue un outil de solidarité entre la Métropole Européenne de Lille (MEL) et les communes membres.

Elle est régie par l'article L5211-28-4 du Code général des collectivités territoriales.

La MEL étant signataire d'un contrat de ville, elle a l'obligation d'instituer une DSC, sur la base de critères de péréquation destinés à réduire les disparités de ressources et de charges entre les communes.

Ces critères sont déterminés notamment en fonction :

a. de l'écart du revenu par habitant de la commune au revenu moyen par habitant de l'établissement public de coopération intercommunale ;

b. de l'insuffisance de potentiel fiscal ou financier par habitant de la commune au regard du potentiel fiscal ou financier communal moyen par habitant sur le territoire de l'établissement public de coopération intercommunale.

Des critères complémentaires peuvent être choisis par le Conseil.

Comme chaque année, il est proposé de reconduire les montants de la DSC 2024 pour chaque commune lors du Conseil métropolitain de décembre afin de permettre le versement mensuel dès janvier 2025 afin d'accompagner la trésorerie des communes. La DSC 2024 s'élevait 28,3M€.

Une nouvelle délibération sera proposée à un prochain Conseil métropolitain, concomitamment au vote du budget primitif de la MEL.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Gouvernance, Finances, Eval. Politiques publiques, Administration, RH consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) De fixer les montants de la dotation de solidarité communautaire prévisionnelle 2025 de chaque commune comme figurant dans le tableau annexé ;

2) De liquider les montants par douzième à compter de janvier 2025 ;

3) D'imputer les dépenses d'un montant de 28,3M€ TTC aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

	DSC 2024	DSC prévisionnelle 2025	Evolution 24/25
ALLENNES LES MARAIS	240 737 €	240 737 €	0 €
ANNOEULLIN	296 271 €	296 271 €	0 €
ANSTAING	58 039 €	58 039 €	0 €
ARMENTIERES	583 907 €	583 907 €	0 €
AUBERS	75 912 €	75 912 €	0 €
BAISIEUX	96 919 €	96 919 €	0 €
BAUVIN	276 355 €	276 355 €	0 €
BEAUCAMPS LIGNY	45 455 €	45 455 €	0 €
BOIS GRENIER	23 343 €	23 343 €	0 €
BONDUES	140 968 €	140 968 €	0 €
BOUSBECQUE	85 207 €	85 207 €	0 €
BOUVINES	74 021 €	74 021 €	0 €
CAPINGHEM	35 915 €	35 915 €	0 €
CARNIN	49 279 €	49 279 €	0 €
CHERENG	56 576 €	56 576 €	0 €
COMINES	260 407 €	260 407 €	0 €
CROIX	337 613 €	337 613 €	0 €
DEULEMONT	73 361 €	73 361 €	0 €
DON	71 940 €	71 940 €	0 €
EMMERIN	230 391 €	230 391 €	0 €
ENGLOS	8 462 €	8 462 €	0 €
ENNETIERES EN WEPPES	9 645 €	9 645 €	0 €
ERQUINGHEM LE SEC	41 551 €	41 551 €	0 €
ERQUINGHEM LYS	67 578 €	67 578 €	0 €
ESCOBECQUES	28 383 €	28 383 €	0 €
FACHES THUMESNIL	245 567 €	245 567 €	0 €
FOREST SUR MARQUE	20 331 €	20 331 €	0 €
FOURNES EN WEPPES	135 754 €	135 754 €	0 €
FRELINGHIEN	92 248 €	92 248 €	0 €
FRETIN	100 620 €	100 620 €	0 €
FROMELLES	49 272 €	49 272 €	0 €
GRUSON	80 396 €	80 396 €	0 €
HALLENNES LES HAUBOURDIN	68 565 €	68 565 €	0 €
HALLUIN	1 154 556 €	1 154 556 €	0 €
HANTAY	89 415 €	89 415 €	0 €
HAUBOURDIN	463 080 €	463 080 €	0 €
HEM	322 147 €	322 147 €	0 €
HERLIES	147 464 €	147 464 €	0 €
HOUPLIN ANCOISNE	241 674 €	241 674 €	0 €
HOUPLINES	127 817 €	127 817 €	0 €
ILLIES	45 039 €	45 039 €	0 €
LA BASSEE	117 899 €	117 899 €	0 €
LA CHAPELLE D'ARMENTIERES	129 770 €	129 770 €	0 €
LA MADELEINE	345 941 €	345 941 €	0 €
LAMBERSART	381 644 €	381 644 €	0 €
LANNOY	33 051 €	33 051 €	0 €
LE MAISNIL	42 304 €	42 304 €	0 €
LEERS	154 042 €	154 042 €	0 €
LESQUIN	180 037 €	180 037 €	0 €
LEZENNES	97 566 €	97 566 €	0 €

	DSC 2024	DSC prévisionnelle 2025	Evolution 24/25
LILLE	5 159 718 €	5 159 718 €	0 €
LINSELLES	140 063 €	140 063 €	0 €
LOMPRET	21 913 €	21 913 €	0 €
LOOS	625 045 €	625 045 €	0 €
LYS LEZ LANNOY	255 530 €	255 530 €	0 €
MARCQ EN BAROEUL	580 201 €	580 201 €	0 €
MARQUETTE	224 502 €	224 502 €	0 €
MARQUILLIES	123 676 €	123 676 €	0 €
MONS EN BAROEUL	432 645 €	432 645 €	0 €
MOUVAUX	145 865 €	145 865 €	0 €
NEUVILLE EN FERRAIN	197 186 €	197 186 €	0 €
NOYELLES LES SECLIN	33 001 €	33 001 €	0 €
PERENCHIES	138 999 €	138 999 €	0 €
PERONNE EN MELANTOIS	64 503 €	64 503 €	0 €
PREMESQUES	64 012 €	64 012 €	0 €
PROVIN	286 359 €	286 359 €	0 €
QUESNOY SUR DEULE	84 276 €	84 276 €	0 €
RADINGHEM	71 183 €	71 183 €	0 €
RONCHIN	294 018 €	294 018 €	0 €
RONCQ	423 222 €	423 222 €	0 €
ROUBAIX	3 109 870 €	3 109 870 €	0 €
SAILLY LEZ LANNOY	105 182 €	105 182 €	0 €
SAINGHIN EN MELANTOIS	30 512 €	30 512 €	0 €
SAINGHIN EN WEPPES	248 248 €	248 248 €	0 €
SAINT ANDRE	217 652 €	217 652 €	0 €
SALOME	49 608 €	49 608 €	0 €
SANTES	61 639 €	61 639 €	0 €
SECLIN	365 362 €	365 362 €	0 €
SEQUEDIN	377 057 €	377 057 €	0 €
TEMPLEMARS	70 322 €	70 322 €	0 €
TOUFFLERS	49 750 €	49 750 €	0 €
TOURCOING	2 377 565 €	2 377 565 €	0 €
TRESSIN	16 243 €	16 243 €	0 €
VENDEVILLE	28 267 €	28 267 €	0 €
VERLINGHEM	26 158 €	26 158 €	0 €
VILLENEUVE D'ASCQ	1 562 290 €	1 562 290 €	0 €
WAMBRECHIES	135 811 €	135 811 €	0 €
WARNETON	1 571 €	1 571 €	0 €
WASQUEHAL	456 172 €	456 172 €	0 €
WATTIGNIES	230 130 €	230 130 €	0 €
WATTRELOS	979 322 €	979 322 €	0 €
WAVRIN	145 869 €	145 869 €	0 €
WERVICQ SUD	85 647 €	85 647 €	0 €
WICRES	32 712 €	32 712 €	0 €
WILLEMS	42 925 €	42 925 €	0 €
TOTAL	**28 306 235 €**	**28 306 235 €**	**0 €**

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 23/12/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20241220-lmc100000115002-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 23/12/2024
Retour préfecture le 23/12/2024
Publié le 24/12/2024

24-C-0394

Séance du vendredi 20 décembre 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

OUVERTURE DE CREDITS PROVISOIRES - EXERCICE 2025

I. Exposé des motifs

Les budgets primitifs 2025 seront présentés au vote du Conseil métropolitain en février 2025. En cas d'absence de vote du budget au 1er janvier de l'exercice, l'article L. 1612-1 du Code général des collectivités territoriales prévoit les modalités d'ouverture et d'exécution des crédits.

En vertu des articles L.1612-1 et L.5217-10-9 du Code général des collectivités territoriales, les métropoles peuvent, jusqu'à l'adoption du budget primitif :

- Mettre en recouvrement les recettes ;
- Engager, liquider et mandater les dépenses de fonctionnement (hors autorisations d'engagement - AE) dans la limite de celles inscrites au budget précédent ;
- Mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget ;
- Pour les dépenses à caractère pluriannuel comprises dans une autorisation de programme (AP) ou dans une autorisation d'engagement (AE), liquider et mandater les dépenses d'investissement et les dépenses de fonctionnement correspondant aux autorisations ouvertes au cours des exercices antérieurs, dans la limite d'un montant de crédits de paiement par chapitre, égal au tiers des autorisations ouvertes au cours de l'exercice précédent ;
- Sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement (hors AP et hors dépenses de la dette), dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.

Dans le cas spécifique des dépenses d'investissement hors AP, la mise à disposition de crédits provisoires nécessite l'adoption préalable d'une délibération. Un tableau en annexe liste les montants par budget affectés par chapitre dont il est proposé au Conseil d'autoriser l'exécution budgétaire.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Gouvernance, Finances, Eval. Politiques publiques, Administration, RH consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) D'acter, pour 2025, la mise en œuvre des dispositions du Code général des collectivités territoriales concernant le cas où un EPCI n'a pas adopté son budget primitif au 1er janvier ;
2) D'autoriser le président de la MEL jusqu'à l'adoption du budget primitif 2025 à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement (hors autorisation de programme et hors remboursement de la dette) dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent et conformément aux crédits provisoires définis en annexe (annexe 1) ;
3) D'autoriser le président de la MEL jusqu'à l'adoption du budget primitif 2025 à engager, liquider et mandater et mandater les dépenses d'investissement et les dépenses de fonctionnement correspondant aux autorisations ouvertes au cours des exercices antérieurs, dans la limite d'un montant de crédits de paiement par chapitre, égal au tiers des autorisations ouvertes au cours de l'exercice précédent (annexe 2).

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

ANNEXE 1
DEPENSES D'INVESTISSEMENT HORS AP - CREDITS PROVISOIRES

Code Chapitre	Libellé Chapitre	Budget Act. Immo et Eco		Budget Assainissement		Budget Crématoriums		Budget Eau		Budget Général		Budget Opé Aménagement		Budget Transports	
		Crédits Votés en 2024	1/4 des crédits votés 2024	Crédits Votés en 2024	1/4 des crédits votés 2024	Crédits Votés en 2024	1/4 des crédits votés 2024	Crédits Votés en 2024	1/4 des crédits votés 2024	Crédits Votés en 2024	1/4 des crédits votés 2024	Crédits Votés en 2024	1/4 des crédits votés 2024	Crédits Votés en 2024	1/4 des crédits votés 2024
10	Dotations, fonds divers et réserves									900 600	225 150 €				
13	Subventions d'investissement									304 890	76 223 €				
16	Emprunts et dettes assimilées	80 465	20 116 €	10 701 000	2 675 250 €	200 000	50 000 €	150 000	37 500 €	176 452 801	44 113 200 €	1 221 881	305 470 €	123 155 030	30 788 757 €
20	Immobilisations incorporelles	76 353	19 088 €	453 464	113 366 €	275 083	68 771 €			21 092 761	5 273 190 €			520 153	130 038 €
204	Subventions d'équipement versées									12 787 143	3 196 786 €				
21	Immobilisations corporelles	119 651	29 913 €	625 209	156 302 €	231 340	57 835 €			9 385 001	2 346 250 €			16 802 000	4 200 500 €
23	Immobilisations en cours	1 382 874	345 719 €	41 976 573	10 494 143 €	3 695 176	923 794 €	4 714 060	1 178 515 €	33 462 470	8 365 618 €	28 992	7 248 €	1 515 611	378 903 €
26	Participations et créances rattachées à des participations									910 000	227 500 €				
27	Autres immobilisations financières									35 302 836	8 825 709 €				
45810005	Groupements de commandes - dépenses									2 238 318	559 580 €				
45810007	Eco - cités - dépenses									195 753	48 938 €				
45810010	FICOL-Opé. pour compte de tiers-Dépenses									185 521	46 380 €				
458101	Aides déléguées de l'Agence de l'Eau (dépenses)			175 000	43 750 €										
45820005	Groupements de commandes - recettes									95 000	23 750 €				
Total		**1 659 343**	**414 836 €**	**53 931 246**	**13 482 812 €**	**4 401 599**	**1 100 400 €**	**4 864 060**	**1 216 015 €**	**293 313 094**	**73 328 274 €**	**1 250 873**	**312 718 €**	**141 992 794**	**35 498 198 €**

ANNEXE 2 - EXERCICE 2024
ETAT DES CREDITS PROVISOIRES RELATIFS AUX AUTORISATIONS DE PROGRAMME

Code Chapitre	Libellé Chapitre	Budget Act. Immo et Eco		Budget Assainissement		Budget Eau		Budget Général		Budget Transports	
		Autorisations 2024 ouvertes au cours de l'exercice antérieur	Crédits provisoires (un tiers de l'autorisation)	Autorisations 2024 ouvertes au cours de l'exercice antérieur	Crédits provisoires (un tiers de l'autorisation)	Autorisations 2024 ouvertes au cours de l'exercice antérieur	Crédits provisoires (un tiers de l'autorisation)	Autorisations 2024 ouvertes au cours de l'exercice antérieur	Crédits provisoires (un tiers de l'autorisation)	Autorisations 2024 ouvertes au cours de l'exercice antérieur	Crédits provisoires (un tiers de l'autorisation)
16	Emprunts et dettes assimilées							8 449 278	2 816 426		
20	Immobilisations incorporelles	98 000	32 667	4 560 000	1 520 000	285 000	95 000	21 861 480	7 287 160	15 187 488	5 062 496
204	Subventions d'équipement versées	-						74 350 695	24 783 565		
21	Immobilisations corporelles	212 000	70 667	2 746 000	915 333	110 000	36 667	17 968 000	5 989 333	9 250 000	3 083 333
23	Immobilisations en cours	15 230 000	5 076 667	42 205 000	14 068 333	32 225 000	10 741 667	195 207 946	65 069 315	163 720 666	54 573 555
26	Participations et créances rattachées à des participations							1 000 200	333 400		
27	Autres immobilisations financières							19 814 629	6 604 876		
45810002	Opérations de voirie - dépenses							380 000	126 667		
45810004	Courées - dépenses							100 000	33 333		
45810005	Groupements de commandes - dépenses							1 662 400			
45810008	Opé cpte de tiers - Lecture publique - Dépenses							241 000			
45810012	COT Énergies renouvelables - Opération pour compte de tiers - dépenses							2 500 000			
Total		**15 540 000**	**5 180 000**	**49 511 000**	**16 503 667**	**32 620 000**	**10 873 333**	**343 535 628**	**113 044 076**	**188 158 154**	**62 719 385**

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 23/12/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20241220-lmc100000115037-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 23/12/2024
Retour préfecture le 23/12/2024
Publié le 24/12/2024

24-C-0395

Séance du vendredi 20 décembre 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

AUGMENTATION DE CAPITAL DE LA SOCIETE SEM VILLE RENOUVELEE

Cette augmentation de capital entraînera une modification statutaire de la composition du capital au sens de l'article L.1524-1 du Code Général des Collectivités Territoriales. Il convient d'approuver au préalable cette modification dans la perspective de la tenue de l'Assemblée générale extraordinaire de la SEM Ville Renouvelée prévue le 14 janvier 2025.

I. Exposé des motifs

La SEM Ville Renouvelée a pour objet la réalisation de prestations et d'études, d'opérations d'aménagement, de construction, de réhabilitation, liées à la reconquête urbaine. Elle exerce ses activités dans les domaines de l'aménagement urbain, de la construction et de la promotion immobilière, de l'implantation économique tertiaire, du stationnement et de la mobilité, de la gestion locative et patrimoniale et enfin de l'attractivité. Ces opérations et activités sont réalisées à la demande et pour le compte des collectivités actionnaires.

La SEM Ville Renouvelée a validé en mars 2023 un plan stratégique qui définit trois axes, déclinés en dix orientations :

- Ville Renouvelée, opérateur métropolitain au service de la fabrique résiliente et durable du territoire,
- Ville Renouvelée, acteur du développement économique et de l'attractivité du territoire métropolitain,
- Ville Renouvelée, des services de mobilités adaptés aux usages et besoins du territoire.

Pour pouvoir assurer la mise en œuvre de ce plan stratégique, la SEM Ville Renouvelée souhaite procéder à une augmentation de son capital.

L'activité de la SAEM s'organise autour de :

- Opérations d'aménagement portant les enjeux de la ville durable et de la sobriété foncière ;
- Opérations de construction/promotion démonstratrices, à l'image de l'opération Habiter demain suite à un appel à manifestation d'intérêt de la MEL ;
- Portage et gestion d'immobilier en appui des écosystèmes économiques, comme le Link à Plaine Images ;

- Gestion de parkings et stationnement adaptés aux usages et favorisant l'intermodalité ;

Dans le cadre de son plan stratégique, la SAEM souhaite en outre développer et structurer de nouvelles activités :

- Opérations globales de redynamisation des centralités ;
- Offre spécifique sur la rénovation énergétique des bâtiments publics ;
- Portage et réfection de rez-de-chaussée actifs et commerciaux ;
- Requalification et attractivité des ZAE.

L'augmentation de capital envisagée permettra plus particulièrement de :

- de développer le champ de la promotion immobilière qui contribue à accélérer le développement des quartiers sur lesquels la SAEM agit et est une source de ressources externes pour la société ;
- marginalement, d'accompagner la construction de son nouveau siège.

Dans le cadre de cette augmentation de capital, la SAEM souhaite lever un montant de 6 millions d'euros par émissions d'actions nouvelles.

Cette augmentation de capital s'effectuera en deux temps :

- Une augmentation de capital de 757 797,5 euros par incorporation des réserves de la SAEM pour porter le capital de 8 335 772,5 euros à 9 093 570 euros avec une valeur nominale de l'action portée de 27,5 euros à 30 euros.
- Une augmentation de capital en numéraire.

Il est proposé que la MEL participe à hauteur de 3 999 900 €.

À l'issue de l'augmentation de capital, la part MEL dans le capital social de la SAEM sera de 47,53%, la MEL restant l'actionnaire de référence.

La structure capitalistique envisagée est donc la suivante :

		Actuel		Après incorporation des réserves		Après souscription en numéraire		Structure capitalistique envisagée		
SAEM VR		27,5	Nbre d'actions	30	Nbre d'actions	30	Nbre d'actions	30	Nbre d'actions	
Capital en euros		8 335 772,5	303 119	**9 093 570**	**303 119**	**6 000 000**	**200 000**	**15 093 570**	**503 119**	
MEL	34,91%	2 909 858	105 813	3 174 390	105 813	3 999 900	133 330	7 174 290	239 143	47,53%
Roubaix	7,77%	647 790	23 556	706 680	23 556	204 120	6 804	910 800	30 360	6,03%
Tourcoing	7,67%	639 210	23 244	697 320	23 244	213 480	7 116	910 800	30 360	6,03%
Lille	2,48%	207 130	7 532	225 960	7 532			225 960	7 532	1,50%
Wattrelos	1,63%	136 125	4 950	148 500	4 950			148 500	4 950	0,98%
Armentière	1,28%	106 728	3 881	116 430	3 881			116 430	3 881	0,77%
Croix	0,71%	59 510	2 164	64 920	2 164			64 920	2 164	0,43%
Wasquehal	0,56%	46 750	1 700	51 000	1 700			51 000	1 700	0,34%
Halluin	0,41%	34 513	1 255	37 650	1 255			37 650	1 255	0,25%
Lys-Lez-Lannoy	0,41%	34 513	1 255	37 650	1 255			37 650	1 255	0,25%
Mons-en-Baroeul	0,64%	53 350	1 940	58 200	1 940			58 200	1 940	0,39%
Saint-André-Les-Lille	0,41%	34 513	1 255	37 650	1 255			37 650	1 255	0,25%
Roncq	0,41%	33 935	1 234	37 020	1 234			37 020	1 234	0,25%
Neuville-en-Ferrain	0,35%	29 013	1 055	31 650	1 055			31 650	1 055	0,21%
Leers	0,31%	25 465	926	27 780	926			27 780	926	0,18%
dt actionnaires publics	**59,96%**	**4 998 400**	**181 760**	**5 452 800**	**181 760**	**4 417 500**	**147 250**	**9 870 300**	**329 010**	65,39%
dt actionnaires privés	**40,04%**	**3 337 373**	**121 359**	**3 640 770**	**121 359**	**1 582 500**	**52 750**	**5 223 270**	**174 109**	34,61%
	100,00%	8 335 773	303 119	9 093 570	303 119	6 000 000	200 000	15 093 570	503 119	100,00%

Cette augmentation de capital entraînera une modification statutaire de la composition du capital au sens de l'article L.1524-1 du Code Général des Collectivités Territoriales. Il convient d'approuver au préalable cette modification dans la perspective de la tenue de l'assemblée générale extraordinaire de la SEM Ville Renouvelée prévue le 14 janvier 2025.

L'article 6 des statuts de la SAEM, intitulé "Capital social" est modifié pour refléter le passage du capital social de 8 335 772,50 à 9 93 570 euros puis à 15 093 570 euros pour constater l'augmentation du capital social de 6 000 000 € par l'émission de 200 000 actions nouvelles au nominal de 30 €.

L'article 13 relatif à la composition du Conseil d'administration est également modifié. Le nombre de sièges d'administrateurs est fixé à 18 dont :

- 12 sièges d'administrateurs représentant les collectivités territoriales et leurs groupements, répartis de façon proportionnelle à la part du capital qu'ils détiennent : 9 sièges pour la MEL, 1 sièges pour la ville de Roubaix, 1 siège pour la ville de Tourcoing, 1 siège pour les communes ;
- 6 sièges d'administrateurs représentant des actionnaires privés.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Gouvernance, Finances, Eval. Politiques publiques, Administration, RH consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) De souscrire à l'augmentation de capital de la SEM Ville Renouvelée à hauteur de 3 999 900 euros par versement numéraire, correspondant à 133 330 actions et autoriser le Président ou son représentant à effectuer les formalités nécessaires ;

2) D'approuver le projet de nouveaux statuts de la SAEM annexé à la présente délibération et d'autoriser les représentants de la MEL à l'Assemblée générale extraordinaire de la SEM Ville Renouvelée à voter en faveur de la ou les résolutions concrétisant ces modifications statutaires ;

3) D'imputer les dépenses d'un montant de 3 999 900 € aux crédits à inscrire au budget général en section investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS

Le groupe Métropole Ecologiste Citoyenne et Solidaire s'étant abstenu. Mmes Isabelle MARIAGE-DESREUX, Elisabeth MASSE, Catherine OSSON et Marie TONNERRE-DESMET ainsi MM Mehdi CHALAH, Michel COLIN, Matthieu CORBILLON, Guillaume DELBAR, Stanislas DENDIEVEL, Rodrigue DESMET, Jean-Marie LEDE, Dominique LEGRAND, Ghislain PLANCKE et Jean-Marie VUYLSTEKER n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

S.A.E.M. VILLE RENOUVELEE

TEXTES DES STATUTS RESULTANT DE LA MODIFICATION PROPOSEE PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DANS SA SEANCE DU 10 OCTOBRE 2024 ET SOUMISE A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 14 JANVIER 2025.

STATUTS

Table des matières

TITRE I – FORME – DENOMINATION – OBJET – SIEGE - DUREE 4
Article 1er – Forme 4
Article 2 - Objet 4
Article 3 - Dénomination 4
Article 4 - Siège Social 5
Article 5 - Durée 5
TITRE II - CAPITAL SOCIAL – ACTIONS 6
Article 6 - Capital Social 6
Article 7 - Modifications du capital social 6
Article 8 – Libération des actions 6
Article 9 – Défaut de libération 7
Article 10 - Forme des actions 7
Article 11 - Droits et obligations attachés aux actions 7
Article 12 - Cession des actions 8
TITRE III – ADMINISTRATION 9
Article 13 - Composition du Conseil d'Administration 9
Article 14 - Durée du mandat des administrateurs – Limite d'âge 10
Article 15 - Qualité d'actionnaire des administrateurs 11
Article 16 - Bureau du Conseil d'Administration 11
Article 17 – Réunions - Délibérations du Conseil d'Administration 11
Article 18 - Pouvoirs du Conseil d'Administration 12
Article 19 - Direction générale - Directeurs Généraux Délégués 13
Article 20 - Rémunération des dirigeants 14
Article 21 - Conventions entre la société et un administrateur, un Directeur Général, un Directeur Général Délégué ou un actionnaire 15
Article 22 - Assemblée spéciale des collectivités territoriales et de leurs groupements 15
Article 23 - Signatures 16
Article 24 - Censeurs 16
TITRE IV – COMMISSAIRES AUX COMPTES ET COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE 17
Article 25 - Commissaires aux comptes 17
Article 26 - Représentant de l'État - Information 17
Article 27 - Délégué spécial 17
Article 28 - Rapport annuel des élus 18
TITRE V - ASSEMBLEES GENERALES – MODIFICATIONS STATUTAIRES 19
Article 29 - dispositions communes aux assemblées générales 19

Article 30 - Convocation des Assemblées Générales 19
Article 31 - Présidence des Assemblées Générales 20
Article 32 - Quorum et majorité à l'assemblée générale ordinaire 20
Article 33 - Quorum et majorité à l'assemblée générale extraordinaire 20
Article 34 – Modifications statutaires 20
TITRE VI : EXERCICE SOCIAL – COMPTES SOCIAUX - AFFECTATION DES RESULTATS 21
Article 35 - Exercice Social 21
Article 36 - Comptes sociaux 21
Article 37 - Bénéfices 21
TITRE VII - PERTES GRAVES - DISSOLUTION – LIQUIDATION 22
Article 38 – Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social 22
Article 39 – Dissolution - Liquidation 22
TITRE VIII - CONTESTATIONS ET PUBLICATIONS 23
Article 40 - Contestations 23
Article 41 - Publications 23

TITRE I – FORME – DENOMINATION – OBJET – SIEGE - DUREE

Article 1er – Forme

La société est une société anonyme d'économie mixte locale, régie par les dispositions du Code de commerce relatives aux sociétés anonymes, les articles L.1521-1 à L.1525-3 du code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.) codifiant la loi n° 83-597 du 7 juillet 1983 relatives aux sociétés d'économie mixte locales, modifiés par la loi n° 2002-1 du 2 janvier 2002 tendant à moderniser le statut des sociétés d'économie mixte locales et par les présents statuts.

Article 2 - Objet

Dans les conditions prévues par les articles L.1521-1 à L.1525-3 du code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.), la société a pour objet, prioritairement sur les territoires des communes composant Lille Métropole Communauté Urbaine (LMCU),

- De conduire toute réflexion, toute action ou opération d'aménagement ayant pour objet de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs, de lutter contre l'insalubrité, de permettre le renouvellement urbain, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels.
- De se voir confier toutes missions de gestion y compris de délégation de service public.
- Et, plus largement, de conduire ou participer à toute opération d'intérêt général entrant dans les attributions des collectivités territoriales et de leurs groupements.

Complémentairement, la société pourra :

- Procéder à l'étude et/ou la construction, ou à l'acquisition et l'amélioration, en vue de la revente ou de la location, de tous bâtiments individuels ou collectifs à usage principal d'équipement, d'habitation ou d'activité,

La société exercera les activités visées ci-dessus tant pour son compte que pour le compte d'autrui. Elle pourra, en particulier, exercer ces activités dans le cadre de conventions passées dans les conditions définies par l'article L1523-2 du code général des collectivités territoriales.

D'une manière plus générale, elle pourra accomplir toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptible d'en faciliter la réalisation.

Article 3 - Dénomination

La dénomination sociale est : Société Anonyme d'Economie Mixte Ville Renouvelée.

Dans tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination devra toujours être précédée ou suivie des mots «Société Anonyme d'Economie Mixte» ou des initiales «S.A.E.M.» et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 4 - Siège Social

Le siège social est fixé à Tourcoing 75, rue de Tournai - BP 40117 (59332).

Article 5 - Durée

La Société est constituée jusqu'au 12 juin 2040, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

TITRE II - CAPITAL SOCIAL – ACTIONS

Article 6 - Capital Social

Le capital social est fixé à 15 093 570 euros (QUINZE MILLIONS QUATRE-VINGT-TREIZE MILLE CINQ CENT SOIXANTE-DIS EUROS), il est divisé en 503 119 actions de 30,00 euros (TRENTE EUROS) chacune, toutes de même catégorie.

Il pourra être augmenté ou réduit aux conditions décrites dans les présents statuts.

Article 7 - Modifications du capital social

Le capital social peut être réduit ou augmenté conformément à la loi, en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, et sous réserve que les collectivités locales détiennent plus de 50 % et au maximum 85 % de ce capital conformément aux articles L1522-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 8 – Libération des actions

Conformément aux dispositions de l'article L 225-3 du code de commerce, les actions de numéraire sont à libérer de la moitié au moins de leur valeur nominale lorsque la souscription intervient lors de la constitution de la société. Elles ne doivent être libérées que du quart au moins lors de la souscription faisant suite à une augmentation de capital. La libération du surplus intervient en une ou plusieurs fois, suivant décision du Conseil d'Administration, dans un délai qui ne peut excéder cinq ans à compter de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce, ou à compter des décisions ultérieures d'augmentation de capital.

En cas de retard de versements exigibles sur les actions non entièrement libérées à la souscription, il est dû à la société un intérêt au taux de 5 % calculé au jour le jour à partir du jour de l'exigibilité et cela sans mise en demeure préalable.

Cette pénalité n'est applicable aux collectivités locales actionnaires et à la Chambre que si elles n'ont pas pris, lors de la première réunion ou session de leur assemblée suivant l'appel de fonds, une délibération décidant d'effectuer le versement demandé et fixant les moyens financiers destinés à y faire face ; l'intérêt de retard sera décompté du jour de la séance du Conseil Municipal ou de l'Assemblée plénière consulaire.

Article 9 – Défaut de libération

L'actionnaire qui ne s'est pas libéré du montant de ses souscriptions aux époques fixées par le Conseil d'Administration est soumis aux dispositions des articles L. 228-27, L. 228-28 et L. 228-29 du Code de Commerce, sauf si cet actionnaire défaillant est une collectivité territoriale.

Dans ce dernier cas, il est fait application des dispositions de l'article L. 1612-15 du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'agrément du cessionnaire des actions vendues en application du présent article et des articles L. 228-27, L. 228-28 et L.228-29 du Code de Commerce susvisés doit être donné conformément à l'article L. 228-24 du même Code et à l'article 12 des présents statuts.

Article 10 - Forme des actions

Les actions sont toutes nominatives et indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elle.

Conformément à la législation en vigueur, les actions ne sont pas créées matériellement ; la propriété des actions résulte de l'inscription au crédit du compte ouvert au nom de chaque propriétaire d'actions dans les écritures de la Société.

Article 11 - Droits et obligations attachés aux actions

Les droits et obligations attachés aux actions suivent les titres dans quelque main qu'ils passent.

Chaque action donne droit à une part égale de la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices s'il y a lieu et dans le boni de liquidation à une part proportionnelle à la quotité du capital social qu'elle représente.

Les actionnaires ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

La possession d'une action comporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions des Assemblées Générales.

Les héritiers ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent requérir l'apposition des scellés sur les biens et papiers de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des Assemblées Générales.

Article 12 - Cession des actions

Les actions ne sont négociables qu'après immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

La cession des actions s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement.

L'ordre de mouvement est enregistré le même jour de sa réception sur un registre coté et paraphé dit « registre de mouvements ».

Toute cession d'actions à un tiers non-actionnaire, qu'elle ait lieu à titre gratuit ou onéreux, est soumise à l'agrément de la Société dans les conditions décrites ci-après.

Le Conseil d'Administration se prononce à la majorité des administrateurs présents ou représentés sur l'agrément dans un délai de trois mois à compter de la réception de la demande formulée par le cédant et adressée au Président du Conseil d'Administration.

Les mêmes règles sont applicables, en cas d'augmentation du capital, à la cession des droits préférentiels de souscription.

La cession des actions appartenant aux collectivités territoriales ou leurs groupements doit, en outre, être autorisée par décision de leurs organes délibérants en plus d'être soumise, le cas échéant, à l'agrément du Conseil d'Administration.

Tous les frais résultants du transfert sont à la charge du cessionnaire.

TITRE III – ADMINISTRATION

Article 13 - Composition du Conseil d'Administration

La Société est administrée par le Conseil d'Administration qui se compose de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus, sous réserve de la dérogation temporaire prévue par la loi en cas de fusion. Les collectivités territoriales ou leurs groupements détiennent toujours plus de la moitié des sièges d'administrateurs.

Toute collectivité territoriale a droit au moins à un représentant au Conseil d'Administration désigné en son sein par l'organe délibérant conformément aux articles L. 1524-5 et R. 1524-2 à R. 1524-6 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La représentation de l'ensemble des collectivités territoriales et leurs groupements ne doit pas dépasser la proportion du capital leur appartenant par rapport au capital de la Société. Le nombre de ces représentants peut toutefois être arrondi à l'unité supérieure.

Si le nombre de dix-huit membres du Conseil d'Administration, prévu à l'article L. 225-17 du Code de Commerce, ne suffit pas à assurer la représentation directe des collectivités territoriales ou de leurs groupements ayant une participation réduite au capital, ces collectivités et groupements sont réunies en assemblée spéciale, laquelle aura droit au moins à un poste d'administrateur.

Le nombre de sièges d'administrateurs est fixé à 18 dont 12 pour les collectivités territoriales ou leurs groupements. Celles-ci répartissent entre elles les sièges qui leur sont globalement attribués, en proportion du capital qu'elles détiennent respectivement.

Les représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements au Conseil d'Administration sont désignés par l'assemblée délibérante de ces collectivités, parmi ses membres, et éventuellement relevés de leurs fonctions dans les mêmes conditions, conformément à la législation en vigueur.

Les administrateurs autres que les collectivités territoriales ou leurs groupements sont nommés par l'Assemblée Générale ordinaire.

Conformément à l'article L. 1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, la responsabilité civile résultant de l'exercice du mandat des représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements au sein du Conseil d'Administration incombe à ces collectivités et groupements. Lorsque ces représentants ont été désignés par l'assemblée spéciale, cette responsabilité incombe solidairement aux collectivités territoriales et leurs groupements membres de cette assemblée.

La responsabilité civile des représentants des autres personnes morales détenant un poste d'administrateur est déterminée par l'article L. 225-20 du Code de Commerce.

Un administrateur personne physique ou le représentant d'une personne morale ne peut appartenir simultanément à plus de cinq conseils d'administration ou conseils de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège sur le territoire français, sauf les exceptions prévues par la loi.

Tout administrateur personne physique qui, lorsqu'il accède à son nouveau mandat se trouve en infraction avec les dispositions de l'alinéa précédent doit, dans les trois mois de sa nomination, se démettre de l'un de ses mandats. A défaut, il est réputé s'être démis de son nouveau mandat.

Article 14 - Durée du mandat des administrateurs – Limite d'âge

La durée des fonctions des administrateurs autres que ceux représentant les et leurs groupements est au maximum de six ans en cas de nomination par les assemblées générales et de trois ans en cas de nomination dans les statuts. Ils sont rééligibles.

Ces fonctions prennent fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat.

L'administrateur élu par l'assemblée générale en remplacement d'un autre administrateur ne demeure en fonction que pour la période couvrant la fin du mandat de son prédécesseur.

La limite d'âge d'exercice des fonctions d'administrateur est fixée à 75 ans. Les représentants des collectivités territoriales et leurs groupements doivent respecter la limite d'âge prévue à l'alinéa ci-dessus au moment de leur désignation. Les représentants des collectivités territoriales et leurs groupements ne peuvent être déclarées démissionnaires d'office si, postérieurement à leur nomination, elles dépassent la limite d'âge statutaire ou légale.

Le mandat des représentants des collectivités territoriales et leurs groupements prend fin avec celui de l'assemblée qui les a désignés.

Toutefois, en cas de démission ou de dissolution de l'assemblée délibérante, ou en cas de fin légale du mandat de l'assemblée, le mandat des représentants des collectivités territoriales et leurs groupements au Conseil d'Administration est prorogé jusqu'à la désignation de leurs remplaçants par la nouvelle assemblée, leurs pouvoirs se limitant à la gestion des affaires courantes. Les représentants sortants sont rééligibles. En cas de vacance des postes réservés aux collectivités territoriales et leurs groupements, les assemblées délibérantes pourvoient au remplacement de leurs représentants dans le délai le plus bref. Ces représentants peuvent être relevés de leurs fonctions au Conseil d'Administration par l'assemblée qui les a élus.

Article 15 - Qualité d'actionnaire des administrateurs

Pour chaque siège au Conseil d'Administration, l'administrateur doit justifier de la propriété pendant toute la durée de son mandat d'au moins une action.

Les représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements, membres du Conseil d'Administration, ne doivent pas être personnellement propriétaires d'actions.

Article 16 - Bureau du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres un Président.

Le Président du Conseil d'Administration peut être soit une personne physique, soit une collectivité territoriale. Dans ce dernier cas, elle agit par l'intermédiaire d'un représentant qu'elle désigne pour occuper cette fonction.

Il est nommé pour une durée qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur.

Le Conseil d'Administration nomme s'il le juge utile, un ou plusieurs vice-Présidents, élus pour la durée de leur mandat d'administrateur, dont les fonctions consistent, en l'absence du Président, à présider la séance du conseil ou les assemblées. En l'absence du Président et des vice-Présidents, le Conseil désigne celui des administrateurs présents qui présidera la séance.

Le Président ne peut être âgé de plus de 75 ans au moment de sa désignation. S'il vient à dépasser cet âge, il est déclaré démissionnaire d'office, sauf si c'est une collectivité territoriale.

Le Conseil peut nommer à chaque séance, un secrétaire qui peut être choisi même en dehors de ses membres.

Article 17 – Réunions - Délibérations du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration se réunit sur la convocation de son Président, soit au siège social, soit en tout endroit indiqué par la convocation.

Lorsque le Conseil d'Administration ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, le tiers au moins de ses membres peut demander au Président de convoquer celui-ci sur un ordre du jour déterminé.

Le Directeur Général peut également demander au Président de convoquer le Conseil d'Administration sur un ordre du jour déterminé.

Le Président est lié par les demandes qui lui sont adressées en vertu des deux alinéas précédents.

Le règlement intérieur du conseil pourra prévoir que les administrateurs ont la faculté de participer et de voter aux réunions du conseil par des moyens de visioconférence tels que déterminés par décret en Conseil d'Etat.

L'ordre du jour, accompagné du dossier de séance, est adressé à chaque administrateur 5 jours au moins avant la réunion.

Tout administrateur peut donner, même par lettre ou par télécopie, pouvoir à l'un de ses collègues de le représenter à une séance du Conseil, mais chaque administrateur ne peut représenter qu'un seul de ses collègues.

Le représentant d'une collectivité territoriale ne peut donner mandat qu'à un autre représentant d'une collectivité territoriale.

La présence effective de la moitié au moins des membres du conseil est toutefois nécessaire pour la validité des délibérations.

Sauf dans les cas prévus par la loi, les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, chaque administrateur disposant d'une voix et l'administrateur mandataire d'un de ses collègues de deux voix. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Les représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements siègent et agissent ès qualité avec les mêmes droits et pouvoirs que les autres membres du Conseil d'Administration, tant vis-à-vis de la Société que vis-à-vis des tiers.

Article 18 - Pouvoirs du Conseil d'Administration

En application des dispositions de l'article L. 225-35 du Code de Commerce, et sous réserve des pouvoirs attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires, le Conseil d'Administration, dans la limite de l'objet social :

- détermine les orientations de l'activité de la Société, et veille à leur mise en œuvre ;
- se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires la concernant.

Le Président représente le Conseil d'Administration. Il organise et dirige les travaux de celui-ci, dont il rend compte à l'Assemblée Générale, et exécute ses décisions. Il veille au bon fonctionnement des organes de la société et s'assure que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée, même par les actes d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte en cause dépassait l'objet social, ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances. Toute décision qui limiterait les pouvoirs du Conseil serait inopposable aux tiers.

Le Conseil d'Administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Chaque administrateur doit recevoir les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut obtenir auprès de la direction générale tous les documents qu'il estime utile.

Le Conseil d'Administration peut consentir à tout mandataire de son choix toute délégation de ses pouvoirs dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et par les présents statuts.

Article 19 - Direction générale - Directeurs Généraux Délégués

1. Conformément aux dispositions légales, la direction générale de la Société est assumée, sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'Administration, soit par une personne physique nommée par le Conseil d'Administration et portant le titre de Directeur Général. Le choix entre ces deux modalités d'exercice de la direction générale est effectué par le Conseil d'Administration qui doit en informer les actionnaires et les tiers dans les conditions réglementaires.

La délibération du Conseil d'Administration relative au choix de la modalité d'exercice de la direction générale est prise à la majorité des administrateurs présents ou représentés.

Le changement de modalités d'exercice de la direction générale n'entraîne pas de modification des statuts.

2. En cas d'empêchement temporaire ou de décès du Président, le Conseil d'Administration peut déléguer un administrateur dans les fonctions de Président. En cas d'empêchement, cette délégation est donnée pour une durée limitée et renouvelable. En cas de décès, elle vaut jusqu'à l'élection du nouveau Président.

3. En fonction du choix opéré par le Conseil d'Administration, la direction générale est assurée soit par le Président, soit par une personne physique nommée par le Conseil d'Administration et portant le titre de Directeur Général. Lorsque le Conseil d'Administration choisit la dissociation des fonctions de Président et de Directeur Général, il procède à la nomination du Directeur Général, fixe la durée de son mandat, détermine sa rémunération et, le cas échéant, en précise les pouvoirs.

Pour l'exercice de ses fonctions, le Directeur Général ne doit pas être âgé de plus de 75 ans. S'il vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office.

Le Directeur Général est révocable à tout moment par le Conseil d'Administration. Lorsque le Directeur Général n'assume pas les fonctions de Président du Conseil d'Administration, sa révocation peut donner lieu à des dommages et intérêts si elle est intervenue sans juste motif.

4. Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société. Il exerce ses pouvoirs dans les limites de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'Administration.

Le Directeur Général représente la Société dans ses rapports avec les tiers. La Société est engagée, même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte en cause dépassait l'objet social, ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer la preuve.

5. Sur proposition du Directeur Général, que cette fonction soit assumée par le Président du Conseil d'Administration ou par une autre personne, le Conseil d'Administration peut nommer une ou plusieurs autres personnes physiques, chargées d'assister le Directeur Général avec le titre de Directeur Général Délégué dont il détermine la rémunération.

Le nombre maximum de Directeurs Généraux Délégués est fixé à cinq.

En accord avec le Directeur Général, le Conseil d'Administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux Directeurs Généraux Délégués.

Envers les tiers, le ou les Directeurs Généraux Délégués disposent des mêmes pouvoirs que le Directeur Général.

En cas de cessation de fonctions ou d'empêchement du Directeur Général, les Directeurs Généraux Délégués conservent leurs fonctions et attributions jusqu'à la nomination d'un nouveau Directeur Général.

Un Directeur Général Délégué est révocable à tout moment par le Conseil d'Administration sur proposition du Directeur Général. Sa révocation peut donner lieu à des dommages et intérêts si elle est intervenue sans juste motif.

Les représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements ne peuvent, dans l'administration de la société, remplir des mandats spéciaux, recevoir une rémunération exceptionnelle ou bénéficier d'avantages particuliers qu'en vertu d'une délibération de l'assemblée qui les a désignés. Ils ne peuvent, sans la même autorisation, accepter de fonctions dans la Société telles que celles de Président du Conseil d'Administration, Directeur Général ou Directeur Général Délégué.

Article 20 - Rémunération des dirigeants

L'Assemblée Générale peut allouer aux administrateurs en rémunération de leur activité des jetons de présence. Le Conseil d'Administration répartit librement cette rémunération entre ses membres.

La rémunération du Président ou de son représentant, lorsqu'une collectivité ou un groupement est Président, et celle des Directeurs Généraux sont fixées par le Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration peut également allouer pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs des rémunérations exceptionnelles qui seront soumises aux dispositions de l'article L 225-46 du code de commerce.

Article 21 - Conventions entre la société et un administrateur, un Directeur Général, un Directeur Général Délégué ou un actionnaire

Les conventions qui peuvent être passées entre la Société et l'un de ses administrateurs, son Directeur Général, l'un de ses Directeurs Généraux Délégués ou l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction de droit de vote supérieure à 5 % ou, s'il s'agit d'une société actionnaire de la Société, la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de Commerce, sont soumises aux formalités d'autorisation et de contrôle prescrites par la loi.

Sont également soumises à autorisation préalable les conventions intervenant entre la Société et une autre entreprise si le Directeur Général, l'un des Directeurs Généraux Délégués ou l'un des administrateurs de la Société est propriétaire, associé indéfiniment Responsable, Gérant, Administrateur, Directeur Général, Membre du Directoire ou du Conseil de Surveillance de l'entreprise, ou, de façon générale, dirigeant de cette entreprise.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la Société et conclues à des conditions normales. Cependant, ces conventions doivent être communiquées par l'intéressé au Président du Conseil d'Administration. La liste et l'objet de ces conventions sont communiqués par le Président du Conseil d'Administration aux membres du Conseil d'Administration et aux Commissaires aux comptes.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux administrateurs autres que des personnes morales, au Directeur Général, aux Directeurs Généraux Délégués, aux représentants permanents des personnes morales administrateurs, aux conjoints, ascendants et descendants des administrateurs, directeurs généraux ou représentants des personnes morales, et d'une manière générale à toute personne interposée, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

Article 22 - Assemblée spéciale des collectivités territoriales et de leurs groupements

Les collectivités territoriales et leurs groupements qui ont une participation au capital trop réduite ne leur permettant pas de bénéficier d'une représentation directe, même dans le cadre d'un Conseil d'Administration comprenant dix-huit membres, doivent alors se regrouper en assemblée spéciale pour désigner un mandataire commun.

L'assemblée spéciale comprend un délégué de chaque collectivité territoriale ou groupement actionnaire y participant. Elle vote son règlement, élit son Président et désigne également en son sein le (ou les) représentant(s) commun(s) qui siège(nt) au Conseil d'Administration.

Une représentation à tour de rôle peut notamment être instituée entre les collectivités locales concernées, pour la désignation du (ou des) mandataire(s).

Chaque collectivité territoriale ou groupement actionnaire y dispose d'un nombre de voix proportionnel au nombre d'actions qu'il ou elle possède dans la Société.

L'assemblée spéciale se réunit au moins une fois par an pour entendre le rapport de son (ou de ses) représentants sur convocation de son Président :

- soit à son initiative,
- soit à la demande de l'un de ses représentants élu par elle au sein du Conseil d'Administration,
- soit à la demande d'un tiers au moins des membres détenant au moins le tiers des actions des collectivités territoriales et de leurs groupements membres de l'assemblée spéciale conformément à l'article R. 1524-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'Assemblée est réunie pour la première fois à l'initiative d'au moins une des collectivités territoriales ou groupement actionnaire non directement représenté au Conseil d'Administration.

Article 23 - Signatures

Tous les actes qui engagent la Société, ceux autorisés par le Conseil, les mandats, retraits de fonds, souscriptions, endos ou acquis d'effets de commerce ainsi que les demandes d'ouverture de comptes bancaires ou de chèques postaux sont signés par le Président ou par le Directeur Général à moins d'une délégation spéciale donnée à un ou plusieurs mandataires spéciaux soit par le Président, soit par le Directeur Général.

Article 24 - Censeurs

L'Assemblée Générale Ordinaire peut nommer à la majorité des voix, pour une durée de six ans renouvelables, un ou plusieurs censeurs choisis par les actionnaires en dehors des membres du Conseil d'Administration.

Les censeurs veillent à la stricte application des lois et des statuts, examinent les inventaires et les comptes annuels, assistent avec une voix consultative aux séances du Conseil d'Administration et présentent à l'assemblée annuelle leurs observations. Ils ne peuvent participer au décompte des voix et n'ont pas de voix délibérative.

Ils ne sont pas rémunérés.

TITRE IV – COMMISSAIRES AUX COMPTES ET COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE

Article 25 - Commissaires aux comptes

L'Assemblée Générale Ordinaire désigne dans les conditions de l'article L. 225-219 du Code de Commerce, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants, chargés de remplir la mission qui leur est confiée par la loi.

Les Commissaires aux comptes titulaires et suppléants sont désignés pour six exercices et sont toujours rééligibles.

Article 26 - Représentant de l'État - Information

Les délibérations du Conseil d'Administration et des Assemblées Générales sont communiquées dans les quinze jours suivant leur adoption, au représentant de l'État dans le Département du siège social de la Société.

Il en est de même des contrats visés aux articles L. 1523-2 à L. 1523-4 du Code Général des Collectivités Territoriales ainsi que des comptes annuels et des rapports du Commissaire aux comptes.

La saisine de la Chambre Régionale des Comptes par le représentant de l'État dans les conditions prévues par les articles L. 1524-2 du Code Général des Collectivités Territoriales et L. 235-1 du Code des Juridictions Financières, entraîne une seconde lecture par le Conseil d'Administration ou par l'Assemblée Générale, de la délibération contestée.

Article 27 - Délégué spécial

Toute collectivité territoriale ayant accordé sa garantie aux emprunts contractés par la Société a droit, à condition de ne pas être actionnaire directement représentée au Conseil d'Administration, d'être représentée auprès de la Société par un délégué spécial désigné en son sein par l'Assemblée délibérante de cette collectivité.

Le délégué est entendu par la Société, procède à la vérification des documents comptables et rend compte à son mandant dans les conditions déterminées par l'article L. 1524-6 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les mêmes dispositions sont applicables aux collectivités territoriales et leurs groupements qui détiennent des obligations des sociétés mentionnées au deuxième alinéa de l'article L. 2253-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 28 - Rapport annuel des élus

Les représentants des collectivités territoriales ou leurs groupements actionnaires doivent présenter au minimum une fois par an aux collectivités dont ils sont les mandataires un rapport écrit sur la situation de la Société, et portant notamment sur les modifications des statuts qui ont pu être apportées. La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi et les règlements.

TITRE V - ASSEMBLEES GENERALES – MODIFICATIONS STATUTAIRES

Article 29 - dispositions communes aux assemblées générales

L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents, les dissidents ou les incapables.

Elle se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre d'actions qu'ils possèdent sous réserve que ces actions soient libérées des versements exigibles.

Les titulaires d'actions peuvent assister aux assemblées générales sans formalités préalables.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les actionnaires qui participent à l'assemblée par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification tels que déterminés par décret en Conseil d'Etat.

Les collectivités, établissements et organismes publics ou privés actionnaires de la Société sont représentés aux Assemblées Générales par un délégué ayant reçu pouvoir à cet effet et désigné, en ce qui concerne les collectivités territoriales et leurs groupements, dans les conditions fixées par la législation en vigueur.

Article 30 - Convocation des Assemblées Générales

Les Assemblées Générales sont convoquées soit par le Conseil d'Administration ou à défaut par le ou les commissaires aux comptes, soit par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs actionnaires réunissant 5 % au moins du capital.

Les convocations sont faites par lettre recommandée, adressée à chacun des actionnaires 15 jours au moins avant la date de l'assemblée, et comportant indication de l'ordre du jour avec le cas échéant les projets de résolutions et toutes informations utiles.

Article 31 - Présidence des Assemblées Générales

Sauf dans les cas où la loi désigne un autre Président, l'Assemblée Générale est présidée par le Président du Conseil d'Administration.

En son absence, elle est présidée par un administrateur désigné par le Conseil. A défaut, l'Assemblée élit elle-même son Président.

Article 32 - Quorum et majorité à l'assemblée générale ordinaire

L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement que si elle est composée d'un nombre d'actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance, représentant le quart au moins du capital social.

Si ces conditions ne sont pas remplies, l'assemblée est convoquée de nouveau. Dans cette seconde réunion, les délibérations sont valables quel que soit le nombre des actions représentées.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés ou ayant voté par correspondance.

Article 33 - Quorum et majorité à l'assemblée générale extraordinaire

L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins sur première convocation le tiers et sur deuxième convocation le quart des actions ayant droit de vote.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés ou ayant voté par correspondance.

Article 34 – Modifications statutaires

A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification.

TITRE VI : EXERCICE SOCIAL – COMPTES SOCIAUX - AFFECTATION DES RESULTATS

Article 35 - Exercice Social

L'exercice social couvre douze mois.

Il commence le 1er Janvier.

Par exception, le premier exercice comprend le temps écoulé depuis la constitution de la Société jusqu'au 31 Décembre de l'année en cours.

Article 36 - Comptes sociaux

Les comptes de la Société sont ouverts conformément au plan comptable général ou au plan comptable particulier correspondant à l'activité de la Société lorsqu'un tel plan a été établi et approuvé.

Les documents établis annuellement comprennent le bilan, le compte de résultat et l'annexe. Ils sont transmis au représentant de l'État, accompagnés des rapports des Commissaires aux comptes, dans les quinze jours de leur approbation par l'Assemblée Générale Ordinaire.

Article 37 - Bénéfices

Après dotation à la réserve légale suivant les dispositions de l'article L. 232-10 du Code de Commerce, il peut en outre être prélevé sur les bénéfices le cas échéant diminué des pertes antérieures par décision de l'assemblée générale la somme nécessaire pour servir un intérêt net (qui ne peut excéder 6 %) à titre de dividende statutaire sur le montant libéré et non remboursé des actions, les sommes non payées à ce titre au cours d'un exercice en l'absence de bénéfice étant reportées sur l'exercice ou les exercices suivants.

L'excédent sera affecté, suivant les décisions de l'Assemblée Générale, à la constitution de réserves destinées notamment à permettre le financement d'opérations d'intérêt général dans le cadre de l'objet social.

Il n'est pas attribué de tantièmes aux administrateurs

TITRE VII - PERTES GRAVES - DISSOLUTION – LIQUIDATION

Article 38 – Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Conseil d'Administration est tenu de réunir une assemblée générale extraordinaire dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, à l'effet de décider s'il y lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés anonymes, et dans le délai de 2 ans, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Article 39 – Dissolution - Liquidation

Hormis les cas de dissolution judiciaire, il y aura dissolution de la société à l'expiration du terme fixé par les statuts, par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, ou par décision de l'associé unique.

Sauf en cas de fusion, scission ou réunion de toutes les actions en une seule main, l'expiration de la société ou sa dissolution pour quelque cause que ce soit entraîne sa liquidation.

La dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle est publiée au registre du commerce et des sociétés.

La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs nommés soit par l'Assemblée Générale Extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité prévus pour les Assemblées Générales Ordinaires, soit par une Assemblée Générale Ordinaire réunie extraordinairement. Le liquidateur représente la société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible. Il ne peut continuer les affaires en cours ou en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation que s'il y a été autorisé, soit par les associés, soit par décision de justice s'il a été nommé par la même voie

Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les actionnaires dans les mêmes proportions que leur participation au capital social.

TITRE VIII - CONTESTATIONS ET PUBLICATIONS

Article 40 - Contestations

Toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation soit entre les actionnaires eux-mêmes, soit entre les actionnaires ou les administrateurs et la Société, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises à la procédure d'arbitrage.

Les parties s'entendent pour désigner un arbitre unique dans ces circonstances. A défaut d'accord, le Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, saisi comme en matière de référé par une des parties (ou les deux), procédera à cette désignation par voie d'ordonnance.

L'arbitre ne sera pas tenu de suivre les règles établies par les tribunaux. Il statuera comme amiable compositeur et en premier ressort, les parties convenant expressément de ne pas renoncer à la voie d'appel.

Les parties attribuent compétence au Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, tant pour l'application des dispositions qui précèdent, que pour le règlement de toutes autres difficultés.

Article 41 - Publications

Pour faire les dépôts et publications prescrits par la loi en matière de constitution de Société, tous pouvoirs sont donnés aux porteurs d'expéditions ou d'extraits ou de copies tant des présents statuts que des actes et délibérations constitutifs qui y feront suite.

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 23/12/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20241220-lmc100000115027-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 23/12/2024
Retour préfecture le 23/12/2024
Publié le 24/12/2024

24-C-0396

Séance du vendredi 20 décembre 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

LILLE -

NPRU - RENOVATION DES QUARTIERS ANCIENS DEGRADES - CONCESSION D'AMENAGEMENT - CRAC 2023

Vu l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme ;

Vu la délibération n° 19 C 0401 du Conseil communautaire du 28 juin 2019, actant l'attribution, à la SPLA la Fabrique des quartiers, d'une concession d'aménagement en quasi régie pour la requalification des quartiers d'habitat ancien de la ville de Lille, la passation d'un accord-cadre et le 1er marché subséquent (MS1) ;

Vu la délibération n° 21 C 0178 du Conseil communautaire du 23 avril 2021, actant le passage d'un marché subséquent n° 2 (MS2), pour une durée de 13 ans et un bilan financier prévisionnel d'environ 110 millions d'euros HT ;

Vu la délibération n° 23-C-0396 du Conseil communautaire du 15 décembre 2023, actant la résiliation du MS1 et le transfert des dépenses et recettes non réalisées au MS2 ;

I. Exposé des motifs

Afin de traiter les ilots anciens dégradés des quartiers de Wazemmes et Moulins, il a été décidé, par délibération n° 19 C 0401 du Conseil communautaire du 28 juin 2019, d'attribuer une concession d'aménagement, conclue selon les dispositions de la quasi régie visée à l'article 17 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, en vue de la requalification des quartiers anciens de Lille, à la société publique locale d'aménagement (SPLA) "La Fabrique des quartiers".

Cette concession d'aménagement a pris la forme d'un accord cadre, à partir duquel sont conclus des marchés subséquents précisant le programme d'intervention par ilot ou par quartier, et le bilan financier associé.

L'accord-cadre et le marché subséquent n° 1 ont été notifiés le 10 juillet 2019. Le contrat de concession a été conclu pour une durée de 12 ans. Le bilan financier du 1er marché subséquent (euros courants) s'élève à environ à 11 millions d'euros HT.

Le marché subséquent n° 2 (MS2) a été attribué par délibération n° 21 C 0178 du 23 avril 2021 pour une durée de 13 ans et un bilan financier prévisionnel d'environ 110 millions d'euros HT.

Par délibération votée le 15 décembre 2023, il a été acté la résiliation du MS1 avec effet au 31 décembre 2023, et le transfert au MS2, par voie d'avenant, de l'ensemble des dépenses et recettes non réalisées sur l'opération. Ce CRAC tient compte des éléments décidés dans le cadre du protocole de résiliation et de l'avenant.

A) Faits marquants 2023

Acquisitions :

La convention opérationnelle MEL/EPF ayant été signée le 9 novembre 2020, les acquisitions ont été réalisées par l'EPF après visites et avis de la Fabrique des quartiers. 158 DIA (déclaration d'intention d'aliéner) ont été analysées.

Durant l'année 2023, il a été procédé à 9 acquisitions par l'EPF.

L'obtention de l'arrêté de déclaration d'utilité publique sur les différents secteurs permet de suivre les négociations et acquisitions ciblées dans le cadre du projet ou l'accompagnement à la réalisation de travaux par le propriétaire lui-même.

Relogements :

Sur l'ensemble des immeubles acquis fin 2023, 7 logements sont occupés par des locataires en attentes de relogement. 12 ménages sont été suivis par les services.

Un "tour de veille" est réalisé dès acquisition pour passer en revue l'état des biens, actionner si nécessaire des travaux et garantir ainsi la sécurité des riverains ou des occupants en attendant leur relogement.

Engagement des études :

De nombreuses consultations cadre ont été engagées en 2021-2022 permettant de désigner un urbaniste en chef, une mission d'ordonnancement, pilotage et coordination, une AMO en développement durable, des architectes, et lancer une mission pré-opérationnelle sur l'OPAH (opération programmée d'amélioration de l'habitat). Des études de maitrise d'œuvre de réhabilitations ont également été engagées.

Sur 2023, de nouvelles études de maitrise d'œuvre urbaine et architectures ont été lancées sur le secteur Iena Mexico et Jules Guesde.

France 2030 :

En 2023, les études se sont poursuivies dans le cadre de la période d'incubation sur le projet France 2030 - Démonstrateur de la ville durable.

- MOE pour deux réhabilitations exemplaires (FR2030) : attribution 2024 ;
- Étude Énergie Mobilité Réemploi (accord-cadre ANRU) : groupement INDDIGO mandataire, BELLASTOCK cotraitant ;
- Réhabilitation du garage 84 rue d'Iéna (accord cadre MOE) ;
- Étude architecturale et urbaine.

Une mission d'assistance à maitrise d'usage auprès des habitants a également été lancées afin de créer une dynamique participative autours du projet. L'objectif est de faire du renouvellement du secteur Iena Mexico un démonstrateur de la ville durable.

B) Évolution du bilan de la concession d'aménagement

Dépenses réalisées :

Les dépenses réalisées s'élèvent à 2 120 313 € HT, soit une diminution de 1 597 000 € HT, par rapport au CRAC 2022. Ce décalage est principalement du :

- Aux études initiées en 2023 mais qui s'étendent en 2024, études cadres et études de MOE ;
- Au volume d'acquisitions (rachat à l'EPF) non réalisé en 2023, l'avenant à la convention MEL/EPF ayant été délibéré fin 2023 ;
- Aux biens ayant été acquis libre d'occupation, les travaux de sécurisation d'urgence sont moins important que prévus ;
- Au retard de certains travaux de réhabilitations et aménagement.

Le réalisé des dépenses se décompose ainsi :

- Étude (- 95 996 € HT) : le non consommé est reporté en 2024 ;
- Acquisition et frais (- 155 000 € HT) : Les biens acquis par l'EPF seront cédés par groupes annuellement, mais mis en gestion auprès de leur fabrique dès acquisition ;
- Travaux de sécurisation et gestion (- 1 548 895 € HT) : les besoins ont été moins importants que prévus ;
- Travaux d'aménagement et de réhabilitation (- 135 € HT) : excédent reporté sur 2024.

La rémunération de l'aménageur reste inchangée, soit 1 323 310 €.

Recettes réalisées :

Les recettes réalisées en 2023 s'élèvent à 3 971 657 € HT, soit une diminution de 633 000 € HT par rapport au CRAC 2022.

- Revenus locatifs (- 150 326 € HT) : recettes moins importantes que prévues car de nombreux biens sont acquis vacants ;

- Cessions (- 482 000 € HT) : aucune cession n'a été réalisée en 2022. Les recettes sont reportées ;
- Subventions : le versement des subventions a été conforme aux prévisions contractuelles.

C) Bilan prévisionnel actualisé

Comme annoncé au CRAC 2022, un travail d'ajustement de programme et d'actualisation du bilan au regard de l'augmentation du cout travaux et ses incidences a été engagé en collaboration avec les services de la MEL.

Cependant, les différents scénarios proposés nécessitent un temps d'analyse technique complémentaire et des arbitrages politiques municipaux et métropolitains qui ne peuvent se tenir dans un temps cohérent avec l'approbation du CRACL.

Le présent CRAC présente donc un bilan prévisionnel à dépenses constantes et équivalentes au dernier CRACL approuvé. Un avenant sera présenté en 2025 sur cette opération.

Le bilan global s'élève à 116 620 849 € HT, soit une augmentation de 822 417 € compte tenu de l'obtention de subventions, mais sont intégralement réutilisées en dépenses afin de présenter un bilan à l'équilibre.

Dépenses actualisées (+ 822 417 € HT) :

Les dépenses actualisées s'élèvent à 116 620 849 € HT.

Très peu d'évolutions sont proposées à ce stade, dans l'attente de la finalisation des éléments qui seront proposés dans le cadre d'un avenant.

Les seules évolutions du bilan pour 2024 sont limitées à l'inscription en aléas de l'excédent de recettes (788 845 € HT).

La rémunération augmente de 33 000 €, qui équivaut à 5 % du montant de subventions non identifiées lors de l'attribution du contrat.

Recettes actualisées (+ 822 417 € HT) :

Les recettes actualisées s'élèvent à 116 620 849 € HT.

Deux subventions ont été attribuées au programme :

- France 2030 DVD (Démonstrateur Ville Durable) pour un montant de 268 000 € ;
- Réserve de performance régionale Jacques Febvrier pour un montant de 403 000 €.

Les placements ont généré quant à eux des recettes complémentaires à hauteur de 51 238 €.

D) Évolution des participations de la Métropole européenne de Lille

Les participations métropolitaines sur cette opération sont inchangées et se décomposent comme suit :

- Participation au financement des ouvrages publics réalisés par l'aménageur et qui feront retour dans le patrimoine public : 5 173 469 € HT ;
- Participation au déficit de l'opération : environ 26 033 632 € HT ;
- Apports en nature de foncier à l'opération : 44 601 € HT.

E) Risques

Certains risques sont identifiés même si, à ce stade de l'opération ils ne sont pas intégrés au bilan. La hausse des couts travaux (estimation d'un ratio passant de 1 350 € à 1 850 € HT) pourrait impacter lourdement les dépenses de l'opération et nécessiter des ajustements de programme.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Aménagement, Habitat, Politique de la ville, Foncier, Urba., GDV consultée, le Conseil de la Métropole décide :

De prendre acte du CRAC 2023, mis à disposition sur le Flash Conseil et dont les principales évolutions sont expliquées ci-dessus.

Résultat du vote : LE CONSEIL PREND ACTE DU PRÉSENT RAPPORT

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 23/12/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20241220-lmc100000115072-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 23/12/2024
Retour préfecture le 23/12/2024
Publié le 24/12/2024

24-C-0397

Séance du vendredi 20 décembre 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

MONS-EN-BAROEUL -

NPRU - NOUVEAU MONS - BILAN DE LA PARTICIPATION DU PUBLIC PAR VOIE ELECTRONIQUE (PPVE) - MODIFICATION DE LA ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTEE (ZAC) - REALISATION DE LA ZAC

Vu la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 modifiée relative à la solidarité et au renouvellement urbain ;

Vu, les articles L. 123-19, R. 122-2 et son annexe, R. 123-25, R. 123-26-1, et R. 123-46-1 du code de l'environnement ;

Vu la délibération n° 16 C 0904 du 2 décembre 2016 portant charte de la participation citoyenne à la Métropole européenne de Lille et fixant les principes et valeurs de la co-construction de projets avec la société civile ;

Vu la délibération-cadre n° 17 C 0515 du 1er juin 2017 définissant le processus de communication et de concertation spécifique aux projets NPNRU ;

Vu la délibération n° 19 C 0403 du 28 juin 2019 relative aux modalités de concertation préalable sur le projet NPNRU du Nouveau Mons ;

Vu la délibération n° 19 C 0789 du 12 décembre 2019 portant engagements de la MEL et signature de la convention métropolitaine de renouvellement urbain au titre du NPNRU intégrant la déclinaison des ambitions métropolitaines sur le territoire du Nouveau Mons ;

Vu la délibération n° 19 C 0800 du 12 décembre 2019 relative au bilan de la concertation préalable sur le projet NPNRU du Nouveau Mons à Mons-en-Barœul et portant poursuite du projet d'aménagement selon les orientations du projet ;

Vu la délibération n°20-C-0392 du Conseil en date du 18 décembre 2020 portant création d'une zone d'aménagement concerté multisites "le Nouveau Mons" à Mons-en-Barœul ;
Vu la délibération n° 20 C 0380 du 18 décembre 2020 portant signature de l'avenant n° 1 à la convention métropolitaine de renouvellement urbain au titre du NPNRU ;

Vu la délibération n°21-C-0050 du Conseil en date du 19 décembre 2021, la Métropole européenne de Lille a autorisé le lancement de la procédure de mise en concurrence en vue de désigner un concessionnaire sur une partie du projet urbain ;

Vu la délibération n° 21-C-0050 du 19 décembre 2021 autorisant le lancement de la procédure de mise en concurrence en vue de désigner un concessionnaire sur une partie du projet urbain ;

Vu la délibération n° 22-C-0282 du 7 octobre 2022 attribuant la concession à la SEM Ville Renouvelée en tant qu'aménageur par le biais d'un traité de concession d'une durée de 15 ans ;

Vu la délibération n°22-C-0282 du Conseil en date du 7 octobre 2022, la Métropole européenne de Lille a attribué la concession à la SEM Ville Renouvelée en tant qu'aménageur par le biais d'un traité de concession d'une durée de 15 ans ;

Vu la délibération n° 23-C-0035 du 10 février 2023 portant signature de l'avenant n° 2 à la convention métropolitaine de renouvellement urbain au titre du NPNRU ;

Vu la délibération n°24–C-0162 du Conseil en date du 28 juin 2024, initiant la procédure de modification de la ZAC du Nouveau-Mons et déterminant les modalités de participation par voie électronique.

I. Exposé des motifs

Le Nouveau Programme national de renouvellement urbain (NPNRU) est un enjeu majeur du contrat de ville. La MEL assure le pilotage de ce NPRU, qui concerne 9 quartiers et 14 sites de notre territoire, répartis sur 8 communes.

Dans ce cadre, la zone d'aménagement concerté (ZAC) du NPNRU du Nouveau-Mons a été créée par la délibération le 18 décembre 2020 susvisée pour en faciliter la réalisation.

Le dossier de création de ZAC multisite comportait une erreur matérielle relative à la superficie du projet. La correction de celle-ci a conduit de nouveau à soumettre l'étude d'impact à l'autorité environnementale, qui a rendu son avis le 6 août 2024 auquel la MEL a émis un mémoire en réponse le 11 septembre 2024. C'est dans ce cadre qu'une participation du public par voir électronique (PPVE) a été organisée. Le véritable périmètre du projet et le contenu du dossier de création de la ZAC restent inchangés et remplissent les mêmes objectifs qu'au préalable.

La MEL a donc mis à disposition du l'étude d'impact, l'avis de l'autorité environnementale, le mémoire en réponse de la MEL, les dossiers de modification, de réalisation de la ZAC et le bilan de la concertation préalable du 7 octobre au 8 novembre 2024.

L'objet de la présente délibération est de tirer le bilan de la participation par voie électronique (PPVE) en s'appuyant sur les conclusions de l'étude d'impact et de l'avis de l'autorité environnementale et l'avis du public, d'acter la modification du dossier de ZAC et de réaliser la ZAC du Nouveau-Mons.

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

A) Bilan de la Participation Publique par voie électronique

Les éléments composant l'étude d'impact ont été mis à la disposition du public du 7 octobre au 8 novembre sur le site de consultation suivant : Registre Numérique PPVE NPNRU Nouveau Mons (registre-numerique.fr)

À la suite de cette participation, une seule contribution a été reçue portant sur le volet financier des projets de la MEL. Toutefois, cette contribution n'a pas de lien ni avec l'étude d'impact, ni avec le projet spécifique du NPNRU du Nouveau-Mons.
De ce fait, la MEL ne donnera pas de suite à cette contribution, la réponse apportée est précisée dans le bilan de la PPVE.

Le bilan de la PPVE sera publié pendant au minimum trois mois sur le site :Registre Numérique PPVE NPNRU Nouveau Mons (registre-numerique.fr) et diffusé de manière permanente sur le site : https://diffuweb.lillemetropole.fr/ZAC/.

B) Modification du dossier portant création de la ZAC du Nouveau Mons

Pour rappel, la modification du dossier portant création de ZAC a pour objectif de modifier une erreur matérielle dans le dossier initial de la création de la ZAC, le programme de cette dernière n'ayant pas évolué.

À la suite de la participation du public par voie électronique, ou il a été mis à disposition entre-autre, le dossier portant la création de la ZAC, cette délibération acte de cette modification.

Avis du conseil municipal

Par la délibération de son conseil municipal en date du 12 décembre 2024, la commune de Mons-en-Barœul a confirmé son avis favorable au projet de rénovation urbaine du quartier du Nouveau-Mons et de son programme d'équipements.

C) Réalisation de la ZAC du Nouveau-Mons et de ses équipements

Le dossier de réalisation de la ZAC comprend :

- Le rapport de présentation ;
- Le projet de programme des équipements publics (PEP) ;
- Le projet de programme global des constructions ;
- Les modalités prévisionnelles de financement.

Sur un foncier d'environ 17 hectares, en accompagnement de la démolition de 358 logements, de la réhabilitation de 585 logements, de la résidentialisation de 226 logements, il est prévu le programme suivant s'articulant autour de quatre volets :

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

1) Programme des espaces publics

- La centralité : l'ilot Coty-Papin et l'avenue Adenauer :
  - Réaménager les avenues Coty et Adenauer : suppression du rond-point, refonte de la trame viaire principale pour la rendre plus urbaine ;
  - Désenclaver et ouvrir l'îlot Coty-Papin ;
  - Créer une liaison piétonne lisible et continue ;

- Les arrières de la résidence de l'Europe :
  - Réaménager l'espace de stationnement au sud de la résidence Europe pour proposer un parc paysager de qualité ;

- L'îlot des équipements Lamartine-Provinces :
  - Remailler la rue du Languedoc pour en faire un axe structurant et lisible : suppression du rond-point, refonte de la trame viaire principale ;
  - Création d'un parvis pour le groupe scolaire Lamartine-Provinces tout en le désenclavant
  - Mailler l'îlot d'Ouest en Est en créant une pénétrante reliant le futur parvis des écoles au reste du quartier ;

- Le secteur "Bourgogne" :
  - Aménager la place de la Bourgogne pour renforcer son attractivité ;
  - Ouvrir le quartier sur les plaines du Fort aujourd'hui peu reliées au tissu environnant ;

- Le secteur Sangnier :
  - Désenclaver l'îlot et l'ouvrir sur le quartier ;
  - Accompagner la réhabilitation de l'îlot Sangnier par le réaménagement d'un parking paysagé en cœur d'îlot ;
  - Prolonger les aménagements paysagers le long de la rue Sangnier.

2) Programme des logements neufs

Le projet prévoit la création d'environ 350 logements pour une surface de plancher d'environ 23 500 m² comprenant notamment des logements dédiés à Action Logement. Ces logements sont répartis sur plusieurs secteurs du projet. Ces îlots seront localisés comme suit :

- Un îlot sur le foncier de la résidence déconstruite Barry 2 ;
- Un ilot sur le foncier de la résidence Brune restant à déconstruire (contreparties Action Logement) ;
- Un îlot de logement au nord de l'avenue Adenauer ;
- Deux îlots de logement sur le foncier de la résidence déconstruite Coty ;
- Deux îlots aux arrières de la résidence Europe ;

Ce programme de logements traduit l'objectif de mixité sociale souhaité afin de rééquilibrer l'offre sociale dans le quartier. Sa composition prévisionnelle est de :

- 55 % environ de surface de plancher en accession sociale ;
- 35 % environ de surface de plancher d'accession libre ;
- 10 % de locatif social

Ces pourcentages restent à objectiver à la suite des études préalables à la commercialisation.

3) Programme des Activités – Tertiaire / commerces

Environ 4 000 m² de surface de plancher d'activités tertiaires et/ou commerciales sont prévus dans le cadre du projet de renouvellement urbain. Ces surfaces seront localisées au cœur du quartier sur le foncier de la résidence déconstruite Coty.

4) Programme des équipements publics et d'intérêts collectifs

Le projet de programme des équipement publics a été délibéré par le conseil communal de la Ville de Mons-en-Barœul le 12 décembre 2024 et prévoit :

- La création d'une salle de sport (Dojo) d'environ 1400 m² (+/- 10%) ;
- La réhabilitation d'un groupe scolaire d'environ 4 500 m² (+/- 10).

Le bilan prévisionnel de l'opération est décomposé en trois entités correspondant :

a) Aux équipements réalisées dans le cadre de la concession d'aménagement

Les dépenses s'élèvent à 28 857 000 € HT et les recettes s'élèvent à 28 865 000 € HT tel qu'il a été délibéré dans le bilan de l'attribution de la concession d'aménagement.

À noter que le montant des dépenses ne reprend pas les montants actualisés suite au CRAC 2023 délibéré en octobre 2024, ce nouveau montant ne figurant pas dans le dossier de réalisation de ZAC mis à disposition du public.

b) Aux équipements réalisés sous régie MEL

Les dépenses s'élèvent à 12 757 244 € HT et les recettes s'élèvent à 12 757 244 € HT tel qu'il a été délibéré dans la convention de participation financière relative à la délégation de maitrise d'ouvrage de la Ville à la MEL.

c) Aux équipements de superstructure réalisés par la Ville de Mons-en-Barœul

Les dépenses s'élèvent à 14 337 554 € HT.

Le montant total prévisionnel de la participation de la commune de Mons-en-Barœul au titre de la réalisation de ces ouvrages se répartit comme suit :

- Participation aux équipements publics relevant de la compétence communale : 3 874 515€ HT (2 227 596€ HT en concession et 1 646 919 € HT en régie) ;
- Participation aux équipements publics de superstructure : 9 462 554 € HT ;
- Apports en nature : 374 080 € HT.

Soit une participation totale de la commune de Mons-en-Barœul de 13 711 149 € HT .

Le montant prévisionnel de la participation de la MEL se répartit comme suit :

- Participation globale : 720 000 € HT ;
- Participation aux espaces publics relevant de la compétence métropolitaine 15 895 845,82€ HT (7 457 605 € HT en concession et 8 438 240,82 € HT en régie) ;
- Apport en nature : 117 840 € HT ;
- Complément de prix : 726 700 € HT.

Soit une participation totale de la MEL de 17 460 385,82 € HT.

Le montant total prévisionnel de la participation de la Région est de 5 500 000 € HT (3 000 000 € HT relatif à l'aménagement des espaces publics et 2 500 000 € HT relatif aux équipements publics communaux)

Le montant total prévisionnel de la participation de l'ANRU est de 14 913 870,87 € HT (12 538 870,87 € HT relatif à l'aménagement des espaces publics et 2 375 000 HT relatif aux équipements publics communaux).

Le montant total prévisionnel des recettes de cessions est de 4 373 900 € HT tel qu'il a été délibéré dans le bilan de l'attribution de la concession d'aménagement.

À noter que le montant des cessions ne reprend pas les montants actualisés suite au CRAC 2023 délibéré en octobre 2024, ce nouveau montant ne figurant pas dans le dossier de réalisation de ZAC mis à disposition du public.

D) Part intercommunale de la taxe d'aménagement

Les constructions et aménagements à édifier dans la ZAC entreront dans le champs d'application de la Taxe d'Aménagement.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Aménagement, Habitat, Politique de la ville, Foncier, Urba., GDV consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1. D'approuver le bilan de la participation du public par voie électronique dans les conditions prévues aux articles L123-19 ET L123-19-1 du code de l'environnement, dont le rapport détaillé mis à disposition sur le lien suivant : https://diffuweb.lillemetropole.fr/ZAC/ ;
2. D'approuver le dossier portant modification du dossier de création de la zone d'aménagement concerté (ZAC) du Nouveau Mons sur la commune de Mons-en-Barœul dans les conditions prévues à l'article L. 311-1 et R. 311-1 à R. 311-3 du code de l'urbanisme, et d'en approuver les programmes et les périmètres tels que repris dans le dossier de création de ZAC ;
3. D'approuver le dossier de réalisation de la ZAC du Nouveau Mons conformément à l'article R 311-7 du code de l'urbanisme ;
4. D'approuver le programme des équipements publics conformément à l'article R 311-8 du code de l'urbanisme ;
5. D'autoriser la poursuite du projet d'aménagement du Nouveau-Mons à Mons-en-Barœul selon les orientations reprises ci-dessus enrichies du bilan mis à disposition sur le lien suivant : https://diffuweb.lillemetropole.fr/ZAC/.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20241220-lmc100000115021-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 23/12/2024
Retour préfecture le 23/12/2024
Publié le 24/12/2024

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 23/12/2024
Arnaud FICOT

24-C-0398

Séance du vendredi 20 décembre 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

LILLE -

NPRU - CONCORDE - SIGNATURE DU PROTOCOLE FONCIER

Vu la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 modifiée relative à la solidarité et au renouvellement urbain ;

Vu la délibération n°16 C 0904 du Conseil en date du 2 décembre 2016 portant charte de la participation citoyenne à la Métropole européenne de Lille et fixant les principes et valeurs de la co-construction de projets avec la société civile ;

Vu la délibération-cadre n°17 C 0515 du Conseil en date du 1er juin 2017 définissant le processus de communication et de concertation spécifique aux projets NPNRU ;

Vu la délibération n°19 C 0789 du Conseil en date du 12 décembre 2019 portant engagements de la MEL et signature de la convention métropolitaine de renouvellement urbain au titre du NPNRU ;

Vu la délibération n°19 C 0794 du 12 décembre 2019 du Conseil confiant l'opération d'aménagement de la ZAC Concorde à la SPL Euralille en tant qu'aménageur par le biais d'un traité de concession d'une durée de 15 ans ;

Vu la délibération n°20 C 0380 du Conseil en date du 18 décembre 2020, la Métropole européenne de Lille a autorisé la signature de la convention métropolitaine de renouvellement urbain ;

Vu la délibération n°20 C 0384 du Conseil en date du 18 décembre 2020 approuvant la création de la ZAC Concorde ;

Vu la délibération n°21 C 0049 du Conseil en date du 19 février 2021 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC.

I. Exposé des motifs

Le Nouveau Programme de Renouvellement Urbain (NPRU) est un enjeu majeur du contrat de ville. La Métropole Européenne de Lille (MEL) assure, le pilotage de ce NPRU, qui concerne 9 quartiers et 14 sites de notre territoire, répartis sur 8 communes. La convention NPRU fixe les ambitions et les engagements de l'ensemble des acteurs concernés et leur déclinaison sur le territoire de Lille, conformément à la délibération n°19 C 0789 du Conseil en date du 12 décembre 2019.

Par délibération n°19-C-0794 du 12 décembre 2019, la MEL a confié l'opération d'aménagement de la ZAC Concorde, d'une surface d'environ 23 hectares, à la SPL Euralille par le biais d'un traité de concession d'une durée de 15 ans. Le projet prévoit environ 164 000 m² de surface de plancher, se répartissant de la manière suivante :

- Environ 114 600 m² de logements (20 % de logement locatif social; 30 % de logements intermédiaires et accession aidée; 50 % de logements libres) ;
- Environ 32 000 m² de bureaux ;
- Environ10 000 m² de commerces, services et d'activités ;
- Environ 7 400 m² d'équipements publics dont un groupe scolaire, une médiathèque.

La mise en œuvre du programme sur l'opération Concorde nécessite une refonte complète du quartier, incluant la réhabilitation des voiries, la démolition de logements sociaux locatifs, la construction de nouveaux équipements publics et de logements en diversification. Ces transformations impliquent de nombreuses modifications des propriétés foncières.

À la suite de la clarification des plans d'aménagement d'espaces publics et des différents projets des maîtres d'ouvrage impliqués et afin de faciliter les nombreuses cessions de terrains qui interviendront tout au long de la réalisation du projet, la Ville de Lille, Lille Métropole Habitat, la SPL Euralille et la MEL ont décidé de s'accorder sur les modalités et les conditions de ces cessions et de les formaliser par la rédaction d'un protocole foncier.

Le protocole vise à organiser dans le temps les cessions foncières nécessaires à l'opération et en fixera aussi le prix, déterminé comme suit :

- À l'Euro symbolique pour les terrains destinés à la réalisation des espaces publics et des espaces de résidentialisation par les bailleurs ;
- Au prix des domaines pour les terrains destinés à la réalisation d'opérations générant des droits à construire.

Chacune des cessions fera l'objet des actes nécessaires en fonction des délégations en vigueur à la MEL.

Le protocole indique également l'état dans lequel les terrains doivent être remis à leur bénéficiaire, afin d'éviter des frais de remise en état non anticipés dans les futurs programmes développés sur les emprises foncières des bailleurs.

La SPL Euralille est chargée de procéder à l'organisation de l'ensemble des opérations de rédaction et au suivi de l'exécution du protocole.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Aménagement, Habitat, Politique de la ville, Foncier, Urba., GDV consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer le protocole foncier avec la ville de Lille, la SPL Euralille et Lille Métropole Habitat.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20241220-lmc100000115016-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 23/12/2024
Retour préfecture le 23/12/2024
Publié le 24/12/2024

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 23/12/2024
Arnaud FICOT

24-C-0399

Séance du vendredi 20 décembre 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

HEM -

NPRU - LIONDERIE - SIGNATURE DU PROTOCOLE FONCIER

Vu la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 modifiée relative à la solidarité et au renouvellement urbain ;

Vu la délibération n° 14 C 0628 du Conseil en date du 10 octobre 2014 autorisant la signature d'une convention opérationnelle avec l'Établissement Public Foncier (EPF) Hauts-de-France sur le site dit de l'ancienne imprimerie Impasse Desurmont dans le quartier Lionderie-Trois Baudets à Hem ;

Vu la délibération n° 19 C 0789 du Conseil en date du 12 décembre 2019 approuvant la première phase de la convention métropolitaine de renouvellement urbain, dont fait partie le site
Lionderie à Hem ;

Vu la délibération n° 20 C 0380 du Conseil en date du 18 décembre 2020 portant signature de l'avenant n° 1 à la convention métropolitaine de renouvellement urbain au titre du NPNRU ;

Vu la délibération n° 23-C-0035 du Conseil en date du 10 février 2023 portant signature de l'avenant n° 2 à la convention métropolitaine de renouvellement urbain au titre du NPNRU ;

Vu la délibération n° 24-C-0052 du Conseil en date du 9 février 2024 autorisant la cession par l'EPF à Lille Métropole Habitat autorisant la participation de la Métropole européenne de Lille, abrogeant la délibération° 19 C 0790 du 12 décembre 2019.

I. Exposé des motifs

La Métropole européenne de Lille (MEL) mène un projet d'aménagement sur le quartier de la Lionderie. Le périmètre d'opération d'une dizaine d'hectares est engagé sur :

- Le réinvestissement d'une friche industrielle (environ 8000 m2) « Okaidi », propriété de l'EPF et totalement libérée de ses occupants ;
- La démolition d'une partie de la « cité familiale » soit 64 logements individuels;
- La démolition de l'immeuble Louis Braille et la disparition de 30 garages ;

- La construction d'un peu plus d'une centaine de logement en accession sociale ou libre contribuant à la diversification de population recherchée ;

- Une nouvelle organisation urbaine pour désenclaver le quartier et la réalisation de deux équipements publics centraux (la construction d'une antenne du centre social St Exupéry et un espace public central).

La mise en œuvre du projet de la Lionderie impose une redéfinition des espaces publics et privés et donc un redécoupage des propriétés foncières. Afin de faciliter les nombreux échanges de terrains qui interviendront tout au long de la réalisation du projet, la MEL, la ville de HEM, l'EPF, LMH, Vilogia SA et Action Logement, ont décidé, de s'accorder sur les modalités et les conditions de ces échanges et de les formaliser par la rédaction d'un protocole foncier.

Ce document précise en premier lieu les volumes fonciers qui devront être échangés entre les différents signataires pour permettre la mise en œuvre du projet urbain.

Le protocole vise à organiser dans le temps les cessions foncières nécessaires à l'opération et en fixera aussi le prix déterminé comme suit :

- À l'Euro symbolique pour les terrains destinés à la réalisation des espaces publics et des équipements publics ;

- Au prix des domaines pour les terrains destinés à la réalisation d'opérations générant des droits à construire.

Chacune des cessions fera l'objet des actes nécessaires en fonction des délégations en vigueur à la MEL.

Conformément à l'article 6.1 relatif aux contreparties foncières dans le Règlement Général de l'ANRU (RGA), Action logement se verra céder gracieusement les emprises des lots 8 et 9 (voir plan en annexe).

Le protocole indique également l'état dans lequel les terrains doivent être remis à leur bénéficiaire, afin d'éviter des frais de remise en état non anticipés dans les futurs programmes développés sur les emprises foncières des bailleurs.

La MEL est chargée de procéder à l'organisation de l'ensemble des opérations de rédaction et au suivi de l'exécution du protocole.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Aménagement, Habitat, Politique de la ville, Foncier, Urba., GDV consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer le protocole foncier entre la MEL, la Ville de HEM, EFP, Lille Métropole Habitat, Vilogia SA et Action Logement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
Mmes Florence BARISEAU et Audrey LINKENHELD ainsi que MM Michel PLOUY et Alain PLUSS n'ayant pas participé au débat ni au vote.

MEL **MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE**

ESPACE PUBLIC & VOIRIE
/UNITÉ TERRITORIALE DE ROUBAIX - VILLENEUVE D'ASCQ

Cabinet Berlem
GEOMETRE EXPERT

HEM

Nouveau Programme de Renouvellement Urbain
Quartier de la Lionderie

PLAN PARCELLAIRE

Phase de l'étude : ---

Ind.	Évolution du document	Date	Dessiné par		Visa
A	*Création du document*	29/03/2023	-----	-----	-----
B	-----	-----	-----	-----	-----
C	-----	-----	-----	-----	-----
D	-----	-----	-----	-----	-----
E	-----	-----	-----	-----	-----
F	-----	-----	-----	-----	-----
G	-----	-----	-----	-----	-----
H	-----	-----	-----	-----	-----

Informations supplémentaires :

O:\st28\er2870_Herm_Quartier Lionderie\Etat des Lieux\AB287001_Parc.dwg

Échelle : **1/500**

Référence du document :

Service émetteur	Commune	Divers	N° du plan	Indice
-----	-	-	1/1	-

LOT : 1

	Propriétaire actuel	Propriétaire futur	Cadastre Ancien	Cadastre Nouveau	Contenance
a	Ets Public Foncier		AZ529		66a 28ca
b	Ets Public Foncier		AZ531 partie		10a 58ca env.
c	Ets Public Foncier		AZ532 partie		66a env.
d	Ets Public Foncier		AZ803 partie		85a env.
e	Ets Public Foncier		AZ804 partie		52a 45ca env.
f	VILOGIA		AZ529 partie		32a env.
g	VILOGIA		AZ527 partie		22a env.
h	VILOGIA		AZ538 partie		04a 36ca env.
			Surface totale :		6821 m²

LOT : 2

	Propriétaire actuel	Propriétaire futur	Cadastre Ancien	Cadastre Nouveau	Contenance
a	VILOGIA		AZ568 partie		25ca env.
b	VILOGIA		AZ624 partie		08a 90ca env.
c	Ets Public Foncier		AZ805 partie		23a 34ca env.
d	Ets Public Foncier		AZ806 partie		16a 01ca env.
e	Domaine Public		Non cadastré		33ca env.
			Surface totale :		4602 m²

LOT : 3A

	Propriétaire actuel	Propriétaire futur	Cadastre Ancien	Cadastre Nouveau	Contenance
a	VILOGIA PREMIUM		AZ521 partie		01a 44ca env.
b	VILOGIA		AZ523 partie		13a 44ca env.
c	VILOGIA		AZ524 partie		65ca env.
d	VILOGIA		AZ790 partie		19a 06ca env.
e	Domaine Public		Non cadastré		03a 04ca env.
f	Domaine Public		Non cadastré		16ca env.
g	Domaine Public		Non cadastré		01ca env.
			Surface totale :		3483 m²

LOT : 3B

	Propriétaire actuel	Propriétaire futur	Cadastre Ancien	Cadastre Nouveau	Contenance
a	VILOGIA		AZ524 partie		04a 65ca env.
b	Ets Public Foncier		AZ803 partie		10a 36ca env.
c	Ets Public Foncier		AZ804 partie		44ca env.
d	Ets Public Foncier		AZ804 partie		11a 21ca env.
			Surface totale :		2667 m²

LOT : 4

	Propriétaire actuel	Propriétaire futur	Cadastre Ancien	Cadastre Nouveau	Contenance
a	VILOGIA		AZ520 partie		06a 76ca env.
b	VILOGIA		AZ780 partie		04a 21ca env.
c	Domaine Public		Non cadastré		86ca env.
d	Domaine Public		Non cadastré		02a 60ca env.
			Surface totale :		1429 m²

LOT : 5

	Propriétaire actuel	Propriétaire futur	Cadastre Ancien	Cadastre Nouveau	Contenance
a	Les Copropriétaires *		AZ158 partie		02a 01ca env.
b	VILOGIA		AZ624 partie		04a 21ca env.
c	Les Copropriétaires *		AZ625 partie		02a 48ca env.
d	VILOGIA		AZ626		01a
e	VILOGIA		AZ627		16ca
f	VILOGIA		AZ628		16a
g	VILOGIA		AZ629		16ca
h	VILOGIA		AZ630		01a
i	VILOGIA		AZ631 partie		38ca env.
j	VILOGIA		AZ632		03a 54ca
k	VILOGIA		AZ633		03a16ca
l	Les Copropriétaires *		AZ634		01a 65ca
m	Domaine Public		Non cadastré		53ca env.
n	Domaine Public		Non cadastré		01a4 env.
			Surface totale :		4791 m²

(*) Les Copropriétaires = Les Copropriétaires du Groupe La Lionderie

NOTA : Les contenances cadastrales ne sont données qu'à titre indicatif et nécessitent la réalisation de DMPC pour être définitives.

LOT : 6

	Propriétaire actuel	Propriétaire futur	Cadastre Ancien	Cadastre Nouveau	Contenance
a	VILOGIA		AZ158		04a 28ca
b	VILOGIA		AZ157 partie		03a 50ca env.
c	Les Copropriétaires *		AZ156 partie		00ca env.
d	VILOGIA		AZ155 partie		01a 32ca env.
e	VILOGIA		AZ154 partie		16ca env.
f	VILOGIA		AZ624 partie		02a 30ca env.
g	Ets Public Foncier		AZ804 partie		01a 11ca env.
			Surface totale :		1233 m²

LOT : 7

	Propriétaire actuel	Propriétaire futur	Cadastre Ancien	Cadastre Nouveau	Contenance
a	Les Copropriétaires *		AZ150 partie		04a 22ca env.
b	VILOGIA		AZ151 partie		99ca env.
c	VILOGIA		AZ152 partie		1ca env.
d	Domaine Public		Non cadastré		01a 47ca env.
			Surface totale :		681 m²

LOT : 8

	Propriétaire actuel	Propriétaire futur	Cadastre Ancien	Cadastre Nouveau	Contenance
a	Les Copropriétaires *		AZ109 partie		03a 61ca env.
b	VILOGIA		AZ114 partie		00ca env.
c	VILOGIA		AZ113 partie		16ca env.
d	VILOGIA		AZ116		16ca
e	VILOGIA		AZ117		17ca
f	VILOGIA		AZ118		18ca
g	VILOGIA		AZ119		18ca
h	VILOGIA		AZ120		18ca
i	VILOGIA		AZ121		18ca
j	VILOGIA		AZ122		18ca
k	VILOGIA		AZ123		18ca
l	VILOGIA		AZ124		16ca
m	VILOGIA		AZ125		17ca
n	VILOGIA		AZ127 partie		02a 66ca env.
o	Les Copropriétaires *		AZ699 partie		04a 82ca env.
p	Domaine Public		Non cadastré		14ca env.
			Surface totale :		1307 m²

LOT : 9

	Propriétaire actuel	Propriétaire futur	Cadastre Ancien	Cadastre Nouveau	Contenance
a	VILOGIA		AZ71		17ca
b	VILOGIA		AZ76		16ca
c	VILOGIA		AZ77		16ca
d	VILOGIA		AZ78		16ca
e	VILOGIA		AZ79		16ca
f	VILOGIA		AZ80		16ca
g	VILOGIA		AZ81		16ca
h	VILOGIA		AZ82		15ca
i	VILOGIA		AZ83		15ca
j	VILOGIA		AZ84		16ca
k	VILOGIA		AZ85		16ca
l	VILOGIA		AZ86		17ca
m	VILOGIA		AZ87 partie		47ca env.
n	Les Copropriétaires *		AZ90 partie		01a 45ca env.
o	Les Copropriétaires *		AZ100 partie		01ca env.
p	VILOGIA		AZ113 partie		26ca env.
q	VILOGIA		AZ127 partie		01a 20ca env.
r	Les Copropriétaires *		AZ699 partie		01a 18ca env.
s	Domaine Public		Non cadastré		11a 76ca env.
			Surface totale :		1808 m²

Les limites périphériques du projet global n'ont pas l'objet d'une opération de bornage.
Les surfaces et cotations indiquées ne revêtent aucun caractère juridique et sont susceptibles de modification après bornage.

MEL **MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE**

ESPACE PUBLIC & VOIRIE
/UNITÉ TERRITORIALE DE ROUBAIX - VILLENEUVE D'ASCQ

Cabinet Berlem
GEOMETRE EXPERT

HEM

Nouveau Programme de Renouvellement Urbain
Quartier de la Lionderie

PLAN PARCELLAIRE DE DÉCLASSEMENT

Phase de l'étude : ---

Ind.	Évolution du document	Date	Dessiné par		Visa
A	*Création du document*	17/04/2023	-----	-----	-----
B	-----	-----	-----	-----	-----
C	-----	-----	-----	-----	-----
D	-----	-----	-----	-----	-----
E	-----	-----	-----	-----	-----
F	-----	-----	-----	-----	-----
G	-----	-----	-----	-----	-----
H	-----	-----	-----	-----	-----

Informations supplémentaires :

O:\st28ner2870_Hem_Quartier Lionderie\Etat des Lieux\AB287001_Parc.dwg

Échelle : **1/500**

Référence du document :	Service émetteur	Commune	Divers	N° du plan	Indice
	-----	-	-	1/1	-

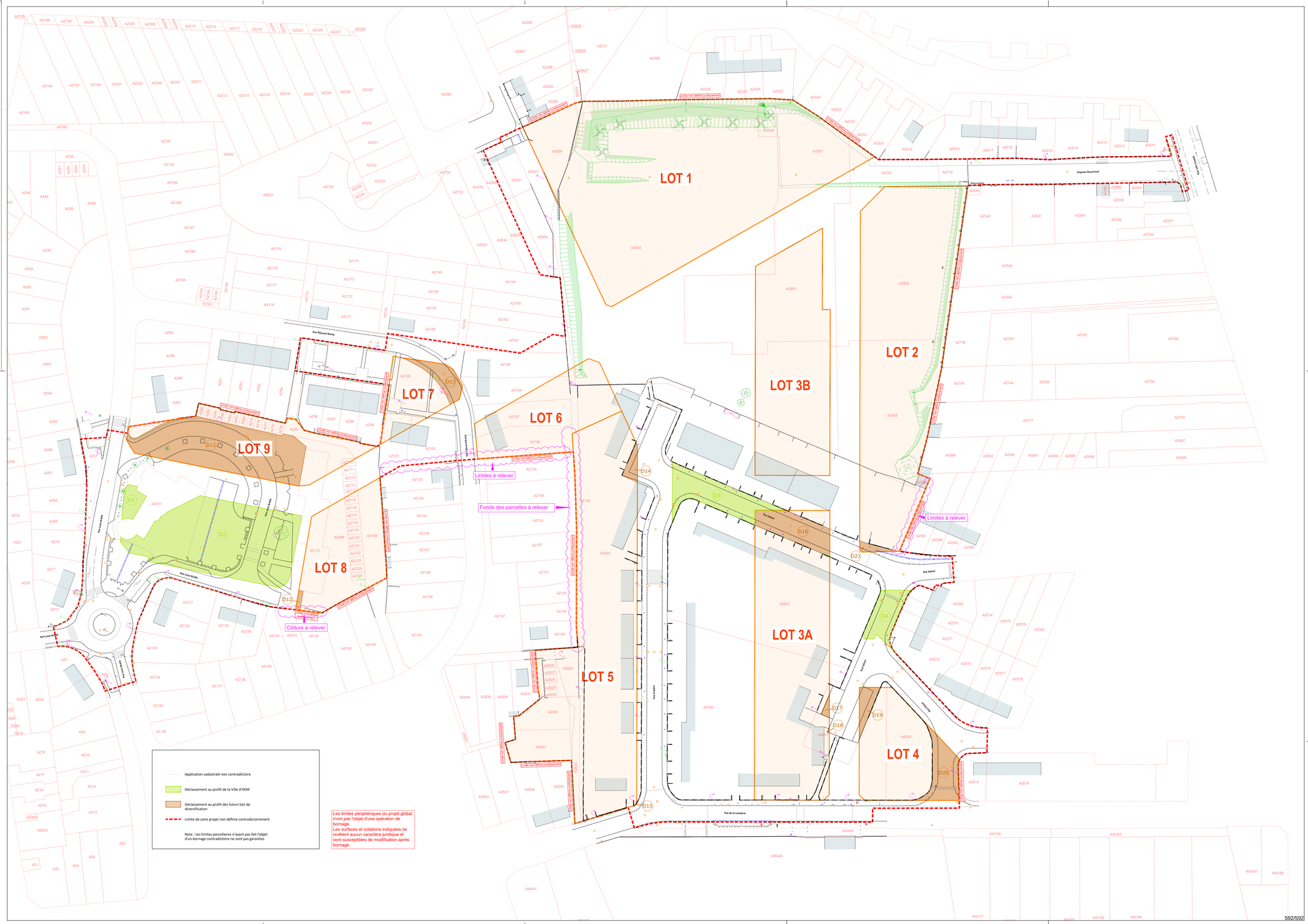
Déclassement au profit de la Ville

N° Lot	CADASTRE Ancien	CADASTRE Nouveau	CONTENANCE
D1	Non cadastré		87ca env.
D2	Non cadastré		16a 91ca env.
D3	Non cadastré		04a 39ca env.
D4	Non cadastré		02a 25ca env.

Déclassement au profit des futurs lots de diversification

N° Lot	CADASTRE Ancien	CADASTRE Nouveau	CONTENANCE
D11	Non cadastré		11a 76ca env.
D12	Non cadastré		14ca env.
D13	Non cadastré		01a 47ca env.
D14	Non cadastré		53ca env.
D15	Non cadastré		01ca env.
D16	Non cadastré		03a 04ca env.
D17	Non cadastré		16ca env.
D18	Non cadastré		01ca env.
D19	Non cadastré		88ca env.
D20	Non cadastré		02a 60ca env.
D21	Non cadastré		33ca env.

NOTA : Les contenances cadastrales ne sont données qu'à titre indicatif et nécessitent la réalisation de DMPC pour être définitives.



Les limites périphériques du projet global n'ont pas l'objet d'une opération de bornage.
Les surfaces et cotations indiquées ne revêtent aucun caractère juridique et sont susceptibles de modification après bornage.